

doc  
CA1  
EA  
93S56  
FRE

.b2646754(F)

# LE SOMMET DE MAURICE

MAURICE

16 au 18 octobre 1993

REVUE DE PRESSE

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada



Canada

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

FEB 16 1995  
FEV

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

## REVUE DE PRESSE

### NOTE AU LECTEUR

Sans être exhaustive cette revue de presse regroupe et présente de façon chronologique la majorité des articles et commentaires, touchant le Sommet de Maurice (16-18 octobre 1993) ou autres événements en périphérie, qui ont été publiés principalement dans la presse locale de Maurice de même que dans les journaux canadiens d'expression française. Ce recueil comporte également la transcription d'un certain nombre de commentaires diffusés dans le cadre de bulletins d'information sur les ondes de la radio et de la télévision canadienne.

Chaque section est construite de manière à d'abord présenter la couverture de l'événement tel que vue par la presse mauricienne. Viennent ensuite les articles des journaux canadiens; suivis d'articles publiés dans la presse étrangère; du fil des agences de presse internationales; et de transcriptions d'informations diffusées sur nos ondes radio-télé.

## TABLE DES MATIERES

### REVUE DE PRESSE

#### TITRE:

#### A- PÉRIODE PRÉ-SOMMET

**10 septembre au 13 octobre 1993**

.....1

12 SEPTEMBRE 1993

- LA PRESSE

.....2

13 SEPTEMBRE 1993

- LE DEVOIR

.....3

22 SEPTEMBRE 1993

- LA PRESSE

.....4

24 SEPTEMBRE 1993

- LA PRESSE

.....4.1

4 OCTOBRE 1993

- L'ACADIE NOUVELLE

.....4.2

7 OCTOBRE 1993

- L'ACADIE NOUVELLE

.....4.3

10 OCTOBRE 1993

- LA PRESSE

.....4.4

12 OCTOBRE 1993

- LE MAURICIEN

.....4.5

- TÉLÉGRAPH JOURNAL

.....4.6

- LA PRESSE

.....4.7

- L'ACADIE NOUVELLE

.....4.8

13 OCTOBRE 1993

- LA PRESSE

.....4.9

- LE JOURNAL DE MONTRÉAL

.....4.10

- LE MAURICIEN

.....4.11

- 4.15

#### B- PREMIERE JOURNÉE DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE PRÉPARATOIRE AU VIÈME SOMMET

**Jeudi le 14 octobre 1993**

.....5

- LE MAURICIEN

.....6 - 10

- FRATERNITÉ - MATIN

.....11

- LE MONDE

.....12 - 13

- TRANSCRIPTION CANADIAN PRESS

.....14 - 16

- TRANSCRIPTION AGENCE FRANCE PRESSE

.....17 - 20

- TRANSCRIPTION REUTERS NEWS SERVICE	.....21
--------------------------------------	---------

**C- DEUXIEME JOURNÉE DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**PRÉPARATOIRE AU VIÈME SOMMET**

<b>Vendredi le 15 octobre 1993</b>	<b>.....22</b>
------------------------------------	----------------

- L'EXPRESS	.....23 - 28
- THE SUN	.....29 - 32
- LE QUOTIDIEN	.....33
- FRATERNITÉ - MATIN	.....34 - 36
- LE DEVOIR	.....37
- LA PRESSE	.....38
- LE MONDE	.....39 - 41
- TRANSCRIPTION CANADIAN PRESS	.....42 - 44
- M.T.T. LTÉE "LE RADIO JOURNAL"	.....45 - 46

**D- PREMIERE JOURNÉE DU VIÈME SOMMET**

<b>Samedi le 16 octobre 1993</b>	<b>.....47</b>
----------------------------------	----------------

- LE MAURICIEN	.....48 - 52
- L'EXPRESS	.....53 - 63
- LE QUOTIDIEN DE PARIS	.....64 - 65
- OUEST - FRANCE	.....66 - 67
- TRANSCRIPTION AGENCE FRANCE PRESSE	.....68
- LA PRESSE	.....69 - 72
- LE DEVOIR	.....73
- LE JOURNAL DE MONTRÉAL	.....74
- THE OTTAWA CITIZEN	.....75
- LA CROIX L'ÉVÉNEMENT	.....76
- LE MONDE	.....77
- TRANSCRIPTION AGENCE FRANCE PRESSE	.....78
- TRANSCRIPTION REUTERS NEWS SERVICE	.....79
- TRANSCRIPTION AGENCE FRANCE PRESSE	.....80 - 81



- TRANSCRIPTION GLGL	.....82 - 86
- TRANSCRIPTION REUTERS NEWS SERVICE	.....87
- M.T.T. LTÉE "LE RADIO JOURNAL"	.....88 - 90

**E- DEUXIEME JOURNÉE DU Vieme SOMMET**

**Dimanche le 17 octobre 1993**

	.....91
- L'EXPRESS	.....92 - 127
- LA PRESSE	...128 - 129
- LE DEVOIR	...130 - 131
- THE OTTAWA SUN	...132
- EGYPTIEN GAZETTE	...133
- LE FIGARO	...134
- LE MONDE	...135
- LIBÉRATION	...136 - 137
- LE POINT	...138
- LE QUOTIDIEN DE PARIS	...139 - 141
- TRANSCRIPTION AGENCE FRANCE PRESSE	...142
- M.T.T. LTÉE "LE RADIO JOURNAL"	...143 - 156
- M.T.T. LTÉE "LE RADIO JOURNAL"	...157 - 158

**DERNIERE JOURNÉE DU Vieme SOMMET**

**Lundi le 18 octobre 1993**

	...159
- L'EXPRESS	...160 - 165
- LA PRESSE	...166 - 168
- LE DROIT	...169 - 170
- LE DEVOIR	...171
- L'ACADIE NOUVELLE	...172
- LE QUOTIDIEN DE PARIS	...173 - 174
- LIBÉRATION	...175 - 182
- LES ÉCHOS	...183 - 184
- OUEST - FRANCE	...185

- LE FIGARO	...186
- LA VOIE	...187 - 188
- L'OBSERVATEUR	...189 - 190
- TRANSCRIPTION CANADIAN PRESS	...191 - 194
- TRANSCRIPTION AGENCE FRANCE PRESSE	...195 - 196
- TÉLÉJOURNAL	...197
- M.T.T. LTÉ "LE RADIO JOURNAL"	...198 - 201
- M.T.T. LTÉ "ONTARIO TRENTE"	...202 - 206
- M.T.T. LTÉ "LE TÉLÉJOURNAL"	...207 - 209
<b>- <u>LE LENDEMAIN DE LA CLOTURE DU Vieme SOMMET</u></b>	
<b>Mardi le 19 octobre 1993</b>	...210
- LE DEVOIR	...211
- LE JOURNAL DE MONTRÉAL	...212
- LA PRESSE	...213 - 214
- LE SOLEIL	...215
- LE MONDE	...216 - 217
- LE QUOTIDIEN DE PARIS	...218 - 220
- FRATERNITÉ - MATIN	...221 - 222

# **PÉRIODE PRÉ-SOMMET**

**10 septembre**

**au**

**13 octobre 1993**

**REVUE DE PRESSE**

# Canada Québec. «Main dans la main» pour le prochain sommet francophone, selon Jacques Toubon

Agence France-Press



■ Les francophones d'Amérique du nord et d'Europe doivent préparer le prochain sommet de Maurice «la main dans la main» et non pas «en conflit, confrontation ou concurrence», a estimé vendredi le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon.

À l'issue d'une visite de deux jours à Montréal, il a qualifié «d'extrêmement concluants» les entretiens qu'il a eus avec le secrétaire d'État du Canada, Mme Monique Landry, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et deux ministres québécois chargés de la Culture et de la Francophonie, Mme Liza Frulla et M. Guy Rivard.

«Nous avons eu de bonnes explications et nous nous sommes très bien compris», a déclaré M. Toubon, qui faisait notamment le voyage pour convaincre ses homologues de la nécessité de renforcer le rôle du Conseil permanent de la francophonie (CPF) comme «organe politique de la francophonie», l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) en restant «l'opérateur principal».

Le ministre a rappelé qu'en 1991, au sommet de Chaillot, à Paris, les chefs d'État et de gouvernement des pays francophones avaient confié au CPF ce rôle d'autorité politique, mais qu'il ne dispose pas des moyens

nécessaires pour le remplir. Il a estimé que l'équilibre institutionnel de la francophonie n'était pas respecté, qualifiant la situation actuelle de «déplorable» et confuse.

M. Toubon s'est déclaré pleinement satisfait des discussions qu'il a eues à Montréal sur la place de la francophonie dans le monde, indiquant qu'une chance s'offre aujourd'hui aux francophones de «présenter aux peuples du monde une alternative à ce qui pourrait être la facilité, la pente naturelle, l'uniformisation des sociétés et des nations sur le modèle anglo-saxon américain».

Au plan des relations bilatérales, un comité de liaison composé de représentants des industries culturelles québécoises et françaises devrait être prochainement créé, a indiqué M. Toubon, en rappelant son souhait de voir se «développer la coopération culturelle entre le Québec et la France».

M. Toubon a confirmé que les Jeux de la francophonie, annulés cette année, auront bien lieu début juillet 1994 dans la région parisienne, précisant que les détails de l'organisation seront arrêtés le 27 septembre lors d'une réunion du comité international des Jeux.

La France a «un préjugé très favorable» pour la candidature d'adhésion du Vietnam aux instances internationales de la francophonie, a-t-il également indiqué, précisant que cette candidature était «bonne pour le sommet de 1997».



La Presse  
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

SEP 12 1993

# La France veut une Francophonie plus politique

...et menace d'évincer Jean-Louis Roy de l'ACCT

MICHEL VENNE  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La France veut une Francophonie plus politique et menace, si les autres pays francophones ne lui donnent pas raison, de chercher à obtenir la tête du Canadien Jean-Louis Roy comme dirigeant du principal organisme francophone, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

La France appuiera une autre candidature que celle de M. Jean-Louis Roy lors de l'élection du prochain secrétaire général de l'ACCT, en décembre à Bamako, si la Francophonie ne prend pas le virage politique qu'elle souhaite lors du prochain sommet francophone qui aura lieu à l'île Maurice, à la mi-octobre.

Le gouvernement français estime en effet que M. Jean-Louis Roy «a une responsabilité dans le fait que le pouvoir politique n'exerce pas l'autorité qui est la sienne» au sein de la Francophonie depuis deux ans, a indiqué, vendredi à Montréal, le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon, au terme d'une visite officielle de deux jours en sol canadien.

«Si on remplace une personne qui a une certaine conception par une personne qui a une autre conception, forcément ça va changer», a déclaré M. Toubon.

«Le pouvoir politique n'exerce pas l'autorité qui est la sienne», selon Toubon

## FRANCOPHONIE *Parler politique*

SUITE DE LA PAGE 1

La France préférerait cependant régler le problème de fond par une solution de fond plutôt que par les personnes. Lors du prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, le gouvernement Balladur va proposer d'adopter le principe du renforcement de l'autorité politique au sein de l'organisation francophone.

«Plus que jamais nous avons besoin de parler politique et de parler avec une voix politique et non pas d'une voix technocratique», a soutenu M. Toubon.

La France veut que la Francophonie agisse comme un contre-poids à «l'hégémonie anglo-saxonne» dans le monde.

«La Francophonie apparaît trop souvent comme un simple mécanisme de coopération comme il y en a trop, dit M. Toubon. Un de plus. Comme une technocratie internationale. Pour que la Francophonie progresse, il faut qu'elle soit un projet politique, culturel et démocratique généreux».

«L'Histoire nous le commande, ajoute le ministre français. Je considère qu'il est et, notamment à nous les deux grands piliers de la Francophonie à savoir le Québec-Canada et la France, de notre vocation, de notre devoir vis-à-vis de l'humanité de proposer cette alternative et ne pas laisser s'accomplir le destin des peuples jusqu'à ce que, dans dix ans, quinze ans il n'y ait plus rien dans le monde que le système culturel et le style de vie anglo-saxon», dit-il tout en se défendant de proposer l'anti-américanisme.

Par exemple, le gouvernement français s'apprête à faire adopter une espèce de loi 101 pour la France et une directive à son personnel à l'étranger pour qu'il veille à ce que la langue française soit bel et bien utilisée conformément à son statut dans les instances internationales.

Pour redonner une voix politique à la Francophonie, la France croit qu'il faut y restaurer l'autorité politique au-dessus de l'autorité technocratique. Présentement, d'après M.

Toubon, l'ACCT et son secrétaire général Jean-Louis Roy, qui est un simple fonctionnaire, exercent une autorité trop importante.

La France veut que le Conseil permanent de la Francophonie (CPF) qui regroupe les représentants personnels des chefs de gouvernement des 47 États membres, acquière une autorité plus directe sur le fonctionnement de la Francophonie.

«Si nous le faisons, dit Toubon, nous aurons un système dans lequel l'autorité politique s'exercera et l'opérateur principal, l'ACCT, s'en tiendra à ses fonctions d'opérateur.

M. Toubon soutient que les conversations qu'il a eues jeudi et vendredi avec les représentants du Canada, la ministre Monique Landry, et du Québec, le premier ministre Robert Bourassa et plusieurs de ses ministres, lui permettent de croire qu'une entente est possible sur le sujet à l'île Maurice.

Les autorités canadiennes et québécoises ont craint que l'intention de la France soit de rouvrir le débat sur les institutions de la Francophonie, lesquelles avaient été entièrement révisées lors du Sommet de 1991. M. Toubon affirme qu'il n'en est rien.

La France, a-t-il expliqué, va proposer à Maurice l'adoption d'un principe. Il est probable que les chefs de gouvernement confieront à un groupe de travail le soin de définir les modalités.

M. Jean-Louis Roy est secrétaire général de l'ACCT depuis quatre ans. Son mandat arrive à échéance en décembre. Il est sur les rangs pour un second mandat. Le Canada soutient sa candidature. En 1989, son élection avait sonné le glas à un affrontement avec la France qui jugeait que le Canada avait fait des pressions indécentes sur des pays africains pour avoir leur appui. La France ne l'a jamais digéré.

Pour l'heure, un candidat wallon (Communauté francophone de Belgique) est aussi en lice. Il est question également d'une candidature nord-africaine.

LE DEVOIR

SEP 13 1991

## La volonté de la France d'avoir une francophonie plus politique se bute à un obstacle majeur

MICHEL DOLBEC  
de la Presse Canadienne

PARIS



■ À moins d'un mois du Sommet de l'île Maurice, la volonté de la France d'avoir une Francophonie « plus politique » continue de provoquer dans la famille francophone des tensions que six journées de discussions « houleuses et viriles » n'ont pas suffi à dissiper.

« Nous parlons la même langue mais pas le même langage », a résumé le représentant personnel du premier ministre Robert Bourassa, Ronald Poupart, hier soir à Paris, au terme de la dernière réunion du Conseil permanent de la Francophonie avant la conférence d'octobre.

Les Canadiens et les Québécois sont d'accord, en principe, avec l'idée de renforcer le rôle politique du CPF et se disent prêts à « procéder aux ajustements nécessaires ». À la condition que les Français veuillent bien préciser leurs intentions.

« Plus de pouvoirs politiques au CPF, ça veut dire quoi? On ne le sait pas, affirme M. Poupart. Quand on comprendra ce que ça veut dire, les difficultés seront

peut-être aplanies. Mais ça ne sert à rien de se braquer ou de lancer des ultimatums ».

La France est de son côté exaspérée par l'attitude des Nord-Américains, qui veulent bien discuter de ses réclamations, mais seulement en décembre à Bamako, lors de la prochaine conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Les Français refusent d'attendre. Ils soumettront une proposition à la conférence ministérielle préparatoire qui précédera le sommet de l'île Maurice. « Nous allons tenter de faire débloquer ça au niveau ministériel, a dit un officiel français. Là au moins, nous aurons affaire à des ministres qui comprendront les problèmes et les enjeux. »

La France a renoncé à faire évincer le secrétaire général de l'ACCT, le Québécois Jean-Louis Roy, désormais assuré d'être ré-élu en décembre puisqu'il est le seul candidat en lice. Elle reste cependant déterminée à le remettre à sa place, en faisant réaffirmer clairement par les chefs d'États et de gouvernements la primauté politique du Conseil permanent de la Francophonie.

## Forum A12 francophone des affaires

■ Une quarantaine de personnes du monde des affaires se rendront à l'île Maurice pour la prochaine rencontre du Forum francophone des affaires, qui se tiendra du 4 au 6 octobre et qui précédera de peu le Sommet de la Francophonie.

Sous le thème Investissement et partenariat dans l'espace économique francophone, les participants aborderont des sujets comme le financement du secteur privé et les privatisations, les avantages de la co-entreprise ainsi que le potentiel de développement dans trois régions, Vietnam, Madagascar-Mauricie et la Tunisie.

La délégation canadienne comptera des gens d'affaires issus de différents secteurs, dont ceux du génie-conseil, de la formation, de la construction et de l'énergie.

Lors d'un petit-déjeuner hier, le ministre délégué aux Affaires internationales et responsable de la Francophonie du Québec, M. Guy Rivard, a souligné que le Québec dépend considérablement de son ouverture aux marchés extérieurs pour assurer sa prospérité. Le Forum constitue en ce sens « un excellent moyen d'y parvenir », a-t-il souligné.

Le Forum francophone des affaires a été lancé en septembre 1987 à l'occasion du deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement francophone. Le Canada finance les trois quarts du budget de fonctionnement du FFA et ce, depuis sa création.

Par exemple, Ottawa a octroyé 209 000 dollars sur deux ans pour la mise sur pied d'une banque internationale d'informations des gens d'affaires.

La francophonie compte 40 pays répartis sur quatre continents. Cela représente un marché de quelque 200 millions de consommateurs, ou l'équivalent 20 p. cent du commerce mondial.

## McKenna ira au Sommet de la francophonie

FREDERICTON (PG) — Le ministre des Affaires intergouvernementales, Edmond Blanchard, a indiqué qu'à moins d'un changement de dernière minute, le premier ministre Frank McKenna sera à la tête de la délégation néo-brunswickoise qui se rendra à l'île Maurice, du 13 au 18 octobre, pour participer

au Sommet de la francophonie.

«Jusqu'à maintenant, tout est planifié comme s'il sera là», a déclaré le ministre.

Cette année, le sommet sera axé sur le développement économique des pays du Sud et la participation des pays du Nord à ce développement.

Quel rôle le Nouveau-Brunswick peut-il jouer à cet égard? «Dans la francophonie internationale, nous occupons une position choyée au niveau de notre habilité de se faire valoir à l'étranger», s'est contenté de répondre le ministre Blanchard.

La préparation du Nouveau-Brunswick en prévision du sommet de l'île Maurice a débuté il y a déjà un an. Les organismes francophones tels la SAANB, l'Université de Moncton et le Conseil économique du Nouveau-Brunswick ont d'ailleurs participé à la planification.

18



## Sommet de la francophonie Le N.-B. prend sous son aile un projet de réseau d'écoles de pêche

(31)

**FREDERICTON (PG)** — Lors du cinquième Sommet de la francophonie qui se tiendra à l'île Maurice à la mi-octobre, le Nouveau-Brunswick tentera de faire approuver par ses partenaires deux projets qui lui tiennent particulièrement à cœur.

La province, qui pour l'occasion bénéficiera presque du statut d'État, est favorable à la création sous son égide d'un réseau d'écoles de pêche dans l'espace francophone.

L'autre projet prioritaire paré par le Nouveau-Brunswick est l'établissement d'un réseau de postes d'apprentissage et de formation assistés par ordinateur.

Selon le ministre des Affaires Intergouvernementales, Edmond Blanchard, ce sont des projets qui nécessiteront des investissements minimes pour le Nouveau-Brunswick, comparativement aux retombées qu'ils entraîneraient dans la province.

Sans avancer de chiffres, M. Blanchard mentionne les avan-

tages de tels projets pour l'École des pêches de Caraquet et les entreprises néo-brunswickoises dites du «savoir» (programmation, conception de logiciels, etc.).

De plus, dit-il, les personnes qui viennent recevoir de la formation au Nouveau-Brunswick effectuent des dépenses durant leur séjour, ce qui profite à l'industrie touristique.

Promoteur du projet, le Nouveau-Brunswick - ses secteurs public et privé compris - devrait jouer un rôle majeur dans la mise en place de ces réseaux et, bien sûr, les propositions relen-

nent l'attention des décideurs francophones à l'île Maurice.

Edmond Blanchard croit que les fonctionnaires provinciaux ont bien préparé le terrain et est donc optimiste quant à l'avenir de ces deux projets.

«Cette année, les thèmes du sommet sont «Unité dans la diversité» et «Droits de l'homme et développement». Le Nouveau-Brunswick, lui, a surtout orienté sa participation sur l'aspect développement», a souligné M.

Blanchard.

Le comité consultatif formé au lendemain du Sommet de Chailhot (1991) avait identifié six priorités mais, semble-t-il, le gouvernement provincial a préféré cibler son action pour maximiser les chances de réussite.

«Nous nous devons de concentrer nos efforts dans les secteurs où nous possédons de l'expertise, soit l'éducation et la formation, les pêches, l'agriculture et bien sûr le droit avec l'Université de Moncton, qui possède la seule école de «common law» en français dans le monde. Ce sont des secteurs où nous pouvons exporter notre savoir-faire», a affirmé M. Blanchard.

Les quatre autres projets ne seront pas «tabletés» pour autant, souligne le ministre des Affaires Intergouvernementales, Edmond Blanchard, mais leur réalisation dépendra davantage de la participation financière des autres membres de la francophonie.

Ainsi, le Nouveau-Brunswick propose de mettre sur pied un

projet-pilote de culture de la pomme de terre au Gabon.

Les autres projets jugés secondaires sont les suivants: installation d'un programme «fait au Nouveau-Brunswick» de formation des cadres pour les petites et moyennes entreprises, tenue dans la province d'un séminaire sur la formation médiatisée et, à l'intention des radios communautaires acadiennes, création d'un réseau privé de distribution des nouveautés musicales francophones.

Le Sommet de la francophonie se déroulera du 16 au 18 octobre, sur l'île Maurice, mais les ministres des Affaires extérieures, dont Edmond Blanchard, commenceront leurs discussions

deux jours plus tôt.

Développement mis à part, les représentants néo-brunswickois profiteront également du Sommet de l'île Maurice pour faire la promotion du Congrès mondial acadien de 1994. Côté culturel, ajoutons que la première du film «Acadie-Liberté», un court métrage de 28 minutes, aura lieu à Port-Louis le 17 octobre.

Notons que le premier ministre McKenna - il sera du voyage dans le Pacifique - dévoilera la composition exacte de la délégation néo-brunswickoise vendredi en conférence de presse. Les principales institutions acadiennes devraient y être représentées.

## Appel d'Amnesty International aux chefs d'État francophones à la veille du Sommet de l'île Maurice

Agence France Presse  
PARIS



■ Amnesty international lance un appel aux participants au Sommet francophone, qui se tient à l'île Maurice du 14 au 18 octobre, pour qu'ils «mettent un terme aux graves atteintes aux droits fondamentaux qui se déroulent quotidiennement dans nombre de pays de la communauté francophone».

Dans un communiqué, Amnesty demande l'adoption «d'une résolution ferme, établissant des mesures concrètes pour garantir le respect et la protection des droits de la personne dans l'espace francophone», conformément à un memorandum adressé en août aux participants.

Elle considère que depuis le Sommet de Paris en 1991, les chefs d'État et de gouvernement «avaient fait peu de cas de la situation souvent très grave des droits fondamentaux».

Amnesty souligne que dans la liste de 161 pays où des «violations des droits de la personne» avaient été observées en 1992, «on recensait plusieurs pays faisant partie de la communauté francophone, dans lesquels le libre exercice des droits démocratiques n'est pas garanti, les droits fondamentaux d'expression et d'association sont bafoués, les opposants et mêmes les populations civiles désarmées sont réduites au silence lors d'assassinat politiques, de disparitions sciemment organisées ou de massacres».

L'organisation affirme «qu'une des causes majeures de la persistance de ces violations réside dans l'impunité dont bénéficient les coupables».

Parmi les pays cités figurent le Maroc, Djibouti, le Zaïre, le Togo, le Tchad, Haïti, la Tunisie, la Mauritanie et la France.

277

4.4

## Tribune

Francophonie scientifique:  
consolider les acquis

Au siècle dernier, nul ne se souciait de la langue dans laquelle un texte scientifique était écrit. Quand la publication était importante, elle trouvait traducteur. En Médecine comme en chimie, en physique comme en mathématiques, nombreux étaient les textes originaux publiés en français pour la première fois. Personne n'attendait de Marie Curie, de Lavoisier ou de Claude Bernard qu'ils publient en anglais leurs découvertes pour être appréciées... La faiblesse actuelle de la francophonie scientifique doit chercher ailleurs que dans la langue les sources de ses problèmes.

L'arrivée d'un nombre plus grand de lecteurs scientifiques à travers la force économique des Etats-Unis, le travail de pionniers de certains éditeurs de journaux scientifiques anglais et américains, la rigueur scientifique des comités de lecteurs américains, ont permis l'essor de grands et de très grands journaux scientifiques anglo-saxons comme "Nature". Une publication dans "Nature" assure une diffusion que ne peut donner aucun journal scientifique de langue française. S'il y a une explication logique pour le souhait de bons scientifiques français à s'exprimer en anglais dans "Nature" ou des journaux spécialisés comparables, il n'y a par contre aucune raison pour justifier dans des congrès de cinq à dix mille personnes en Europe l'usage exclusif de l'anglais. Sauf si le nombre de scientifiques francophones était extrêmement limité. J'ai été personnellement choqué dans les derniers congrès européens de cardiologie de constater l'absence totale de la langue française et j'ai eu de la peine pour des collègues tunisiens et algériens qui avaient fait le déplacement en vain. Alors que pour le congrès Européen de Cardiologie à Amsterdam en 1977, le français était présent et j'avais moi-même effectué 3 communications en français à la demande de la Société Française, le français allait bientôt disparaître dans cette instance. Les pouvoirs publics doivent trouver une juste solution à ce problème car les congrès de cette envergure sont de grands centres de perfectionnement et il n'est pas juste que les collègues africains ne puissent pas en bénéficier.

Pour remédier à cette situation, il nous faut comprendre que la faiblesse actuelle de la francophonie scientifique n'a strictement aucune relation avec la valeur de la langue ou la qualité de son enseignement en dehors de la France. Elle tient essentiellement à la faiblesse actuelle en volume de la recherche potentiellement d'expression francophone. Pour soutenir la francophonie scientifique, il faudrait donc aider les pays d'expression francophone à développer un volume de recherche bien supérieur à ce que nous observons actuellement et à former et maintenir en poste un nombre croissant de chercheurs. La recherche de haut niveau étant généralement coûteuse, il faudrait encourager dans les pays francophones une politique scientifique favorisant la recherche et la formation de chercheurs.

L'AUFELF et L'UREF ont fait un effort considérable pour sensibiliser et motiver les administrations universitaires francophones dans cette orientation. Le nombre de bourses de chercheurs et les budgets n'ont cependant aucune relation avec la tâche à accomplir et à ce rythme l'Afrique francophone ne peut trouver dans les budgets actuels aucun espoir de développer des centres d'excellence, seuls capables de générer une recherche impor-

tante à la fois en volume et en qualité. Faut-il répéter que si la recherche francophone n'a pas le volume et la qualité comparable à la recherche d'expression anglophone, les journaux scientifiques francophones n'auront aucune chance, strictement aucune chance de rester en compétition, d'autant que les coûts de fabrication de ces journaux scientifiques sont inversement proportionnels au nombre de lecteurs?

Au Sommet de Québec, puis au Sommet de Dakar, les chefs d'Etats ont pris des décisions courageuses pour donner un élan à la francophonie scientifique. Pour de petits pays comme l'île Maurice, il serait agréable de voir les prochains sommets consolider ces acquis en reconnaissant qu'il n'y aurait pas d'expression scientifique francophone sans production scientifique francophone et qu'il est aussi important de créer des idées nouvelles que de disséminer les idées anciennes. Le Sommet de Dakar, qui avait défini le rôle des institutions, avait reconnu la nécessité de créer des organes subsidiaires dotés, si nécessaire, d'une personnalité juridique pour la mise en oeuvre de projets à long terme. Le développement de la recherche, potentiellement d'expression francophone, mériterait en plus des budgets universitaires, une dotation spéciale et exceptionnelle pour permettre non seulement des réseaux entre chercheurs francophones, mais la création de véritables instituts physiques, ancrés dans certains pays où ils contribueraient au développement du pays, mais orientés vers l'accueil de chercheurs francophones et leur formation. Sans un vaste projet de coopération scientifique, intégrant à la fois la recherche fondamentale et la recherche appliquée, il est peu probable que les chercheurs francophones existants trouveraient des journaux scientifiques francophones prestigieux et de grande diffusion pour vulgariser les découvertes qu'ils sont appelés à faire.

Peut-on également espérer de la part d'une des conférences au sommet une décision de créer un journal scientifique de la valeur de "Nature" ou un journal médical de la valeur du "New England Journal of Medicine". Les chercheurs francophones des petits pays apprécieraient vivement la définition à chaque sommet d'un grand projet de recherche francophone, dont l'aboutissement d'ailleurs devait être autant profitable aux grands pays qu'aux moins grands. La France est par exemple leader dans le projet Génome Humain. L'association à ce projet ou à un projet connexe de laboratoires africains, travaillant sur la génétique de maladies, la possibilité pour ces laboratoires de bénéficier rapidement des technologies et des données françaises et pour les Français d'étudier des populations différentes, donneraient aux deux côtés un avantage certain.

La synergie de leurs actions aiderait plus vite à percer quelques mystères concernant nos maladies. Sans aller jusqu'à un EURÉKA francophone, le sommet pourrait encourager des projets de recherche, dont l'envergure est telle qu'aucun pays ne peut envisager seul. La francophonie scientifique en bénéficierait.

PROFESSEUR S. BALGADOO

Agrégé de Cardiologie

Professeur à l'Université de Maurice

Ancien Professeur à l'Université de Paris VI

# Premier plans job-hunting tour of Asia

By DON RICHARDSON

Telegraph Journal

(A-5)

FREDERICTON - Premier Frank McKenna plans to mix business with business during a two-week overseas trip later this month.

McKenna will journey to the Indian Ocean island of Mauritius for the International francophone summit. He will use that trip as a springboard to a job-hunting tour through southeast Asia, which will keep him out of the province until late October.

The trip will be a bargain for New Brunswick taxpayers, the premier said.

The federal government and the host country will be paying most of the cost of the trip and both ventures should help bring jobs to the province.

"We have a chance here to kill two birds with one stone," McKenna told reporters Sunday. "In addition to the work we will be doing in Mauritius, we

are also taking advantage of being in that part of the world to undertake several commercial initiatives with a number of New Brunswick companies."

The three-day conference of French-speaking nations that begins next Saturday is more than a cultural event, McKenna

said.

He hopes to use the meeting to develop business contacts among French-speaking countries in the developing world.

He said the province plans to use the conference to promote its expertise in distance education to other French-speaking regions.

He also hopes to provide exports to francophone fisheries schools throughout the Third World.

This will be the third time McKenna has attended the biennial event. Previous trips have brought criticism from the opposition Confederation of Regions Party, but McKenna believes they are worthwhile for the economic benefits they produce.

"This is a summit that has more opportunity for us than ever before. We have refined our strategy and focused in on several areas of expertise that New Brunswick has. I think we are going to get a big economic

impact from our participation."

McKenna will be the senior Canadian politician at the Mauritius conference, as Prime Minister Kim Campbell and Quebec premier Robert Bourassa have both declined to attend.

Benoit Houchard, the former Tory cabinet minister who is now Canada's ambassador to Paris, will represent the federal government at the conference.

Ottawa will pay most of the travelling cost for the New Brunswick delegation and Mauritius will pay for

accommodations.

McKenna said the province's share of the bill will be "modest" but did not supply a precise figure.

New Brunswick will have a delegation of five at the conference, including the premier and Intergovernmental Affairs Minister Edmund Blanchard.

Following the summit, McKenna will lead a New Brunswick delegation to Thailand and China on a trade and investment mission.

Joined by six local companies - including Canong Bros.

chocolates of St. Stephen, Universal Systems Ltd. of Fredericton and NH Power - the delegation will visit Bangkok and Shanghai in search of jobs and investors.

McKenna was in the Far East last year and said the province's efforts to make itself better known there have produced some dividends. Companies such as WIK Wovens of Edmundston and Atlantic Canada Textiles of Chipman have roots in the Pacific Rim.

McKenna will wrap up his tour in China on Oct. 24.

FROM:

# L'économie et la politique au menu du Sommet de la Francophonie

**NORMAN DELISLE**  
*Presse Canadienne*  
 QUEBEC



■ Fondée il y a un quart de siècle sous le signe de la culture, la francophonie a maintenant atteint la maturité et peut envisager d'élargir ses horizons vers la politique et l'économie.

«Ce sont des aspects qui nous intéressent le plus. C'est d'ailleurs le Québec qui a lancé le premier un discours économique dès 1987. Nous avons introduit la notion de Francophonie économiquement rentable», affirme le ministre québécois délégué à la Francophonie, Guy Rivard, dans une entrevue à la Presse Canadienne avant son départ pour le sommet, qui se tient cette année à l'île Maurice.

Cette rencontre réunira à la fin de la semaine des représentants de 47 pays et gouvernements (le quart des pays de la planète) dans cette petite île de l'océan Indien pour le Cinquième Sommet de la Francophonie.

Le Québec entend d'ailleurs porter à l'attention des autres pays des voies de solution qu'il a lui-même explorées depuis longtemps pour assurer son développement économique: faciliter l'accès au crédit des entreprises par le biais du financement coopératif.

Les pays du Sommet vont aussi aborder de plus en plus les questions politiques. Plusieurs résolutions soumises aux chefs de gouvernement vont porter sur la paix, sur la lutte contre la drogue, sur les droits de la personne ou sur des dossiers comme le rétablissement de la démocratie en Haïti.

«Ce ne sont pas des sujets spécifiques à la Francophonie mais les pays de ce groupe se préoccupent de plus en plus de discuter entre eux de ces sujets», explique le ministre Rivard.

Pour les trois gouvernements du Canada qui participeront à la rencontre — le gouvernement fédéral,

celui du Québec et celui du Nouveau-Brunswick —, les circonstances sont quelque peu spéciales.

Au lieu d'être représenté par la première ministre Kim Campbell, le gouvernement du Canada a délégué au Sommet un fonctionnaire, soit son ambassadeur à Paris, l'ex-ministre Benoit Bouchard.

La secrétaire d'État du Canada responsable du dossier francophone, la ministre Monique Landry, a expliqué que la campagne électorale actuellement en cours était responsable de cette situation. «Il aurait été totalement inapproprié que Mme Campbell ou moi-même s'y rende à une semaine des élections», a dit Mme Landry.

L'ambassadeur Bouchard a reçu le mandat de contribuer, au nom du Canada, à mettre l'accent sur les aspects plus politiques des décisions que peut prendre la Francophonie. «Il faudra renforcer les dossiers politiques, dit-elle. Par exemple, dans le cas de Haïti, on se demande si on a utilisé le maximum de persuasion pour mobiliser l'opinion internationale en faveur de la démocratisation».

Le gouvernement du Québec sera lui représenté par la vice-première ministre, Lise Bacon, et par le ministre Guy Rivard.

En annonçant le 14 septembre dernier qu'il ne sollicitera pas de nouveau mandat, le premier ministre Robert Bourassa avait indiqué qu'il ne serait pas du voyage. À Dakar, en 1989, M. Bourassa avait fait bonne figure en proposant une sorte de plan Marshall pour relancer l'économie des pays francophones africains. Le

Nouveau-Brunswick sera représenté par son premier ministre, Frank McKenna.

«Le Nouveau-Brunswick veut tirer avantage de la francophonie. Nos atouts sont le bilinguisme officiel et notre vaste réseau de petites entreprises», indique le premier ministre de la seule province au pays officiellement bilingue. M. McKenna sera accompagné entre autres du recteur de l'Université de Moncton, Jean-Bernard Robichaud.

Moncton possède la seule université au monde à avoir mis en place une école de droit dispensant en français un cours sur la Common Law, le régime juridique en vigueur dans les pays de tradition britannique.

Par ailleurs, c'est un Québécois, Jean-Louis Roy, qui sera reconduit lors du sommet comme le plus haut fonctionnaire de la Francophonie. M. Roy en sera à son deuxième mandat comme secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), où il a été nommé pour la première fois en 1989.

Le Sommet de la Francophonie réunit 47 pays et gouvernements qui ont en commun l'usage du français, et qui comptent 450 millions d'habitants.

Les citoyens de tous ces pays ne parlent pas nécessairement français, comme en témoigne la situation au Canada, où seulement 24 pour cent de la population maîtrise cette langue.

Des données de l'ACCT révèlent que 130 millions de personnes connaissent le français dans le monde, et c'est la langue maternelle de quelque 65 millions d'entre eux.

# McKenna laissera le champ libre à Bouchard lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet de la francophonie ⑭

**FREDERICTON (PG)** — C'est de bonne grâce que Frank McKenna, seul chef de gouvernement canadien présent à l'île Maurice, cédera sa place sous les projecteurs, lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet de la francophonie, à Benoît Bouchard, le nouvel ambassadeur du Canada à Paris.

«Je ne suis pas cha-

ouilleux sur le protocole, M. Bouchard va représenter le Canada lors de l'ouverture», a expliqué le premier ministre néo-brunswickois aux journalistes.

À cause de la campagne électorale fédérale, la première ministre canadienne Kim Campbell a préféré demeurer au pays. Robert Bourassa, qui a récemment annoncé son retrait prochain

de la politique, ne se rendra pas non plus à l'île Maurice.

Frank McKenna, qui en sera à son troisième sommet, semble accorder plus d'importance à la défense des intérêts du Nouveau-Brunswick sur la scène internationale qu'à des questions de visibilité médiatique.

«Ce sommet offre davantage de possibilités pour nous. Nous avons précisé notre stratégie en nous concentrant sur les secteurs où le Nouveau-Brunswick possède de l'expertise. Je crois que l'impact économique de notre participation à ce sommet sera important», a-t-il déclaré.

La province préconise surtout la mise en place d'un réseau d'écoles de pêche et l'établissement d'un autre réseau de postes d'apprentissage par ordinateur pour générer des retombées au Nouveau-Brunswick.

«Nous sommes très confiants d'atteindre nos objectifs», a lancé M. McKenna.

#### Coûts du voyage

Frank McKenna assure que la présence du Nouveau-Brunswick à l'île Maurice ne constitue pas une grosse dépense pour la province. Il souligne que le fédéral

défraye la grosse part des coûts de voyage et que la totalité des frais de séjour est assumée par le pays qui reçoit.

Le premier ministre profitera également de son séjour dans cette partie du monde pour séjourner une semaine en Asie du Sud-Est. Il dirigera une mission commerciale néo-brunswickoise qui se rendra notamment en Thaïlande et en Chine.

«Il y a un grand nombre d'occasions à saisir, non seulement sur le plan de l'investissement, mais également sur le plan des associations stratégiques, des relations commerciales et du transfert technologique», a indiqué M. McKenna.

La délégation officielle du Nouveau-Brunswick au Sommet de la francophonie sera dirigée par le premier ministre McKenna.

Elle comprendra également son attaché de presse, Maurice Robichaud, le ministre des Affaires intergouvernementales, Edmond Blanchard, la sous-ministre adjointe, Liane Roy, et la correspondante nationale et directrice de la coopération intergouvernementale, Mirelle Cyr.

Julie McKenna sera également du voyage.

Au nombre des accompagnateurs, il faut également compter le recteur de l'Université de Moncton, Jean-Bernard Robichaud, le doyen de l'École de droit de l'U de M, Fernand Landry, le président de la SAANB, Jean-Marie Nadeau et le directeur général de la SNA, René Légère.

Des représentants de six entreprises du Nouveau-Brunswick accompagneront ensuite le premier ministre en Asie du Sud-Est.

OCT 12, 1993 11:29AM 8776 P. 5C

10:3321317

FROM:M

## L'île Maurice, une île polyglotte où le français se porte fort bien

AFP  
PORT-LOUIS

218

■ Le français côtoie l'anglais, langue officielle, et une quinzaine de langues ancestrales, mais occupe une place privilégiée dans la vie quotidienne et culturelle de Maurice, qui accueille le week-end prochain le 5e sommet de la francophonie.

Le mélange linguistique est élevé en art de vivre dans l'île Maurice, peuplée d'immigrants venus d'Europe, d'Asie et d'Afrique qui, à l'exception des Africains, ont conservé leurs cultures. Le contact entre les esclaves africains et les colons français a, comme dans les Caraïbes ou à la Réunion, donné naissance au patois créole, de loin la langue la plus parlée dans l'île.

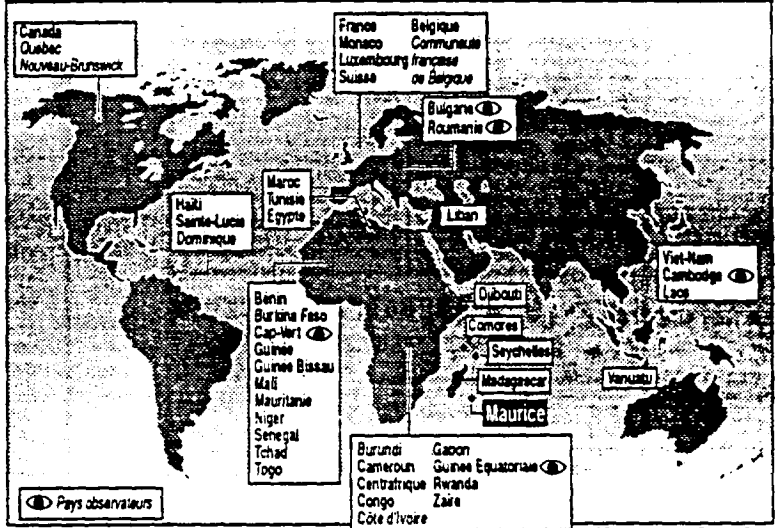
Après avoir été colonisée par les Portugais entre 1598 et 1710, Maurice a été administrée par les Français entre 1715 et 1810, date de sa conquête par les Britanniques. Mais le français a résisté à 158 ans de colonisation anglaise grâce à une des conditions de la capitulation française: la préservation par les vainqueurs britanniques des coutumes, lois et pratiques religieuses du pays.

L'anglais est donc devenu la langue officielle et administrative, mais a laissé le champ libre au français dans le domaine culturel, qu'il continue d'occuper largement.

La presse écrite, qui compte une vingtaine de titres, est à 90 p. cent en langue française. Près de la moitié des émissions des services de radio et de télévision, contrôlés par l'État, sont en français, le reste du temps d'antenne étant consacré à des émissions en anglais et dans les langues ancestrales.

Au fil des ans, la presse a développé des habitudes bien mauri-

Vème sommet de la francophonie  
LES ETATS ET GOUVERNEMENTS PARTICIPANT AU SOMMET DE L'ILE MAURICE



AFP mc-grabna - Patrice Dore

ciennes qui peuvent surprendre les étrangers. Des articles en français sont souvent entrecoupés de citations en anglais ou en créole, alors que certains bulletins radio sont présentés en français, anglais et créole.

Le premier journal en français a été publié à Maurice en 1779. Une antenne de l'Alliance française s'est installée dès 1884 à Port-Louis, où la loge de la «triple espérance» de l'obédience du Grand Orient de France est présente depuis 1778.

La littérature francophone a toujours été plus riche que celle d'expression anglaise et a produit des écrivains comme Loys Masson, Marcel Cabon, Malcolm de Chazal. Certains d'entre eux, tels Marie-Thérèse Humbert («A l'autre bout de moi»), poursuivent leur carrière littéraire à Paris.

Dans les églises catholiques, implantées depuis 250 ans, les messes sont dites essentiellement

en français et, avec l'anglais, le français est autorisé lors des travaux de l'Assemblée nationale, des conseils municipaux et de districts et lors des réunions officielles. Les jugements des cours de justice mauriciennes sont publiés en anglais, mais les plaidoiries peuvent être faites en français.

Maurice dispose également de trois lycées inspirés du modèle français: le lycée La Bourdonnais et le Lycée du Nord, qui reçoivent une subvention française, et le Lycée du Centre. Le français est enseigné dans toutes les institutions primaires et secondaires mais, à la différence de l'anglais, n'est pas obligatoire pour l'obtention du certificat de fin d'études secondaires.

Indépendante depuis 1968, Maurice est devenue une République à part entière le 12 mars 1992, en restant membre du Commonwealth. Jusqu'à cette date, l'île était une monarchie et avait pour chef d'État la reine Elizabeth II.

À  
le  
LI  
A

PO  
côtoie  
et un  
cêtre  
privil  
ne et  
accue  
5° son

Le m  
de vivr  
migran  
que qu  
conserv  
esclave  
comme  
donné  
langue

Après  
guais e  
ministr  
1810, d  
ques. M  
de colo  
conditi  
préserv  
ques de  
gieuses

À l'île Maurice, où se tiendra 73  
le cinquième Sommet de la francophonie

# LE FRANÇAIS A RÉSISTÉ À 158 ANS DE COLONISATION ANGLAISE

**PORT-LOUIS (AFP) — Le français côtoie l'anglais, langue officielle, et une quinzaine de langues ancestrales, mais occupe une place privilégiée dans la vie quotidienne et culturelle de Maurice, qui accueille le week-end prochain le 5<sup>e</sup> sommet de la francophonie.**

*Jean-Marc Poche*

Le mélange linguistique est élevé en art de vivre dans l'île Maurice, peuplée d'immigrants venus d'Europe, d'Asie et d'Afrique qui, à l'exception des Africains, ont conservé leur culture. Le contact entre les esclaves africains et les colons français a, comme dans les Caraïbes ou à la Réunion, donné naissance au patois créole, de loin la langue la plus parlée dans l'île.

Après avoir été colonisée par les Portugais entre 1598 et 1710, Maurice a été administrée par les Français entre 1715 et 1810, date de sa conquête par les Britanniques. Mais le français a résisté à 158 ans de colonisation anglaise grâce à une des conditions de la capitulation française : la préservation par les vainqueurs britanniques des coutumes, lois et pratiques religieuses du pays.

L'anglais est donc devenu la langue officielle et administrative, mais a laissé le champ libre au français dans le domaine culturel, qu'il continue d'occuper largement.

La presse écrite, qui compte une vingtaine de titres, est à 90 % en langue française. Près de la moitié des émissions des services de radio et de télévision, contrôlés par l'État, sont en français, le reste du temps d'antenne étant consacré à des émissions en anglais et dans les langues ancestrales.

Au fil des ans, la presse a développé des habitudes bien mauriciennes qui peuvent surprendre les étrangers. Des articles en français sont souvent entrecoupés de citations en anglais ou en créole, alors que les certains bulletins radio sont présentés en français, anglais et créole.

Le premier journal en français a été publié à Maurice en 1779. Une antenne de l'Alliance française s'est installée dès 1884 à Port-Louis, où la loge de la «triple espérance» de l'obédience du Grand Orient de France est présente depuis 1778.

La littérature francophone a toujours été plus riche que celle d'expression anglaise et a produit des écrivains comme Loys Masson, Marcel Cabon, Malcolm de

Chazal. Certains d'entre eux, telle Marie-Thérèse Humbert (*A l'autre bout de moi*), poursuivent leur carrière littéraire à Paris.

Dans les églises catholiques, implantées depuis 250 ans, les messes sont dites essentiellement en français et, avec l'anglais, le français est autorisé lors des travaux de l'Assemblée nationale, des conseils municipaux et de districts et lors des réunions officielles. Les jugements des cours de justice mauriciennes sont publiés en anglais, mais les plaidoiries peuvent être faites en français.

Maurice dispose également de trois lycées inspirés du modèle français : le lycée La Bourdonnais et le Lycée du Nord, qui reçoivent une subvention française, et le Lycée du Centre. Le français est enseigné dans toutes les institutions primaires et secondaires mais, à la différence de l'anglais, n'est pas obligatoire pour l'obtention du certificat de fin d'études secondaires.

Indépendante depuis 1968, Maurice est devenue une république à part entière le 12 mars 1992, en restant membre du Commonwealth. Jusqu'à cette date, l'île était une monarchie et avait pour chef d'État la reine Elizabeth II.



## Parlements francophones

# L'AIFLF devient l'Assemblée consultative de la Francophonie



*Les participants à la conférence de l'AIFLF ce matin*

L'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIFLF) deviendra, à partir du Ve Sommet de la Francophonie, l'Assemblée consultative de cette organisation, ce qui fait que ses représentants seront invités aux Sommets à titre d'invités spéciaux. De plus, l'AIFLF et la *Commonwealth Parliamentary Association* (CPA) se rencontrent et échangeront leurs expériences.

C'est ce qui ressort de la conférence tenue ce matin à Trou-

aux-Biches par M. Jean-Pierre Saintonge, le président en exerci-

ce. M. Saintonge préside l'Assemblée nationale du Québec et a été installé à la tête de l'AIFLF le 2 juillet dernier et siège également à la CPA.

En présence de M. Iswardeo Seetaram, président de l'Assemblée nationale mauricienne, et d'autres membres du comité directeur de l'organisation, M. Saintonge a retracé l'histoire de l'AIFLF qui a joué un "rôle éminent" dans le développement de la Francophonie. Aujourd'hui, elle représente les 45 Parlements dont 37 sont membres à part entière et les 8 autres siégeant à titre d'associés.

Le président des parlementaires francophones a parlé également des missions d'observations menées dans certains pays lors des consultations populaires (comme aux Seychelles), ainsi que les stages donnés aux parlementaires ou cadres de Parlements. Tout cela confère à l'AIFLF, devenue depuis le Sommet de Dakar en 1989, "la seule organisation interparlementaire des pays francophones", un rôle moteur pour la consolidation de la démocratie à travers l'espace francophone.

PIERRE GRIMAUD

## Tunisie: une approche pragmatique mais efficace de la francophonie

**S**il la Tunisie s'est profondément arabisée, ceci n'empêche pas d'y voir la francophonie progresser en quantité, et surtout en qualité. A l'école, bien sûr, mais aussi dans un cadre plus large grâce aux médias audiovisuels.

A la sortie d'un lycée de Tunis les élèves s'attardent en prolongeant leurs discussions, en arabe bien sûr, émaillé de temps à autre d'un mot de français. Dans un salon huppé de la capitale, la langue de Molière s'impose davantage dans la conversation, mais l'arabe reprend vite ses droits quand celle-ci vient à s'animer. Parle-t-on encore français dans cette Tunisie qui fut pendant près de 60 ans un protectorat de l'hexagone et dont des générations d'élites adoptèrent la langue du colonisateur? Oui, sera tenté de dire le touriste ou le coopérant qui n'éprouve aucune difficulté à communiquer avec ses interlocuteurs tunisiens. Plus vraiment, affirmera un bon connaisseur du pays, rappelant que l'essentiel de la vie politique et une bonne partie de la vie intellectuelle se passent aujourd'hui en arabe, que l'école est presque totalement arabisée et que les Tunisiens de moins de 30 ans pensent dans leur langue nationale et n'utilisent plus guère le français que comme un outil commode de communication avec l'extérieur. La réalité, en fait, se situe comme toujours entre les deux, et un observateur a pu la résumer en ces termes: "de plus en plus de Tunisiens parlent le français, mais de plus en plus mal".

### Les apports de la réforme Charfi

Car il est vrai que ce dernier, a fait paradoxalement, depuis quelques années, de grands progrès, ne serait-ce que parce qu'il continue d'être enseigné à l'école et que la quasi-totalité des jeunes Tunisiens sont aujourd'hui scolarisés. Après avoir subi une éclipse dans les années 70 et 80 qui furent celles d'une arabisation menée à la hussarde, il retrouve une vigueur certaine aujourd'hui à la faveur de l'importante réforme de l'enseignement mise sur pied depuis 1990 par le ministre de l'Éducation Mohamed Charfi. Considéré par les promoteurs de la réforme comme un véhicule des humanités et de l'ouverture au monde, il bénéficie à nouveau du statut privilégié qu'il avait en partie perdu. Enseigné dès la troisième année du primaire, remis à l'honneur par une totale refonte des manuels qui font la part belle aux grands auteurs, il redeviendra obliga-

toire au baccalauréat à partir de 1994, et les responsables de l'éducation espèrent que les générations scolaires issues de la réforme le maîtriseront mieux que leurs aînés.

Mais ce n'est pas seulement grâce à l'école que l'on entend aujourd'hui davantage parler le français dans les rues des grandes villes. L'arrivée, en 1989, d'Antenne 2 sur les écrans tunisiens de télévision et l'installation, en 1992, de la chaîne française cryptée Canal Horizons qui compte aujourd'hui près de 10 000 abonnés ont popularisé une langue dont l'usage tendait à se réduire aux élites et aux cadres de la haute administration. De 7% seulement en 1989, le taux d'audience de France 2 est passé en 1993 à 39% des téléspectateurs. Et quand on sait que les fameuses "paraboles" se multiplient à un rythme accéléré (le pays en compte actuellement quelque 20 000), on mesure à quel point la télévision est devenue l'outil privilégié de propagation de la langue française.

Paris, après un temps d'hésitation, semble avoir saisi l'importance de l'enjeu et, tout en ménageant les susceptibilités politiques et un nationalisme linguistique toujours à fleur de peau, a renforcé ces dernières années sa coopération culturelle, scientifique et technique en inaugurant entre autres une politique de soutien au livre en français en collaboration avec des éditeurs locaux, en multipliant les missions d'universitaires français en Tunisie et en participant largement au financement de plusieurs projets scientifiques et culturels que les autorités tunisiennes voudraient voir aboutir rapidement.

Pour les francophones et les francophiles, l'ambiance est donc à l'optimisme. Après un tiers de siècle d'indépendance et contrairement à leurs voisins algériens, la majorité des Tunisiens semble avoir perdu ses complexes vis-à-vis de la langue de l'ancien colonisateur et l'a intégrée à son paysage sans plus avoir le sentiment qu'elle est un instrument de domination. Beaucoup d'entre eux voient en outre dans l'importance nouvelle que lui donnent la réforme de l'enseignement et l'ouverture des ondes aux chaînes étrangères le résultat d'un choix politique qui s'ins-

crit dans la lutte menée par le pouvoir contre l'islamisme. L'ancrage du pays dans la modernité passant par l'ouverture la plus large possible sur l'extérieur, le français et les valeurs qu'il véhicule sont perçus comme des antidotes efficaces à l'influence, il est vrai en perte de vitesse, des partisans d'un pouvoir islamique.

### Une participation active aux instances francophones

On aurait tort, toutefois, de voir dans cette évolution le triomphe du bilinguisme. Il suffit de quitter les banlieues chic de la capitale et le cœur des grandes villes touristiques, et surtout d'écouter la jeunesse pour constater que la Tunisie se pense et se vit comme un pays arabophone. Si la maîtrise du français apparaît indispensable à la majorité des cadres et des intellectuels, si la quasi-totalité de l'enseignement supérieur des sciences et des techniques continue d'être dispensé en français, ce dernier est beaucoup plus aujourd'hui considéré comme un outil dont on ne peut encore se passer que comme le seul moyen d'accès à la pensée. Il arrive même que l'on perçoive une certaine hostilité à son endroit, dans les couches populaires surtout, les plus arabophones, qui assimilent

le bilinguisme à un privilège de la classe dominante et à un moyen d'accès aux cercles du pouvoir qui demeurent pour elles inaccessibles.

L'attitude des autorités reflète l'ambivalence des sentiments que continue, malgré une détente dont tout le monde se félicite, de susciter le français. Elles ont certes tourné la page d'une arabisation au rabais, mais ne veulent pas provoquer les milieux "arabisants" qui continuent de voir dans le français le cheval de Troie de l'occidentalisation, et ne manquent pas une occasion de souligner l'arabité de la Tunisie. A la lecture des journaux, à l'écoute de la radio ou de la télévision, le Tunisien n'a ainsi guère de chances de savoir que son pays est membre à part entière des organismes de la francophonie. Si Tunis participe activement aux activités de l'ACCT, ses responsables ne tiennent guère de le faire savoir à une opinion toujours chaotique sur ce thème, ni à alimenter les critiques de l'opposition nationaliste.

Meilleure preuve pourtant que le français et en train de trouver sa place dans ce pays à la fois ouvert et prudent, il n'est plus l'objet des débats passionnés qu'il suscitait il y a une vingtaine d'années. On le parle peu, l'écoute beaucoup, et l'utilise partout où l'on en a besoin. Vous avez dit pragmatique?

SOPHIE BESSIS

## Les nouveaux manuels tunisiens en français

"L'identité n'a jamais été la négation de l'altérité mais au contraire la condition de l'ouverture au monde, la condition de l'échange et le passage obligé vers l'universel". C'est par cette phrase d'Aimé Césaire que s'ouvre le manuel de français de troisième année secondaire. Le ton est donné. Pour qui n'aurait pas compris, la préface précise que "le français, langue seconde, n'est plus envisagé comme support de la pensée scientifique universelle mais plutôt comme un des moyens d'accéder à la culture moderne... Et le texte littéraire retrouve la place prépondérante qui était la sienne". Fini l'apprentissage du français par des textes, écrits dans une langue souvent bâtarde, de la presse locale ou par les discours des hommes providentiels du moment. Les nouveaux manuels tunisiens de français ont renoué, de l'avis général, avec la qualité et offrent à l'élève durant toute sa scolarité secondaire un remarquable choix d'auteurs, de Villon à Apollinaire, de Balzac à Malraux, sans oublier les écrivains francophones non français, antillais, africains ou arabes ou les grands textes de la chanson française contemporaine. Leurs auteurs ont en effet voulu que les élèves apprennent, non seulement une langue, mais une culture et une pensée. Il le pourront désormais en se plongeant dans leurs livres de classe. Encore faut-il que les enseignants, pendant longtemps trop mal et trop vite formés, soient au niveau des manuels. On y a pensé. Pour chaque année scolaire, un livre de français du professeur complète utilement celui destiné à l'élève et, depuis deux ans, des sessions de recyclage ont lieu tous les étés pour perfectionner les enseignants dont certains sont aussi envoyés en stage en France. La volonté de rehausser le niveau d'enseignement du français est donc claire, et l'on s'en donne, semble-t-il, les moyens. Les résultats ne pourront, eux, se mesurer que dans quelques années.

S.B.

5e Sommet des Chefs d'Etat francophones

Dernière réunion du Conseil permanent de la Francophonie cet après-midi pour finaliser les résolutions

● Une vingtaine de délégations déjà sur place

● Dix-neuf chefs d'Etat et vingt-quatre Premier ministres sont attendus

Les préparatifs en vue du 5e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Francophonie atteignent aujourd'hui la phase finale avec la réunion du Conseil permanent de la Francophonie qui se réunit une dernière fois cet après-midi sous la présidence de Mme Shirin Aumeeruddy-Czifra. Par ailleurs, une vingtaine de délégations ministérielles sont déjà sur place alors que les clés du Centre de Conférences internationales seront remises au Premier ministre mauricien, sir Anerood Jugnauth, par le ministre français de la Coopération, M. Michel Roussin, cet après-midi.

Selon Mme Shirin Aumeeruddy-Czifra, cette dernière réunion permettra de mettre à jour le texte sur la réflexion qui était resté en suspens et de finaliser les résolutions relatives à la programmation des deux prochaines années, résolutions adoptées lors de la rencontre de l'AUFELF, du Forum francophone des Affaires, et de l'Union internationale des Journalistes et de Professionnels de la Presse de Langue française. Une vingtaine de résolutions seront présentées au conseil des ministres de la francophonie pour approbation. Une douzaine ont trait à la politique, trois à l'économie et les autres seront celles présentées par les organisations franco-

phones.

Une vingtaine de délégations ministérielles sont déjà arrivées à Maurice à hier après-midi. Il s'agit entre autres de celles du Bénin, du Burundi, du Canada-Québec, du Rwanda, du Sénégal, des Seychelles, de la Suisse, du Tchad, du Niger, du Maroc, de Monaco, des Comores, de la Communauté française de la Belgique, de l'Egypte, du Laos, du Togo, de la Tunisie et du Vietnam. Parmi les délégations attendues aujourd'hui figurent celles de Burkina Faso, du Canada-New Brunswick, du Centrafrique, des Comores, de la Côte d'Ivoire, de Haïti, du Luxembourg, de Madagascar, de la Mauritanie, de la Nouvelle Angleterre et de la Roumanie.

Par ailleurs, les tractations autour de prochain pays organisateur de la francophonie ont déjà commencé. Les consultations se multiplient dans les couloirs et dans les diners improvisés.

Quarante six pays (Maurice exclu) ont déjà confirmé leur participation au Sommet de la Francophonie. Les organisateurs s'attendent à recevoir dix-neuf Présidents, vice-Présidents, vingt-quatre Premiers ministres, un vice-Premier ministre, neuf ministres et deux ambassadeurs.

JEAN-MARC POCHÉ

RFI émettra en direct de

Les émissions d'information de Radio France Internationale seront réalisées en direct du Centre de Grand-Baie à l'occasion du 5e Sommet des Chefs d'Etat francophones du 16 au 18 octobre.

C'est ainsi que Afrique Midi, programmée à 19 heures à Paris, consacrera une demi-heure d'information sur le Sommet sera produit de Maurice. Ces émissions pour l'émission RFI Plus Afrique (de 19h à 20h à Paris) qui consacre quatre heures d'informations francophones présentées par Emmanuel Dreyfus. L'émission est diffusée sur le réseau FM d'Afrique et de l'Europe (738 khz) à Paris.

D'autre part des interventions des envoyés spéciaux prévues en direct dans tous les journaux. Radio France Internationale est le plus grand diffuseur au monde avec 30 millions d'auditeurs. Ses objectifs: faire entendre partout dans le monde et des émissions en français et parler de la France de l'auditeur.

Une série de mesures pour rendre la circulation plus fluide

La police a élaboré toute une série de mesures afin de rendre la circulation plus fluide, tout au long du déroulement du Sommet de la Francophonie. Des points névralgiques ont été déclarés zones interdites ainsi que la région où se trouve le centre de la francophonie à Grand-Baie. Ainsi a été déclarée zone interdite, toute la région où sont situés les établissements hôteliers Le Mauricia, La Veranda, Royal Palm et le centre de conférences.

La police informe le public, dans un communiqué en date du 12 octobre, que les personnes voulant avoir accès à ces endroits doivent obligatoirement être munies d'un permis délivré par la police.

Les autorités policières ont aussi pris la décision de déclarer comme No Stopping/No Parking Area, la route principale qui mène jusqu'au Centre de Conférences de Grand-Baie.

Des affiches seront enlevées dans plusieurs endroits

Le ministère des Travaux a pris des dispositions pour enlever les affiches qui sont actuellement apposées sur les façades des infrastructures publiques dans les zones de Grand-Baie. Ces affiches seront enlevées avant la tenue du Sommet de la Francophonie.

Le ministère demande au public d'éviter de se tenir devant les façades pendant le déroulement du Sommet de la Francophonie.

Le Premier ministre mauricien se rendra à Chypre

Si durant les prochains jours, le chef de l'Etat sera appelé à utiliser à fond la langue de Mère, le Premier ministre mauricien, sir Anerood Jugnauth, se rendra immédiatement de brève durée à Chypre, mardi, pour le Sommet du Commonwealth. Il retrouvera ses pairs du monde entier et se penchera sur les thèmes de la démocratie et de l'économie internationale.

Il en sera de même pour sir Bhinod Baccus, Premier ministre de la République de Chypre, qui quittera le pays lundi soir, avec des dossiers du gouvernement mauricien pour le Sommet de la Francophonie, et qui, depuis hier, a changé de rôle. Le ministre de l'Education et de la Science, sir Parsuraman, qui agit à partir de ce matin, comme Président du Comité National de Préparation pour le Sommet de la Francophonie — la présidence de ce comité est confiée au ministre des Travaux, sir Swaley Kasenally — partira lui aussi, lundi soir, pour Chypre. Le ministre des Travaux, sir Swaley Kasenally, tiendra l'assemblée générale de l'UNESCO, le 14 octobre, les dernières décisions que le Sommet de la Francophonie aura prises.

Deux ouvrages signés Didier de Robillard et Michel Beniamino



M. Michel Beniamino

Le premier ouvrage, premier volume d'une série de deux est le résultat de plusieurs années de travail, à l'initiative de l'URA (Unité de Recherche Associée) 1041 du CNRS, implantée à l'Université de la Réunion et à l'Université de Provence (Aix-Marseille I) rassemble une trentaine de contributions de chercheurs de renommée internationale.

Un grand nombre de questions soulevées et suggestions de quelques réponses: (i) Le francophone est un être multilingue. Le francophone n'est pas celui qui parle le français, mais qui parle aussi le français. Des conséquences de ce simple constat. (ii) Le contact de langues entre français et autres langues de l'espace francophone sera une caractéristique majeure de l'espace francophone. Des stratégies dans les années à venir pour rendre plus vivables le contact entre les langues diverses.

Le deuxième ouvrage, préface de D. de Robillard, n'est pas un dictionnaire mais plutôt une présentation du français à

Didier de Robillard et Michel Beniamino, maîtres de Conférences à l'Université de la Réunion, ont présenté à la presse deux ouvrages:

(i) Le français dans l'espace francophone (sous la direction scientifique de D. de Robillard, M. Beniamino, Claudine Bavoux) 1993 Champlon/Slatkine, Paris/Genève 536 p.

(ii) Contribution à un inventaire des particularités lexicales du français de l'île Maurice (D. de Robillard) 1993. EDICEF/AUFELF — UREF, Paris 150 p.

Maurice dans un contexte d'études de langues, pour favoriser leur fixation. Cet ouvrage s'inscrit dans la suite des travaux linguistiques et sociolinguistiques effectués sur l'île Maurice par des chercheurs mauriciens et étrangers (D. de Robillard, R. Tirvassen, D. Virahsawmy, V. Hookoomsing, I. Asgarally, P. Baker, D. Baggioni, etc.). L'évolution de la société mauricienne avec une scolarisation renforcée, des relations

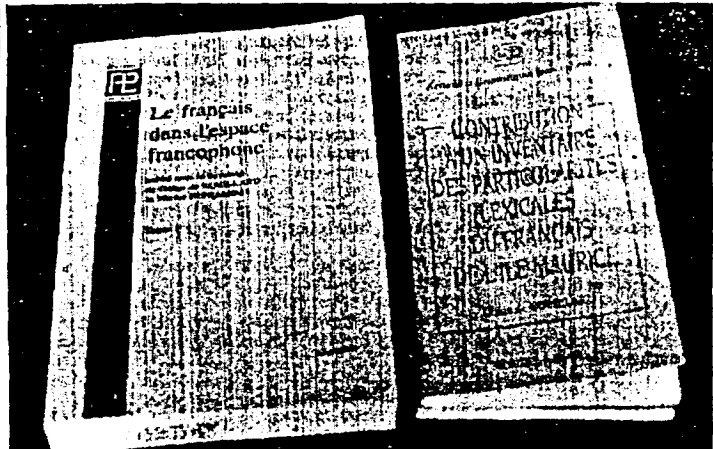
avec l'étranger... rend le français plus accessible même si ce n'est qu'un français 'régional' ou 'mauricien' et non un 'français standard'. Une étude du français 'mauricien' contribuerait à une amélioration de la situation linguistique mauricienne, par l'information de tous ceux qui s'intéressent aux phénomènes actuellement en cours d'évolution à Maurice. Toutes les langues ne pouvant que bénéficier d'une meilleure



M. Didier de Robillard

connaissance de la situation réelle.

Les livres sont en vente aux Editions de l'Océan Indien et à la Librairie La Cygne.



Les deux ouvrages présentés



- J. M. G. Leclézio: "J'ai longtemps cru qu'on avait le choix de sa langue" page 11
- SIR HAMID MOOLIAN commente la version bilingue de la Constitution page 9
- Le Bénin, le Cameroun et Burkina Faso en lice pour le prochain sommet page 3

## Le tour de l'île pour les conjoints

**L**ES CONJOINTS des participants et délégués au Ve Sommet de la Francophonie seront conviés à un véritable tour de l'île d'ici le début de la semaine prochaine.

La coordonnatrice de cette partie du programme d'activités autour du Sommet de la Francophonie n'est autre que Mme Chandramanee Bhuckory, directeur-adjoint de l'Office du Tourisme. Cette partie démartera dès demain avec une visite guidée au Jardin Botanique des Palmiers.

Cette visite guidée du jardin sera animée par le responsable

du jardin botanique, M. D. Reetoo. Les principaux points de référence au jardin botanique sont la collection de palmiers et le bassin de nénuphars Victoria de même que les arbres centenaires.

Après le jardin, les conjoints seront dirigés sur la capitale où ils visiteront tour à tour le temple de Kylasson, la Citadelle, le Champ-de-Mars et le Monument Marie Reine de la Paix. En route pour le déjeuner à St Julien, le cortège officiel s'arrêtera à Eureka pour une pause rafraichissements. Ce déjeuner sera offert par l'épouse du ministre des Affaires étrangères, Mme S. Kasenally.

Pour la journée de vendredi, ce sera quartier libre pour les conjoints. Par contre, celle de

samedi ne sera pas de tout repos. Après la cérémonie d'ouverture du Ve Sommet de la Francophonie, les conjoints visiteront le sud-ouest de même que le nord-est de l'île.

En effet, l'épouse du Premier ministre, lady Jugnauth, lui recevra à déjeuner dans le cadre enchanteur de Varangues-sur-Morne. Après le déjeuner, les conjoints seront reçus par les enfants de Rivière-Noire. Ces derniers mettent actuellement la dernière main à un spectacle intitulé Paul et Virginie. Ce groupe se rendra ensuite à Goodlands pour visiter l'usine de maquettes de bateaux d'Historic Marine. Dimanche sera consacré au shopping à Curepipe: avec un arrêt au traire de Trou-aux-Cerfs.

# l'express

40 pages

MERCREDI 13 OCTOBRE 1993 31e ANNÉE No. 11301 LE NUMÉRO Rs 5.00

## Mardi francophone

150 kg de poisson, 500 kg de poulet, de dinde, 400 kg de légumes, 1 200 pains, 3 000 pièces de pâtisserie et 350 oeufs par jour

**A**VANT-QUATRE heures de l'ouverture de la conférence ministérielle en prélude au Ve Sommet de la Francophonie, l'heure est aux derniers détails. Le président du Steering Committee, sir Bhinod Bacha, a insisté sur un point: le déroulement de la conférence ministérielle permettra de mettre à l'épreuve les dispositifs mis en place pour le sommet et d'apporter des mesures correctives quand il le faut. Entre-temps, les principaux services se sont installés dès hier matin au point névralgique à Grand-Baie.

Du côté des complexes hôteliers, réquisitionnés pour le sommet, l'heure de vérité a sonné car les premières délégations sont déjà sur place. L'on s'attend à recevoir le gros des délégués participant à ces délibérations francophones entre jeudi et vendredi.

Quelles sont les dispositions arrêtées au niveau de la restauration pour ce week-end qui mettra à rude épreuve le service hôtelier? L'Express a approché hier les principaux responsables des hôtels en vue de faire le point sur la situation. Outre le Royal Palm, qui recevra les plus importantes personnalités assistant à ce sommet, les autres complexes hôteliers concernés sont le Trou-aux-Biches, qui accueillera 17 délégations venant principalement d'Afrique et d'Asie, l'hôtel Pointe-aux-Canoniers, qui abritera le centre de presse et qui hébergera quelque 130 journalistes étrangers, et Le Maritum où sera logée la délégation française.

En avant-goût, l'on apprendra que quotidiennement, l'on aura besoin de 150 kg de poisson, 500 kg de viande et 400 kg de légumes, entre autres. (SUITE EN PAGE 3...)

## Le départ du juge Ahnee dans le Times de Londres

**L**e prestigieux journal britannique, The Times, a publié dans sa livraison de mardi une lettre de qua-

tre hommes de loi britanniques concernant la retraite prématurée du juge Robert Ahnee. Sous le titre Mauritian judge forced to quit, les quatre signataires, Mess Anthony Scrivener QC, Louis Bloom-Cooper QC, Michael Mansfield QC et Philip

Sapsford, font état du départ prématuré du juge Ahnee du judiciaire provoqué par une déclaration à l'Assemblée par le Premier ministre qui l'avait accusé d'avoir fait obstacle à la machinerie gouvernementale. (SUITE EN PAGE 9...)



## Rénovation du théâtre de P. Louis: Rs 55 m

**U**NE SOMME DE Rs 55 millions sera nécessaire pour les travaux de rénovation au théâtre municipal de Port-Louis. Tout semble indiquer que les travaux au théâtre, considéré comme le plus vieux temple de l'art lyrique et dramatique de l'hémisphère sud, démarreront sous peu.

Les documents relatifs au financement et à l'adjudication du contrat ont été signés hier matin par le lord maire de la capitale, M. Ahmad Jeewah. Le consultant pour les travaux de rénovation sera l'architecte Gaëtan Siew.

En raison du coût des travaux, la municipalité de Port-Louis a dû répartir les travaux en trois phases. La première phase, dont le coût est estimé à Rs 22,6 millions, sera financée par un emprunt de la Mauritius Commercial Bank. La durée des travaux de cette première phase est de dix mois.

Intervenant lors de la signature des documents officiels hier matin, le lord maire a rappelé que le théâtre a accueilli des artistes de réputation internationale et a joué un rôle majeur dans la vie sociale et culturelle de la population. M. Jeewah devait insister sur le fait que Port-Louis fut le premier à abriter un théâtre francophone dans l'océan Indien.

"Ce théâtre dans son état actuel nécessite des travaux importants de restauration et de réhabilitation afin de lui permettre de répondre aux exigences et aux aspirations artistiques et culturelles du jour," a soutenu le lord maire.

M. Jeewah devait rappeler que le projet de rénovation du théâtre de Port-Louis faisait partie des dossiers soumis par le gouvernement lors des travaux

... nistre di pol ypre ... s, le chet ... angue de ... Anerook ... e des son ... monwealth ... pairs des m ... pames des d ... nie internat ... Bimod Baat ... lancher sur ... hier, a chang ... al de la con ... soir, avec de ... cion pour le ... de la Scien ... ce matin, com ... onie — la pré ... ministre des ... ussi, lundi so ... UNESCO fir ... ommet de M ... n aura des



**PREMIERE JOURNÉE**  
**DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**PRÉPARATOIRE AU**  
**Vieme SOMMET**

**Jeudi le 14 octobre 1993**

**REVUE DE PRESSE**

Indien. Co  
L'URRA de  
site de la  
rice, Réau  
Indien  
Seyhel  
ur Maun  
engagé a  
tino  
union), M  
r) et M. U  
lagon de  
ssi le voca  
la faune de  
concernés  
ouvrage de  
de Robill  
aire (loin  
s utilisés  
l'auteur a  
a aucune  
e recomma  
mou) ma  
la descrip  
du lexique  
ce. La per  
la visée s  
age font qu  
it à tous  
es y sont p  
rchés aux  
e réserve l  
inventaire  
elui de d  
si fait env  
à FF 40  
plaires.

**ra**  
**endi**  
**28**

président  
mores ave  
d Moham  
et-nam ave  
uyen Thi  
urg avec le  
J. Santer,  
ntrafrique,  
Premier mi  
haene.  
Par contr  
ons sont att  
ans la ma  
les sont no  
ec à sa tête  
utu Sese Sek  
président la  
isie avec le P  
Dr H. Karou

**Espa**  
**Les**

**S** IR GAT  
senté, le  
Orchar  
Bornes  
francophone,  
Cet ouvrage  
David.  
Sir Bhinod  
du comité nat  
du Sommet de  
dit que cet ou  
belle à la répu  
tout en accord  
particulière au  
La presse ma  
montrer à la la

**INDIAN**  
c/o In

**R A S**

Results of  
of the Sou

# mauricien

CE JOURNAL FUT DIRIGÉ PAR RAOUL RIVET DE 1922 À 1957

JEUDI 14 OCTOBRE 1993 — Rs 4.00

87<sup>ème</sup> année

DU JOURNAL INDÉPENDANT ET LIBREMENT ÉCRIT CONTRE L'ÉTRANGER



## ● Les ministres se réunissent à huis clos depuis ce matin

La conférence ministérielle préparatoire au Ve Sommet des chefs d'Etat de la Francophonie a débuté ce matin. Les travaux se tiennent à huis clos. Au tout début, le ministre mauricien des Affaires étrangères, Dr Ahmad Swaley Kasenally, a salué ses homologues et les chefs de délégations à l'entrée du Centre de Conférences Internationales de Grand-Baie. Quelques secondes avant l'ouverture, les photographes avaient été autorisés à prendre sur pellicule l'intérieur de la salle. Notre photo montre M. Jacques Toubon discutant avec le Dr Kasenally de l'ordre du jour de la réunion.

MM. Toubon et Kasenally se concertant avant la réunion ministérielle préparatoire de ce matin

## Editorial

## La culture et les affaires

**L**a francophonie, c'est aussi les bonnes affaires. Il y a eu même un Forum francophone des affaires. Et la trouvaille la plus délicate en la matière est la publicité commerciale en couleur qui se lit comme suit en première page de nos journaux ces jours-ci:

*"Spécial Francophonie. Oreillers. Serviettes. Duvets (soie). Couvre-pieds. Sorties de bain. Marketed by CNJ Bombay Dyeing".*

Il n'y a absolument rien de mal à cela car ce n'est qu'une des manières de faire la fête à l'île Maurice, à l'occasion des grands événements, allant de la visite d'un chef d'Etat étranger aux fêtes nationales locales, culturelles ou religieuses. Maurice a l'habitude de vibrer avec les événements avec une intensité que l'on retrouve rarement ailleurs et, par ailleurs, l'art de bien commercer est une vieille tradition mauricienne depuis Mahé de La Bourdonnais.

Ce dernier, un des plus grands fondateurs-bâtisseurs de Maurice, avait, bien sûr, un penchant très prononcé pour les bonnes affaires, en sus de son travail de chef du gouvernement colonial de l'Isle de France. Il faisait des profits substantiels, disent ses biographes en le citant lui-même, dans plusieurs sphères du commerce avec l'Orient. Ce penchant à s'enrichir le mit à la tête d'une belle fortune mais lui attira aussi des ennuis et des jalousies de toutes parts et des accusations de corruption qui le menèrent à la Bastille — injustement, puisqu'il fut blanchi trop tard...

La postérité devait lui rendre justice et lui reconnaître son génie phénoménal qui lui permit de transformer l'Isle de France à partir de 1735 en un pays moderne pour l'époque avec une technolo-

gie qui était la meilleure de son siècle, à en juger par les énormes travaux de génie civil, de génie militaire, d'urbanisme, et d'aménagement du port de Port-Louis qu'il mena à bien. Il réalisa un miracle économique en stimulant les activités commerciales et industrielles, créa une véritable économie locale, fit construire des bâtiments et des navires d'excellente qualité, et par-dessus le marché, alla en Inde faire des conquêtes militaires contre la puissante machine militaire et navale de la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui, les Mauriciens, forts de leur miracle économique des années 80, retrouvent, avec délices, ce même goût des affaires. Les commerces, petits et grands, se sont multipliés à travers le pays. Nos visiteurs étrangers, forts de leurs francs, de leurs rands ou de leurs dollars, trouvent de tout dans les "foires" de l'Arab Town à Rose-Hill ou du marché de Flacq et ailleurs, à des prix alléchants. Avec les boutiques hors-taxe et le port franc, nous nous rapprocherons bientôt de l'objectif consistant à faire de Maurice toute entière un "shopping paradise".

Mais nous aurons intérêt à n'y pas perdre notre âme et nos richesses pluriculturelles, d'autant plus que le pays continue de s'industrialiser et de se moderniser intensivement. Il faut savoir que la culture et les affaires peuvent et doivent, dans un contexte approprié, coexister sans problème.

Aux 18ème et 19ème siècles, il y eut des périodes de commerce libre qui enrichirent considérablement le pays. Et activités et commerciales et culturelles faisaient jadis, par exemple dans l'Antiquité, plutôt bon ménage avant ce qu'aujourd'hui le magazine parisien L'EX-PRESS appelle, dans sa dernière édition internationale, "l'assaut

américain" à coups de milliards de dollars pour commercialiser, à l'échelle planétaire, avec des satellites de communication, une culture au rabais qui n'a rien à voir, par exemple, avec la grande et riche littérature américaine elle-même, mais qui propage un culte de la "gun culture" et de la violence qui s'avère dangereux pour l'avenir.

Il y a donc, d'une part, entre coexistence du commerce et de culture, la vaine, dans l'Antiquité, et, d'autre part, la "gun culture" et autres valeurs dangereuses et gatives propagées par les satellites de communication déversant bientôt le GATT aidant — sur les villages d'Asie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine des émissions de l'industrie audiovisuelle américaine, matière à une réflexion préventive concrète. Car il s'agit de sauver la planète d'une véritable uniformisation culturelle avec mille et un dangers qui sont inhérents à une telle situation.

SYDNEY SELVO



## Tribune

# Sommet de la Francophonie: l'impérialisme français

### 1. A quoi sert un Sommet de la Francophonie?

La question n'est pas inutile. Personne, cependant, n'ose la poser. On nous dit que c'est une réunion des peuples qui parlent français. On nous dit que le Sommet traitera de la coopération entre pays francophones.

Balivernes!

Voyons d'abord les aspects révoltants de ce Sommet.

(i) Le Grand Maître des cérémonies est l'Etat français. On a déjà justifié son rôle par l'argument culturel et par le fait que c'est lui qui finance la tenue du Sommet.

Ce rôle que l'on donne à l'Etat français vient légitimer une histoire qui est, pour l'essentiel, celle du colonialisme français. Ce qui est encore plus inacceptable c'est qu'il affirme, sur le plan international, la soumission d'un certain nombre d'Etats du tiers-monde à l'impérialisme français à travers la francophonie.

Ce Sommet sert PRINCIPALEMENT les intérêts de l'Etat français.

Il est aussi important pour nous de ne pas garder le silence quand certains de nos dirigeants dans le tiers-monde "francophone" font passer l'Etat français pour ce qu'il n'est pas: un Etat vertueux qui dispense le savoir universel dans le seul but de promouvoir le développement, la démocratie et le bonheur des peuples qui sont "sous sa protection".

Le PMT dénonce l'Etat français pour ce qu'il est: Un Etat colonisateur et impérialiste.

(ii) Plusieurs dictateurs seront présents ou seront représentés à la "Grande Fête". Faut-il les accueillir à bras ouverts ou les dénoncer? D'abord ceux d'entre eux qui sont des véritables valets de l'Etat français. Mais surtout ceux d'entre eux (Eyadéma, Mobutu, Bya, entre autres) qui se maintiennent au pouvoir par la répression et la dictature. Dans certains cas sous la protection militaire française.

A bien des égards le Sommet de la Francophonie ressemble à celui de l'OCAM de 1973. Combien de fois avons-nous regretté d'avoir accueilli Bokassa ou Amin Dada. Faut-il permettre que l'histoire se répète?

Le PMT dénonce tous les dictateurs qui sont présents ou qui se sont faits représenter.

(iii) Le sommet de la Francophonie réunit les Etats riches et les pays pauvres.

Il est évident que le Sommet justifiera des dépenses somptueuses sans aucune relation avec le développement des pays du tiers-monde conviés à la "Grande Fête". Boire et manger est une pratique que l'Etat français sait encourager chez nos dirigeants.

Pendant la tenue du Sommet, on essaiera de faire oublier l'état de situation dans plusieurs de ces pays.

Pouvons-nous, par notre silence, permettre que les grands diners et les lieux d'artifices de la fête francophone cachent la misère qui sévit dans le tiers-monde? Dans les pays "francophones" d'Afrique en particulier.

### 2. L'Etat français a-t-il changé de politique?

Ramener le débat à l'histoire du colonialisme français provoquera la réaction de certains francophones. Qu'il en soit ainsi. Mais qu'ils ne viennent pas nous dire que "c'est du passé". La politique française est autant réactionnaire aujourd'hui qu'elle l'était dans le passé.

La fête francophone n'est pas suffisante pour nous faire oublier que c'est en France — comme dans les autres grandes puissances industrielles — que se forge le "nouvel ordre mondial", construit sur la pauvreté, les inégalités sociales grandissantes et les plans d'ajustements structurels de la BM et du FMI.

C'est aussi à Paris que s'orchestrent aujourd'hui des politiques répressives et racistes contre les immigrés du tiers-monde. C'est toujours à Paris qu'ont été établies des politiques plus que conciliantes envers les dictateurs au Togo, au Zaïre et au Cameroun.

C'est là bas que c'était co-décidée la guerre contre l'Irak. Guerre qui n'avait rien à voir avec la défense de la démocratie comme chacun a pu le constater ensuite.

Nous ne pouvons non plus éviter de mentionner que ce sont les troupes françaises qui quadrillent la région, que l'Etat français fait la pluie et le beau temps aux Comores et maintient la Réunion dans un état de colonie avec son lot de misère et de chômage: que c'est aussi l'impérialisme français, qui, en collusion, les capitalistes sud-africains cherche à "réorganiser" notre région et à mettre en valeur ses investissements: que contre les lois et l'opinion internationale, l'Etat français maintient son contrôle sur Mayotte et Tromelin...

Il faut rendre son vrai visage à l'Etat français pour s'interroger ensuite sur les motivations réelles des institutions de la francophonie.

### 3. Quelle est la situation en France?

Pour beaucoup d'intellectuels français la "bataille de la francophonie" paraît se réduire à une défense de la langue française... en France.

Nous aussi nous combattons ceux qui pensent qu'un peuple doit se faire dérober sa culture et sa langue par l'entremise des mécanismes économiques dominants.

Si les intellectuels français pensent que le français est en crise sous la pression d'autres langues internationales, libre à eux de défendre de manière aussi progressiste qu'ils le peuvent, la culture de leur pays. Il faut pour cela qu'ils respectent la culture des peuples du tiers-monde et des immigrés et travailleurs installés en France.

Quel est le bien-fondé de l'introduction récente dans la constitution française d'une clause faisant du français "la langue de la République". Est-ce que cela veut dire qu'en tout état de cause les jeunes immigrés n'auront jamais le droit d'accéder à la scolarisation par le bilinguisme: apprentissage du français et usage de leur langue d'origine? Mais le problème est infiniment plus sérieux dès que l'on sort de l'hexagone français que ce soit en Afrique, dans les colonies françaises ou dans des pays comme le nôtre.

Cureuse conception de l'universel qui conduira, par ailleurs, à l'extension de l'échec chez les jeunes.

### 4. La langue française est-elle un instrument de l'impérialisme français?

Ecartons immédiatement une mauvaise polémique. Nous sommes pour une société où les cultures se croisent et se mélangent. Et nous sommes en faveur d'un monde

où l'on communique plus aisément grâce à la connaissance de plusieurs langues. A l'époque où se développent à nouveau les pires préjugés nationalistes, ethniques ou communalistes, ce n'est pas nous, internationalistes convaincus, qu'il faut accuser d'obscurantisme.

Ce que nous condamnons, c'est l'obsession de l'hégémonie linguistique et culturelle en tant qu'instrument d'une hégémonie économique.

Nous avons pris connaissance du "Rapport Renouvin", établi par le Conseil Economique et Social de l'Etat français. Ecrit en mars 1989, ce document sur la francophonie s'intitule "Utilité économique et commerciale de la langue française".

Parmi les préoccupations de ce document officiel, figure notamment le développement de ce que l'on appelle les "industries de la langue", comme par exemple les marches de traduction, les médias comme RFO ou Radio France Internationale, le commerce des programmes de télévision, l'édition de livres etc.

Il y a aussi ce que le rapport dénomme "les enjeux commerciaux de la terminologie". C'est d'ailleurs sans complexe que tout cela est exposé: "Une stratégie commerciale tournée vers le monde extérieur a donc tout avantage à intégrer ses projets et ses techniques de vente dans une analyse aussi précise que possible des structures sociales et des mentalités et de la culture du pays visé, sans oublier que les mots et la langue qui seront employés pour la communication expriment une mémoire historique, évoquent des mythes, font naître des images, réveillent des nostalgies et suscitent des désirs qui peuvent exercer une influence importante sur la décision d'achat d'un objet ou la conclusion d'un marché".

Hé oui! "susciter des désirs" et "évoquer des mythes": peut-on être plus clair?

Et plus loin dans le texte: "La négociation commerciale est, elle aussi, une relation ritualisée, de façon différente selon les pays. Si elles ne sont pas toujours déterminantes, les affinités linguistiques rendent cette négociation plus directe et plus facile et présentent l'avantage d'inscrire l'échange des biens dans un référent culturel commun".

Cela porte un nom: la manipulation.

Cette perversion de l'échange culturel aboutit aussi aux pires formes d'oppression. Les dégâts en Afrique noire de cette pression francophone sont assez facilement perceptibles: retard ou absence de transcription des langues locales, absence ou mépris pour la scolarisation des langues locales, usage de français comme mesure-étalon de la réussite sociale possible, maintien d'une forte communauté française dans les rouages politiques, industriels et universitaires, dépendance commerciale et technologique imposée par l'usage de la langue etc... Il s'agit donc bien d'un impérialisme culturel lié à des intérêts économiques précis.

### 5. La concurrence

On retrouve plus au moins cette attitude de la part de tous les vieux impérialismes. Londres fait pratiquement la même chose avec l'anglais et Lisbonne avec le Portugais.

La vanité de la culture française est toutefois un trait caractéristique de la politique parisienne: les intellectuels qui veulent défendre, en France, l'usage du français face à la pression de l'anglais oublient de s'interroger sur le rôle oppressif du français dans les pays tiers.

Il n'empêche que tout ce beau monde se livre à une étrange concurrence, prouvant par là-même que leur propre culture est devenue une marchandise sur le marché capitaliste. Chaque ambassade est chargée de gagner des parts du marché culturel à coup de subventions, de festivals ou de "journées culturelles".

Voilà comment sont les choses en système capitaliste: la langue et la culture deviennent des enjeux de la concurrence marchande.

### 6. Vins français et petits gâteaux

Le PMT existe parce que ses militants et militantes savent, notamment, que le capitalisme n'est pas capable de promouvoir la pluralité culturelle et de permettre à chaque être humain d'accéder à la connaissance et à la démocratie sociale.

Les instruments francophones vendent du français comme d'autres vendent des chars, des fusils ou du vin de Bordeaux.

Le sommet qui se tient chez nous permet à toutes les cliques politiciennes d'aller faire la fête et de défendre les intérêts français dans notre région.

Majorité et opposition sont là, côte-à-côte, se mélangent et cherchent quelques complaisances des "maîtres de français". Ils y côtoient aussi ministres et chefs d'Etats dont on sait le grand bien que le français a fait à leur "démocratie": le Gabon, le Zaïre, Centrafrique, Djibouti, Rwanda, Togo... sans parler du gouvernement québécois qui ne sait toujours pas comment faire taire les revendications de ces nombreux peuples indiens que le génocide colonial a épargnés.

Le gouvernement mauricien reçoit la fine fleur de l'impérialisme français et du totalitarisme africain. Tout cela grâce à la francophonie. On a finalement les amis que l'on mérite.

### 7. La pratique: à chacun sa famille

En réalité, contrairement à tout ce qui se dit, il n'y a pas de "communauté" francophone, librement choisie par les peuples et a fortiori égalitaire. A l'inverse de ce qui se proclame du haut des tribunes, il n'y a pas "une grande famille" du français.

Tout nous sépare des ministres français, de leurs cousins capitalistes et de leurs amis dictateurs.

Nous n'appartenons pas à cette famille. La nôtre rassemble tout aussi bien l'ouvrier de Bombay, le mineur de Soweto, les travailleurs "étrangers" de Chine, de Bangladesh de Malaisie... Dans les autres pays développés, notre famille englobe l'intellectuel militant anglais comme le travailleur français.

Aucun de nous ne parle la même langue, mais nous souhaitons déjà nous comprendre par nos luttes et nos espoirs communs...

Un jour viendra où nous nous parlerons librement en apprenant des autres, au gré de nos désirs et de notre libre choix intellectuel: sans hiérarchie, ni oppression. Sans paternalisme, ni conférence de la francophonie.

1er octobre 1993

Parti Militant Travayer



eddy - Cziffra

## ad d'une battante

igée par la femme, e, par son qu'avoir de us grand pe devaient de fem. ) Il s'agiss indictionn surmission c'opre". en, alors r la marq ministre ma ombat-la St. urtable A trouve mîngs syndi ncore à e inema Hal uer mochi agnais Pa our direa t'attant pou tient des 'homme, de qui ce tem nouveau est né de M. amais volé. pole. Le M. s'y habitue se faire une raison. Il y a des risques mais je ne pense être moi, une cible. Il y a des dirigeants militants qui sont plus exposés".

Shirin Aumercaddy-Cziffra, qui échappa à la prison en 1978 uniquement parce qu'elle était enceinte, ne cache pas qu'elle a pu s'échapper à ce point grâce à la complicité de son mari, leur engagement politique, mais le sens de son combat orateur passe qu'il reste, sur le quai, même ramenant au ter les lard mais disons que peut être nous prenons aussi nos précautions. Nous ne sommes pas des inconnus. Je me fais toujours que le MMM accompagner dans mes déplacements et que nous roulons tous les jours à tous".

Ancien ministre de la Justice, Les campagne ruddy-Cziffra, qui fut aussi à époque, membre co-optée sur témoin et exécutif du Comité international de la Promotion des femmes aux responsabilités publiques, Nous dirons aura été, avant d'être nommée ambassadrice, un féroce partisan de l'épanouissement de la Jean-Claude femme mauricienne. Le développement, l'intégration et le plus connu plein épanouissement des sés par deux femmes dans la vie économique, sociale et politique: voilà son credo.

1982 d'abe Celle qui fut derrière la création du premier centre des femmes du pays (Women's Centre à Vacoas), s'est aussi signalée dans les années 80 en amenant le gouvernement mauricien à



signer la charte des droits de l'Enfant. La présidente du Conseil permanent de la Francophonie, il n'est malheureusement pas facile de retracer ici son parcours complet et ses combats, aura joué un rôle actif et reven-

dicatif dans la conscience politique de la femme mauricienne. Sa plus grande victoire sera sans doute d'avoir inventé une manière féminine de faire de la politique. Et d'avoir prouvé que la femme n'est plus, désormais, inégale à l'homme face au pou-

voir. Si elle affirme toujours se passionner pour la chose féminine de Paris, on peut regretter qu'elle ne soit pas ici avec nous pour faire entendre sa voix... J. J. P.

Les citations sont tirées de la collection de L'Express (1974-1992)

14-October - FRATERNITÉ-M

**FRANCOPHONIE****V<sup>ème</sup> SOMMET À L'ÎLE MAURICE**

## Quatre ministres ivoiriens à Port-Louis

C'est le ministre des Affaires étrangères, M. Essy Amara, qui représente le Chef de l'Etat au 5<sup>e</sup> sommet de la Francophonie qui s'ouvre, aujourd'hui, à Port-Louis, capitale de l'île Maurice.

**T**ROIS autres membres du gouvernement sont de la délégation ivoirienne. Il s'agit des ministres Alassane Sall N'Diaye (membre du Conseil supérieur de la Francophonie), de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Auguste Sévérin Miremout de la Communication et Henriette Diabaté de la Culture.

La délégation ivoirienne est partie d'Abidjan mardi, en fin de soirée, à bord de l'avion présidentiel.

Après la défection du Zaïre pour l'organisation du 4<sup>e</sup> sommet, le rendez-vous de Maurice a plus que valeur de symbole pour Maurice, île perdue dans l'Océan, indépendante depuis 1968, mais République à part entière depuis seulement mars 1992.

Un sommet de la Francophonie à Maurice paraît insolite. D'abord parce que sur cette île de 1865 km<sup>2</sup> pour un million et demi d'habitants, la langue officielle, c'est... l'anglais. De plus, outre la Francophonie, Maurice est également membre du Common-



Le ministre Essy Amara représente le Chef de l'Etat au 5<sup>e</sup> sommet de la Francophonie.

wealth, de l'OUA, du mouvement des non-alignés, de la commission de l'Océan Indien.

NITÉ-M  
MAUR



# La France priée de défendre... le français

Au sommet de la francophonie, à l'île Maurice, les partenaires de Paris lui demandent de faire la preuve de la réalité de son engagement

LE MONDE

JEUDI 14 OCTOBRE 1992

... les 14 et 15 octo-  
... la conférence ministé-  
... l'Etat ou de  
... des « pays ayant  
... l'usago du fran-  
... à l'île Mau-  
... 16 au 18 octobre. Qua-  
... délégations sont  
... (contre quarante et  
... du premier sommet à  
... et à Paris en 1988),  
... nouveaux membres  
... adhérer au cours de  
... de Maurice : Alba-  
... mério, Israël, Moldavie,  
... honjas et Pilncô; etc.  
... francophonie fait donc  
... Jacques Toubon man-  
... satisfaction tout en  
... ssant que le ministrè do  
... ro et de la francophonie  
... seulement 20 % de son  
... sa seconde attribution,  
... mais : la francophonie  
... également mes collègues  
... étrangères et de la  
... on, et nous travaillons de  
... parfaite harmonie.

« Ce qui est nouveau, poursuit Jacques Toubon, c'est qu'il existe maintenant au sein du gouvernement et de la majorité le sentiment très profond de la nécessité d'une volonté politique, forte et permanente de la France en faveur de la francophonie. »

C'est ce qu'avaient déjà annoncé les quatre ministres en charge des affaires francophones depuis 1986 mais sans que cette « volonté politique » se traduise autrement, à beaucoup près, que par des discours lyriques. A telle enseigne que l'opinion s'est peu à peu répandue, à travers la francophonie, ainsi que l'exprime l'universitaire canadien Alex Maugéy dans un essai roboratif (1) que « l'élite politico-intellectuelle française n'aime pas assez sa langue pour que la France joue le rôle moteur qui lui revient dans la francophonie. »

Les exemples illustrant ce « désamour » sont légion, l'un des derniers en date étant l'autorisation donnée à Airbus Industrie par la direction générale de l'aviation civile du ministère français des transports de ne plus publier qu'en anglais le manuel de vol de ses avions, en dépit des protestations de navigants de langue française...

Que pense Jacques Toubon de propos du philosophe et académicien français Michel Serre constatant qu'il y a de nos jours « plus d'inscriptions anglo-américaines dans Paris qu'il n'y e avait en allemand sous l'Occupation » et qu'« aujourd'hui, chez nous, riches et décadents parler anglo-américain, le français restant la langue des pauvres et des non-décadents » ?

Le ministre, qui n'est pas enclin à inscrire dans la Constitution l'appartenance de la France à la communauté francophone mondiale mais qui, en 1991, contribua largement à l'adoption d'un amendement constitutionnel consacrant juridiquement le fran-

gals «langue de la République», estime que la situation décrite par Michel Serres réclame un traitement «politique et légal».

«C'est pourquoi nous préparons pour la fin de l'année un projet de loi, avec sanctions et recours en justice possible des associations, afin d'empêcher l'exclusion du français de certaines enceintes en France même. D'ores et déjà, je me suis mis d'accord avec mes pairs concernés pour qu'ils ne soient plus subventionnés, sur le territoire national, les colloques refusant l'emploi du français. Le premier ministre diffusera bientôt de son côté une circulaire obligeant les agents de l'Etat en exercice à utiliser le français. Pour reprendre Montesquieu: «Si la liberté peut opprimer, la loi libre.»

### La «gestion inefficace» de l'ACCT

«Maurice, poursuit le ministre, sera pour nous l'occasion de procéder à une vigoureuse relance politique de la francophonie. Notre détermination sera prouvée par une augmentation substantielle de la contribution française à la coopération francophone multilatérale (2), notamment à travers l'Université des réseaux d'expression française et la création d'instituts techniques francophones à Hanoi, Phnom-Penh et Sofia, sans parler d'une plus large diffusion de TVS vers l'Est européen et l'Afrique noire et d'autres projets développés le moment venu.»

«Quid dans ce dispositif de l'Agence de coopération culturelle et technique, legs gaulliste et seul forum permanent panfrancophone? Le visage de Jacques

Toubon se ferme: «L'Agence a joué un rôle historique majeur depuis son lancement par André Malraux. Aujourd'hui elle doit comprendre qu'elle ne peut plus agir que sous l'impulsion du Conseil permanent de la francophonie, organe politique émanant des chefs d'Etat et de gouvernement et non pas disperser son énergie à travers une gestion inefficace et transparente. L'Agence a été en-dessous des ambitions normales de la francophonie, elle n'a pas rempli sa mission, présente souvent être le relais de la coopération bilatérale cana-

«Ce que le ministre ne dit pas, c'est que la France risque fort d'être contrainte de laisser renouveler, en décembre, le mandat de l'actuel secrétaire général, l'ancien journaliste et diplomate québécois Jean-Louis Roy, faute d'avoir su susciter un autre candidat. Paris avait pensé à un Maghrébin, en particulier un Tunisien, les six membres arabes de la francophonie réclamant depuis dix ans ce poste pour un des leurs, mais - signe d'une certaine désaffection arabe ou réussite de la diplomatie secrète d'Ottawa? - les Arabes se sont dérobés...»

«A Maurice, Jacques Toubon ne mettra peut-être pas trop l'accent sur l'éternelle rivalité franco-canadienne au sein de l'Agence (et ailleurs) car l'une de ses principales attentes du sommet est d'obtenir le soutien de tous les francophones aux positions françaises sur «l'exception culturelle» face au GATT: «A Maurice, je soumettrai une résolution en ce sens aux dirigeants francophones. L'usage commun du français est un moyen-offert à nos peuples de refuser l'uniformisation de la planète qui se dessine sur le mode

anglo-saxon, sous colonialisme économique. Il faut y avoir de véritables respect des identités culturelles et linguistiques, tant, lui, au sein de la planète. L'un des deux honneurs à Port-Louis leurs: «Unité dans la

Quant à l'autre projet sera «Etat de droit et démocratie», donc relance de la coopération Nord-Sud. Les francophones de concert à Rio de Janeiro pour l'environnement, pour les droits de l'homme doivent poursuivre dans leur patrimoine culturel et le progrès économique contribuant au «Cahier de développement» des Nations que M. Boutros-G

M. Toubon, qui se sommet avec deux députés, MM. Juppé (affaires étrangères) et Roussin (coopération) et bien sûr avec le chef d'Etat agit-il en accord avec Mitterrand pour tout ce qui concerne la francophonie? sourire revenu sur le ministériel, la réponse: «Sur les affaires françaises, la préparation de la conférence de Port-Louis, il n'y a pas eu d'un papier à cigarette échangé entre le gouvernement et l'Elysée.»

JEAN-PIERRE PÉRONCEL

03/10/14 15:43:00 Copyright 1993 Canadian Press

SOMMET-FRANCOPHONE  
LEAD-Canada (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - Devoué depuis plusieurs années un promoteur de la paix à travers le monde, le Canada entend intensifier ce rôle auprès des pays de la francophonie.

«Le secrétaire des Nations unies Boutros-Ghali a publié récemment un Agenda pour la paix. C'est un agenda qu'on aime bien et on va chercher à en répandre les idées», a expliqué hier le coordonnateur canadien, Jean-Paul Hubert, à quelques heures de l'ouverture du cinquième sommet de la francophonie qui se déroulera dans la petite République de Maurice, dans l'océan Indien.

C'est ainsi qu'en prévision de la tenue de ce Sommet, la délégation canadienne a été mandatée pour rédiger certains documents de réflexion qui seront soumis à compter de samedi aux chefs d'Etat des 46 pays et gouvernements qui seront à Maurice.

Les textes qui ont été conçus traitent de problèmes internationaux bien concrets: les conflits qui déchirent le Rwanda, le Libéria, la Somalie, l'Angola, le Mozambique ou l'Afrique du Sud.

La réputation du Canada acquise lors des nombreuses missions de paix lui donne une crédibilité sur la scène internationale et francophone, estime M. Hubert.

«Nous tenons un langage qui parle de promotion de la paix, de respect des droits», rappelle-t-il.

M. Hubert est le coordonnateur («sherpa» dans le jargon diplomatique) du Canada, c'est-à-dire le représentant de son pays dans les phases de préparation du Sommet. C'est un diplomate de carrière qui a été longtemps ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Déjà, en 1989, le Canada s'était fait le défenseur auprès des autres pays francophones de certains types de missions de paix, comme l'envoi d'observateurs lors de la tenue d'élections en Haïti.

Le Canada se fixe également comme objectif d'aider économiquement les pays plus pauvres de la francophonie, en dépit de ses propres difficultés économiques illustrées par son haut taux de chômage et par son déficit accumulé qui frise les 500 milliards de dollars.

Ici, le discours canadien est moins bien reçu, surtout à la suite de la récente décision du gouvernement de geler les montants de son aide internationale consentie aux pays en voie de développement.

Mais le Canada peut toujours faire valoir qu'il n'a pas réduit ses contributions aux institutions francophones, qui atteignaient 12,5 millions \$ en 1993.

On prévoit même dégager une somme de deux millions de dollars pour mettre en place certains programmes d'aide à l'enfance.

Enfin, le Canada, reconnaît, à l'instar de presque tous les pays francophones, que la langue française demeure menacée face à l'anglais sur la scène internationale.

Des personnalités politiques de la France ont d'ailleurs déjà porté plainte contre la marginalisation de la langue française dans certaines instances internationales comme les Nations unies ou le Comité olympique.

OCT 14 '93 04:49PM ENTOTT BMM

Une résolution sera d'ailleurs soumise au Sommet pour insister sur le respect qui doit être porté envers le français dans les organisations mondiales. Après tout, c'est une langue parlée par plus de 130 millions de personnes dans une quarantaine de pays.  
QGND92-rl

15:52ET 14-10-93

-----

Service level: G

Priority code: r -- <Rush> Major spot news

Category code: g

Keyword slug: SOMMET-FRANCOPHONE

13/10/1

SOMMET  
Maurice

GRAN

Maurice

Corresp

jaloux

pour cer

«Nous

travail

ministre

de l'Est

le son p

Jusqu

uniqueme

le deux

mettant

Les m

l'embauc

deuxième

Benetton

On a

notamment

rejoint

malgré l

ent cet

«Nous

ministre

notamment

le gamme

'Asie da

Ce que

es secte

Ce po

Maurice,

«Maur

réserve

subtil»,

Le pet

lassé le

e niveau

classific

'un cert

habitants

Enfin,

ermis au

français

Après

olonie b

anglais n

L'angl

F04



13/10/14 16:03:00 Copyright 1993 Canadian Press

SOMMET FRANCOPHONE  
Maurice-situation (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, MAURICE (PC) - Il y avait 20 pour cent de chômeurs à Maurice en 1980. Il n'en reste plus que 1,9 pour cent, ce qui correspond dans les faits au plein emploi. Voilà de quoi rendre jaloux le Canada dont le taux de chômage dépasse allègrement les 10 pour cent depuis plusieurs années.

«Nous manquons même de main-d'oeuvre, au point que 5000 travailleurs sont temporairement venus de l'étranger», a expliqué le ministre de l'Industrie et de la Technologie de Maurice, Jean Claude De L'Estrac, lors d'une rencontre de presse pour dresser un portrait de son pays hôte du cinquième Sommet francophone.

Jusqu'en 1980, cette petite île de l'océan Indien vivait presque uniquement de l'industrie du sucre. Mais on a diversifié l'économie de deux façons: en ouvrant des manufactures de textiles et en mettant l'accent sur le tourisme haut de gamme.

Les manufactures de vêtements ont permis de donner rapidement de l'embauche à des milliers de travailleurs. Maurice est devenu le deuxième plus gros producteur de chandails au monde derrière le Japon.

On a aussi développé une industrie touristique de qualité notamment grâce à l'expansion de la compagnie aérienne nationale qui rejoint l'île aux principales villes européennes et asiatiques. Malgré la récession, le nombre de touristes a augmenté de 10 pour cent cette année.

«Nous sommes maintenant dans une nouvelle phase, a expliqué le ministre De L'Estrac: il faut améliorer notre technologie et notamment moderniser notre industrie textile pour fabriquer du haut de gamme. Nous ne pouvons pas concurrencer la Chine et les pays de l'Asie dans le bas de gamme».

Ce que voudrait le gouvernement mauricien, c'est de développer des secteurs comme l'électronique, l'ingénierie et l'informatique.

Ce point de vue est confirmé par l'ambassadeur de France à Maurice, Joel De Zorzi.

«Maurice s'est sortie de son sous-développement tout en réservant son harmonie culturelle. C'est le produit d'un équilibre subtil», a déclaré l'ambassadeur.

Le petit Etat qui compte à peine un million d'habitants s'est classé le premier parmi les pays d'Afrique et de l'Asie du sud pour le niveau de son développement humain. Ce nouveau critère de classification mis de l'avant par les Nations unies tient compte d'un certain nombre de données comme le niveau de revenu des habitants ou leur degré d'alphabétisation.

Enfin, la tenue du Sommet de la francophonie dans l'île aura permis au monde entier de constater la situation vigoureuse des Français dans ce coin du monde.

Après une période de colonisation française, ce pays a été une colonie britannique pendant 150 ans, de 1910 à 1968. Mais jamais les Anglais n'ont réussi à y imposer leur langue.

L'anglais demeure la langue de l'administration publique mais

OCT 14 '93 10:37AM MEDIA RELATIONS OFF.

93/10/14 09:47:00 Copyright 1993 Agence France Presse

-----  
La "famille" francophone se réunit pour son 5ème sommet à l'île Maurice

PARIS, 14 oct (AFP) - La grande communauté francophone se retrouve complet à partir de samedi à l'île Maurice pour un 5ème sommet qui est une "réunion de famille" que l'occasion de parler d'une même voix sur les grands dossiers internationaux, du GATT aux relations nord-sud.

Quarante-sept Etats ou gouvernements sont représentés à Maurice, où les chefs d'Etat se retrouveront pour trois jours. Leur sommet est précédé et vendredi par une réunion des ministres des Affaires étrangères.

Le président français François Mitterrand sera entouré de trois ministres : Alain Juppé (Affaires étrangères), Jacques Toubon (Culture et Francophonie) et Michel Roussin (Coopération).

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, lui-même francophone, participera également au sommet qui discutera de son Calendrier du développement.

Le dernier sommet, dit "sommet de Chaillot", s'est tenu à Paris en 1990.

Plusieurs pays, où le français est parlé au moins par une partie de la population, ont rejoint le noyau initial des francophones et assisteront au sommet comme observateurs : notamment la Bulgarie, la Roumanie et le Canada.

Le sommet de l'île Maurice doit être l'occasion d'une "relance politique de la francophonie" a indiqué M. Toubon, rejoignant le souhait des Canadiens de renforcer le rôle politique de la communauté francophone, sans toutefois alourdir les structures.

Suivra

AFP

141351 GMT OCT 93

-----  
Service level: o  
Priority code: r -- <Rush> Major spot news  
Category code: i -- <International News>  
Keyword slug: Francophonie-sommet  
Version: prév-flt1



OCT 14 '93 10:38AM MEDIA RELATIONS OFF.

P.3.7

Page 1

10/14 09:48:00 Copyright 1993 Agence France Presse

--  
"famille"...

PARIS - Cette rencontre est un "moyen pour les dirigeants d'élaborer des positions communes à l'ensemble des pays francophones, qui seront défendues la suite devant des enceintes internationales", comme ce fut le cas par exemple lors du sommet de la Terre, à Rio en juin 1992, a indiqué le porte-parole de la présidence française Jean Musitelli.

Ainsi, Paris va soumettre au sommet une résolution sur "l'exception culturelle", c'est-à-dire l'exemption de l'audiovisuel et du cinéma des négociations commerciales du GATT, que le gouvernement français défend face aux Américains.

La France doit également rappeler clairement à ses partenaires africains son aide et celle de la communauté internationale est désormais liée à une seule exigence, celle d'une démocratisation et celle d'une remise en ordre des économies sinistrées.

"Pour nous le lien est très net entre le progrès des droits de l'homme, de la démocratie et le développement économique", a souligné M. Musitelli. Un des thèmes du sommet est d'ailleurs "Etat de droit et développement".

Parallèlement, de nombreux pays du sud souhaitent obtenir une "récompense" pour leurs efforts de rigueur. Le Premier ministre togolais, Joseph Koffigoh, a déclaré que le Togo attendait "des décisions concrètes" de soutien. "La démocratie est incontournable mais elle a un goût amer s'il n'y a pas de mesures d'accompagnement", a-t-il dit.

Suivra

152 GMT OCT 93

Priority level: o  
Priority code: r -- <Rush> Major spot news  
Category code: i -- <International News>  
Word slug: Francophonie-sommet  
Version: flt2

**B**

18.

OCT 14 '93 10:38AM MEDIA RELATIONS OFF.

93/10/14 09:49:00 Copyright 1993 Agence France Presse

-----  
La "famille"...

PARIS - Mais, forum informel, les sommets francophones sont aussi peut-être avant tout -- une grande "réunion de famille" permettant aux dirigeants de renforcer des liens et des contacts personnels, a indiqué Musitelli.

Les dirigeants présents à l'île Maurice feront également le bilan l'état de santé de la langue française, en recul face à l'anglais dans nombreuses régions du monde, notamment dans les anciens bastions franc d'Asie du sud-est ou d'Europe du sud.

La "situation catastrophique" de l'école en Afrique sub-saharienne aussi soulevée, des pays comme le Mali souhaitant que les pays riches prennent en charge la formation et la rémunération de leurs instituteurs.

ml/luc/al  
AFP

141353 GMT OCT 93

-----  
Service level: o  
Priority code: r -- <Rush> Major spot news  
Category code: i -- <International News>  
Keyword slug: Francophonie-sommet  
Version: flt3-der

OCT 14 '93 10:40AM MEDIA RELATIONS OFF.

P.747

Page 1

93/10/14 09:50:00 Copyright 1993 Agence France Presse

Liste des participants au 5ème sommet de la Francophonie

PARIS, 14 oct (AFP) - Le club francophone s'élargit à plusieurs nouveaux pays à l'occasion du 5ème sommet de la Francophonie, qui se tient à partir de samedi à l'île Maurice, où seront représentés au total quarante-sept Etats et gouvernements, de langue maternelle française ou ayant l'usage du français.

Au nombre de 41 lors du premier sommet en 1986, les participants sont aujourd'hui 47, dont cinq observateurs (Bulgarie, Cambodge, Cap vert, Guinée-équatoriale, Roumanie) qui deviendront membres à part entière. Plusieurs pays ont également demandé à participer aux travaux du sommet, comme la Moldavie, l'Arménie, Sao Tome et Principe.

Voici la liste officielle des participants :

- Belgique, Bénin, Bulgarie, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cambodge, Canada, Centrafrique, Cap Vert, Communauté française de Belgique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Egypte, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Monaco, Niger, Nouveau-Brunswick, Québec, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Vietnam, Zaïre.

ml/luc/al

t

FP

1354 GMT OCT 93

Service level: o  
 Priority code: r -- <Rush> Major spot news  
 Category code: i -- <International News>  
 Keyword slug: Francophonie-sommet  
 Version: doc

20.

-----  
BC-FRANCOPHONIE (SCHEDULED FEATURE)

LA FRANCOPHONIE GROWS TO CHALLENGE ENGLISH ADVANCES

By Francois Raitberger

PARIS (Reuter) - The number of French-speaking states is not elastic, yet La Francophonie, the club of countries formed to promote French culture, keeps growing.

From 42 seven years ago, the number of participants in the fifth Francophonie summit opening Saturday on the Indian Ocean island of Mauritius has grown to 47 -- with such odd additions as Romania and Bulgaria.

Dominated by France, the group was founded in 1986 following former Senegalese president Leopold Sedar Senghor's call for a French-language equivalent to the Commonwealth.

But unlike its 50-member English-language rival, grouping former members of the British empire, La Francophonie kept its rules loose enough to be able to extend in all directions.

The weapon of France's jealous defense of its language and culture against Anglo-Saxon encroachment, it gathers "countries sharing the use of the French language."

While some 110 million people use French as their main language and another 50 million are fluent, La Francophonie covers some 400 million people.

With biennial summits and a few cooperation agencies as its only institutions, it stands half-way between the structured Commonwealth and the informal Hispanidad which links Spanish-speaking countries.

French officials say La Francophonie extends to countries where part of the population speaks French, and countries willing to develop the French language.

"Defending the French language means defending it anywhere," says President Francois Mitterrand's spokesman Jean Musitelli.

Thus Commonwealth member Mauritius, whose administrative language is English but whose residents speak French as a legacy of 18th century French rule, can belong to the club and host its members.

Countries like Armenia, Moldavia and Portuguese-speaking Sao Tome and Principe are applying to join.

France canceled the debt of La Francophonie's African members at the 1989 Dakar summit, but Paris dismisses charges that it is trying to lure new members with the promise of aid.

"We are not enlisting anyone, and La Francophonie is not lavishing aid anyway," Musitelli said.

Although credits are being boosted by more than 40 percent next year, Paris's Francophonie budget will remain small at \$12 million. Criteria for membership of La Francophonie's aid body, the Cultural and Technical Cooperation Agency, are stricter and only 34 countries have been admitted.

Besides cultural exchanges, scholarships and the satellite French-language television channel TV5, French officials say the main attraction of La Francophonie is to provide a useful megaphone for poor countries deprived of influence.

They can air economic worries at the summits and adopt joint stands to gain weight in international organizations.

In return, they undertake to join France's fight to promote French language and culture.

French Culture Minister Jacques Toubon said Paris will try to get participants at the Mauritius summit to back the so-called "cultural exemption" -- a bid to keep cultural goods out of GATT world trade negotiations.

France fears a free market would flood the world with cheap U.S. film and television series and sink subsidized European productions -- in turn hitting Francophone African culture largely subsidized by France.

"Who can be blind today to the threat of a world gradually invaded by an identical culture, Anglo-Saxon culture, under the cover of economic liberalism?" he asked.

Francophone hardliner Maurice Druon, secretary of the prestigious Academie Francaise, has more demands to stem the advances of English.

He wants member states to pledge to use only their national language or French in international meetings. He also wants the Olympic Games to restore French as their first language in tribute to their French founder Pierre de Coubertin.

Druon also suggests creating a worldwide French-language press network for expatriates to rival newspapers published for English-language communities in many countries.

Perhaps dreaming of the common citizenship that once linked Commonwealth countries, Druon suggested that Francophonie states temporarily grant their nationality to experts on assignment from another member of the group.

"This may be the most far-fetched of my wishes," he said.

REUTER

**DEUXIEME JOURNÉE**  
**DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**PRÉPARATOIRE AU**  
**Vieme SOMMET**

**Vendredi le 15 octobre 1993**

**REVUE DE PRESSE**



## Contestation belge contre le Zaïre

Compte rendu de la cérémonie d'ouverture de conférence ministérielle Le lifting à l'hôtel du GM pour le banquet de demain Le Bénin et le Burkina aussi en lice pour le prochain sommet Voir page 3

**L**ES BELGES ONT signé leurs premières salves d'hospitalité dans le cadre des travaux ministériels en vue du Ve

Sommet de la Francophonie ouverts hier matin. Cela tout de suite après que le chef de la diplomatie mauricienne, M. Swalay Kasenally, le ministre français de la Francophonie, M. Jacques Toubon, et le président du Conseil permanent de la Francophonie, Mme Shirin Aumeeruddy-Cziffra, venaient de terminer leurs allocutions officielles.

En effet, la délégation de la Belgique a refusé de reconnaître officiellement la représentation zaïroise autour de la table des délibérations ministérielles. Dans son intervention, la Belgique, qui est intervenue en tant que pays membre du groupe des douze de la Communauté Economique européenne, a été claire et nette en insistant qu'elle n'était pas prête à reconnaître la délégation du Zaïre à la conférence ministérielle de la Francophonie.

Devant cette objection officielle, le président de la conférence, M. Kasenally, a soutenu que l'Etat mauricien, en tant que pays hôte du Sommet de la Francophonie, reconnaît la délégation du Zaïre à ces délibérations en vertu des normes établies par les Nations unies.

Ces délibérations ministérielles se déroulent à huis-clos comme ce sera du reste le cas pour le sommet à l'exception de la cérémonie d'ouverture.

VOIR DÉTAILS EN PAGE 3.



Sir Bhinod et l'ambassadeur de France



président en exercice de la conférence ministérielle de la francophonie, M. Swalay Kasenally, en compagnie d'un de ses collègues ministres

### Que deux candidats pour le Vie Sommet

**L** NE RESTE QUE DEUX candidats en lice pour la tenue du prochain sommet, à savoir le Bénin et le Burkina Faso. Le président de la conférence ministérielle à Grand-Bassam, M. Kasenally, a déclaré que le Bénin et le Burkina Faso sont les deux candidats les plus susceptibles d'accueillir le sommet, le Cameroun, ne se serait pas désigné mais aurait fait état de quelques problèmes qui risqueraient de...

## Contestation belge contre le Zaïre

(... SUITE DE LA PAGE 1)

Dans une déclaration à L'Express, le ministre mauricien des Affaires étrangères a fait ressortir que le contentieux entre la Belgique et le Zaïre n'a jamais connu d'escalade verbale. La Belgique a seulement fait ressortir qu'elle n'était pas prête à reconnaître la délégation du Zaïre qui assiste à la conférence des ministres. Par ailleurs, M. Kasenally a souligné qu'en ce qui concerne la prise de position de Maurice sur ce contentieux, il n'a fait qu'appliquer les normes en vigueur aux Nations-Unies. La Belgique a certes exprimé ses réserves quant à la reconnaissance de la délégation zaïroise, Maurice a reconnu celle-ci en vertu des normes en vigueur aux Nations unies, a déclaré le ministre mauricien.

Interrogé par L'Express, le vice-ministre des Affaires extérieures du Zaïre, M. Mukuma

nya Wa N'Gaté Ze, a fait ressortir que la Belgique n'a fait qu'étaler ses états d'âme au grand jour. Il est d'avis que celle-ci devrait contester l'Etat zaïrois, si elle a quelque chose contre celui-ci mais pas son gouvernement. La Belgique, n'avait pas le droit d'étaler ses états d'âme contre le gouvernement! Si elle avait à le faire, elle devrait le faire contre l'Etat, pas le gouvernement, a déclaré M. Wa N'Gaté Ze, visiblement exaspéré. Par ailleurs, pour le vice-ministre des Affaires extérieures du Zaïre, la prise de position belge équivaut à un montage occidental pour faire accréditer leur thèse!

C'est le gouvernement qui a l'impérieux du pouvoir et rien d'autre, a fait ressortir également, le vice-ministre. La déclaration belge est malencontreuse et ne changera rien en ce qui concerne le gouvernement

zaïrois. Les pays occidentaux ont coupé toutes relations avec le Zaïre depuis 1990, nous pouvons amplement nous développer sans l'ingérence belge! Même si l'Occident nous suspend son aide, on s'en sort bien, et ce ne sont pas les états d'âme de la Belgique qui viendra changer quelque chose à l'affaire, a conclu M. Wa N'Gaté Ze.

Du côté de la Belgique, qui a occupé pendant longtemps le Zaïre (anciennement connu sous le nom du Congo belge), L'Express a appris d'un membre de la délégation que ce qui a été dit sur le Zaïre a été dit, mais que cela ne veut pas dire pour autant que nous n'allons pas jouer notre rôle de participant. Nous avons pris position certes, mais cela n'était qu'une constatation. Nous avons voulu dire tout haut ce que nous pensions tout bas au sujet du Zaïre.

### Mobutu occupe la chambre à Aristide!

LE PRÉSIDENT DE LA République du Zaïre, M. Mobutu Sese Séko, qui arrivera à Maurice émera domicile à l'hôtel Palm, précisément dans ce qui avait été prévue à l'occasion du président de la République de Jean-Bertrand Aristide aux Etats-Unis en la crise qui secoue actuellement son pays.

éte confiée aux bons soins du PLM Azur, où une des meilleures chambres avait été réservée à son intention.

A son arrivée à Maurice il objecta, voulant à tout prix une suite au Royal Palm. Les autorités mauriciennes ont fait le nécessaire pour l'y loger, mais lorsqu'il prit connaissance des tarifs, il s'énerma et déclara qu'il ne voyait pas pourquoi les autorités mauriciennes chargées de la réservation l'y ont envoyé.

Tout s'arrangea finalement et le client récalcitrant put être casé, non sans heurts, à l'hôtel Le Mauricia.



# Groupe de réflexion pour francophonie de l'An 2000

**L'**OUVERTURE DE LA conférence ministérielle préparatoire au 5e Sommet des chefs d'Etat de la Francophonie a été marquée par un consensus des délégations présentes pour la création d'un groupe de réflexion. Le ministre mauricien des Affaires étrangères, M. Swalay Kasanally, a déclaré à L'Express que les premiers échanges qui ont eu lieu hier matin entre les ministres francophones se dirigent en principe vers la création d'un groupe de réflexion afin de donner des directives à la francophonie au seuil du deuxième millénaire.

Il incombait au ministre mauricien de donner le coup d'envoi de la grand-messe des Etats francophones. Dans son discours d'ouverture, M. Kasanally a, d'emblée, brossé un tableau des changements survenus au sein de la famille des Etats francophones depuis le dernier sommet qui eut lieu à Chaillot. Depuis Chaillot, bien de mutations se sont opérées au sein même de la francophonie. La transition démocratique amorcée depuis 1991 s'est accélérée, a déclaré le ministre.

Il a surtout souligné son appréciation devant l'appui qu'offre la francophonie au processus électoral mais a déploré le manque d'aide technique. De ce fait, le ministre mauricien a suggéré que cet aspect devra être pris en considération par la famille francophone dans le long terme.

L'appui au processus électoral et l'envoi de missions d'observation doivent s'accompagner obligatoirement d'une aide technique à la préparation des élections, d'un programme de coopération lancée pour la promotion d'une culture politique pluraliste. Il s'agit là d'un travail dans le long terme sur lequel nous nous pencherons, a déclaré M. Kasanally aux ministres présents à l'ouverture de la conférence. Il a néanmoins souligné que la nature de ce mandat est d'une extrême complexité. La complexité de ce mandat n'échappe à personne.

C'est en effet une véritable gageure que la situation qui prévaut dans

certains pays membres et il est d'avis que la francophonie doit tenter de résoudre la dualité entre la survie économique et les droits fondamentaux, malgré l'acuité du problème. La dégradation constante de la situation sociale dans certains de nos pays membres, notamment ceux du Sud, leur contexte économique dramatique ont vite relégué à l'arrière-plan le développement humain. L'explosion démographique, l'effondrement des prix, le problème de la dette posent avec acuité cette dualité entre survie économique et droits fondamentaux.

Pour ce qui est de la coopération économique, le ministre mauricien est d'avis que la francophonie se trouve sur un terrain en friche, de par les nombreuses attentes qui avaient été identifiées depuis le sommet de Chaillot. Sur le plan de la coopération économique, nous sommes, hélas! sur un terrain en friche. Les attentes sont nombreuses. Chaillot avait justement identifié ce secteur comme prioritaire, faisant l'objet d'une programmation spécifique. Au dire de M. Kasanally, c'est en ce moment difficile pour tous que la solidarité agissante francophone prend toute sa dimension.

Pour sa part, le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon, a réitéré le vœu de son Premier ministre, M. Edouard Balladur, de voir se regrouper dans un même portefeuille la culture et la francophonie. Pour M. Toubon, rapprochée de la culture, la francophonie met au premier rang ce qui rapproche fondamentalement les peuples qui y participent, évitent de devenir un simple exercice diplomatique froid et calculateur.

A cet effet, il a souligné qu'en association à la culture, la francophonie a beaucoup de chances de devenir un sujet d'ordre national en France. Afin d'insuffler un sang nouveau dans la politique de la langue française en France, M. Toubon a déclaré avoir mis en chantier un projet de loi relatif à l'emploi de la langue française en France et a engagé une stratégie nationale des industries de la langue.

Il a ensuite retracé le cheminement de la francophonie depuis



Les délégués se rendant au centre de conférence

sa création et s'est dit d'avis que beaucoup de chemin reste à faire: le fonctionnement de notre communauté est encore fragile et donne déjà des signes d'effacement qui affaiblissent l'intérêt pour la francophonie.

M. Toubon a également repris l'observation de Mme Shirin Aumceruddy-Czifra que le Conseil permanent de la Francophonie est encore dépourvu de moyens matériels, qui avait pourtant été évoqués au sommet de Chaillot. M. Toubon a déploré que l'énergie des pays francophones, ainsi que la sienne, est souvent dispersée en querelles théologiques comme les organismes multilatéraux se plaisent à secréter. Le ministre a néanmoins souligné que ce tableau sombre a été brossé, non pas pour décourager les bonnes volontés, mais pour souligner les dérives auxquelles nous n'échapperons pas si nous ne proposons pas d'élever les débats, a-t-il déclaré.

## Le SG de l'ONU



Malgré un programme de travail extrêmement chargé que ce soit au niveau des zones de conflit dans le monde ou encore avec l'Assemblée générale annuelle, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a tenu parole et assistera officiellement au 5e Sommet de la Francophonie. M. Boutros-Ghali, qui est à la tête de l'ONU depuis le 1er janvier 1992, est attendu à Maurice aujourd'hui. Outre la cérémonie d'ouverture du Sommet de la Francophonie demain, le calendrier de travail du secrétaire général pour ce week-end mauricien paraît des plus chargés vu le nombre de chefs d'Etat qui ont fait le déplacement à Maurice.

# Les Jeux de la Francophonie auront lieu en France en 94

**L'**E MINISTRE français de la Francophonie, M. Jacques Toubon, a annoncé, hier, que la deuxième édition des Jeux de la Francophonie aura lieu et bien

lieu en France l'année prochaine. C'était lors de son intervention à l'ouverture de la conférence ministérielle de la Francophonie.

Le ministre Toubon a souligné que "ces Jeux auront lieu l'année du centenaire de la création du Comité international Olympique." Ces prochains

Jeux de la Francophonie auront lieu du 3 au 13 juillet 1994. Le ministre français a précisé que "ces Jeux se dérouleront précisément entre la cérémonie d'anniversaire du centenaire prévue le 24 juin à la Sorbonne, lieu où le CIO fut fondé, il y a cent ans, et le congrès olympique lui-même

qui réunira à Paris quelques comités olympiques nationaux."

Le ministre Toubon, ministre de la Jeunesse et Sports, M. Michael Glover, mentionnera cet après-midi lors d'une conférence de presse le thème des prochains Jeux de la Francophonie.

## De L'Estrac ne prévoit aucun bouleversement après le sommet

**L**E MINISTRE DE L'INDUSTRIE, M. Jean-Claude de L'Estrac, ne s'attend pas à de grands bouleversements sur l'échiquier politique local après la clôture du Sommet de la Francophonie lundi. Les problèmes politiques du jour se situent à l'intérieur d'un parti et ne concernent pas le gouvernement.

C'est ce qu'il a laissé entendre, jeudi, à l'hôtel Le Canonnière, alors qu'il animait un point de presse avec des journalistes étrangers venus couvrir le 5e sommet francophone. Il était accompagné de l'ambassadeur de France à Maurice, M. Joël de Zorzi, et de MM. Michel Monfort, chef de la Mission de Coopération, et Daniel Huguet, conseiller culturel.

Dans un autre ordre d'idées, M. de L'Estrac a fait un plaidoyer pour que les investisseurs français continuent à s'intéresser à Maurice. Il a ainsi énuméré les nombreux avantages dont ils pourraient bénéficier en y installant leurs entreprises.

Les journalistes étrangers, en particulier ceux de La Réunion, se sont en effet intéressés à la situation politique à Maurice. M. Gorah Patel, de RFO Réunion, a posé la question suivante à M. de L'Estrac :

**Q :** Dans la presse locale on parle de trêve politique. La situation semble donc moins simple que vous nous l'avez expliquée. Est-ce que lundi soir cela va exploser ?

**R :** Et oui, il y a une trêve, et vous me permettrez de l'observer. Il y a des événements qui vont se préciser mais, à mon avis, je ne prévois pas d'événement dramatique. Nous sommes au cœur d'un conflit politique à l'intérieur d'un parti, cela ne concerne pas le gouvernement.

Il est prévu qu'à la fin du Sommet de la Francophonie les problèmes laissés en suspens auront à être résolus. Je ne sais pas comment. Si vous êtes là lundi soir vous aurez un scoop !

A une autre question portant sur les remous provoqués par la révocation de M. Paul Bérenger de son poste de ministre des Affaires étrangères, M. de L'Estrac devait répondre que Maurice a l'habitude de telles turbulences. Les

nombreux rebondissements que connaît la politique mauricienne s'expliquent par la configuration même des forces en présence et par le jeu des alliances qui se font et se défont, a-t-il ajouté.

Le paysage politique mouvementé n'a cependant jamais remis en question le processus de développement économique, a encore dit M. de L'Estrac.

**Q :** Est-ce que la révocation de votre ami, votre ancien ministre des Affaires étrangères, vous a personnellement choqué ?

**R :** Les conflits politiques ne provoquent pas de choc ici. Nous en avons une longue habitude. Nous avons un système parlementaire calqué sur le système britannique mais nous faisons de la politique un peu à la française.

Nous avons plein de partis, de tendances à l'intérieur des partis, des alliances sans cesse menacées toujours reconstruites, oui, et cela nous pose parfois des problèmes. Mais en réalité ce n'est pas récent. Les difficultés politiques ont toujours fait partie du paysage démocratique mauricien.

Mais notre véritable chance c'est que cela n'a jamais bouleversé véritablement la vie économique et industrielle du pays qui connaît une très grande stabilité. Je crois que cela tient au fait qu'en réalité il y a un très large consensus national sur les options politiques et économiques. Personne ne remet en question le système démocratique.

Poursuivant, M. de L'Estrac a estimé que la vie politique mouvementée du pays peut également être attribuée à des conflits de personnalités. Les échéances électorales rapprochées font aussi, qu'une fois une élection terminée, il faut bien vite commencer à penser aux prochaines consultations et à faire des clics d'oeil aux éventuels futurs alliés, a-t-il dit.

Outre le dossier politique, M. de L'Estrac a évoqué la stratégie industrielle de Maurice. Il a ainsi fait un véritable plaidoyer pour que les industriels et hommes d'affaires français continuent à investir dans le pays. Il a énuméré les divers avantages qu'offre Maurice et a également fait part de ses inquiétudes sur le débat qui a lieu actuellement en France sur la délocalisation des entreprises.

Le débat en cours en France sur la délocalisation est en train de freiner l'élan de vos investisseurs. Ce débat est provoqué par la situation sociale en France. Pourquoi parler de délocalisation au lieu d'investissement ?

Nous, nous estimons que c'est dans l'intérêt mutuel de nos deux pays puisque nous donnons aux industriels français la possibilité de venir fabriquer ici à moindre coût de manière à mieux soutenir la compétition internationale, a dit M. de L'Estrac.

Un autre avantage pour les investisseurs étrangers est l'accès aux marchés européens sans barrières douanières. Maurice étant membre de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP), les produits fabriqués localement peuvent aussi être exportés à un tarif préférentiel dans les pays africains de la région.

M. de L'Estrac a rappelé que ce marché représente un potentiel de 300 millions de consommateurs. Il a aussi évoqué le marché que représentent les îles de l'océan Indien.

Nous offrons donc un ensemble d'avantages qui sont très appréciés par les industriels et nous souhaitons qu'ils continuent à participer à notre développement, a conclu M. de L'Estrac à ce chapitre. Le ministre a aussi abordé le thème de la deuxième phase industrielle du pays qui passe par la modernisation de nos unités de production et la formation de la main-d'oeuvre.

D'autre part, le gouvernement continuera à encourager les industriels mauriciens à s'installer dans d'autres pays et notamment à Madagascar. Nous voulons que Madagascar soit à Maurice ce que la Chine est à Hong Kong, a-t-il indiqué.

Dans son intervention, M. de Zorzi a brossé un tableau assez large de la vie économique, politique et culturelle de Maurice. Il a également parlé des liens étroits qui lient Maurice à la France, tant sur le plan culturel qu'économique. La France est le premier partenaire commercial de Maurice et elle est, après Hong Kong, la principale source d'investissement étranger dans le pays, a dit l'ambassadeur français.



## Sommet des conjoints

**A**LORS QUE LEURS CONJOINTS s'enfermaient dans des salles de conférence pour discuter de questions de portée internationale, les épouses des ministres des Affaires étrangères et/ou de la Francophonie ont fait du tourisme. En compagnie de Mme Chandrancee Bhackory, directeur adjoint au Mauritius Government Office (MGO), qui leur servait de guide, ces dames

ont visité tour à tour le jardin botanique de Pamplemousses, la Citadelle, le monument Marie Reine de la Paix, le Champ-de-Mars, présenté comme un des hippodromes les plus anciens du monde, ainsi qu'Eurêka, la maison créole, avant de se mettre à table pour déguster un savoureux repas chez Manuel, à St Julien Village.

Si, au jardin de Pamplemousses, M. D. Rato, officier du

ministère de l'Agriculture actuellement responsable de l'administration de ce parc, a eu l'occasion de faire une brève leçon de botanique aux visiteuses, celles-ci garderont de cette journée, outre le goût exquis du repas de chez Manuel, les anecdotes drôles et pittoresques de M. J. de Marousem (photo) qui les accueillait à Eurêka, dont il est l'administrateur.

## Sécurité plus stricte

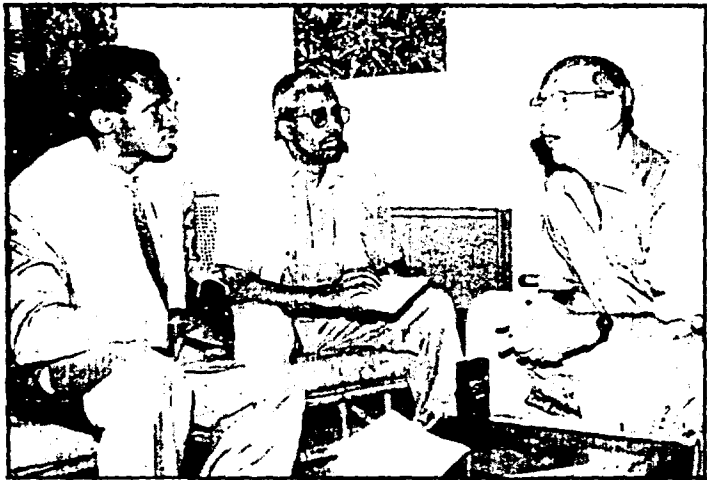
# TV5: le trait d'union de la francophonie

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali en direct sur le plateau de TV5 de Maurice dimanche

**S** DU CÔTÉ DES chefs d'Etat, il n'y a aucun doute qu'on se bousculera au portail du Sommet de la francophonie, par contre du côté des institutions de communication la présence de TV5 tranchera.

D'ailleurs, la présence de cette station de télévision francophone ne passera pas inaperçue le temps du Ve Sommet de la Francophonie dans la mesure où l'un de ses principaux invités de plateau en direct de Grand-Baie au monde francophone ne sera autre que le secrétaire-général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, dans la journée de dimanche. Cette information a été confirmée par le président-directeur-général de TV5, M. Patrick Imhaus, lors d'une interview accordée à L'Express hier soir.

M. Imhaus, qui avait à ses côtés M. Mactar Silla, directeur de TV5 Afrique, soutient que le Ve Sommet de la Francophonie devra marquer une nouvelle étape pour TV5 Afrique, qui a été instituée suite à une proposition du président Abdou Diouf lors du Sommet de Chaillot. "TV5 constitue une des réussites concrètes de la Francophonie. C'est un exemple concret, visible et fédérateur, le



en allemand et d'une autre en anglais.

On ne pouvait pas installer une chaîne française sur le réseau câblé parce qu'une chaîne de télévision ne dispose que d'une partie de ses programmes. C'est vrai pour n'importe quelle chaîne de télévision. Pour les besoins de ce développement, il a fallu monter une chaîne spéciale pour répondre à ces besoins. Exactement comme la BBC a fait avec BBC World.

Ainsi, au lieu de faire une

TV5 est devenue beaucoup plus crédible que les autres.

L'image de marque de TV5 demeure ce regard croisé sur le monde. Notre programmation, qui est de 24 heures sur 24 est constituée d'un tiers de journaux télévisés, soit une quinzaine, répond à une attente avec une dimension plurielle.

■ Mais quand on constate la participation active au sein de TV5, on constate une forte présence des stations de télévision du Nord. Qu'en est-il des stations du Sud?

Cette présence des stations de télévision du Sud est apparue il y a quatre ou cinq ans par le truchement de la CIRTEF. La grande différence est arrivée avec le Sommet de Chaillot, qui a décidé sur une proposition du président sénégalais Abdou Diouf de créer TV5 Afrique.

TV5 Afrique va se mettre en place en plusieurs phases. Avec le Sommet de Maurice, on arrive à terme pour la première phase, qui consiste en la programmation d'un certain nombre de productions venant d'Afrique, soit une heure de programme par jour de l'Afrique et sur l'Afrique.

L'avenir demeure la nécessité d'avoir directement des programmes africains, pour qu'ils soient bien intégrés à la grille internationale de TV5 et non pas répartis en des cages bien spécifiques.

Vous pouvez le constater que depuis un certain temps, la grille de programme comprend des films africains comme ce film malgache qui est inclus au programme.

On réclame au Ve Sommet de la Francophonie davantage de moyens financiers en vue d'accélérer la production de programme télévision de qualité venant d'Afrique. On sera ainsi beaucoup plus présent sur la distribution du fonds d'aide de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT). Nous ferons en sorte de le faire directement la fois

moyens pour affiner la situation. On essaie de séries venant aussi du Nord.

(A ce stade de l'entretien, M. Silla fait son entrée.)

M. SILLA: Au stade de la production musicale, il y a un effort déployé. Il y a les clips. La station canadienne a quelque 60% de clips de clips postales d'Afrique. Nous avons mis en chantier des programmes de divers genres.

Il n'y a pas que des zines de divertissement, envisageons la réalisation d'un magazine économique pour l'Afrique. Il y a des programmes portant sur des différents points avec un accent sur les sans oublier un magazine africain.

M. IMHAUS:



M. Patrick Imhaus, PDG de TV5

trait d'union de la francophonie." font-ils ressortir à l'unisson.

■ L'année prochaine TV5 fêtera le 10e anniversaire de son existence. Quel bilan dresserez-vous des activités de

chaîne française, on a préféré faire une chaîne française internationale. TV5 comme son nom l'indique regroupe cinq chaînes de télévision, en l'occurrence TFI, A2 et FR3. La



M. Silla de TV5 Afrique

Je dois, néanmoins, reconnaître que l'une des grosses difficultés avec des programmes africains est que ce sont des éléments dispersés. On a un programme intéressant du Sénégal et c'est tout. On peut avoir deux émissions sportives intéressantes de Madagascar ou une autre de Maurice.

La présence de Boutros-Ghali représente une maturation de la francophonie

■ Mais effectivement, que fait TV5 pour harmoniser cette production africaine?

mes quand elles sont de qualité, sont appréciés par les spectateurs. Ce qui est réalisé en Afrique, argumentés de l'Europe car on a beaucoup de batailles pour être dans le Nord. C'est tout à fait différent à l'effet des programmes du Sud. Les chaînes du Nord s'en vantent.

■ L'un des programmes du Sommet de Chaillot n'est autre que le secrétaire-général des Nations unies, M. Boutros-Ghali. Comment ce choix?

ions unies, M. Boutros-Ghali, dans la journée de dimanche. Cette information a été confirmée par le président-directeur général de TV5, M. Patrick Imhaus, lors d'une interview accordée à L'Express hier soir.

M. Imhaus, qui avait à ses côtés M. Mactar Silla, directeur de TV5 Afrique, soutient que le Ve Sommet de la Francophonie devra marquer une nouvelle étape pour TV5 Afrique, qui a été inséparablement à une proposition du président Abdou Diouf lors du Sommet de Chaillol. "TV5 constitue une des réussites concrètes de la Francophonie. C'est un exemple concret, visible et fédérateur, le



en allemand et d'une autre en anglais.

On ne pouvait pas installer une chaîne française sur le réseau câblé parce qu'une chaîne de télévision ne dispose que d'une partie de ses programmes. C'est vrai pour n'importe quelle chaîne de télévision. Pour les besoins de ce développement, il a fallu monter une chaîne spéciale pour répondre à ces besoins. Exactement comme la BBC a fait avec BBC World.

Ainsi, au lieu de faire une

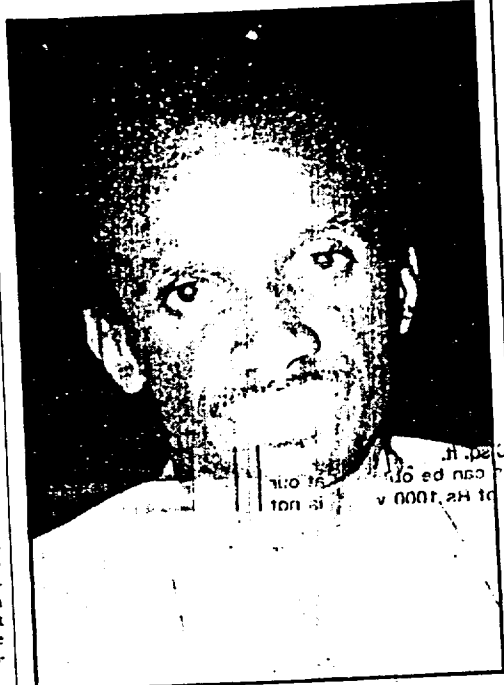
TV5 est devenue beaucoup plus crédible que les autres.

L'image de marque de TV5 demeure ce regard croisé sur le monde. Notre programmation, qui est de 24 heures sur 24 est constituée d'un tiers de journaux télévisés, soit une quinzaine, répond à une attente avec une dimension plurielle.

■ Mais quand on constate la participation active au sein de TV5, on constate une forte présence des stations de télévision du Nord. Qu'en est-il des stations du Sud?

avec un accent sur la didactique sans oublier un magazine sportif africain.

M. IMHAUS: Ces program-



M. Silla de TV5 Afrique

Je dois, néanmoins, reconnaître que l'une des grosses difficultés avec des programmes africains est que ce sont des éléments dispersés. On a un programme intéressant du Sénégal et c'est tout. On peut avoir deux émissions sportives intéressantes de Madagascar ou une autre de Maurice.

mes quand elles sont de bonne qualité, sont attendus des téléspectateurs. Ces programmes réalisés en Afrique est un des arguments de vente de TV5 en Europe car on est dans une bataille pour être dans le câble dans le Nord. On a cet argument à l'effet qu'on a des programmes du Sud. Rares sont les chaînes du Nord qui peuvent s'en vanter.

**La présence de Boutros-Ghali représente une maturation de la francophonie**

■ Mais effectivement, que fait TV5 pour harmoniser cette production africaine?

Je crois qu'il y a une première démarche en ce sens. L'avenir est que TV5 se transforme en un catalyseur de co-productions de séries longues. C'est fondamental pour TV5 et sera également au bénéfice des chaînes de télévision africaines que ce soit pour la programmation domestique ou encore pour des échanges avec des pays voisins.

(A ce stade, M. Imhaus fait état de toute une série d'émissions de TV5 Afrique, réalisée par M. Silla sur l'actualité africaine. Il souhaiterait voir une participation plus active de la part des stations africaines "pour que l'Afrique ne soit pas aux périphéries mais qu'elle participe au dialogue général autour de l'information".)

■ La télévision est également une affaire de divertissements mais pas seulement d'informations. A ce titre, presque toutes les stations de télévision du monde subissent la loi des séries américaines, qui tiennent tout effort de création tant que ces séries sont disponibles à bon marché. Comment réagit TV5 à cette situation?

TV5 dispose de très peu de

■ L'un des invités de TV5 dans le cadre de ses programmes en direct du Ve Sommet de la Francophonie n'est autre que le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Comment TV5 justifie-t-elle ce choix?

M. IMHAUS: L'une des pratiques de TV5 est d'inviter des personnalités du monde à commenter des sujets d'actualité d'une manière approfondie. On le fait presque systématiquement et sur toute une palette de sujets.

Il ne faut pas oublier qu'on aura aussi des émissions particulières avec le Premier ministre mauricien, des débats avec le président Nicéphore Soglo du Bénin entre autres. Le choix de Boutros-Ghali est que personne n'y a pensé.

Pour ce qui est du secrétaire général des Nations unies, je dois dire que TV5 a toujours entretenu des relations très cordiales avec M. Boutros-Ghali même quand il était ministre des Affaires étrangères d'Egypte. On a fait plusieurs émissions en direct avec lui.

M. SILLA: Il ne faut pas occulter le fait que c'est la première fois que le secrétaire général des Nations unies prend part à un Sommet de la Francophonie.

M. IMHAUS: La présence de M. Boutros-Ghali est la démonstration que l'organisation francophone fait partie de la réalité. Elle représente en quelque sorte une maturation de la francophonie. C'est symbolique.



M. Patrick Imhaus, PDG de TV5

trait d'union de la francophonie," font-ils ressortir à l'unisson.

■ L'année prochaine TV5 fêtera le 10<sup>e</sup> anniversaire de son existence. Quel bilan dresserez-vous des activités de TV5? Quelle est la raison d'être de TV5?

TV5 a été créée au départ pour répondre à l'attente des réseaux câblés qui se montaient un peu partout et plus particulièrement en Europe du Nord. Il y avait besoin d'une chaîne en français à côté d'une chaîne

chaîne française, on a préféré faire une chaîne française internationale. TV5 comme son nom l'indique regroupe cinq chaînes de télévision, en l'occurrence TF1, A2 et FR3, la RTBF (Belgique) et la chaîne de télévision suisse.

Finalement, il est apparu que sur un marché cosmopolite, c'était une bonne chose d'être multinationale de par sa programmation. Cette dimension multinationale avec des points de vue venant de différents points du globe a fait que

**Les dates de TV5**

En 1984  
Le 2 janvier TV5 composée de:  
1 TF1, Antenne 2, FR3 pour la France,  
1 la RTBF pour la Belgique,  
1 la SSR pour la Suisse,  
commence à émettre 3 heures quotidiennes.

En 1986  
TV5 accueille un sixième partenaire, le CTQC (Consortium de Télévision Québec-Canada), regroupant notamment Radio-Canada, Radio-Québec, TV Ontario et Télé Métropole.

En 1991  
TV5 Europe se dote d'une structure de gestion unique de droit français, la société anonyme Satellimages TV5 S.A. au capital de 900 000 F, qui accueille deux nouveaux membres, l'INA et la Sofrad, et dont l'actionnariat se compose de la façon suivante:  
Antenne 2 (16,6%), CTQC (11,1%), FR3 (16,6%), INA (11,1%), RTBF (11,1%), SOFRAD (22,2%), SSR (11,1%).  
En 1992

■ Juin, TV5 Europe émet son programme sur tout le continent africain, via le satellite russe Stationar 12.

Les nouveaux partenaires de TV5 en Afrique sont l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique) et le CIRTEF (Conseil International des Radios Télévisions d'Expression Française).

■ Octobre: TV5 Québec-Canada émet son programme en compression numérique à destination de l'Amérique Latine via le satellite américain Panamsat 1.

En 1993  
■ 22 février: TV5 Europe émet son programme 24h/24 et s'équipe d'un télétexte multi-services.

■ Budget 1993: 202 millions de francs français (dont 28 millions pour TV5 Québec-Canada, 12 millions pour TV5 Afrique et 6,5 millions pour TV5 Amérique Latine).

■ Président: Patrick Imhaus.  
■ Vice-présidents du Conseil de Coopération: Robert Stéphane (RTBF), Jean-Claude Chanel (TSR), James Baer (CTQC).

pour affirmer... On essaie... venant... d...  
stade de l'ent... son entre...  
SILLA: Au... tion musica...  
y a un effe...  
é. Il y a les... ion canadien...  
que 60% de la... ps postales...  
Nous avon...  
n chanuier... mes de divers...  
n'y a pas qu... de divertisse...  
ageons la ré... zine économi...  
que. Il y a...  
me portant...  
différents po...  
un accent sur...  
oublier un m...  
africain.

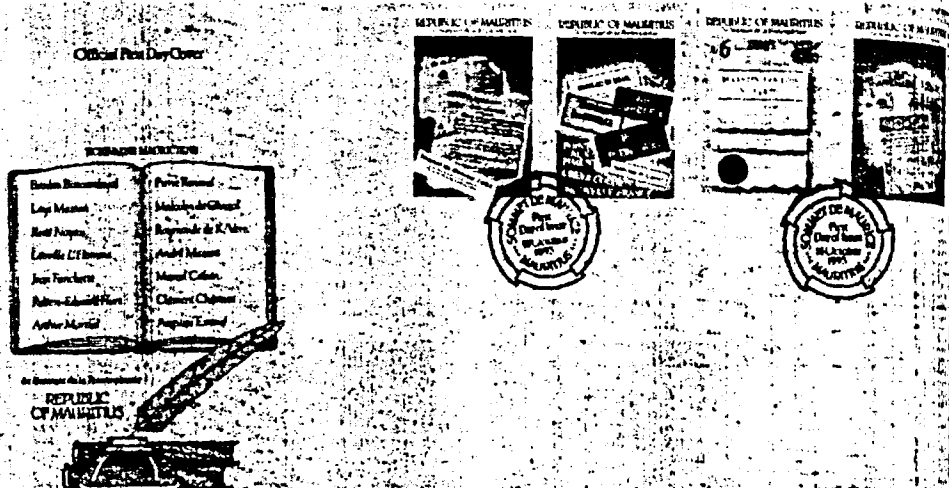
M. IMHAUS:

TV5 Afrique

mes quand elles... qualité, sont... spectateurs. Ce... réalisés en Afr... arguments de... Europe car on... bataille pour... dans le Nord... ment à l'effe... grammes du S... chaînes du N... s'en vanter.

■ L'un de... dans le ca... Sommet de... n'est autre... général de... M. Boutros... Comment... ce choix?

L'express 15 octobre 93



## Série philatélique pour la francophonie

**U**N FIRST DAY COVER sera émis samedi par le ministère de l'Énergie et des Services postaux pour faire honneur à la francophonie de même qu'une série de quatre timbres de Re 1, Re 5, Re 6 et Re 7. La maîtrise de l'Énergie, M. Mahen Uchanah, a présenté cette série de timbres, qui sera vendue au prix de Re 25 dès samedi, comme s'insérant dans cet événement historique qu'est la francophonie et cette série de timbres est la meilleure façon de marquer cette manifestation.

Le timbre de Re 1 témoigne de la présence française à Maurice et on peut y voir l'acte de capitulation de 1715. Des noms pluri-resques, l'héritage juridique et la presse francophone complètent cette série de timbres spéciaux. Des instructions ont été données à tous les bureaux de poste pour que les 10 000 timbres émis trouvent preneurs. L'enveloppe First Day Cover comporte également les noms d'écrivains mauriciens disparus.

Par ailleurs, les cent ans des télécommunications seront célébrés le 25 novembre par une émission de timbres. Le musée postal est également en bonne voie et même si ce n'est pas un grand musée, le tout est mis sur pied. Petit musée deviendra grand, a ajouté M. Uchanah.

Il a également évoqué la vente prochaine du base penny et du red penny, les deux timbres les plus chers du patrimoine mauricien et qui sont la propriété du Japonais Kannhai. Ces timbres seront mis à l'encan à l'hôtel Zurich International le 3 novembre. M. Uchanah a été invité à y participer et il a regretté ne pouvoir acquiescer ces timbres, qui sont au coût de Re 92 millions. Mais il a lancé un appel aux banques, surtout à la Mauritius Commercial Bank, pour qu'elle achète ces timbres pour Maurice.

## L'Algérie, en transition n'est pas francophone

**L'**EXPRES A PROFITÉ DU séjour à Maurice des délégués de l'Union internationale des Journalistes de la Presse de Langue française pour faire le point avec Mlle Leila Albane, journaliste à *El Watan*, un journal algérien. Elle évoque brièvement la situation actuelle dans son pays. Ci-dessous l'essentiel de ses propos:

**L'Express:** Quelle est la situation actuelle en Algérie?

**Mlle Leila Albane:** Tout ce que je peux dire, c'est que nous sommes dans une période transitoire. Nous sommes en train de passer d'un système à un autre, et il est normal que nous en subis-

sons les soubresauts. Ce nous, journalistes, nous notre travail.

**Q:** Quelle est la différence entre extrémisme et régime?

**R:** Je ne peux répondre à cette question. De toute façon, même ne veut pas dire régime.

**Q:** Est-il facile d'être journaliste actuellement en Algérie?

**R:** Ce que nous vivons maintenant en Algérie se passe dans le monde.

**Q:** Et la francophonie?

**R:** Nous parlons français, l'anglais étant la deuxième langue vivante. Nous sommes pas un pays franc-

## Le campus de Réduit doté d'un centre SYFED

**L'**UNIVERSITÉ DE MAURICE est dotée, depuis jeudi, d'un centre de SYFED (Centre scientifique et technique de recherche francophone). Il existe actuellement, dans le monde francophone, notamment au Canada, en Côte d'Ivoire, en Égypte, France, Gabon, Madagascar, Maroc et Sénégal.

Les centres SYFED, qui contiennent 25 millions de références, sont des lieux privilégiés d'accueil et de mise à disposition d'outils informatiques et télématiques permettant l'accès à des banques de données textuelles, référentielles et iconographiques.

Ces centres ont également pour fonction de promouvoir (présentation et démonstration) des produits d'information scientifique et technique utilisant les nouvelles technologies pour l'enseignement et la recherche. Ils permettent, entre autres, l'organisation d'actions d'informa-

tion, de sensibilisation et de formation aux nouvelles technologies de l'information ainsi que la constitution de banques de données locales interrogeables aussi bien par les pays du Sud que par ceux du Nord.

Ce centre sera un puissant atout pour offrir un plus grand accès à l'information scientifique et technique sous ses diverses formes et constitue un appui vital pour le développement et la fécondation des noyaux de recherche à l'université, a souligné le ministre des Ressources humaines et de la Formation professionnelle et technique, M. Ramduth Jadoo, lors de l'inauguration de ce centre. Il a rappelé que l'information scientifique et technique constitue un plus nécessaire afin de propulser davantage l'intégration de l'économie vers sa deuxième phase de développement industriel.

Ce centre, a ajouté le ministre, est aussi le bienvenu du fait qu'il entreprend des actions ponctuelles d'information, de sensibi-

lisation et de formation et de nouvelles technologies satisfaisante, le plus judicieux, utile et prioritaire des utilisateurs et chercheurs. Ces outils sont les derniers développés dans chaque discipline.

M. Jadoo a souligné l'engagement du gouvernement à promouvoir l'implémentation d'un service national d'information encourage le développement des bibliothèques à tous les niveaux pour que l'information soit accessible à tout citoyen. Le gouvernement envisage de créer une bibliothèque nationale et a fait ressortir M. Jadoo.

Le centre SYFED, qui se trouve à la bibliothèque de Réduit de Maurice, a été financé par l'AUFELF-UREF. Les centres SYFED ont droit à un dit annuel de 2 000 heures payés pour l'interrogation des données.

**CALE**  
**LOUIS LTÉE**  
le public en général  
a repris  
normalement.  
ell-established

## Le Sommet de Maurice: gloire et fierté, déclare sir Anerood

Politique: "Bérenger et quel que soit le parti qu'il représente sont déjà hors du gouvernement", dit avec force le Premier ministre

**G**loire et fierté pour le peuple mauricien. C'est ainsi que le Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, perçoit la tenue à Maurice du Vème Sommet de la Francophonie. Un sommet qui ne peut qu'avoir des retombées positives pour le pays vu la couverture médiatique internationale de cet événement, estime le chef du gouvernement.

Dans une interview accordée au SUN hier à son bureau, SAJ exprime également son appréciation de l'importante aide française dont bénéficie notre pays et se réjouit des excellentes relations qui existent entre la république de Maurice et celle de la France.

Une interview à ce stade du Premier ministre ne pouvait ignorer les événements politiques sur lesquels les phares de l'actualité mauricienne sont braqués depuis quelque temps déjà. C'est un SAJ serein et très confiant de lui-même et de la solidité de son gouvernement qui a répondu en toute sincérité à nos questions. Le chef du gouvernement est une fois de plus catégorique: il n'y aura pas d'élections générales anticipées. Pour lui, il n'y a aucun problème au sein du gouvernement. C'est le MMM qui a un problème, dit-il et quel qu'il arrive, a-t-il tenu à faire ressortir, il dispose d'une majorité pour aller jusqu'au bout de son mandat.

Répondant à une question touchant aux propos de Paul Bérenger, qui a déclaré que le MMM nommera d'autres ministres en cas de cassure de son parti, SAJ affirme avec force: "Bérenger et quel que soit le parti qu'il représente sont déjà hors du gouvernement". Le PM ajoute qu'il détient seul les prérogatives de nommer ou de révoquer un ministre. Pour lui, Bérenger se ridiculise sur cette question.

Le tandem Bérenger/Ramgoolam vous tracasse-t-il? A cette question, SAJ, arborant un large sourire, déclare: "Franchement j'aurai souhaité avoir en face de moi le tandem Bérenger/Ramgoolam. Cela constituerait un test pour moi".

(Lire l'essentiel de l'interview en page 3)



Sir Anerood Jugnauth serein et très confiant de l'avenir



Actualités

# Le Sommet de Maurice: gloire et fierté, déclare sir Anerood



SAJ confiant qu'il le peuple saura relever les nouveaux défis

THE SUN: M. le Premier ministre, l'événement de l'année 1993 à l'exception des remous politiques demeure le Sommet de la Francophonie que Maurice a le privilège d'accueillir. Que représente pour vous la tenue de ce sommet sur le sol mauricien et quels en seront les bénéfices pour notre pays?

SAJ: Traditionnellement, nous avons de tout temps appartenu aux deux groupes, anglophone et francophone. La culture et la langue française à Maurice sont bien implantées et les deux pays ont

qui toucheront dans une certaine mesure le monde entier. J'ai en tête les relations Nord/Sud et bien évidemment la coopération entre les pays faisant partie de la grande famille de la francophonie. Les retombées en seront tout naturellement positives, surtout si les résolutions prises après soient mises en pratique.

En tout cas, ce qui est clair, c'est qu'aujourd'hui il y a un changement évident dans plusieurs pays, dont ceux du continent africain. Les droits de l'homme et la démocratie sont actuellement au centre des discussions dans de

### Coopération poussée franco-mauricienne: "C'est tout à fait normal et naturel"

toujours entretenu des liens très étroits et des relations très correctes. De ce fait, j'estime que c'est une gloire et une fierté pour Maurice d'avoir été choisie pour la tenue du Cinquième Sommet de la Francophonie.

Ce qui est important, c'est que les bailleurs de fonds pour l'organisation de ce sommet nous ont beaucoup aidé, surtout pour la mise sur pied de certaines structures. Cela en elle-même est un plus pour le pays. Prenons, par exemple, le Centre de conférences à Grand Baie. Ce centre sera là en permanence. Nous l'utiliserons pour la tenue d'autres conférences. Ensuite, il y a naturellement le fait que Maurice sera encore plus connue sur l'échelle internationale. Nous serons exposés au monde extérieur pendant tout le long de la durée de cette conférence et nous en sortirons grands. Il y a aussi les sujets qui seront discutés au cours de cette conférence, des sujets

nombreux pays et je souhaite que le Sommet de Maurice contribue à favoriser et encourager ce vent de changement pour un monde meilleur, où la liberté, la sécurité, la paix ne seront plus des mythes. D'autres sujets qui retiendront certainement l'attention au Sommet de Maurice sont la délimitation et le problème nucléaire.

Q: Est-ce que Maurice a dépensé beaucoup pour cette conférence?

R: Le gouvernement a dépensé surtout pour l'hébergement des délégués. C'est normal et tout naturel pour un pays qui accueille une conférence d'une telle envergure.

Q: L'aide française est la plus importante que notre pays reçoit de l'étranger. En tant que chef du gouvernement mauricien, quelle appréciation faites-vous de cette coopération poussée entre la France et Maurice?

R: La France a toujours porté un intérêt à Maurice et cela pour plusieurs raisons. D'abord, parce que nous avons été une colonie française. Et deuxièmement quand nous avons été pris par les Britanniques, ces derniers avaient signé un traité dans lequel ils se sont engagés à préserver le système légal, la langue et la culture françaises, entre autres. Les Anglais ont honoré leur parole et la culture française s'est retrouvée enracinée chez

ministre et qui devra s'acquiescer à aucun ordre à prendre. Il n'a aucune autorité politique que ce soit. Je considère cette déclaration comme ridiculisée.

Q: Nous savons que vous êtes un homme à principes. Vous êtes nombreux ceux qui ont subi des bouleversements sur le

### "Bérenger et quel que soit le parti qu'il représente sont déjà hors du gouvernement"

nous. D'ailleurs, la France est un pays qui porte beaucoup d'attention à sa culture. Même après l'indépendance, elle a continué à être présente chez nous et a beaucoup fait pour consolider davantage sa position que ce soit dans le domaine éducatif ou culturel. Je pense que c'est tout à fait normal et naturel. Nous accordons nous-mêmes beaucoup d'attention à notre culture. On est bilingue. Il y a chez nous une grande diversité de langues et de cultures. J'estime que c'est une situation saine et que c'est un atout pour nous. Nous nous servons de deux langues internationales, l'anglais et le français. C'est également d'une grande aide pour ce qui est de l'éducation de nos enfants. Cela nous permet d'obtenir des bourses d'études de plusieurs pays dont la France. Et il y a aussi le fait que La France nous réserve des sièges dans des universités françaises pour des étudiants mauriciens qui y vont à leurs propres frais. C'est déjà un grand avantage.

Q: Venons-en maintenant à la situation politique dans le pays. En cas d'éclatement du MMM, Bérenger affirme que son parti remplacera ceux qui délaissent le baraque mauve. Comment réagissez-vous à cette affirmation?

que justement à partir de maintenant nous comprenons l'absence. Il y aura une nomination?

R: J'ai déjà prévu ce que je souhaite que les choses se fassent de la façon prévue. Il n'y a pas de problème. Pas de nomination dans l'immédiat.

Q: Donc, ceux qui ont été nommés ont tort?

R: Evidemment. Je ne suis pas en crise. Il y a un problème de MMM. Il n'y a aucune nomination de gouvernement. Le gouvernement continue avec son programme. Après que le MMM ait été nommé, nous continuerons sur la même ligne.

### "Le MSM a des problèmes"

Q: Nous restons en attente de la nomination de Bérenger/Ramgoolam. Comment réagissez-vous à cette affirmation?

### "Franchement, j'aurais souhaité avoir en tandem Bérenger/Ramgoolam"

R: Écoutez, en ce qui me concerne, Bérenger et quel que soit le parti qu'il représente sont déjà en dehors du gouvernement. Alors, si demain il y a un changement quelconque, je sais déjà qui sont ceux qui ont vraiment voulu préserver l'Alliance MSM/MMM et aller de l'avant avec ce gouvernement. Donc, ce n'est pas Bérenger qui va décider qui sera nommé ministre ou pas. C'est ma prérogative. Et c'est à moi qu'il reviendra de décider qui conservera son poste de

R: Je dois dire que je n'ai pas beaucoup de temps. Je me suis basé sur le principe d'une alliance entre Bérenger et Ramgoolam. J'espère ne pas me tromper dans leurs déclarations. Je ne sais pas qu'il y a quelque chose de changé.

Q: Que dire de la nomination de Bérenger/Ramgoolam? Les élections sont-elles imminentes?

"Les Mauriciens se comportent intelligemment s'ils sont bien informés."

Le MSM a des problèmes

Franchement, j'aurais souhaité avoir en tandem Bérenger/Ramgoolam

Je dois dire que je n'ai pas beaucoup de temps. Je me suis basé sur le principe d'une alliance entre Bérenger et Ramgoolam. J'espère ne pas me tromper dans leurs déclarations. Je ne sais pas qu'il y a quelque chose de changé.

Le...  
Q: Pensez-vous que l'électorat de...  
Maurice...  
série d'activités, notamment à travers...  
des comités, le soulève en passant que...  
Maurice...  
Q: Pensez-vous que l'électorat de...  
Maurice...  
série d'activités, notamment à travers...  
des comités, le soulève en passant que...  
Maurice...

prérogative du Premier ministre de décider la tenue d'élections. Je l'ai archi-dit: D'ailleurs, je le répète partout. J'ai un gouvernement solide. Dans n'importe quelle éventualité, je suis sûr d'avoir une majorité solide et je suis déterminé à aller jusqu'à la fin de mon mandat. "La fin mo mandat pas veut dire ki mo bizin stick jusqu'à dernier jour". C'est le Premier ministre qui se sert de sa discrétion quand il sent que le moment est approprié et à son avantage pour déclarer des élections générales. Mais ceci dit, il n'est pas question d'aller vers des élections anticipées. Je l'ai déjà dit et archi-dit, 1993 n'est pas 1982 ou 1983. Les choses ont évolué. Beaucoup de personnes ont réalisé que dans le passé elles ont été, comme dit l'anglais, "taken

travailleurs qui nous ont vraiment aidé. Mais, il y avait également un groupe qui avait peur de la victoire du MSM. Pour eux, la victoire signifiait que le MSM était vraiment très fort. C'est, d'ailleurs, une des raisons qui explique ce qui s'est passé entre le MSM et le PTR. "Zote ti senti ki MSM pé vine trop fort et ki li pou bouffe le PTR. Sé pourquoi zote ti pé alle faire ène l'alliance avec MMM, mais zote fine faire ène mauvais calcul et finalement tout dimoune conné ki fine arrivé". Ceci dit, il y a certains au Parti Travailleiste qui nous ont joué de mauvais tours lors de cette partielle. Ils ont carrément fait campagne contre nous. En tout cas, nous avons relevé haut la main le défi que représentait cette partielle.

### "Il n'y a pas de crise gouvernementale. Il y a un problème à l'intérieur du MMM"

for a rida' et elles ne permettront pas une répétition de cet épisode.

Q: Sir Anerood, vous sillonnez l'île depuis quelques semaines déjà pour une campagne d'explications autour des événements politiques. L'on a noté que vous invitez l'électorat et surtout vos partisans de se tenir prêts pour que le MSM aille seul aux prochaines législatives. N'y a-t-il pas de la place pour un allié?

### un électorat important"

R: Ce que je demande à mes partisans, c'est de se préparer pour que le MSM aille seul aux élections si le besoin se fait sentir. D'ailleurs, je pense que cela devrait être l'ambition de chaque parti d'aller seul aux élections et l'emporter. Et si la situation est telle qu'on doit faire face seul à une élection on devrait être prêt. Pour le moment il n'y a pas d'autres considérations.

Q: Venons-en maintenant à l'électorat du MSM. Beaucoup a été dit à ce sujet. En tant que leader du MSM, quel est, d'après vous, l'électorat de votre parti?

R: En ce qui concerne l'électorat du MSM, "mo croire na pa bizin monte lor montagne pou trouvé ki MSM ène so electorat". Je ne suis pas là pour quantifier la chose. Mais en ce qui concerne cette question d'électorat, "il pas bouga fixe ça comme dit ceusé". Il y a des circonstances qui amènent des changements. Mais ce qu'il ne faut pas oublier c'est que nous venons de célébrer nos dix ans d'existence et les foules présentes aux activités organisées dans ce contexte prouvant la force électorale de mon parti. Ces activités ont prouvé notre efficacité. Nous venons également d'organiser toute une

Le numéro 15 était une bastion mauve. Mais je suis descendu sur le terrain avec conviction. J'ai parlé avec des gens très réceptifs. Cette circonscription, comme vous le savez, compte un fort pourcentage d'électorat musulman et certains avaient même pensé que ce serait risquant pour moi, en termes de sécurité, de me rendre dans certaines localités. Mais, j'ai cru dans le travail que je faisais. D'ailleurs, je ne crois pas dans l'intérêt immédiat que représente un travail ou une décision. Pour moi, ce qui compte c'est l'intérêt à long terme, l'avenir. L'avenir me préoccupe beaucoup. Quand je quitterai ce poste de Premier ministre, ce qui comptera le plus, c'est ce que j'aurai laissé pour l'avenir. Donc, puisque j'ai tout fait pour le pays, je n'ai pas eu peur d'aller de l'avant. "Pour ça élection là, mo fine alle partout, mo fine force partout, mo pas fine peur pou mo la vie. Mo fine cause la vérité". D'ailleurs, j'ai toujours été du côté de la vérité. Je ne fais pas de la politique pour faire de fausses propagandes ou pour débiter des faussetés. Et aujourd'hui encore quand j'analyse le résultat, je suis convaincu qu'une bonne partie de l'électorat musulman a voté mon candidat. Ce qui prouve, une fois de plus, que les Mauriciens se comportent intelligemment s'ils sont bien informés.

C'est pourquoi, je n'ai pas peur de l'avenir. Même avec tout ce qui se passe actuellement, je suis très confiant. Je ne suis nullement découragé.

Q: Avez-vous peur du tandem Bérenger/Ramgoolam?

R: Franchement, j'aurais souhaité avoir en face de moi le tandem Bérenger/Ramgoolam. Ça aurait été un test pour moi. "Mo ti pou content ça arrivé. Li ti pou ène test pou moi."

### "Les Mauriciens se comportent intelligemment s'ils sont bien informés"

série d'activités, notamment à travers des congrès. Je souligne en passant que ces activités avaient été organisées bien avant les problèmes au niveau de l'alliance. Nous sommes quand même allés de l'avant avec notre programme au niveau du MSM. Et ce que je peux dire, c'est qu'à part la circonscription No. 1, où l'assistance était un peu 'maigre', le 'response' a été très bon dans toutes les autres circonscriptions. J'admets avoir été surpris par le succès du récent congrès MSM dans la circonscription numéro 2. C'est la première fois que je constate cela. Partout où j'ai été j'ai constaté cela. Il me reste encore trois circonscriptions où je me rendrais à mon retour au pays après le 1er novembre. "Mo pas croire ki sa bane dimoune là vini pou embête moi. Mo satisfait ki c'est bane partisans convaincus du MSM ki vini". Nous pouvons même comparer le nombre de personnes qui assistent à nos réunions aux assistances obtenues par d'autres partis. Ce qui prouve une fois de plus que le MSM a un électorat important.

D'autre part, il ne faut pas également oublier que quand viendra l'heure des élections, le bilan déposé par un parti politique est passé à la loupe par la

### "Quoiqu'il arrive, j'ai une majorité solide pour aller jusqu'au bout de mon mandat"

population. Tout cela compte. Donc, je suis convaincu que faire cavalier seul pour les prochaines élections n'est pas une chose impossible. "Pou bizin arrivé ène jour à côte ène parti pou bizin alle dans ène élection tout seul". Le MMM l'a fait dans le passé.

Q: Quelles leçons tirez-vous de la partielle de Vacoas/Phoenix où pour la première fois le MSM était descendu seul sur le terrain et avait gagné seul contre tous.

R: Je considère cette élection comme un exemple. "L'électorat pas couma d're ène colonne ki reste fixe en place. Electorat li fluctuate et li prend boucoup kitchose en considération et li changé d'après circonstances du moment". 1989 était un test décisif pour le MSM. En réalité, officiellement le Parti Travailleiste nous aidait. Mais, tout le monde sait que

Q: Pensez-vous que l'électorat de Navin Ramgoolam accepterait une alliance avec Bérenger?

R: Ecoutez, je ne peux répondre. "Mo pas capava répons pou zote clientèle. Mais sincèrement, j'aurai aimé me trouver en face d'une telle situation. Une situation dans laquelle Bérenger se retrouverait avec les Travailleistes et de l'autre côté il y aurait nous. Quand je dis 'nous', j'inclus les amis qui leront causa commune avec nous, qu'ils soient de bord travailliste ou MMM. "Nous assez intelligent pou conné ki développement pou èna si jamais ène kitchose coume ça pou arrivé".

Q: Croyez-vous que Bérenger tentera de rallier le PMSD à la cause MMM/PTR?

R: Il y a beaucoup de rumeurs qui circulent à cet effet. "Mo pas capava mette mo la main dans difé mais apparemment èna beaucoup zefforts ki pé faire dans ça côté là." Mais reste à savoir si ces rumeurs sont fondées ou pas. Dans une telle situation, il m'est difficile de me prononcer à ce stade.

Q: Vous avez invité Navin Ramgoolam aux différentes cérémonies liées à la francophonie. Etiez-vous

invité par l'Etat à l'époque où vous étiez vous-même leader de l'opposition?

R: Pour ce qui est de Navin Ramgoolam, il est normal qu'il soit invité car il occupe une position constitutionnelle. D'ailleurs je l'ai toujours invité, même dans le passé. J'en ai fait de même. Pour ce qui est de mon époque, je dois reconnaître que feu sir Seewoosgur Ramgoolam avait beaucoup de respect pour les postes constitutionnels et j'étais toujours invité pour des manifestations officielles et je soulignai que j'étais toujours présent. Mais je ne peux en dire de même pour Navin Ramgoolam. C'est regrettable mais je dois le dire. Il n'a jamais été présent dans les fonctions officielles auxquelles je l'ai invité. J'espère que cette fois-ci, il sera présent parce que cela fait partie de ses fonctions.

*Le Sun 15 octobre 93  
Suite: "Glean et justice"*

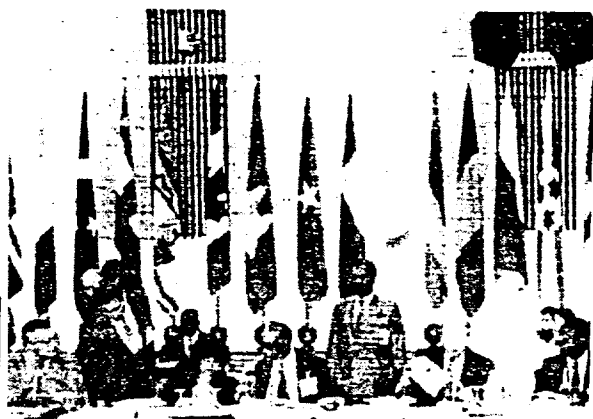


## Conférence ministérielle préparatoire

# Kasenally: énergie nouvelle pour la mise en oeuvre de programmes porteurs, utiles et innovateurs

C'est un nouvel élan à la francophonie que le ministre des Affaires étrangères, le Dr Swaleh Kasenally, a voulu donner hier matin aux ministres présents lors de l'ouverture de la Conférence ministérielle préparatoire au Ve Sommet de la Francophonie.

(Suite en page 8)



Les délégués et ministres présents à l'ouverture de la conférence ministérielle au Centre de Grand Baie

## Conférence ministérielle préparatoire

(Suite de la page 1)

En présence des ministres et délégués d'une cinquantaine de pays ayant en commun l'usage du français, le ministre Kasenally a insisté sur le fait que l'étape mauricienne nous permettra ensemble d'évoquer le bilan depuis Chailiot et d'évaluer le plus clairement possible la mise en application des décisions des chefs d'Etat et de gouvernement afin d'apporter les réponses les plus appropriées aux interrogations sur la coopération multilatérale.

Certes, si l'espace francophone, souligne le ministre, s'inscrit dans la continuité, chaque sommet a sa personnalité propre, ses impulsions, ses improvisations, contribuant ainsi au caractère évolutif de l'espace francophone. Et Maurice, située dans cette logique évolutive des sommets, y apportera toute son énergie pour la mise en oeuvre des programmes porteurs, utiles et innovateurs.

Le ministre Kasenally a rappelé que depuis Chailiot, bien des mutations se sont opérées au sein même de la francophonie. La transition démocratique amorcée depuis 1991 s'est accélérée. "Nous avons ouvert un nouveau champ stratégique, révélant des besoins immenses. L'appui au processus électoral et l'envoi des missions d'observation doivent s'accompagner obligatoirement d'une aide technique à la préparation des élections, d'un programme de coopération musclé pour la promotion d'une culture politique pluraliste," poursuit le Dr. Kasenally.

Le ministre mauricien des Affaires étrangères note également que l'élargissement et le renforcement de la communauté impliquent également sollicitations. A savoir si l'espace francophone est capable de se situer comme un outil efficace de développement et de modernité. A cet effet, il souligne que les enjeux sont considérables et sont liés à "notre confiance, à notre crédibilité, à l'affirmation de notre rôle sur l'échiquier mondial".

Pour ce qui est de la construction d'un espace scientifique et technologique et d'un espace audiovisuel, elle représente, selon le ministre, une heureuse perspective. Car, elle se conjugue impérativement avec l'acquisition de nouvelles technologies par les chercheurs francophones tant au Nord qu'au Sud.

Sur le plan de la coopération économique, le ministre Kasenally reconnaît que l'espace francophone est sur un terrain en friche. Ce qui fait que les attentes sont nombreuses, faisant l'objet d'une programmation spécifique.

The SUN

Editorial

## Welcome (again) To

Le Maurice accueille sur son sol aujourd'hui le président français, M. François Mitterrand. Ce sera le deuxième séjour du chef d'Etat français chez nous, le premier remontant à 1990.

Une visite présidentielle française fait l'événement à Maurice. Cette fois-ci, la présence du président Mitterrand chez nous fait partie d'un événement que nous orchestrons et qui voit la participation d'autres chefs d'Etat et de gouvernement. En quelque sorte, Maurice se trouve au centre même du monde francophone. Cela n'aurait pas été possible si nous n'avions pas des liens privilégiés avec la France.

Ayant été la première puissance colonisatrice de Maurice, la France nous a laissé un héritage culturel et affectif qui n'a pas été grandement entamé par le temps. La France nous a donné notre première langue et nos premiers colons. Nous avons connu par la suite d'autres langues. Et d'autres peuples se sont établis dans l'île. Cette symbiose a créé le génie mauricien.

La France a été toujours présente à Maurice même après la prise en charge de l'île par les Britanniques. Après l'indépendance de Maurice, les liens entre les deux pays se sont davantage affermis dépassant le simple cadre des échanges familiaux entre Bretons de France et Bretons Crafted in Mauritius. Il faut se souvenir ici l'initiative diplomatique prise par feu sir Seewoosagur Ramgoolam et sir Gaëtan Duval qui ont su exploiter le créneau qui se présente dans les années soixante-dix.

Après l'indépendance, en absorbant une partie de notre main-d'oeuvre en chômage quand l'île Maurice était à genoux, en offrant aux jeunes Mauriciens des possibilités d'études universitaires et en fournissant à Maurice une assistance technique considérable, la France est devenue un pays de référence pour la majorité de nos concitoyens. En même temps, l'armée de touristes français et réunionnais toujours présente à tout moment donné sur le sol mauricien, se prélassant sur nos plages ou s'achetant littéralement tout ce qui se trouve dans nos Arab Towns vient enrichir les liens affectifs qui existent entre les peuples de nos deux pays.

L'île Maurice est devenue terre d'accueil pour les Français. Le président Mitterrand, ses ministres, ses officiers et les journalistes français se plaisent dans l'ancienne île de France. Cela ne veut pas dire que tout est paradis et qu'il n'y ait pas de méchants et d'empêcheurs-de-tourner-en-rond des deux côtés. A Maurice, séquelle sans doute de l'esclavage des Africains et de l'engagement des Indiens, certains éprouvent encore de la méfiance envers le Blanc d'origine française. D'autres font une "issue" idéologique de la présence française dans l'océan indien. D'autres encore allant à rebours de M. Jacques Toubon s'inquiètent du modèle d'uniformisation à la française qu'on craint en voie d'implantation à Maurice, à l'exclusion de l'anglaise et des langues orientales. Il s'agit de prises de position irrationnelles qui ne tiennent pas compte du génie assimilateur du Mauricien. Nous sommes un peuple éclectique capable de passer d'une culture à une autre, d'une langue à une autre. D'autre part, la majorité des Mauriciens n'éprouvent plus des réactions négatives envers les descendants des colons associés à des pratiques économiques en cours dans les derniers siècles.

Il ne faut pas non plus être naïf au point de croire que tous les Français ne voient en Maurice qu'une ancienne colonie française à laquelle il faudra offrir une assistance généreuse exempte d'arrière-pensées. Certains éléments sensibles à la proximité de la Réunion ne sont pas du tout contents qu'un pays

indépendant ait si souvent heureusement éléments-là. D'autre tement minoritaires réduire l'étendue des rtoriales de Maurice notre patrimoine. Certains n'apprécient pas Maurice ait de nouvelles économiques. Enfin, "vested interests" n'ont voir Maurice rayonner d'autres îles indépendantes l'océan indien.

On n'empêchera pas les minorités surnuméraires d'aller à contre-courant. Et le consensus Maurice et la France les meilleures relations possibles dans les deux peuples. Des ne dissipés. Tout est bien. Et certains disent blanc-rouge a un effet sur les Mauriciens.

Mais il n'y a pas à compte dans le cadre de l'événement qui fait le président français ce Depuis la dernière fois, il y a eu deux tailles qui se sont radicalement changées politiques dans le tout d'abord l'effondrement communisme en Europe que cela comporte bouleversements économiques. Enfin démocratie a commencé fort sur l'Afrique coloniale en majeure France.

La présence de M. Maurice permettra de dégager de nouvelles pour consolider les démocratie et droit Afrique. D'autre part, économique dans des pays francophones d'ailleurs n'est guère serait intéressant de le Sommet de Maurice de venir en aide à ceux affectés par la disastreuse économique. On ne se SIDA en Afrique fera l'agenda mais on ne surtout de la part de ont les moyens - de global d'urgence s'attaquer de front à un instrument de paix

C'est mal connaître de croire qu'il ne sera abile aux problèmes aura renié à ses principes socialistes. D'autre part, même, cohabitants de ment qui a pris des pas pierre aux innombrables président Mitterrand démarqué sur bien. C'est un homme qui ses opinions. Nous le Premier ministre à la sorti du même moule chefs ne se soucient politiquement du jour, de loin que le bout du donc, sur quelques courageuses initiatives de Maurice.

Toujours sur le pré du sommet francophone beaucoup spéculé ces jours sur la querelle France aux Etats-Unis du GATT. On a également naissance des négociations de M. Toubon semble être un conflit à l'échelle planétaire. France aux Anglo-Saxons seront-elles pour présent sommet francophone

En attendant, salut à Maurice de ce grand français, ce grand de l'histoire contemporaine battant malgré ses preuves de courage on n'en trouvera mal. Qu'il trouve dans l'île Maurice une nouvelle d'inspiration.

La V<sup>e</sup> conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français s'est ouverte hier à l'île Maurice. Ce sera l'occasion pour les Etats concernés de procéder à un tour d'horizon des questions qui se posent à l'ensemble de

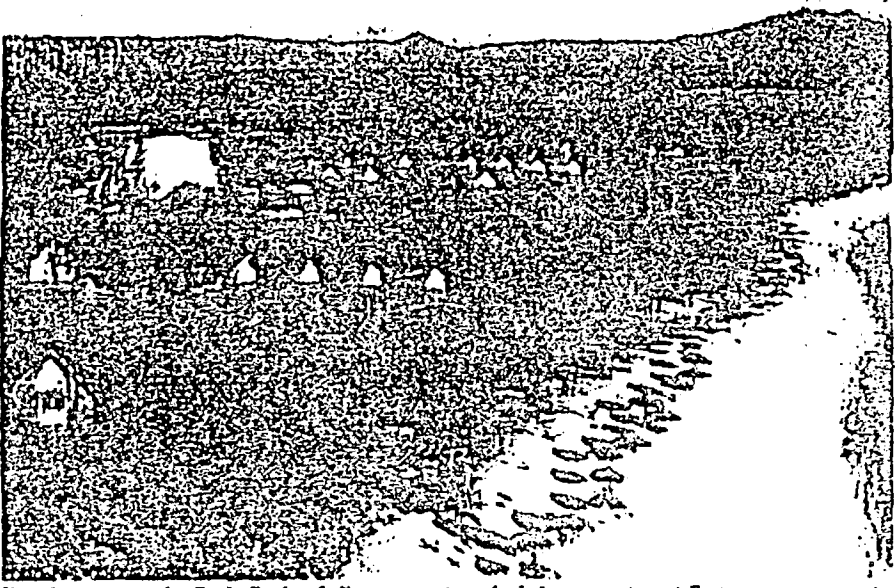
# La V<sup>e</sup> conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français s'est ouvert hier à l'île Maurice. Ce sera l'occasion pour les Etats concernés de procéder à un tour d'horizon des questions qui se posent à l'ensemble de la communauté francophone et de prendre la mesure de la solidarité à l'égard de « l'exception culturelle ».

**C'**EST donc dans le décor de Paul et Virginie que se réunissent les quarante-sept Etats et gouvernements, dont vingt présidents de la République, deux vice-présidents et quinze Premiers ministres, d'une communauté francophone, qui ne se réduit pas aux pays dont la langue officielle, ni même la première langue, est le français. En effet, en dehors des 110 millions de francophones immédiatement repérables, on peut ajouter une cinquantaine de millions de personnes qui maîtrisent le français, ce qui est loin de correspondre à la population totale des pays présents à ce sommet. A Chaillet il y a deux ans, la Moldavie, l'Arménie, Saint Thomas et Prince, et Israël (où l'on compte 500 000 francophones) ont exprimé le désir de participer à la conférence de Maurice, tandis que la Roumanie et la Bulgarie postulent pour le statut plein.

Il s'agit avant tout d'une réunion de famille dans laquelle chaque membre peut exprimer des souhaits ou des doléances au cours de débats ouverts, soumis à des résolutions. L'une de celle-ci, à l'initiative de la France, du Sénégal et de la Belgique, concerne « l'exception culturelle » sur les produits audiovisuels lors des négociations du GATT. L'objectif est de mettre en place un système susceptible de sauvegarder des productions nationales, un peu à l'exemple du Canada qui a obtenu gain de cause avec les Etats-Unis.

## Inquiétudes et dysfonctionnements

Musieurs volets composeront cette rencontre : dans le domaine économique grâce à un rapport qui sera adressé par des instances internationales ; différents accords sur l'éducation, la jeunesse et les sports, et des contrats de coopération multilatérale francophone par l'entremise d'opérateurs tels que l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique), l'AUFELF pour l'enseignement (voir encadré), l'université d'Alexandrie et la chaîne de télévision francophone TV5. Pour ce qui concerne la politique internationale, cette réunion est un test permettant d'évaluer la valeur d'un exercice diplomatique multila-



C'est dans cette petite île de l'océan Indien que vont se réunir les quarante-sept Etats et gouvernements.

l'éral, bien que ce ne soit pas un lieu de négociation.

De nombreux pays du Sud bénéficient pour ce sommet d'une tribune qui leur a permis, dans un passé récent, de voir par exemple, leur dette annulée. D'autre part, les pays francophones ont pu prouver leur solidarité en parlant d'une voix unique lors de conférences internationales, à Rio ou à Vienne. C'est donc à un bilan de santé que sont conviés les pays membres.

Mais si dans ce monde troublé, menacé par le morcellement nationaliste, la communauté francophone ressent le besoin de se rassembler au nom d'un certain idéal démocratique, des inquiétudes ou des dysfonctionnements apparaissent en son sein : déclin de la langue française, notamment en Afrique, carence d'enseignants dans les pays qui réclament

une action plus résolue de la part de la France ; un Canada qui mène pour sa part une politique économique permettant à l'Amérique du Nord d'établir une tête de pont dans les pays du Sud sans bénéfice pour la langue française. Pendant ce temps, bon nombre d'Etats francophones redoutent qu'à la faveur de la construction européenne, la France néglige la coopération avec le Sud.

Qui qu'il en soit, le choix de cette petite île de l'océan Indien est judicieux. Ce petit Etat, encore pauvre, d'un million d'habitants dont l'anglais est la langue officielle, bien que le français soit couramment pratiqué, a réussi un remarquable essor économique grâce à l'exportation de produits textiles issus de sa zone franche. « L'exemple mauricien » sera-t-il une exception francophone ?

PIRESI

DELEGATION CANADA

230 2625134

15-OCT 19:40



PAR:FK  
FRATERNITE  
MATIN

LA PENSEE DU JOUR

Le développement d'un pays ne se fait pas  
par la seule force de son territoire. Il faut  
aussi que les hommes qui le gouvernent aient  
la volonté et la capacité de transformer ce  
territoire en un espace prospère et ouvert  
sur le monde. C'est le rôle de la classe dirigeante  
de faire passer le pays de l'état de dépendance  
à celui de l'autonomie.  
Abidjan, le 15 octobre 1993

FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

# FRATERNITE MATIN

VENDREDI 15  
OCTOBRE  
1993

20<sup>e</sup> Année N° 97

125 F

Sénégal: 250 F Tougo  
Gabon: 250 F Burkina Faso  
France: 677 Camelion

LA CÔTE D'IVOIRE AU QUOTIDIEN.

REPORTAGE

## SOMMET DE LA FRANGOPHONIE

# PALABRES EN FAMILLE

Après la conférence ministérielle, la réunion des chefs  
d'Etat débute demain samedi. Sont attendus  
19 Présidents et 24 Premiers ministres. La délégation  
ivoirienne est conduite par le ministre Essy Amara (A)

### Sous tension franco-québécoise

Par Hébé Yoccoz

**P**ETITE île de 1,2 million d'habitants, plantée en plein cœur de l'Océan Indien, l'île Maurice tranche nettement avec la morosité et la hostilité d'un climat économique et social mondial assez mauvais. Sa situation, à tout point de vue est enviable, au point que, de plus en plus, on parle de «Miracle Mauricien». Le chômage est inexistant, l'enseignement est gratuit du Primaire au Supérieur. Ce pays appelé également l'île arc-en-ciel parce que terre aux multiples couleurs (bruns, jaunes, blancs, noirs, caramel et yeux bleus) est on ne peut pas devenir un dragon. Une démocratie rodée et une presse libre mais sérieuse achèvent de faire de l'île Maurice un modèle à suivre.

C'est sur cette terre prospère que se tient le 5<sup>e</sup> sommet de la Francophonie. Les 47 pays membres de ce grand espace culturel seront tous représentés ici à Port-Louis, paisible entourée de îles et de récifs fabuleux.  
La conférence ministérielle qui a commencé ce matin ne s'est pas attardée sur les politesses diplomatiques. Le rapport de la présidente du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF), M<sup>me</sup> Shirin Cifra, citoyenne mauricienne et ambassadrice de Maurice à Paris a été particulièrement sévère contre les Chefs d'Etat francophones. Selon elle, les Chefs d'Etat se sont contentés

SUITE PAGE 10

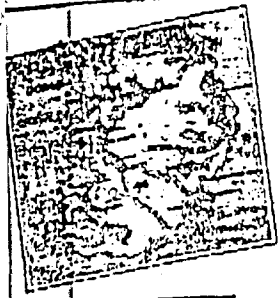
SUITE DE L  
Contribuer un  
ent politique  
coronnateur,  
livi des] décis  
ets sans aucu  
Les résolutio

MASA  
on Cabal  
manon d  
n Côte d'Ivoire  
ACO au Burkina  
en n'Indique q  
boursa car con  
sistent. Même la  
formations est r  
sont en es  
Quelques pays  
sont récents et  
ans emportent  
heure d'un MASA  
y soutien] d'un q  
lys, les tractation  
ort-Louis, pourai  
projet de M<sup>me</sup> Dia  
VLSTC. Monse  
ont, ministre de l  
l'venu défendre l  
et des Sciences e  
mmunication. S

Haïriette  
(Cult)

FRANCOPHONIE

VENDREDI 15 OCTOBRE 1993/PAGE 10



# LEVENIR

## Vème SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

# Ouverture s franco-ql

DU NOUVEAU... SERRA... YACOUBA

SUITE DE LA PAGE 1

attribuer une mission hautement politique et un rôle de conciliateur, d'arbitre et de livi des décisions des sommets sans aucun moyen. Les résolutions du sommet

de Chaillot n'ont pu, ainsi, être exécutées. Quelques flèches à l'encontre de l'ACCT, dont elle a fustigé, à fleur de mouchoirs le mandat de son secrétaire général le Québécois Jean-Louis Roy. M<sup>me</sup> Czirra a

revendiqué publiquement la reconnaissance de la prééminence du C.P.F. sur l'ACCT. Soutien sans ambiguë de M. Jacques Toubon, ministre français de la Culture et de la francophonie qui a solennelle-

## Les projets ivoiriens

La délégation ivoirienne officielle est composée de 4 ministres. Outre, S.E.M. Essy Amara, ministre des Affaires étrangères qui est venu représenter le Président de la République au sommet des Chefs d'Etat, les trois autres ministres, tous partenaires de la francophonie et travaillant en étroite collaboration avec l'ACCT ont des dossiers importants à faire aboutir par la conférence des Chefs d'Etat.

MASA: M<sup>me</sup> Henriette Diabaté va proposer le maintien définitif du MASA à Côte d'Ivoire à l'instar du FES-ACC au Burkina-Faso. Pour l'instant, on n'indique que notre requête pourra car certaines résistances existent. Même la France, selon nos informations est réservée sans être

son équipement et son extension à la sous-région francophone. Dossier bien ficelé semble-t-il, qui a donc toutes les chances d'aboutir.

L'IBROA: Le P<sup>r</sup> Alassane S. N'Diaye a insisté définitivement sur le projet de financement et de développement de cet Institut de recherche à vocation internationale. Muni-

prochain sommet, dans deux ans, avant d'être admis.

Références françaises. L'Italie ne souhaite pas que le Val d'Aoste s'engage dans des coopérations autres que culturelles au sein de la Francophonie.

Jeux Olympiques. Sur proposition de M. Jacques Toubon, la conférence

Chefs d'Etat l'adoption d'une résolution visant à introduire le français comme langue aux Jeux Olympiques en souvenir de Pierre de Coubertin.

Jeux de la Francophonie. M. Jacques Toubon a annoncé que les prochains jeux de la francophonie auront lieu en France l'année prochaine, exactement à la date anniversaire du centenaire des Jeux Olympiques.

Quelques pays arabes sont certainement réticents et certains pays africains entendront faire adopter la procédure d'un MASA tourment. En dépit de soutien d'un grand nombre de pays, les tractations qui ont lieu à Port-Louis, pourraient faire échouer le projet de M<sup>me</sup> Diabaté.

L'ISTE. Monsieur Auguste Miremont, ministre de la Communication a venu défendre le dossier de l'Institut des Sciences et Techniques de la Communication. Son financement,

Francophonie, un cercle très fermé, nul doute qu'il usera de son influence pour faire passer cet important dossier.

Nouveaux membres. La conférence ministérielle a recommandé aux Chefs d'Etat l'acceptation de la demande d'adhésion du Cambodge et de la Bulgarie.

En attente. Trois pays sont dans l'attente de la Francophonie. Ce sont Israël, la Bulgarie et Sao Tomé et Príncipe. Ils attendent peut-être le



LES COORDONNATEURS FRANÇAIS, EN TÊTE, ET LES IVOIRIENS

ment demandé à l'ensemble des délégués d'appuyer M<sup>me</sup> Czirra en lui accordant les moyens qu'elle réclame, mais aussi en lui donnant carte blanche pour agir conformément au mandat du CPF.

La fameuse querelle franco-québécoise sur le leadership de la francophonie dans ses principes et dans sa philosophie venait à nouveau de planer sur ces assises. Les regards et les murmures dans la salle ne laissent aucun doute sur les objectifs visés à travers la déclaration de M. Toubon, les propos de M<sup>me</sup> Czirra et l'appui sans retenue du ministre mauricien des Affaires étrangères, président de la conférence ministérielle. De nombreux délégués assurent qu'il s'agit d'une tentative d'écarter Jean-Louis Roy qui n'a jamais été vraiment accepté par la France et le remplacer par une personnalité moins indépendante et très proche des Français.

L'appui français au CPF, jugé d'ailleurs excessif viserait à établir le secrétaire général de l'ACCT en renforçant la tutelle du CPF. Jacques Toubon veut aller vite dans



Le ministre Essy Amara des Affaires Ivoiriennes à Port-Louis représente la Francophonie.

Une sélection de KÉBÉ YACOUBA



Henriette Diabaté (Culture)



Auguste Miremont (Communication)



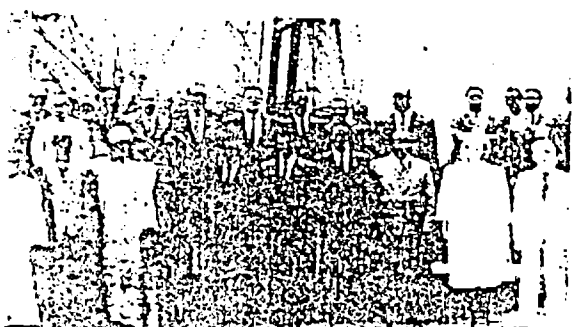
Alassane Sall N'Diaye (Recherche scientifique et Enseignement supérieur).

Entretien de la courtoisie par technicien A.V. HANK XEROX NE PAS NETTOYER uniquement.

# LA VIE

## CONFERENCE À PORT-LOUIS (Île Maurice)

# Tous sous tension à l'Assemblée Générale de l'ACCT



Dakar symbolisé par cette image est représenté au 5<sup>e</sup> sommet de l'ACCT.



L'île Maurice. Capitale: Port-Louis. Source: Jeune Afrique



Les membres qui conduisent la délégation de l'Etat à ce 5<sup>e</sup> sommet de l'ACCT.

La même direction a proposé la mise sur pied d'un comité de réflexion qui devra redéfinir le mandat du CPF dans la perspective de rétablir l'autorité de M<sup>me</sup> Cziifra, en faisant d'elle l'unique interlocuteur politique des Chefs d'Etat francophones. C'est à cette condition que l'on reviendra selon l'expression de M. Toubon à «Chaillo, le tout Chaillo, rien que Chaillo». Autrement dit à la prééminence de la politique. Et mettre ainsi fin à la «dispersion des énergies et aux querelles théologiques» (dixit Toubon). Vigilant, le représentant du Québec a demandé à savoir si un projet de résolution était déjà concocté par les anti-ACCT afin de préparer sa réaction. Visiblement, il soupçonne certains pays très proches de la France d'avoir organisé une conspiration qui mettrait le Québec hors-jeu.

Le Cameroun, le Rwanda, le Gabon, le Bénin, le Liban, la Belgique, le Viet Nam et le Laos ont soutenu les déclarations de Jacques Toubon, surtout ses projets de réorientations des activités de l'ACCT. Le Sénégal, représenté par le ministre d'Etat Moustapha

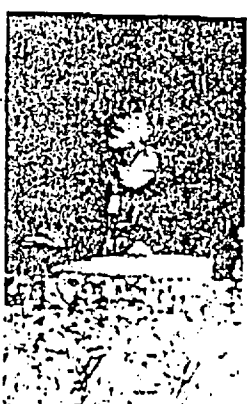
Niasse a été plus circonspect. Le Cameroun s'est abstenu d'un soutien trop prononcé. Et la Côte d'Ivoire, par la voix du professeur Allassane Balli N'Diaye ministre de la Recherche Scientifique et de l'Enseignement supérieur a demandé à faire partie du comité de réflexion au sein de laquelle la position ivoirienne sera défendue. L'ambiance, dans la salle n'était pas très sereine. Elle était même délé-

tière. Il y a donc un grand risque de voir des dossiers techniques et financiers sacrifiés sur l'autel de la politique.

Pourtant, la conférence devra se prononcer sur des dossiers très importants parmi lesquels l'excopillon culturelle ou GATT; TV5 Afrique; la charte des CRESA; l'Université Senghor; l'agenda pour le développement.

**KESSE YACOUBA**  
Envoyé Spécial

Jean-Louis Roy et «son» Institution ont reçu quelques tâches de Shirin Cziifra, présidente du Conseil permanent de la Francophonie.



Le Président Mobutu du Zaïre à Port-Louis.



NE PAS NETTOYER  
Entretien de la courtoise par technicien A.V. BANK XEROX  
uniquement.

### ECHOS

Dakar symbolisé par cette image est représenté au 5<sup>e</sup> sommet de l'ACCT.

Le Président Mobutu du Zaïre à Port-Louis.

Le Président Mobutu du Zaïre à Port-Louis.

Le Président Mobutu du Zaïre à Port-Louis.

Le Président Mobutu du Zaïre à Port-Louis.

Le Président Mobutu du Zaïre à Port-Louis.



## LE DEVOIR

OCT 15 1993

LE DEVOIR. LE VENDREDI 15 OCTOBRE 1993

## EDITORIAL

## Le lustre en moins

Lise Bissonnette

Le combat cessa, faute de combattants», aurait constaté Cornielle qui aurait pu écrire aussi les femmes dont les Sommets de la francophonie faisaient spectacle jusqu'à ce jour. Le cinquième Sommet, s'apprête à se prélasser à l'Île Maurice, nous épargnera les vieilles guerres de visibilité et permettra mieux juger la santé réelle du «club» francophone.

**C**urieuse rencontre de chefs d'États et de gouvernements qui, dans le cas des pays dits du «nord», de ceux qui nourrissent la caisse, devra se contenter d'ersatz. En l'absence de la première ministre du Canada, retenue pour cause d'élections, et du premier ministre du Québec, enfin relevé par sa démission des tâches protocolaires

il a toujours détestées, les sous-chefs que sont M. René Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris, et Lise Bacon, vice-première ministre du Québec, ont la relève. Il est peu probable, dans ces conditions, que le président français lui-même en sursis, M. François Mitterrand, s'oblige à assister à toutes les

Comme pour accentuer ce délustringe, les uns et les autres faiseurs d'ordres du jour se replient sur leurs propres affaires.

La France cherche à obtenir une résolution exigeant des négociations du GATT une exception touchant la circulation des biens culturels; elle veut bien sûr protéger ses propres industries culturelles, la production et la consommation franco-françaises, plutôt que la production de «l'espace francophone» qui, GATT ou pas, ouvre rarement acheteurs à Paris.

Le Canada, dont le premier ministre s'était attiré quelques manchettes aimables, au dernier Sommet, en affirmant vouloir lier l'aide bilatérale aux progrès démocratiques, est sans le sou. Il lui sera bien difficile de faire miroiter des récompenses aux dictateurs francophones qui promettaient de se repentir. L'ambassadeur Bouchard se rabattra donc sur des arabesques aussi gratuites que latérales, comme la promotion de l'agenda de l'ONU pour la paix.

Et le Québec, déjà en régime johnsonien de calme

plat, célébrera ses caisses populaires et ses programmes d'échange, dont certains fort méritants en matière d'éducation démocratique.

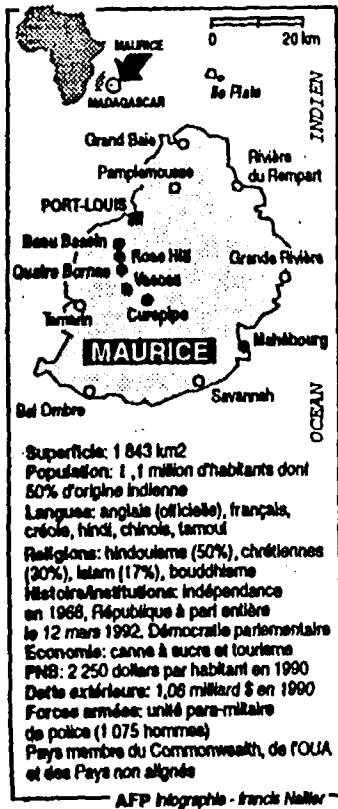
Comme en 1991, les autorités illégitimes de Haïti seront dénoncées avec la plus grande vigueur, les Sommets tendant à se montrer plus politiques afin de se tailler une place dans le réseau des organisations internationales qui comptent. Mais si le sinistre Mobutu se pointe à l'Île Maurice, lui dont les sbires feraient passer les duvaliéristes pour des massacreurs d'opérette, il ne faudra pas attendre autant de solidarité francophone pour les malheureux Zaïrois.

D'esquive en chemin de traverse, le Sommet de la francophonie, qui n'a pas encore dix ans, risque l'enlisement parce qu'il n'ose pas encore franchement poser la question: est-il, ou non, un forum de débats politiques de haut niveau où l'on ne craint pas d'aborder les questions de droits, de démocratie, de justice en allant jusqu'aux plans d'action et aux pressions concrètes? Si le Sommet du Commonwealth a pu avoir une influence réelle sur la mutation de l'Afrique du Sud, c'est parce que ses participants le concevaient ainsi.

N'osant aller jusque-là car les démocraties y sont minoritaires, les chefs d'États et de gouvernements francophones se contentent de faire semblant. Et passent le plus clair de leur temps, entre deux déclarations stériles, à se chamailler sur des questions qui relèvent de leurs agences et fonctionnaires, auxquels ils nuisent. Car hors les Sommets, la francophonie est un «espace» propice aux échanges culturels et économiques, qui a déjà à son actif de fort belles réalisations, des activités de terrain, sur les modes connus de la coopération internationale.

Si le Sommet ne trouve pas bientôt son identité, il risque de discréditer la francophonie, encore trop peu soutenue, qu'il prétend servir.

2



## Le Canada entend se faire le champion de la paix auprès des pays de la francophonie

Presse Canadienne

GRAND'BAIE, Ile Maurice

■ Devenu depuis plusieurs années un promoteur de la paix à travers le monde, le Canada entend intensifier ce rôle auprès des pays de la francophonie.

« Le secrétaire des Nations unies Boutros-Ghali a publié récemment un Agenda pour la paix. C'est un agenda qu'on aime bien et on va chercher à en répandre les idées », a expliqué hier le coordonnateur canadien, Jean-Paul Hubert, à quelques heures de l'ouverture du Cinquième sommet de la francophonie qui se déroulera dans la petite république de Maurice, dans l'océan Indien.

C'est ainsi qu'en prévision de la

tenue de ce Sommet, la délégation canadienne a été mandatée pour rédiger certains documents de réflexion qui seront soumis à compter de samedi aux chefs d'Etat des 46 pays et gouvernements qui seront à l'île Maurice.

Les textes qui ont été conçus traitent de problèmes internationaux bien concrets: les conflits qui déchirent le Rwanda, le Libéria, la Somalie, l'Angola, le Mozambique ou l'Afrique du Sud.

La réputation du Canada acquise lors des nombreuses missions de paix lui donne une crédibilité sur la scène internationale et francophone, estime M. Hubert.

« Nous tenons un langage qui parle de promotion de la paix, de respect des droits », rappelle-t-il.

M. Hubert est le coordonnateur (« sherpa » dans le jargon diplomatique) du Canada, c'est-à-dire le représentant de son pays dans les phases de préparation du Sommet. C'est un diplomate de carrière qui a été longtemps ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Déjà, en 1989, le Canada s'était fait le défenseur auprès des autres pays francophones de certains types de missions de paix, comme l'envoi d'observateurs lors de la tenue d'élections en Haïti.

Le Canada se fixe également comme objectif d'aider économiquement les pays plus pauvres de la francophonie, en dépit de ses

propres difficultés économiques illustrées par son haut taux de chômage et par son déficit accumulé qui frise les 500 milliards de dollars.

Ici, le discours canadien est moins bien reçu, surtout à la suite de la récente décision du gouvernement de geler les montants de son aide internationale consentie aux pays en voie de développement.

Mais le Canada peut toujours faire valoir qu'il n'a pas réduit ses contributions aux institutions francophones, qui atteignent 42,5 millions \$ en 1993.

On prévoit même dégager une somme de deux millions de dollars pour mettre en place certains programmes d'aide à l'enfance.

Enfin, le Canada, reconnaît, à l'instar de presque tous les pays francophones, que la langue française demeure menacée face à l'anglais sur la scène internationale.

Des personnalités politiques de la France ont d'ailleurs déjà porté plainte contre la marginalisation de la langue française dans certaines instances internationales comme les Nations unies ou le Comité olympique.

Une résolution sera d'ailleurs soumise au Sommet pour insister sur le respect qui doit être porté envers le français dans les organisations mondiales. Après tout, c'est une langue parlée par plus de 130 millions de personnes dans une quarantaine de pays.

La Presse  
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

OCT 15 1993

## Le Canada n'enverra pas de ministre au sommet de l'île Maurice sur la francophonie

Des drapeaux déployés aux arbres soigneusement émondés le long des routes : tout est prêt à Maurice pour accueillir, du 16 au 18 octobre, une cinquantaine de délégations au cinquième sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays utilisant le français.

### PORT-LOUIS

#### *de notre envoyé spécial*

Les Mauriciens se félicitent que « la première grande conférence internationale » tenue chez eux promette d'ores et déjà de constituer un succès quant au nombre des chefs d'Etat ou de gouvernement — une bonne trentaine — devant conduire eux-mêmes leur délégation. En revanche, on s'interroge à Port-Louis sur le fait que ni le Canada, ni le Québec ne seront représentés par leur premier ministre. Pour Québec, cette situation peut s'expliquer par la santé chan-

celante de Robert Bourassa qui enverra un de ses proches, Lise Bacon, vice-premier ministre et ministre de l'énergie et des ressources.

Mais on se perd en conjectures sur le fait que l'Etat fédéral ne sera représenté que par Benoit Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris. La période pré-électorale ainsi que, dit-on, l'intérêt assez limité porté aux affaires francophones par Kim Campbell, le premier ministre, ne peuvent expliquer, à eux seuls, la relative faiblesse de la représentation canadienne annoncée pour ce sommet.

A Port-Louis, on a plutôt tendance à analyser cette situation à travers le prisme des relations franco-canadiennes qui se sont un peu dégradées ces derniers temps à propos du rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique. Le secrétaire général de l'Agence est un Canadien, Jean-Louis Roy, dont Paris a jugé l'action trop systématiquement favorable aux intérêts canadiens.

Les Français ont donc privilégié l'action du Conseil permanent de la francophonie, organe politique restreint présidé par Shirin Aumeeruddy-Cziffra, ambassadeur de Maurice à Paris (*le Monde* du 15 octobre).

Ottawa et Québec n'ont apporté qu'une aide restreinte à la préparation du sommet. En revanche, les Français ont consacré environ 50 millions de francs à cette réunion dont le coût total est estimé approximativement à 80 millions de francs. La principale dépense française (28 millions de francs) est allée à la construction du Centre de conférences international de Grand-Baie, dessiné par un architecte français de la Réunion, Alain Bocquée, assisté par un confrère mauricien, Ajnit Teelock.

Parmi les autres absences annoncées, celle du président sénégalais Abdou Diouf, dont le pays avait jusqu'ici un rôle pilote en matière

de francophonie. M. Diouf manifesterait ainsi son mécontentement devant le refus de Paris d'augmenter son aide directe à Dakar. En outre, la situation intérieure au Sénégal n'est pas des plus stables, notamment en Casamance. La délégation sénégalaise sera conduite par Mustapha Niassé, ministre d'Etat des affaires étrangères.

### JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

► *L'Etat de la francophonie dans le monde.* Chaque année, le Haut Conseil de la francophonie publie ce rapport qui offre un panorama de la situation mondiale du français. Edition La Documentation française, 540 pages, 130 F.

► *« Littérature mauricienne ».* Cette livraison spéciale de la revue *Notre librairie* retrace notamment l'histoire de la francophonie à Maurice de 1715 à nos jours. Editions CLEF, 230 pages, 55 F.





# La France priée de défendre... le français

Au sommet de la francophonie, à l'île Maurice, les partenaires de Paris lui demandent de faire la preuve de la réalité de son engagement

Précédé, les 14 et 15 octobre, de la conférence ministérielle statutaire, le cinquième sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des « pays ayant en commun l'usage du français », doit se tenir à l'île Maurice du 16 au 18 octobre. Quarante-sept délégations sont attendues (contre quarante et une lors du premier sommet à Versailles et à Paris en 1986), mais de nouveaux membres pourraient adhérer au cours de la conférence de Maurice : Albanie, Arménie, Israël, Moldavie, Saint-Thomas et Prince, etc.

« La francophonie fait donc recette ! ». Jacques Toubon manifeste sa satisfaction tout en reconnaissant que le ministre de la culture et de la francophonie consacre seulement 20 % de son temps à sa seconde attribution. « Oui, mais la francophonie concerne également mes collègues des affaires étrangères et de la coopération, et nous travaillons de front en parfaite harmonie. »

« Ce qui est nouveau, poursuit Jacques Toubon, c'est qu'il existe maintenant au sein du gouvernement et de la majorité le sentiment très profond de la nécessité d'une volonté politique, forte et permanente de la France en faveur de la francophonie. »

C'est ce qu'avaient déjà annoncé les quatre ministres en charge des affaires francophones depuis 1986 mais sans que cette « volonté politique » se traduise autrement, à beaucoup près, que par des discours lyriques. A telle enseigne que l'opinion s'est peu à peu répandue, à travers la francophonie, ainsi que l'exprime l'universitaire canadien Alex Maughey dans un essai roboratif (1) que « l'élite politico-intellectuelle française n'aime plus assez sa langue pour que la France joue le rôle moteur qui lui revient dans la francophonie. »

Les exemples illustrant ce « désamour » sont légion. L'un des derniers en date étant l'autorisation donnée à Airbus Industrie par la direction générale de l'aviation civile du ministère français des transports de ne plus publier qu'en anglais le manuel de vol de ses avions, en dépit des protestations de navigants de langue française...

Que pense Jacques Toubon des propos du philosophe et académicien français Michel Serres constatant qu'il y a de nos jours « plus d'inscriptions anglo-américaines dans Paris qu'il n'y en avait en allemand sous l'Occupation » et qu'« aujourd'hui, chez nous, riches et décideurs parlent anglo-américain, le français restant la langue des pauvres et des non-décideurs ».

Le ministre, qui n'est pas enclin à inscrire dans la Constitution l'appartenance de la France à la communauté francophone mondiale mais qui, en 1992, contribua largement à l'adoption d'un amendement constitutionnel consacrant juridiquement le français « langue de la République », estime que la situation décrite par Michel Serres réclame un traitement « politique et légal ».

« C'est pourquoi, nous préparons pour la fin de l'année un projet de loi, avec sanctions et recours en justice possible des associations, afin d'empêcher l'exclusion du français de certaines enceintes en France même. D'ores et déjà, je me suis mis d'accord avec mes pairs concernés pour que ne soient plus subventionnées, sur le territoire national, les colloques refusant l'emploi du français. Le premier ministre diffusera bientôt de son côté une circulaire enjoignant les agents de l'Etat en exercice à utiliser le français. Pour reprendre Montesquieu : « Si la liberté peut opprimer, la loi libère. »

## La « gestion inefficace » de l'ACCT

« Maurice, poursuit le ministre, sera pour nous l'occasion de procéder à une vigoureuse renouveau politique de la francophonie. Notre détermination sera prouvée par une augmentation substantielle de la contribution française à la coopération francophone multilatérale (2), notamment à travers l'Université des réseaux d'expression française et la création d'instituts techniques francophones à Hanoi, Phnom-Penh et Sofia, sans parler d'une plus large diffusion de TV's vers l'Est européen et l'Afrique noire et d'autres projets dévoilés le moment venu. »

Quid dans ce dispositif de l'Agence de coopération culturelle et technique, legs gaulliste et seul forum permanent panfrancophone ? Le visage de Jacques

Toubon se ferme : « L'Agence a joué un rôle historique majeur depuis son lancement par André Malraux. Aujourd'hui elle doit comprendre qu'elle ne peut plus agir que sous l'impulsion du Conseil permanent de la francophonie, organe politique émanant des chefs d'Etat et de gouvernement et non pas disperser son énergie à travers une gestion ni efficace ni transparente. L'Agence a été en-dessous des ambitions normales de la francophonie, elle n'a pas rempli sa mission, préférant souvent être le relais de la coopération bilatérale canadienne... »

Ce que le ministre ne dit pas, c'est que la France risque fort d'être contrainte de laisser renouveler, en décembre, le mandat de l'actuel secrétaire général, l'ancien journaliste et diplomate québécois Jean-Louis Roy, faute d'avoir su susciter un autre candidat. Paris avait pensé à un Maghrébin, en particulier un Tunisien, les six membres arabes de la francophonie réclamant depuis dix ans ce poste pour un des leurs, mais - signe d'une certaine désaffection arabe ou réussite de la diplomatie secrète d'Oitawa ? - les Arabes se sont dérobés...

A Maurice, Jacques Toubon ne mettra peut-être pas trop l'accent sur l'éternelle rivalité franco-canadienne au sein de l'Agence (et ailleurs) car l'une de ses principales attentes du sommet est d'obtenir le soutien de tous les francophones aux positions françaises sur « l'exception culturelle » face au GATT. « A Maurice, je soumettrai une résolution en ce sens aux dirigeants francophones. L'usage commun du français est un moyen offert à nos peuples de refuser l'uniformisation de la planète qui se dessine sur le mode

anglo-saxon, sous le réalisme économique, sans respect des langues et linguistiques, tant, lui, au sein de l'Agence. L'un des députés honneur à Port-Louis : « Unite dans leurs... »

Quant à l'autre, sera « Etat de droit », donc relais de la coopération Nord-Sud. Les négociations de concert à l'Agence pour l'environnement pour les droits de l'homme doivent poursuivre pour défendre et leur patrimoine culturel contribuant au développement... unies que M. Bourdieu lui-même expose...

M. Toubon, qui sommet avec deux autres, MM. Juppé (Gèges) et Roussin (Gèges) et bien sûr avec le... agit-il en accord avec Mitterrand pour la francophonie ? La France sourira revenu sur ministériel, la République... « Sur les affaires étrangères, la préparation de la... Port-Louis, il n'y a pas d'un papier à cigarette... gence entre le gouvernement et l'Elysée. »

JEAN-PIERRE PÉREZ

(1) Le Roman de la coédition Jean-Michel P. Humanitas (Montreal) septembre 1993.

(2) On estime aujourd'hui 300 millions de francs ont été créés en 1993 par Paris et la francophonie multilatérale culturelle et technique, elle, des fonds de 4 milliards de francs par...

LE MONDE  
15 OCT 93

Le Monde 15 oct 93

### CLÉS / Chronologie

On estime à 150 millions le nombre de personnes utilisant, sur les cinq continents, le français comme idiome maternel ou «familier», toutes (Algérie, Etats-Unis, val d'Aoste, Pondichéry, etc.) ne vivant pas dans la cinquantaine d'Etats ou entités représentées aux sommets. De même, dans plusieurs pays membres de la francophonie, le français n'est parlé que par une minorité (Egypte, Canada, Vietnam, etc.).

L'académicien Alain Decaux, ancien ministre délégué à la francophonie (1988-1991), souligne : «Au sein des sept pays les plus industrialisés, il en est deux francophones : France et Canada. L'espace francophone représente 10 % de la population mondiale, 12 % du produit intérieur brut mondial et 20 % du commerce international.» En dehors de l'ONU, la francophonie est le seul ensemble mondial regroupant des Etats de tous les continents et de toutes les philosophies politiques, de la monarchie traditionaliste au parti unique marxiste.

1880 : Le géographe français Onésime Reclus forge le mot latino-grec de «francophonie» qui ne commencera à être employé qu'en 1949.

1961 : A Montréal, des universités utilisant le français se regroupent en association internationale (aujourd'hui AUPELF-UREF, 260 membres).

1962 : Numéro «historique» de la revue *Esprit* sur le français (Norodom Sihanouk, Léopold Senghor, Kateb Yacine, Jean-Marc Léger, Sélim Abou, Vincent Monteil, etc.).

1965 : Habib Bourguiba prône un «Commonwealth à la française».

1967 : Inauguration à Luxembourg de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

1969 : Malraux parraine à Niamey la fondation de l'Agence de coopération culturelle et technique (21 pays contre 44 en 1993).

1975 : Léopold Senghor réclame un «sommet francophone».

1984 : Conception de TV5, télévision francophone multilatérale.

1986 : A Versailles et Paris, première conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des «pays ayant en commun l'usage du français» (41 participants).

Le gouvernement Chirac crée un secrétariat d'Etat à la francophonie, département ministériel rattaché à la culture dans le cabinet Balladur.

1993 : (16-18 octobre). A Port-Louis, cinquième sommet francophone (47 participants attendus) (1) après les sommets de Québec (1987), Dakar (1989) et Paris (II) (1991).

(1) Belgique (Royaume), Bénin, Bulgarie, Burkina-Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada (Fédération), Cap-Vert, Centrafrique, Communauté française de Belgique (Wallonie-Bruxelles), Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Egypte, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-Equatoriale, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Monaco, Niger, Nouveau-Brunswick et Québec (provinces canadiennes), Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Senegal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Vietnam, Zaïre.

-----  
GATT-AUDIOVISUEL

Clinton s'oppose à la France au sujet de l'audiovisuel

WASHINGTON (AP) - A la veille de l'ouverture du sommet de la francophonie, réaffirmant sa «ferme» volonté de voir les négociations commerciales du GATT achevées d'ici le 15 décembre, le Président Bill Clinton a refusé jeudi toute restriction mise de l'avant par la France pour les industries cinématographiques et télévisuelles dans le cadre d'un tel accord.

Dans un communiqué rendu public par la Maison Blanche, il a déclaré que «les Etats-Unis ne veulent aucune faveur particulière pour les oeuvres audiovisuelles de création américaines. Mais nous ne pouvons pas non plus accepter que les produits audiovisuels soient isolément l'objet de restrictions inacceptables».

«Qu'il soit clair que l'équité et la justice doivent s'appliquer aux oeuvres audiovisuelles aussi bien qu'aux autres éléments d'un accord définitif du GATT.»

En visite à Bruxelles pour négocier avec une Communauté européenne où de nombreuses voix se sont élevées en faveur de la «spécificité culturelle», le représentant américain au Commerce international Mickey Kantor avait déclaré mercredi que les sociétés américaines devaient pouvoir affronter la concurrence «sans discrimination».

Concernant la date du 15 décembre pour mettre un terme à sept années de discussions de l'Uruguay Round, M. Clinton a dit que cette limite était «ferme». «Nos partenaires commerciaux doivent être prêts à régler avec nous les nombreuses questions en suspens si nous voulons réussir.»

Cette question de la «spécificité culturelle» fera l'objet de nombreuses discussions au sommet de la francophonie qui s'ouvre samedi à Maurice.

fijun6-ai0017

15:13ET 15-10-93

-----  
Service level: I

Priority code: r -- <Rush> Major spot news

Category code: i -- <International News>

Keyword slug: GATT-AUDIOVISUEL

10/15  
--  
MET-FR  
bon-QU  
GRAND  
Canada  
parato  
A la e  
istre  
bon, a  
chard  
"J'ai  
minist  
sse.  
dans u  
oncel-  
est  
nique  
dirig  
ette  
relais  
stre  
e quo  
pté q  
quat  
es fr  
idatu  
e à R  
uvre  
e Mon  
-Loui  
omati  
ref,  
e aup  
iment  
endre  
et, l  
hard  
icati  
oulev  
expli  
ieurs  
sfait  
ieurs  
pour  
elcn  
é les  
ibuai  
lus t  
ils s  
s en  
l a  
ifier  
le C  
Quant  
press  
Répub  
se le  
Insa  
tech  
roit  
ssoc  
nçai  
ncop  
tat  
GND  
?7ET  
--  
/ice  
brit  
egor  
word

10/15 12:19:00 Copyright 1993 Canadian Press

MET-FRANCOPHONE  
Mon-Québec (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - Un sévère conflit entre la France et Canada a marqué la deuxième journée des réunions ministérielles préparatoires au Sommet francophone de Maurice.

A la suite des propos qu'il a tenus dans un journal français, le ministre français de la Culture et de la Francophonie, Jacques Toubon, a été semoncé hier par l'ambassadeur canadien Benoit Bouchard qui représentait le Canada au Sommet de la francophonie. «J'ai pris connaissance avec stupéfaction et chagrin» des propos du ministre français, a dit M. Bouchard, lors d'une rencontre de presse.

Dans une entrevue accordée au journaliste Jean-Pierre Pincel-Hugoz du Monde et parue le jour même, le ministre français est pris à la gestion de l'Agence de coopération culturelle et linguistique (ACCT), une sorte de secrétariat de la Francophonie qui est dirigé depuis 1989 par le québécois Jean-Louis Roy.

Cette agence «n'a pas rempli sa mission, préférant souvent être un relais de la coopération bilatérale canadienne», a prétendu le ministre Toubon cité dans Le Monde.

Le quotidien français raconte que c'est à regret que la France a accepté que le mandat de Jean-Louis Roy soit cette année renouvelé pour quatre ans, «faute d'avoir pu susciter un autre candidat».

Les Français auraient, selon Le Monde, tenté de soulever la candidature d'un Maghrébin (Tunisien ou Marocain) pour faire la place à Roy mais les représentants arabes ont tous rejeté la proposition française.

Le Monde attribue l'échec des Français pour se débarrasser de Jean-Louis Roy «à la désaffection arabe ou à la réussite de la diplomatie d'Ottawa».

En outre, pour ce ministre français, le Canada prendrait trop de libertés auprès des pays francophones, le tout naturellement au détriment de la France.

Jeudi matin, lors de la réunion à huis clos préparatoire du Sommet, le chef de la délégation canadienne, l'ambassadeur Benoit Bouchard a apostrophé le ministre français pour lui demander des explications sur ses propos.

Soulevant une motion d'ordre, l'ambassadeur Bouchard a réclamé des explications. Le Canada et le Québec ont aussi obtenu l'appui de leurs pays francophones dont la Belgique et le Liban, tous très satisfaits des services de l'Agence. Au cours de la journée, plusieurs autres pays - 16 selon certaines sources - ont joint leur voix pour appuyer l'ACCT et le travail de M. Roy.

Malgré ces informations disponibles, un Jacques Toubon embarrassé a répondu aux propos que le prestigieux quotidien français lui faisait.

Plus tard, M. Toubon rencontrait la presse pour donner des explications sur les prochains Jeux de la Francophonie qui se tiendront à Grand-Baie en juillet 1994.

Il a refusé sèchement de répondre aux journalistes qui voulaient connaître la nature exacte des propos qu'il a tenus sur l'Agence et le Québécois qui la dirige.

Quant à l'ambassadeur canadien Benoit Bouchard, il a dit devant la presse qu'il ne «mettait pas en doute la parole d'un ministre de la République française. Mais je n'ai pas l'intention de remettre en question le professionnalisme d'un journaliste», a-t-il ajouté.

Insatisfait de la façon dont l'Agence de coopération culturelle et linguistique remplit son mandat, le ministre français Toubon veut souligner l'importance d'autres organismes francophones comme l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUFELF) ou encore le Conseil permanent de la Francophonie (CPF), un organe politique directement relié aux chefs d'état des pays francophones.

]GND95-FGND95-a1

]7ET 15-10-93

]rice level: G

]riority code: r -- &lt;Rush&gt; Major spot news

]category code: g

]word slug: SOMMET-FRANCOPHONE

93/10/15 12:15:00 Copyright 1993 Canadian Press

-----  
SOMMET FRANCOPHONE  
Jeux-SPORTS (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - Sept sports et sept compétitions culturelles mettront aux prises 3000 athlètes et artistes francophones à Paris en juillet 1994.

Il s'agira des deuxième Jeux de la Francophonie, dont les détails ont été révélés vendredi par le ministre des Sports de la république de Maurice, M. Michael Glover.

Les athlètes d'une quarantaine de pays membres de la francophonie seront opposés dans des compétitions d'athlétisme, de football, de basket-ball féminin, de handball, de judo, de lutte et de tennis sur table. Ce dernier sport sera en démonstration.

Le volet culturel présentera des concours dans les domaines de la danse traditionnelle, la danse contemporaine, la chanson, les contes, la peinture, la sculpture et la production télévisuelle.

Créés lors du Sommet francophone de Québec en 1987, les Jeux de la francophonie se sont déroulés pour la première fois au Maroc en juillet 1989.

Ils devaient se tenir par la suite à Paris (France) en juillet 1993 mais ils ont été retardés à la demande du pays organisateur.

Les Jeux se dérouleront dans la région parisienne du 5 au 13 juillet 1994, a annoncé le ministre mauritien Glover. Les activités culturelles seront présentées sur trois sites, soit le Centre Georges-Pompidou, le Théâtre de la Ville et le Théâtre du Châtelet.

C'est un département de la banlieue parisienne, l'Essonne, qui sera accueillera les compétitions sportives. Les participants seront logés dans les différents pavillons de la Cité universitaire.

Le budget de l'événement a été fixé à 65 millions FF, soit environ 16 millions \$ CAN.

Le ministre français Jacques Toubon a précisé que les jeux coïncideront avec le 100 anniversaire de la création du Comité olympique international. Ce dernier fut créé par le français Pierre de Coubertin le 24 juin 1894.

De plus, la ville de Paris accueillera en septembre 1994 le Congrès olympique auquel participeront les comités nationaux olympiques de 180 pays.

Aux premiers Jeux tenus au Maroc en 1989, 1500 artistes et sportifs provenant de 39 pays avaient participé. Quelque 40 records nationaux avaient été établis.

QGND94-FGND94-a1

12:24ET 15-10-93

-----  
Service level: G  
Priority code: r -- <Push> Major spot news  
Category code: g  
Keyword slug: SOMMETFRANCOPHONE

MIMP 1FX Candel Maurice

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTÉE

60, RUE QUEEN • LOCAL 600 • OTTAWA K1P 5Y7 • (613)236-4695 • FAX (613)236-3370

GRAM: LE RADIO JOURNAL  
SSION:

DATE: LE 15 OCTOBRE 1993  
DATE:

WORK/STATION: SRC / CBOF  
TAPE/STATION:

TIME: 08 H 00  
HEURE:

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

RTER: C'est demain que s'ouvre, à l'île Maurice, le cinquième sommet de la francophonie. 47 pays des cinq continents y prendront part. Comme l'explique notre envoyé spécial, Guy Lamarche, l'occasion donnera sans doute lieu à quelques divergences avec la France.

LAMARCHE: Déjà, depuis deux jours à huis clos, ministres, conseillers et délégués débattent de certains textes à soumettre au sommet et un enjeu se dessine. Qui va diriger la francophonie? Le Conseil permanent, donc politique, puisqu'il est composé de représentants directs des gouvernements, ou ne vaudrait-il pas de renforcer le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique, l'ACCT, dirigée par le Québécois Jean-Louis Roy, pour en faire le véritable pouvoir exécutif. Le Québec et le Canada préfèrent cette dernière voie, mais leurs premiers ministres sont absents de Maurice.

La France, elle, aurait d'autres visées. Elle voit le sommet du club francophone comme un terrain où elle pourrait élargir son influence politique et économique face à la menace envahissante des États-Unis. Elle parle donc de vigoureuses relances politiques de la francophonie. Et aujourd'hui, dans le journal Le Monde, le ministre

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

français de la Culture et de la francophonie, monsieur Jacques Toubert déclare que l'ACCT n'a pas rempli sa mission, qu'elle a même été son le relais de la coopération bilatérale canadienne. Une phrase sur laquelle il devra sans doute s'expliquer.

Guy Lamarche au sommet francophone de l'île Maurice

\*\*\*\*\*

oubé  
: 80  
ar  
uric

**PREMIERE JOURNÉE**

**DU**

**Vieme SOMMET**

**Samedi le 16 octobre 1993**

**REVUE DE PRESSE**



## 5e Sommet de la Francophonie

# Mitterrand est là



Le Président Mitterrand et SAJ dans le salon d'honneur de l'aéroport hier soir

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros Ghali, est arrivé hier soir, vers 22h00

● Les présidents Mobutu Sese Seko (Zaire), Idriss Daby (Tchad), Ion Iliescu (Roumanie), Jelon Jelev (Bulgarie), Albert René (Seychelles) et Saïd Mohamed Djohar (Comores), également là

● M. François Mitterrand rendra une visite de courtoisie au Président Uteem ce matin peu avant l'ouverture du Sommet

notre information en page 4

## 5e Sommet de la Francophonie

# Mitterrand est là

● M. Boutros Boutros Gali est arrivé hier soir vers 22 h

Mobutu Sese Seko (Zaire), Idriss Deby (Tchad), Ion Iliescu (Roumanie), Jelon Jelev (Bulgarie) et Saïd Mohamed Djohar (Comores), également là



M. Mitterrand encadré du PM et de M. Cyril Morvan

Le Président de la République française, M. François Mitterrand, a débarqué hier soir à Maurice, venant de Djeddah. Il a été accueilli à sa descente du Concorde par sir Anerood Jugnauth, le ministre français, Jacques Toubon, les ministres mauriciens Mahen Utchanah et Kailash Ruhee, sir Bhinod Bacha, qui, depuis cette semaine, agit comme secrétaire général du Ve Sommet de la Francophonie, M. Joël de Zorzi, ambassadeur français, et M. Vijay Joypaul, responsable de la délégation française. A noter que M. Boutros Boutros Gali est arrivé hier soir vers 22 h. Il loge actuellement au Royal Palm.

C'est avec trois-quarts d'heure de retard que le Concorde a atterri, précisément à 20h15. Aussitôt après avoir été salué par les personnalités présentes, M. Mitterrand, accompagné du PM, s'est rendu au salon d'honneur se trouvant au rez-de-chaussée, où ils ont échangé des propos pendant quelques minutes. A un certain moment, Mme Toubon, l'épouse du ministre français, est venue s'entretenir avec le président Mitterrand.

Par la suite, le No 1 de l'Hexagone a pris place à bord de sa Renault 25 personnelle, pour se diriger vers l'hôtel Maritim. Comme on le sait, il est le seul chef d'Etat à ne pas

occuper la suite mise à sa disposition par le gouvernement mauricien au Royal Palm. Inouï revient qu'il avait prévu une réunion, dès son arrivée à l'hôtel, avec les officiels du gouvernement français actuellement à Maurice.

Avant de venir chez nous, disons-nous plus haut, M. Mitterrand était en Arabie Saoudite où il s'est entretenu avec le roi Fadh. Il ne nous a pas paru marqué par le long déplacement. A la tête d'une délégation forte de 162 membres pour ce séjour mauricien, il se rendra, en nous quittant lundi, au Yémen.

Par ailleurs, il se confirme que le président français effectuera une visite de courtoisie à son homologue mauricien, au Château du Réduit, ce matin à 9h30, soit avant l'ouverture officielle du Ve Sommet de la famille francophone à l'Institut Mahatma Gandhi. Il s'agit d'un arrangement de dernière heure, nous a laissé entendre M. Toriden Chellapermal, attaché de presse au bureau du PM.

Plusieurs chefs d'Etat ont également débarqué dans la soirée d'hier, à commencer par M. Mobutu Sese Seko à 17h40. Il avait été accueilli par MM. Utchanah et Ruhee, qui sont d'ailleurs restés à l'aéroport toute la soirée pour entreprendre cet exercice protocolaire. Puis, il y a eu les arrivées du colonel Idriss Deby, président du Tchad (à 18h05), de M. Ion Iliescu,

président roumain (à 21 h), de M. Jelion Jelev, président bulgare (à 21h10) et de M. Saïd Mohamed Djohar, président comorien (à 21h15).

Il faut faire ressortir ici que le président Djohar a été accueilli par sir Gaëtan Duval également, qui comme nous l'avons déjà annoncé, fait partie de la délégation officielle de ce pays en tant que conseiller à la présidence. Selon le prince Nac-

Ed-Dine Si Mohamed, directeur de cabinet, chargé à la défense, du président Djohar, ce dernier restera à Maurice jusqu'à mercredi, étant l'invité de M. Sol Kerzner, le No 1 des hôtels Sun. Ce qui fait qu'il occupera une suite à l'hôtel Touessrok à partir de lundi, soit après la clôture du sommet. Un dîner était prévu avec le ministre Jacques Toubon, hier soir au Royal Palm, mais il a été reporté à lundi en raison du retard de l'arrivée de M. Mitterrand. Demain, M. Djohar aura l'occasion de déjeuner avec un autre ministre français, M. Alain Juppé.

PIERRE GRIMAUD

## Opinion

### Maurice, synthèse francophone

**L**E cinquième sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, communément appelé "Le Sommet de Maurice", propulsera sans aucun doute le pays à l'avant-scène du monde francophone. La passation de présidence du chef d'État français, M. François Mitterrand au chef du gouvernement mauricien, sir Anerood Jugnauth, fera 1993 se terminer comme une année où la diplomatie mauricienne et l'État mauricien évolueront dans de hautes sphères et feront entendre leur voix sur des questions éminemment politiques du monde francophone. Cela dépendant évidemment de la réelle crédibilité future de la classe politique.

Un univers de plus de 140 millions d'habitants, un espace linguistique vaste, comprenant 46 pays dont des membres à part entière ou à titre d'États associés observeront Maurice avec la plus grande attention comme l'exemple type de démocratie parlementaire et de réussite économique du moins pendant les années 1980.

Après Paris en 1986, Québec en 1987, Dakar en 1989, Chaillot en 1991, le Sommet de Maurice ne manquera pas de situer les principaux enjeux de la francophonie de demain. Une francophonie dont la dimension linguistique vivace ne cesse de s'affirmer mais dont celle touchant à l'économie reste particulièrement peu tenace. L'accumulation des dettes, l'inflation galopante, le chômage persistant, l'instabilité sociale dans de nombreux pays francophones en développement les ont laissés depuis le Sommet de Chaillot en 1991, sur une note pessimiste.

Confrontés à une situation politique généralement floue et à un rude apprentissage à la démocratie pour concrétiser les vœux de Chaillot, ces pays, surtout ceux du continent africain, viendront, à coup sûr, se relever le moral à Maurice.

Parce que cette année sera pour notre pays celle de la reconnaissance et de la consécration dans l'espace francophone. D'ailleurs, ce n'est pas sans raison que la diplomatie mauricienne, dirigée jusqu'à tout récemment par Paul Bérenger ait privilégié les thèmes "Droits de l'Homme et Développement et l'Unité dans la diversité ethnique et culturelle", comme principales réflexions à ce Ve Sommet.

Progrès économique tout azimuts durant les années 1980, cohabitation religieuse, harmonie ethnique et démocratie affirmée par des élections libres, Maurice se définit désormais comme la parfaite synthèse de toutes les intentions exprimées lors des précédents sommets. Bref, un exemple éclairé et édifiant pour la démocratie francophone et pour les économies paralysées. Il est vrai que depuis les vœux exprimés à Chaillot par le Président Mitterrand relatifs à la démocratie en Afrique, bon nombre de régimes se sont montrés plus tolérants et plus aptes à organiser des élections libres, avec, bien sûr, les risques inhérents qu'elles comportent. La démocratie y est encore fragile. D'autres malheureusement trahissent le pas...

Au moment où l'Europe est préoccupée par son économie, à un moment où le pays de l'Est sont à l'affût des prescriptions européennes, le "Sommet de Maurice" devra répondre à l'attente de nombreux pays. Ce sera certainement le Sommet de la Solidarité et de l'appartenance. Et c'est dans ce climat que le discours politique d'avenir de sir Anerood Jugnauth sur la démocratie, mais surtout économique, sera tant attendu.

RAJ GOWREA

### DANS L'OEIL...



Ce n'est pas une nouvelle. On le savait déjà pour en avoir fait maintes fois l'expérience que des Mauriciens occupant des fonctions de responsabilités sont souvent complexes devant les étrangers. À tel point que c'est toujours au détriment des intérêts et à la dignité de leurs propres compatriotes.

Notre confrère L'Express a publié hier les observations d'un préposé à la sécurité du gouvernement français, présent à Grand-Baie pour le Sommet de la Francophonie. Ce qu'il dit n'est pas flatteur pour les "préposés" à la sécurité du gouvernement mauricien. Je vous fais juge.

"Lors du Sommet de la Francophonie au Palais de Chaillot, il y a eu certains petits derapages. a-t-il reconnu, mais pour ce qui est du Sommet de la Francophonie à Maurice, la sécurité a été renforcée. Néanmoins, je constate que les autorités mauriciennes font trop de zèle, surtout avec leurs compatriotes de la presse. Le "Steering Committee" avait peut-être de bonnes intentions, mais il fallait compter avec certain complexe mauricien vis-à-vis des étrangers."

Je vous fais grâce du reste. Ces observations sont contraires aux assurances données par sir Bhinod Bacha à la presse mauricienne jusqu'à la veille de la conférence de Grand-Baie. Le "Steering Committee" avait peut-être de bonnes intentions, mais il fallait compter avec certain complexe mauricien vis-à-vis des étrangers.

Ce que dit le préposé à la sécurité du gouvernement français n'est pas nouveau. Dans de telles circonstances, les journalistes mauriciens ont souvent été traités en parents pauvres. Humiliant, vous dites. Quand on pense que les journalistes mauriciens n'ont jamais réussi à se mettre d'accord pour créer et faire durer une association nationale de la presse qui aurait eu ici l'autorité de rabattre le caquet à certaine vanité impudente. Masochiste la presse mauricienne?

### ...DE LA CRÉCERELLE

Président du Conseil régional de La Réunion

### Double salut ministériel de Mme Margie Sudre

● Non-membre de la délégation française au sommet, elle est, ce dimanche, l'invitée personnelle du président F. Mitterrand

Mme Margie Sudre, le président du Conseil régional de La Réunion, a été saluée à ce titre, hier, à l'inauguration de l'exposition Art contemporain francophone par les ministres de la Culture de Maurice et de France.

Interrogée par la suite par Le Mauricien, elle a expliqué que, par sa lettre publiée dans la presse, elle voulait signifier le regret que la région Réunion n'ait pas eu de participation, soit elle-même, au sein de la délégation française au sommet francophone. Cette absence est maintenue.

\*On sait que Mme Margie Sudre est, ce dimanche, l'invitée personnelle du président de la République française.

Elle a aussi tenu à préciser que le Fonds régional d'art contemporain, auquel l'on doit la



Mme Margie Sudre

tenue de cette exposition, est une instance du Conseil qu'elle préside.

### Le FFA devant le conseil ministériel hier

### Une résolution en trois points présentée au Sommet

● Le président, M. A. Harel, obtient le soutien québécois et sénégalais

Le Forum Francophone des Affaires, représenté par le président et le secrétaire général du Bureau International, MM. Antoine Harel jr et Florian Rompré, a présenté hier soir une résolution en trois points au conseil ministériel préparatoire au Sommet de la Francophonie.

La présentation de cette résolution, qui constituait une première dans les annales du Forum Francophone des Affaires, était surtout l'occasion pour la direction de la BIFFA de faire état du succès de la quatrième rencontre qui s'était tenue du 3 au 6 octobre à l'hôtel Maritim, et de rappeler que dans le développement de l'espace francophone, la culture n'est pas le seul facteur clé mais que les activités économiques jouent aussi un rôle important.

La résolution du FFA vise (a) à rechercher le soutien des chefs d'États pour que le secrétariat international, qui se trouve à Montréal ait les moyens techniques et financiers nécessaires pour accélérer la mise sur pied de comités nationaux dans divers pays — le FFA en compte 22 actuellement — alors que l'espace économique francophone compte plus de quarante membres; (b) à développer le projet BIGA (Banque d'Informations pour Gens d'Affaires) qui est actuellement limité à quatre pays: Canada, Tunisie, Sénégal et Maurice; (c) à accorder l'appui nécessaire au FFA afin qu'il puisse promouvoir les projets de partenariat et aider à la formation des gens d'affaires.

L'intervention du ministre québécois, responsable de la Francophonie, M. Guy Rivard, après celle de M. Antoine Harel jr, n'est pas passée inaperçue. M. Rivard a dit son appréciation des efforts faits par le FFA et du succès de la rencontre mauricienne. Le représentant du Sénégal a aussi pris la parole pour souligner que le développement des affaires est une voie à ne pas négliger dans la promotion de la Francophonie.

Notons que la réunion ministérielle était présidée par le ministre mauricien des Affaires étrangères, le Dr Swaley Kasenally.

L.B.

### Sommet de la Francophonie: L'interdiction de manifestation du PMT contestée en Cour

### "La police ne peut courir le risque de danger la sécurité des chefs d'État"

Seeboruth en Cour hier ● Le juge Vinod Boolell fera sa décision aujourd'hui

L'assistant-commissaire de police, M. Seeboruth, a été l'objet de la façon très formelle à la tenue de ce conseil ministériel, qui a eu lieu à Rose-Hill et à Grand-Baie les participants au Sommet de la Francophonie. Les policiers mauriciens ne veulent absolument pas courir le risque de trouble public. De stricte mesure de sécurité, ils ont été pris pour la protection de quelque 300 délégués qui participent au Sommet de la Francophonie. C'est ce que soutient l'ASP Seeboruth dans l'affidavit rédigé par l'Attorney, Me G. Ramdewar, et qui a été lu par le juge Vinod Boolell.

L'assistant-commissaire de police, M. Seeboruth, a déclaré qu'il n'y avait aucune objection de la part de la police à ce que les chefs de délégation du Sommet de la Francophonie se réunissent à Grand-Baie. En outre, il y aura un spectacle d'octobre au théâtre de Plaza en honneur du gouvernement. L'ASP Nicole Seeboruth, sous leader du Parti Militant Travayer n'a donné la place exacte ni à Grand-Baie ni à Rose-Hill pour organiser une manifestation. De plus, le PMT ne peut pas empêcher le rassemblement des participants du Sommet de la Francophonie.

Les autorités policières mauriciennes expriment leur inquiétude quant à la présence d'éléments hostiles et à des troubles lors de ce rassemblement.

L'ASP Seeboruth affirme qu'une partie des participants au Sommet de la Francophonie ont déclaré une zone interdite du 11 au 20 octobre pour raisons de sécurité. Selon l'ASP Seeboruth, le rassemblement hostile dans l'environnement immédiat du Sommet de la Francophonie constituerait une source de danger. La tenue de ce rassemblement pourrait également donner lieu à des obstructions.

Selon l'ASP Seeboruth la tenue de ce rassemblement est une source d'embarras pour nos invités étrangers de la République de Maurice en ridicule.

C'est l'assistant Solicitor General, Me Paul de Souza, qui a soutenu hier l'objection policière devant le juge Vinod Boolell. Mes Antoine Domaigne et Narendra Appappa pour M. Jack Biziall, leader du PMT, soutiennent que le rassemblement projeté sera paisible et ne causera aucun trouble.

Le juge Vinod Boolell fera connaître sa décision aujourd'hui.

DHARMAN

### Presse

### Dix journalistes emprisonnés dans un pays participant au Sommet de la Francophonie

Cinq pays conviés au Sommet de la Francophonie aujourd'hui à Maurice maintiennent en prison dix journalistes coupables d'avoir exprimé une opinion libre et indépendante. Celle du pouvoir ou d'avoir révélé des informations confidentielles, a affirmé, hier, l'organisation française Reporters sans frontières.

L'organisation mentionne le Bénin (un journaliste), le Rwanda (un), la Tunisie (quatre) et le Vietnam (trois) — pays — Burkina Faso, Cameroun et Zaïre —, des journalistes abusivement dans le courant de l'année dernière, plusieurs mois, avant d'être relâchés.

Reporters sans frontières considère que, même si les journalistes ont droit à un procès juste et équitable, ils ne devraient pas être emprisonnés avant d'être demandés aux 47 gouvernements participant au Sommet de la Francophonie pour obtenir la libération des journalistes emprisonnés, et pour "garantir la liberté de la presse".

L.B.

torial

## L'avenir assuré

enfants mauriciens apprennent également, dès l'école primaire, l'anglais et le français à la fois, et rapidement polyglottes, parce qu'ils lisent aussi le créole, alors que la moitié de la population mauricienne connaît et étudie une langue venant de l'Orient.

beaucoup ne réussissent pas à maîtriser le vrai sens du mot, toutes les langues et il y a des échecs désespérants aux examens, par exemple. Mais plus tard, dans une société aussi ouverte et aimant autant la lecture que les magazines, la vidéo et le cinéma, l'enfant, devenu de taxi ou employé d'hôtel, ou petit commerçant, se rattrape, d'une manière ou d'une autre, par la lecture, pour suivre la politique, les films indiens ou européens, ou pour converser avec l'interlocuteur de passage dans une île qui chaque année attire 400 000 touristes. C'est équivalent à 40 pour cent de la population locale, dont par ailleurs, les échanges avec les pays étrangers se multiplient par le mariage.

fait qu'il ne faut pas désespérer d'échecs aux examens dans les langues, bien qu'il faille s'en préoccuper — et s'en occuper quand même, parce qu'un diplôme, ça compte!

on que la tenue du Sommet de la Francophonie à Maurice nous ait donné l'occasion à nous tous Mauriciens, de nous débattre sur les langues. Ce serait qu'elle soit aussi le point de départ d'une nouvelle mentalité.

oulons dire par cela, une manière de dire sans les complexes et les haines d'un passé qui fait à chacun croire qu'il a un compte à régler avec les descendants d'un tel ou d'un tel ethnoculturel pour crime de langage, d'engagement, de racisme ou anti-blanc ou anti-telle ou telle

couleur de l'arc-en-ciel mauricien dans tel ou tel siècle. Cela, alors qu'il suffit de rétablir la vérité historique en toute sobriété, sans pour autant céder à ce que nous appellerions la "tentation serbe" d'une écriture historique appelant à la revanche, voire la vengeance...

Nous avons trop longtemps écrit l'histoire et abordé les débats politiques, linguistiques et culturels pour régler des comptes avec notre passé. Trop de livres reflètent cette préoccupation et faussent la perception des Mauriciens au sujet de leur propre évolution historique et culturelle.

Nous avons la satisfaction que le débat linguistique-culturel à Maurice en cette année du Sommet de la Francophonie a été suffisamment dépourssiéré et dépassonné et nous serions heureux de croire que nous y avons apporté ne serait-ce qu'une petite et modeste contribution.

Le fait est que nous apprenons dès notre plus tendre enfance, avant même l'école primaire, à être bilingues, voire trilingues, et que cela ne doit plus, désormais, être remis en question, en fin de compte.

Le français, dans tout cela, restera une langue nationale de premier plan, rivalisant — et c'est sain — avec l'anglais au Parlement et ailleurs. Le chef du gouvernement mauricien, sir Anerood Jugnauth, se disait satisfait, hier, dans des déclarations à la presse mauricienne, du rôle de la francophonie dans la société mauricienne et de la présence culturelle de la France sur notre sol. C'est bon signe.

Et lorsque, de surcroît, on lit le journal de langue anglaise et de tendance hindouiste MAURITIUS TIMES que signe notre ami et confrère M. B. Ramlallah, hier matin, avec ses titres comme "Namasté, Chacha Mitterrand" et "Francophonie Summit: Every Mauritian's concern", on aura beaucoup compris encore: la langue française est assurée d'un bel avenir dans notre société pluriculturelle et multilingue.

Sydney Selvon

Conférence ministérielle préparatoire au Ve Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement

## La résolution portant sur l'exception culturelle au Gatt ne se limitera pas à l'audiovisuel

La résolution relative à l'exception culturelle au Gatt qui a été approuvée par la conférence ministérielle préparatoire au Ve Sommet de la Francophonie ne se limitera pas uniquement à l'audiovisuel mais couvrira l'ensemble de l'industrie culturelle.

La résolution a été présentée à la conférence dès jeudi par le Canada en coordination avec la France. Elle sera examinée dès aujourd'hui par les Chefs d'Etat et de Gouvernement.

On sait que la France, par le biais notamment du ministre français de la Francophonie mène une campagne internationale en faveur de l'exception culturelle au Gatt. Alors que plusieurs réalisateurs et producteurs de films européens ont affirmé cette semaine que la commission européenne devait défendre l'exception culturelle dans le cadre des négociations du Gatt pour protéger l'industrie européenne de l'audiovisuel.

Par ailleurs, les ministres francophones ont également approuvé une série de résolutions politiques touchant notamment la république de Haïti, le désarmement, la Somalie entre autres.

Les programmations des opérateurs de la Francophonie dont celles de l'ACCT, de l'AUPELF et de TVS entre autres ont été approuvées. D'autre part, plusieurs pays ont obtenu leur admission dans la famille francophone notamment le Cambodge, la Roumanie et le Vietnam.

Le ministre mauricien des

Affaires étrangères, le Professeur Swalay Kasenally, a, pour sa part, posé un lapin fort désagréable aux nombreux journalistes mauriciens et étrangers qui l'ont attendu en vain pendant près de trois heures. En effet, un point de presse qu'il devait animer à 18h devait dans un premier temps être repoussé à 20h pour finalement être tout simplement annulé vers 21h15. Comme quoi les relations entre les autorités et journalistes ne vont pas pour le mieux. Déjà dans la journée des journalistes étrangers avaient protesté énergiquement contre l'excès de sécurité autour des hôtels et du Centre de Conférences Internationales. Ils se sont contre le nombre trop restreint des journalistes se trouvant dans les différents pools de presse. La question a été évoquée avec M. Binod Bacha dans la journée d'hier. Ce dernier a informé aux journalistes que les dispositions seront prises pour qu'ils aient accès au hall des hôtels.

JMP

## Opinion

### Maurice, synthèse francophone

Le cinquième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, communément appelé "Le Sommet de Maurice", propulsera sans aucun doute le pays à l'avant-scène du monde francophone. La passation de présidence du chef d'Etat français, M. François Mitterrand au chef du gouvernement mauricien, sir Anerood Jugnauth, fera 1993 se terminer comme une année où la diplomatie mauricienne et l'Etat mauricien évolueront dans de hautes sphères et feront entendre leur voix sur des questions éminemment politiques du monde francophone. Cela dépendant évidemment de la réelle crédibilité future de la classe politique.

Un univers de plus de 140 millions d'habitants, un espace linguistique vaste, comprenant 46 pays dont des membres à part entière ou à titre d'Etats associés observeront Maurice avec la plus grande attention comme l'exemple type de démocratie parlementaire et de réussite économique du moins pendant les années 1980.

Après Paris en 1986, Québec en 1987, Dakar en 1989, Chailiot en 1991, le Sommet de Maurice ne manquera pas de situer les principaux enjeux de la francophonie de demain. Une francophonie dont la dimension linguistique vivace ne cesse de s'affirmer mais dont celle touchant à l'économie reste particulièrement peu tenace. L'accumulation des dettes, l'inflation galopante, le chômage persistant, l'instabilité sociale dans de nombreux pays francophones en développement les ont laissés depuis le Sommet de Chailiot en 1991, sur une note pessimiste.

Confrontés à une situation politique généralement floue et à un rude apprentissage à la démocratie pour concrétiser les vœux de Chailiot, ces pays, surtout ceux du continent africain, viendront, à coup sûr, se rehausser le moral à Maurice.

Parce que cette année sera pour notre pays celle de la reconnaissance et de la consécration dans l'espace francophone. D'ailleurs, ce n'est pas sans raison que la diplomatie mauricienne, dirigée jusqu'à tout récemment par Paul Bérenger ait privilégié les thèmes "Droits de l'Homme et Développement et l'Unité dans la diversité ethnique et culturelle", comme principales réflexions à ce Ve Sommet.

Progrès économique tous azimuts durant les années 1980, cohabitation religieuse, harmonie ethnique et démocratie affirmée par des élections libres, Maurice se définit désormais comme la parfaite synthèse de toutes les intentions exprimées lors des précédents sommets. Bref, un exemple éclairé et édifiant pour la démocratie francophone et pour les économies paralysées. Il est vrai que depuis les vœux exprimés à Chailiot par le Président Mitterrand relatifs à la démocratie en Afrique, bon nombre de régimes se sont montrés plus tolérants et plus aptes à organiser des élections libres, avec, bien sûr, les risques inhérents qu'elles comportent. La démocratie est encore fragile. D'autres malheureusement trahissent le pas...

Au moment où l'Europe est préoccupée par son économie, à un moment où le pays de l'Est s'est affûté des prescriptions européennes, le "Sommet de Maurice" devra répondre à l'attente de nombreux pays. Ce sera certainement le Sommet de la Solidarité et de l'appartenance. Et c'est dans ce climat que le discours politique d'avenir de sir Anerood Jugnauth sur la démocratie, mais surtout économique, sera tant attendu.

RAJ GOWREA

Tribune

## Francophonie scientifique: une faculté de Médecine Bilingue dans l'océan Indien

Il était jadis coutume que les rois qui rendent visite à un roi se font précéder par des porteurs, lourdement chargés de cadeaux. Une pléiade de chefs d'État rendront visite au chef d'État de l'île Maurice et salueront les terres et les peuples de l'océan Indien ce week-end. Selon la tradition, l'océan Indien et l'île Maurice recevront les cadeaux d'usage.

Une Université de l'océan Indien, fer de lance d'une nouvelle politique industrielle, reposant sur la science et la création de produits nouveaux, est un cadeau qui aurait honoré autant la région que les chefs d'État en visite chez l'un des siens.

Il semble que ce ne sera pas le cas, chaque université locale comme des propriétaires fonciers ayant tendance d'arpenter leur propre terrain, de fixer les bornes et de faire respecter les territoires sur lesquels ils ont juridiction. Dommage. Une université aurait jeté les ponts entre des hommes, favorisé une renaissance intellectuelle et l'écllosion d'un humanisme fondé sur des valeurs pluriculturelles.

La médecine est un terrain qui rapproche les hommes. Personne n'est insensible aux difficultés que connaissent les Comores et Madagascar pour se doter de spécialistes. Tous sont conscients que le développement économique mauricien a fait apparaître de nouveaux besoins, bien plus exigeants en matière de soins médicaux et qui nécessitent le concours de quelques centaines de spécialistes dans les domaines nouveaux, eux-mêmes créés par l'apparition de technologies nouvelles. La conférence des Doyens Francophones prône depuis 3 ans la création de structures régionales pour ces formations, la France n'étant plus en état de les assurer pour de nombreuses raisons. En Angleterre, où les postes formateurs sont inaccessibles aujourd'hui, la formation de spécialistes étrangers deviendra quasiment impossible après les bouleversements thatchériens récents du National Health Scheme. Pour l'île Maurice, c'est aujourd'hui évident qu'à quelques exceptions près, seuls les gosses des riches peuvent maintenant étudier la médecine, les filières des

bourses d'études étant rompues. L'île de la Réunion, territoire français, n'a pas, selon les autorités françaises, besoin d'une faculté de médecine, le nombre de médecins étant excédentaire en France, donc à la Réunion.

Une faculté de médecine bilingue, régionale, de très haut niveau, faisant utilisation des centres d'excellence des pays de la région, apporterait une solution aux pays de la région et formerait des médecins aussi bien pour les tâches qu'ils ont à exécuter localement que les stages en surnombre dans les pays du Nord. La formation vis-à-vis du rhumatisme cardiaque et de la thrombose cardiaque du sujet jeune peut être mieux assurée dans l'océan Indien qu'à Clément-Ferrand ou Bruxelles, ces maladies étant rares dans les hôpitaux universitaires de ces régions.

Le bilinguisme donnerait à cette faculté une ouverture vers le monde et permettrait aux médecins, enseignants et chercheurs de France ou de Belgique la possibilité de s'enrichir eux-mêmes à travers une pratique de la langue anglaise dans le travail. Les travaux de recherche sur les maladies de l'océan In-

dien effectués par cette faculté devront permettre la constitution d'instituts de haut niveau, situés dans les régions où les maladies en question sont endémiques. Seychelles, Comores, Madagascar, Réunion et Maurice pourraient attirer de tout l'espace francophone des chercheurs qui contribueraient à prodiguer des cours d'un niveau extrêmement élevé sur nos maladies.

La Conférence au Sommet est un endroit privilégié pour amorcer des discussions sur des projets de cette envergure. Les chefs d'État de France, de Belgique et du Canada pourraient chacun offrir en cadeau un institut spécialisé, dont la coordination au sein d'une faculté pourrait être financée par l'ensemble des pays francophones avec le soutien des pays hôtes des instituts spécialisés. Ainsi les chefs d'État renoueraient avec les vieilles traditions.

**PROFESSEUR S. BALIGADDO**  
Professeur à l'Université  
de Maurice,  
Ancien Professeur agrégé  
de Cardiologie  
à la Faculté de Médecine  
Saint-Antoine,  
Université de Paris VI

Maintenir la tradition de la lecture

## Le premier CLAC lancé officiellement à Rivière-du-Rempart

Le premier projet CLAC (Centre de Lecture et d'Animation Culturelle) qui bénéficie de l'intervention française et technique de l'ACCT a vu le jour à Rivière-du-Rempart. L'inauguration du centre a eu lieu jeudi, en présence du Premier ministre, sir Anerood Jugnauth et du secrétaire général de l'ACCT, M. Jean-Louis Roy.

Sir Anerood n'a pas manqué à cette occasion, de souligner le caractère symbolique derrière le lancement du premier des quinze centres à Rivière-du-Rempart, le village dont le nom signifie dans la langue ancestrale dominante de l'Inde, "la berge de l'accueil". Le centre à Rivière-du-Rempart est le symbole des rencontres de différentes cultures à une époque de développement économique tous azimuts.

Pour le chef du gouvernement, les ruraux ont toujours, de par la tradition, perçu le livre ou le

dictionnaire comme un sacré, faisant une incursion dans le passé. Sir Anerood dit que le livre ou journal se lisait à voix à l'intention de ceux qui ne savaient pas lire. Et le ministre de conclure que c'est à un moment à marquer la tradition de la lecture sur l'île des jeunes afin de leur permettre de mieux cerner les valeurs sociales dans un monde où l'analyse et la recherche sont plus courantes.

De son côté, M. Jean-Louis Roy a parlé du projet CLAC comme moyen idéal pour développer les connaissances en éducation, culturelle et scientifique. Il a ajouté que le centre à Rivière-du-Rempart en lui-même constitue un développement dans son domaine et donne l'exemple à d'autres centres ensemble différents. Il a dit qu'un projet CLAC sera lancé sous peu à Rodrigues.

## TV5 Afrique: Pour que le regard de l'Afrique puisse exister dans le village planétaire à construire

● Le directeur de Tv5 Afrique souhaite que Maurice soit plus présente dans sa grille de programme

Une chaîne de télévision offrant des émissions produites de l'Afrique, sur l'Afrique, avec l'Afrique. C'est l'objectif fixé par TV5 Afrique qui a démarré ses activités, il y a deux ans, dans le sillage du Sommet de Chailiot. Objectif qui, selon son directeur M. Mactar Silla, est dans le domaine du réalisable.

Déjà TV5 Afrique est en mesure de produire beaucoup plus que les 2 heures de présence africaine quotidienne qui lui a été allouée dans sa grille de programmes. Cette présence devrait passer à quatre heures en 1994.

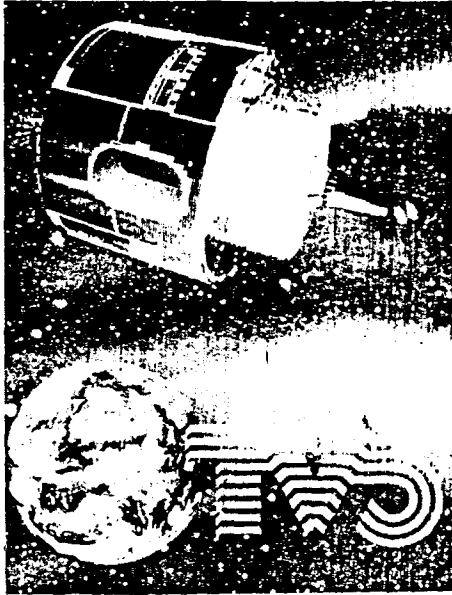
M. Mactar Silla, directeur de TV5 Afrique, qui a travaillé pendant une douzaine d'années à la télévision sénégalaise, est un ferme partisan de la télévision satellitaire en Afrique, nous déclare: "L'Afrique doit s'inscrire dans le mouvement qui modèle le monde en matière de communication et qui a une influence certaine sur l'expression des identités culturelles." Dans ce contexte, TV5 Afrique est un vecteur appréciable que tous les Africains francophones se doivent de soutenir pour que le regard africain puisse exister dans le village planétaire à construire", insiste-t-il.

Mactar Silla, qui rencontrait Le Mauricien, en compagnie du président de TV5 M. Patrick Imhaus, a présenté hier un bilan des activités de TV5 devant la Conférence ministérielle préparatoire du Sommet de la

Francophonie. Il compte prolonger leur séjour dans l'île après la fin du Sommet afin de s'entretenir avec les responsables de la MaBC. La télévision mauricienne, estiment les deux personnalités de TV5, produisent un certain nombre de programmes de qualité internationale. C'est la raison pour laquelle ils estiment que Maurice devrait être beaucoup plus présente au niveau de TV5 Afrique. Ils comptent proposer à la MaBC de désigner une personne qui se chargerait de sélectionner sur une base régulière les émissions produites à Maurice et qui pourraient intéresser TV5 Afrique.

TV5 Afrique a tenu à marquer sa présence à l'occasion du Ve Sommet de la francophonie avec une série d'émissions en direct. C'est ainsi qu'une émission spéciale sera réalisée avec le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Ghali, demain, à l'hôtel le Cannonier. D'autres émissions ont été prévues, entre autres, le chef de la délégation du Sénégal. De plus le journal TV5 sera réalisé en direct de Maurice.

MM. Imhaus et Silla n'ont pas caché leur étonnement devant ce qu'ils estiment être un paradoxe à Maurice. Ils ne comprennent pas comment un pays qui est devenu un exemple en matière de développement économique et en matière de démocratie n'a pas encore jugé bon de libérer l'audiovisuel. Les choses dans ce domaine bougent très vite en Afrique où dans plusieurs pays les foyers sont en mesure de capter directement plusieurs chaînes de télévision par satellite. Ils citent des pays comme le Gabon, le Sénégal, le Mali entre autres.



Les programmes de TV5 sont diffusés dans plus de cent pays

Pourquoi TV5? L'arrivée des réseaux câblés en Europe au début des années 80 avait entraîné la création d'une vingtaine de chaînes câblées. Pour répondre à cette demande qui était ainsi créée, la France ne pouvait faire grand-chose. TFI ne possédait qu'une petite partie de programme dans sa grille. D'où l'idée de la mise sur pied d'une coopérative comprenant plusieurs chaînes nationales qui mettraient en commun les programmes qu'elles produiraient. C'est ainsi que TV5 a vu le jour le 2 janvier 1984. Elle était composée alors de TFI, Antenne 2, FR3 pour la France, de RTBF pour la Belgique et de SSR pour la Suisse. Cette nouvelle chaîne a commencé

avec trois heures d'émission par jour touchant un million d'abonnés. Deux ans plus tard, le groupe a accueilli un sixième partenaire, le Consortium de Télévision Québec-Canada et touchait 26 millions d'abonnés. Avec la création de TV5 Afrique, TV5 peut se flatter de toucher les cinq continents.

La chaîne dispose aujourd'hui d'une grille de programme 24 heures sur 24. Priorité est donnée à l'actualité. "Un tiers de notre programme est composé des journaux de nos partenaires". Dans l'ensemble 85 pour cent des programmes viennent des partenaires de TV5 qui produisent autour de 15 pour cent des programmes.

JEAN-MARC POCHÉ

Construction d'appartements à Mare-Gravier

## Les travaux impressionnent le PM belge

● "Cela augure bien les perspectives d'une collaboration plus étroite", dit M. Dehaene au MAURICIEN

Constat des plus positifs que celui du Premier ministre de Belgique, M. Jean-Luc Dehaene, lors de la visite hier du chantier de construction d'appartements de Mare-Gravier, Beau-Bassin, communément appelé Harewood Park. Au MAURICIEN, qui sollicitait ses impressions suite à une visite des lieux, M. Dehaene n'a pas caché son éblouissement du travail efficace et de la vision des autorités mauriciennes concernant son programme de logement social. "Ce qui augure bien, selon le PM belge, des perspectives d'une fructueuse collaboration".

"Il serait intéressant de poursuivre cette coopération entre la Belgique et Maurice en matière de logement surtout quand je vois le travail efficace découlant d'une action conjointe à laquelle, le 'know how' belge et la main-d'œuvre mauricienne se concertent dans le cadre de ce plan d'appartements qui sera un plus pour la population", a dit M. Dehaene.

Le projet d'appartements de Mare-Gravier a bénéficié d'une intervention financière directe du gouvernement belge et c'est une société de ce pays, BESIX, qui en assure la construction pour le compte de la National Housing Development Company (NHDC). Le complexe, s'élevant au lieu dit Harewood Park est d'un attrait particulier du fait de la disposition des blocs d'appartements (128) dont bon nombre privilégient une vue magnifique de la chaîne de montagnes de Moka. Ce site, d'ailleurs, n'a pas laissé insensible le chef du gouvernement belge qui l'a qualifié de "magnifique".

La visite s'est déroulée en présence du ministre du Logement, M. Jansen Cullere, des membres de la délégation belge participant aux travaux de la conférence francophone, et du directeur de la NHDC, M. Mohamad Vayid. Ce dernier a déclaré que les appartements de Harewood Park auront l'avantage d'être à la fois esthétiques et dotés de tous les confort intérieurs.

RAJ GOWRA

## Une déclaration de Toubon fait jaser

Le Canada surpris et peiné par la prise de position du ministre Toubon sur les opérations de l'Agence de Coopération technique et culturelle

**L**E CANADA A protesté énergiquement lors de la réunion ministérielle du Ve Sommet de la Francophonie, hier, contre une déclaration du ministre français de la Francophonie, M. Jacques Toubon, au quotidien *Le Monde*. Les représentants du Canada ont circulé des photocopies de la déclaration du ministre à tous ceux présents dans la salle de délibérations.

Selon la déclaration publiée dans le quotidien français, le ministre Toubon s'est attaqué aux opérations de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT). En effet, le ministre Toubon aurait déclaré que cette agence se comportait comme une agence d'aide bilatérale.

Suite à la protestation canadienne, le ministre Toubon a tenu à faire le point sur la situation. Il a nié avoir tenu les propos qui lui furent attribués par le quotidien français

Dans la journée d'hier, les ministres ont eu l'occasion d'aborder le volet politique de

ce Ve Sommet. A ce titre, l'île Maurice aurait intervenu pour apporter des amendements à la

résolution sur l'exception culturelle de la France.

(SUITE EN PAGE 3...)



Photo prise au début du spectacle *Vibrations*.

### Toubon et ACC

(...Suite de la page 1)

En effet, en ce qui concerne cette résolution sur l'exception culturelle proposée par la France, l'île Maurice a tenu à expliquer sa position, qui est relativement nuancée par rapport à la position française. "Nous avons plaidé non seulement pour la culture française mais pour toutes les cultures car l'île Maurice est pluriethnique et pluriculturelle," a confié à *L'Express* une source qui a assisté aux délibérations. De ce fait, l'île Maurice a apporté certains amendements.

Pour ce qui est des résolutions sur la situation africaine, il a été beaucoup question d'ajustements structurels. L'île Maurice a soutenu qu'il fallait

aussi prendre en considération la chute des cours de certains produits de base.

Parmi les autres sujets abordés lors de la journée de la conférence ministérielle, la situation au Moyen-Orient, l'Afrique et dans le monde entier, la démocratisation en Afrique et les Droits de l'Homme ont été aux premiers loges.

La cérémonie d'ouverture du Ve Sommet des chefs de la Francophonie est prévue pour ce matin à 10 h 00 à la Mahatma Gandhi Institute, le président François Mitterrand a une visite de courtoisie au président de la République Cassam Uteem

## Le Canada surpris et peiné

**C**ERTAINS COMMENTAIRES que le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon, aurait fait au journal *Le Monde* et touchant le Canada et l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT) ont suscité des débats animés, vendredi matin, lors de la conférence ministérielle à Grand-Baie.

Interrogé sur cette question lors du point de presse, M. Benoît Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris et chef de la délégation canadienne, a dit que le Canada a été surpris et peiné de la façon dont ces commentaires ont été faits. Néanmoins, il a ajouté qu'il est satisfait de la réponse donnée par M. Toubon qui a déclaré qu'il n'a pas tenu les propos qui lui ont été attribués. M. Bouchard a fait ressortir que Haïti et le Moyen-Orient ont été parmi les sujets abordés, vendredi, à la conférence ministérielle. L'ambassadeur du Canada a qualifié de fructueux et de positifs les travaux de la conférence ministérielle.

A son avis, la francophonie doit élargir son engagement politique et il s'est prononcé en



Le Premier ministre de la Belgique, M.J. Luc Dehaene

favor de l'institution d'un comité de sages pour se pencher sur certaines questions liées à l'ACCT et il s'est dit convaincu que l'on arrivera à équilibrer le rôle fondamental de cette association qui représente l'organisme de multilatéral.

Quant au Dr Swaby Kasenally, ministre des Affaires étrangères, il a posé un lapin, vendredi, aux journalistes mauriciens et étrangers qui l'attendaient depuis 15 h pour un point de presse. Il était question à un certain moment qu'il s'adresse à la presse à 20 h, mais le ministre ne s'est pas pré-

senté au grand dam des journalistes. Lors d'une rencontre avec la presse à 16 h, sir Bhinod Bacha, avait clairement fait ressortir que le Dr Kasenally allait être présent à 18 h pour un point de presse. Il était question que la conférence ministérielle termine ses travaux le matin mais ils ont dû se prolonger dans l'après-midi.

Selon certains renseignements la Roumanie et le Cambodge ont été admis au sein de la communauté francophone mais ils n'ont pu être confirmés.

## L'AIFLF veut contribuer à la solidarité internationale

**L'**ASSEMBLÉE INTERNATIONALE des Parlementaires de Langue française (AIFLF) est un ardent défenseur de la démocratie et des droits de l'homme, a déclaré son président, M. Jean Pierre Saintonge, qui est également président de l'Assemblée nationale du Québec.

L'AIFLF s'engage dans des actions dans les domaines de la coopération interparlementaire, l'Etat de droit, le développement et le progrès à travers le monde, a-t-il dit à la presse, mercredi, à Trou-àux-Biches. A ses côtés, le Speaker de l'Assemblée nationale mauricienne, M. Iswardeo Sectaram, représentait la présidence de la branche locale de l'AIFLF.

L'AIFLF veut se faire reconnaître comme Assemblée consultative de la Francophonie et voir ses représentants participer au Sommet de la Francophonie à titre d'invités spéciaux.

Aujourd'hui, plus que jamais, avec le vent de la démocratie et de la liberté qui souffle sur le monde entier, au moment où l'institution parlementaire au Sud et au Nord semble trouver sa place, l'AIFLF tient à assurer plei-

nement son rôle spécifique et apporter sa contribution à ce mouvement de progrès libérateur.

L'AIFLF a été reconnue comme la seule organisation interparlementaire des pays francophones, statut confirmé au Sommet de Chaillot en 1991.

Fondée en 1967 pour encourager et développer les liens de solidarité et de coopération entre parlementaires francophones, l'AIFLF a connu une évolution constante qui l'a poussée en 1989 à la fois à orienter et à élargir ses objectifs et ses activités, devenant ainsi l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française.

L'AIFLF prévoit de se réunir en session annuelle. Entre les sessions, des commissions permanentes auront pour mission d'en préparer les travaux, d'en appliquer les orientations intergouvernementales de la francophonie comme celles d'associations francophones. L'AIFLF entend ainsi jouer un rôle privilégié de liaison entre les instances de la Francophonie, naturellement en matière culturelle mais également, de manière de plus en plus impor-

tante, dans les domaines du développement économique, de la formation des hommes et du soutien à la démocratisation.

Cette assemblée internationale engage et met en oeuvre des actions dans les domaines de la coopération interparlementaires, du programme de restructuration des services documentaires des Parlements, des stages de formation et des séminaires parlementaires, de missions d'observation électorale, aux Seychelles en juillet 1992 et 1993, à Djibouti en décembre 1992, à Madagascar en février 1993, au Centrafrique le 19 septembre, entre autres.

Cette assemblée compte 45 Parlements qui sont répartis dans trois zones spécifiques (l'Amérique, l'Afrique et l'Europe), le bureau exécutif réunit 12 à 18 membres élus. Elle se compose de plusieurs commissions permanentes— Politique, Administration générale, Education, Communication et Affaires culturelles—et parlementaires, Coopération et Développement. Chacune d'elles est composée de 20 à 25 délégués.

ACC

ndre en con  
tute des com  
produits de  
les autres de  
lors de la de  
de la conté  
elle, la situat  
Moyen-Orie  
et dans le  
démocratisa  
les Droits de  
été aux pre  
monie d'ouv  
mei des chés  
ophonie est  
un à 10 h 00  
e au Mahaz  
te, le pro  
tituerrand  
e courtoise  
la républiq  
em



# CONTRE-DÉCLARATION SUR LA FRANCOPHONIE

**U**NE DÉLÉGATION A ÉTÉ RECUE hier matin par le président de la République de Maurice, M. Cassam Uteem, à sa résidence, le Réduit, à Maurice. La délégation lui a remis la copie originale d'une contre-déclaration de la République de Maurice, signée par un large éventail d'organisations sociales, syndicales et politiques dans le contexte du sommet francophone qui s'ouvre aujourd'hui à Maurice.

La déclaration ci-jointe est signée par la General Workers' Federation, regroupant plusieurs grands syndicats parmi les plus importants du pays, comme les travailleurs agricoles de l'industrie sucrière, ceux des ouvriers d'usines sucrières, les travailleurs du transport public, ceux des docks et du port, les ouvriers de la zone franche; par la Federation of Pre-School Playgroups, une fédération d'associations régionales de parents-enseignants dans le secteur préscolaire dans tout le pays, et reconnu comme une institution de formation pour les enseignants du préscolaire; le Muvman Liberasyon Fam, la plus ancienne et la plus connue des organisations de femmes du pays, organisation à l'avant-garde du mouvement progressiste en faveur des droits de la femme; la Federation of Progressive Unions, autre grosse fédération syndicale qui comprend parmi ses affiliés des secteurs importants comme ceux du

secteur de l'électricité, les travailleurs du secteur de la fourniture d'eau, de l'hôtellerie et les enseignants du secondaire; le parti Lalit, fer de lance du mouvement anti-impérialiste dans le pays; Ledikasyon pu Travayer, la plus ancienne organisation d'éducation ouvrière du pays, et la plus connue des organisations s'occupant de l'alphabétisation des adultes; L'Intersindikal, organisation syndicale à la base, qui rassemble des membres de tous les syndicats de tous les secteurs; le Grup Fangurin, un groupe culturel très connu; la Fédération des Syndicats des Corps Constitués, une fédération syndicale établie depuis longtemps parmi les travailleurs des institutions semi-gouvernementales; le State Employees Federation, qui regroupe une section substantielle des employés du service Civil; le Comité Ilois de l'Organisation Fraternelle, qui unit les réfugiés du Chagos Archipelago, cruellement déplacés à l'époque de l'indépendance de Maurice quand la Grande-Bretagne détacha illégalement ces îles du territoire de Maurice.

Toutes ces organisations, soucieuses des effets continus de la colonisation et l'esclavage, soucieuses des effets pernicieux de la recolonisation de l'Afrique et de la déculturation que cette recolonisation engendre, ont signé ce document afin que soit connue leur position sur les issues mentionnées dans la contre-déclaration dans le contexte du sommet francophone.

**G**IVEN THAT, since 1986 the French State has consistently used the entire Francophone movement to serve its own selfish economic, political and military interests;

Given that, it is now abundantly clear that the 1993 Francophone Summit is being used by the French State in furthering its own economic aims in its rivalry with other imperialist states (e.g in the GATT talks);

Given the fact that any questioning of the French State control over the Summit or even over the agenda of the Summit, is not possible;

Given the aggressiveness of the French State offensive to impose its cultural and linguistic hegemony on countries like Mauritius, under the cover of fighting the "cultural uniformisation of the world"; and given the corruption used by the French state in this offensive;

Given the persistent denial by France of human dignity and of peoples' right to independence, and given France's continued colonial rule in countries like the New Caledonia, Martinique, Guadeloupe, Reunion, Guyane, Polynesia, Wallis and Futuna, St Pierre and Miquelon;

Given the fact that violations of human rights in France, for

example through the racist Pasqua laws, are not on the agenda of the Francophone Summit;

Given the continued illegal occupation by France of several Indian Ocean islands like Tromelin (a Mauritian Island), Mayotte (part of the Comoros) and the Eparse islands of Madagascar;

Given the role of France, in complicity with the British and U.S. imperialists in the sabotage of Indian Ocean Peace Zone Conference, due to have been held in Colombo in 1990, and whose aim was the denuclearisation and demilitarisation of the Indian Ocean;

Given the continued support by the French state of the British and United States' illegal occupation of the Mauritian Territory of Chagos Archipelago including Diego Garcia, where one of the biggest U.S. military and nuclear bases in the world is situated;

Given the ecological danger of French nuclear weapon testing in the Pacific, and given the brutal and murderous actions of the French secret services against any peaceful protests against the tests, like those of the Greenpeace movement;

Given the colonial-style extravagant spending on the Francophone Summit, at a time when food subsidies have just been withdrawn in Mauritius, and when the Welfare State system is under attack, and while the people of Mauritius

are facing unprecedented housing problems, and while the majority of Mauritians are living below the poverty datum line, and at a time when the majority of African people are living in extreme poverty; and while in France the French working people are facing unemployment and factory closures;

Given this overwhelmingly negative record of France's role over the Francophone movement;

We, the undersigned, representatives of political trade, trade union and social organisations in the Republic of Mauritius, therefore call on our government to dissociate our country from the French state's actions and from its retrograde Francophone movement;

We also appeal to organisations and peoples of the member states of the so-called Francophony to call on their respective governments to dissociate themselves from the French state's actions and from its retrograde Francophone movement;

We appeal finally to the people of France and to all French trade unions and other progressive organisations to take a clear stand against the colonial, imperialist and racist politics of the French State throughout the world and in France.

(Followed by signatures of representatives of the organisations concerned)



## Lalit réclame le retrait de Maurice du Sommet de la Francophonie

**L**E PARTI LALIT RÉGIONNE ET dans un communiqué portant les signatures de M. Alain Ah-Vee et Mme Rajni Lallah, ce parti dénonce la fraude francophone, dont sont victimes de nombreuses anciennes colonies françaises, dont l'île Maurice. Ainsi aucune conduite d'eau n'a été posée dans le nord de cet état de peur que François Mitterrand, ne voie ces excavations. Et ce sont les habitants de cette région qui doivent payer de cet état de choses. Des murs ont été érigés à Grand-Baie pour cacher la misère des gens, afin que la délégation présidentielle française ne soit pas gênée.

Lalit note également que le mot francophonie ne se trouve même pas dans le dictionnaire Cassell. En fait ce mot n'existe pas et n'a été inventé que par un géographe, Oursme Reclus, en 1880. La première signification de ce mot voulait dire ceux qui parlent le français mais il y a un autre sens à ce mot et qui est en train de semer les graines du danger de la francophonie. Senghor, le grand poète et ancien homme d'Etat avait utilisé ce mot dans un but purement culturel,

pour rapprocher la France et ses anciennes colonies mais le sens a été perverti.

Ce mot a été utilisé pour cacher les visées impérialistes de la France. Et en 1986, le gouvernement de cohabitation Mitterrand et Chirac mirent sur pied un ministère de la Francophonie. Ce qui voulait dire que la francophonie était un département du gouvernement français. En cette année, le premier Sommet de la Francophonie devait être organisé en France et a été utilisé comme un instrument de la politique du gouvernement français. Il est donc impossible d'être francophone, sans être un laquais de la politique extérieure française, selon Lalit.

Concernant le sens même du mot francophonie, Lalit déclare qu'au cours du dernier recensement à Maurice, cet exercice a révélé que 2% de la population parlent le français. Et alors qu'à Maurice, la presse est plus ou moins française, cela n'est pas le cas ailleurs. Et la langue officielle de Maurice est l'anglais. Pour montrer que la francophonie n'a rien à voir avec la langue.

Quand le gouvernement mauricien

clame que nous sommes francophones, il piétine les langues parlées par les Mauriciens, estime Lalit. D'ailleurs, le créole est la langue de La Réunion, de la Guadeloupe, qui sont toujours des départements français. Le créole, parlé par 92% de la population et le bojpuri par 25% de Mauriciens sont donc ignorés par le terme francophonie, un mot qui est très agressif. Cela fait croire au reste du monde que le français est la langue officielle de Maurice, alors que ce n'est pas le cas. Avec pour résultat que des pays comme l'Inde, la Chine, les Etats-Unis, nous envoient des ambassadeurs qui parlent le français.

Lalit compare également le Sommet de la Francophonie à l'OCAM, le sommet des chefs d'Etats de Maurice et d'Afrique de 1973. L'OCAM discrédita le régime Ramgoolam/Duval. Il est aussi question de la politique économique de la France, qui a dû retirer ses capitaux de la Chine, de l'Inde, de Madagascar, entre autres. Il devait donc y avoir un autre marché à trouver et

Maurice doit de ce fait se ranger du côté de la France dans les discussions du GATT, selon Lalit. Ce parti se dit d'avis qu'il n'a jamais été question que des intérêts économiques et impérialistes de la France. La guerre économique entre la France et les Etats-Unis ne doit pas faire oublier que si le capitalisme prôné par les Etats-Unis est un danger pour la planète, la solution n'est pas dans l'impérialisme français. Car en terme militaire, ces deux pays s'entendent bien. La guerre du Golfe est là pour le prouver. Et la France est toujours l'alliée des Etats-Unis. Et les capitalistes français ont également besoin de l'Afrique pour écouler leurs produits.

Le ministre Jacques Toubon ne s'en cache pas d'ailleurs, quand il parle ouvertement de la politique économique de la France. Lalit dit des coopérants français qu'ils sont arrogants et condamne les traités de défense signés entre des Etats et la France, en échange d'aide, ces traités ayant occasionné l'installation de dictateurs dans certains pays. Et alors que Haïti peut assister au Sommet, La Réunion, la Nouvelle Calédonie et la Guadeloupe ne peuvent le faire. Et alors que les droits de l'homme seront au centre des discussions lors du Sommet, la loi Pasqua, qui va l'encontre des droits de l'homme en France, ne figure même pas sur l'agenda.

De même que l'océan Indien, zone démilitarisée, le retour de Tromelin à Maurice, de Mayotte aux Comores, la décolonisation de La Réunion et le retrait des troupes françaises de l'île soeur, ne figurent pas sur l'agenda. Ce qui fait dire à Alain Ah-Vee et Rajni Lallah que le mot francophonie a également un sens militaire. Ne serait-ce que par l'occupation illégale de ces îles précitées. Les tests nucléaires dans le Pacifique, l'attentat contre le Rainbow Warrior, navire appartenant au mouvement écologiste Greenpeace, sont autant de preuves de la francophonie militaire de la France. Même le sabotage de la conférence de Colombo peut être en son compte de ce pays. L'Etat français est donc une menace pour quiconque fasse partie dans ce Sommet.

Dans notre lutte pour les droits de l'homme, pour l'économie démocratique à tous les niveaux, concluent M. Ah-Vee et Mme Lallah, il est essentiel de lancer un appel aux intellectuels, aux syndicats et aux partis progressistes, de dénoncer le Sommet de la Francophonie à chaque occasion. Lalit demande au gouvernement mauricien de se retirer de ce Sommet, de même que tous les autres pays dont les intérêts économiques sont menacés par la France. Tous les travailleurs du monde entier, n'ont aucun intérêt à promouvoir les intérêts financiers des capitalistes de la terre, qu'ils soient Américains, Anglais ou Français. ■■■

## Manifestation des Ilois devant l'ambassade US

### Remise d'une lettre à Bill Clinton et à Boutros Ghali



**P**OUR COMMÉMORER LE 28E anniversaire de la déportation des Ilois des Chagos, les Verts de M. Sylvio Michel ont organisé une manifestation devant l'ambassade américaine, à Port-Louis. Tout le périmètre devant le Rogers House était de ce fait territoire inerte de 10 h 00 à midi, heure de la manifestation.

Tout s'est déroulé dans le calme et M. Michel, le porte-parole des Ilois, a remis une lettre à un des préposés de l'ambassade américaine à Maurice, pour être remise au président des Etats-Unis, M. Bill Clinton. Ce document fait l'historique de la situation des Ilois, depuis 1965 à ce jour et montre, selon M. Michel, que les Américains sont responsables au départ de la déportation des Ilois de Diego Garcia.

Même si l'affaire des Ilois concerne en priorité les Britanniques, tout montre que les Américains étaient dans le coup depuis le début. M. Michel cite, pour étayer ses dires, un document public qui fait état d'un échange de notes entre les autorités britanniques et américaines pour l'availability of Diego Garcia.

Chali. C'est un courrier ouvert et le texte traite de l'historique des Ilois et s'étonne que personne n'a jamais évoqué le dossier Chagos à la tribune de l'ONU. Sir Seewoosagur Ramgoolam l'avait fait en 1979 mais il n'avait jamais fait en sorte que ce dossier figure à l'agenda du comité de décolonisation de l'Organisation des Nations unies. Il a cependant des résolutions exprimées pour les Chagos et je pense qu'elles doivent être inscrites au nom des Ilois, les véritables héritiers des Chagos.

M. Hervé Lassémillante et Elie Michel partent d'ailleurs en Europe, pour des rencontres avec des hommes de loi britanniques et Européens, afin d'entamer une action en cour, à Maurice et en Grande-Bretagne en faveur des Ilois. Ils rencontreront des membres du parti des Verts européens et se rendront au Parlement européen, le siège des Verts. Un contact a également été noué avec le Labour britannique. Le professeur Bradley, celui qui avait fait un rapport sur les Ilois, sera également sollicité par les Verts.

# Plusieurs pays déterminés à approfondir les débats sur la démocratie

**A**U SUR ET À MESURE QUE les chefs de délégations comprenant des présidents de la république, des Premiers ministres et des ministres, ont commencé à emporter le VIP lounge de l'aéroport de Plaisance tôt vendredi matin, certains d'entre eux ont affiché leur intention. Ils axeront les débats sur la démocratie, les droits de l'Homme, et le développement, rappelant ainsi que la francophonie n'est pas seulement une question de langue.

Mme Laurette Ohkelinx, ministre-président de la communauté française de Belgique, devait parler dans la même direction lors d'un bref entretien accordé à L'Express quelques minutes après son arrivée à Plaisance.

Comme la CEE n'approuve pas le gouvernement dirigé par l'actuel Premier ministre du Zaï-

re, on est également sur la même longueur d'onde, devait-elle ajouter.

Elle a aussi précisé, que tous les pays membres de cet organisme y compris ceux d'Europe, doivent faire un effort considérable pour promouvoir la démocratie.

Le ministre malgache de la Promotion, du Commerce et de l'Artisanat, M. Manelo Anona, venu accueillir son Premier ministre, M. Francisque Ravony vendredi matin, a également parlé de démocratie.

Il a déclaré à L'Express: On considère maintenant que Madagascar est un bon élève dans le cadre des droits de l'Homme et de la démocratie. On est à l'aise à ce sujet.

Madagascar s'attend à quelque chose de plus concret du Sommet de la Francophonie concernant le développement.

Proche du président Albert Zafy et de M. Ravony, il a déclaré: Si on veut maintenir la démocratie il faut encourager le développement sinon on risque d'avoir les mêmes problèmes que les pays de l'Est, devait-il souligner.

Avec un pincement au coeur, il a fait ressortir que son pays n'a pas été assez aidé dans son mouvement démocratique pacifique, par des pays dits défensifs de la démocratie.

M. Anona est convaincu que les pays francophones du Nord doivent faire un effort spécial pour aider les pays francophones en voie de développement.

Le Bénin représenté à ce sommet par le président Nicéphore Dieudonné Soglo et d'autres membres du gouvernement aurait d'autres soucis.

Des milieux proches de la délégation L'Express a appris que ce pays veut à tout prix organiser le prochain sommet.

La dernière fois le Bénin était candidat pour organiser ce sommet, finalement Maurice a été choisie et on l'a accepté dans un esprit de coopération francophone.

Au cas où la candidature du Bénin ne serait pas retenue pour l'organisation de ce prochain sommet, On sera très contrarié. Si on n'est pas choisi, on sera en droit de soulever des interrogations.

Un membre de la délégation du Bénin a ajouté qu'on ne peut rien reprocher à ce pays au niveau de la démocratie surtout avec une dizaine de partis politiques de différents courants. Pour un pays qui a connu un régime marxiste-léniniste dans le passé.

Donnant son avis sur ce qu'il attend du Sommet, le Dr Vasco Cabral, deuxième vice-président du Guinée Bissau, qui est arrivé tôt vendredi à Maurice, a précisé à L'Express que l'espoir ne suffit pas, il faut que les hommes se comprennent pour bâtir la paix, pour faire triompher les droits de l'Homme.

Il a ajouté qu'on ne peut avoir de démocratie sans multipartisme

naco, souhaite que l'aide la plus appropriée soit apportée aux pays qui en ont besoin et que cela soit discutée lors du sommet.

Le président de la Suisse, M. Adolf Ogi, est arrivé également vendredi matin. Il a laissé entendre que son pays serait intéressé à investir encore plus dans la zone franche à Maurice.

Par ailleurs, le président du Bénin est arrivé à Maurice par le même vol que le président du Niger, M. Mahamane Ousmane et M. Alpha Oumar Konaré le président du Mali vers 15 h 35.

Peu après ce fut au tour du

Premier ministre de la Mauritanie, M. Sidi Mohamed Ould Boubarac et les membres de sa délégation de pénétrer le VIP Lounge, suivis de M. Jean Luc Dehaene, le Premier ministre belge.

Arrivés par un vol de la British Airways vers 15h, le président des Seychelles M. France Albert René, son épouse et sa petite fille ne sont pas passés inaperçus.

de même que Mme Mary Eugenia Charles, le Premier ministre de la Dominique, se déplaçant à l'aide d'une canne.

Le Premier ministre du



La délégation du Laos en compagnie des ministres de la Santé, M. Régis Finette, et des Administrations régionales, M. Mathieu Laclé. A la droite de ce dernier, se trouve le ministre des Affaires étrangères laotien.



M. Manuel De Jesus Chantre, chef de délégation du Cap Vert (à gauche)



Le Premier ministre du Nouveau Brunswick M. Frank Mc Kenna



Les 2es Jeux de la Francophonie en 1994

## 3 000 artistes et sportifs attendus en France

**L**E MINISTRE MAURICIEU de la Jeunesse et des Sports et président du Comité international des Jeux de la Francophonie, M. Michael Glover et le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon ont, tous deux, donné l'assurance, vendredi, lors d'une conférence de presse conjointe, que les Deuxièmes Jeux de la Francophonie auront lieu, du 5 au 13 juillet de l'année prochaine en France. Les Jeux se dérouleront dans la région parisienne (dans le département de l'Essonne pour les épreuves sportives) alors que la partie culturelle de ces Jeux se passera, entre autres, au Centre Georges Pompidou, au Théâtre de la Ville et le théâtre du Châtelet. Au total, Paris et les régions avoisinantes accueilleront 3 000 artistes et sportifs ainsi que quelque 500 encadreurs.

S'adressant en premier aux journalistes, M. Glover rappela que les Jeux de la Francophonie furent créés à l'occasion du 2<sup>e</sup> sommet, à Québec en 1987 et que la première édition eut lieu deux ans plus tard au Maroc où 1 500 artistes et sportifs, représentant 39 délégations étaient présents. Quarante records nationaux furent également établis lors de ces Jeux. Pour des raisons internes, la France qui aurait dû héberger la deuxième édition a de-

mandé un report d'un an afin de pouvoir consacrer toutes les énergies et les ressources nécessaires pour faire de ces Jeux un événement international reconnu et attendu par la jeunesse de l'espace francophone.

Il a souligné que le budget des Jeux se monte à 65 millions de francs dont 65% proviendront de l'État français et collectivités territoriales, la différence étant soucrites par les recettes privées. Sept disciplines sportives seront au pro-

gramme des Jeux: l'athlétisme, le basket-ball féminin, le football, le basket-ball féminin, le handball, le judo et la lutte. Six secteurs culturels seront concernés par les Jeux: la

danse traditionnelle, la danse contemporaine, la chanson, les contes, la peinture, la sculpture et la production télévisuelle.

Les participants seront logés dans les différents pavillons de la cité universitaire. De son côté, M. Toubon a apporté plus de précisions sur le rôle des différents comités mis en place dans le cadre de ces Deuxièmes Jeux de la Francophonie. Le Comité international des Jeux de la Francophonie chapeaute le Comité national des

meilleure liaison selon le vœu de la communauté francophone.

M. Toubon a précisé que la cérémonie d'ouverture aura lieu à Paris dans un lieu ouvert. La cérémonie de clôture, en revanche, se déroulera, probablement sur le campus universitaire afin de conserver l'atmosphère très amicale et conviviale et pour que ce soit un au revoir vraiment chaleureux aux délégations.



M. Jacques Toubon, lors de son intervention, avec à ses côtés, MM. Michael Glover et Antoine N'diaye (secrétaire exécutif de la CONFJES) et M. André Tétrault (à l'extrême-droite)

gramme des Jeux: l'athlétisme, le basket-ball féminin, le football, le basket-ball féminin, le handball, le judo et la lutte. Six secteurs culturels seront concernés par les Jeux: la

danse traditionnelle, la danse contemporaine, la chanson, les contes, la peinture, la sculpture et la production télévisuelle. Les participants seront logés dans les différents pavillons de la cité universitaire. De son côté, M. Toubon a apporté plus de précisions sur le rôle des différents comités mis en place dans le cadre de ces Deuxièmes Jeux de la Francophonie. Le Comité international des Jeux de la Francophonie chapeaute le Comité national des

meilleure liaison selon le vœu de la communauté francophone. M. Toubon a précisé que la cérémonie d'ouverture aura lieu à Paris dans un lieu ouvert. La cérémonie de clôture, en revanche, se déroulera, probablement sur le campus universitaire afin de conserver l'atmosphère très amicale et conviviale et pour que ce soit un au revoir vraiment chaleureux aux délégations.

M. Toubon a aussi fait part de la prochaine installation du comité organisateur dans des locaux définitifs dans le 8<sup>e</sup> arrondissement à Paris. Ces locaux abriteront également le secrétariat du comité International, ce qui permettrait une

meilleure liaison selon le vœu de la communauté francophone. M. Toubon a précisé que la cérémonie d'ouverture aura lieu à Paris dans un lieu ouvert. La cérémonie de clôture, en revanche, se déroulera, probablement sur le campus universitaire afin de conserver l'atmosphère très amicale et conviviale et pour que ce soit un au revoir vraiment chaleureux aux délégations.

M. Toubon a aussi fait part de la prochaine installation du comité organisateur dans des locaux définitifs dans le 8<sup>e</sup> arrondissement à Paris. Ces locaux abriteront également le secrétariat du comité International, ce qui permettrait une

compiennement pour raturer la paix, pour faire triompher les droits de l'homme. Il a ajouté qu'il ne peut savoir de l'existence d'un comité organisateur.

## Arrivée du SG de l'ONU

**L**E SECRÉTAIRE général des Nations unies, M. Boutros Boutros Ghali, qui est arrivé très tard hier soir, s'est déclaré extrêmement satisfait d'avoir pu faire le déplacement à Maurice pour le Ve Sommet de la Francophonie.

Le secrétaire général des Nations unies fut accueilli à sa descente d'avion par les ministres Uchanah et Ruhee et par le représentant résident des Opérations des Nations unies à Maurice, Mme Olu-banké King-Akérélé. Il devait leur faire comprendre qu'il

les cinq sommets de la francophonie. Lors de son court séjour à Maurice, M. Boutros Ghali, sera appelé à discuter son "calendrier de développement" lors de ce sommet. Il sera également l'invité du plateau de TV5 demain. Le secrétaire général des Nations unies rendra également des visites de courtoisie au président de la république et au Premier ministre, M. Cassam Uteem et sir Anerood Jugnauth respectivement.

Sont également arrivés dans la soirée d'hier les présidents du Zaïre, des Comores, du Cameroun, de la Roumanie et de la Bulgarie. Le président Djohar a aussi été accueilli par son conseiller spé-



Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Ghali, arrivant à Maurice hier soir

était content d'être de retour à Maurice. M. Boutros-Ghali est une vieille connaissance de l'île Maurice et il est également un habitué des sommets de la francophonie. Jusqu'ici, il a assisté à tous

cial, sir Gaëtan Duval. Le président Djohar aura également deux rendez-vous importants, notamment des séances de travail avec les ministres français Jacques Toubon et Alain Juppé.

## Une Baccara pour Mitterrand



Le président de la république française, M. Mitterrand, est arrivé à Maurice hier soir en vue de la tenue du Ve Sommet de la Francophonie et a été accueilli à sa descente d'avion par le Premier ministre sir Anerood Jugnauth, les ministres Mahen Uchanah, Kailash Ruhee, l'ambassadeur de France et le ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, entre autres. Le président français, qui a été accueilli à bord du Concorde présidentiel, était accompagné de son ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, et de son ministre de l'Afrique en France, M. Guy Penne. Le président français, qui a déclaré avoir effectué un voyage "pas mouvementé" s'est enquis auprès du ministre mauricien sur le temps qu'il fait actuellement à Maurice. En effet, il avait remarqué des traces de tarmac. Il a ensuite pris place dans la Baccara dentelle immatriculée 417 JCC 73.



Mme Albert René et sa fille

## Jacques Toubon aux journalistes réunionnais: "La France est là!"

**L**A QUESTION DE LA REPRÉSENTATION de l'île de la Réunion aux travaux marquant le Ve Sommet de la Francophonie a été soulevée, cette fois-ci, par des journalistes réunionnais, vendredi, lors d'une conférence de presse conjointe tenue par le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon, et le ministre de la Jeunesse et des Sports mauricien, M. Michael Glover. Répondant à cette interrogation, M. Toubon, d'un ton ferme, a fait ressortir qu'il représente la France, donc tous les territoires français. La France est là! Je représente tout autant la Réunion que la Corse et le Nord-Pas-de-Calais!

Sur la question de la non-participation mauricienne aux prochains Jeux des Îles de l'océan Indien devant se tenir à la Réunion, le ministre Toubon a souligné que ceci n'est en rien un

conflit entre Maurice et la Réunion et c'est une manière très réductrice de voir les choses. Au contraire, comme d'ailleurs, le ministre Michel Roussin l'a déclaré à l'ouverture du Centre international de conférences avant-hier (mercredi) et comme il vient de le dire à l'instant (lors de son intervention aux travaux ministériels) dans son intervention sur la situation économique. Il a souligné que le gouvernement français est en faveur d'une coopération régionale dans l'océan Indien dans ce domaine, comme dans d'autres.

Le ministre français n'a pas voulu répondre aux questions autres que celles ayant trait aux prochains Jeux de la Francophonie.

D'autre part, le ministre Glover, répondant à une question de la presse réunionnaise, toujours sur les Jeux des Îles, a souligné que le gouvernement mauricien,

en concertation avec le mouvement sportif a pris position et la décision est prise. Toutefois, M. Glover a fait remarquer que nous voulons trouver une solution.

Il devait également réitérer et soutenir de nouveau la position mauricienne lors des derniers Jeux des Îles qui se sont déroulés aux Seychelles, tout en soulignant qu'il a toujours eu le soutien du gouvernement mauricien et du mouvement sportif dans cette démarche.

Le ministre français de la Culture et de la Francophonie a, par ailleurs, fait ressortir que les Jeux de la Francophonie sont, non seulement une compétition sportive, mais aussi une rencontre de la jeunesse et une rencontre culturelle. Et nous voulons qu'il en soit ainsi. C'est une des manifestations dont nous voudrions donner un caractère populaire.

## La foi dans les partenaires du Sud

**A**RRIVANT AU terme de son mandat et alors que se tient à Maurice le 5<sup>e</sup> Sommet francophone, le secrétaire général de l'ACCT réaffirme son "afro-optimisme". Invité de l'émission "Questions", et interrogé par des journalistes africains, il s'est exprimé sur les grandes options de l'agence et bouscule quelques idées reçues.

Direct, rigoureux, dynamique, ce Québécois de 52 ans, ex-patron de presse, a sans doute gardé de son premier métier un goût de la vérité qui fait parfois échec à la réserve diplomatique. Tant mieux. Quand la Francophonie était consensuelle, c'est qu'elle avait de faux objets, dit-il.

En avant donc pour un Sommet où il y aura, enfin, de "vrais débats sur la démocratie", de vrais affrontements Nord-Sud, Nord-Nord, Sud-Sud sur les questions d'environnement ou d'économie, des débats qui — s'émerveille ce diplomate — finissent tout de même par se résorber dans la grande capacité consensuelle des francophones. Ne craignant pas la contradiction apparente, il constate une formidable évolution dans la cohésion des francophones.

Mais où est donc la Francophonie et quel est le bilan de Jean-Louis Roy? La langue anglaise n'est pas un danger pour le français, affirme-t-il à contre-courant. Et d'invoquer les "mystères" de la géo-linguistique, le caprice des langues, ces forces qui dépassent toute planification.

Qui aurait en effet pensé, il y a cinq ans, que le russe ne serait bientôt plus prépondérant en Europe de l'Est? Que les Etats-Unis deviendraient un pays bilingue anglais-espagnol? Que l'enseignement du français connaîtrait une croissance sans précédent au coeur même du "camp ennemi": les lycées de Grande-Bretagne et les universités nord-américaines?

En outre, il y a une stratégie francophone, dit Jean-Louis Roy. Ouff! Avant l'an 2000, TV5 sera captée dans une centaine

de pays; l'usage du français a été respecté lors des Sommets de Rio et de Vienne; le MASA (Marché des arts et spectacles d'Abidjan) a été un succès: plus de 125 contrats, affirme-t-il, ont été signés depuis par des artistes du Sud (sélectionnés selon leur qualité) et 75 autres sont en négociations. Aux tarifs internationaux, souligne Jean-Louis Roy. Aux conditions faites aux autres créateurs du monde".

Car, sous son impulsion, l'ACCT ne s'accroche plus à des illusions pernicieuses: la formation de jeunes créateurs africains, notamment, qui n'auront jamais les moyens matériels d'appliquer ces formations tombées du ciel. Aide-toi, le Ciel t'aidera. Même doctrine pour l'édition de livres: Nous travaillons désormais avec des gens qui, modestement mais concrètement, font déjà de l'édition en Afrique. L'époque est bien finie des grands plans, des financements à fonds perdus.

### Crainte tenace et compréhensible

Il est vrai que si le budget de l'ACCT a été multiplié au cours des dernières années pour atteindre 440 millions de FF (22 milliards de F CFA), les pays membres sont passés, entre la création de l'agence en 1970 et aujourd'hui, de moins de 20 à près de 50. Les nouveaux partenaires de la Francophonie ne vont-ils pas réduire la part de l'Afrique?

A cette crainte tenace et compréhensible, Jean-Louis Roy répond (un peu trop brièvement) que l'Europe de l'Est représente aussi de nouveaux débouchés, culturels notamment. L'Afrique garde selon lui toutes ses chances. Même si les finances publiques sont bien malades,

Les Africains travaillent et, par rapport à il y a cinq ans, la démocratie est presque la règle commune. En même temps, ces pays redessinent leurs économies. Il y a là un partenariat à enrichir plutôt qu'à évacuer.

A elle seule, insiste-t-il, la Francophonie du Nord ne ferait qu'une Scandinavie. Nous devons croire que nos partenaires du Sud sont responsables et peuvent conduire de grands projets".

En permettant aux francophones de se rencontrer, l'Agence amène certains pays du Nord à épouser des besoins du Sud, en matière de désertification par exemple, ou pour alléger la dette des pays les plus pauvres. De là à envisager une zone économique commune... il y a un trop grand pas à franchir: la géographie, les différences de niveaux économiques rendent la chose pas évidente.

Restent les domaines des médias (priorité à la télé, comme lors du dernier Sommet), de la culture, de l'éducation surtout, bien qu'en ce domaine crucial, comme en celui de la promotion des langues nationales, l'ACCT ne puisse pas passer par dessus la tête des Etats: L'éducation est le grand défi du Sud. Dans plusieurs de nos pays membres, on ferme des écoles au titre de l'ajustement structurel. On m'a reproché d'être trop exigeant à cet égard: je me dis qu'il faut l'être davantage.

A Maurice, un projet sera présenté pour la tenue d'un deuxième MASA; peut-être à Abidjan: Aux politiques de décider. Haïti sera également au coeur des débats. Depuis que le président Aristide est tombé, la solidarité envers le plus faible d'entre nous n'a pas pleinement joué. Je proposerai un fonds spécial de solidarité pour rattraper le retard pris.

A Maurice il devrait être aussi beaucoup question, en coulisses, de l'élection (au Mali en décembre) du successeur de Jean-Louis Roy. L'actuel secrétaire général sera-t-il reconduit dans ses fonctions? Il se reproche de n'avoir pas toujours su exiger que la priorité soit donnée au Sud, là où sera la majorité des francophones en l'an 2000. Mais au total, a-t-il plutôt répondu aux attentes des uns et des autres? Mon sentiment, confie-t-il sans trop d'hésitation, est qu'on devrait avoir une réponse favorable...

HENRIETTE SARRASECA

## "Réaffirmer le rôle de chacune des institutions"

**M**ME SHIRIN Aumeeruddy-Cziffra participe au 5e Sommet de la Francophonie en sa double qualité d'ambassadeur de la république de Maurice à Paris et de présidente du Conseil permanent de la francophonie, organe politique du dispositif francophone.

Selon elle, la francophonie doit sortir de son cadre traditionnel de coopération culturelle entre pays utilisateurs du français pour devenir un acteur à part entière de la vie politique et diplomatique internationale. Née dans un pays où l'anglais, le français et le créole cohabitent en harmonie, Shirin Aumeeruddy-Cziffra est également l'avocat de la pluralité au sein de la Francophonie et d'un meilleur rapprochement entre l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone.

■ Le 5e Sommet des chefs d'Etat de la Francophonie se déroule du 16 au 18 octobre à Maurice, quels sont les thèmes qui seront débattus entre les chefs d'Etat présents ?

Maurice a proposé deux thèmes pour ce Sommet: "Droits de l'homme et développement", et "Unité dans la diversité". Ce qui doit ressortir de ce Sommet ce sont des programmes d'appui à la démocratisation, car nous ne voulons pas faire de hiérarchie entre droits de l'homme et développement.

De plus, les chefs d'Etat doivent également évoquer longuement les questions de développement. Le thème de l'unité dans la diversité est aussi très important pour la Francophonie, puisque celle-ci se retrouve dans 47 pays ayant des cultures différentes. Le fait de parler la même langue permet de s'entendre plus vite, car il n'y a pas besoin d'interprètes dans les enceintes internationales. Ceci devrait aider la Francophonie à élargir les relations traditionnelles entre la France et les autres pays à des relations nouvelles.



en décembre 1991. Si à Chaillot on a créé des instances beaucoup plus politiques que les anciennes instances de préparation des sommets, c'est que les chefs d'Etat ont voulu marquer leur désir d'avancer dans ce sens.

La Francophonie culturelle demeure, quant à elle, toujours très forte. Mais nous voulons, sur la scène internationale, avoir une plus grande cohésion, pas nécessairement toujours des positions communes car ce n'est pas facile quand il y a 47 pays, mais nous pouvons dégager, sur certains grands points, une action commune. Cela s'est d'ailleurs fait à Vienne, en juin 1993, à la conférence mondiale des droits de l'homme.

Nous avons tenu à Libreville une réunion de concertation, un mois avant, qui a permis d'avancer sur le droit au développement, aujourd'hui

de jouer ce rôle. Il s'agit maintenant de s'assurer que les uns et les autres peuvent remplir les mandats confiés par le Sommet de Chaillot.

Le Sommet de Maurice doit être l'occasion d'une réaffirmation du rôle précis de chacun et des moyens pour le tenir concrètement, car il y a aussi de vieux réflexes... Toutefois, j'exerce mes fonctions à la tête du CPF depuis un an et je trouve que l'on a déjà avancé.

■ Quels sont les grands programmes d'actions qui seront lancés ou rendus prioritaires au Sommet de Maurice ?

En matière de coopération, tout le monde est maintenant d'accord: il faut resserrer les programmes, ne pas faire de saupoudrage, cibler les actions, ne pas faire ce que d'autres instances font déjà, ne pas gaspiller les fonds dont nous disposons. Nous mettons fortement l'accent sur la nécessité d'une évaluation, mais, là encore, nous n'avons pas les moyens de le faire. Il faut que les chefs d'Etat nous les donnent.

En ce qui concerne les programmes d'actions, on y revient toujours, la question des droits de l'homme et de la démocratie, c'est-à-dire surtout la coopération juridique et judiciaire, est de toute évidence une priorité.

Les conférences ministérielles spécialisées ne doivent pas être trop nombreuses. Mais s'il y en a une qui apparaît comme indispensable, c'est bien celle des ministres de la Justice, axée sur les droits de l'homme et la démocratie. Nous sommes déjà engagés dans la formation de magistrats et d'auxiliaires de justice, dans la sensibilisation en faveur des droits de l'homme, mais aussi des droits de la femme et de l'enfant.

Nous devons aussi de moyens en faveur de démocratie électoral, paration et l'observance des élections. Nous devons travailler longtemps avec les administrations justes et nous assurement, l'Etat de droit fonctionner. Car la transition multipartiste ne s'il n'y a rien d'autre après.

D'autre part, de la formation et de l'éducation, soit pour s'exprimer, s'ajoutent les grands dans lesquels nous sommes déjà engagés, comme l'environnement. Au sein de ces grandes questions pour apporter une contribution aux Nations unies pour la mise en œuvre du plan mondial pour l'homme, la Francophonie présente et cela, c'est après Maurice, un devrait donc être étendu à la Francophonie et à la communauté internationale.

■ Quelle est la situation de la Francophonie en Afrique ?

Pour l'Afrique, nous avons joué un rôle important de l'OUA et se renforce graphiquement, dans la francophonie de l'Afrique, alors qu'en nomiquement, c'est les pays anglophones nous avons le plus d'échecs nous pouvons espérer qu'il sera un trait d'union l'Afrique francophone afin de peu plus vers cette caine, tant espérée le à faire.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCINE QUENTIN

## Soutien au gouvernement constitutionnel de

**D**ANS LE CADRE DE LA préparation du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, la Conférence ministérielle de la Francophonie, qui se déroule actuellement à Maurice, vient de renouveler son soutien entier au gouvernement constitutionnel de la République d'Haïti et aux efforts des Nations-unies pour le plein rétablissement du président Jean Bertrand Aristide dans ses fonctions légitimes.

A l'unanimité, les ministres

des Affaires étrangères... ont appuyé le gouvernement... la consolidation... nements... de aux parties... l'accord de... le respect... te la communauté... à respecter... de sanction... octobre 1991... Sécurité de... rer le retour... me d'Haïti...





Carson Kream  
(suite)

tion différente et erronée de son sens et de ses objectifs.

La Francophonie a certes un dénominateur commun — l'usage de la langue française comme moyen de communication — mais ne vise pas pour autant à imposer la langue ou la culture française sur les autres partenaires. Bien au contraire. Elle fait la part large au mainien et même à l'essor de la spécificité propre à chaque pays-membre.

Je vois mal la République de Maurice adhérer à un organisme à visée impérialiste, nous qui sommes un peuple allergique à toute forme de domination qu'elle soit économique ou culturelle. Notre adhésion à la Francophonie s'est opérée au même titre que notre appartenance au Commonwealth, à l'OUA ou encore à l'ONU qui avait été mise sur pied, après la deuxième guerre mondiale, par un certain nombre de pays animés d'un désir commun de paix mondiale.

Tout comme ces organismes qui ne constituent aucune menace, la Francophonie ne représente aucun danger potentiel pour l'unité planétaire à laquelle l'humanité aspire.

■ Notre "espace culturel", à Maurice, vous satisfait-il? Ou vous souhaiteriez que...

Oui et non à la fois. Oui, dans la mesure où sont très adéquates les dispositions mises en place pour la promotion de la culture de chaque composante de la société mauricienne. Mais on est loin d'une vraie interpénétration culturelle, malgré certaines tentatives timides et sporadiques dans ce sens. A mon avis, cet échange culturel est essentiel si l'on veut perpétuer cette harmonie sociale et cette richesse culturelle qui font la fierté de la République et pour que nous puissions continuer de nous vanter de l'Unité dans la diversité. Il y a lieu, je pense, de mettre l'accent autant sur l'unité que sur la diversité afin d'éviter que l'espace culturel ne soit fragmenté.

Par ailleurs, il me paraît que certains — les jeunes, en particulier — ont tendance à emprunter de sources occidentales notamment, des éléments qui n'apportent que plaisir éphémère et non des valeurs éternelles. Il serait souhaitable que chacun puisse extraire de chaque culture et en faire siens, les éléments qui constituent de vraies valeurs.

■ Monsieur A.R. Ibrahim-sah a fait il y a quelques mois, pour L'EXPRESS, de très belles chroniques qui évoquaient, à la Plaine Verte, l'existence d'une petite communauté multi... culturelle au sein de laquelle il a pu vivre la parfaite harmonie. Cela est-il vrai aujourd'hui?

La lecture des chroniques de mon ami Ibrahim-sah, que vous mentionnez, m'avait fait revivre le temps de mon enfance et de ma jeunesse passé à la Plaine Verte. Je connais personnellement de nombreuses "grandes cours" avec leur vie communautaire telles qu'elles sont décrites, — et avec quelle saveur! — par Ibrahim-sah: la cour "pied baba calebasse", la cour "pied tamarin" dont les appartements — si on peut appeler ainsi ces "godons" qui servaient en même temps de chambre à coucher, salle à manger, salon, — étaient occupés par des familles de communautés différentes.

D'ailleurs, en face de notre maison de la rue Calcutta à Plaine Verte, se trouvait une de ces "grandes cours" que partageaient plus d'une dizaine de locataires et où s'affairaient, bien avant l'aurore, Tanûne Létimie, Madame Christophe,

Khala Fatma, Mama Wabi...

Un seul lavoir, un seul point d'eau courante, une seule salle de bains, un seul W.C. pour au moins trente personnes. Des disputes de temps en temps, des coups de gueule certains matins, il y en avait certes, mais ils étaient sans gravité. Au contraire, il existait entre ces familles une parfaite entente, une solidarité exemplaire dans le malheur des uns et un partage "légitime" dans le bonheur des autres.

1968 est venu tout bouleverser. L'une après l'autre, les familles non-musulmanes sont parties: il aura suffi d'un instant de folie collective pour vider la Plaine Verte de sa richesse culturelle et de son harmonie communautaire proverbiale. L'exode de ces familles hors des limites de la Plaine Verte et l'arrivée des familles musulmanes vers la Plaine Verte ont été d'un tel désastre que Port-Louis toute entière ne s'en est pas relevée depuis. Roche Bois, Ste Croix, Vallée Pitot, Cassis, Tranquebar et tous les autres faubourgs de Port-Louis ont connu le même sort.

Et pourtant jusque-là, comme l'a témoigné Ibrahim-sah, toutes les communautés vivaient à la Plaine Verte en parfaite harmonie se côtoyaient, s'entendaient, se solidarisaient, s'entraidaient.

Aujourd'hui, la méfiance a certes disparu entre les membres des deux communautés poussées à l'affrontement en 1968, mais les régions mentionnées en portent encore les stigmates et conservent des séquelles. Elles se sont appauvries en l'absence de diversité. L'uniformité, pas toujours synonyme d'homogénéité, n'engendre-t-elle pas la monotonie, la tristesse?

■ A un moment quelconque de votre vie, vous avez découvert un penseur, une oeuvre, une pensée... Peut-on savoir...?

A différents moments de ma vie j'ai découvert des oeuvres et des pensées. J'ai aussi découvert des penseurs, des philosophes.

Il y a eu certaines oeuvres profondes ou moins profondes qui ont fasciné ma génération, qui ont poussé les jeunes que nous étions à réfléchir, à s'interroger sur les problèmes d'alors, ou les problèmes de tous les temps. J'ai lu avec bonheur St Exupéry, Camus, Sartre, Steinbeck de même que certains auteurs mauriciens.

Plus tard, durant mes années universitaires, j'ai fait la rencontre de Montesquieu, de Freud, de Fanon, de Césaire, Marx, Weber, dont les écrits me servent de référence, de cadre à mon engagement social et politique.

J'ai aussi beaucoup meublé mes loisirs en lisant certains textes sacrés et les oeuvres de Gibran et Tagore.

La lecture a été parfois un plaisir et à d'autres moments un exercice intellectuel, mais toujours une expérience enrichissante.

Quant aux penseurs j'ai été attiré par Bertrand Russell, Krishnamurti, Teilhard de Chardin et bien d'autres qui ont marqué ce siècle.

Alain a pendant une courte période été le livre de chevet de l'étudiant que j'étais vers la fin des années 50... époque où tout jeune se pose des questions sur l'homme et son devenir, la vie, le progrès, etc.

Avec Alain comme avec d'autres philosophes rationalistes j'ai appris que réfléchir ce n'est pas s'évader, qu'il est nécessaire de penser, qu'on a toujours quelque chose à dire même quand tout a été dit. Enfin la recherche de la vérité est passionnante et il n'y a pas

qu'une vérité, ma vérité.

Une pensée qui a retenu mon attention?

Ce "conseil" que le philosophe Muhammad Iqbal adresse à la Jeunesse et que j'ai déjà eu l'occasion de citer: "Ne reste pas à festoyer sur le rivage. Jette toi à la mer et baigne toi contre les vagues. C'est dans la lutte qu'on atteint l'immortalité".

Ou encore celui-ci qui relève davantage du domaine de la spiritualité. "Développe ton Moi à un degré tel qu'avant même d'écrire ton destin, le Créateur te demande "Dis-moi ce que tu voudrais que j'écrive".

Je pense assez souvent à Arnold J. Toynbee aussi qui déclarait en 1960 à une conférence à l'Université de Minnesota — "Vivre ensemble comme les membres d'une famille unique est le seul avenir que l'humanité puisse envisager..."

Je dirai c'est le seul avenir que Maurice puisse envisager.

■ Mis à part les rêves d'être un autre Singapour ou un quelconque petit tigre, l'île Maurice, selon vous, est vouée à quoi? Quelle "destination" lui souhaiteriez-vous?

Le seul progrès matériel n'a pas de vrai sens sans les nécessaires corollaires de la moralité et de la spiritualité. Ce que je souhaiterais donc pour notre République, hormis bien sûr le bien être de ses habitants, c'est qu'elle ne perde pas son âme et qu'elle conserve toujours sa spécificité.

Le pays a toujours connu, malgré quelques accidents de parcours, une vie paisible et agréable, où règne l'harmonie; il est reconnu pour son sens de l'accueil, du partage et de l'hospitalité, ce qui fait que les touristes continuent à y affluer parce qu'ils se sentent en sécurité et entourés de chaleur. Ce serait vraiment dommage de perdre une telle image de marque au seul profit de se voir étiqueter de tigre de cette partie du monde.

Je ferais donc un appel à tous les hommes de bonne volonté, en particulier la presse et les autres médias pour conscientiser la population et la mettre en garde contre cette série de fileaux post-industrialisation qui sont déjà à nos portes.

ENTRETIEN DANIEL KOENIG ET YVAN MARTIAL

**L**ES COMMUNAUTÉS HUMAINES pendant longtemps, n'ont pu concevoir que dans l'uniformité, c'est-à-dire l'exclusion de l'autre, c'est-à-dire le christianisme. Celui qui n'était pas ne faisait pas partie de la Cité. De l'Islam intégriste aujourd'hui n'est pas musulman est un second zone. C'est une forme de ségrégation. La le que nous, nous la concevons, a inventé une n'exclue personne.

Et d'ailleurs la Révolution française a initié la citoyenneté française les juifs et les protestants. République, n'étaient pas des citoyens à part entière droits et devoirs du citoyen transcendent toute et ce ethnique. C'est ainsi que nous vivons la nation française dans cette idée de citoyenneté, citoyenneté fondée sur l'unité du genre humain, quelle que soit la race, la fortune ou la religion. Autrement dit française c'est quelque chose qui rassemble sans différences. Et la francophonie ça doit être ça et devrait être une façon de rassembler, sans effacements. Et que chacun reste fidèle à lui-même, mais s'il est multiculturel qu'il le reste, tant mieux quelque sorte le message profondément modérateur de l'idée francophone. C'est cette idée de la diversité. Je sais bien que les esclavagistes de l'époque étaient francophones. Il ne faut pas se le cacher. Déclaration des Droits de l'Homme est aussi francophone le premier décret de l'abolition de l'esclavage en 1794 a été rédigé en français par des Français. Tout cela, ce Général noir haïtien qui dirigea le mouvement des esclaves contre Napoléon, parlait aussi bien français que Napoléon.

Je crois que j'ai parlé de la Révolution française qui a donné naissance à la Déclaration des Droits de l'Homme? C'est ce qui a posé le principe d'universalité par delà les races, les religions et les cultures. La française n'appartient pas à l'Histoire française mais à l'Histoire universelle. C'est un événement universel comme disait Emmanuel Kant à l'époque qu'au fond une idée vraie ne porte aucune marque. De même la francophonie n'appartient pas à l'histoire mais à tous ceux qui entendent se servir d'elle pour le bien dans leur construction nationale ou dans leur nation.

Alors, vous allez me dire qu'il y a loin de l'application, et qu'on a rédigé une Déclaration des Droits de l'Homme qui reconnaissait que tous les hommes sont libres et égaux en droit mais qu'il y avait tout de même des esclaves encore. C'est vrai. Mais c'est l'énoncé du principe qui a permis la critique effective des esclaves. Autrement dit c'est parce qu'il y a eu une notion universelle des Droits de l'Homme qu'il y a eu la lutte contre l'esclavage et qu'il a pu avoir lieu la décolonisation. Je dirai de même que la Francophonie lieu idéal de convivialité, et de rencontres nationales multiples. Et s'il y a loin de cette Francophonie à la Francophonie réelle, eh bien tout un chacun a le droit de faire la leçon aux donneurs de leçon de faire la leçon aux Français eux-mêmes s'ils doivent être arrogants. On peut et doit se servir de la Déclaration des Droits de l'Homme pour critiquer les autres. De même chacun peut se servir de la Francophonie pour critiquer les francophones, s'il y avait encore des francophones du passé.

Et c'est dans ce sens qu'on peut dire que la francophonie sera ce que vous en ferez, ce que nous en ferons ensemble, évidemment.

Au sommet de Maurice



### Les Canadiens : n'oublions pas le livre

De notre correspondant à MONTREAL

Pour la première fois, les Premiers ministres du Canada et du Québec seront absents du Sommet de la francophonie. A moins de deux semaines des élections législatives, le Premier ministre fédéral Kim Campbell consacre toutes ses énergies à parcourir le Canada. C'est donc Benoit Bouchard, nouvel ambassadeur du Canada en France, qui va diriger la délégation canadienne à l'île Maurice.

Au Québec le Premier ministre sortant Robert Bourassa restera sagement à la maison. Officiellement, son agenda est trop chargé, mais en réalité on présume qu'il y a aussi une raison de santé. M. Bourassa quittant la politique à la suite d'un cancer de la peau. La délégation du Québec à l'île Maurice sera dirigée par le vice-Premier ministre Lise Bacon, qui sera accompagnée du ministre délégué à la Francophonie Guy Rivard.

Le Canada et le Québec sont d'accord avec la France pour que les 46 pays de la francophonie demandent l'exclusion des industries culturelles des accords du GATT. Le Québec insistera pour que cette demande porte non seulement sur l'audiovisuel, comme semble le vouloir la France, mais aussi sur toute la production écrite, comme c'est le cas dans l'accord de libre-échange nord-américain. « La France n'a pas de problèmes avec le livre américain, mais nous en avons avec le livre français, indique Gilles Ethier, chef de cabinet du ministre québécois délégué à la Francophonie, Guy Rivard. Autant la France se sent comme David devant le Goliath du cinéma américain, autant nous nous sentons comme David devant le Goliath du livre français. »

Pour être compétitifs sur le petit marché québécois (6,9 millions de personnes), les éditeurs locaux comptent en effet sur l'aide de l'Etat pour réduire le coût de production et le prix de vente de leurs volumes. Sans subventions, cette industrie serait beaucoup plus vulnérable.

Benoit CHAPPELAIN

(Agence de coopération culturelle et technique) afin d'éviter une dispersion des programmes. Par ailleurs, on retiendra que les deuxièmes Jeux de la francophonie, créés à Québec en 1987 et dont la première édition eut lieu au Maroc en 1989, se tiendront en France du 5 au 13 juillet 1994. Quarante Etats seront présents pour des manifestations sportives et culturelles devant réunir 3 000 représentants. La date de ces jeux correspond au centenaire du Comité international olympique et à la réunion du congrès olympique.

Gérard SPITERI

### Au sommet de Maurice

# Les francophones fourbissent leur résolution

La V<sup>e</sup> conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français a commencé ses travaux à l'île Maurice, et élabore plusieurs principes de résolution, notamment sur l'exception culturelle. L'axe principal est fondé sur une rationalisation entre les pays membres sur fond idéal démocratique.

De notre envoyé spécial

Paradis des cartes postales, dotée d'un lagon émeraude et de plages de sable blanc, l'île Maurice, qu'il faut appeler depuis le 12 mars 1992 République de Maurice, représente à plus d'un titre un cas dans le monde d'aujourd'hui: si le tourisme constitue toujours une part importante de ses revenus, cette petite île de l'océan Indien ignore le chômage grâce à une politique économique judicieuse qui a consisté notamment à réorganiser sa production sucrière et à tirer le meilleur parti de sa zone franche en ce qui concerne les produits textiles dont la France reste le premier importateur. Sorti du sous-développement depuis dix ans, Maurice est actuellement le premier pays d'Afrique au titre du « développement humain », nouveau système d'évaluation qui prend en compte différents critères de prospérité. Cependant, M. Jean-Claude de L'Estrac, ministre de l'Industrie de Maurice, a énoncé les

succès de son pays sans fierté excessive, conscient que de nouveaux choix vont se présenter dans les années à venir. Quoi qu'il en soit, l'île manque actuellement de main-d'œuvre pour faire face à une croissance économique qui rend perplexes la plupart des pays africains présents à ce sommet.

En matière de francophonie, l'île est une curiosité: membre du Commonwealth dont la langue officielle est l'anglais, Maurice a conservé le français par le truchement du créole, ce qui a fait dire à M. de L'Estrac que l'anglais a été paradoxalement un élément de maintien du français. Cela donne lieu à quelques amusants spectacles: des agents de police très « british » dans leur tenue en noir et blanc, règlent une circulation à gauche mais abandonnent volontiers la rigueur du protocole pour adopter une volubilité très française.

C'est donc dans ce résumé d'Afrique et d'Europe, où vient se mêler une Inde du Sud qui assourdit les peaux et colore les oiseaux, que la famille francophone a trouvé refuge pour quelques jours. On est content de se retrouver pour s'adonner à une liberté de parole que limitent trop souvent les conférences internationales de haut niveau. Un seul exemple: des pays africains ont réclamé l'arrêt des essais nucléaires: on renchérit: pourquoi ne pas adopter un projet de résolution de

désarmement général? On rêve, on palabre, jusqu'au moment où l'exposé des réalités internationales vient modérer les élans. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, et Michel Roussin, ministre de la Coopération, ont fait l'expérience de ces souhaits sympathiques et y ont répondu avec une courtoisie qui n'exclut pas la fermeté politique.

### Accorder la primauté des décisions aux politiques

Parmi les points essentiels mis en avant par Jacques Toubon, il faut signaler la réactivation d'un organe qui se réunit en dehors des sommets, le Conseil permanent de la francophonie (voir en page 12) qui devrait être directement placé sous l'autorité politique: « Le CPF doit s'exprimer au cœur de la francophonie dans le monde et voir comment il est possible d'améliorer les institutions », a-t-il confié. Il s'agit avant tout d'accorder la primauté des décisions aux politiques et non à des fonctionnaires internationaux. »

C'est dans ce sens que la solidarité sur l'« exception culturelle », lors des négociations du GATT, a été requise. C'est également dans cet esprit que la France réclamera une rationalisation de l'ACCT

64.

26/32

## LE QUOTIDIEN DE PARIS- SAMEDI 16-DIMANCHE 17 OCTOBRE

cette occasion, j'ai pu exposer une réflexion issue de la concertation des experts de ces 47 pays, qui ne sont pourtant pas tous sur un pied d'égalité dans ce domaine précis. En réalité, il apparaît clairement qu'avoir une langue commune facilite grandement la recherche d'un consensus, sur quelque problème que ce soit, et ce n'est bien sûr pas un hasard si « Droits de l'homme et développement » est précisément, avec « Unité dans la diversité », l'un des grands thèmes du sommet de Maurice.

*Q. - Quels résultats concrets peut-on attendre de cette rencontre ?*

S. A-C. - Il m'est naturellement impossible de préjuger des décisions des chefs d'Etat. Cependant, bon nombre de discussions seront axées autour du thème de la pluralité : la francophonie a cette chance assez exceptionnelle de se retrouver sur cinq continents, dans des pays qui ont des civilisations complètement différentes les uns des autres, et où l'on parle très souvent, en plus du français, de nombreuses langues. C'est le cas, par exemple, de Maurice, où une douzaine de langues coexistent... La francophonie, riche de ces cultures, de ces traditions, va se considérer différemment. Non pour prétendre jouer le rôle des Nations unies mais pour promouvoir une diplomatie préventive, afin de se prémunir contre les conflits interethniques, interreligieux et interculturels.

*Q. - Cette pluralité ne ressemble-t-elle pas, en fait, à une hétérogénéité politiquement de plus en plus dangereuse ?*

S. A-C. - Tous les pays de la francophonie ne sont pas, c'est vrai, au même niveau de développement et de démocratie. Néanmoins, d'énormes progrès ont été accomplis cette année. Sur le continent africain en particulier, de nombreuses élections multipartites ont eu lieu ; pas forcément toujours très réussies, j'en conviens, mais la démocratie relève d'un apprentissage difficile et implique un Etat de droit que la francophonie peut beaucoup contribuer à renforcer... Un rôle primordial qui se traduit par des programmes de formation de magistrats et de personnels judiciaires, de codification des lois et de création d'un état civil. Certains pays francophones ont une longue tradition démocratique, d'autres pas : il faut en avoir conscience !

Par petites touches, le Conseil permanent de la francophonie, qui est boycotté par 47 nations, peut apporter sa pierre à la construction de la paix et de la sécurité internationale. Au sommet de Maurice, plus de vingt chefs d'Etat ont déjà annoncé qu'ils seront présents, et l'absence des autres trouvera en général son explication dans l'imminence d'une consultation électorale. Ces déplacements valent donc engagements solennels. Car ces chefs d'Etat ne peuvent se permettre de venir à Maurice et de ne pas prendre des mesures importantes !

Propos recueillis par  
Jean-Pierre THOLLET

## QUEST-FRANCE - 16-17 OCTOBRE 1993

# Le langage fleuri des Africains

Dans l'utilisation de la langue française, les Africains font souvent coloré, voire subtil. « Ce sont eux qui ont fait le mieux bouger la langue française », assure Jean-Louis Roy, Québécois, secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT, pivot de la francophonie). Les exemples sont multiples et témoignent de l'étonnante capacité qu'ont les Africains à s'adapter et à adapter les mots.

### Le "docteur du fer"

En arrivant à Niamey, capitale du Niger, vous aurez sûrement soif. Commandez donc une "Conjoncture": là-bas, on ne dit pas une bière ou un demi.

La raison est simple. Dans les années 70, alors que les bouteilles de bière faisaient allègrement 75 cl, les pays occidentaux, France et États-Unis en tête, achetaient beaucoup d'uranium pour leurs centrales nucléaires. C'était la belle époque: la France importait 4 200 tonnes par an et les dollars pleuvaient sur l'Aïr désertique et montagneux. Vinrent les années 80 et la baisse des exportations: 1 800 tonnes seulement pour la France. La crise toucha aussi la boisson à base de houblon: les bouteilles ne faisaient plus que 60 cl. Quand on demandait au serveur pourquoi, il répondait « c'est la conjoncture ». CQFD!

A déambuler dans les rues africaines, l'Européen se réglera des noms des boutiques. A Ouagadougou, il trouvera un "docteur du fer" (entendez, raffistolier en tous genres) et à Dakar un "tripoteur au plaisir" (il sez salon de coiffure). Enfin, à Kinshasa, les Zaïrois appellent désormais les maisons de passe des "sida-gogues"... Signe des temps.

Dans certaines régions du

Sous les arbres, l'occasion de palabrer. Ici au Mali, le coiffeur propose des coupes « Tour de France », « Zazou », « Marlon Brando ».



Tchad, ne dites pas que vous parcourez la brousse. "Parcourir", c'est faire la cour à une femme... Vous vous feriez alors "indexer", comme on dit au Burkina, c'est-à-dire montrer du doigt! Moins poétique, certains Maliens disent d'un tué qu'il est "cadavéré" et les Sénégalais parlent de "camembérer" pour sentir mauvais!

### ...et la "paristroïka"

Avec le vent de démocratisation qui souffle sur l'Afrique, les termes ont évolué sur un continent bercé par la palabre. On parle ainsi de "paristroïka", version francisée, après l'appel de François Mitterrand au sommet franco-africain de La Baule, de la pérestroïka (restructuration) de Mikhaïl Gorbatchev. Puisque l'on parle politique, sachez que Jean-

Christophe Mitterrand, ancien correspondant AFP au Togo et surtout fils de son père, ex-membre de la cellule africaine de l'Élysée, est surnommé "Papamadi"... Et qu'au Bénin, on parle de "laxisme-béninisme" pour qualifier les dix-sept ans de marxisme du président Kérékou.

Enfin, mais la liste est loin d'être close, les Africains font la différence entre "ceux qui viennent pour l'Afrique et ceux qui viennent pour le fric". Et affirmement que "si la douane est pauvre, les douaniers sont riches". Traduisez: certains corrompus s'en mettent plein les poches.

Bof! De toute façon, comme on dit là-bas avec cette philosophie bien africaine: "La situation est désespérée mais elle n'est jamais grave"...

Jean-Louis BOTTE.

93/10/1  
 M. M  
 francof  
 021  
 PORT  
 réaffir  
 fermeté  
 que la  
 discuss  
 M. M  
 gouvern  
 renforç  
 développ  
 Il a  
 les pay  
 travers  
 interna  
 Abor  
 négocia  
 le trait  
 mondial  
 savoir c  
 obligati  
 internat  
 PORT-  
 ar l'ir  
 oivent  
 llusion  
 M. Mi  
 France d  
 n actor  
 traiteme  
 est un  
 Le pr  
 aveur d  
 éclaman  
 ATT, à  
 Sur c  
 éricai  
 un mod  
 "Ce q  
 is de  
 demand  
 propo  
 gociat  
 PORT-  
 urquoi  
 elconq  
 vilisa  
 "Ce q  
 droit  
 néрати  
 andonn  
 siété  
 "Il f  
 tout  
 ir év  
 Plus  
 elé à  
 ition  
 "Le m  
 munau  
 arque  
 gence  
 nter  
 lomati  
 pfa/c  
 038

## QUEST-FRANCE - 16-17 OCTOBRE 1993

### Médias et démocratie : même combat

ILE MAURICE (de notre envoyé spécial). - En prélude au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays francophones, l'Union internationale des journalistes et de la presse francophone (UIJPLF) a tenu son 25<sup>e</sup> congrès mondial à l'île Maurice. Cette union compte 2 000 adhérents dans 52 pays, dont 27 possèdent une section organisée. Cette année, une action durable a été déclenchée.

Trois délégations ont été créées. L'une, dirigée par Philippe Elliger, magistrat, conseiller technique au cabinet du président du Sénat, fournira documentation, aide et formation juridiques aux journalistes et aux journaux de langue française des pays d'Afri-

que, de l'océan indien, d'Extrême-Orient et de l'Europe de l'Est. Deux autres délégations apporteront conseil, étude et formation techniques: l'une dans la presse écrite, l'autre dans l'audiovisuel.

L'objectif est clair: renforcer la qualité et la crédibilité des informations dans des pays où les médias font leurs premiers pas et où la démocratie elle-même, souvent, balbutie. Les censures, voire les agressions contre les journalistes, rapportées par plusieurs participants africains, ont montré l'urgence pour la presse

de nombreux pays de réaffirmer ses droits. Elle a de mener ce combat en montrant pour mieux assumer ses devoirs: la voie courageuse de la compétence.

L'argent nécessaire pour mener à bien ces programmes doit être collecté par la nouvelle édition internationale de la revue francophone (FIPF). Le million de francs attendu de Jacques Chirac, ministre de la Culture, pour la Francophonie, sera son premier... sou.

● Le prix de la Libre Expression 1993 a été remis à Ali Oumalou, journaliste algérien qui a récemment échappé à un attentat. Un geste d'hommage à ses malheureux confrères qui paient de leur vie le fait de penser et de s'exprimer en français.

93/10/16 06:32:00 Copyright 1993 Agence France Presse

M. Mitterrand place le GATT au centre des préoccupations du sommet francophone

PORT-LOUIS, 16 oct (AFP) - Le président français François Mitterrand a réaffirmé samedi à Maurice, à l'ouverture du Vème sommet francophone, la fermeté de la France face aux Etats-Unis dans les négociations du GATT ainsi que la détermination de Paris d'exclure le domaine culturel du champ de la discussion.

M. Mitterrand, qui s'adressait à ses 46 partenaires, chefs d'Etat ou de gouvernement de la communauté francophone, a également plaidé pour un renforcement de la démocratie en Afrique comme condition indispensable à son développement économique.

Il a souhaité qu'au-delà de leurs affinités linguistiques et culturelles les pays francophones mettent sur pied une sorte "d'entente francophone" à travers laquelle ils défendraient des positions communes sur la scène internationale.

Abordant la question du GATT, 48 heures après l'échec à Bruxelles de la négociation CEE-Etats-Unis, M. Mitterrand a demandé "la justice et l'égalité de traitement" et souligné qu'"il ne serait pas possible d'aboutir à un accord mondial qui comporterait des clauses léonines, non écrites mais réelles, à savoir que tel ou tel pays garderait le droit de s'abstraire de ses obligations et considérerait ses lois nationales comme supérieures aux lois internationales".

PORT-LOUIS - "Or, c'est le cas. A tout moment, le traité sera révoquant par l'initiative d'un seul (...) cela est inacceptable. La justice et l'équité doivent l'emporter sur les simples rapports de force", a-t-il assuré, faisant allusion, sans les nommer, aux Etats-Unis et à leur propre législation.

M. Mitterrand a invité les pays francophones à se montrer solidaires de la France dans ce bras de fer avec Washington en observant: "la France souhaite un accord général (...) mais elle ne veut pas s'engager sur une inégalité de traitement. Elle doit préserver ses intérêts, pas au-delà des vôtres, mais c'est un droit de demander que ses intérêts soient aussi protégés par vous".

Le président français s'est ensuite lancé dans un plaidoyer vigoureux en faveur de la défense de l'identité culturelle française et européenne, s'éclamant une nouvelle fois "l'exception culturelle" dans la négociation du GATT, à savoir la non-prise en compte de ce dossier dans les discussions.

Sur ce point, la volonté française s'est jusqu'ici heurtée aux positions américaines. "Il serait désastreux, a-t-il dit, d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique".

"Ce que les régimes totalitaires n'ont finalement pas réussi à faire, les amis de l'argent, alliés aux forces des techniques, vont-elles y parvenir?", demandé M. Mitterrand, prévenant que "la France a décidé de ne pas accepter une proposition visant à inclure les activités culturelles dans le champ des négociations du GATT".

PORT-LOUIS - "Le Canada a obtenu la clause d'exception culturelle (...) pourquoi ce qui est permis ici serait interdit ailleurs". Rejetant "un quelconque nationalisme culturel", il a dit vouloir "défendre une mondialisation" dont sont "comptables" Français et francophones.

"Ce qui est en jeu, et donc en péril, dans la négociation en cours, c'est le droit de chaque pays à forger son imaginaire et à transmettre aux générations futures la représentation de sa propre identité. Une société qui abandonnerait les moyens de se défendre elle-même serait rapidement une société asservie", a ajouté M. Mitterrand.

"Il faut qu'ensemble nous préservions cet héritage et que nous disions tout ce que nos cultures ne sont pas à négocier", a dit M. Mitterrand après avoir évoqué les productions cinématographiques et audiovisuelles francophone. Plus largement, au début de son intervention, le président français avait relé à la "mise en oeuvre d'une entente francophone" à même de définir des conditions communes sur "les problèmes politiques et humains" du monde.

"Le moment est venu de franchir un pas supplémentaire, d'enrichir la communauté de langue par des valeurs qui nous réunissent", a-t-il dit avant de souligner que "la francophonie est une certaine vision du monde, une certaine conscience de solidarité". Cette "entente", a-t-il noté, serait l'occasion de tenter de nous accorder autant qu'il est possible dans l'ordre de la diplomatie".

pfa/dl/ BRU.GVA.AMW

038 GMT OCT 93

**Troisième voeu**

**L'engagement de l'usage du français**

**T**ous les États membres de la conférence devraient s'engager à ce que leurs diplomates ou représentants,

dans les assemblées, rencontres, négociations internationales, s'ils ne s'expriment pas dans leur langue nationale, utilisent le français. Et qu'ils exigent, si leurs interlocuteurs ne comprennent pas le français, d'avoir des interprètes de traductions simultanées.

Dois-je rappeler, pour évaluer les positions du français dans le monde, qu'il est l'une des deux langues de travail des Nations unies, l'une des deux langues de travail de l'Unesco, l'une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe et de l'OCDE, une des trois langues officielles, toujours, de l'Union postale universelle.»

**Quatrième voeu**

**L'établissement d'un fonds pour l'interprétariat**

**Q**uand on s'étonne, on s'indigne, on proteste lorsque, dans un congrès, un colloque, le français est banni, même à Paris, la réponse est toujours la même: «Nous n'avons pas assez de crédits pour payer les interprètes.» Il

est urgent de créer un fonds international de la francophonie pour résoudre ce problème et fournir, quand de besoin, l'interprétariat nécessaire.

**Cinquième voeu**

**Une déclaration visant le CIO**

**J**e souhaiterais que la conférence fit une déclaration rappelant le Comité international olympique au respect

de la langue française comme première langue des Jeux, conformément à sa charte.

2/2

**Sixième voeu**

**Un encouragement à une chaîne de journaux en langue française**

**I**l me semble urgent d'encourager la création d'un réseau de journaux français dans le monde entier. Avant la Seconde Guerre mondiale il n'y avait pas une grande capitale où l'on trouvait un quotidien en langue française. Aujourd'hui, en dehors du pays où la langue française est d'usage général le voyageur ne trouve de feuilles en français qu'au Caire et à Beyrouth. Mais il dispose partout de petits quotidiens en anglais. Pourquoi n'y a-t-il plus un journal français à Athènes ou à Saint-Petersbourg? Si l'on s'interroge sur la rentabilité d'une telle opération, il faut penser que la langue c'est l'ouverture aux marchés économiques. Grâce à la publicité des firmes exportatrices, ces journaux devraient pouvoir vivre.

**Septième voeu**

**Une réflexion sur la nationalité de fonction**

**C'**est peut-être le plus aventureux de mes souhaits. Nombre de pays, dans l'espace francophone, souffrent d'un manque de spécialistes ou de gestionnaires pour se développer et atteindre un niveau de vie convenable. Or il y a dans d'autres pays francophones des spécialistes, des gestionnaires, qui pourraient intervenir fructueusement dans des secteurs publics ou privés de ces États en crise endémique. Mais comment pourraient-ils assumer des responsabilités administratives, comment pourraient-ils exercer une autorité sous un statut d'étrangers? Réfléchissons alors à un moyen de pallier cette impossibilité. les États faisant appel à ces spécialistes de haut niveau leurs confèreraient la nationalité du pays pendant le temps de leur fonction. Ils n'agiraient pas en tant qu'étrangers, mais en tant que citoyens et n'en prendraient que plus à coeur leur tâche et leur rôle.

Cette innovation permettrait, sans choquer les esprits, d'intensifier les échanges et la collaboration entre nations francophones. Autant que l'octroi de fonds qui ne sont pas toujours utilisés à bon escient ni gérés convenablement, ce système pourrait aider les pays les plus mal lotis à sortir de l'ornière. La coopération la plus nécessaire est celle du savoir et du coeur.

# Sept vœux de Druon

Le secrétaire perpétuel de l'Académie française révèle son plan de promotion du français

A la veille du 5e sommet de la francophonie à l'île Maurice qui se tient du 16 au 18 octobre, le secrétaire perpétuel de l'Académie française monte au créneau. Avant d'assister à cette réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, il tient à faire sienne la parole de Jean Giraudoux: «La France a une civilisation dont elle n'est pas propriétaire mais dont elle est responsable devant l'univers.»

Ancien ministre des Affaires culturelles de Georges Pompidou, Maurice Druon fut dès cette époque partisan d'institutions francophones et sera l'un des meilleurs soutiens de Léopold Sédar Senghor quand celui-ci, en 1976, alors chef d'Etat

du Sénégal, lança l'idée d'un «Commonwealth à la française». Ayant participé à la préparation du premier sommet francophone qui se tint à Paris en 1986 et s'être rendu à tous les autres, à Québec, à Dakar, au palais de Chaillot, il peut donc légitimement intervenir dans cette confrontation de quarante-sept pays où le français se fait entendre.

Maurice Druon a décidé d'émettre publiquement ses souhaits pour la francophonie. Afin de veiller sur la langue française dans le monde, de la même manière qu'il défend sa qualité dans l'Hexagone, l'académicien a exprimé à JEAN-CLAUDE LAMY, du *Figaro*, ses sept vœux pour un proche ou lointain avenir.



Maurice Druon, grand patron de l'Académie française

## Premier vœu

### Un changement de dénomination

**C'**est après beaucoup de discussions et une suite de compromis que le premier sommet s'est appelé «la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français».

A mon avis, il serait plus exact de l'appeler «la Conférence des pays ayant la langue française en partage». Il y a des pays comme la Belgique et la Suisse qui ont plusieurs langues, et il y en a d'autres, des pays arabophones du Maghreb (Tunisie et Maroc, car l'Algérie n'a toujours pas rejoint) ou la langue nationale n'est pas le français.

Mais, dans l'expression quotidienne, l'enseignement, la recherche, les publications, il y a un partage avec notre langue. D'autre part, ces quarante-sept pays — qui seront sans doute bientôt plus de cinquante, car après l'arrivée de la Roumanie et de la Bulgarie on attend l'Albanie, la Moldavie, Israël, qui ont fait acte de candidature — partagent l'usage d'une langue universelle qui est le français.

## Deuxième vœu

### La création d'un Conseil des sages

**O**n pourrait également le baptiser «Senat culturel». Cette communauté francophone a besoin d'être plus institutionnalisée, de renforcer ses règles de fonctionnement et d'action. Senghor et moi nous l'avons demandé depuis le sommet de Québec. L'organisme en question, qui ne devrait pas réunir plus de deux douzaines de personnalités, constituerait l'instance de réflexion dont la francophonie a besoin.

Rassemblant des juristes, des diplomates aussi bien que des écrivains et des savants, elle tirerait son autorité morale et son prestige de la qualité de ses membres. Elle pourrait rendre des avis, être gardienne de l'esprit de la communauté. Elle éviterait à la Conférence francophone de tomber dans le piège de la Communauté européenne, c'est-à-dire de voir une administration de technocrates se saisir de tous les pouvoirs. Le sommet de Maurice devrait décider la création de ce Conseil.

1/2

138  
70.

B5

# Francobouderie ?

## Ni Paris, ni Ottawa, ni Québec n'a son chef de gouvernement au sommet de l'île Maurice

LOUIS B. ROBITAILLE

collaboration spéciale



« Il y a eu deux ou trois semaines de grandes discussions. Et puis tout le monde s'est calmé. J'ai vu hier le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, et le ministre de la Francophonie, Jacques Toubon. Les affaires sont arrangées. Mais c'est normal qu'il y ait des discussions. Il y a une philosophie française qui relève de son histoire: la France est l'un des rares pays parfaitement homogènes, qui a fait son unité il y a cinq siècles. Son approche est donc toujours entièrement française. Et elle a une conception bien particulière des relations multilatérales... »

C'était quelques heures avant le départ de l'ambassadeur canadien Benoît Bouchard en direction de l'île Maurice, où s'ouvre aujourd'hui le 5<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie. Un ambassadeur fraîchement nommé à Paris deux mois plus tôt, et qui a eu à assumer dès son arrivée la tâche de « sherpa » — c'est-à-dire d'éclaireur — alors qu'il n'y avait plus vraiment de gouvernement à Ottawa. Et qui partait diriger personnellement la délégation canadienne à Maurice, en l'absence de toute représentation ministérielle: « Il y a sans dire que si l'avais le sentiment

de la Francophonie, Jacques Toubon, contre l'ACCT, accusée de servir la coopération bilatérale du Canada, dans *Le Monde* de jeudi. (Voir page B8.)

### Grosses absences

Un sommet déjà un peu particulier, et qui ressemblerait davantage à un sommet franco-africain élargi. Car, au milieu de tous les chefs d'Etat et de gouvernement, on ne trouvera, pour des raisons bien évidentes, ni le premier ministre du Canada, qui reste de loin le second plus gros bailleur de fonds de la Francophonie, ni le premier ministre du Québec, le pays qui était historiquement le plus chaud défenseur de cette institution.

Même du côté français, la représentation sera quelque peu dégarnie, puisque le président Mitterrand a perdu la plus grande partie de son influence et de ses pouvoirs de décision avec les élections de mars 93 et le raz-de-marée de droite.

Proche de M. Mulroney, qui reste pour lui « Brian », Benoît Bouchard, qu'il le veuille ou non, a donc vu dès le départ renforcé l'aspect « politique » de son rôle — au sens où un autre Bouchard, Lucien, intime de Mulroney à l'époque, et Gérard Pelletier, ami de Trudeau, ont été des ambassadeurs plus politiques que techniciens. Ce qui distingue les premiers des seconds, c'est qu'ils ont un langage un peu moins aseptisé, même s'ils savent présenter les choses sous leur meilleur

servateurs. Mais qu'il se signalait un jour par des déclarations pleines de sous-entendu du ministre Toubon à Montréal sur la nécessité de rendre plus « politique » la francophonie. Tel autre jour par des rumeurs persistantes sur l'envie qui démangeait les Français de se débarrasser de l'actuel secrétaire de l'Agence de coopération culturelle et technique, Jean-Louis Roy.

### La bête noire

Traduction simpliste mais compréhensible de ces manoeuvres militaires: la France supporte mal d'avoir un « Commonwealth français » qui ne soutienne pas pour l'essentiel les intérêts français en matière internationale; elle a souhaité et continue de souhaiter que soient limités les pouvoirs de l'ACCT, organisme multilatéral qu'elle contrôle mal; enfin, le secrétaire de l'ACCT, Jean-Louis Roy, est d'autant plus devenu sa bête noire qu'il est, si l'on peut dire, « l'homme » du Canada, c'est-à-dire de l'autre grand bailleur de fonds de la francophonie. Fort de cet appui — et de la quasi-impossibilité qu'il y a pour la France d'avoir... un candidat français à l'ACCT — Jean-Louis Roy se montrerait de surcroît désagréable avec les Français...

« Qu'il y ait un problème de Jean-Louis Roy avec les Français, c'est possible, dit M. Bouchard sans même qu'on ait abordé la question directement. Mais je ne veux pas faire une affaire de personnes. M. Roy est sans doute là pour quatre ans encore, mais après, les mêmes causes produiront les mêmes

effets. » Côté la France, dont « l'approche est toujours 100 p. cent française », et pour qui les combats de la francophonie se confondent avec les siens propres. De l'autre le Canada, « qui a deux cultures fondamentales, l'une trouvant son débouché vers le Commonwealth, l'autre vers la Francophonie, et qui se doit d'être cohérent vis-à-vis de cette dualité ». De toute évidence, le Canada trouve rassurant d'avoir, pour gérer l'essentiel de la francophonie, un organisme multilatéral comme l'ACCT, où la France ne dicte pas sa loi. Bref il soutient « des institutions aussi fortes que possible ». Alors que les Français préféreraient, en aval des Sommets bi-annuels, des organismes plus éclatés et plus souples (comme TV5, les échanges universitaires ou les mairies francophones): plus efficaces peut-être, mais aussi plus dépendants de Paris.

La question des « institutions » francophones semble avoir constitué le problème essentiel des discussions préparatoires au sommet. Il n'est pas impossible que le Canada ait choisi exprès de faire languir la France sur un autre sujet, pour se garder un atout dans la négociation. Cet autre sujet, c'était « l'exception culturelle », clause que le Canada a obtenue vis-à-vis des Etats-Unis au sein de l'ALENA, mais qu'il semblait réticent à endosser au Sommet pour soutenir la France.

### Déclaration de guerre

« Il y avait dans les premières propositions françaises des formulations qui équivalaient à une déclaration de guerre: « Le Canada a obtenu vis-à-vis des Etats-Unis au sein de l'ALENA, mais qu'il semblait réticent à endosser au Sommet pour soutenir la France. »

francophonie a défendre son identité culturelle, s'il est formulée de manière adéquate, ne pose pour nous aucun problème. »

M. Bouchard, qui s'est donc retrouvé d'un seul coup plongé dans le bain politique français, a dû également se construire un discours sur la fameuse question des relations Paris-Québec-Ottawa.

Un discours en deux temps.

Un: sur le modèle personne n'est parfait et « les Etats-Unis n'ont pas le droit d'intervenir dans les affaires canadiennes, et pourtant... », il constate qu'il peut y avoir des dérapages ou des écarts de conduite français dans ce domaine, mais ils ne viennent ni du gouvernement ni du sommet de l'Etat. Et ils restent ambigus. Sur Michel Rocard au congrès du Parti Québécois: « Il est très difficile de dire que M. Rocard appuie ou non la souveraineté du Québec... » Donc ignorance bienveillante sur les déclarations de tel ou tel « pro-Québécois ». Avec cette limite: « Il y a un minimum à respecter. » Un minimum de formes diplomatiques on suppose.

Deux: sur le fond, M. Bouchard est discrètement satisfait des positions françaises. En particulier de Mitterrand, « très proche de Mulroney ». De manière plus générale, « la France accepte et apprécie la façon dont le Québec et le Canada se conduisent aujourd'hui » (en matière constitutionnelle). Sans parler du fait que « la France est très attentive à l'importance et à la force de l'union franco-québécoise ».

La Presse

OCT 16 1993

France et...  
Un se...  
GRANDBA...  
NORMAL...  
de la Presse...  
infil...  
Som...  
A la suite



# Sommet francophone de Maurice: conflit entre le Canada et la France

**NORMAN DELISLE**  
de la Presse Canadienne  
GRAND BAIE, Maurice



Un sévère conflit entre la France et le Canada a marqué la deuxième journée des réunions ministérielles préparatoires au Sommet francophone de Maurice.

A la suite des propos qu'il a te-

nus dans un journal français, le ministre français de la Culture et de la Francophonie, Jacques Toubon, a été semoncé hier par l'ambassadeur canadien Benoit Bouchard qui représentait le Canada au Sommet de la francophonie.

« J'ai pris connaissance avec stupéfaction et chagrin » des propos du ministre français, a dit M. Bouchard, lors d'une rencontre de presse.

Dans une entrevue accordée au journaliste Jean-Pierre Péroncel-Hugoz du *Monde* et parue le jour même, le ministre français s'en est pris à la gestion de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), une sorte de secrétariat de la Francophonie qui est dirigé depuis 1989 par le québécois Jean-Louis Roy.

Cette agence « n'a pas rempli sa mission, préférant souvent être le relais de la coopération bilatérale canadienne », a prétendu le ministre Toubon cité dans *Le Monde*.

Le quotidien français raconte que c'est à regret que la France a accepté que le mandat de Jean-Louis Roy soit cette année renouvelé pour quatre ans. « faute d'avoir pu susciter un autre candidat ».

Les Français auraient, selon *Le Monde*, tenté de soulever la candidature d'un Maghrébin (Tunisien ou Marocain) pour faire la lutte à Roy mais les représentants arabes ont tous rejeté la manœuvre française.

*Le Monde* attribue l'échec des Français pour se débarrasser de Jean-Louis Roy « à la désaffection arabe ou à la réussite de la diplomatie d'Ottawa ».

Bref, pour ce ministre français, le Canada prendrait trop de place auprès des pays francophones, le tout naturellement au détriment de la France.

Vendredi matin, lors de la réunion à huis clos préparatoire du Sommet, le chef de la délégation canadienne, l'ambassadeur Benoit Bouchard a apostrophé le ministre français pour lui demander des explications sur ses propos.

Soulevant une motion d'ordre, l'ambassadeur Bouchard a réclamé des explications. Le Canada et le Québec ont aussi obtenu l'appui de plusieurs pays francophones dont la Belgique et le Liban, tous très satisfaits des services de

l'Agence. Au cours de la journée, plusieurs autres pays — 18 selon certaines sources — ont joint leur voix pour appuyer l'ACCT et le travail de M. Roy.

Selon des informations disponibles, un Jacques Toubon embarrassé a nié les propos que le prestigieux quotidien français lui attribuait.

Plus tard, M. Toubon rencontrait la presse pour donner des détails sur les prochains Jeux de la Francophonie qui se tiendront à Paris en juillet 1994.

Il a refusé sèchement de répondre aux journalistes qui voulaient vérifier la nature exacte des pro-

pos qu'il a tenus sur l'Agence et sur le Québécois qui la dirige.

Quant à l'ambassadeur canadien Benoit Bouchard, il a dit devant la presse qu'il ne « mettait pas en doute la parole d'un ministre de la République française. Mais je n'ai pas l'intention de remettre en cause le professionnalisme d'un journaliste », a-t-il ajouté.

Insatisfait de la façon dont l'Agence de coopération culturelle et technique remplit son mandat, le ministre français Toubon veut accroître l'importance d'autres organismes francophones comme l'Association des uni-

versités partiellement ou entièrement de langue française (AUFPELF) ou encore le Conseil permanent de la francophonie (CPF), un organe politique directement relié aux chefs d'État des pays francophones.

## Jeux francophones

Par ailleurs, les deuxième Jeux de la Francophonie se dérouleront dans la région parisienne du 5 au 13 juillet 1994.

Sept sports et sept compétitions culturelles mettront aux prises 3000 athlètes et artistes francophones venant d'une quarantaine de pays membres.

Mais je ne veux pas faire une amorce de personnes. M. Roy est sans doute la pour quatre ans encore, mais après, les personnes préparatoires les mêmes

personnellement la délégation canadienne à Maurice, en l'absence de toute représentation ministérielle: « Il va sans dire que si j'avais, personnellement

ustingué les personnes, c'est qu'ils ont un langage un peu moins aséptisé, même s'ils savent présenter les choses sous leur meilleur

# LE DEVOIR

OCT 16  
OCT 16

P E R S P E C T I V E S

## La francophonie, c'est du troc

A4

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR

Pour le commun d'entre nous, la francophonie c'est TV5, c'est un festival de films africains, une bourse d'études à l'Université de Paris, une musique sénégalaise, un poème malgache, une chanteuse belge, un Polonais de 18 ans dont le score à la dictée de Pivot est meilleur que le vôtre, une entente commerciale avec le Gabon, une mission d'observation électorale au Rwanda.

La francophonie est tout cela, mais elle est devenue aussi, en 1986, un forum politique international avec l'institution des conférences des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

Aujourd'hui même s'ouvre, de l'autre côté du globe, à l'île Maurice, le cinquième Sommet de la francophonie.

Et cette francophonie-là cherche encore comment s'imposer. La tâche est lourde. D'une part parce que la francophonie laisse relativement indifférentes les populations des 46 pays représentés. Aucun journal québécois, par exemple, n'a dépêché cette année un envoyé spécial pour le sommet. Marc Lortie, qui fut responsable durant quatre ans pour le Canada de la préparation des sommets francophones, le disait bien, en janvier, lorsqu'il fut nommé ambassadeur au Chili: «Le défi de la Francophonie est de convaincre l'opinion publique de son utilité, sans quoi son développement est compromis».

D'autre part parce que les intérêts des 49 États-membres (46 pays) sont différents, voire opposés.

... La France, par exemple, qui veut une francophonie politique destinée en grande partie à soutenir la langue française à travers le monde contre l'hégémonie anglo-saxonne, n'a pas les mêmes objectifs qu'un Québec qui cherche à ouvrir, via la francophonie, des marchés pour ses industries; que l'île Maurice qui cherche des partenaires pour soutenir son propre développement, que le Sénégal qui y voit le marché pied vers d'autres forums internationaux desquels il est exclu.

... La langue française n'est même pas, en elle-même, l'élément motivateur de la majorité des membres à adhérer au club des pays dits francophones. Elle est surtout un véhicule pour se comprendre. Le quart à peine des 400 millions d'habitants des 46 pays membres parlent français. Et cette proportion diminue à 10% en Afrique.

... Ce qui unit la francophonie, l'usage de la langue française, pose même des problèmes dans certains pays du Sud, dit à ce sujet le Sénégalais Papa Massène Sène, haut fonctionnaire à l'ACCT, en mars dernier, dans un colloque à Québec. Le français, dans le Sud, est langue seconde ou étrangère. Langue de l'élite, de la justice et de l'État. Pas celle du peuple. Et donc facteur de démarcation sociale. Lorsqu'un Québécois se réclame de la francophonie, dit-il, il est porteur de sa propre identité. *A contrario*, lorsque nous le faisons (gens des pays du Sud), nous sommes en contradiction avec notre identité et nous nous faisons violence.

Les pays du Sud se sont intégrés à la francophonie, dont ils sont largement majoritaires, «pour des raisons de communauté géopolitique», poursuit-il. Aux yeux de ces pays-là, le club francophone est un moyen de «peser sur les décisions du monde», en appartenant à une alliance avec certains des pays qui ont un mot à dire au G-7, au Conseil de sécurité des Nations unies, à la Communauté européenne, où ils peuvent se faire «l'écho du Sud».

Si la francophonie se bornait à la défense et la diffusion du français dans le monde, elle serait un échec, prédit Papa Massène Sène. Mais s'il s'agit de faire du français un support d'une coopération, les pays du Sud se mobiliseront.

... Dans un discours récent à Montréal, le ministre français de la Francophonie, Jacques Toubon, souhaitait que le club francophone ne soit pas un mécanisme de coopération commerciale il en existe d'autres. Mais devienne un projet politique et culturel, de nature à offrir au monde une «alternative» au modèle culturel hégémonique anglo-saxon.

En entrevue au DEVOIR, ce printemps, l'ambassadrice de l'île Maurice à Paris, présidente du Conseil permanent de la francophonie et hôte du sommet, prévenait à l'avance: «Ce serait dommage de voir la francophonie comme étant un regroupement pour la défense de la langue française, dans la mesure où nous sommes tous des pays pluriels». A ses yeux, la francophonie est avant tout «un espace de dialogue et de coopération». Dès la création des sommets, en 1986-1987, le Sud avait été clair. Lisez cette citation du président du Bureau: «On ne veut pas de discours où l'on exalte la langue française, on veut un sommet de solidarité où les plus riches s'engagent concrètement à aider les plus pauvres».

... Malgré les motivations divergentes, la francophonie marche. A petits pas. Un peu comme le troc: les pays du Sud, cette fois-ci, vont appuyer la France qui veut exclure la culture du GATT pour protéger les productions de langue française; et la France va appuyer la création d'un fonds de recherche pour les scientifiques des pays du Sud. Quoi qu'il en soit, c'est un club populaire. 36 pays en 1986, 44 en 91, 46 cette année (la Roumanie et le Cambodge s'ajoutent!). Et voilà même qu'Israël cogne à la porte.



# L'ambassadeur Benoît Bouchard remet le ministre français de la Culture à sa place (23)

**GRAND'BAIE, Maurice (PC) —** Un sévère conflit entre la France et le Canada a marqué la deuxième journée des réunions ministérielles préparatoires au Sommet francophone de Maurice.

À la suite des propos qu'il a tenus dans un journal français, le ministre français de la Culture et de la Francophonie, Jacques Toubon, a été semoncé hier par l'ambassadeur canadien Benoît Bouchard qui représentait le Canada au Sommet de la francophonie.

«J'ai pris connaissance avec stupéfaction et chagrin» des propos du ministre français, a dit M. Bouchard, lors d'une rencontre de presse.

Dans une entrevue accordée au journaliste Jean-Pierre Péroncel-Hugoz du Monde et parue le jour même, le ministre français s'en est pris à la gestion de

**... Et il n'est pas le seul !**

l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), une sorte de secrétariat de la Francophonie qui est dirigé depuis 1989 par le québécois Jean-Louis Roy.

Cette agence «n'a pas rempli sa mission», préférait souvent être le relais de la coopération bilatérale canadienne», a prétendu le ministre Toubon cité dans *Le Monde*.

Le quotidien français raconte que c'est à regret que la France a accepté que le mandat de Jean-Louis Roy soit cet-

te année renouvelé pour quatre ans, «faute d'avoir pu susciter un autre candidat».

Les Français auraient, selon *Le Monde*, tenté de soulever la candidature d'un Maghrébin (Tunisien ou Marocain) pour faire la lutte à Roy mais les représentants arabes ont tous rejeté la manoeuvre française.

*Le Monde* attribue l'échec des Français pour se débarrasser de Jean-Louis Roy «à la désaffection arabe ou à la réussite de la diplomatie d'Ottawa».

Bref, pour ce ministre français, le Canada prendrait trop de place auprès des pays francophones, le tout naturellement au détriment de la France.

Vendredi matin, lors

de la réunion à huis clos préparatoire du Sommet, le chef de la délégation canadienne, l'ambassadeur Benoît Bouchard a apostrophé le ministre français pour lui demander des explications sur ses propos.

Soulevant une motion d'ordre, l'ambassadeur Bouchard a réclamé des explications. Le Canada et le Québec ont aussi obtenu l'appui de plusieurs pays francophones dont la Belgique et le Liban, tous très satisfaits des services de

l'Agence. Au cours de la journée, plusieurs autres pays 18 selon certaines sources ont joint leur voix pour appuyer l'ACCT et le travail de M. Roy.

Selon des informations disponibles, un Jacques Toubon embarrassé a nié les propos que le prestigieux quotidien français lui attribuait.

Plus tard, M. Toubon rencontrait la presse pour donner des détails sur les prochains Jeux de la Francophonie qui

se tiendront à Paris en juillet 1994.

Il a refusé sèchement de répondre aux journalistes qui voulaient vérifier la nature exacte des propos qu'il a tenus sur l'Agence et sur le Québécois qui la dirige.

Quant à l'ambassadeur canadien Benoît Bouchard, il a dit devant la presse qu'il ne «mettait pas en doute la parole d'un ministre de la République française. Mais je n'ai pas l'intention de remettre en cause le professionnalisme d'un journa-

liste», a-t-il ajouté.

Insatisfait de la façon dont l'Agence de coopération culturelle et technique remplit son mandat, le ministre français Toubon veut accroître l'importance d'autres organismes francophones comme l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUIPELF) ou encore le Conseil permanent de la francophonie (CPF), un organe politique directement relié aux chefs d'État des pays francophones.

142-74.

# THE OTTAWA Citizen

## C'est une guerre, French-language troops proclaim

By David Crary  
The Associated Press

(A-10)

PARIS — France has lost its share of wars in the past two centuries and now fears losing another one — in West African schoolrooms, Cambodian streets and over Western European airwaves.

It is a defensive struggle, aimed at maintaining the status of French as a global language in the face of advances by English. At stake are France's national pride and international business prospects.

Today, France gets a chance to rally its troops at the biennial summit of French-speaking countries. Representatives of 44 countries where French is widely spoken are gathered on the Indian Ocean island of Mauritius to plot economic, cultural and linguistic strategies of mutual benefit.

Most of the countries at the summit are African, but other participants include Canada, Lebanon, Romania, Haiti and Laos.

"Francophonie can and must be an alternative to the cultural and linguistic uniformity that threatens the world," French Culture Minister Jacques Toubon said in previewing the summit. "Who doesn't see the threat today of a planet invaded by a single cultural model — the Anglo-Saxon model — under the cover of free trade?"

Some people, however, see the threat coming from the other direction. In Cambodia and Cameroon, protesters have taken to the streets in recent days to protest official use of French.

At a key command post in Paris, the office of the High Council of Francophonie, the outlook is gloomy. The council's annual report on the status of the language, released last month, said developments worldwide threatened to "break the spirit" of those promoting French.

Stelio Farandjis, the council's secretary general, cited three "huge black holes" that pose the greatest dangers to French: the dominance of English in the international scientific community; the scarcity of French-speaking multinational entertainment companies; and the "grave crisis" of French instruction in African schools.

Ardent francophones depict the world's French-speaking community as 475 million strong, the total population of all participating nations.

However, language experts estimate only about 150 million people actually speak French. Even in African countries where French is the official language, often only the educated elite use it.

Africa, where French is entrenched in 24 countries, is perhaps the key battleground, followed by Southeast Asia. France hopes the linguistic and cultural legacy of its colonial Asian occupation will give its businesses the edge as Vietnam and Cambodia open up to foreign investment. However, last week, hundreds of Cambodian students marched through Phnom Penh, urging education officials to change the language of instruction to English from "old-fashioned" French.

P réai  
ges,  
célé  
n décidé  
V. Soume  
pays conc  
l'île Mauri  
été retenu  
de la CTF  
la francop  
forts pou  
phone par  
posé un p  
avec des é  
puit Mau  
mission de  
ture du so  
Autou  
grands, c  
chants, il  
des camp  
clip) spé  
France 2,  
rinble pou  
chaines p  
loisir, et q  
nité avec  
« Dié moi  
d'où viens  
Hervé  
que [Fra  
écho la n  
lement le  
jours, et  
mettant d  
tés, jeux,

LA CROIX L'ÉVÈNEMENT SAMEDI 16-DIMANCHE 17 OCTOBRE

JOURNÉE SPÉCIALE

# Vive la francophonie

Présidée par Hervé Bourges, la Communauté des télévisions francophones a décidé de s'associer au V<sup>e</sup> Sommet des chefs d'Etat des pays concernés qui se tient à l'île Maurice. Et le 18 octobre a été retenu par les pays membres de la CTF comme « Journée de la francophonie ». Des moments forts pour la chaîne francophone par satellite TV 5 qui propose un programme spécifique avec des émissions diffusées depuis Maurice dont la retransmission de la cérémonie de clôture du sommet.

« Autour du monde, il y a des grands, des petits, des méchants, des gentils, des vilains, des campagnes... », chante le clip spécial préparé par France 2, conçu à géométrie variable pour que les différentes chaînes puissent l'exploiter à loisir, et qui joue aussi la fraternité avec des questions du genre « Dis-moi quel est ton nom et d'où viens-tu? »

Hervé Bourges a tenu à ce que France-Télévision fasse écho à la manifestation non seulement le 18, mais d'autres jours, et sur divers registres mettant divertissements, variétés, jeux, magazines et fictions



Quand Julien est au piano..., il fait chanter les candidats francophones. (Photo L. Labat/France 3.)

sous le signe de la francophonie, à laquelle, souligne le P1XG, « il faut sensibiliser les téléspectateurs ». A noter, sur « Planète chaude » de France 3, ce dimanche, la diffusion de « Ki Koté la mer », subitement sorti du purgatoire où sommeille la série de Jean-Claude Bringuier « L'archipel francophone », pour la seule raison qu'il traite de l'île Maurice.

Depuis mercredi dernier,

Maurice, Maroc, Roumanie, Sénégal, Vietnam et France. Ils sont venus, concourent tous ces jours-ci sous l'autorité souveraine de Julien Lepers et resteront 10 en lice pour la finale du mardi 26 octobre à 20.40.

Lundi sur France 2, on traquera la francophonie au détour d'émissions comme « Télématin », « Matin-bonheur », « Motus », « Que le meilleur gagne ». Et à 20.50 la chaîne propose « Francovision » en direct du Zénith. *La Danse de la vie*, louisianaise; *Coup de soleil*, belge; *Edem chante*, d'Haïti; *Inventer la terre*, *Notre place* et *Jardins de Babylone*, venus du Canada; l'Afrique défendant *Sauvez l'amour* et *Minuit* cependant que la France avance *Tout seul et Amélie...* Quelques-uns des 15 refrains représentant huit télévisions et sept pays francophones qui concourent pour le 2<sup>e</sup> grand prix de la Chanson francophone.

Colette BOLLON

LE MONDE DIMANCHE 17- LUNDI 18 OCTOBRE

Le sommet de la francophonie à Maurice

## Les querelles des pays du Nord exaspèrent ceux du Sud

Le président François Mitterrand est arrivé, vendredi 15 octobre, à Maurice, où devait s'ouvrir samedi, à l'Institut Mahatma Gandhi, près de Port-Louis, le cinquième sommet des pays parlant français. Les querelles opposant notamment la France et le Canada sont de moins en moins supportées parmi les représentants de la francophonie du Sud qui estiment qu'elles finissent par occulter les problèmes de développement culturel et économique qui devraient être au centre de ce sommet.

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Les débats pourraient être agités entre les quarante-sept délégations présentes, du moins si certains dossiers épineux ont été transmis tels quels aux chefs d'Etat ou de gouvernement par la conférence ministérielle préparatoire, qui s'est achevée vendredi. Ces dossiers concernent d'une part les critiques françaises - ravivées ces temps-ci - visant le fonctionnement de l'Agence de coopération culturelle et technique (institution panfrancophone fondée en 1969 et siégeant à Paris), dont le secrétaire général, le Canadien Jean-Louis Roy, est candidat à un second mandat.

Selon des sources proches de plusieurs délégations, Jacques Toubon, ministre français de la culture et de la francophonie, est revenu vendredi devant ses pairs, à la suite de remarques canadiennes, sur ses récentes déclarations au *Monde*, à propos de l'Agence (*le Monde* du 15 octobre). Le chef de la délégation canadienne, Benoît Bouchard, a déclaré à l'issue de la réunion : « Je ne mets pas en doute la parole de M. Toubon, mais je ne mets pas en doute non plus le professionnalisme du *Monde*. »

### « Comportements de nantis »

L'avis général est que la France, qui fournit à elle seule près de la moitié du budget de l'organisation mais n'y jouit pas d'une influence proportionnelle, devra finalement se faire une raison et laisser renouveler le mandat de M. Roy, aucun des quarante-trois autres Etats membres de l'Agence n'ayant emboîté le pas à Paris.

D'autre part, au cours de la même conférence ministérielle, la Belgique a abordé un autre dossier récurrent, celui du Zaïre. Son représentant a dénié toute représentativité à la délégation conduite par un ministre du maréchal-président Mobutu, qui s'est annoncé à la réunion des chefs d'Etat. Pour agit ainsi, la

Belgique s'est appuyée, avec semble-t-il l'accord de la France, sur l'attitude de la Communauté européenne, favorable au contre-gouvernement démocratique zaïrois, hostile au régime du maréchal Mobutu. Les Mauriciens se sont en revanche fondés sur « les normes de l'ONU », pour reconnaître la délégation zaïroise pro-Mobutu.

Le maréchal-président, auquel il a déjà été refusé - pour cause de « non démocratie » - d'accueillir un sommet dans son pays, n'était guère désireux à Maurice, du moins par les Etats francophones du Nord et peut-être même par le gouvernement de Port-Louis. La presse locale souligne, non sans malice, que le maréchal, comme s'il n'avait pas été prévu, occupera la suite réservée à l'origine au président haïtien Aristide, qui a dû renoncer à la dernière minute à venir à Maurice à cause de la situation à Port-au-Prince.

Ces querelles de « Grands Blancs » sont de moins en moins supportées parmi les représentants de la francophonie du Sud car, aux yeux de beaucoup de délégués, elles finissent par occulter les problèmes de développement culturel et économique qui devraient avoir la vedette dans ces rencontres. Ces « comportements de nantis » sont jugés quelque peu désinvoltes par nombre de responsables mauriciens.

Maurice est, en tout cas, devenu ces dernières années de plus en plus proche - notamment culturellement et économiquement - de la France qui, dans ces deux domaines, est maintenant son principal partenaire étranger. La réussite est assez éclatante : 80 % des 1,1 millions de Mauriciens parlent aujourd'hui français et presque tous utilisent le créole, dérivé en grande partie du français, comme langue véhiculaire. Si l'administration se fait généralement en anglais, héritage de la présence britannique (1810-1968), l'enseignement est bilingue, les articles de presse sont à plus de 80 % en français, la télévision diffuse 45 % de programmes en français (30 % en anglais), et la publicité audiovisuelle est à 90 % en français ou en créole.

Le sommet, comme l'ont volontiers reconnu tous les dirigeants mauriciens, est venu apporter une trêve dans une situation politique quelque peu échevelée au sein de la coalition au pouvoir. Elle a été marquée en particulier par le départ spectaculaire du gouvernement de Paul Béranger qui, en tant que chef de la diplomatie mauricienne, avait activement préparé le sommet.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

93/10/16 08:23:00 Copyright 1993 Agence France Presse

L'OTAN face à l'épineux problème de son élargissement  
PAR JACQUES HASDAY

BRUXELLES (OTAN), 16 oct (AFP) - Le secrétaire général de l'OTAN Manfred Woerner souhaite accorder à certains pays ex-communistes d'Europe un statut de "membres associés" de l'OTAN et rassurer la Russie à cet égard en établissant avec elle des "relations stratégiques", a-t-on indiqué samedi de source proche de l'OTAN.

Face à la pression des pays d'Europe centrale et orientale qui sont inquiets pour leur sécurité et cherchent à bénéficier du "parapluie" de l'OTAN, l'organisation atlantique cherche des formules qui lui permettent de ne pas s'engager de façon précipitée. Les idées inédites de M. Woerner suscitent l'étonnement et la perplexité des diplomates à l'OTAN.

M. Woerner envisage aussi de développer les actions concrètes du Conseil de coopération nord atlantique (COCONA), qui lie les ex-membres du Pacte de Varsovie à l'OTAN, pour les pays ex-communistes européens qui ne bénéficieraient pas du statut de membre associé, par exemple la Bulgarie ou la Roumanie, a-t-on ajouté de même source.

En établissant ainsi trois catégories de relations de l'OTAN avec les pays ex-communistes, M. Woerner cherche à donner satisfaction à tout le monde lors du sommet de l'OTAN prévu en principe le 10 janvier à Bruxelles.

Le sommet devrait faire un geste envers les anciens adversaires communistes de l'OTAN, mais il ne donnera pas de feu vert à l'adhésion de nouveaux membres et ne citera pas de noms de pays pour les éventuels membres associés --Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie--, a-t-on poursuivi de même source.

Mais même ces pays "privilégiés" pourraient vivement réagir à ce statut attendu. "Je ne crois pas que les Polonais, qui ont des problèmes très sérieux de sécurité, accepteront quelque chose d'autre que des garanties formelles d'assistance en cas d'agression", estime un diplomate.

BRUXELLES - Interrogés sur les idées de M. Woerner, plusieurs diplomates des pays de l'OTAN ont exprimé leur surprise. Ces idées n'ont pas été présentées lors de réunions à l'OTAN, selon ces diplomates. Certains admettent avoir jamais entendu parler d'un éventuel statut de membre associé de l'OTAN de différences de traitement entre les différents pays de l'Est.

L'OTAN ne se prive pas de lancer des ballons d'essai sur l'Europe de l'Est. A Travemuende (nord de l'Allemagne), mercredi et jeudi prochains, les ministres de la Défense de l'OTAN (sauf la France) devraient aussi aborder cette question, a-t-on indiqué de source diplomatique.

M. Woerner a évoqué ces idées lors d'une récente visite aux Etats-Unis, a-t-on indiqué de source proche de l'OTAN.

Elles ne sont cependant pas très développées, les "relations stratégiques" avec Moscou n'étant en aucune façon définies précisément.

Soucieux de ne pas isoler les réformateurs en Russie, plusieurs pays de l'OTAN s'inquiètent des conséquences de l'adhésion de nouveaux membres, notamment sur le plan logistique.

M. Woerner a parlé avec les responsables américains de la récente lettre Occidentaux du président russe Boris Eltsine qui a mis en garde contre un élargissement de l'OTAN.

Cette lettre aux termes "très ambigus" peut aussi être interprétée positivement, comme une invitation au dialogue avec l'OTAN, selon un diplomate. M. Eltsine y demande des consultations avec l'Alliance atlantique propose des garanties de sécurité qui pourraient être accordées en commun à Moscou et l'OTAN aux pays de l'Est.

En tout état de cause, "cette lettre impose à l'Alliance de traiter cette question de l'élargissement, en particulier lors du sommet de janvier", a fait savoir ce diplomate.

"La Russie sera bien sûr un facteur important dans la discussion de l'Alliance atlantique. La décision sera prise sur la base des besoins de l'Alliance en matière de sécurité. La Russie n'aura pas de droit de veto (sur l'adhésion)", a-t-on indiqué de source diplomatique, tout en ajoutant: "Mais, évidemment, la Russie est terriblement importante pour l'OTAN et il faudra trouver une solution particulière pour elle et pour l'Ukraine".

"Ce n'est pas le moment de poignarder Eltsine dans le dos", indique-t-on de source OTAN.

h/cs/PT T

228 GMT OCT 93

136  
78.

-----  
AM-FRANCOPHONE (PICTURE)

MITTERRAND SEEKS SUMMIT SUPPORT ON GATT

By Francois Raitberger

PORT-LOUIS (Reuter) - President Francois Mitterrand appealed to leaders of 47 French-speaking countries at a summit Saturday to support France's tough stand threatening a GATT world trade deal.

Opening the fifth summit of French-speaking countries on the Indian Ocean island of Mauritius, Mitterrand made a passionate plea for cultural goods to be left out of a General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) pact, saying the power of money would lead to world domination by one single culture.

He made no specific reference to Paris's opposition to a crucial farm deal between the United States and the European Community that threatens a deal in the Uruguay Round of GATT talks.

But he clearly called for further discussion on the dispute, saying France wanted a GATT agreement but could not accept what he called unfair treatment.

"Everything can be discussed provided it is fair ... We must find a way so that justice and fairness prevail over a show of strength," he said.

France says the so-called "Blair House" EC-U.S. deal to cut subsidized farm exports inflicts unfair sacrifices on its farmers. Washington has rejected any renegotiation and insists a global GATT deal must be reached by Dec. 15.

Appealing for cultural goods to be left out of a GATT pact, the French president said: "The law of money and the advances of technology may achieve what Communism was unable to do."

France fears free trade in films and television series would drown European subsidized productions under a flood of U.S. productions and eventually lead to their disappearance.

French Culture Minister Jacques Toubon has pushed through a preliminary ministerial meeting a resolution opposing GATT talks on culture that will be put to the two-day summit.

Mitterrand said the francophone summit, which gathers countries from the Caribbean to Indochina, was an example of lively cultural diversity.

REUTER

Reut10:15 10-16

-----

Selector code: REUTE

Service level: a -- Nationwide news transmission

Priority code: r -- <Rush> Major spot news

Category code: i -- <International News>

Keyword slug: AM-FRANCOPHONE

PORT  
somet  
samedi  
l'île M  
Le b  
flamban  
abords  
culture  
Les  
drapeau  
traditi  
Oumar K  
coque en  
Après  
délégati  
somet.  
Très  
internat  
ravau  
a capit  
L'île  
out de  
necessan  
urquois  
Les ro  
téléphone  
curistes  
journalis  
at/nr  
p  
1458 GM  
-----  
rvice l  
iority  
tegrity  
yword s



93/10/16 10:54:00 Copyright 1993 Agence France Presse

Un sommet très mobile dans un décor de carte postale (encadré)

PORT-LOUIS, 16 oct (AFP) - Les 500 voitures réquisitionnées pour le 5ème sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays francophones sillonnaient samedi les routes bordées de bougainvilliers et pavoisées aux couleurs de l'île Maurice alors que les 47 délégations se sont mises au travail.

Le ballet des voitures officielles, parmi lesquelles 50 véhicules français flambant neufs immatriculés "sommet de Maurice", a commencé samedi matin, aux abords de l'institut Mahatma Gandhi. Situé à l'ouest de l'île, ce centre culturel accueillait la séance inaugurale du sommet.

Les enfants de l'école voisine étaient en rang sur la pelouse, agitant des drapeaux à l'arrivée de chaque voiture. Les chefs d'Etat africains en tenue traditionnelle, notamment les présidents tchadien Idriss Déby, malien Alpha Oumar Konaré et le président zairois Mobutu Sese Seko du Zaïre coiffé de sa toque en léopard, ont remporté un franc succès.

Après la cérémonie d'ouverture et la photo de famille des chefs de délégations, le ballet a repris et ne s'arrêtera que lundi, à la clôture du sommet.

Très mobile, la réunion se déplace de l'institut Mahatma Gandhi au centre international de conférences de Grand Baie, au nord de l'île, où ont lieu les travaux à huis clos, puis du centre au palais du gouvernement, à Port-Louis, la capitale, enfin d'hôtels en restaurants.

L'île n'est pas grande - environ 60 km sur 40 à vol d'oiseau - mais il a tout de même fallu mobiliser 3.600 policiers pour surveiller ce va et vient incessant dans un décor de carte postale, avec champs de cannes à sucre et mer turquoise.

Les routes ont été refaites avant le sommet, 3.200 nouveaux numéros de téléphone ont été créés, et les hôtels du nord de l'île sont interdits aux touristes. Ils sont pleins à craquer, l'un d'eux étant réservé aux quelque 300 journalistes qui couvrent l'événement.

at/mr bru.gva.amw

P

1458 GMT OCT 93

---  
service level: o

priority code: r -- &lt;Rush&gt; Major spot news

category code: i -- &lt;International News&gt;

keyword slug: Maurice-francophonie

137 80.

-----  
La France bat le rappel contre le GATT

PORT-LOUIS (Ile Maurice), 17 oct (AFP) - La France a pratiquement gagné sa bataille de mobilisation contre le GATT en obtenant l'aval des gouvernements et communautés francophones pour une clause "d'exception" culturelle afin de faire échec à la mainmise américaine dans ce secteur.

"Il ne reste plus qu'un mot entre crochets dans le texte sur la demande de "d'exception" culturelle, celui "de création artistique" qui ne plaît pas aux Canadiens", a indiqué samedi soir un délégué au sommet francophone qui s'est ouvert samedi à l'Ile Maurice.

Les Canadiens souhaitent que le texte précise le champ d'application de cette exception, a-t-on indiqué de même source.

Les 47 pays et communautés participant à la réunion devront aussi se prononcer sur le choix du lieu du prochain sommet. Trois pays africains sont en lice, le Bénin qui part favori, le Burkina Faso et le Cameroun.

Un projet de déclaration finale porte quant à lui sur la décision de renforcer la concertation francophone au niveau international, la possibilité de la détermination des participants à lutter contre toutes les formes de discrimination, d'exclusion et d'intolérance fondées entre autres sur le sexe, la langue et la religion.

Le sommet devrait aussi affirmer la volonté de soutenir la démocratie de l'Etat et de la société civile, et de poursuivre le renforcement de la justice de droit, condition d'un développement durable.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants devraient se réunir à nouveau dimanche à huis clos et poursuivre parallèlement des entretiens bilatéraux.

M. Mitterrand a déjà rencontré, selon son entourage, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, ainsi que les présidents du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Tchad et du Congo.

mj/ai/php t

AFP

162150 GMT OCT 93

-----  
Service level: o  
Priority code: r -- <Rush> Major spot news  
Category code: i -- <International News>  
Keyword slug: Francophonie-sommet

Page 1  
p  
j  
ra  
l  
Et  
le  
no  
le  
fr  
Fra  
(.  
tra  
vét  
soi

OCT 16 '93 05:07AM EXT OTT OPERATIONS

P.1/3

Page 1

GLGL

00049 AMW/AFP-NE55-----

r i.. France-GATT 10-16 0300

M. Mitterrand réaffirme la fermeté de la France face aux Etats-Unis

PORT LOUIS (Ile Maurice) 16 oct (AFP) - Le président français François Mitterrand a réaffirmé avec force, samedi à l'ouverture du 5ème sommet des pays francophones à l'île Maurice, que Paris refuserait d'entériner au GATT un accord qui se ferait au détriment de la France et des pays européens.

"Ce que nous demandons, c'est la justice et l'égalité de traitement et il ne serait pas possible d'aboutir à un accord mondial qui comporterait des clauses léonines, non écrites mais réelles, à savoir que tel ou tel pays garderait le droit de s'abstraire de ses obligations et considérerait ses lois nationales supérieures aux lois internationales", a dit M. Mitterrand, faisant allusion, sans les nommer, aux Etats-Unis et à leur propre législation.

"Or, c'est le cas. A tout moment, le traité sera révocable par l'initiative d'un seul (...) cela est inacceptable. La justice et l'équité doivent l'emporter sur les simples rapports de force", a-t-il assuré dans un discours.

Le président Mitterrand, qui s'exprimait deux jours après l'échec de négociations à Bruxelles entre la CEE et les Etats-Unis, a ainsi marqué la détermination de la France dans le bras de fer qui l'oppose à l'administration américaine, notamment sur le volet agricole du GATT (Accord général sur les attraits douaniers et le commerce).

S'adressant à ses 46 partenaires de la communauté francophone qu'il a invités à se montrer solidaire de la France, il a déclaré: "La France souhaite un accord général (...), mais elle ne veut pas s'engager sur une inégalité de traitement. Elle doit préserver ses intérêts, pas au delà des vôtres, mais c'est un droit de demander que ses intérêts soient aussi protégés par vous".

pfa/PT

T AFP 160759 GMT OCT 93

1

82.

OCT 16 '93 05:03AM EXT OTT OPERATIONS

Page 1

GLGL

00055 AMW/AFP-NI34-----

r i.. Sommet-francophonie lead 10-16 0426

Ouverture du 5ème sommet francophone par un appel à la solidarité nord-sud

PORT LOUIS (Ile Maurice), 16 oct (AFP) - Le Premier ministre mauricien, Sir Anerood Jugnauth, a ouvert samedi Port-Louis le 5ème sommet francophone par un appel à la solidarité nord-sud demandant aux pays riches frappés par récession de ne pas s'enfermer dans le carcan "du protectionnisme".

Le président français François Mitterrand a plaidé de côté pour le droit "d'exception" culturelle dans les accords commerciaux négociés au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

La France appelé a cette occasion ses partenaires francophones pour qu'ils se défendent contre ce qu'elle considère être des tentatives de mainmise audio-visuelle américaine sur le plan mondial et en particulier dans les pays francophones. Le droit "d'exception" culturelle est, avec le volet agricole et la demande française d'organisation mondiale du commerce, l'un des principaux points de contention au sein du GATT entre Paris et Washington.

M. Mitterrand a également affirmé que "le développement était la clé de la démocratie", prônant non seulement une communauté de langue, mais aussi une entente "sur la vision du monde". Il a mis l'accent sur la protection des droits de l'homme et de l'environnement, appelant les autres partenaires du monde industrialisé à fournir un effort similaire à celui de la France en matière d'aide aux pays pauvres.

44 pays membres d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du nord, d'Asie du sud-est, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que trois observateurs (Bulgarie, Cambodge, Roumanie) participent à ce sommet dont l'ouverture a été précédée par l'arrivée d'enfants venus réclamer la paix.

Le secrétaire-général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali, a plaidé pour le "multilinguisme", soulignant que la francophonie ne devait pas se considérer comme "une citadelle assiégée" (par l'anglais). Il n'a évoqué aucun dossier politique dans le monde, seul le Premier ministre mauricien ayant fait allusion à Haïti secoué par la violence et dont le président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide, en exil, est pourtant attendu à ce sommet, n'a finalement pas fait le voyage.

Le président zairois Mobutu Sese Seko dont le régime, décrié par son opposition, est critiqué par plusieurs pays occidentaux dont la France, est présent à ce sommet, après avoir boudé toutes les manifestations francophones depuis l'annulation du sommet qui avait été prévu dans son pays l'automne 1991.

mj/PT

T AFP 160904 GMT OCT 93

Page 1

GLGL

00075 AMW/AFP-NO96-----

r i.. Francophonie-Sommet lead-flt1 10-16 0231

M. Mitterrand place le GATT au centre des préoccupations du sommet francophone

PORT-LOUIS, 16 oct (AFP) - Le président français François Mitterrand a réaffirmé samedi à Maurice, à l'ouverture du Vème sommet francophone, la fermeté de la France face aux Etats-Unis dans les négociations du GATT ainsi que la détermination de Paris d'exclure le domaine culturel du champ de la discussion.

M. Mitterrand, qui s'adressait à ses 46 partenaires, chefs d'Etat ou de gouvernement de la communauté francophone, a également plaidé pour un renforcement de la démocratie en Afrique comme condition indispensable à son développement économique.

Il a souhaité qu'au-delà de leurs affinités linguistiques et culturelles les pays francophones mettent sur pied une sorte "d'entente francophone" à travers laquelle ils défendraient des positions communes sur la scène internationale.

Abordant la question du GATT, 48 heures après l'échec à Bruxelles de la négociation CEE-Etats-Unis, M. Mitterrand a demandé "la justice et l'égalité de traitement" et souligné qu'"il ne serait pas possible d'aboutir à un accord mondial qui comporterait des clauses léonines, non écrites mais réelles, à savoir que tel ou tel pays garderait le droit de s'abstraire de ses obligations et considérerait ses lois nationales comme supérieures aux lois internationales".

suivra

AFP 161036 GMT OCT 93

3 84.

OCT 16 '93 07:17AM EXT OTT OPERATIONS

age 1

Page

GLGL

00076 AMW/AFP-NO98-----  
r i.. Francophonie-Sommet lead-flt2 10-16 0260  
M. Mitterrand...

PORT-LOUIS - "Or, c'est le cas. A tout moment, le traité sera révoquant par l'initiative d'un seul (...) cela est inacceptable. La justice et l'équité doivent l'emporter sur les simples rapports de force", a-t-il assuré, faisant allusion, sans les nommer, aux Etats-Unis et à leur propre législation.

M. Mitterrand a invité les pays francophones à se montrer solidaires de la France dans ce bras de fer avec Washington en observant: "la France souhaite un accord général (...) mais elle ne veut pas s'engager sur une inégalité de traitement. Elle doit préserver ses intérêts, pas au-delà des vôtres, mais c'est un droit de demander que ses intérêts soient aussi protégés par vous".

Le président français s'est ensuite lancé dans un plaidoyer vigoureux en faveur de la défense de l'identité culturelle française et européenne, réclamant une nouvelle fois "l'exception culturelle" dans la négociation du GATT, à savoir la non-prise en compte de ce dossier dans les discussions.

Sur ce point, la volonté française s'est jusqu'ici heurtée aux positions américaines. "Il serait désastreux, a-t-il dit, d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique".

"Ce que les régimes totalitaires n'ont finalement pas réussi à faire, les lois de l'argent, alliées aux forces des techniques, vont-elles y parvenir?", a demandé M. Mitterrand, prévenant que "la France a décidé de ne pas accepter la proposition visant à inclure les activités culturelles dans le champ des négociations du GATT".

suivra

AFP 161037 GMT OCT 93

OCT 16 '93 07:17AM EXT OTT OPERATIONS

P.3/3

Page 1

GLGL

00077 AMW/AFP-NP00-----

r l.. Francophonie-Sommet lead-flt3-der 10-16 0257  
M. Mitterrand...

PORT-LOUIS - "Le Canada a obtenu la clause d'exception culturelle (...) pourquoi ce qui est permis ici serait interdit ailleurs". Rejetant "un quelconque nationalisme culturel", il a dit vouloir "défendre une civilisation" dont sont "comptables" Français et francophones.

"Ce qui est en jeu, et donc en péril, dans la négociation en cours, c'est le droit de chaque pays à forger son imaginaire et à transmettre aux générations futures la représentation de sa propre identité. Une société qui abandonnerait les moyens de se défendre elle-même serait rapidement une société asservie", a ajouté M. Mitterrand.

"Il faut qu'ensemble nous préservions cet héritage et que nous disions partout que nos cultures ne sont pas à négocier", a dit M. Mitterrand après avoir évoqué les productions cinématographiques et audiovisuelles francophones.

Plus largement, au début de son intervention, le président français avait appelé à la "mise en oeuvre d'une entente francophone" à même de définir des positions communes sur "les problèmes politiques et humains" du monde.

"Le moment est venu de franchir un pas supplémentaire, d'enrichir la communauté de langue par des valeurs qui nous réunissent", a-t-il dit avant de remarquer que "la francophonie est une certaine vision du monde, une certaine exigence de solidarité". Cette "entente", a-t-il noté, serait l'occasion de "tenter de nous accorder autant qu'il est possible dans l'ordre de la diplomatie".

pfa/dl/ BRU.GVA.AMW AFP 161038 GMT OCT 93

5

P03 DELEGATION CANADA

230 2635135

OCT-16 15:22 86.

93/10/16 08:01:00 Copyright 1993 Reuters News Service  
News Report

-----  
PM-FRANCOPHONE

MITTERRAND PLEADS FOR SUPPORT ON GATT

PORT-LOUIS, Mauritius (Reuter) - President Francois Mitterrand, opening a summit of 47 French-speaking countries Saturday, urged them to back France in its fight to exclude cultural goods from GATT world trade talks.

"What is at stake," he said in his speech to the fifth Francophone summit on the Indian Ocean island of Mauritius, "the right of each country to have its own vision, to pass on the representation of its own identity to future generations."

Mitterrand said France did not accept the idea of including cultural activities in talks about the General Agreement on Tariffs and Trade.

"A society that abandons the means of shaping its own identity would rapidly become dominated," he said, stressing that Canada had obtained an opt-out cultural clause in the North American Trade Agreement it signed with the United States and Mexico

"Let's say everywhere and firmly that cultures are not negotiable," he said.

France said before the opening of the summit of La Francophonie, a community of French-speaking countries from the Caribbean to Indochina, that it was keen to get the group involved in world affairs as a counterweight to U.S. domination

Fearing free trade would drown European film and television productions in a flood of U.S.-made material, Paris believes support from La Francophonie would strengthen its bid to keep culture out of the GATT negotiations.

REUTER

Reut08:05 10-16

-----  
Selector code: REUTE  
Service level: a -- Nationwide news transmission  
Priority code: r -- <Rush> Major spot news  
Category code: i -- <International News>  
Keyword slug: PM-FRANCOPHONE



PI  
E  
ME  
RE  
LE  
SRC:  
dema  
excl  
ouver  
Morin  
REPOR:  
au mil  
eur di  
d'orig  
parle  
ppren  
ON-IDP  
M-IDP



M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTÉE

60, RUE DUEN • LOCAL 500 • OTTAWA K1P 5J7 • (613) 236-4695 • FAX (613) 236-3370

PROGRAM:  
EMISSION: LE TEFJOURNAL

DATE: LE 16 OCTOBRE 1993  
DATE:

NETWORK/STATION: SRC/CBOPT  
RESEAU/STATION:

TIME: 22 H 55  
HEURE:

LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

SRC: Au cinquième Sommet de la francophonie, le président François français, François Mitterrand a demandé aux pays francophones de soutenir la France dans sa lutte pour exclure les produits culturels des négociations du GATT. Le Sommet s'est ouvert à l'Ile Maurice, un des rares endroits comme va nous dire Michel Morin où la langue française progresse face à l'anglais.

REPORTER: A deux mille kilomètres de l'Afrique et à quatre mille kilomètres de l'Inde, Maurice est une île au milieu de l'océan Indien d'un million d'habitants. Sept Mauriciens sur dix sont d'origine indienne mais il y a aussi les Mauriciens d'origine chinoise ou africains. Plus de 90 pour cent de la population parle un patois créole à base française ce qui constitue un atout pour apprendre le français.

ON-IDENTIFIE: Et nous parlons le créole et le français.

ON-IDENTIFIEE: A l'école, les enfants étudient l'anglais et le français qui est les langues obligatoires.

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

REPORTER: Même s'il n'y a pas eu de loi 101, même si la langue de Shakespeare est toujours la langue officielle de Maurice, l'anglais est sur la défensive.

NON-IDENTIFIE: C'est plus facile pour les gens d'apprendre le français que d'apprendre l'anglais.

REPORTER: Le français a beau être en recul en Asie du Sud-Est, en Europe de l'Est ou en Amérique latine, c'est le journal français qui est le plus écouté.

EXTRAIT JOURNAL: Madame, Monsieur bonsoir. Le prix Nobel de la paix a donc été attribué....

REPORTER: Les deux seuls quotidiens de l'île sont aussi de langue française même les vidéo-cassettes n'y échappent pas.

GILBERT ANHEA: L'île Maurice est un des rares pays au monde où on a noté une très forte progression du français.

REPORTER: C'est peut-être un paradoxe mais aujourd'hui, c'est la France de plus en plus isolée dans les négociations du GATT sur le cinéma qui a profité de sommet pour lancer appel quasi pathétique aux 140 millions de francophones.

FRANCOIS MITTERRAND: Ce qui est en jeu et donc en péril, je le dis aux francophones ici rassemblés, dans les négociations en cours, c'est le droit de chaque pays à forger son imaginaire.

FOR INTERNAL USE ONLY - FOUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

RI  
éc  
d'u  
Ici

REPORTER: Maurice est sans doute une exception malgré  
ses religions, son passé britannique et son miracle  
économique, le français trouve sa place et la langue française n'a rien  
d'une citadelle assiégée par l'anglais.

Ici Michel Morin à Maurice.

\*\*\*\*

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

**DEUXIEME JOURNÉE**

**DU**

**Vieme SOMMET**

**Dimanche le 17 octobre 1993**

**REVUE DE PRESSE**

**M. FRANÇOIS MITTERRAND**



*"La Francophonie nous apprend à échanger. Regradez toutes ces nations que vous représentez, toutes les cultures qui sont les vôtres. Le français n'y est jamais seul! Il coexiste avec beaucoup d'autres langues, d'autres références,*

*d'autres mots, d'autres mondes (...). C'est l'histoire qui l'a voulu."*

**SIR ANEROOD JUGNAUTH**



*"La Francophonie ne peut pas et ne devrait pas rester sur la défensive au moment où se dégage un consensus d'une présence plus forte de notre communauté sur le plan politique et diplomatique, nous devons être en mesure de lancer un messa-*

*ge clair et cohérent à l'adresse du monde et de faire savoir le rôle que nous entendons jouer."*

**M. BOUTROS-GHALI**



*"La Francophonie est dès sa naissance une idée subversive. Puisse-t-elle le rester? (...) Le français est une incitation à la créativité, à la réflexion. (...) La Francophonie est d'être une école au sens socratique du terme, l'école de la*

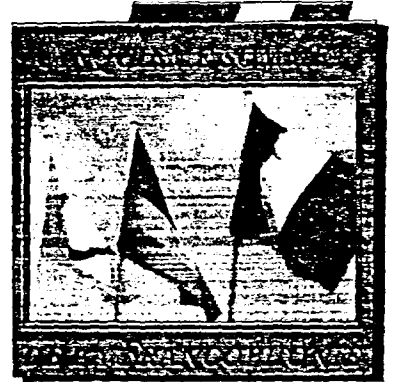
*liberté, l'école du dialogue toujours renouvelé, l'école de la diversité."*

**40 pages**

**l'express**  
dimanche  
DIMANCHE 17 OCTOBRE 1993  
31e ANNÉE No. 11305  
LE NUMÉRO Rs 5,00

**Francophonie: une exigence de solidarité**

**C**ÉLÉBRATION D'OUVERTURE DU VE SOMMET DE LA Francophonie au Mahatma Gandhi Institute (MGI) hier matin a été l'occasion pour le président français, M. François Mitterrand, de faire le point sur la position de son pays par rapport aux négociations en vue d'un accord général sur le commerce international dans le cadre du General Agreement on Tariffs and Trade. Si l'on pouvait sentir que le président français point de mire les Etats-Unis, M. Mitterrand n'a cité aucun de ces pays qu'en deux occasions. D'abord, il a remercié le président Clinton quand il a affirmé avec lui que *"on ne peut imposer un seul pays, quelle que soit sa puissance, au reste du monde."* C'était au chapitre



- EDITORIAL: Ah! Si seulement les radios et télé françaises n'étaient pas aussi anglomanes!
- Mauritius at La Francophonie/ Commonwealth Crossroads
- La France gâte le GATT

Voir pages intérieures





# "La Francophonie ne peut rester sur la défensive"



Sir Anerood Jugnauth

gage un consensus autour de la nécessité d'une présence plus forte de notre communauté sur les plans politique et diplomatique, nous devons être en mesure de lancer un message clair et cohérent à l'adresse du monde et de faire savoir le rôle que nous entendons jouer en tant que communauté."

Le Premier ministre a exhorté les 46 autres Etats de l'espace francophone à déployer des efforts

pour que "la francophonie s'affirme comme une force réelle, comme un partenaire crédible pour la recherche de la paix dans le monde." Il a souhaité voir une participation plus active de la francophonie au sein des Nations unies. Il devait aussi saluer en passant le secrétaire général de cette organisation, M. Boutros Boutros-Ghali.

(SUITE EN PAGE 10...)

**L**E PREMIER MINISTRE, sir Anerood Jugnauth, a fait un double plaidoyer à l'ouverture du Ve Sommet de la Francophonie au Mahatma Gandhi Institute (MGI). Sur le plan économique, il a demandé aux pays industrialisés ne de pas trouver en la récession économique un alibi à un désengagement vis-à-vis des pays en voie de développement. Pour ce qui est de la francophonie, sir Anerood est d'avis que l'heure n'est pas à la défensive avec les changements qui interviennent dans le monde entier.

Pour le Premier ministre, la francophonie constitue "un espace d'échanges et de coopération auquel nous sommes heureux de contribuer, chacun dans la mesure de nos moyens." Il a ajouté qu'au-delà de l'attachement commun à une langue "qui nous aide à penser et à agir, ce qui nous unit, c'est une certaine idée de la francophonie, autrement dit, une vision de notre propre devenir au sein d'une communauté dont nous sommes sûrs qu'elle saura accueillir toutes nos différences et les traduire en un idéal commun dont les maîtres-mots sont: solidarité, pluralisme et démocratie."

Sur le chapitre économique, sir Anerood devait, toutefois, regretter que malgré "les promesses d'aide et les déclarations remplies de bonnes intentions, les choses n'ont pas réellement avancé: le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres n'a fait que s'agrandir."

Dans ce contexte, il voit que le type de coopération au sein de la francophonie non pas comme la seule mais une des rares chances accordées à la mise en oeuvre d'un véritable partenariat dans un esprit de partage et de solidarité. C'est à ce stade de son intervention que le Premier ministre a demandé aux pays industrialisés de ne pas trouver dans l'actuelle récession économique cet alibi à un désengagement vis-à-vis des pays en voie de développement.

Il devait faire ressortir que "là où l'argent fait défaut, d'autres types de ressources, difficilement quantifiables, ont été mises à contribution qu'il s'agisse de l'utilisation d'infrastructures déjà existantes ou des ressources humaines." Il a soutenu que la francophonie devrait être un "véritable esprit communautaire fondé sur la générosité et le partage."

Commentant la situation sur le plan international, qui a subi et continue de subir des transformations, sir Anerood a fait ressortir que "la francophonie ne peut pas se contenter de rester sur la défensive. Au moment où se dé-

## SAJ

(...SUITE DE LA PAGE 3)

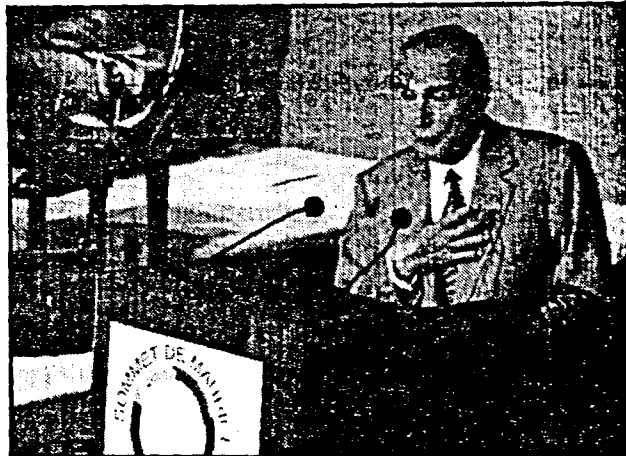
Le Premier ministre a rendu un vibrant hommage au courage et à la ténacité du président haïtien, Jean-Bertrand Aristide. Il a expliqué que les maîtres-mots de cet idéal commun que représente la francophonie sont: solidarité, pluralisme et démocratie..

"C'est pour cela que la francophonie est déjà et sera toujours davantage un pôle d'attraction autour duquel viendront se cristalliser les aspirations des peuples les plus divers," a conclu sir Anerood.

# Mitterrand se veut intraitable contre les USA

**L**E PRÉSIDENT français, François Mitterrand, s'est montré véritablement intraitable vis-à-vis des Américains en ce qui concerne les négociations du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT). La majeure partie du discours du président français était particulièrement axée sur la dimension économique du quotidien, surtout la nécessité d'éviter que les lois de l'argent alliées à la technique ne viennent imposer leur impérialisme au reste du monde.

Le président Mitterrand devait aussi mettre l'accent sur le combat perpétuel pour permettre à la démocratie de respirer. A l'adresse des Etats africains en particulier, le président français a tenu à souligner que la démocratie n'est pas seulement l'organisation d'élections présidentielles ou législatives à intervalles réguliers. "La démocratie n'est pas une rente. Il faut consolider inlassablement les acquis. (...) Il faut aussi l'enraciner dans le tissu social par exemple par la décentralisation, la transparence, la lutte contre la



Le président François Mitterrand

corruption, le respect des règles et des procédures de l'Etat de droit," dira-t-il sans ambages.

Le président Mitterrand a véhémentement dénoncé la position américaine dans les négociations du GATT. Il a insisté que la France est prête à accepter un accord global mais il a tout de suite ajouté qu'il "n'est pas possible d'accepter un accord global avec des clauses léonides."

Il a été intraitable à ce sujet. "On se met d'accord tous ensemble,

on signe un traité et ce traité comporterait une clause non écrite mais réelle selon laquelle tel ou tel pays, lui, garderait la possibilité et le droit de s'abstraire de ses obligations et de considérer ses obligations et ses lois nationales comme supérieures à cet accord international.

"C'est le cas. A tout moment le traité sera révoquant sur l'initiative d'un seul. C'est établir entre les nations un type de relations proprement insupportable. Si je vous en parle c'est parce que l'inacceptable ne doit pas être accepté," a souligné le président de la république française.

Toujours en ce qui concerne les négociations du GATT, le président Mitterrand a soutenu avec force la proposition de résolution réclamant l'exception culturelle. "Je pense qu'il serait désastreux d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique et il faut y prendre garde. Ce que les régimes totalitaires finalement n'ont pas réussi à faire les lois de l'argent alliées aux forces des techniques vont-elles y parvenir," s'est-il demandé.

M. Mitterrand a expliqué que cette clause d'exception culturelle n'a rien de nouveau. Il devait citer le cas des premiers accords culturels de 1947 ou encore la position du Canada dans le cadre du Traité d'échanges nord-américain.

Commentant une récente déclaration "d'un homme que je connais et que j'estime, le président Clinton" le président Mitterrand devait souligner que "l'on ne peut imposer à ce pays — quelle que soit sa puissance, sa façon de penser, de s'exprimer au reste du monde."

Un autre point fort de la déclaration du président Mitterrand a été le soutien indéfectible de la France aux côtés de l'Afrique. "Nous n'accepterons pas l'indifférence à l'encontre de l'Afrique et la réussite économique de Maurice ne peut que nous encourager dans cette attitude," a-t-il dit catégoriquement.

(SUTTE EN PAGE 10...)

## Mitterrand et GATT

(...SUTTE DE LA PAGE 3)

Le président Mitterrand a saisi cette occasion pour rappeler l'engagement de la France aux côtés des pays africains et en particulier ceux appartenant à l'espace francophone. "La France continuera de privilégier l'Afrique, notamment francophone, dans sa politique d'aide au développement aussi bien dans son propre effort national que dans les instances multilatérales auxquelles elle appartient." Il devait faire état des mesures prises par la France pour venir en aide aux pays africains.

En ce qui concerne la démocratie en Afrique, le président français s'est déclaré satisfait des progrès accomplis. "Le bilan est impressionnant bien qu'inachevé

dans certains cas et fragile partout. L'oeuvre est d'autant plus méritoire qu'elle a été accomplie dans les conditions les plus difficiles." Il a tenu à faire ressortir que le progrès sur le plan démocratique devra être accompagné de progrès économique pour que ce "printemps politique en Afrique ne dure pas une saison".

Au chapitre de la francophonie, le président Mitterrand a souligné que "la francophonie, c'est une vision du monde plus qu'un seul état d'esprit, une volonté organisée et pas seulement une sorte d'espace culturel. Nous engageons une nouvelle forme de solidarité. Il nous faut faire en sorte que lorsque nous parlons de solidarité francophone, cela a un sens," devait-il faire ressortir.

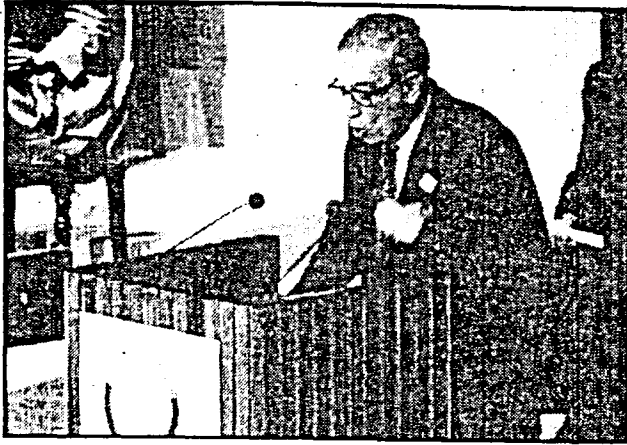


# "La francophonie: une idée subversive"

**L**E SECRÉTAIRE général des Nations, M. Boutros Boutros-Ghali, a défini un véritable triptyque de la francophonie. "Je veux vous dire l'importance que la francophonie est une autre manière de concevoir le monde. C'est à la fois, penser notre identité, penser le plurilinguisme et penser l'universalisme."

Dans un discours costaud et dans un ton des plus convaincus, M. Boutros-Ghali a été l'intervenant le plus catégorique: "Nous sommes d'abord ici parce que nous avons en partage l'amour de la langue française et des valeurs qu'elle véhicule."

Le secrétaire général des Nations unies a fait un véritable étalage de sa conviction dans le francophonie. "La francophonie est, dès sa naissance, une idée subversive. Et, si je voulais résumer ma pensée, je vous dirais: Puisse-t-elle le rester! Puisse la francophonie, par sa force, nous inciter à dépasser les clivages traditionnels. Et que le nouvel ordre que nous appelons de tous nos vœux ne



Le secrétaire général des Nations unies

soit pas une idée creuse ou — pire encore — le masque du conservatisme, mais la porte ouverte à l'imagination et à la fécondité," a soutenu avec force le secrétaire général des Nations unies.

Réfléchissant à voix convaincue sur les différents éléments du triptyque francophone, le secrétaire général des Nations unies a dit que "penser notre identité, c'est d'abord se poser la question: qu'est-ce qui nous fait, ensemble, des francophones? Qu'est-ce qui

nous donne le sentiment d'appartenir à la même communauté? Pour M. Boutros-Ghali, il n'y a aucun doute que le français appartient également à tous ceux qui l'aiment et qui le pratiquent.

Il devait également commenter le fait que le désir de créer cette communauté francophone est venu d'hommes d'Etat et d'intellectuels étrangers. Il devait rappeler que la "francophonie n'est pas une idée vaine au sein de l'Organisation des Nations unies."

Il a signifié son intention de contribuer à sa manière aux délibérations du sommet en dressant un bilan de la francophonie aux Nations unies et en soumettant à la réflexion des participants quelques éléments pour l'avenir.

Le secrétaire-général des Nations unies soutient que l'heure est venue pour balayer une tentation trop fréquente: celle de vivre la francophonie comme une citadelle assiégée. Poussant son analyse, M. Boutros-Ghali rappelle que "la francophonie est d'abord une école — au sens socratique du terme. L'école de la liberté. Celle qui nous conduit sur le chemin de la Connaissance. L'école du dialogue. D'un dialogue toujours renouvelé. L'école de la diversité. Celle qui nous apprend à nous enrichir. Celle qui nous apprend à nous enrichir des autres pour devenir vraiment nous-mêmes."

Il devait insister sur le fait que la francophonie est encore cette autre manière de penser le plurilinguisme. "En effet, penser plurilinguisme, c'est d'abord accepter la différence. Je crois, tout d'abord, que le plurilinguisme est une condition essentielle pour concevoir une véritable diplomatie multilatérale," a-t-il dit. (P 10)

## Boutros-Ghali la conviction

(...SUTTE DE LA PAGE 3)

Le secrétaire général des Nations unies devait déclarer que "la francophonie n'est vraiment elle-même que lorsqu'elle prend toute sa part à la grande aventure du monde." Ainsi, il devait expliquer le sens de sa démarche à s'adresser au Sommet de Vienne sur les Droits de l'Homme en français.

"Si j'ai tenu, au mois de juin dernier, à Vienne, à prononcer en français le discours d'ouverture de la Conférence mondiale sur les Droits de l'Homme, c'est pour mieux souligner le lien symbolique qui unit la langue française et l'idée d'universalité.

"Si j'ai souhaité que les droits de l'homme puissent devenir le langage commun de l'humanité, c'est en français que j'ai tenu à lancer cette exhortation.

"Chacun, je crois, a alors compris mon message," a-t-il maintenu.

M. Boutros-Ghali rappelé également cette phrase de Victor Hu-

go, qui avait dit que "le français est la langue qui s'est donnée tout entière à l'humanité." Il a dit que si la langue française est une langue non-alignée, dans le nouveau monde qui s'esquisse devant nous, le français doit être aussi une langue de solidarité.

# Ambiance détendue au Royal Palm



# A

**AMBIANCE TRÈS DÉTENDUE POUR LE DÉJEUNER OFFICIEL À l'hôtel Royal Palm. L'atmosphère contrastait avec l'ambiance protocolaire qui a prévalu dans la matinée pour la cérémonie d'ouverture du Ve Sommet de la Francophonie au Mahatma Gandhi Institute. La table d'honneur était occupée**

**par le Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, avec à sa droite le président français, à sa gauche le secrétaire général des Nations unies. Le président des Seychelles, M. France Albert René, qui est reparti hier soir, a eu l'insigne honneur de partager cette table d'honneur. Pour mieux dépeindre l'idée de réunion de famille unie, telle qu'exprimée par M. Boutros-Ghali plus tôt, le président François Mitterrand a quitté sa place pour faire le tour des différentes tables et faire un brin de causerie avec chacune des délégations invitées à ce déjeuner avant le début des délibérations au Centre de conférences internationales**



Sir Bhinod Bacha a eu une matinée extrêmement chargée

Le président Mitterrand entame son tour de table

## La cérémonie d'ouverture

**L**

A SÉANCE D'OUVERTURE DU VE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE à l'Institut Mahatma Gandhi (IMG), à Réduit, a duré trois quarts d'heure plus que prévu. Initialement, elle devait se terminer à 11 h 45 mais elle a pris fin à 12 h 30 samedi. Au programme, il y avait sept interventions, dont celles du premier ministre, sir Anerood Jugnauth, du président français, M. François Mitterrand et du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali.

Boutros-Ghali.

L'IMG, qui a subi un lifting, a été décoré de magnifiques anthuriums pour accueillir ce sommet qui réunit 47 chefs d'Etat, de gouvernement et de délégations. L'ouverture du sommet a été marquée par sept discours dont ceux du Premier ministre mauricien, sir Anerood Jugnauth, du président français François Mitterrand, du ministre sénégalais des Affaires étrangères, M. Moustapha Niasse, et du secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali.

Dès 7 h, l'IMG était une véritable ruche, avec policiers (ils étaient plus de 300), membres du service de sécurité, hôtesse, membres du protocole et du centre de coordination, caméramen de la station de télévision nationale, s'affairant chacun à sa tâche respective. C'est à partir de 8 h 30 que les premiers invités, députés, ministres, membres du corps diplomatique et les représentants de certaines délégations étrangères ont commencé à arriver pour assister à la cérémonie d'ouverture.

Le leader de l'opposition, le Dr Navin Ramgoolam, est arrivé à 9 h, peu après Mgr Maurice Piat, évêque de Port-Louis et le cardinal Jean Margéot. Les ministres français Jacques Toubon (Culture et de la Francophonie) et Alain Juppé (Affaires étrangères) sont arrivés quelques minutes plus tard avant d'être rejoints par le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali.

A 9 h 55, les chefs d'Etat, de gouvernement et de délégations, ont pris place sur le podium de l'IMG. Ils sont arrivés en quatre groupes, le quatrième comprenant sir Anerood Jugnauth, le président Mitterrand, le président Albert René des Seychelles, le maréchal Mobutu Sese Seko, président du Zaïre, et le général major Habyarimana, président du Rwanda.

Sir Bhinod Bacha, secrétaire du Ve Sommet de la Francophonie, a agi comme maître de cérémonie. Quatre enfants, notamment Maurina Soodin, Jérôme Jacquotte, Cindy Hey Tow et Kalill Tulloo, vêtus aux couleurs du drapeau national, ont lu un message des enfants pour ce sommet.

A la fin de la cérémonie, qui a duré 150 minutes, les chefs d'Etat se sont rendus au jardin Roopam de l'IMG pour une photo de famille avant de partir un peu plus tard pour le Royal Palm, à Grand-Baie, pour le déjeuner offert par sir Anerood et ensuite pour la séance de travail à huit clos au Centre de Conférences internationales.



# Langue: le français menacé par l'anglais

**L**A PLACE DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE monde est de plus en plus menacée par l'anglais dans les anciens bastions francophones d'Europe ou d'Asie du sud-est, mais aussi par l'allemand qui profite pleinement de l'ouverture des ex-pays socialistes.

Le français, qui unit une communauté de plus de 150 millions de personnes dans le monde, est aussi en perte de vitesse en Afrique subsaharienne, où la scolarisation est en baisse constante.

Ce déclin sera une des principales préoccupations du 5e Sommet de la Francophonie qui s'est ouvert, samedi, à Maurice. Pour y remédier, Paris veut donner une relance politique à la francophonie, accompagnée d'un accroissement substantiel des moyens accordés à la coopération multilatérale.

Le secrétaire général du haut conseil de la Francophonie, M. Stelio Farandjis, a identifié trois trous noirs de la francophonie dans le monde: la crise grave de l'enseignement du français en Afrique, la place prépondérante de l'anglais dans la communauté scientifique internationale et le faible nombre d'entreprises multinationales francophones dans l'industrie culturelle.

Cruelle illustration des difficultés auxquelles le français doit faire face: plus de 1 000 étudiants de l'Institut cambodgien de technologie ont manifesté la semaine dernière à Pnom Penh pour protester contre l'utilisation du français dans l'enseignement et pour réclamer que les cours soient assurés en anglais. La France vient pourtant d'accorder une aide de 33 millions de ff (Rs 102 millions) pour la rénovation de cet institut, appelé à devenir un institut multilatéral francophone.

Selon M. Farandjis, l'école s'effondre en Afrique subsaharienne où seul le quart des enfants est scolarisé, un chiffre en baisse constante. Ainsi, au Sénégal, où la langue officielle est le français, la faible scolarisation (moins de 25%) incite de

nombreux enseignants à préconiser l'apprentissage, à l'école primaire, des langues vernaculaires.

De même au Mali, les écoles expérimentales en langue nationale ont été multipliées ces dernières années. Une politique toutefois tempérée récemment par l'usage obligatoire du français à tous les examens.

Pour remédier à cette sous-scolarisation, le Premier ministre malien, M. Abdoulaye Sekou Sow, compte demander aux participants au sommet de Maurice de prendre en charge la formation et le salaire des instituteurs.

## Pas un livre lu par 19% des Français

**D**IX-NEUF POUR CENT DES FRANÇAIS n'ont lu aucun livre au cours des 12 derniers mois, 29% en ont lu au moins cinq et seulement 10% sont de gros lecteurs avec 25 livres et plus, selon un sondage publié à l'occasion de la Fureur de lire 1993.

En 1989, selon une enquête du ministère de la Culture, 25% n'avaient lu aucun livre durant les 12 derniers mois et 22% avaient lu au moins 25 livres, contre 10% actuellement. Cependant, l'enquête portait sur les plus de 15 ans.

Le roman arrive en tête pour 70% d'individus interrogés. 42% préfèrent les auteurs français et 31% les policiers ou romans d'aventure. Les essais (12%), la poésie et le théâtre (3%) restent les parents pauvres du livre. En revanche, les témoignages vécus (30%), les guides de vie pratique (22%), de voyage/nature (19%), la bande dessinée (16%) et les ouvrages professionnels spécialisés (15%) bénéficient des faveurs des Français.

Dans le reste du monde, la diffusion du français est contrastée, selon les auteurs d'un rapport sur l'état de la francophonie récemment publié.

Par exemple, profitant du reflux du russe dans les ex-pays de l'orbite soviétique, le français progresse en Europe de l'Est, mais moins vite que l'anglais et surtout l'allemand, comme en Tchécoslovaquie où 51% des enfants étudient l'allemand en primaire (contre 1% le français).

En Europe de l'Ouest, si le français se développe en Grande-Bretagne ou en Autriche, il régresse dans les pays du pourtour méditerranéen (Grèce, Italie, Turquie, Liban).

De même, en Amérique latine, où de nombreux pays sont traditionnellement francophiles, le recul de l'enseignement du français est quasi général et devient préoccupant, selon le rapport.

En revanche, le français progresse en Afrique non francophone, à l'instar de l'Afrique du Sud, mais à partir de positions très faibles.

En Asie, le français doit faire face à une déferlante de l'anglais qui s'impose partout, notamment comme langue privilégiée des affaires. A tel point qu'un diplomate européen à Hanoï considère que même le Viêt-nam et ses 70 millions d'habitants sont perdus pour la francophonie.

## Taux effrayant d'analphabétisme dans le monde arabe

**L'**ANALPHABÉTISME DANS LE MONDE ARABE a atteint un taux effrayant, avec une moyenne de 37,5% parmi les hommes et 62% parmi les femmes en 1990, selon un responsable de la Ligue arabe cité, vendredi, par le magazine émirati *Al-Mouallim*.

Les statistiques concernant le taux d'analphabétisme dans le monde arabe (200 millions d'habitants) sont effrayantes et troublantes, mais c'est la réalité que nous devons changer en ayant recours à des méthodes efficaces et objectives, a déclaré le chef du Bureau de lutte contre l'analphabétisme relevant de la Ligue, M. Abdel Azia Al-Sounboul.

Selon les dernières statistiques, le Soudan est le pays arabe où le taux d'analphabétisme est le plus élevé, avec 88,3% suivi de la Somalie (86%).

Des experts du monde arabe soulignent en outre l'absence de loi sur l'enseignement obligatoire dans plusieurs pays dont le Soudan, la Somalie et le Yémen.



## Retour spectaculaire du maréchal Mobutu

**L**E MARÉCHAL MOBUTU Sese Seko, président du Zaïre, a effectué un retour spectaculaire au sein de la famille francophone en participant personnellement au Sommet de la Francophonie qui se tient à Maurice.

Le président Mobutu avait boudé toutes les manifestations francophones depuis l'annulation du sommet qui avait été prévu dans son pays à l'automne 1991.

Le Canada, principalement, avait, à l'époque, menacé de boycotter ce sommet s'il avait

lieu au Zaïre, en raison des massacres d'étudiants commis sur le campus de Lubumbashi, capitale de la province du Shaba (ex-Katanga, sud-est).

Au mois de mai 1990, des informations avaient fait état de graves débordements commis par les forces de l'ordre sur ce campus universitaire. Dénoncées principalement par M. Nguz Karl I Bond, ingénieur du Katanga, qui s'inscrivait à l'époque dans l'opposition radicale au maréchal Mobutu, ces

affirmations de massacres avaient été propagées par différents organes de presse étrangers, notamment en Belgique.

M. Nguz Karl I Bond, revenu dans le giron de la mouvance présidentielle en 1992, n'a plus jamais fait référence à ces massacres. Mis au ban de la francophonie, le maréchal Mobutu ne pouvait plus accueillir ses pairs en terre zaïroise et le sommet prévu à Kinshasa avait été réuni à Paris.

■ ■ ■

# Haiti: démocratie en veillesse

**H**AITI NE CONNAÎTRA pas de retour à la démocratie tant que les violences dureront dans ce pays. C'est ce qu'a déclaré Mme Claudette Werleigh, ministre haïtien des Affaires étrangères et des Cultes, lors de la cérémonie d'ouverture du sommet.

Tout en avouant que son pays est entré dans une période tragique de son histoire durant ces dernières années, Mme Werleigh a expliqué qu'armé de son désir de changement et de son courage, le peuple haïtien mène une lutte pacifique pour la démocratie face à des forces conservatrices qui ne connaissent que la violence des hommes.

Elle a toutefois ajouté que le peuple ne perd pas espoir vu que, depuis deux ans, date du sommet de Chaillot, les pays francophones ont apporté tout leur soutien à la cause de la population haïtienne: C'est grâce, en partie, à cette solidarité francophone marquée tout d'abord par la résolution du sommet de Chaillot et entretenue au sein de l'ONU et de toutes les instances internationales que les négociations en vue de résoudre la crise ont pu avancer et aboutir à l'accord du 3 juillet 1993.

Elle a rappelé que c'est sous cet accord que le président légitime, Jean-Bertrand Aristide, a pu former un nouveau gouvernement constitutionnel dirigé par le Premier ministre Robert Malval, mais il reste à mettre un terme à la terreur d'une partie de l'armée et des forces para-militaires avant que l'on puisse parler d'un retour réel à la démocratie.

Elle a souligné l'apport particulier de la France et du Canada par leurs actions constantes: Le bloc francophone de la démocratie et du progrès qu'il faut construire a-t-il une présence politique renforcée sur la scène internationale? Elle n'a pas manqué de saluer les efforts du SG de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, qui essaie tant bien que mal de résoudre les problèmes de ce monde, y compris ceux d'Haïti.

Mme Werleigh a précisé qu'elle représentait le président Aristide, qui n'a pu faire le déplacement pour des raisons politiques. Rappelant le sommet de Chaillot, elle a déclaré qu'un nouveau tournant se dessinait alors avec la participation d'Aristide peu de temps après le coup d'Etat sanglant qui l'avait forcé à l'exil. Cette participation fut une première pour un chef d'Etat haïtien. Pour Mme Werleigh, outre la résolution demandant le rétablissement du pouvoir légitime en Haïti, ce sommet a montré la net-



Mme Claudette Werleigh

te volonté de la francophonie d'oeuvrer dans le sens de la démocratie.

Constatant le progrès du mouvement francophone depuis le dernier sommet, Mme Werleigh a déclaré que depuis, il ne s'agit plus simplement pour les pays ayant en commun ou en partage l'usage du français d'être solidaires et de développer entre eux la coopération mais aussi de marquer une réelle volonté d'apporter une dimension concrète aux promesses et aux programmes de développement dans le cadre d'un état démocratique.

Le gaullisme, les conflits internes, les inadéquations structurelles sont autant d'obstacles au triomphe de la démocratie.

Ainsi, pour faire triompher la démocratie, Mme Werleigh a fait un appel à des efforts encore plus immenses et à une détermination encore plus forte. Comment parvenir à la démocratie et au développement sans une réelle volonté de reconnaissance et de respect de l'autre, et de dialogue, condition sine qua non à l'unité des groupes sociaux et des peuples au-delà de la diversité des valeurs et des cultures. Pour elle, trois mots définissent les orientations de la francophonie: démocratie, paix et développement. Trois objectifs qui résument le sens de notre avenir commun.

A la veille du troisième millénaire, Mme Werleigh a dit qu'il est maintenant temps que les conflits et les déchirures s'apaisent: Que les hommes se taisent, que les conflits s'effacent au profit du dialogue et de l'effort partagé pour que naissent de nouvelles saisons d'espoir où les hommes et les femmes pourront enfin bâtir un état de droit pour des progrès socio-économiques durables. Elle a qualifié d'indéniable le fait que, de nos jours,

des milliers de personnes meurent de faim, de maladie et de la guerre, victimes innocentes des passions et des ambitions de groupes d'hommes assoiffés, nous ne savons de quels désirs anonymes!

Et c'est dans le but de remédier à cette situation que la francophonie a sa raison d'être. Démocratie, paix et développement. C'est ainsi qu'elle a appelé à la création d'un bloc impliquant les relations nord-sud et sud-sud dans l'intérêt de tous. Et en faisant référence aux problèmes économiques existant à travers le monde, Mme Werleigh a souligné que nulle solution n'est possible en dehors d'un partenariat équilibré. Elle a reconnu les efforts faits par la famille francophone mais a tout de même avoué qu'il reste encore à faire. La francophonie demeure un grand rêve. Et comme tout rêve heureux, il n'est pas facile de le bâtir. En Haïti, nous sommes bien placés pour le savoir...

Les mots de la fin: Je vous invite tous à redoubler d'effort face à la situation actuelle, plus que jamais tragique, que vit la république d'Haïti pour qu'enfin la démocratie, puisse triompher dans ce pays. Une démocratie pour la paix et le développement tel que nous la vivrons: pour la francophonie. Pour terminer, j'voudrai tout simplement dire que sens donner à ce rêve dans les années à venir si, au sommet, nos gestes, nos regards, nos accolades, nos promesses, nos privilèges, nos honneurs et nos résolutions se révèlent impuissants face aux appels désespérés de la souffrance humaine. Mais rassurez-vous, ce rêve aura tout son sens fraternel et de bonheur partagé. La francophonie vivra. Elle rayonnera. Car telle est, j'en suis convaincue, notre profonde conviction à tous.



# Le Sénégal cite l'exemple de Maurice

**L**E MINISTRE DES Affaires étrangères du Sénégal, M. Moustapha Niasse, qui intervenait au nom de son président,

M. Abdou Diouf, à l'ouverture du 5e Sommet de la Francophonie, a axé l'essentiel de son intervention sur l'impossibilité de dissocier les principes démocratiques du processus de développement.

Démocratie et développement, comme il est difficile de les associer concrètement, pourtant l'exemple de Maurice nous convainc qu'on peut y parvenir, a déclaré M. Niasse. L'instauration d'un Etat de droit, agissant comme régulateur de la vie économique, est une condition sine qua non du développement, a-t-il ajouté.

Les États africains ont besoin d'un état de droit légitime qui soit à la fois équitable et juste et qui soit un régulateur de la vie économique et sociale sans être

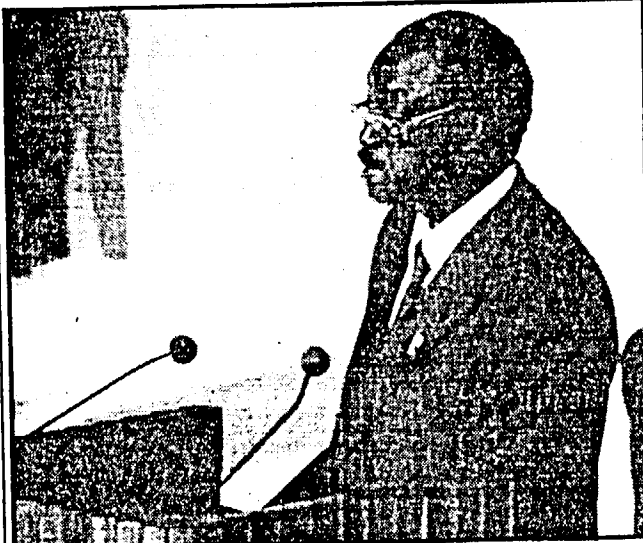
pour le peuple un fardeau insupportable, a dit M. Niasse.

Outre la nécessité de remettre de l'ordre dans les économies, d'exercer un meilleur contrôle sur les dépenses de l'État et de se soumettre à des programmes de réajustement structurels, même douloureux, les pays africains doivent également s'engager dans un processus de démocratisation pour sortir du sous-développement.

Garantir l'état de droit, protéger les droits de l'homme, établir l'indépendance et le bon fonctionnement de la justice partout, assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, dispenser l'enseignement,

réhabiliter le centre de service public de la santé, soutenir l'agriculture qui, en Afrique, reste le moteur de l'économie, voilà le cadre qui permet de passer de l'économie d'assistance à l'économie de responsabilité, celle qui libère toutes les initiatives et toutes les énergies, a poursuivi M. Niasse.

Par ailleurs, dans un monde



Le représentant personnel du président Abdou Diouf

où l'espoir le dispute à l'inquiétude, la francophonie doit plus que jamais faire entendre sa voix et son message qui est un de paix, de justice et de solidarité, a-t-il dit.

Au début de son intervention il devait faire un rapide survol de la situation à travers le monde.

Il a ainsi salué les grands pas en avant vers la paix qu'ont

accomplis des hommes comme Nelson Mandela et Frederik de Klerk en Afrique du Sud et Yitzak Rabin et Yasser Arafat au Proche-Orient. Pour M. Niasse, le prix Nobel de la paix accordé au président de Klerk et à Mandela n'est qu'un juste hommage du travail accompli par ces deux hommes en faveur de la paix.

Toutefois, malgré ces raisons d'espérer, il a noté également une résurgence du nationalisme et de la xénophobie, porteurs de haine, dans d'autres régions du monde comme en Yougoslavie.

Quelle tristesse n'éprouvons-nous pas devant la folie meurtrière engendrée par les intolérances de toute nature, en Afrique et en Europe, dans l'ex-URSS, dans l'ex-Yougoslavie. Un des problèmes majeurs des années à venir risque d'être celui de la confrontation entre les forces d'association et de solidarité et les forces de dislocation de conflit et de rupture.

Des frontières ont bougé, des États ont éclaté et renaît malheureusement une certaine concep-

tion ethnique et anti-républicaine de l'Etat-nation, a dit M. Niasse.

Face à une telle situation le Sommet de la Francophonie qui est fondée sur le respect des droits de l'homme, ne peut que se joindre à la déclaration de Vienne qui condamne avec force toutes les formes de racisme et de xénophobie, a-t-il ajouté.

M. Niasse devait également rendre hommage à Maurice pour son exemple de tolérance et de convivialité. Le ministre sénégalais a également plaidé pour un engagement politique plus conséquent de la francophonie. La dimension politique de la communauté francophone a été affirmée lors du dernier sommet et doit être confirmée à nouveau.

La conférence ministérielle et le Conseil permanent de la Francophonie sont des instances politiques du sommet et ils doivent exercer leurs responsabilités sans entraves et avec tous les moyens qui doivent être mis à leur disposition, a estimé M. Niasse.

■ ■ ■

# Le Viêt-nam et le développement

**N**ÉCESSAIRE COOPÉRATION face à une situation économique difficile et persistante dans les PVD, lutter contre la pauvreté et le sous-développement et renforcement de l'espace francophone.

Trois idées-maîtresses soulignées à travers l'exemple du Viêt-nam par la vice-présidente de ce pays, Mme Nguyen Thi Binh, dans son intervention à l'ouverture du Ve Sommet des chefs d'États ou de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

À côté d'une certaine évolution positive dans le monde, à la recherche d'un nouvel ordre, la prépondérance de la paix et de la coopération pour le développement, l'affirmation avec force des peuples dans leur droit à l'indépendance nationale et à la souveraineté, et le règlement de nombreux conflits régionaux prolongés et l'amorce du rétablissement du processus de paix dans certains endroits, particulièrement au Cambodge et au Proche-Orient, se poursuivent de nouveaux conflits et interventions qui risquent de se détacher des buts onusiens, a-t-elle dit.

Les pays industrialisés sont marqués par un ralentissement de l'activité économique alors que la situation économique des PVD démontre que de graves difficultés persistent, alimentées par le problème de l'endettement, dont le service de la dette, l'inégalité dans les termes des échanges, le prix excessivement élevé de la formation et du transfert de technologie par rapport au revenu annuel moyen des PVD. À ceux-là s'ajoutent la perte continue du prix des matières premières et des prix à l'exportation et un marché fragile.

À son avis, plus que jamais, la coopération et la concertation internationale doivent se renforcer en vue d'instaurer un système d'évaluation international rigide et efficace, fondé sur l'esprit de partenariat.

Depuis 1986, le Viêt-nam s'est engagé dans un processus de renouveau, avec un accent sur la réforme économique, pour le développement des potentialités du pays et l'amélioration des conditions de vie du peuple. Faisant un état des lieux de ce pays, Mme Thi Binh indiquera que son pays poursuit le processus de démocratisation par le renforcement de l'État de droit, de l'Assemblée nationale et des organismes élus par le peuple, de pair avec la réforme économique.

Cependant le développement économique reste fragile. Il y a



Mme Nguyen Thi Binh du Viêt-nam

encore des difficultés à surmonter: le déficit budgétaire, le chômage, les dettes, le manque de matériels et d'infrastructures.

Parlant des sujets de la présente conférence, elle dira que les droits de l'homme ne peuvent être dissociés du niveau de développement économique et des conditions historiques et culturelles de chaque pays. En 1986, l'assemblée générale des Nations unies a officiellement reconnu le droit des nations au développement comme un droit universel et inaliénable.

Il est incontestable que la pauvreté et le sous-développement constituent les principaux obstacles au développement et au respect des droits de l'homme par des gouvernements pauvres. De ce fait, c'est à chaque État que revient la responsabilité première de promouvoir et protéger les droits de l'homme, a-t-elle fait ressortir.

Pour elle, le dialogue et la coopération régionale et internationale devraient être promus sur la base de l'égalité, de la compréhension mutuelle et du respect réciproque de l'indépendance et de la souveraineté nationales.

Concernant la diversité repré-

sentée au sein de la communauté francophone, elle soulignera qu'il est du devoir de chaque pays de respecter, de protéger et de promouvoir les héritages culturels de chaque ethnie. En outre, l'unité ne saurait être durable sans le respect de la diversité, non seulement culturelle et ethnique, mais encore économique et sociale.

Je suis convaincue que notre communauté pourra jouer un rôle plus sensible pour que chacun de nos pays renforce davantage la coopération et la solidarité dans le respect de l'indépendance et la souveraineté de chaque pays, a-t-elle conclu.

La vice-présidente du Viêt-nam ne manquera pas de réaffirmer l'attachement de son pays à la francophonie pour un rôle actif en son sein. Le sommet de Chaillot était celui de l'élargissement de cette communauté et de la maturité. Elle souhaite, à ce titre, que celui de Maurice puisse renforcer la coopération entre les pays membres et que cette communauté s'élargisse davantage, voyant dans cette évolution plus de synergie entre les organismes culturels, techniques et de coopération.



# Condamnation du Canada

**L**E CANADA CONDAMNE ceux qui en Haïti font obstacle au retour du président Jean-Bertrand Aristide et de la démocratie dans ce pays, a déclaré M. Benoît Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris. Dernier des sept orateurs à

prendre la parole à la cérémonie d'ouverture du sommet francophone, il a d'abord transmis au Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, le souhait de son homologue canadien, Mme Kim Campbell, pour la réussite de ce sommet. Il devait souligner que celle-ci n'a pu faire le déplacement en raison de la tenue prochaine d'élections générales dans son pays. Il a aussi félicité le pré-

sident François Mitterrand, président sortant du dernier sommet de Chaillot, d'avoir su incarner ce rôle, qu'il estime si essentiel, que doit jouer la France dans l'édu-

## Le Canada oeuvre aussi pour ramener la paix dans le monde

cation de la communauté francophone.

Pour M. Bouchard (le Canada, qui est aussi représenté au sommet par deux de ses Etats fédérés francophones, le Québec et le Nouveau Brunswick), la démocratie et les droits de l'homme vont de pair avec le progrès et le développement économique. D'ailleurs, a-t-il souligné, lors de la dernière conférence des Nations unies sur les droits de l'homme à Genève, les pays francophones ont parlé d'une seule voix pour soutenir les efforts du secrétaire général des NU, M. Boutros Boutros-Ghali, en matière de démocratie et des droits de l'homme.

Le Canada oeuvre aussi pour ramener la paix dans le monde et pour la non prolifération des armements nucléaires.

M. Bouchard a rappelé que le Canada, tout comme Maurice, est un pays bilingue et multiculturel. A ce titre, son pays attache une grande importance à la notion de l'unité dans la diversité et à la reconnaissance des droits des minorités. Son pays compte poursuivre et oeuvrer dans ce sens pour faire triompher la notion de respect de la personne et de liber-

té fondamentale. Il a déclaré qu'un effort particulier sera entrepris par son pays pour venir en aide aux enfants, toujours les premières victimes de la liberté en raison des conflits et de la famine.

Le Canada fera aussi un effort similaire pour s'ouvrir vers les femmes qui jusqu'ici ne bénéficient pas, dans nombre des Etats de la communauté, du droit à l'éducation. Cependamment son pays se réjouit, que dans nombre d'Etats de la communauté il ya eu un début de libéralisation et de démocratie. Il a déclaré que le Canada s'engagera financièrement pour améliorer le système d'éducation et participera à la campagne de l'alphabétisation des femmes dans ces pays. Car les femmes sont les dynamismes derrière tout développement.

Parlant de la notion de solidarité qui doit dicter la communauté francophone, M. Bouchard a invité les pays participants à se mobiliser pour l'épargne et à oeuvrer pour le développement de partenariat de petites et moyennés entreprises. Il a promis l'aide canadienne aux pays favorisant des liens de partenariat.

M. Bouchard a aussi souligné que son pays accorde une importance toute particulière aux principes de multilatéralisme, qu'il estime le seul garant du dialogue entre Etats. A ce chapitre, il soutient les efforts entrepris en ce sens par le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali.

Evoquant la francophonie, cette communauté de valeurs et des langues, cet espace de dialogue, il a souhaité que cette communauté soit l'espoir pour nombre de gens dans le monde et montre la voie à d'autres.

■ ■ ■

# Le Canada veut parler du Zaïre

**L**E CANADA REGRETTE que les problèmes d'ordre politique existant dans les États membres de la francophonie ne soient pas abordés en toute franchise et en profondeur lors des travaux du sommet de la communauté francophone.

Ainsi, la situation politique au Zaïre aurait mérité d'être abordée lors du sommet, a laissé entendre le coordonnateur canadien au Sommet de la Francophonie, M. Jean Paul Hubert, lors d'un point de presse qu'il a

animé samedi soir à l'hôtel Le Canonier.

Pour lui, la francophonie gagnerait en crédibilité en se penchant également sur les difficultés politiques des pays membres de la francophonie. Le document général de réflexion politique telle que rédigée à l'origine par le Canada et amendée par la suite évoque des problèmes d'ordre politique et démocratique dans des pays comme l'Angola, le Mozambique et l'ex-Yougoslavie.

Mais, assez curieusement, à part Haïti, il n'y a pas de mention de pays de la francophonie. Notre document dans les amendements qu'il a reçus a été amputé. Nous n'avons pas réussi à convaincre suffisamment de nos partenaires qu'il y va de la crédibilité de la francophonie, qui se veut plus politique, de ne pas craindre de regarder chez elle de façon parfois nominative, a déclaré M. Hubert.

Le représentant canadien a toutefois apprécié que l'on a pu nommer et féliciter les pays francophones où il y a eu des progrès sur le plan démocratique. Mais là où il y eu un recul et des déceptions par rapport aux problèmes politiques, ces pays n'ont pu être identifiés nommément.

On a quand même réussi à dire bravo pour ce qui s'est bien fait et dommage pour ce qui ne se fait pas encore. C'est aussi loin que nous avons pu aller, a poursuivi M. Hubert.

Nous aurions estimé tout à fait normal que les difficultés qui se trouvent présentement au Zaïre soient mentionnées, a-t-il précisé suite à une question de la presse sur les pays dont la situation politique aurait mérité, selon le Canada, d'être discutée lors du sommet.

Nous sommes le pays qui a convaincu ses partenaires de ne pas aller à Kinshasa il y a deux ans. Si le sommet de Kinshasa n'a pas eu lieu, je n'ai pas honte de le dire, c'est que l'on a décidé que c'était un peu gênant d'y aller, à cette époque-là, a ajouté M. Hubert.

Abordant le dossier économique, le représentant du Canada a indiqué que son pays contribuera entre 16 et 17 millions de dollars américains au financement de la francophonie pour les deux prochaines années. Le Canada a, en effet, décidé de maintenir le niveau de ses contributions au même seuil, et ce, malgré les difficultés économiques que connaît ce pays.

ressources financières additionnelles, arrivent à diminuer les ressources disponibles à l'ACCT, a argué M. Hubert.

Une telle situation équivaldrait à marginaliser l'ACCT et remettre en question la coopération multilatérale. Finalement c'est la francophonie elle-même qui en souffrira, a poursuivi le représentant canadien. Il s'est dit d'avis que le rôle de ces diverses institutions de la francophonie devraient connaître une augmentation lors du présent sommet.

Par ailleurs, le Canada soutient entièrement la France dans sa campagne pour obtenir une clause d'exception culturelle dans l'accord du GATT. Une résolution est d'ailleurs en préparation en ce sens, a-t-il indiqué.

Il est fort habile de la part de la France d'essayer d'obtenir ce que le Canada a obtenu du même partenaire, a estimé M. Hubert. Le Canada a, en effet, obtenu une clause d'exception culturelle dans l'accord pour la création du bloc économique nord-américain (NAFTA).

D'autre part, la création d'autres institutions de coopération au sein de la francophonie ne doit pas se faire au détriment de la coopération multilatérale dont le principal agent est l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT).

Les institutions spécialisées sont nécessaires dans le contexte de la modernité mais de telles institutions répondent aux besoins d'une minorité de pays membres de la francophonie. Il ne faudrait donc pas que ces institutions, en attirant vers elle des

## Francophonie pour l'an 2000

### Un moment de civilisation

**L**E SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES A MARQUÉ LE monde de demain d'une empreinte très personnelle. Il n'est pas peu réconfortant, en effet, d'entendre cet éminent "citoyen du monde" déclarer qu'il faut sortir des formules administratives, toujours empreintes, pour reprendre le mot de François Mitterrand, d'une frilosité qui n'est pas porteuse d'avenir. Et il en est sorti avec une conviction, une simplicité et une force qui sont, pour tous ceux qui croient en l'homme, en la justice et en la liberté, plus qu'une heure d'espoir.

Née dans la subversion, a rappelé M. Boutros-Ghali, la Francophonie en tire ses essentiels titres de noblesse. Et elle ne pourra être fidèle à elle-même que si elle se montre fidèle à cette vocation de silencieuse révolution de l'esprit dont elle est porteuse. Subversion et révolution hors, donc, de toute idée de violence. Subversion et révolution qui sont vues ici comme premier et quotidien instrument d'une éternelle lutte de l'esprit humain pour cette liberté qui est synonyme d'humanité, pour cette possibilité d'ahérisme qui en est le fondement.

"Destin singulier", a dit le secrétaire général, que celui de la Francophonie. Destin, c'est certain, car une langue qui n'a cessé de porter et de dire, jusqu'à en faire sa propre substance, l'universel besoin d'unité et de diversité finit par se donner effectivement une force qui transcende l'éphémère et le provisoire. Et singulier, c'est également certain, par cette caractéristique qui fait que "La Francophonie n'est vraiment elle-même que quand elle prend toute sa part à la grande aventure du monde." Frémissante toujours, chaleureuse sans cesse, cette entreprise, cette aventure de l'esprit humain dont l'essence même est constituée par "une autre manière de concevoir le monde".

La terre mauricienne a eu l'honneur aujourd'hui d'entendre d'importantes paroles, de frémir à de très fortes pensées. L'homme qui en est l'auteur en mesurait manifestement et courageusement — passionnément aussi — la portée. C'est dans l'humanité entière qu'elles vont maintenant se répercuter, qu'elles vont transporter cette vérité qui, comme le rappelait Albert Camus, vient au monde "sur des pautes de colombe". A nous tous de leur donner leur plein sens. De les serrer et de les vivre pour ce qu'elles représentent: un moment de civilisation.

D.K.

# Un léger énervement de Tonton au banquet

**L**E PRÉSIDENT de la République française, n'a pu se retenir peu avant le banquet officiel offert par le Premier ministre, sir Anerood Jugnauth. Il devait laisser quelques petits signes d'énervement.

C'est un membre du personnel présidentiel français qui devait essuyer la colère de "Dieu". En effet, son service protocolaire aurait oublié de brief le président de la République française sur l'ordre protocolaire pour le début de son intervention. Alors que les principaux invités attendaient pour prendre leur place respective à la place d'honneur, le président Mitterrand devait faire convoquer un de ses officiels pur lui faire part de son énervement.

"Ce qu'il manque c'est la formule," devait rappeler le président Mitterrand alors que l'officiel tentait de lui faire comprendre qu'il fallait commencer par le président de la République de Maurice et Mme Uteem.

Le président Mitterrand ne devait pas résister pour lancer à

cet officiel: "Ce n'est pas comme cela qu'on travaille."

Des images retransmises à la télévision, on pouvait noter ces quelques signes d'énervement. Sur ce, le Premier ministre devait lui faire comprendre qu'il ne devrait pas se faire du souci et qu'en ce qui concerne la formule protocolaire, "c'est à votre discrétion."

Le président français devait se détendre quelque peu en prenant connaissance du menu. "Les noms des plats sont très poétiques," devait déclarer le président français à son homologue mauricien. Il devait ensuite s'engager dans une conversation élaborée avec le président Uteem sur le système républicain mauricien et la composition de la nation mauricienne. A un certain moment, on devait apercevoir le prési-

dent Uteem mettre le Premier ministre au courant de la longueur de la conversation avec le président Mitterrand.

Au moment du toast, qui a été prévu au tout début du dîner, le Premier ministre devait rappeler que le Ve Sommet de la Francophonie est "une occasion de nous retrouver les uns à côté des autres, mais surtout les uns avec les autres."

Sir Anerood devait souligner que "nous n'avons pas cessé de souligner comment nous avons, dans ce petit pays, interprété et compris le choix de la République de Maurice pour recevoir la cinquième édition d'un sommet qui réunit des Etats, des peuples, des civilisations et des cultures dans une mosaïque dessinée à une échelle franco-



La table d'honneur du banquet de la francophonie

phone. Le Premier ministre devait insister sur "le dialogue, encore plus fécond que le respect de nos identités respectives".

Poursuivant son toast, sir Anerood devait faire ressortir qu'à "un moment où, un peu partout dans le monde, l'actualité regorge de conflits armés et de guerre souvent fratricides, il est bon de constater que, en vertu d'une langue on peut éviter de nouveaux babels."

En ce qui concerne le concept de la francophonie, le Premier ministre a souligné que "c'est à partir du seul partage de la langue française que la francophonie est née. Et notre rencontre hier, aujourd'hui et demain, est assurée parce que ce partage ne s'accompagne d'aucune contrainte et qu'il

n'intervient pas sur les sensibilités culturelles sinon pour leur donner une chance supplémentaire de s'exprimer et de s'ac-

complir." En conclusion, sir Anerood a rappelé que l'île Maurice n'a ni exemple ni leçon à donner. "Mais seulement, profondément ancré en nous, un certain sens de la solidarité, de la paix à partager avec tous."

De son côté, le président de la République française est allé directement en besogne quand son tour est arrivé pour s'adresser aux quelque 450 invités du banquet officiel de la francophonie. "Exprimer notre gratitude à la fin de cette belle et utile journée pourrait se dire dans toutes les langues mais c'est encore mieux de le dire en français et c'est ce que je fais."

On notera que le président Mitterrand a émis la formule protocolaire, objet d'un léger énervement au début. De par les images de la télévision d'hier soir, l'on a pu voir également un secrétaire général des Nations unies très en forme..

106.

le x p r e s s  
dimanche  
17 octobre 1993

# Droits de l'Homme une priorité

**L**E THEME DES droits de l'Homme se situe au cœur même de nos préoccupations et demeure un élément incontournable de notre culture politique, a souligné M. Swalay Kasenally.

Maurice constate avec une bien vive inquiétude un relâchement sur le plan du désarmement à la suite des récents événements et suit de près ce dossier, dans la conscience de ses obligations internationales. Et le ministre des Affaires étrangères, de redire la position de Maurice en faveur, non seulement d'une interdiction totale des essais nucléaires, mais encore d'un monde libéré complètement des armements nucléaires.

Félicitant dans un tout autre chapitre l'ONU pour son rôle dans le monde, M. Kasenally a néanmoins fait ressortir que l'ONU ne pourra accomplir la tâche que lui confie la communauté internationale sans des ressources adéquates. Mais il est, de surcroît, important de revoir la base même de cette institution; le système des Nations unies ne saurait, dans cette mouvance, être insensible à un réexamen de ses structures, dit-il. Il faut dégager une entente pour concilier le besoin d'efficacité de cette institution tout en assurant une représentativité adéquate de la

communauté internationale, estime le ministre.

Il souhaitera, à ce chapitre, dans la tradition de concertation francophone internationale sur les grands dossiers, qu'il y ait un consensus exemplaire dans cette réflexion pour une nouvelle ONU forte, efficace et représentative.

L'Afrique a plus souvent — et trop souvent — été décrite comme le continent du désespoir que celui de l'espoir, a fait ressortir M. Kasenally. Si bien qu'on ne se gêne point de parler d'afro-pessimisme.

Si la situation en Mozambique, au Rwanda, au Libéria et en Afrique du Sud nous berce dans un courant d'espoir, la situation au Soudan, en Somalie et en Angola inspire toujours de vives inquiétudes au gouvernement mauricien. En ce qui concerne de la politique économique, le fardeau toujours présent de la dette est une parmi tant d'autres contraintes aux pays du continent de s'engager dans la voie du redressement économique, donc du développement.

D'une autre part, M. Kasenally a salué l'espoir qui se dessine au Moyen-Orient et en Asie orientale, particulièrement au Cambodge. Le ministre des Affaires étrangères a également réservé une pensée spéciale à la Roumanie et lui a souhaité la bienvenue au sein de la famille francophone.

Il a également dit son appréciation de l'heureux dénou-

ment qu'a connu le conflit israélo-palésinien qui vient de s'engager, résolument sur le chemin de la paix. Il a rappelé que Maurice a renoué ses relations diplomatiques avec l'Etat juif.

En guise de conclusion, M. Kasenally a parlé de la solidarité de la communauté générale et celle de la communauté francophone en particulier face aux défis des temps modernes. L'interdépendance des pays du monde nous interpelle à une coopération multilatérale encore plus agissante dans tous les domaines, a-t-il dit en ajoutant que pour ce qui est de Maurice, elle y répondra toujours présente.



# SAJ à la présidence

**L**E SECRÉTAIRE général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, sera présent au sommet de Maurice aujourd'hui

pour une séance de travail qui devrait durer une heure. De ce fait, les sessions à huis clos seront levées pour une soixantaine de minutes, le temps pour le secrétaire général de l'ONU de dire ce qu'il attend de la francophonie tout en donnant l'opportunité aux délégués de lui poser des questions spécifiques.

Au cours de la première journée de ce sommet de Maurice, les délégations présentes ont adopté trois documents de réflexions portant sur la politique internationale, la francophonie dans le contexte international, et l'espace francophone en général dans le

but de savoir ce que les membres attendent et veulent faire de la francophonie, et ce après avoir passé en revue la situation politique internationale.

Les travaux ont débuté avec du retard vu que la cérémonie d'ouverture a duré plus longtemps que prévu. N'empêche que sir Anerood Jugnauth a été nommé nouveau président de la Francophonie, remplaçant du coup M. François Mitterrand, le président sortant.

Le Cambodge et la Roumanie ne sont plus des pays observateurs depuis ce matin ayant obtenu le statut de membre à part entière. La Bulgarie demeure le seul pays à avoir le statut de pays observateur mais son représentant aurait fait une demande d'adhésion qui prendrait effet à partir du prochain sommet, en 1995. Le conseil permanent de la francophonie se penchera sur cette demande.

Les candidats en lice pour l'organisation du 6e sommet francophone sont le Bénin, le Burkina-Faso et le Cameroun mais la Roumanie et le Viêt-nam se sont montrés très intéressés à organiser le septième, ce qui a fait dire à Mme Shirin Aumeeruddy-Cziffra que cela prouve l'enjeu de l'espace francophone. L'organisateur du prochain sommet sera vraisemblablement connu dans la journée de dimanche après consensus.

Par ailleurs, Israël et l'Arménie ont vu leurs demandes d'adhésion, formulées à la dernière minute, renvoyées à la prochaine séance du conseil permanent de la francophonie. La Moldavie a obtenu le statut d'invité spécial tout comme la Louisiane, la Nouvelle-Angleterre et le Val d'Aoste. Ce statut ne permet cependant pas aux pays concernés de participer aux travaux à huis clos des

chefs d'Etat. Quoi qu'il en soit, alors que le Val d'Aoste s'est joint au mouvement avec la bénédiction du gouvernement italien selon Mme Aumeeruddy-Cziffra, mais uniquement pour des échanges culturels.

Faut-il élargir l'espace francophone sans tenir compte des critères ou la refermer? La question était sur les lèvres des chefs d'Etat mais ceux-ci ont enfin tranché en décidant la ligne médiane, soit les nouvelles adhésions avec des critères bien définis dont l'usage du français.

La nouvelle dimension politique de la francophonie a aussi été discutée vu qu'au départ le mouvement n'était que culturel mais veut maintenant jouer un rôle diplomatique et politique. Au cours des travaux de dimanche, les chefs d'Etat aborderont les résolutions politiques, dont celle sur le GATT qui n'a pas encore été terminée. D'autres résolutions ayant trait à l'Afrique, au Liban, au Rwanda et à Haïti seront également discutées avant de passer à la situation économique mondiale avec un document de réflexion sur la coopération économique francophone.

Beaucoup d'intervenants ont principalement parlé des progrès démocratiques et économiques accomplis alors que celui de Haïti a ému les participants. En somme, il a aussi été question de la coopération Nord-Sud mais aussi Sud-Sud car si les pays du Nord y contribuent financièrement, entre autres, ceux du Sud le ont de par leurs richesses culturelles, leurs structures et leur personnel, comme c'est le cas pour Maurice qui a fait de l'Industrial and Vocational Training Board (IVTB) un centre de formation de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT).



■ ■ ■

# Regards sur l'espace francophone

LEXPRES  
Dimanche 17 OCTOBRE 1993  
714 ANNEE No. 1220  
LE NUMERO DE 1000

## L'île Maurice en Francophonie

**D**EPUIS UN AN MAINTENANT, JE M'ÉVERTUE À EXPLIQUER pourquoi ce pays de toutes les phonies est parfaitement à l'aise dans la Francophonie, mais dans une Francophonie plurielle et solidaire. Pluôt que de nous enfermer dans une position qui nous place forcément sur la défensive, je souhaite que le mouvement passe à l'offensive en prenant sans complexe la juste place qui lui revient sur la scène internationale. Soyons réalistes: une langue pèse le poids de ceux qui la parlent. C'est rarement le poids du nombre. Pierre Bourdieu disait, je crois, dans un ouvrage sur le langage, que le champ social n'est pas neutre... Disons que l'espace géopolitique n'est pas neutre non plus. Si nous sommes passifs, nous subissons tous, à un moment ou à un autre, la pression d'une langue et d'une culture dominantes. Sans avoir la possibilité d'avoir accès à d'autres valeurs que celles véhiculées par cette seule langue. L'unilinguisme ne favorise pas particulièrement les idées que nous défendons aujourd'hui: démocratie, pluralisme, liberté... Sous certaines conditions, le plurilinguisme est source de richesse et de force. Il est évident que le plurilinguisme



a aussi des aspects négatifs. Non aménagé il peut donner lieu à une société perturbée et déséquilibrée. Dans l'idéal, il faut un aménagement linguistique qui permette à la société de tirer le meilleur parti de chaque langue... Encore qu'on puisse se demander si l'on peut tout prévoir afin de maintenir l'équilibre et d'éviter les bouleversements, les protestations, les révoltes, voire les conflits majeurs. La Francophonie, qui est le lieu de rencontre de multiples civilisations et de peuples aux langues diverses mais ayant en commun l'usage du français, est dans une position privilégiée pour aborder ce problème extrêmement sensible. Mais elle ne réussira que si elle reconnaît fermement les valeurs attachées à chaque langue maternelle, nationale, ancestrale, emblématique, officielle... Et si elle joue un rôle de médiateur, de facilitateur, comme elle le fait déjà si bien dans d'autres domaines.

Dans le domaine de l'aménagement linguistique, il me semble que l'expertise ne devrait pas être exclusivement exogène. A cet égard, la Francophonie peut jouer le rôle d'élément rassembleur et de facteur d'unité. Mais il faut absolument se garder d'imposer la langue française partout et à tout moment.

Par contre toute atteinte à la langue française en tant que langue internationale doit être combattue avec force. Je dirais même que toute atteinte à n'importe quelle langue internationale et toute volonté, avouée ou non de ne plus respecter les accords internationaux, doit être dénoncée avec vigueur. Et parallèlement, comme nous voulons passer à l'offensive, il faut une stratégie qui permette aux francophones non seulement de s'exprimer en français, mais aussi et surtout d'avoir accès au savoir librement et sans entraves. Les peuples de la Francophonie de leur côté doivent aussi tirer parti des hasards de l'histoire qui ont fait que des pays éloignés géographiquement les uns des autres et aux cultures très différentes, peuvent se rapprocher, communiquer

et partager leurs connaissances et leurs richesses par le truchement d'une langue commune.

Il ne faut pas oublier que si la langue est un lieu de rencontre culturelle, elle peut être aussi un outil de développement, à condition d'être une langue moderne, ouverte, adaptable et adaptée.

Nous savons tous que beaucoup de francophones ont une approche de la langue française qui est affective. On parle "d'amour de la langue" et le français est souvent cantonné au domaine littéraire. Pendant que d'autres langues, tout aussi belles et qui ne sont nullement pauvres du point de vue littéraire, font des bonds en avant dans le monde qui est devenu un village. Il faudrait cesser de considérer la langue comme un monument de marbre. Pour ma part je la verrais plutôt comme un fleuve de vif argent. Elle doit évoluer et s'enrichir au contact des autres langues. Elle doit surtout répondre aux exigences du monde moderne.

La science et la technologie appellent une approche plus rationnelle et à cet égard, la Francophonie a le devoir de répondre aux attentes des francophones du monde entier.

Nos deux opérateurs vous ont parlé de leurs programmes et de leurs projets d'avenir. La présence de la Francophonie sur le terrain est sans conteste, le meilleur gage de sa vivacité et de sa force. Que ce soit le Centre Régional francophone d'Ho Chi Minh ville ou le Crefoi (Centre régional pour l'enseignement du français dans l'Océan indien) à Madagascar ou les centres de formation, ou encore la mise en réseau des centres de français langue étrangère de l'ACCT. Ou l'Institut informatique d'Hanoi, l'Institut de Technologie de Phnom Penh, l'Institut de médecine tropicale du Laos, et bientôt d'autres instituts ou bureaux de l'AUFELF-UREF en Bulgarie, en Afrique, dans le monde arabe. De même que l'Université Senghor d'Alexandrie, qui est une université pour le développement en Afrique.

A Maurice les Chefs d'Etat et de Gouvernement auront l'occasion de s'entretenir des nouveaux défis de la Francophonie. Ils seront dans un pays où l'on a une langue quasi officielle qui est aujourd'hui une langue dominante dans le monde entier mais pas chez nous. Nous sommes anglophones, certes, ou plutôt anglophones. Mais, malgré un siècle et demi de colonisation britannique, l'île Maurice a conservé la langue française qui n'est plus la langue d'une minorité, mais la langue la plus parlée après le créole, langue maternelle de la majorité, y compris à la radio et à la télévision, bien que le français soit prépondérant dans les médias. Les Mauriciens sont toujours en réflexion sur les langues, leur présence, leur rôle et leur poids. Mais tous les décideurs politiques ont privilégié une approche souple du plurilinguisme conscients de la fragilité des sociétés plurielles. Toute politique linguistique trop brusque a été écartée. Et l'équilibre maintenu est assez extraordinaire. Tous les Mauriciens sont fiers d'être plurilingues, ce qui explique peut-être ce farouche esprit d'indépendance qui étonne quelquefois les interlocuteurs ne connaissant pas notre pays.

Shirin Aumeeruddy-Cziffra

Au réduit hier matin:

Tête c

Le For ge



A la table d'hon

# LA FRANCOPHONIE SE PENCHE SUR SON AVENIR



Dimanche 17 octobre 1993

## WEEK-END

6 PAGES - RS 300



Au réduit hier matin:

### Tête à tête Mitterrand/Uteem

Page 6



*"J'ai, jadis, défini la langue française comme une langue non-alignée. Je crois, aujourd'hui, que, dans le nouveau monde qui s'esquisse devant nous, le français doit être aussi une langue de solidarité"*

Le cinquième sommet de la Francophonie a été inauguré, hier matin, à l'Institut Mahatma Gandhi par sept discours dont le plus remarqué aura été sans conteste celui du secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali. Les différents intervenants ont tous souhaité, avec plus ou moins de force, un renforcement des institutions francophones, pour favoriser le développement et les échanges entre le Nord et le Sud. En insistant, comme l'a fait sir Anerood Jugnauth, sur le fait que la crise économique ne doit pas servir de prétexte aux pays du Nord pour constituer un système de protectionnisme frileux qui servirait d'alibi à un désengagement vis-à-vis des pays en voie de développement. Comme on s'y attendait, M. François Mitterrand a expliqué la position française réclamant une exception culturelle dans le cadre des accords du GATT. En dehors des discours officiels, on aura également noté que la France et le Canada ne sont pas sur la même longueur d'onde en ce qui concerne le fonctionnement de l'ACCT et que la Belgique et le Zaïre sont loin de partager la même analyse sur un des thèmes majeurs de la francophonie: la démocratie et les Droits de l'homme. Une ombre planera sur le sommet: celle du président Jean-Bertrand Aristide de Haïti, absent en raison de la situation qui prévaut dans son pays.

### Le sommet des conjoints

## For ladies and one gentleman only



À la table d'honneur: Mme Uteem, Lady Jugnauth et Mmes Sarah Zarquani et Constantia Manque d'Obiana de la Guinée Equatoriale

### Michel Jobert à Week-End:

## 'La France ne fait pas assez pour la francophonie'



Dans une interview exclusive accordée à WEEK-END, la semaine dernière, à Paris, Michel Jobert fait son bilan de la francophonie. Il instruit le procès des gouvernements français qui, par manque de vigueur, n'ont pas fait assez pour la défense de la francophonie et passe en revue les raisons qui l'amènent à ce constat. L'ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand se prononce résolument pour l'exception culturelle dans le cadre du GATT et préconise, avec passion, la défense de la langue française par des prises de positions fermes au niveau politique et économique. Le tout avec une ironie caustique et des arguments percutants qui ne devraient pas laisser insensibles les représentants des 47 pays participant au Vème Sommet de la Francophonie.

• Voir pages 22-23



Editorial

GROS PLAN

Maurice de toutes les phonies

La République de Maurice, île confinée au sens restrictif de ses lagons balisés de brisants mais pourtant proclamée "Great little country" par la regrettée Indira Gandhi, célèbre, ces jours-ci, son appartenance à l'espace francophone. Nous célébrons l'événement comme il se doit, légitimes au même titre que l'expo de Séville marquant le cinq-centième anniversaire de la présumée découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, celui-là même qui aura initié les colonialismes aux accents européens.

C'est que nous célébrons, aujourd'hui, par le biais de manifestations annexes du Sommet de la Francophonie, témoignage de notre appartenance à un concept calqué sur le Commonwealth (n'en déplaise à Régis Debray pour sa référence à la notion club), dernier réflexe de l'empire britannique, déclinant, rectifiant aux yeux de l'histoire la chute d'un autre empire, celui-là, romain. Les annexes de ce Sommet de Maurice ont vu converger jusqu'à nos rives le Forum Francophone des Affaires, les assises des maires et parlementaires, les rencontres d'artistes, de responsables des stations de radios et télévisions, le Congrès de l'Union Internationale des Journalistes des pays de langue française, enfin, le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement appelés à donner une certaine pertinence aux propos de Mme Antoinette Spaak, présidente du Conseil de la Communauté française de Belgique: "La francophonie doit être dans le monde de demain un facteur d'équilibre et un ferment de liberté et de progrès". Oubliant, toutefois, que la francophonie, profondément enracinée dans le voyage "vers l'idéal", demeure un véhicule, par excellence, appelé à rapprocher les hommes par la fraternité, la solidarité et l'universalité. Cette francophonie a poussé un Charles de Gaulle vers la manifestation d'espérance à deux reprises et par deux phrases célèbres, l'une à l'adresse des Algériens: "Je vous ai compris" et l'autre aux Québécois: "Vive le Québec libre!" Est-ce à dire que "Charlie" était plus progressiste que "Tonton"? Ou peut-on penser que les événements de l'heure choisissent de façonner différemment le cours de l'histoire? Hier, un de Gaulle pouvait trouver asile en Grande-Bretagne d'où il pouvait s'adresser en français sur les ondes de la BBC, aujourd'hui la France de Pasqua se renferme sur elle-même, organise des rafles, et cultive la suspicion à l'égard des étrangers. Et l'on ose pérorer sur la francophonie quand doucement on se fait l'"allié" d'un Le Pen.

C'est vrai que nous, Mauriciens, sommes privilégiés depuis la formule de Mark Twain qui, dans sa naïveté écologique (déjà!), trouvait que Dieu créa le monde avec Maurice comme modèle. Notre privilège, c'est avant tout d'appartenir à tous les espaces du monde, l'Eden multirace, multi-religieuse, multilingue. Ce que nous osons revendiquer, en toute légitimité, c'est la francophonie, bien sûr, mais aussi notre indianité, l'île de Gorée de nos ancêtres ferrés, père Laval, les divinités hindoues, le Coran, le Commonwealth, la Chine des ambitions retrouvés, l'espace créolophone, bref, ce ciment qui unit les pavés mosaïques de notre kaléidoscopie.

Alain Decaux, au temps où il était ministre délégué chargé de la Francophonie, osait écrire que "quand on parle de francophonie, c'est tout aussitôt le pluriel qui s'impose, tant cette communauté est riche de la diversité de ses histoires, de ses cultures, de ses langues. Un malin génie n'aurait pu imaginer ensemble plus disparate".

Il serait prétentieux de notre part de conclure que ces propos-là nous visaient mais notre disparité demeure l'antidote des déchirements vécus ailleurs, dans l'espace francophone, qui comprend le Togo, le Zaïre, le Rwanda.

Gérard Cateaux

C'est Boutros Boutros Ghali qui, dans une intervention de bien belle facture, a le mieux expliqué, hier, ce qu'est la francophonie. Ou du moins ce qu'elle devrait être. Encore loin d'être un

concept populaire susceptible de provoquer de larges adhésions, la francophonie reste un projet relativement neuf qui n'avance qu'à pas mesurés. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'a pas d'avenir. Au contraire, la fin de la guerre froide et la disparition des blocs antagonistes créent des conditions objectives susceptibles de donner à la francophonie une chance réelle d'épanouissement. A condition, évidemment, que ceux qui décident du présent et du futur de la francophonie lui assignent des objectifs clairs, ne pratiquent pas la duplicité, et n'institutionnalisent pas l'hypocrisie. La francophonie doit être ce que le secrétaire général des Nations Unies a appelé une autre manière de concevoir le monde.

Moins partisans que les autres voix habituelles, fortes et trop souvent empreintes d'égoïsme d'Etat de la francophonie, celle de Boutros Boutros Ghali aura été, en tout cas, la plus écoutée. S'il a rejoint, même nuancé, en fin d'intervention — ce qui suppose qu'il y a eu une toute dernière retouche — le président Mitterrand dans l'idée que la francophonie pouvait être l'une des alternatives les plus intéressantes à l'uniformisation culturelle de la planète, l'idée de la francophonie qu'a offerte le secrétaire général des Nations Unies a le plus de chances de séduire, si elle rencontrait le soutien de la communauté des nations impliquées. Qu'a dit Boutros Boutros Ghali? Qu'à sa conception, en 1878 déjà, la francophonie se voulait une réponse libérale face aux idéologies impérialistes, un témoignage de solidarité face à la logique coloniale, une idée subversive. Il a souhaité, hier, que cette idée subversive subsiste et que le nouvel ordre souhaité ne soit pas une idée creuse, ou pire encore, le masque du conservatisme, la porte ouverte à l'imagination et à la fécondité. Le secrétaire général des Nations Unies a aussi insisté à l'effet que la francophonie est une autre manière de penser le plurilinguisme.

C'est un peu un agenda pour l'avenir que Boutros Boutros Ghali a proposé, hier, un avenir fait de générosité, de solidarité, d'ouverture et de tolérance. Or, ce programme demeure ambitieux. Aujourd'hui, même s'il existe un consensus pour

Un agenda pour l'avenir

que la francophonie se manifeste d'une manière autre que ponctuelle sur le cours des événements mondiaux, il y a encore trop de querelles de clocher et trop de susceptibilités à soigner. Ce que certains appellent le match Canada/France qui s'articule autour de la prépondérance et de l'effectivité des institutions de la francophonie empoisonne le débat et freine le rayonnement de cette communauté. La France est en faveur d'un rôle plus politique pour le Conseil Permanent de la Francophonie, où siègent les représentants personnels des chefs d'Etat des pays membres et d'une responsabilité de simple opérateur pour l'Agence de Coopération Culturelle et Technique. Or, le poste de secrétaire général de l'ACCT est occupé par le Canadien Jean-Louis Roy et le Canada s'emploie avec une rare ténacité à maintenir son candidat à ce poste hautement sensible.

Le sommet qui se tient ces jours-ci a d'ailleurs témoigné d'une belle empoigne, qu'ont alimentée les propos tenus par ou prêtés à Jacques Toubon, dans Le Monde du mercredi 14 octobre, dans un article signé Jean-Pierre Péroncel-Hugoz à l'effet que "l'agence a été en dessous des ambitions normales de la francophonie, elle n'a pas rempli sa mission, préférant souvent être le relais de la coopération bilatérale canadienne". Une véritable déclaration de guerre qui a provoqué une réaction hostile des Canadiens qui ont donné de la voix à la réunion ministérielle et qui ont obtenu de M. Toubon, une clarification et un démenti des propos qui lui sont attribués. Même si les Canadiens ont très diplomatiquement dit qu'ils ne mettaient pas en doute la mise au point du ministre français de la Culture et de la Francophonie, ils n'avancent pas moins, en coulisses, qu'ils trouvent pour le moins étrange que des professionnels du Monde aient à ce point mal rapporté un ministre. Toujours est-il qu'à ce combat institutionnel, c'est encore une fois les Canadiens qui l'ont remporté et qu'à Bamako, du 7 au 9 décembre prochains, où vont se réunir les ministres, l'actuel secrétaire général, Jean Louis Roy est virtuellement assuré d'un renouvellement de

mandat. En attendant que la France fourbisse de nouvelles armes pour partir à la conquête de l'ACCT et rehausser le niveau du CPF.

Affrontement sur le rôle des institutions, mais aussi incapacité à insulfler à ces Etats membres la volonté de mettre au diapason de la démocratie, à respecter les Droits de l'homme, qui sont deux des grands thèmes du présent sommet. A cet égard, la présence ostentatoire du maréchal Mobutu Sese Seko Konde Ngbendu Bando Ndouye Zaire, pays auquel le maréchal ravi l'accueil du sommet, ne présente pas des raisons évidentes, ne passant inaperçue, hier, à la cérémonie d'ouverture, que qu'aux autres manifestations qui ont marqué le premier des délibérations des chefs d'Etat. Au nom du principe de l'ancienneté de l'appartenance de son pays à la francophonie, le maréchal pris place, hier, à l'Assemblée Mahatma Gandhi, à la table d'honneur, aux côtés de François Mitterrand, Aurore Jugnauth, Albert René, le major Hayarimana du Rwanda. Ce qui contredit les discours élogieux tenus de part et d'autre et qui met en évidence un rôle souvent équivoque de la France face à certains régimes méprisables pour leurs habitants. Terre d'accueil de ce Sommet, Maurice en tire essentiellement un certain prestige, même s'il y a plusieurs absents de taille qui ont les assises locales. La présence d'un grand nombre de journalistes qui découvrent le pays en même temps qu'ils couvrent les travaux du sommet, va sans doute augurer d'un rayonnement plus conséquent du pays dans la communauté francophone africaine.

Et pour que l'agenda proposé par Boutros Boutros Ghali des chances de se concrétiser, il faudra des efforts considérables et une volonté manifeste dans le sens indiqué. Mais qui occupe désormais la présidence a, à cet égard, une responsabilité particulière à assumer pour que la francophonie soit véritablement porteuse de progrès et de développement et riche de l'amélioration qualitative de la vie des citoyens de l'espace francophone.

Le secré... C'es... s'... pr... fra... Le... C'... s'... pr... fra... tenu a l'Institut... d'ider à la g... insister le pré... l'agent et de... régimes totali... accepter que... d'application... président Clin... qu'aucun pay... son mode de... poursuivi en... chaque pays... aut génération... souscrit le Sec... Boutros Ghali... des alternative... toujours au mé... son français dev... bangas n'est plus... France et que la fr... être une force de... de l'Union de la tr... soit dira aussi... pous au national... vont de plus en... des cultures. Il de... de France à la ré... dans plusieurs pays... francophone et pa... dernier bastion... nation. et elle l'es... valoir tout ce... pour profiter l'... qui a obtenu que... la création de la... Améca Free Trad... une cause d'exc... "Tant mieux pour... a-t-il ajouté, n... nouveau insi... de faire entendre... de permettre à ch... santes de la com... phone de faire v... propres". Et après... franc n'est pas u... mination et qu'elle... coexistence, il dir... cultures ne sont pa... L'égalité de... Evacuant une r... désaccord. Franç... aussi que l'on s'inqu... françaises, comme... obstacle à l'accord... nous s'amançons... traitement et plus les... ières, mieux ce sera... intervention Franç... de la francophon... sembler une vision... pas un simple état... volonté d'organiser... d'engager une nouv... pression, ce qu'il a ré... l'Entente... également parlé de... développement et... France comparée à... comme les Etats-U... accord plus d'aide... l'oppement et a... recherche la dette... notamment africain... également permis d... des pays en dévelo... site de Maurice. Qu... le président Franç... processus en cour... baux pays de la con... phone et a estimé q... avancée dans le ti... de la centra



A la séance d'ouverture du Sommet francophone, hier, à l'Institut Mahatma Gandhi

# Le président Mitterrand réaffirme l'opposition de la France à l'inclusion des activités culturelles dans l'application du GATT

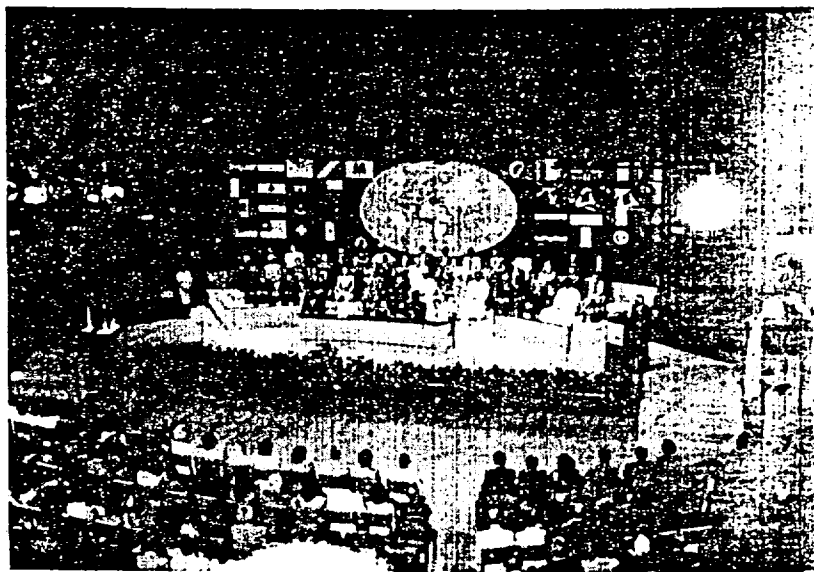
□ "Il serait désastreux d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique"

□ "Ce qui est en jeu, c'est le droit de chaque pays de forger son imaginaire", dit-il

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros Ghali: "La francophonie a été, dès sa naissance, une idée subversive"

□ SAJ: "La francophonie est une idée d'avenir et un outil d'insertion dans la modernité"

**C'**est le volet culturel qui a occupé, comme il fallait s'y attendre, une bonne place dans l'allocation prononcée par le président de la République française, François Mitterrand, hier, à l'ouverture du 5ème sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à l'Institut Mahatma Gandhi à Moka. Il serait désastreux d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique, devait insister le président pour se demander ensuite si les lois de l'argent et de la technique vont passer là où ont échoué les régimes totalitaires et de rappeler que la France ne va pas accepter que les activités culturelles entrent dans le champ d'application du GATT. Après avoir dit son respect pour le président Clinton, François Mitterrand a émis l'opinion qu'aucun pays, quelle que soit sa puissance, ne peut imposer son mode de pensée et ses images au reste du monde. Il a poursuivi en observant que ce qui est en jeu, c'est le droit de chaque pays de forger son imaginaire, c'est la transmission aux générations futures d'une identité. Une idée à laquelle a souscrit le secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, qui a souhaité que la francophonie soit l'une des alternatives à l'uniformisation culturelle du monde.



Jour après jour, le président français devait aussi dire que la langue n'est plus la propriété de la France et que la francophonie entend être une force de civilisation. Dans sa définition de la francophonie, le président dira aussi qu'elle fera contre-poids au nationalisme culturel en favorisant de plus en plus le pluralisme des cultures. Il devait évoquer l'aide de la France à la réalisation d'oeuvres dans plusieurs pays de la communauté francophone et parler, à cet égard, de dernier bastion. "Si elle se sent menacée et elle l'est, comment faire valoir tout ce que vous êtes?" Il a pu citer l'exemple du Canada qui a obtenu que l'accord portant sur la création de la NAFTA (North America Free Trade Area) contienne une clause d'exception sur la culture. "Tant mieux pour eux et pourquoi pas nous", a-t-il ajouté, non sans avoir de nouveau insisté quant à la nécessité de faire entendre notre différence et de permettre à chacune des composantes de la communauté francophone de faire valoir son identité propre. Et après avoir dit que le français n'est pas une langue de domination et qu'elle est une langue de coexistence, il dira aussi que "nos cultures ne sont pas à négocier."

lance, la lutte contre la corruption et le respect des règles et des procédures de l'Etat de droit.

C'est le Premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, qui avait précédé le président français à la tribune. Il a brossé un bref tableau de la situation sur la scène internationale avant d'en venir à la francophonie elle-même. Le porte-parole de l'Etat mauricien a souhaité qu'une réflexion approfondie s'engage sur les rapports entre les Droits de l'Homme et le développement ainsi que sur le thème de l'unité dans la diversité, principes auxquels adhèrent, a-t-il dit, les Mauriciens dans leur ensemble. Et de rappeler aussi que "nous croyons fermement que le respect des libertés individuelles et collectives, le pluralisme politique, la liberté d'expression sont, dans une grande mesure, à l'origine de notre réussite économique". Le véritable miracle mauricien, devait-il poursuivre, c'est d'avoir su faire cohabiter dans cette île une telle variété de races, de religions, de langues et de cultures, sans pour autant manquer aux principes de tolérance et de respect de l'autre.

## Comme une force réelle

Au niveau des échanges, Sir Anerood Jugnauth a également souhaité que la récession économique ne conduise les pays du Nord à un protectionnisme triéux qui servirait d'alibi à un désengagement vis-à-vis des pays en voie de développement, pour souligner ensuite que les pays du Sud ont, de leur côté, pris conscience que leur décollage économique ne pourra être que le produit de leurs propres efforts. Le Premier ministre a également parlé de la coopération dans des domaines où l'argent ne pouvait suffire, comme la protection des Droits des enfants et l'amélioration de la condition féminine. Il a, par ailleurs, exprimé l'opinion que la mondialisation des problèmes rend vaine toute tentative d'y apporter des solutions strictement nationales. Et d'évoquer le projet de résolution sur le trafic et l'abus de stupéfiants, fléau frappant le Nord comme le Sud et qui requiert les efforts de tout un chacun.

Terminant comme il avait commencé, Sir Anerood Jugnauth dira que la francophonie ne peut pas et ne veut pas rester sur la défensive. Un consensus dégagé autour de la nécessité d'une présence plus forte de la communauté francophone sur les plans politiques et diplomatiques; il s'agit, selon le porte-parole mauricien de lancer un message clair et cohérent à l'adresse du monde. L'heure est

venue pour que la francophonie s'affirme comme une force réelle, comme un partenaire crédible pour la recherche de la paix dans le monde. Après avoir évoqué les pas décisifs réalisés au Moyen-Orient et après avoir dit espérer que le Liban parvienne à panser ses plaies, SAJ a rendu un hommage au président Aristide. Au-delà de notre attachement commun à une langue qui nous aide à penser et à agir, ce qui nous unit, c'est une certaine idée de la francophonie, autrement dit, une vision de notre propre devenir au sein d'une communauté dont nous sommes sûrs qu'elle saura accueillir toutes nos différences et les traduire en un idéal commun dont les maîtres-mots sont: solidarité, pluralisme et démocratie. Il a conclu que c'est pour cela que la francophonie est une idée d'avenir et un outil d'insertion dans la modernité.

## Une réponse libertaire aux idéologies impérialistes

Intervention remarquée du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros Ghali qui a d'emblée jugé trop administrative la formule "ayant en commun l'usage du français" dont on affuble la francophonie. L'ONU ayant été décrite comme "l'espace miroitant des langues, c'est en son sein que la francophonie a trouvé une nouvelle dimension, dira M. Boutros Ghali. La francophonie porte la marque d'un destin singulier, qui, dès son origine se voudra une réponse libertaire aux idéologies impérialistes, un témoignage de solidarité face à la logique coloniale. Aussi, le secrétaire général des Nations unies dira que la francophonie est, dès sa naissance, une idée subversive pour ajouter qu'il souhaitait qu'elle restât ainsi. Souhaité aussi que la francophonie aide à dépasser les clivages traditionnels, que la nouvel ordre ne soit pas une idée creuse ou le masque du conservatisme, mais la porte à l'imagination et à la fécondité.

La francophonie n'est vraiment elle-même que lorsqu'elle prend toute sa part à la grande aventure du monde, dira aussi M. Boutros Boutros Ghali qui, faisant part de son appréciation

personnelle, ajoutera qu'elle est une incitation à la créativité, une invitation à la pensée. La francophonie, c'est aussi une autre manière de concevoir le monde, c'est penser notre identité, penser le plurilinguisme et penser l'universalisme. Sur l'identité d'abord, qui est le partage du français, le secrétaire général de l'ONU rappellera que l'idée de créer cette communauté francophone est venue d'hommes d'Etat et d'intellectuels étrangers. Ce désir né hors de France montre, selon lui, le désir d'unité dans la diversité. Après avoir annoncé un bilan de la francophonie à l'ONU pour aujourd'hui, il a invité les participants au sommet à balayer la tentation de vivre la francophonie comme une citadelle assiégée et a cité l'oeuvre d'un linguiste contemporain affirmant que, bien que l'on dise que le français, partout évincé, cède la place à l'anglais, il arrive au français de connaître un degré d'universalité et de vivre une situation où la francophonie dépasse numériquement celle de la France.

La francophonie, c'est d'abord une école, l'école de la liberté, l'école du dialogue, l'école de la diversité, une autre manière de penser le plurilinguisme, dira-t-il aussi. Le plurilinguisme est une condition essentielle, a dit M. Boutros Ghali, pour concevoir une véritable diplomatie multilatérale et pas de multilatéralisme sans plurilinguisme et d'ajouter que la communauté peut compter sur lui pour faire en sorte que l'équilibre, parfois précaire, entre les langues de travail au sein de l'ONU soit respecté et qu'il fournisse quelques éléments concrets pour affirmer ce principe. Il a aussi dit qu'il croit que le plurilinguisme est un élément essentiel de la démocratie et de la démocratisation des relations internationales.

## Constituer une alternative intéressante

Etre francophone, c'est d'abord parler une langue qui porte les plus beaux mots du monde: les Droits de l'homme, la tolérance, la démocratie, le droit des peuples, dira-t-il, ajoutant aussitôt qu'il a défini la langue française comme une langue non-alignée et qu'il croit qu'elle doit aussi être la

langue de la solidarité. Expliquant les raisons pour lesquelles il s'est exprimé en français à l'ouverture de la conférence de Vienne, il a dit que c'est pour souligner le lien symbolique qui unit la langue française et l'idée d'universalité. Il a terminé en disant que la francophonie doit porter en elle-même les messages les plus généreux de la communauté humaine, qu'elle doit être un exemple pour penser le développement économique et social, pour porter attention et assistance aux plus démunis, pour offrir un avenir plus juste et plus équitable, pour constituer une alternative intéressante à l'uniformisation culturelle de la planète.

Le ministre des Affaires étrangères du Sénégal, M. Moustapha Niassé, qui était un des intervenants, a parlé du pays-hôte de la conférence pour dire que Maurice, c'est aussi l'histoire respectée, l'exemple de tolérance et de convivialité, avant de commenter brièvement l'évolution de la situation dans le monde avec l'accord OLP-Israël et le prix Nobel décerné à deux hommes de courage, Nelson Mandela et Frederik De Klerk. Il a aussi parlé de l'accélération de l'histoire et du danger de la conception ethnique. Pour ce qui est des institutions de la francophonie, M. Niassé a proposé pour l'avenir qu'il y ait quelques personnes extérieures au Conseil Permanent de la Francophonie pour réfléchir sur les rôles qu'elle sera appelée à jouer. Mme Nguyen Thi Binh, vice-présidente de la République du Viêt-nam a parlé de la situation dans son pays et de la dialectique Droits de l'homme-développement, alors que Mme Claudette Werleigh, ministre des Affaires étrangères de Haïti, a évoqué, sur un ton émouvant, la tragédie qui se joue en ce moment même dans son pays. Avec la disparition des blocs, celle qui s'exprimait au nom de Jean Bertrand Aristide a souhaité que la francophonie soit un bloc de fraternité. Le délégué canadien, en l'occurrence, M. Benoit Bouchard, le représentant de son pays à Paris, a beaucoup insisté sur la francophonie multilatérale et a aussi souhaité le rétablissement de la démocratie à Haïti. Il a également évoqué le thème du désarmement.

## Egalité de traitement

Évoquant une nouvelle fois son désaccord, François Mitterrand dira aussi que l'on s'inquiète des positions françaises, comme si la France faisait obstacle à l'accord général. Ce que nous demandons, c'est l'égalité de traitement et plus les échanges seront libres, mieux ce sera. Au début de son intervention François Mitterrand a défini la francophonie comme représentant une vision du monde et non pas un simple état d'esprit mais une volonté d'organiser l'espace culturel, d'engager une nouvelle forme de solidarité, ce qu'il a résumé en une expression, l'Entente francophone. Il a également parlé de démocratie et de développement et a rappelé que la France compare à des puissances comme les Etats-Unis et le Japon, accord plus d'aide aux pays en développement et à soit rayé soit rétrogradé la dette de plusieurs pays notamment africains. Ce volet lui a également permis de citer en exemple des pays en développement, la réussite de l'Australie. Quant à la démocratie, le président français s'est réjoui du processus en cours dans de nombreux pays de la communauté francophone et a estimé qu'elle devrait être avancée dans le tissu social, par le biais de la décentralisation, la trans-

Ambiance

AU MGI, HIER MATIN, À L'OUVERTURE DU SOMMET

# Irrespectueusement vôtre...



On reconnaît Paul Berenger, au loin...



Les hôteses en action



Arrivée très remarquée du Président zairois, le maréchal Mobutu Sese Seko

**A** pied d'œuvre, tôt le matin. La presse était priée d'être sur les lieux dès 8h, les hôteses et les gardes dès 7h, les invités à partir de 8h30. Le mot d'ordre a été presque suivi à la lettre... Les services d'ordre, ça, c'est une autre histoire... L'humeur est badine donc, en ce matin, à 8h: relax, les officiers de sécurité volontiers l'humour aux gestes précis d'une fouille méticuleuse des cabas et autres sacs volumineux, photographes et journalistes: "à part impé bombes, ki ou énan?" Les journalistes matinaux, accueillis par un vent frisquet et une petite pluie de mauvais augure, apprécient...

On met encore une dernière main aux décorations florales et le portique de sécurité subit les dernières vérifications. Bref, l'ambiance est encore cool. Puis c'est l'arrivée des premiers invités. Mais le service d'accueil est encore en retard, qui accueille qui et comment semble être la grande question. Mais l'explication nous est fournie après: certains n'avaient pas appris sur l'apprentissage sur le tas, du fait que ce n'était qu'à 6h du matin qu'elles ont appris leur affectation au MGI. Bonjour! Certains invités se dirigent tranquillement vers la mauvaise entrée pendant que les hôteses se concertent entre elles pour décider qui fait quoi... Ce revirement de programme paraît-il, répond à des besoins de sécurité, afin de toute préméditation perdue. Quoi qu'il en soit, les facultés d'improvisation ne sont pas données à tout le monde, beaucoup plus tard que la synchronisation des mouvements des hôteses vers les invités s'est mise en branle.

Les figures mauriciennes, surtout politiques, commencent à retenir l'attention. Tout d'abord, un long cortège, Prem Nababing, Alan Ganou, Jean-Claude de L'Estrac et Jayen Cuitaree donne cours à toutes sortes de dernières tractions avant la fin de la trêve? Qui convainc qui? Plus tard, Madun Dulloo se joint au groupe et lance, reprend de plus belle, hélas trop loin des oreilles indiscrettes de la galerie de presse... Peu avant, c'est l'arrivée nonchalante, de Paul Berenger entouré de Jérôme Boulla et de Subash Lallah qui laisse planer comme une nuée de regrets pour certains, de fatalisme genre "kol li ti énan énan énan énan" ou "Moustache en a vu d'autres et nous en fera voir autant..." Tout s'aggrave à la même rangée d'Arvind Boollel et de Xavier-Luc Duval, et deux regards derrière le "docteur-maitre" Navin Ramgoolam. Paul Berenger attire les regards curieux et les commentaires caustiques... A sa manière, pour silencieuse, voire respectueuse, il participe à l'événement...

Kalash Ruhee, pour sa part, fait dans les civilités: il n'hésite pas à braver des rangées pour des présentations et brins de cassettes. Sir Gaetan D., de soie bleue vêtue, ne reste pas en place: sa délégation communique la cause de cette impatience? Les effusions, c'est pour Jacques Tobin, Aumeruddy-Czifra: gestes affectueux à l'appui, les deux piliers de la francophonie n'en finissent pas de se concerter. L'ambassadeur sera est, comme dirait l'autre, "dans sa place", pour expliquer la plus grande symbiose entre sa personnalité et sa fonction... Comme l'attente est longue, l'arrivée des chefs d'Etat et de gouvernements: l'assemblée des chefs d'Etat, à la rencontre sociale... Il ne manquait que les petits loups!

### Honneur et stupeur

Dehors, un groupe d'enfants dans leurs uniformes scolaires, avec leurs petits drapeaux et repètent un peu leur numéro... Lequel n'est pas perplexe: pour combien de temps nous mènera-t-on encore ces enfants en mission communitaire? Quant leur jour, au pas de leur visiteurs étrangers? Depasse, depasse... Rien de personnel, les enfants arrivent les chefs d'Etat, de gouvernements et de chefs d'Etat bien celle du président du Zaïre, le maréchal Mobutu Sese Seko. Les arrivées, les Zaïrois présents se saluent bruyamment, tout en marquant l'étonnement accru quand il s'est mis à la table d'honneur. C'est un peu trop d'honneur à un homme dont le pays a défrayé ces dernières années une chronique internationale. Le moment de stupeur passe, les choses reprennent leur cours.

Le président du comité organisateur, Sir Binod Bartha dans son discours d'ouverture aux invités priés de rythmer et d'accueillir, vient d'être donné le ton. Lui succédant sur la scène, quatre autres, en l'honneur de la pluralité mauricienne et aux couleurs de l'arc en ciel, vont reprendre les mots de circonstance, lancent leur message de bonjour, toujours en circonstance mais insistant qu'il y a de nombreux dirigeants présents: "Tenons nos promesses faites au Sommet de Managua aux enfants". Bien dit.

Sept discours ont été tenus. Dans la galerie de la presse, après avoir vu toutes les professionnelles vers les meilleures places pour les prises de vues et photos, le train-train des discours a bien été suivi avec belles hardesses.

C'est fini, et en route pour la photo de famille, en essayant tant bien que mal d'arracher quelques déclarations — qu'on voudrait bien exclure les dirigeants présents. Le président Mitterrand, au moins, réussit à s'exprimer, comme prévu par le protocole, il s'immobilise sur le pas de sa voiture, qui ne vient pas. Le voilà, en un instant, entouré de journalistes, photographes... Les gardes de sécurité, français, essayent de le protéger et conseillent plutôt à leur Président de faire quelques pas en arrière, entouré de ses gardes, le président Mitterrand marche sur que qu'il faut. Toujours pas de voiture, que les officiers mauriciens s'amusent à trébucher au "talkie-walkie". Finalement, après cinq minutes de patience et de sueurs froides pour le service de sécurité, François Mitterrand s'embarque dans sa voiture...

Si bien commencée, la pagaille ne pouvait que continuer! Dans les voitures, de motos commandos, ordres et contre-ordres, la cérémonie d'ouverture du Vème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements prend fin...

## Tête-à-tête Mitterrand/Uteem, hier matin, au Réduit



Le président François Mitterrand a rendu une visite de courtoisie à son homologue mauricien, M. Uteem, hier matin, à la State House, à Réduit, avant de se rendre à la cérémonie d'ouverture du 5ème sommet francophone, à l'Institut Mahatma Gandhi. L'entretien a duré une vingtaine de minutes. Attendu vers 9 h 15-9 h 30, le président français est arrivé à la State House à 9 h 40. Avec ce petit décalage horaire, la cérémonie d'ouverture a accusé une dizaine de minutes de retard. M. Mitterrand avait, rappelés-le, accueilli M. Uteem à l'Elysée, le 22 septembre dernier, soit il y a peine trois semaines.

Lors de cette visite au Réduit, hier, le président Mitterrand a également fait un tour du jardin avant de mettre en terre un *Schizolobium Parahybum*, plant qui vient du Brésil et du Mexique, très rare et qui vient d'être introduit à Maurice. Selon les renseignements glanés par *Week-End*, cette plante donne de belles fleurs jaunes, trois ans et demi après sa mise en terre.

Pendant qu'une délégation de francophones, préparée pour être trouvée pour...



M. Abbas Guenou, l'un des représentants du sexe dit fort de la délégation de francophones...

C'est avec une... de retard sur... revu que le cortège... arts arriva à Varang... forme en provenan... Mahatma Gandhi, où... e se dérouler l'ouver... celle du sommet. L... age composé de deu... us de leur suivis d'un... ne de voitures avec... ers de sécurité et d... eons et même une... nce au cas où un dis... nde aurait un quelc... problème de santé. L... es mauriciennes, dor... l'attirer tout de rouge... tant arrivées un peu... u moment où l'equi... me Buchanan mettait... ere main à l'installati... rande table d'honneu... vites furent accueillis... ants d'oiseaux en... s des punch maison... urnum de café pillé de...

### Hier Les conférences de presse



Après le déjeuner... école de Rivière No... abon et ministres pa... ont rendu hier aprè... sou découvrir l'une... sales de maquettes... Une visite assez tar... hts, n'a finalement... e tous ceux présè... ordre patience. Accueillis par le m... nadain, les visiteurs... exposition, s'extasi... à rendre dans l'ateli... tion des maquettes...

Le déjeuner des conjoints

# For ladies and one gentleman only

**P**endant que les chefs d'Etat et chefs de délégations se réunissaient pour débattre des grands dossiers de la francophonie, un programme spécial avait été préparé pour leurs conjoints. Ils se sont retrouvés pour un déjeuner pittoresque dans

le cadre séduisant du restaurant Varangue sur Morne au son des crécerelles, de la ravanne et en humant les senteurs du café pilé. Compte-rendu de ce déjeuner de 38 convives — dont un seul homme — offert par lady Jugnauth.



M. Abbès Guenned, l'unique représentant du sexe dit fort au déjeuner des conjoints



C'est avec une bonne heure de retard sur l'horaire prévu que le cortège des conjoints arriva à Varangue sur Morne en provenance du tabarnac Gandhi, où venait de se dérouler l'ouverture officielle du sommet. Un cortège composé de deux autos de luxe suivis d'une vingtaine de voitures avec des officiers de sécurité et des médecins et même une ambulance au cas où un distingué invité aurait un quelconque problème de santé. Les invitées mauriciennes, dont lady Yvonne tout de rouge vêtue, étaient un peu avant. J moment où l'équipe de Mme Bouchard mettait la dernière main à l'installation de la grande table d'honneur. Les invités furent accueillis par des hâts d'oiseaux enregistrés des lunch maison et au d'un café pilé de façon

traditionnelle, au son de la ravanne et avec la chaleur du couple Hithier, les propriétaires du chalet devenu le restaurant Varangue sur Morne. Au milieu de ce cortège de saris, de boubous africains et de robes européennes chic une présence masculine inattendue: celle de M. Abbès Guenned, conjoint du chef de délégation de la Communauté française de Belgique, Mme Laurette Onkelink. Un convive absolument pas gêné par cet entourage à très très forte majorité féminine. "Je suis tout à fait à l'aise dans cette situation et ce n'est pas la première fois que je la vis. Je suis en quelque sorte le représentant de la gent masculine dans cette assemblée et j'espère que je suis un bon représentant."

Après le mesclun de coeur de palmier à la vinaigrette de

tomate aux herbes — délicieusement citronnée selon lady Ghurburrun — et les camarons braisés au beurre rose, délicatement relevés, selon lady Walter, les invités passèrent au dessert. Mais de quoi parlent les conjoints des chefs de délégation, vous demanderez-vous. De tout et de rien et pas forcément de francophonie. C'est ainsi que Mmes Glover et Toubon — souffrant des yeux — ont eu une conversation sur le caractère du Premier ministre mauricien. Jugé un peu froid par l'épouse du ministre français de la Culture. Qui s'est, d'ailleurs, étonnée qu'une invitée ayant passé plus de vingt ans à Maurice ne parvenait toujours pas à s'exprimer en français. Les autres invités ont fait des descriptions de leurs pays respectifs à leurs voisins tout en s'exaltant sur le ca-

dre de Varangue sur Morne et la délicatesse du repas qui leur était servi. Après le café, de Chamarel comme de bien entendu, les invités purent admirer des crécerelles nourries par le couple Hitié, avant de reprendre la route pour la suite du programme réservé aux conjoints des chefs de délégation.

On entendit alors une des convives dire: "Nous avons certainement passé un moment plus agréable que nos maris en train de discuter des problèmes de la francophonie." Sa voisine lui répondit du tac au tac: "Faire fraterniser autour d'un déjeuner des gens de plus de trente pays, c'est aussi la francophonie."

JEAN-CLAUDE ANTOINE

## MME GUYLAINE ROY:



"J'ai été un peu consternée par les propos attribués à M. Toubon"

Mme Guylaine Roy, épouse du secrétaire général de l'ACCT, faisait partie des convives au déjeuner des conjoints. Ce chef d'entreprise canadien a accepté de répondre brièvement aux questions de WEEK-END sur la controverse franco-canadienne qui agite depuis quelques jours les instances dirigeantes de la francophonie. Une controverse relancée par une déclaration de M. Jacques Toubon dans LE MONDE de jeudi, selon laquelle: "l'Agence de Coopération Culturelle et Technique a été en dessous des ambitions normales de la francophonie, elle n'a pas rempli sa mission, préférant souvent être le relais de la coopération bilatérale canadienne..."

● Comment vivez-vous cette journée organisée à l'intention des conjoints des personnalités qui participent actuellement aux travaux du sommet?

— Je la prends très bien puisque je suis chef d'entreprise et qu'il m'arrive de participer à des voyages d'affaires en emmenant mon mari. Dans ce cas-là, je le laisse avec les autres conjoints et je m'en vais travailler. C'est ce qui se passe aujourd'hui à Maurice et je trouve ça très bien.

● Votre époux, M. Jean-Louis Roy, secrétaire général de l'ACCT, est au centre d'une controverse qui oppose depuis quelque temps le Canada et la

France. Cette controverse a pris une nouvelle dimension avec un article publié dans Le Monde attribuant des propos durs à M. Jacques Toubon sur les positions canadiennes. Comment avez-vous pris ces déclarations?

— Avec un peu de consternation, comme toutes les Canadiennes. Mais, cependant, il faut mettre tout cela sur le compte des tensions qui existent parfois au sein des organisations internationales.

● Vous n'êtes pas sans savoir que le chef de la délégation canadienne, M. Benoit Bouchard, a déclaré, lors d'une conférence de presse, que M. Toubon avait démenti les propos incriminés. En ajoutant, toutefois, qu'il ne mettait pas en doute le démenti d'un ministre de l'Etat français, ni le professionnalisme des journalistes. Comment réagissez-vous à ce démenti?

— Comme l'a fait le chef de la délégation du Canada. J'ajoute que je vous fais cette réponse avec un sourire et je vous demande de la noter. Or, m'a dit, par ailleurs, que le journaliste qui avait publié l'article est quelqu'un de très bien.

● Est-ce que la froideur dans les relations franco-canadiennes s'est fait sentir dans les relations entre vous et Mme Jacques Toubon qui participe également à cette journée des conjoints?

— Absolument pas. ● Pensez-vous que le sommet de Maurice va permettre de régler le contentieux entre le Canada et la France qui assombrirait quelque peu le monde francophone?

— Je peux vous dire en tout cas que le secrétaire général de l'ACCT s'y emploie. Il veut que tout se passe dans l'harmonie et fera tout pour cela.

J.C.A.

## Hier après-midi

### Les conjoints en visite à Historic Marine



Après le déjeuner à Varangue sur Morne et la visite à l'école de Rivière Noire, les conjoints des chefs de délégation et ministres participant au Sommet francophone, se sont rendus, hier après-midi, à Historic Marine, à Goodlands, pour découvrir l'une des plus prestigieuses fabriques locales de maquettes de bateaux et de meubles de marine. Une visite assez tardive puisque le cortège, attendu vers 15h15, n'a finalement fait son apparition qu'à 17h55, alors que tous ceux présents commençaient sérieusement à perdre patience.

Accueillis par le manager de Historic Marine, M. Raja Madain, les visiteurs étrangers ont fait le tour de la galerie d'exposition, s'exaltant sur la qualité du travail, avant de se rendre dans l'atelier où les différentes étapes de fabrication des maquettes leur ont été brièvement expliquées.

### Paul et Virginie à Rivière Noire



Après le déjeuner à Varangue sur Morne, les conjoints se sont rendus à l'école d'Etat de Rivière Noire où les élèves avaient présenté un petit spectacle à leur intention. Ils furent accueillis par la directrice, Mme P. Ramtohol, qui, soit dit en passant, est la soeur de Lady Jugnauth. Suit alors le spectacle sans prétention simple et basé sur l'histoire de Paul et Virginie de Bernardin de St-Pierre conçu et réalisé par Judex Viramalay. Ce spectacle, qui proposait aux visiteurs une facette de la culture mauricienne, fut suivi par une distribution de cadeaux aux visiteurs et par une petite réception offerte par l'hôtel le Paradis. Les trois députés de la circonscription, MM. Commarmond, Ganoo et Phooker, hâtaient par leur absence.

Lors des assises à huis clos, hier après-midi

# Discussions autour de la nouvelle dimension à être accordée au mouvement

Ce désir d'évolution se manifestera davantage, aujourd'hui, lors des discussions hors-sommet entre les chefs de la francophonie et le secrétaire général de l'ONU

**L**a nouvelle dimension à être accordée à la francophonie, notamment, aux plans diplomatique et politique, a été au nombre des questions soulevées, hier après-midi, à Grand-Baie lors des travaux à huis clos des chefs d'Etat et de gouvernement de la francophonie. Ce désir du mouvement des pays ayant en commun l'usage du français d'aller au-delà de sa vocation culturelle première se manifestera davantage, aujourd'hui, lors des discussions que les chefs d'Etat et de gouvernement francophones auront avec le secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, hors du cadre du sommet.

La paix dans le monde mais surtout le développement et les Droits de l'homme seront, ainsi, au menu de ces entretiens juste avant le déjeuner. La présente situation en Haïti sera, très certainement, une des questions qui seront abordées à cette occasion.

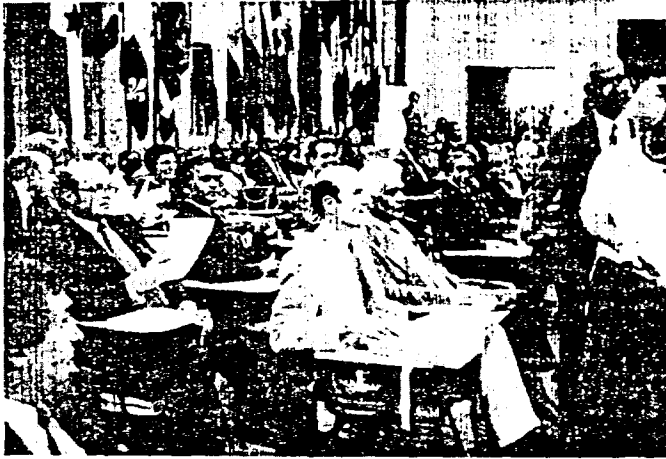
Lors d'un point de presse, hier soir, au terme de la première journée des travaux, Mme Shirin Aumeeruddy-Cziffra, présidente du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF), a mis l'accent sur le désir d'évolution du mouvement. "Nous voulons que la francophonie s'exprime dans toutes ses dimensions — culturelle mais aussi économique et politique", a-t-elle expliqué.

Mme Cziffra devait, ainsi, parler de sa participation, en juin dernier, à Vienne, au nom des chefs d'Etat et de gouvernement francophones à la Conférence des Nations Unies sur les Droits de l'homme. Elle a, en outre, sou-

ligné le désir de la francophonie de jouer un rôle sur le plan économique en parlant du Forum francophone des Affaires dont les 4èmes assises viennent de se tenir en marge du Sommet.

Lors de cette première journée des assises, le débat en cours ces derniers mois au sein du CPF à propos de l'utilité ou non de l'élargissement de l'espace francophone a été poursuivi. Un consensus s'est finalement dégagé pour que le mouvement s'ouvre à d'autres pays avec, toutefois, des modalités d'adhésion selon des critères bien définis.

Il est, ici, à rappeler que pour le présent sommet de Maurice, deux nouveaux pays membres, à savoir, le Cambodge et la Roumanie, ont été formellement accueillis. Pour le premier nommé, il s'agit, en fait, d'un retour au sein de la famille francophone. La Bulgarie qui garde, pour l'instant, son sta-



Les officiels des nombreuses délégations au Centre de Conférences de Grand-Baie

tut de pays observateur a officiellement demandé son adhésion, hier. Le CPF se penchera sur cette demande.

Alors que ce n'est que demain qu'une décision consensuelle devra être trouvée pour connaître qui du Cameroun, du Burkina Faso ou du Bénin — les trois pays candidats — abritera le 6ème sommet, la Roumanie, pays nouvellement membre, s'est portée candidate pour le 7ème sommet. Ce pays est, après le Vietnam, le deuxième candidat pour abriter ces 7èmes assises.

Pour Mme Cziffra, cette

candidature roumaine ainsi que les demandes d'adhésion au mouvement de deux autres

pays, nommément, Israël et l'Arménie, prouvent le dynamisme de la francophonie mais

aussi l'enjeu que représente l'espace francophone.

La situation politique nationale a aussi été à l'ordre du jour des discussions. Les références de Grand-Baie indiquent que les travaux préparatoires du conseil ministériel auront été très utiles, ce qui a permis la réactualisation du document y relatif à la nouvelle dimension de l'évolution quotidienne des événements. Mme Cziffra sur ce point, cite le cas de Haïti pour lequel la résolution adoptée n'a pas encore été finalisée.

Après la mise en œuvre d'hier, c'est, somme toute, aujourd'hui que les chefs d'Etat et de gouvernement francophones entrent dans le vif du sujet avec, notamment, l'adoption des résolutions qui ont trait à l'aspect politique et économique de la situation de Haïti et du Liban.



Dans un document destiné au secrétaire général de l'ONU

## Des îlois invitent Boutros Ghali à porter les Chagos aux Nations Unies

Ils ont manifesté, vendredi, devant l'ambassade américaine

**L**e Comité îlois de l'Organisation Fraternelle (CIOF) demande, dans un document remis, vendredi, à Mme Olubanké King-Akéréli, représentante du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Port-Louis, et destiné au secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, en visite dans l'île dans le cadre du 5ème Sommet de la Francophonie que la question des Chagos soit portée devant le comité approprié de l'Organisation des Nations Unies.

Pour commémorer le 28ème anniversaire de l'excision des Chagos du territoire mauricien, quelque 200 hommes, femmes et enfants de la communauté îloise ont manifesté, vendredi matin, à Port-Louis, devant l'ambassade des Etats-Unis à l'appel du CIOF. Pendant deux heures, les manifestants munis de pancartes et menés par les frères Sylvio et Elie Michel de l'Organisation Fraternelle ont



M. Sylvio Michel à la tête des manifestants

scandé des slogans hostiles aux gouvernements britannique, américain, français et mauricien.

Un deuxième document destiné au président des Etats-Unis, M. Bill Clinton, a aussi été remis par les manifestants à un préposé de l'ambassade américaine à Port-Louis. Ce document fait l'historique de la question des Chagos et soutient que les Américains ont, tout autant que les Britanniques, une responsabilité dans cette affaire.

"Dans ce document, nous rappelons au président Clinton qu'au moment même où Jéricho et Gaza sont retournés aux

Palestiniens, l'armée américaine continue, elle, à occuper le territoire mauricien", a déclaré à WEEK-END M. Sylvio Michel. Le CIOF rappelle aussi au chef de l'administration américaine le soutien accordé par le sénateur démocrate Edward Kennedy à la cause des îlois déportés des Chagos. "Nous estimons qu'il est de son devoir en tant que président démocrate d'emboîter le pas et de trouver une solution aux problèmes de ces îlois".

Quant aux Nations Unies, M. Michel souligne que la question des Chagos n'a jamais été

portée devant cette instance internationale bien que, rappelé-t-il, l'excision des Chagos du territoire mauricien en 1965 est en violation des résolutions de l'ONU sur la décolonisation. En fait, affirme le porte-parole du CIOF, ce n'est qu'une seule fois, soit, en 1979, que le cas des îlois et la souveraineté mauricienne sur les Chagos ont été évoqués aux Nations Unies par le biais d'une "petite déclaration" du Premier ministre mauricien d'alors, sir Seewoosagur Ramgoolam.

Expliquant, par ailleurs, les propos hostiles des manifestants à l'égard de la France, M. Michel a déclaré que ces derniers voulaient aussi profiter de la tenue du Sommet de la Francophonie à Maurice pour dénoncer l'occupation de l'îlot mauricien, Tromlin, ainsi que d'autres territoires de la région, notamment, les îles éparses malgaches, par ce pays. "Par ces occupations, affirme le responsable du CIOF, la France qui se dit pays de démocratie et de liberté démontre sa vraie nature impérialiste et néo-colonialiste".

Autorisée par la police, la manifestation de vendredi matin s'est déroulée dans le calme.

## Incident à l'entrée du Centre de Conférences

Un incident mettant aux prises des responsables de la sécurité et un garde du corps camerounais a été enregistré, hier après-midi, à Grand-Baie. Il était aux environs de 14 heures quand une voiture officielle avec, à son bord, des membres de la délégation camerounaise, s'est pointée à l'entrée du Centre de Conférences. Trois membres de la sécurité locale assuraient le contrôle laissent passer le véhicule sans problème, à l'intérieur de la cour. Une deuxième voiture portant aussi l'inscription "Cameroun" et suivant de près voulut en faire de même. Les responsables de la sécurité refusèrent, alors, l'accès au chauffeur et demandèrent au conducteur de passer à bord — un solide gaillard arborant un casque blanc — d'y descendre et de passer par le contrôle de sécurité. Le chauffeur, vexé, refusa d'obtempérer. Après une prise de tête, l'homme en uniforme blanc s'avança d'un pas décidé vers la direction des trois officiers, bouscula, au passage, l'un d'eux et pénétra à l'intérieur de la cour. Comme pour son mecontentement, il jeta même violemment sa carte d'identification par terre. Embarrassés par l'audace de ce geste pas comme les autres et ne voulant, manifestement, pas de scandale, les préposés à la sécurité ne devaient pas intervenir davantage.

Pour les chefs d'Etat, au Plaza, ce soir

## Un composite cultural show nommé Symphonie du Bel Espoir

Ils s'appellent Moun, fils de pêcheur, Raj, fils de marchand et Chang, fils de boutiquier, et vivent tous trois en harmonie au cœur d'un petit village côtier nommé Bel Espoir dans une île idyllique nommée île Maurice, fruit d'une étoile et d'une perle. Non ce n'est pas une œuvre mais tout simplement le scénario de la Symphonie du Bel Espoir, spectacle conçu et mis en scène par Gérard Esposito pour être présenté, ce soir, au Plaza, aux chefs d'Etat et principaux officiels participant au Sommet de la Francophonie. Musique, chants et danses pour un composite cultural d'une heure, que l'on peut considérer comme efficace et riche de la juxtaposition arc-en-ciel. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

francophonie  
Dévoilement  
"U  
M. J.  
Le m  
e mis  
Toubon  
navigat  
humaniste,  
le Poivre, "U  
oin de Franc  
cérémonie d  
personnage  
est, d'ailleurs  
des ambassa  
Maurice-Fran  
naissance.  
"Tres souve  
ind pas justice  
papiers qui, au  
massables, arriv  
bâses sur lesques  
des générations  
à donner leur des  
pour le nom de  
neil inscrit que  
de Liénard. Auj  
sont en train  
qui en émergeant  
hommage à l'oeu  
Poivre", a fait res  
Duloo dans sc  
à également assu  
sures concrète  
se par son gouver  
la contribution du  
l'océan, afin de  
de développement du  
notamment  
réalisation des es  
talis. La classifica  
propagation des pla  
sur pied d'un herbe  
Pre  
un p  
L'exposition d  
qui est tenue  
Gaelan Benoit, à la  
Port-Louis, est u  
tillon intéressa  
presse écrite tra  
qui est présente  
que toutes les gr  
gions du globe:  
que, en Europe, e  
et en Asie, notam  
loni le président de  
M. René Duval, un  
ne liste établie p  
rune liste que que  
— quotidiens, heb  
res ou autres heb  
et magazines spé  
Seul lui, la liste  
pourrait bien atteind  
L'exposition permet  
telle un survol inter  
toutes les publicatio  
distribution de pays d  
tre, en tant que po  
d'information de l'uti  
Un français rendu p  
savouré par la prés  
pressants qui sont  
l'usage local ou qui  
lancés par la lan  
rale d'un pays p  
L'ensemble bien con  
province canadienne  
bec. Il incite théâ  
susciter sans merc  
susciter des colonie  
font l'Angletterre et  
un lieu de rencontre  
tance pour tous ces jo  
ange française dont  
présentés quelques  
ou au hasard, mais  
fonctionne certaines  
mies spécifiques. Co  
tet-nari  
Lundi-Ma  
de la L

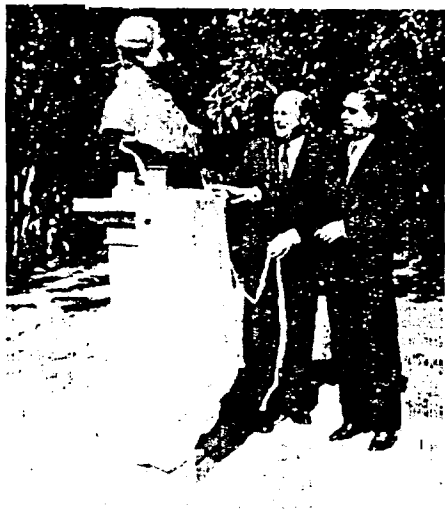


Dévoilement d'un buste de Pierre Poivre, au Jardin des Pamplemousses, mercredi dernier

# "Un oublié enfin corrigé," dit M. Dulloo

- M. Jacques Toubon rend hommage à l'administrateur, mais aussi à l'humaniste et à l'écrivain qu'était Pierre Poivre
- Le ministre de l'agriculture promet des "mesures concrètes" pour continuer le développement du jardin botanique

Le ministre français de la Culture, M. Jacques Toubon, a rendu hommage, mercredi dernier, au navigateur et à l'administrateur, mais aussi à l'humaniste, le physiocrate et l'écrivain qu'était Pierre Poivre, "un homme qui a remarquablement illustré, au XVIII<sup>e</sup> siècle de France, ce siècle de lumière". C'était lors d'une cérémonie de dévoilement du buste de cet illustre personnage au Jardin des Pamplemousses, — qui est, d'ailleurs, l'oeuvre de Pierre Poivre — en présence de l'ambassadeur de France, de plusieurs ministres, des membres du corps diplomatique et de l'amicale Maurice-France, initiatrice de cette marque de reconnaissance.



MM. Jacques Toubon et Madun Dulloo dévoilant le buste de Pierre Poivre

Tres souvent, l'histoire ne rend pas justice aux véritables pionniers, qui, au prix d'efforts massifs, arrivent à jeter les bases sur lesquelles s'appuient les générations futures pour donner leur destin. Jusqu'à ce jour, le nom de Pierre Poivre n'était inscrit que sur l'Obélisque Léonard. Aujourd'hui, nous sommes en train de corriger un oubli en érigeant un buste en hommage à l'oeuvre de Pierre Poivre", a fait ressortir le ministre Dulloo dans son discours. Il a également assuré que "des mesures concrètes" ont été prises par son gouvernement, avec la contribution du gouvernement français, afin de continuer le développement du jardin botanique, notamment avec la réaquisition des espèces végétales, la classification et la propagation des plantes, la mise sur pied d'un herbier et la réno-

vation du château Mon Plaisir. Parmi les réalisations attribuées à l'administration Poivre au XVIII<sup>e</sup> siècle: l'introduction de certaines épices rares à Maurice et la création du jardin botanique des Pamplemousses, bien sûr, mais aussi l'introduction de l'imprimerie, le redressement financier et le rétablissement de la santé morale de la colonie, la reconstruction de Port-Louis, l'agrandissement du port et la tentative de doter l'île d'un système municipal. D'emblée, le ministre français de la Culture, a placé la tenue de cette manifestation "sympathique" dans un tel cadre harmonieux et serein, d'"heureux présage" pour les assises de la Francophonie. Il a tenu de même à rendre hommage, non seulement à l'humaniste, qui, à l'époque, soutenait que "l'île de France

ne devrait être cultivée que par des mains libres", mais aussi à l'écrivain qu'était Pierre Poivre, auteur de Voyage d'un philosophe. Une copie de la deuxième édition de cet ouvrage, qui date de 1769, sera offerte ultérieurement au gouvernement mauricien "pour enrichir le patri-

moine du château Mon Plaisir", a ainsi promis M. Toubon, qui a fait ressortir que Voyage d'un philosophe comprend les deux textes des discours prononcés par Poivre devant l'Assemblée générale des habitants et devant le Conseil Supérieur de l'île en 1769. C'est à l'Amicale Maurice-France — en collaboration avec la Société des Arts et des Sciences, et M. Bungy qui revient l'initiative d'élever ce buste, sculpté par Mme Zabor, en mémoire de Pierre Poivre. A noter que le président de l'Amicale Maurice-France, M. Philippe Lenoir, s'est également adressé à l'assistance en la circonstance. Cette cérémonie a été clôturée par une exposition consacrée à l'ancien Intendant de l'île de France, au château Mon Plaisir.

Lors du Vème Sommet de la Francophonie

## L'AIFLF reconnue officiellement comme assemblée consultative de la francophonie

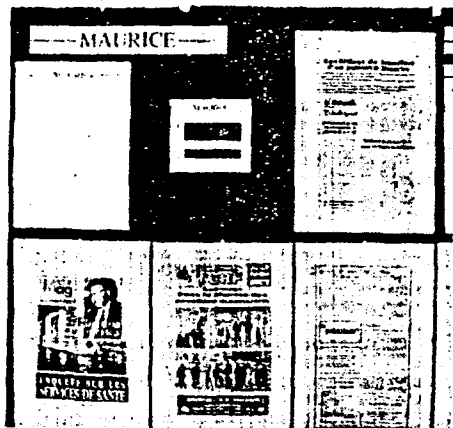
L'Assemblée Internationale des Parlementaires de Langue Française (AIFLF) qui regroupe des représentants de 45 parlements d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, sera reconnue officiellement comme assemblée consultative lors de ce présent Sommet de la Francophonie. "Nous franchissons de ce fait une étape décisive", a fait ressortir le président de l'AIFLF, M. Jean-Pierre Saintonge, lors d'une rencontre avec la presse, mercredi dernier. Même si cette instance se positionne surtout comme la "conscience vigilante des problèmes concrets des pays francophones", des échanges sont prévus avec d'autres organisations parallèles, telle l'Association Parlementaire du Commonwealth, devait ajouter, par ailleurs, M. Saintonge.

Reconnue comme "la seule organisation interparlementaire des pays francophones" au Sommet de Dakar en 1989, l'AIFLF (constitué en mai 1967) mène un important travail de réflexion dans des domaines aussi divers que les libertés et les droits politiques, les parlements et la communication, l'espace économique francophone et la coopération décentralisée, l'éducation, la place du français dans les organisations internationales, entre autres. En sus de ce travail de réflexion — qui a abouti à l'adoption de la Charte du développement durable lors de la XIX<sup>e</sup> session ordinaire de Libreville en 93 — l'AIFLF entend toute une série d'activités: colloques, séminaires d'information et stages de formation à l'intention des parlementaires et des différentes composantes de l'espace francophone. Par ailleurs, depuis maintenant deux ans, l'AIFLF participe, en collaboration avec l'ACCT (dont des bases sont par cette organisation) à des missions d'observations des élections dans les pays qui en font la demande, ainsi Madagascar, le Sénégal, le Niger, le Burundi, les Seychelles, le Centrafrique et le Togo depuis le début de l'année. "Dans les années qui viennent, l'AIFLF sera amenée à s'orienter davantage en ce sens", a souligné M. Saintonge qui, après un bref historique de l'association, a rappelé le rôle prépondérant de cette instance dans "la construction et le développement de cette francophonie". Président de l'Assemblée nationale du Québec et de l'Association Parlementaire du Commonwealth (APC), M. Jean-Pierre Saintonge a accédé à la présidence de l'AIFLF le 2 juillet 93.

Etaient également présents à cette conférence de presse, qui a été présidée par le speaker de l'Assemblée nationale mauricienne, M. Iwardeo Seetaram: M. Adrien Houngbeog, président de l'Assemblée nationale du Bénin et premier vice-président de l'AIFLF; M. Franck Borotra, député français et secrétaire général parlementaire, M. Yvon Biefnot, député de la communauté française de Belgique et vice-président de l'association; M. Pierre André Wiltzer, vice-président de l'Assemblée nationale française et vice-président de l'AIFLF; M. Khatchig Babikian, député libanais et également vice-président de l'association; et Mme Victoire Lassen-Dubozé, députée gabonaise, chargée de mission d'Afrique, entre autres personnalités.

## Presse francophone sous tous les cieux L'échantillon mauricien: un peu tiré par les cheveux?...

L'exposition de presse, qui est tenue à la salle Gaëtan Benoit, à la mairie de Port-Louis, est un échantillon intéressant d'une presse écrite francophone qui est présente dans presque toutes les grandes régions du globe: en Amérique, en Europe, en Afrique et en Asie, notamment. Selon le président de l'UNJPLF, M. René Duval, une première liste établie par l'Union réunissait quelque 1500 titres — quidiens, hebdomadaires ou autres périodiques, et magazines spécialisés.



Seul lui, la liste complète pour bien atteindre les 4000. L'exposition permet, donc, de faire un suivi intéressant de toutes les publications qui, sans distinction de pays ou de contre, ont comme point de rencontre l'utilisation du français. Un français rendu parfois plus savoureux par la présence d'expressions qui sont nées de l'usage local ou qui ont été intégrées par la langue nationale d'un pays particulier. L'exemple bien connu étant la province canadienne du Québec, l'ancien théâtre d'une guerre sans merci entre ces deux puissances coloniales que furent l'Angleterre et la France. Un lieu de rencontre privilégié, donc pour tous ces journaux en langue française, dont nous vous présentons quelques titres un peu au hasard, mais aussi en fonction de certaines particularités spécifiques. Couvrir du territoire: Lundi-Matin — La Gazette de la Louisiane;

L'Hebdo Libéré, Algérie Actualité, Le Matin; Aurore, Nouvel Horizon (Mali); Panorama roumain; Dialogue (Burundi); Le Matin (journal du Sahara et du Maghreb). Deux mentions spéciales: la province canadienne d'Acadie, qui propose, entre autres titres, Le Madawaska, l'Aquilon, Le Courrier et La Voix Acadienne; le Val d'Aoste, dont ces deux titres: Le Peuple Valdôtain et Le Montieur Valdôtain, nous donnent en même temps, l'adjectif dérivé du nom de cette "enclave" francophone italienne. Maurice étant représentée par une demi-douzaine de titres (dont deux de l'île Rodrigues), on peut quand même s'interroger sur un aspect qui est loin d'être représenté dans vou-

loir proposer des alternatives, on peut arguer que la concentration de titres "reunis sous le même chapeau" ne donne pas une idée générale de cette presse mauricienne volontiers prolifique. Citons, à titre d'exemple, les "secteurs" suivants: quidiens, hebdomadaires, magazines, presse partisane, autres publications. Le moyen, peut-être, de ne pas "tirer le tapis" complètement dans un sens ou dans l'autre. Une occasion (plus ou moins) ratée de montrer à nos confrères étrangers un échantillon de cette presse mauricienne. Sans exclure cette presse rodriguaise, dont nous sommes les premiers à souhaiter le plein épanouissement

## Philatélie Une série de quatre timbres commémoratifs du sommet francophone

Depuis hier matin, quatre nouveaux timbres "Sommet de la Francophonie" sont en vente dans tous les bureaux de poste du pays. Les caractéristiques respectives de ces quatre timbres qui réunissent les couleurs de notre quadricolore: présence francophone (Re1), Enseignes pittoresques (Rs5), Héritage juridique et Code Napoléon (Rs6), Presse francophone avec Le Cernéen — 1832-1982 (Rs7). La "couverture du premier jour", au prix de Rs25, porte le timbre du Sommet de Maurice et les noms d'écrivains mauriciens disparus. Une nouvelle pièce pour amateurs de philatélie, une marotte qui apporte à l'île Maurice son lot de célébrité.

Présentant la nouvelle série à la presse, le ministre de l'Énergie et du Service postal, M. Mahen Utchanah, devait annoncer la création d'un musée des postes, "d'ici à la fin de l'année", ainsi que la sortie d'un deuxième Year Book, vers le 10 décembre. M. Utchanah rappelle également l'imminence d'un événement d'envergure: la vente aux enchères, le 3 novembre prochain, de la prestigieuse Kannai Collection. Des timbres mauriciens dont la valeur globale est estimée à Rs 300 millions au moins. Dans cet ensemble que convoitent les plus riches collectionneurs du

monde, une enveloppe portant deux des timbres les plus rares au monde: deux timbres "Post Office" (1847) associés au fameux bal de Lady Gomm. Une enveloppe d'une valeur de Rs92 millions, qui dit mieux? La société David Feldman de Suisse, qui présidera cette vente prestigieuse, a invité le ministre à faire le déplacement le 3 novembre prochain. La carte d'invitation est illustrée d'un dessin représentant le fameux bal qui fut, si l'on peut dire, à l'origine de cette erreur... typographique. L'occasion pour le ministre de regretter que le gouvernement ne puisse se mettre

sur les rangs, pour que cette enveloppe puisse revenir éventuellement au pays. Plusieurs entreprises mauriciennes (dont des entreprises bancaires) étant disposées à contribuer à un nouveau plus qu'appréciable, le gouvernement ne pourrait qu'accueillir favorablement une initiative de souscription nationale pour réunir les fonds nécessaires à une telle participation. Une centaine de millions de roupies pour l'achat de deux tout petits rectangles de papier? La valeur de ces pièces de collection vraiment uniques étant reconnue par les collectionneurs, notre futur musée de la poste attirerait la grande foule des touristes et des philatélistes du monde entier. D'autre part, le timbre-poste de valeur se bonifie, en quelque sorte, avec le temps: c'est une valeur financière sûre et en constante amélioration. Comme le souligne M. Utchanah, l'île Maurice du miracle économique peut bien se passionner pour le patrimoine culturel et artistique, même à un coût aussi élevé.

Presse francophone

# Fin du 25<sup>e</sup> Congrès de l'UIJPLF: place à l'action

Le 25<sup>e</sup> Congrès de l'Union Internationale des Journalistes et de la Presse de Langue Française (UIJPLF), qui s'est tenu, du 6 au 13 octobre, à l'hôtel Maritim, Grand Baie, a pris fin sur une note positive, voire prometteuse de lendemains meilleurs. Lors de leurs travaux, les cent cinquante journalistes, éditeurs et responsables de la presse écrite et audio-visuelle de 29 pays ont adopté un programme d'aide et d'assistance aux médias francophones de l'Afrique, de l'Océan Indien, du Sud-Est asiatique et de l'Est. Pour se donner les moyens de sa nouvelle action, l'UIJPLF créera une Fondation Internationale de la Presse Francophone, afin d'offrir un service-expert technique et juridique aux médias et pays francophones qui en feraient la demande. Moment d'intense émotion à la séance de clôture, lorsque le président international, M. René Duval, a remis le Trophée de la Liberté d'Expression au président de la section algérienne de l'UIJPLF, M. Amer Oumalou, qui a



Au président de la branche algérienne de l'Union, M. Amer Oumalou, (à l'extrême gauche de la photo) est revenu le Trophée de la Liberté d'Expression. Un soir qu'il rentra à son domicile, trois hommes armés de poignards et d'armes à feu le voulaient lui faire la peau. La présence de soldats à fait fuir les agresseurs. Depuis, notre confrère ne se rend pas à son bureau, envoie ses articles par fax à son journal, change constamment de lieu de séjour, avec l'aide de ses amis journalistes. D'autres confrères menacés se sont exposés, ont été abattus par des frères de race en folie. Son soutien aux yeux des intégristes algériens: écrire en français, la xénophobie à son extrême?... L'assemblée des journalistes francophones a accordé à ce professionnel courageux, l'hommage d'un standing ovation.

échappé de peu à un attentat d'intégristes algériens et vit, depuis, dans une virtuelle clandestinité. En décernant ce trophée à M. Oumalou, les journalistes de langue française ont aussi voulu rendre hommage à cinq de ses camarades assassinés et aux autres qui vivent sous la menace constante de l'intégrisme algérien.

et soutienne ce programme qui peut être mis en oeuvre rapidement; — Ils sollicitent des chets d'Etat et de gouvernement participant au 5<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie la reconnaissance de la Fondation Internationale de la Presse Francophone et leur soutien, de manière que leur caution lui permette de réunir sans retard les fonds publics et privés nécessaires au financement des premiers projets du programme d'action adopté.

même dans son excès, même odieuse, dévoyée ou aberrante, relève de l'immatériel, tandis que le journal est, en même temps, une entreprise à gérer. C'est ce mélange qui fait cohabiter deux logiques contradictoires — celle du

profit et de la pensée — qui constitue le signe distinctif des médias, et plus particulièrement de la presse écrite. On n'écrit pas un article diffamatoire comme on vole un poste auto-radio. Cette législation particulière, qui constitue moins une menace qu'une garantie pour les journalistes, ne saurait elle seule suffire à l'émergence de médias libres et responsables. Eux-mêmes ne peuvent faire l'économie d'une réflexion sur leur pratique, leurs obligations et leurs références intellectuelles et éthiques. La loi, sans la déontologie, est impérialiste. La déontologie, sans la loi, est

vaïne". Et de proposer même soulie, "pour le journaliste, des moyens appropriés à l'époque et à la particularité de sa tâche, permettront de s'acquiescer sa responsabilité". En regard de cette action d'aider plus concrètement la presse francophone favorisée, ce congrès a donc un nouveau départ pour l'UIJPLF. La Fondation Internationale des journalistes et de la presse francophone ont aussi décidé aux participants au 5<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie de lui permettre de réaliser ses intentions dans les

A cette cérémonie de clôture, le ministre français de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon, a insisté sur la nécessité d'une pluralité de sources d'information dans toute démocratie digne de ce nom, par contraste avec cette vision unilatérale représentée par la couverture, par le CNN, de la guerre du Golfe et des récents événements de Moscou. Dou l'intérêt d'un projet de chaîne française de télévision pour la diffusion internationale par satellite et câble. Des moyens devant être mis en oeuvre pour maintenir un monde pluraliste et diversifié. Le projet de fondation, qui bénéficie déjà d'un soutien financier du gouvernement français, permettra de pallier aux nombreuses carences dont souffre la presse des pays du Sud. De son côté, le ministre mauricien des Affaires étrangères, M. Swaley Kasenally, s'est dit convaincu que la presse a fait ses preuves comme organe de

sensibilisation des peuples. La presse peut jouer un rôle prépondérant aussi bien pour la défense des Droits de l'homme que dans le dialogue Nord-Sud/Sud-Sud. Un rappel que la presse mauricienne est majoritairement francophone et que cette presse jouit de toute la liberté possible dans l'exercice de sa profession. Les participants ont aussi adopté les résolutions suivantes:

— ils souhaitent que la réunion ministérielle des 14 et 15 octobre 1993 à Maurice reconnaisse la pertinence du programme d'action et octroie à l'Union Internationale de Journalistes et de la Presse de Langue Française la qualité d'opérateur dans ce domaine, auprès de l'ACCT;

— ils demandent que le conseil permanent de la Francophonie, instance politique chargée d'assurer la préparation et le suivi des sommets, prenne en compte l'urgence des problèmes posés

De nombreuses interventions de haut niveau à ce 25<sup>e</sup> congrès. A titre d'exemple, Le Droit français de la Presse et la Francophonie: pour un Procès équitable des médias, par M. Philippe Bilger, magistrat spécialiste du droit de la presse; Médias et développement dans la géopolitique et la francophonie, par le Pr Jacques Barrat, de l'Institut français de presse; Le droit du public à se mêler d'information, par M. Mario Cardinal, Ombudsman de la Société Radio Canada. Estimant qu'une législation (spécifique) sur la presse est souhaitable, M. Philippe Bilger est d'avis "qu'on ne peut laisser les médias être régis par des dispositions générales qui ne tiendraient pas compte de leur spécificité et de celle de la matière qu'ils traitent. Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, le délinquant de presse ne sera jamais un délinquant ordinaire parce que la presse,

## Une presse maltraitée: les rouages mal huilés d'un sommet?...

La presse mauricienne traitée en parent pauvre à l'occasion de ce 5<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie: un grincement quelque peu bruyant des rouages de cet événement hautement médiatisé. Jeudi dernier, au Maritim, les journalistes de la presse écrite qui allaient couvrir la cérémonie de clôture du congrès des journalistes francophones ont eu à "montrer patte blanche" pour pouvoir être admis sur la propriété de l'hôtel. Ceux d'entre eux qui ne disposaient pas de pièces d'identité ont dû poireauter de longues minutes à l'extérieur, avant que les policiers, qui n'auraient reçu qu'un préavis de... dix minutes, les autorisent finalement à franchir la grille.

Ce premier niveau effectué, les journalistes groupés dans le lounge sont informés par des confrères qui les ont précédés que l'accès à la salle de conférence sera interdite à ceux d'entre eux qui n'ont pas de carte d'entrée spéciale. Une interdiction qui s'applique, en fait, à tout le groupe, car les coupe-file officiels de la francophonie ne parviendront à leurs rédactions qu'aux environs de 14h; donc, deux heures (au moins) après l'ouverture de la cérémonie qu'ils sont venus couvrir. La réaction est immédiate, spontanée: on rentre au bercail.

Arrivée du chef de la diplomatie, le Pr Kasenally, qui, informé de cette situation, promet d'intervenir auprès des responsables de la sécurité. Commentaires peu flatteurs des journalistes sur les vexations (volontaires ou non) dont ils ne sont que trop souvent victimes dans l'exercice de leur métier. Un mécontente-

ment qui monte d'un cran lorsqu'on leur demande de produire une pièce d'identité: donnera droit au fameux laissez-passer couleurs de la francophonie. Face à cette situation, un "front du refus" se dessine: bénéficie de la solidarité de la majorité entre ou part ensemble. On arrive à une solution de compromis: son nom, signature couché sur du papier, et est joué.

Mais d'autres "insuffisances" sont venues lors de cette fête de la francophonie: petit journaliste mauricien, manquant pas... à la fête, a eu des couleurs franches que ses confrères étrangers, d'autres occasions, nous avons déjà vu le droit à certaines facilités, considérées comme des droits acquis, pour un cas sans heurts (indus) du métier d'entraîneur droit dont bénéficie, d'ailleurs, par nos confrères de l'audio-visuel. Un cas où ils ont un avantage absolu sur les journalistes de la presse écrite.

Nous avons aussi soutenu et encouragé les occasions que la fameuse carte de presse qualité presque artisanale, dans sa 3<sup>e</sup> édition) devrait être délivrée — comme cas dans la plupart des pays où la presse d'un véritable statut — par l'association des journalistes, en accord avec les employeurs de la presse. L'Etat et ses serviteurs doivent convenir. Une évolution, à notre humble avis, qui témoigne du désir des dirigeants de se situer dans un véritable esprit de modernité.

**R** GESTION INFORMATIQUE SYSTEMES  
REQUIRE  
SALES REPRESENTATIVES

Selected candidates will be responsible for the profitable sales of computer hardware & solutions and to assist in identification of new market segments and motivation of the sales team.

The candidates should be in the age bracket of 22 to 30, and holder of a Higher School Certificate with at least one year diploma course in computing. Knowledge of Multimedia, Network and CAD Systems would be an advantage. A minimum of 3 years' experience in a Sales environment is essential.

A company vehicle will be made available to assist in the performance of duties. An attractive salary package including bonus and commission will be offered. Other benefits attached to this post are: non-contributory pensions scheme, 24 hours personal accident cover, and medical scheme.

Applications with comprehensive C.V. should reach The Manager, Gestion Informatique Systèmes Ltee, Les Cascades Building, Edith Cavell Street, Port Louis, not later than Wednesday 27 October 1993.

Envelopes should be marked SR/GIS

**TOSHIBA**  
"BUREAUTIQUE"  
Des copieurs et des télécopieurs  
"MADE IN FRANCE"

Distributeur agréé : ATB LTD  
Tél: 211 1750/51 — Fax: 211 1752

souhaite la bienvenue aux  
délégués du Sommet de la Francophonie

francophonie  
T F  
Espac  
E  
La francoph...  
de l'hon...  
association d'idé...  
historique, cr...  
est tou...  
Internat...  
nécessée depui...  
ses re...  
actuellement pr...  
pour le Si...  
d'Etat et de...  
francophones...  
coordonn...  
l'action d'...  
francoj...  
Hensmans, de l'...  
et Gaetan Moot...  
Secrétariat Intn...  
délégation est l...  
et illust...  
préoccup...  
International...  
francophone: "l'...  
au discussion...  
stériles, con...  
souvent...  
précédents Som...  
publique intern...  
des actions...  
déclarations, f...  
Sommet ne sera q...  
temp...

"Le Sommet se déroule...  
pays d'entre ou existe...  
nous estimons qu'il s'ag...  
concordance de faire valoir n...  
1987, au Canada...  
états qui avait lanc...  
à attirer l'attention du p...  
au Sommet, les...  
francophones ou la s...  
l'Union, laisser beauc...  
de Daniel Bolomey. Ce...  
l'information st...  
à Dakar, l'ensem...  
cophonies réalise, à l'in...  
canadienne et vu ce d...  
que, qui le Sommet po...  
important pour le disc...  
à faire passer un mes...  
venant. Dès ce mon...  
action de ces section...  
bord, informer le public...  
pace francophone, des...  
de mais aussi un travail d...  
gouvernements pour qu...  
sont pour la probléma...  
me. Donc, à Dakar, il...  
qui avait été prise spé...  
des droits fondamen...

Créer une dyn...

était le premier pas dan...  
d'Etat commencent...  
cette question. Et des pré...  
tates sur les dirigeant...  
amé, et qui ont un ce...  
à se rapprocher dans...  
respect des droits de l'ho...  
de Philippe Hensmans...  
par rapport à d'autres...  
francophone n'a p...  
congrès et on est...  
faire les instances d...  
peuple. Mais il n'en res...  
Etats peuvent décider d...  
mes d'action positive...  
amé, si on peut dire, l...  
sont de mettre au ban c...  
sont qui vivent les droit...  
des moyens de créer un...  
soutien du respect des d...  
est aussi intéressant.

# THÈME AU SOMMET: DROITS DE L'HOMME ET DÉVELOPPEMENT PROPOSITION D'AMNESTY INTERNATIONAL: METTRE FIN À L'IMPUNITÉ

## Espace francophone

# Etats généraux...

La francophonie et les Droits de l'homme: plus qu'une association d'idées, une légitimité historique, croit-on... La réalité est tout autre. Amnesty International (AI) s'y est intéressée depuis 1987 et trois de ses représentants sont actuellement présents à Maurice pour le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements francophones: Daniel Bolomey, coordonnateur délégué de l'action d'AI aux Sommets francophones, Philippe Hensmans, de l'équipe Action AI et Gaëtan Mootoo, chercheur au Secrétariat International. Cette délégation est là pour présenter et illustrer les sujets de préoccupation d'Amnesty International pour l'espace francophone: "l'heure n'est plus aux discussions et résolutions stériles, comme ce fut trop souvent le cas lors des précédents Sommets. L'opinion publique internationale attend des actions et non plus des déclarations, faute de quoi ce Sommet ne sera qu'une perte de temps". Entretien.



De g-à-d: G. Mootoo, S. Ganoo présidente de la section mauricienne d'Amnesty, D. Bolomey, P. Hensmans et C. Chung



Mobutu Sese Seko, Président du Zaïre, pays dont l'histoire a été ternie par 24 ans de violations des droits de l'homme

"Le Sommet se déroule à chaque fois dans un pays différent où existent des sections d'AI nous estimons qu'il s'agit là d'une occasion pour faire valoir nos préoccupations. En 1987, au Canada, c'était la section d'Amnesty qui avait lancé une action de rue à l'attention du public sur le fait qu'il y avait, lors du Sommet, des dirigeants des Etats francophones où la situation des Droits de l'homme laissait beaucoup à désirer", relate Daniel Bolomey. Ce fut d'abord une marche d'information sur ce thème. En 1991, à Dakar, l'ensemble des sections francophones réalise, à l'instigation de la section canadienne et vu ce qui se déroulait en France, que le Sommet pouvait être un moment important pour le discours d'Amnesty et y faire passer un message auprès des dirigeants. Dès ce moment, commençait l'action de ces sections à double volet: d'une part, informer le public des réalités dans les Etats francophones, des droits de la personne mais aussi un travail de lobbying auprès des gouvernements pour que ceux-ci mettent fin à la problématique des droits de l'homme. Donc, à Dakar, il y a eu une résolution qui a été prise spécifiquement sur le respect des droits fondamentaux.

**Créer une dynamique**

C'était le premier pas dans le bon sens: les Etats commencent à se préoccuper de cette question. Et des pressions pourraient être faites sur les dirigeants participant au Sommet et qui ont un certain nombre de moyens à leur disposition dans ce domaine, celui des Droits de l'homme. Toutefois, Daniel Bolomey, "ce qui est différent par rapport à d'autres forums, c'est que l'espace francophone n'a pas d'outils juridiques contraignants et on est très loin de ce que sont les instances des Nations unies, par exemple. Mais il n'en reste pas moins que les Etats peuvent décider d'élaborer des programmes d'action positive par le biais de son armée, si on peut dire, l'ACCT. Il n'est pas question de mettre au ban de façon juridique des Etats qui violent les droits de l'homme mais des moyens de créer une dynamique pour le respect des droits de l'homme. C'est aussi intéressant, c'est que dans un

même forum se retrouvent les pays à la fois du Nord et du Sud pour aborder, à Maurice, le thème du développement et des droits de l'homme. Il y a des pays francophones du Sud qui ont des problèmes de droits de l'homme et des pays du Nord fortement impliqués dans cette problématique.

Le pays autour duquel rayonne la francophonie, la France, est-il impliqué? Il y a effectivement collusion. Prenons deux pays présents à ce sommet comme exemples et largement cités dans les rapports d'Amnesty, propose Gaëtan Mootoo: le Togo est le pays que la France, pour des raisons principalement historiques, a le plus soutenu sur le plan militaire. Ce soutien au Togo s'est manifesté de deux manières, l'une par le biais de l'accord de défense et l'autre par l'assistance militaire technique. Depuis 1990, des violations massives des droits de l'homme ont été commises par les forces de sécurité au Togo. Des dizaines d'exécutions extrajudiciaires et des centaines de cas de torture et d'arrestations arbitraires ont été recensés. Plus de 250 000 Togolais cherchent actuellement refuge dans les pays voisins. Malgré les dernières élections présidentielles, les violations des droits de l'homme n'ont pas cessé au Togo.

**Torture, arrestations, exécutions**

Le président Gnassingbé Eyadéma, en place depuis son coup d'Etat en 1967, avec un parti unique et réélu le 25 août 1993, n'a jamais pris les mesures adéquates pour que cessent les atteintes aux libertés fondamentales ou pour traduire en justice les soldats responsables d'exécutions illégales. Au Togo, les forces armées tuent impunément. Ce sentiment d'impunité a été renforcé par le soutien apporté par des puissances étrangères dont la France qui a finalement supprimé son aide militaire en octobre 1992. Les deux autres principaux donateurs, les gouvernements américain et allemand avaient retiré leur assistance militaire en 1991. Et, enfin, d'après les déclarations du gouvernement français faites à la suite de l'élection présidentielle au Togo, il n'y a aucune raison de croire que la politique du gouvernement élu en France en avril 1993 ait changé vis-à-vis du Togo par rapport à celle des précédents gouvernements français.

L'autre exemple est le Zaïre dont l'histoire a été ternie par 24 années de violations généralisées des droits de l'homme sous le régime du président Mobutu, mais ces violences ont pris des proportions particulièrement graves au cours des trois dernières années, depuis que des réformes politiques ont été annoncées en 1990. Plusieurs pays dont la France et la Belgique ont contribué à la formation des forces de sécurité zairoises dont une grande partie s'est rendue responsable d'atrocités. Amnesty International exhorte la communauté internationale à utiliser tous les moyens dont elle dispose pour contraindre le président Mobutu et ses partisans à faire cesser ces atteintes aux Droits de l'homme et à adopter des garanties visant à promouvoir le respect de ces droits au Zaïre.

"On demande à la France de prendre des mesures énergiques et d'en discuter, lors des rencontres bilatérales avec les gouvernements qui violent systématiquement les droits de l'homme; que cette question ne soit pas seulement à l'ordre du jour mais que des mesures concrètes soient prises".

### Le double langage de la France

Peut-on évoquer, en ce cas, d'un double langage de la France, celui prônant le respect des Droits de l'homme et l'autre tolérant ces mêmes pays coupables de telles exactions? "Pour revenir à l'historique des différents Sommets, il y a eu Dakar et ses déclarations encourageantes pour la cause des Droits de l'homme, puis vient Chaillot, et entre Chaillot et Dakar, il y a eu le Sommet de la Baule où Mitterrand avait tenu un discours strict et exigeant par rapport aux droits de l'homme. Puis c'est Chaillot où le président français a pris la tangente par rapport à ce sujet en disant que la démocratie devait se faire au rythme de chaque pays. Quelques semaines après ce Sommet, il y a eu les événements de Togo et nous avons alors dit, que si l'on avait pris des déclarations plus strictes à Chaillot, on aurait peut-être évité ce genre d'événement, c'est-à-dire que les militaires togolais se seraient sentis moins sûrs d'eux au sein de l'espace francophone", rappelle P. Hensmans, qui ajoute qu'il y a effectivement double langage. Et il n'y a pas que la France, c'est le cas également d'autres pays, comme la Belgique. On se rend compte, à l'heure actuelle, que des considérations économiques, géopolitiques prennent le pas et la France peut bien dire, par exemple, qu'elle est obligée de soutenir ces gouvernements, sinon elle perd des marchés. "La Belgique a tenu le même discours, en ce qui concerne le Zaïre, pendant de longues années et il a fallu un carnage pour qu'on prenne enfin position. Et s'il n'y a pas des ONG pour dire cette réalité de massacre, de violations des droits de la personne, de torture, d'arrestations arbitraires, on continuerait longtemps ainsi... Je dirais même, de façon un peu cynique, qu'ils abandonnent le Zaïre parce qu'il est en complet déclin économique et que ce n'est plus rentable d'investir dans ce pays. Il est clair que le double langage est là et a toujours existé", soutient-il.

### Parole et geste

Daniel Bolomey, à ce stade, précise: "Amnesty ne se prononce pas sur la légitimité ou non d'un gouvernement, ni de celle de la délégation zairoise à ce Sommet francophone. Nous ne sommes pas en mesure de le faire et nous ne l'avons jamais fait. On dénonce les violations mais on ne dit jamais que tel gouvernement doit être renversé parce qu'il est responsable de ces violations. Notre travail sert à montrer la réalité et c'est à la société civile, aux gens concernés, aux politiques de prendre leurs responsabilités."

L'action d'Amnesty est aussi de proposer: "Nous ne faisons pas seulement de la dénon-

ciation: lors du dernier Sommet, nous avions publié des plaquettes sur l'état de la situation des droits de la personne dans l'espace francophone, puis on s'est rendu compte que c'était un doublon du rapport annuel d'Amnesty et qu'il valait mieux venir avec un thème. A Chaillot, nous avons travaillé sur le thème de la liberté d'expression et d'association. Cette fois, à Maurice, avec le thème de l'impunité, nous demandons des mesures positives qui devraient avoir un impact préventif par rapport à de nouvelles violations des droits de l'homme" surtout que le thème "Droits de l'Homme et Développement" ont été mis au programme de ce sommet, précise-t-il.

C'est donc dans ce cadre que résident toute l'importance et la pertinence du thème choisi par Amnesty pour ce Sommet et élaboré dans un document et mémorandum à l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement qui sont actuellement à Maurice: mettre fin à l'impunité. Dans le mémorandum, Amnesty demande à chaque gouvernement de prendre des mesures dans le cadre de leur juridiction pour mettre un terme aux assassinats politiques et aux "disparitions", à la torture et aux mauvais traitements et de faire cesser l'impunité dont jouissent des responsables, comme les gouvernements se sont eux-mêmes engagés à le faire à la Conférence de Vienne sur les droits de l'homme. Bref, de joindre le geste à la parole...

Quelles réactions à la présence du président Mobutu au présent Sommet alors que le Zaïre avait été éliminé comme pays hôte pour ce Sommet à cause, justement, de sa situation extrêmement controversée en droits de l'homme? "Cela devrait être une question à l'ordre du jour du Sommet: savoir ce qu'il en est de la représentation du Zaïre alors qu'au niveau des Nations unies d'autres décisions ont été prises, à savoir que c'est le gouvernement de Tshisekedi qui était accepté comme représentant aux Nations unies.", note M. Bolomey.

Le pays hôte de ce Sommet, Maurice, figure dans le rapport annuel d'Amnesty, notamment pour des cas de brutalités policières et pour la peine de mort en vigueur. Le thème "les Droits de l'homme et le développement" est d'une pertinence particulière pour Maurice, où c'est une démocratie plutôt "terme" qui est de mise au nom du développement. Les représentants d'Amnesty sont-ils habilités à se prononcer sur la situation mauricienne? "Nous sommes habilités à nous prononcer sur l'ensemble des situations qui concernent les pays réunis à ce Sommet. Notre mission n'en est pas une spécifique pour Maurice, il y a le Sommet francophone et on tient à soulever tous les problèmes majeurs des Droits de l'homme dans tous les pays concernés, y compris Maurice. Amnesty est contre la peine de mort et fait campagne pour son abolition. A cet égard, Maurice est concernée par notre action. Par ailleurs, la section mauricienne d'Amnesty organise demain une conférence publique à la municipalité de Port-Louis, à 17 h, où toute question concernant la peine de mort et notre thème "mettre fin à l'impunité" pourront être soulevés...", répond Daniel Bolomey.

C'était, le temps d'un entretien, les états généraux d'une francophonie, celle qui devrait avoir une dimension, naturelle, des Droits de l'homme.

# RAM SEGOBIN DE LALIT:

## “La France veut créer un nouvel espace économique sur lequel elle peut régner”

● Comment Lalit, parti politique connu pour ses prises de position très critiques à l'encontre de la France, accueille le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements francophones?

— Nous n'accueillons pas du tout ce Sommet! Nous le considérons comme un événement bien élitiste, affairiste et d'esprit mercantile. Par exemple, il n'y a aucune adhésion populaire: les Mauriciens ne se sentent pas concernés. Et cela n'est guère étonnant, surtout quand, en toile de fond, le pays vit une crise politique. Même la propagande faite autour de ce Sommet n'intéresse guère la population. Lalit a ses propres idées sur ce que représente la francophonie.

● Comment expliquez-vous cette indifférence de la population mauricienne au Sommet?

Peut-être parce que la francophonie, entant que mouvement, a une définition tellement vague, à tellement l'air d'avoir un *hidden agenda*... Tout d'abord, précisons que 90% de la population mauricienne ne se décrivent pas comme francophones. D'ailleurs, le dernier recensement démontre qu'il n'y a que 3,2% de personnes qui se déclarent francophones. Les gens réagissent donc à cette appellation de pays francophone et cela crée un premier repli. Autre raison: l'un des événements qui ont contribué vers ce mouvement de la francophonie, est la conférence de l'OCAM de grande notoriété et les Mauriciens ressentant ce Sommet un peu à la manière de l'OCAM.

● Quelles sont donc les idées de Lalit sur la francophonie?

— Dès la préparation de ce Sommet, il y a comme un flou en ce qui concerne la définition de la francophonie. Il paraît que c'est un regroupement de pays ayant en commun la langue française; parfois la francophonie est définie comme un espace culturel et là, je cite une déclaration de Jacques Toubon, extraite d'un discours fait à Limoges lors du 10ème festival de la francophonie, définissant la francophonie comme une démarche *“qui ne s'appuie pas seulement sur la langue française mais sur le message français”* et il fait aussi une référence à *“l'universalité à travers la culture française”*. Alors, tantôt le débat porte vers cette direction tantôt, comme Shirin Aumeeruddy-Cziffra l'a déjà déclaré, c'est une erreur de considérer la francophonie comme seule référence à une langue ou à une culture et que c'est plutôt un espace économique et politique. Et, récemment, on a aussi décrit la francophonie comme le dernier rempart contre le danger d'uniformisation au niveau mondial. Sans compter que la francophonie se veut aussi synonyme de démocratie, droits de l'homme...

### Stratégie géopolitique et intérêts économiques

● On peut dire aussi que la francophonie, c'est tout cela et qu'elle démontre une richesse vraiment plurielle, pour reprendre la terminologie en vogue...

— On peut dire que la définition de la francophonie est laissée délibérément vague, pour ratisser le plus large possible et, en même temps, les opérateurs de la francophonie mettent en place une multitude d'instances, d'organisations et une liste impressionnante de sigles. Valeur du jour, il ne manque, comme l'a fait remarquer quelqu'un qu'une association de pompes funèbres francophones! Dans une récente interview, l'ambassadeur français, M. Joël de Zorzi, a fait beaucoup d'efforts pour montrer que la francophonie est le résultat de la volonté de personnalités comme Senghor, Bourguiba, le Prince Sihanouk, etc. Mais pour nous l'histoire de la francophonie est important, ce n'est que dans les années 80, malgré les regroupements universitaires et autres des années 50, 60 et 70, qu'il y a eu une proposition pour un Sommet de la Francophonie. C'était lors du sommet franco-africain. Puis, en 1984, c'est le gouvernement français qui a nommé un conseil de la francophonie et, plus important, en 1986, le gouvernement français, pour la première fois, a un ministère de la francophonie. Alors, cela démontre comment l'Etat fran-

**S'il existe une voix à Maurice qui émet, de façon constante, des réserves contre le fait francophone et la France, c'est bien celle du parti Lalit... Voix de discorde, analyse contestatrice et remise en question des discours en cours: rien de mieux pour exprimer la pensée multiple et libre de notre pays face à l'événement.**

**Ram Seegobin, animateur de Lalit, parle...**



De quelle uniformisation, parle-t-on? A Maurice, on nous pousse de plus en plus vers une hégémonie linguistique et culturelle française.

passé, cette stratégie a provoqué des divisions bien graves: en 1982, quand les Etats-Unis avaient “saboté” le sommet de l'OUA, peu de temps après la France n'a pas tardé à foncer et organiser un sommet franco-africain. Nous considérons ce fait comme un “move” pour diviser l'OUA.

● Etes-vous en train de dire que la francophonie relèverait plus de stratégie géopolitique que d'un espace culturel?

— Oui. Car nous allons trouver aussi la politique agressive de la France au niveau de la francophonie au Canada avec de Gaulle pour le Québec libre. Nous trouvons ce genre de problème en Belgique, et d'ailleurs pour la délégation belge au Sommet, il y a le Royaume de la Belgique présent avec, en plus, la Communauté Française de Belgique. Pour le Canada, nous voyons le gouvernement de Québec, celui de New-Brunswick, Et le Canada y envoie son ambassadeur en France pour le représenter, ce qui montre que ce pays a des réserves en ce qui concerne ce présent Sommet. Eu égard à tout cela, Lalit a une analyse relative aux objectifs du mouvement de la francophonie, surtout en termes de son agenda secret.

● La question économique doit également y trouver son compte...

— Nous pensons qu'il y a une stratégie délibérée de l'Etat français pour intensifier son poids économique et politique dans le Marché Commun, dans les Nations unies et ses instances, et pour permettre à la France de faire face à une offensive des Etats-Unis dans l'Afrique, surtout dans la zone franc. C'est-à-dire les pays dont la monnaie est rattachée au franc français. D'ailleurs, si nous jetons un coup d'oeil aux résolutions du Forum des Affaires, nous y trouverons une résolution pour résister aux dévaluations dans les pays de cette zone. Créer un nouvel espace économique sur lequel la France peut régner, c'est l'un des objectifs les plus importants car les pays africains de la zone franc se sont quelque peu effondrés.

### Uniformisation francophone ou anglo-saxonne?

● Venons-en maintenant à Maurice, Notre pays vit quand même de son plein gré sa francophonie et s'il y a eu longtemps débat et polémique, c'est surtout par rapport à la langue créole. Votre constat?

— Ces cinq dernières années, il y a une promotion agressive de la langue française, que ce soit au niveau de l'éducation ou des médias, qui empêche le développement des langues mauriciennes telles le créole et le bhojuri ainsi que l'anglais, langue officielle de Maurice. Pour ce qui est des relations de la France avec la langue créole, nous sommes d'accord avec Vinesh Hookoomsing qui déclare que c'est la France qui a un problème parce que dans les DOM-TOM, les colonies

● A analyser certaines nouvelles tendances marquées par une subite sympathie des francophones à l'égard du créole, ne croyez-vous pas que “l'ennemi” ou le “danger”, ce n'est plus désormais la langue créole mais l'anglais?

— C'est vrai que les défenseurs de la francophonie croient que le développement du créole peut aider à l'implantation de la langue française. On peut rappeler que c'est la stratégie défendue par le professeur Chaudenson à l'effet que la langue créole est un marche-pied pour la langue française et qu'on peut du créole passer au français. Et il y a là une dialectique dans le sens que si l'on met la langue créole et la langue française côte-à-côte, c'est un réflexe de supériorité et d'infériorité qui s'en dégage au niveau social; une dialectique entre “vulgaire” et “raffiné” qui n'est pas un réflexe développé entre le créole et l'anglais ou avec n'importe quelle autre langue. Il y a aussi d'autres francophiles qui pensent que le créole ou une certaine créolisation gâche le français... Je vais vous donner un exemple comment cette promotion agressive de la langue française bloque le développement de l'anglais: l'année dernière, tout de suite après les mauvais résultats en anglais de SC et de HSC, il y a eu des propositions pour introduire le système français dans l'éducation. Maintenant, les communiqués des ministères sont de plus en plus libellés en français, les principaux bulletins d'information de la MBC sont en français, il y a bien un bulletin en anglais mais à une heure d'écoute où 75% des Mauriciens sont déjà couchés... Au cinéma, en vidéo, c'est la même chose, sans compter l'hégémonie de la langue française dans la presse. C'est là le résultat de cette promotion agressive.

● Vous donnez l'impression de craindre plus les dangers d'uniformisation en langue ou culture française que celle en culture anglo-saxonne ou américaine...

— En effet, nous ne craignons aucunement ces dangers d'uniformisation à travers la culture ou la langue anglo-saxonne car nous trouvons exactement le contraire ici! Car on nous pousse de plus en plus vers une hégémonie linguistique et culturelle française. Quand on parle de cette nouvelle théorie à l'effet que la francophonie est comme le dernier rempart contre les dangers d'uniformisation, nous réalisons combien l'Etat français et les idéologues de la francophonie ont un véritable esprit machiavélique: ils présentent le danger comme anglo-saxon, pas anglophone et démontrent un certain degré de propagande presque raciste dans le sens que dans le monde, il y a plein de pays anglophones, comme l'Inde, les Etats-Unis, etc. Le machiavélisme va encore plus loin: quand ils dénoncent l'impérialisme yankee, c'est Régis Debray, le compagnon d'armes de Che Guevara, de Castro qui ont combattu l'impérialisme yankee, qui monte au front. Un Régis Debray qui se présente désor-

### Puissance coloniale

● La région de l'océan Indien fait largement partie du berceau de la francophonie. Estimez-vous que la COI devrait dépasser ce cadre?

— Il ne faut surtout pas oublier que la France est une puissance coloniale. Maintenant voyons au niveau de la coopération régionale: la COI est perçue comme un espace francophone et qui inclut surtout la France. C'est même dit, à un certain moment, que la France est un pays riverain. Et nous avons vu des conflits que cela peut provoquer dans un espace de coopération régionale: le transport aérien entre Air Mauritius et Air France, l'université de Maurice et l'université francophone des Mascariennes qu'on voulait mettre en place sous l'égide de la COI, les derniers Jeux de l'Inde et la participation des athlètes réunionnais français. Finalement une véritable coopération régionale devra passer par un élargissement vers la ZEP, l'Afrique australe, l'Inde, l'Australie.

● Depuis le temps que Lalit parle contre l'effet francophone et surtout la France n'avez-vous pas l'impression de prêcher un peu dans le désert, que les Mauriciens ne tendent rien à votre analyse et que vos discours restent utopiques?

— Non. Il y a une résistance, que ce soit la population ou de l'appareil d'Etat, contre ce que nous considérons comme une nouvelle forme de colonisation. D'ailleurs, les événements viennent soutenir notre analyse comme les conflits survenus lors des derniers Jeux de l'Inde. Un autre exemple: la francophonie, très souvent, fait de la question de l'homme son cheval de bataille. Et cela longtemps que nous critiquons la politique menée que le gouvernement français poursuit dans son propre pays alors qu'en même temps, il fait des discours en droits de l'homme pendant dix jours avant l'ouverture du Sommet. Il y a qu'on appelle “l'affaire Megdama de la France” mettant en cause une Mauricienne, Mireya Taine, mariée à un Français et enceinte et expulsée. L'Etat français montre la sonnerie non seulement raciste mais fasciste: la police n'a même pas agi selon la loi Française mais l'a anticipée... Notre position n'est pas d'essayer de mobiliser en permanence les gens contre la francophonie mais elle vise à réaliser ce qu'est la francophonie et ses dangers.

● Il y a plusieurs autres thèmes qui prêtent sûrement à contestation, par exemple la présence militaire française dans les îles, mais, pour conclure, portons un regard international sur l'actualité. Croyez-vous que le Sommet francophone aura son mot à dire sur le GATT et surtout à partir de la position française?

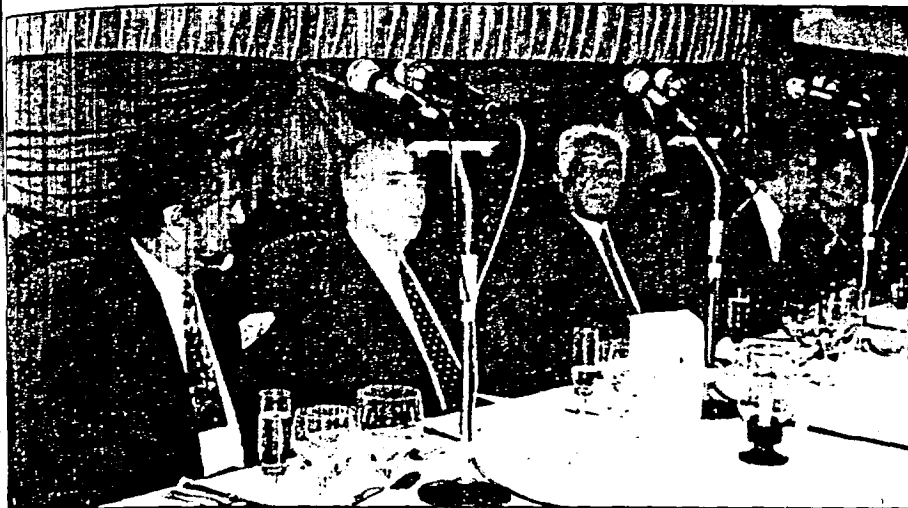
— La France veut le soutien du Sommet de la Francophonie pour sa proposition dans les négociations du GATT, surtout en ce qui concerne l'exception culturelle. En fait, la position française bloque la libre circulation de l'expression culturelle à travers le monde et c'est l'encontre de la convention du droit culturel politique.

● On a l'impression que Lalit se prononce systématiquement contre tout ce qui vient de la France, et si l'on s'en rappelle vous avez été les seuls à manifester contre Mitterrand lors de sa dernière visite à Maurice. Ne craignez-vous pas une étiquette d'opposition stérile, hystérique même anti-patriotique?

— Nous avons une position anti-impérialiste et notre action vise nécessairement la puissance impérialiste que nous subissons dans soit la France. Concernant la manifestation de 1990, nous vous rappelons que c'était dans un contexte très précis: c'était au moment où les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient boycotté la conférence “Océan Pacifique Zone de Paix”. Si, à ce moment-là, Bush et Thatcher étaient à Maurice, Lalit aurait peut-être festé contre eux sur le même argument. Les positions sur les Etats-Unis par rapport à la France et sur la Grande-Bretagne par rapport au statut de République pour Maurice ont été le slogan “binz maitta Reine dehors de la France” répondait à la même analyse anti-impérialiste.



# Le sommet de Maurice en photos



● Images prises, hier soir, au banquet d'Etat offert par la République mauricienne aux participants du Sommet de Maurice



● Dame Mary Eugénia Charles, Premier ministre de la République Dominicaine



● François Mitterrand s'entretenant avec ses pairs africains



● Les symboles de la diversité culturelle mauricienne

## Sir Anerood Jugnauth, président du Ve Sommet, accueillant ses invités à la cérémonie d'ouverture



● Mme Nguyen Thi Binh, vice-présidente du Viêt-nam



● Le maréchal Mobutu Sese Seko, du Zaïre



● Le président François Mitterrand



● M. Boutros Boutros Ghali



● Le président F. Albert Fernès

francophonie: ce qu'ils en disent

# La PAGE d'en FAX



Jeunes de tous les pays



## La 'Page d'en Fax' du 5e Sommet de la Francophonie

"Immense courant qui, à travers sa culture et sa langue, se transmette à tant d'autres peuples, petits et grands, son idéal de liberté, d'égalité et de fraternité. Transmission des valeurs culturelles et socio-économico-politiques, grâce à l'usage du français. Culture à plusieurs voix, qui se donne pour but l'unité dans la diversité, signifiant par là fraternité et partage des valeurs, en reconnaissant à chaque pays sa souveraineté". Un échantillonnage des définitions de l'espace francophone et de la francophonie que nous proposons des jeunes de pays différents ayant comme point commun l'usage du français. Un exercice qui s'inscrit dans une initiative, déjà bien rodée, du Centre (français) de Liaison de l'Enseignement et des Moyens d'Information (CLEMI), en vue de la publication, par un journal francophone des envois de lycéens et collégiens, sur un thème spécifique et sous une rubrique baptisée: 'La Page d'en Fax'. Un terme suggéré par le fait que les envois, forcément limités en longueur, étaient reçus aux bureaux parisiens du CLEMI, avant d'être transmis par fax simple au service culturel français du pays de publication. Publiée en juin 1991 par un journal d'Égypte, le Progrès Égyptien, la première 'Page d'en Fax' avait bénéficié du soutien de deux parrains prestigieux: le Dr. Boutros Ghali, secrétaire général de l'O.N.U., et M. Stello Farandjia, secrétaire général du Conseil Supérieur de la Francophonie. Les titres de la presse francophone qui

ont aidé à la continuité du projet: La Presse Havraise (France), Le Journal des Jeunes (Canada), Midi-Madagascar (Madagascar), France-Antilles-Guadeloupe (France), Paris-Normandie-Evreux (France), Week-End (Ile Maurice), Le Journal du Québec (Canada). Week-End ayant déjà accueilli, en mars dernier, une 'Page d'en Fax' (sur le thème du Patrimoine architectural), notre journal récidive avec un thème qui retient l'attention ces jours-ci: la francophonie et les publications en langues françaises, celles-ci étant vues un peu comme un lien privilégié entre gens de divers horizons. D'où la pertinence de ce titre général d'un des volets de cette neuvième 'Page d'en Fax', Fureur de Lire. Les deux 'Pages d'en Fax' de Week-End (n° 7 et 8) ont été réalisées, soulignons-le, en collaboration avec le Centre d'Information, de Formation, d'Orientation et de Documentation (ex-CED) de l'ambassade de France à Maurice et de sa directrice, Mme Josiane Flévez.

- Les objectifs de la 'Page d'en Fax':
- Développer les collaborations entre les jeunes et un organe de presse, qui accueillera les productions des journalistes juniors;
  - Mettre en place un réseau de formateurs susceptibles de démultiplier les actions presse/école entre pays francophones;
  - Créer des échanges entre jeunes dans le cadre de la francophonie;
  - Sensibiliser les jeunes au monde de la presse, aux

techniques d'écriture journalistique et aux lois de la communication écrite;

— Favoriser les échanges entre médias francophones.

La 11e édition, prévue pour mars prochain, sera, en fait, une grande première. Quinze journalistes juniors francophones seront accueillis en France, pendant une semaine, par deux quotidiens: La République des Pyrénées et Eclair Pyrénées. Journalistes à part entière, ils réaliseront le premier Journal Junior de la francophonie. Un jeune Mauricien participera à cette initiative commune du Syndicat des Quotidiens Départementaux (SQD), de l'Association Internationale de la Presse Francophone (AIFP) et du CLEMI.

Compte tenu du nombre imposant d'envois et de la longueur de certains textes, nous avons dû faire une sélection et une édition des textes, pour rester dans les indispensables limites de la pagination et de la formule adoptée dès le départ. Mais l'inévitable déception de ceux qui ne se retrouveront pas dans ces pages ne doit pas occulter la richesse et la diversité de cette participation, qui témoignent de l'intérêt d'une initiative destinée à rapprocher cette jeunesse francophone de tous les pays. L'exemple du Malawi, de la Mongolie et du Kazakhstan méritant, à notre humble avis, une note un peu spéciale...

**D**e pays en institutions, d'associations en projets, l'espace francophone est si complexe qu'il est difficile à parcourir. Ainsi, un regard sur son historique pourrait mieux éclaircir la situation. La Francophonie est un thème apparu en 1880 et qui, aujourd'hui, est un concept fortement ancré dans le quotidien d'une quarantaine de pays. La Francophonie aide à établir, avant tout, des relations de coopération entre les pays membres. Et l'histoire de cette coopération est jalonnée d'autant de succès que d'échecs. Ainsi, elle peut se traduire de différentes manières.

### Ile Maurice

#### Une réelle solidarité

Selon un ancien ministre français des Affaires étrangères, Jean Bernard Raimond, "l'Espace francophone est d'abord un espace de solidarité". A l'occasion de sa visite dans l'Océan Indien, en 1990.

François Mitterrand a dit que la francophonie "est appelée à vivre vos problèmes, à les vivre quotidiennement, à partager vos espérances, à organiser votre développement". Ainsi la solidarité ne doit pas se limiter à l'aide de la France envers les pays francophones. Mais, plus encore, la solidarité doit se réaliser à travers l'entraide entre pays francophones

## Francophonie en mouvement

(autres que la France), qu'ils soient d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes ou d'autres parties du monde.

Si l'on se réfère seulement à l'aide humanitaire, il faudrait qu'une telle aide ne vienne pas seulement de la France. Les autres pays francophones doivent apprendre à s'entraider sans l'intervention du Quai d'Orsay. A ce titre, on peut citer en exemple les Mauriciens, qui, récemment, ont volé au secours de leurs frères malgaches menacés par la famine. Il faut reconnaître, cependant, que le gros de l'aide devra continuer à venir de l'Hexagone, seul à pouvoir disposer de moyens importants.

La francophonie ne doit pas, ne peut pas, se limiter à une sorte d'impérialisme linguistique, mais une langue commune qui pourrait être un outil de véritable fraternité. Car les liens de la solidarité humaine peuvent être infinis...

COLLÈGE ADVENTISTE PHOENIX

### "Ze chante français":

Qui dit culture, dit certainement musique. Qui ne connaît pas la chanson légendaire de Myriam Makéba intitulée "Malaika". Idem pour Enrico Macias qui grâce à la francophonie a montré au monde la richesse de la chanson. Elle met ainsi la valeur des cultures des autres peuples. On n'oublie pas M. C. Solaar, le choucho des jeunes, qui nous a fait découvrir le rap français, s'appropriant la langue française, la soumettant à la musique noire, à la sensibilité ou à la violence nègre, créant à travers le langage, un monde nouveau, dire l'indicible, telles étaient aussi les préoccupations des poètes de la première génération dite de la négritude.

DOMINIQUE BROCHIER (18 ANS) LOWER VI LONDON COLLEGE

### Sénégal

#### Moi, j'ai une idée de la Francophonie

Nous avons "une même langue". Ça nous permet de communiquer, un peu partout dans le monde: on peut savoir, on peut comprendre. Ici ou ailleurs, on a tous des problèmes — de la sécheresse, des inondations, des ruines... — mais ensemble nous pouvons mieux les résoudre! Il y a des objets que nous avons et que vous n'avez pas ou au contraire que vous avez et que nous n'avons pas. ECHANGEONS... nous échangeons bien nos musiques, nos cultures!

Je suis comme vous, "je parle francophone", je suis d'origine sénégalaise et je vous comprends. Tout ce que je viens de dire, je le pense vraiment et je suis contente d'avoir pu vous le dire, d'avoir pu partager avec vous!

SALIMANA DRAMA

### France

#### La Francophonie une collectivité

Formée de plusieurs nations, de plusieurs régions, de plusieurs régions s'engageant à défendre la langue française, ce qui aux francophones de caractère, discuter, d'écrire d'apprendre sans cesse. Prenons par exemple à Charlebois, ce Canada à travers ses chansons fait connaître son pays, sa culture francophone, la littérature, la poésie, la musique... aujourd'hui en plus, la télévision, le cinéma... est un atout pour les jeunes du monde entier.

ANTHONY LAPPEL — 13e

### Algérie

La Francophonie un moyen de communication

(Suite)

Ile M... Les les... Ils s'ou... trisent. Il... même élé... mière lign... par ce m... lecteurs!... sez-le-jeu... les et tan... braqués s... comme un... défi qui no... ce monde... soi-même... qu'elle révé... C'est com... Ils so... tous. Ils on... de savoir... ce besoin... s'aimer.

Il y a c... Différent... brisés, d'... encore, d'... ces et diff... moeurs et... est différe... les partage... Ces ge... autres; ils... kilomètres... Mais ils son... est d'au... commun d... que les asso... ble à des or... qui ne cess... tous les jou... que les mo... grande our... possibilité... vaste dese... passant pa... même occ... de ces pays... sont réunis... cophone, p... les barrière

Le 5em... Maurice, d... diversité d... sont de rad... pays: la C... Maurice es... La lang... du monde... savent par... francopho... enseignem... La cult... Tous les... langue fra... unilingues... (ex: le Can... Ainsi, on... exemple, d... ainsi appre... Un pay... phones pe... connaît le... de France... Antilles.

# Francophonie en mouvement

## Ile Maurice

**Les distances s'éclipsent, les âmes s'unissent et les coeurs s'ouvrent...**

Ils s'ouvrent aux vies des autres, ils partagent... ils sympathisent. Ils partagent leurs joies et leurs peines. C'est dans le même élan de curiosité, de détresse ou d'espoir que la première ligne est lue. Ils sont curieux d'apprendre, désespérés par ce monde qui se torture, et, parfois, ils espèrent, ces lecteurs! Ils souhaitent trouver des accords de paix, des cessez-le-feu, des aides humanitaires, des découvertes médicales et tant d'autres espérances qui font briller leurs regards, braqués sur ces lignes formelles, qui dansent devant leurs yeux comme un défi. Un défi qui nous tourmente et nous agace. Un défi qui nous hurle de bouger, d'agir, de vivre, d'aimer! D'aimer ce monde qui nous oppresse, d'aimer les autres et de s'aimer soi-même. Un défi qui frappe comme une gifle, par la cruauté qu'elle révèle de la réalité, et qui déchire par les détails affreux. C'est comme un défi qui nous crie, "Regarde et vois!"

Ils sont trois — jaune, blanc et noir —, ils se ressemblent tous. Ils ont un coeur d'homme, avide de tout mieux connaître, de savoir encore plus, et ont en eux cette "FUREUR DE LIRE", ce besoin de savoir, de partager, pour mieux se comprendre et s'aimer.

SANDRINE LAM CHUN  
LORETTE DE CUREPIPE.

**Fureur de lire, fureur de vivre...**

Il y a dans le monde des gens tout à fait différents. Différents par leur physique: les uns ont les yeux finement bridés, d'autres d'un noir intense et profond, et d'autres encore, d'un bleu clair et limpide. Ils ont différentes croyances et différentes traditions; ils ont chacun leurs propres moeurs et leur propre façon de vivre. Même leur couleur est différente... Mais ils ont un bien précieux en commun: ils partagent une même langue, ils parlent tous le français.

Ces gens-là vivent dans des terres éloignées les unes des autres; ils sont éparpillés à travers le globe, et des milliers de kilomètres de mer, de terre ou de désert peuvent les séparer. Mais ils sont comme unis par cette langue qu'ils partagent. Le lien est d'autant plus resserré par une envie, un désir, un besoin commun de communiquer avec leurs voisins si éloignés, désir qu'ils assouvissent à travers le journal. Un besoin qui ressemble à des ondes émises des quatre coins du monde, des ondes qui ne cessent de se croiser, poussées par un élan de curiosité tous les jours renouvelée. Pourquoi cette curiosité? Qu'est-ce qui les motive? Parce que le journal est comme une fenêtre grande ouverte sur le monde, à travers laquelle ils ont la possibilité d'admirer les nombreux paysages du monde, du vaste désert saharien jusqu'aux sommets des Himalayas, en passant par la verte forêt amazonienne. Cela leur permet par la même occasion de réfléchir, de se demander pourquoi certains de ces paysages, pourtant beaux, sont abîmés. Mais il y a aussi des paysages qui se sont embellis... Tous ces gens si différents sont réunis autour de cette fenêtre, au sein de l'Espace Francophone, poussés par une "Fureur de Lire" qui dépasse toutes les barrières.

NATHALIE LI HOI FOO  
LORETTE DE CUREPIPE

**La Francophonie: fureur de lire**

Le 5ème Sommet de la Francophonie se tiendra à l'île Maurice, du 16 au 18 octobre 1993. L'île Maurice reflète bien la diversité de l'Espace Francophone car les habitants du pays sont de races différentes. Nos ancêtres viennent de plusieurs pays: la Chine, l'Inde, le Mozambique, la France, etc. L'île Maurice est l'exemple même de l'unité dans la diversité.

La langue française est une des langues les plus populaires du monde. Selon les statistiques, plus de 500 millions de gens savent parler le français dans le monde. Il y a plus de 50 pays francophones et même plusieurs pays non-francophones qui enseignent le français dans leurs écoles.

### La culture

Tous les pays francophones ont une culture en commun: la langue française. Cependant, tous les pays ne sont pas unilingues (ex. la France, la Belgique), certains sont bilingues (ex. le Canada), d'autres sont multilingues (ex. l'île Maurice). Ainsi, on peut apprendre les langues des autres pays. Par exemple, un Mauricien peut correspondre avec un Marocain et ainsi apprendre l'arabe.

Un pays sans culture est un pays pauvre. Les pays francophones partagent leurs cultures et ainsi par la culture, on connaît le passé, le style de vie d'un pays. On apprend l'histoire de France, la colonisation du Canada, l'héritage culturel des Antilles.

SUDESH MAHADOO (17 ANS)  
SOOKDEO BISSOONDYAL S.S.S.  
CHAPPELLE LANE,  
ROSE-BELLE.

d'avoir des correspondants, de mieux préparer des rencontres chez nous ou dans les autres pays. Un exemple: nous avons organisé une soirée francophone à l'occasion de la visite d'amis d'Egypte, de Viêt-nam, du Malawi, nous étions des élèves d'origines diverses: nous avons préparé des plats de nos pays, et tout en les partageant avec eux, nous nous sommes parlés de nos coutumes, de nos cultures: nous avons échangé...

SAFIA BEN  
ABDERRAHMANE

## Belgique

**La Francophonie, pour moi c'est bien!**

Quand on regarde la télévision, il y a des sports où nous admirons des athlètes comme Marie José Percec (Antilles) dans la course à pied... de la musique avec Rock Voisine (Canada), des jeux avec Marcel Beliveau.

Mais c'est surtout très bien, parce qu'on peut avoir plein de copains ou copines du bout du monde à qui on peut écrire ou téléphoner.

Langue officielle ou langue maternelle, la langue française des DOM, des TOM, des pays lointains nous rapproche!

J'ai des origines belges!

TOMMY LETENDRE

## Congo

La Francophonie permet de voyager sans se soucier du langage puisque les pays francophones s'expriment à peu de mots près en français.

On peut échanger des propos, s'expliquer des savoir-faire, connaître pas une, mais plusieurs cultures, découvrir les Histoires. Cela permet vraiment de changer d'esprit en sachant qu'il y a dans le monde beaucoup de personnes qui parlent le français: on ne se sent plus seul sur la planète! On entend des musiciens, des chanteurs parler de leur pays, leur région, leur village... en parler à tout le monde, et c'est ça justement qui donne à chaque artiste son originalité, sa personnalité. Chacun donne à la musique des richesses diverses et c'est la même chose pour les autres activités!

WILFRID MIHOUKOUA  
DAUMAS

## Mauritanie

**La Francophonie, c'est l'amitié!**

Formidable de savoir que nous avons des amis dans tous les pays et de savoir qu'ils parlent comme nous! C'est superbe de communiquer par des lettres, des cartes postales... en sachant que nous sommes immédiatement compris. Dieu m'a donné la langue pour parler et les mains pour écrire. Les enfants du bout du monde sont mes amis: ils connaissent ou apprennent la même grammaire, la même orthographe, ils lisent... ils font la même chose que moi. Si j'en avais l'occasion, je

serai fier d'aller à leur rencontre... Je peux écrire, parler de la musique, envoyer des lettres... prouver ma reconnaissance: c'est merveilleux la Francophonie.

AMADOU SANGOL

## Comores

**La Francophonie, c'est la chance de réaliser des rencontres**

Même si nous sommes à des milliers de kilomètres, entre nous, nous pouvons nous rencontrer par des messages: des lettres, des dessins... pour parler des choses que nous aimons bien comme le sport, les animaux, etc...

MOHAMOUD HALIDI-ALLAOUI

## Etats-Unis

**La Francophonie, pour moi, c'est la musique**

La musique est un loisir et j'aime entendre les chanteurs et chanteuses francophones... Du Canada, j'écoute Roch Voisine, Fabienne Thibeault... de Suisse, Stéphane Eicher. A l'Eurovision, j'ai découvert Yamina qui représentait la France et qui est d'origine marocaine.

J'aime la musique moderne et c'est bien que la Francophonie nous rassemble sur les mêmes mélodies comme elle sait aussi faire communiquer les jeunes sur d'autres thèmes!

C'est bien que nous puissions ainsi nous donner la main, nous rassembler...

J'ai des origines américaines, bretonnes et normandes.

CANDY MINOT

## Viêt-nam

**La francophonie et le Viêt-nam**

Aux définitions lexicographiques de la francophonie, je préfère cette expression de l'ex-président sénégalais Léopold Sédar Senghor: "La francophonie, c'est sous un ciel de printemps l'arc-en-ciel de tous les continents, de toutes les races, de toutes les civilisations".

Compte tenu de l'intérêt bilatéral, le Viêt-nam est considéré par la France comme une tête de pont en Indochine et en Asie. Par contre, la France est censée être le meilleur intermédiaire entre le Viêt-nam et l'Europe occidentale et, plus particulièrement, entre le Viêt-nam et les pays francophones. Il y a une contradiction au Viêt-nam entre le Viêt-nam, un pays membre de la Francophonie, d'une part, et une vague énormément anglophone, de l'autre.

En dépit du faible nombre de Vietnamiens francophones — 1% sur 7 millions d'habitants, selon R.F.I.), la francophonie mérite d'être au Viêt-nam en raison, d'abord, d'une intelligentsia formée à la française (hier et aujourd'hui), qui joue toujours un rôle considérable dans la société, dont l'influence rayonne même davan-

tagé; puis, de l'essor sans cesse croissant de la coopération franco-vietnamienne; et, enfin, du fait que le français a retrouvé son identité perdue.

Certes, certains domaines conviennent mieux à l'anglais, comme d'autres au français. Chaque langue possède sa place: l'anglais est aussi une langue de références. L'avenir de la francophonie dépend, en grande partie, d'une forte volonté multinationale et des perspectives qui sortiront du 5e Sommet de la Francophonie, qui se tiendra à l'île Maurice du 16 au 18 octobre prochain.

## Mongolie

**Soif de connaître...**

Pour moi, le mot "Francophonie" est un peu difficile à comprendre. Bien sûr, je comprends le mot lui-même, sa signification, mais derrière ce mot se cachent les traditions, les habitudes des gens, leurs loisirs, leur travail, en un mot leur vie dont nous ne savons pas grand-chose.

Avrai-je, chez nous, en Mongolie, il n'y a pas beaucoup de moyens d'avoir des nouvelles de la francophonie. Trois fois par semaine, il y a des émissions de Canal France Inter qui durent deux heures et qui parlent de la vie des pays francophones?

## Crédibilité de l'information

La francophonie, c'est aussi les nombreux titres des journaux en langue française qui sont rapidement acheminés à travers le monde pour informer des lecteurs avides des dernières nouvelles.

Un homme informé n'en vaut-il pas deux?... Il est évident que le rayonnement de la presse française à travers le monde va au-delà d'une organisation structurelle et commerciale bien rodée. La presse française est lue parce qu'elle est appréciée, parce qu'elle est libre, dynamique et informative. Il existera toujours un titre qui acceptera de se faire l'écho d'une opinion ou tendance, même si celle-ci est des plus controversées. Cette crédibilité de la presse française fait qu'elle est toujours recherchée.

Comme vous voyez, ce n'est pas beaucoup et, en plus, ces émissions sont toujours coupées, parfois sans commencement, ni fin. On aimerait bien avoir plus de nouvelles sur la vie culturelle, politique, les nouveautés techniques, scientifiques et, bien sûr, la langue française et l'enseignement du français dans les pays francophones.

Les étudiants de l'Institut où je travaille et qui apprennent le français ont une grande volonté d'avoir des contacts avec des gens des pays francophones. Ils veulent échanger des lettres, parler de leur vie. Moi aussi, je voudrais vraiment avoir des contacts avec des étudiants, des professeurs et d'autres gens des pays francophones et je serais très content que vous m'écriviez.

ERDENETSGO BATAA

## Malawi

**La francophonie dans un pays anglophone**

Le Malawi est un pays d'Afrique qui a la Zambie, la Tanzanie et le Mozambique pour pays limitrophes. Bien que le Malawi soit un pays anglophone (ayant été colonie britannique), il est intéressant de constater qu'on y apprend le français au lycée, à l'université et dans les centres culturels français. Il y a une cinquantaine de professeurs et quelque 7000 personnes qui apprennent le français.

A partir de 1961, on a décidé d'introduire le français comme deuxième langue étrangère (après l'anglais). On a pris cette décision pour plusieurs raisons, mais nous n'en retiendrons que deux, ici. Etant donné que l'Afrique se divise, grosso modo, en deux sur le plan linguistique: anglophone et francophone, il était nécessaire d'avoir une langue commune. Mais laquelle, de l'anglais ou du français? On s'est donc mis d'accord pour dire qu'il fallait que l'Afrique anglophone apprenne le français, et l'Afrique francophone l'anglais. Ensuite, on a jugé bon d'apprendre le français au Malawi pour communiquer avec les pays francophones, tels la France, le Canada...

TAMALI JOSEPH K. BANDA

DOMAINE  
DES  
PAILLES

**INACCESSIBLE**

**LE CLOS SAINT LOUIS ?**

Tribune libre

# Francophonie et réalité humaine

Le terme francophonie, créée en 1887 en pleine euphorie coloniale, est restée lettre morte pendant un siècle. Il n'a repris vie que par la volonté d'anciens colonisés désireux de fonder une sorte de Commonwealth linguistique avec, sauf pour les Québécois, l'arrière pensée de forcer la France à ouvrir ses coffres. Cette dernière, aigrie par le fiasco de sa communauté franco-africaine, autre imitation malheureuse du Commonwealth, n'a pris la francophonie en marche que pour mieux la juguler et ne s'en est adjugé le leadership que pour parer à l'expansion universelle spontanée de l'anglais. Sa puissance économique lui donnait alors les moyens de coordonner sinon de maîtriser l'action linguistique et culturelle de l'ensemble des peuples dont le français est la langue véhiculaire en tant que résidu de la civilisation coloniale. Ce mois-ci, l'île Maurice

reçoit, sous ses lambris flamboyant neuf, le cinquième Sommet de la Francophonie. A lire les déclarations solennelles publiées à chaque finale des précédents sommets, le francophone ordinaire d'outre-mer pourrait croire que l'appartenance de son pays à cette communauté linguistique lui confère un statut privilégié vis-à-vis de la France. Qu'en est-il en réalité?

Loin de nous la volonté de faire planer un sombre nuage de dénonciations inopportunes dans le ciel bleu de ce cinquième sommet dont les officiels mauriciens souhaitent faire un triomphe mémorable tout à leur honneur d'hôtes et à leur gloire de francophones trilingues. Ils y parviendront, c'est incontestable. Ils ont tout le savoir-faire et le talent nécessaires pour que le succès de ce sommet soit d'un éclat exceptionnel. Leur pays n'est pas le jeune dragon de l'océan Indien pour

rien. Mais quand les déclarations communes, pleines de générosité lénifiante et d'espoir possible auront rejoint les armoires des archives, que restera-t-il de la réalité humaine de cette francophonie célébrée en grande pompe au son des trompettes tonitrueuses des médias patentés? Il restera que les ressortissants de chacun des pays membres, les occidentaux mis à part, seront toujours des étrangers à part entière lorsqu'ils se pointeront aux contrôles policiers des frontières françaises.

## "Croule Britannia"

Avant la francophonie, le Commonwealth of Nations des Britanniques et de leurs ex-colonisés avaient réussi, pendant deux décennies, à les regrouper dans un ensemble humain relativement convivial, sinon fraternel. On

y était "a citizen of his native country and a British subject" dès lors que le souverain régnant à Buckingham en était encore le chef d'Etat. Mais ce Commonwealth mourut le jour où, à l'accession du Kenya à l'indépendance, Londres décréta que le passeport britannique des Indiens qui yuaient à tort ou à raison ce pays, n'était plus valable et ne conférerait plus automatiquement la qualité de Britanniques à ceux qui en étaient titulaires. Fini l'Empire, finie la Nationalité impériale! La Grande Bretagne des *White Anglo-Saxon people*, éfrayée par la marée croissante des gens de couleur, se barricada derrière de nouvelles législations et, prise de trilosité raciste, alluma des pogroms dans les districts à forte population d'anciens colonisés. Ce fut "Croule Britannia!"

La Francophonie d'aujourd'hui se veut être la grande famille des usagers

de la langue de Rousseau. Mais est-ce vraiment une famille? A voir comment les citoyens mauriciens sont accueillis aux postes de contrôles douaniers et policiers des frontières françaises, où qu'elles se trouvent, ne leur donne nullement le sentiment d'appartenir à la francophonie des manifestations officielles. Nous citerons deux exemples récents pour illustrer notre propos. D'abord le cas de ce Mauricien qui débarqua à Gillot le 23 septembre 1993 par le vol d'AOM de 15 heures. Cet homme n'avait besoin que d'une heure de passage dans ce département français. Juste le temps de retirer ses bagages et s'envoler immédiatement sur Plaisance. Et, éventuellement, saluer quelques parents qui l'attendaient dans le hall central. Sur un ton péremptoire, le Réunionnais préposé au contrôle des passeports lui refusa sans aménité un visa d'une heure prétextant que c'était vraiment trop court. Il le renvoya brutalement se faire voir chez Air France dans la salle des transits. Malgré l'insistance désespérée du Mauricien, ce préposé tort de son "droit de cache" qui ouvre et ferme les frontières de la France, se montra aussi inflexible que discourtois, parlant assez fort pour que les autres passagers, comme pris à témoins, approuvassent sa décision. Le francophone-créolophone non français dut battre en retraite devant le francophone-créolophone français. Francophonie de sourds, Francophonie de rejet.

Le passager suivant était également Mauricien mais accompagné de son épouse. Française. Le préposé Réunionnais, d'un œil inquisiteur, lui épilucha le passeport, le billet d'avion, réclama d'autres documents, prit de nombreuses notes, farfouilla dans son fichier comme si ce francophone était recherché par Interpol. S'enquit de ses adresses de résidence outre-océan comme à la Réunion (cette dernière figurait sur la fiche de débarquement!) bougonna quelques mots pour enfin cracher: "Quand est-ce que vous repartez à Maurice?" Le Mauricien était porteur d'un billet AOM-Paris-Réunion-Paris. L'épouse française rétorqua: "Est-ce une obligation?" Le subtil préposé ne le rabroua pas parce que déjà quelques paires de yeux réprobateurs se fixaient en silence. Est-il nécessaire de souligner que le premier passager était un Indo-Mauricien et le second Sino-Mauricien. Ils n'avaient pas des tronches de francophones patentés mais commentaient le délit de "sales gueules". Nous faisons l'opinion d'un des passagers réunionnais, témoins de la scène car elle n'était pas à l'honneur de ses compatriotes.

Et la Francophonie dans ce marigot de mépris et d'hostilité? Il semble bien qu'elle plane très haut au-dessus des miasmes qui s'en exhalent. Elle reste au sommet où elle claironne, à Grand-Alice comme à Dakar-Baie. Elle ne descend jamais dans le quotidien des millions de francophones de base, de ceux-là dont on n'entendra pas la voix à Grand-Baie, ailleurs. Il y a un déséquilibre total entre ses diverses composantes. Comment affirmer le contraire quand on sait qu'il faut un visa consulaire à un Mauricien pour séjourner plus de 15 jours à la Réunion alors qu'un Réunionnais n'en a pas besoin pour passer trois mois dans l'île soeur? Drides de soeurs en tout cas qui voient l'une, dangereusement menacée par assistance, mépriser l'autre qui vit à l'aise par son labeur.

De cette cacophonie dans les relations internes de la Francophonie, les officiels mauriciens et africains ne souffleront mot, les uns parce qu'ils se veulent grands seigneurs, les autres parce qu'ils ont besoin de subsides, mais l'humble citoyen francophone qui se heurte à chaque visite aux barricades législatives françaises, aimerait bien qu'après les falbalas oratoires et l'éloquence amphigourique des sommets, l'on en vienne à une plus franche convivialité dans les relations entre les représentants des Etats et les citoyens d'en face. Autrement, la francophonie restera pour longtemps encore un concept de cacophones hypocrites caquetant en français redondant sous la houlette argentifère d'une France hégémonique. De cette Francophonie-là, il ne se sert ni partie prenante ni ayant-droit.

Mauricien est accueilli comme un sous-développé porteur de vices et de parasites, un suspect à qui il faut interdire l'accès du paradis français et réunionnais, même quand il pèse des millions de roupies. Et quand il achète une banque, alors là, c'est la bête immonde que l'on conspu pour aller ensuite flatter secrètement en tant que nouveau patron. Mais quand il s'appelle J. M. Leclézio, il n'est plus Mauricien. Quant aux "Jeux des îles", ils sont souvent l'occasion de virulences verbales entre les deux îles, à tel point qu'elles ont inspiré de part et d'autre un livre à écrire fortement corrosive: *(Les Lambrequins de la Honte, distribué un jour peut-être par les Editions Le Prétexte de Vacoas)*. Tout cela n'empêche pas élus et entrepreneurs réunionnais de vanter le Miracle mauricien et d'en rêver.

Et la Francophonie dans ce marigot de mépris et d'hostilité? Il semble bien qu'elle plane très haut au-dessus des miasmes qui s'en exhalent. Elle reste au sommet où elle claironne, à Grand-Alice comme à Dakar-Baie. Elle ne descend jamais dans le quotidien des millions de francophones de base, de ceux-là dont on n'entendra pas la voix à Grand-Baie, ailleurs. Il y a un déséquilibre total entre ses diverses composantes. Comment affirmer le contraire quand on sait qu'il faut un visa consulaire à un Mauricien pour séjourner plus de 15 jours à la Réunion alors qu'un Réunionnais n'en a pas besoin pour passer trois mois dans l'île soeur? Drides de soeurs en tout cas qui voient l'une, dangereusement menacée par assistance, mépriser l'autre qui vit à l'aise par son labeur.

De cette cacophonie dans les relations internes de la Francophonie, les officiels mauriciens et africains ne souffleront mot, les uns parce qu'ils se veulent grands seigneurs, les autres parce qu'ils ont besoin de subsides, mais l'humble citoyen francophone qui se heurte à chaque visite aux barricades législatives françaises, aimerait bien qu'après les falbalas oratoires et l'éloquence amphigourique des sommets, l'on en vienne à une plus franche convivialité dans les relations entre les représentants des Etats et les citoyens d'en face. Autrement, la francophonie restera pour longtemps encore un concept de cacophones hypocrites caquetant en français redondant sous la houlette argentifère d'une France hégémonique. De cette Francophonie-là, il ne se sert ni partie prenante ni ayant-droit.

Joseph J. A. Varonada  
Ancien professeur réunionnais à la Coopération française

## Les lambrequins de la honte

Nous pourrions citer de multiples incidents semblables, à l'arrivée comme au départ, à Gillot comme à Paris et qui montrent que le

P.S. Qui fera entendre la voix de la Réunion au sommet de Grand-Baie? Certes, nous ne sommes pas son Président du Conseil Général, actuellement en prison préventive.



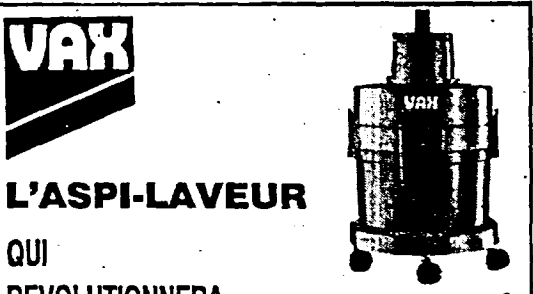
ASPIRE LES INONDATIONS



LAVE ET SECHE LES SOLS DURS

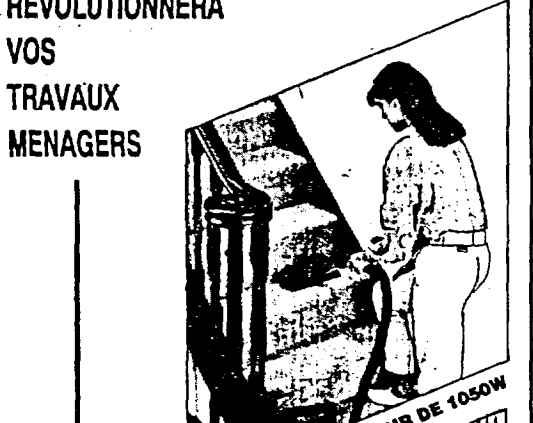
**VAX**  
BRITAIN'S BEST SELLING VACUUM CLEANER Washes

Aussi chez GALAXY

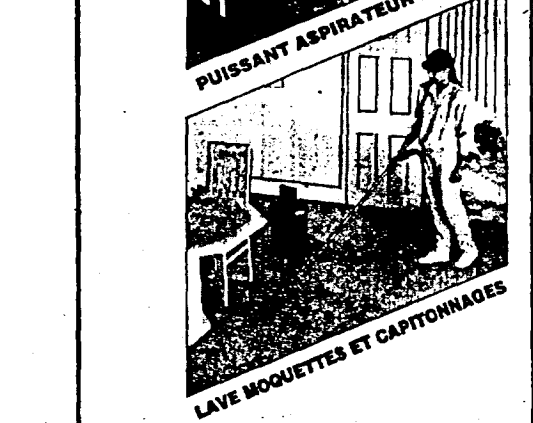


**VAX**

L'ASPI-LAVEUR QUI REVOLUTIONNERA VOS TRAVAUX MENAGERS



PUISSANT ASPIRATEUR DE 1050W



LAVE MOQUETTES ET CAPTONNAGES

**ideas**  
20, rue Royale, Port-Louis. Tel: 212-3080, 208 6570

Q  
Dans l'impression...  
Beaucou...  
M. Rég...  
les année...  
après 82...  
année, n...  
normité...  
Maurice...  
dit-il, n'è...  
be au Co...  
anglophon...  
colonies br...  
qu'il y a eu...  
auretois...  
Zaire, le B...  
s'identifie...  
n'hésitant p...  
elle, poussa...  
surjissent...  
nomiques o...  
se réfère à...  
que le Cent...  
Nous avon...  
cote des D...  
encore con...  
sions colo...  
L'armée tr...  
présente a...  
Réunion. Il...  
plus de loc...  
phonie

Fra

Nous a...  
composée...  
ces verbes...  
à n'import...  
autres. Il...  
emplois, e...  
M. Jourda...  
"n'ait" (imp...  
pensé qu...  
C'est d...  
appelle ur...  
chronolog...  
ou qui écr...  
Exemp...  
dénoncer...  
ou bien...  
ou bien...  
tenait" (m...  
La tournu...  
l'ultur anti...  
Les reg...  
question d...  
souvent v...  
1) Aprè...  
partie de...  
2) aprè...  
condition...  
non pa...  
mais: s...  
La plus...  
auxiliaires...  
Ces au...  
peuvent e...  
bien ou qu...  
auxiliaire...  
Sonne...  
est partie...  
"Le m...  
presse". -  
Même...  
ses délibé...  
débérat...  
l'ai juster...  
"La G...



Réflexions autour d'un sommet

# La Francophonie: un autre son de cloche?



**Q**uand les clameurs se seront tues, que restera-t-il du Ve Sommet de la Francophonie? Dans l'immédiat, quelques déclarations que le président français aura décernées à une poignée de Mauriciens toujours prêts d'arborer des palmes étrangères... une magnifique salle de conférences qui ne tardera pas à tomber dans le délabrement, quelques voitures tamblantes que certains petits malins sauront acheter pour deux fois rien...

Beaucoup de choses, toutes flâneuses, auront été dites au sujet de la francophonie. Or, où se situe la vérité?

M. Régis Debray, ancien révolutionnaire des années 60 — « les années de brasse » — entré par la petite porte à l'Élysée après 82, était venu, tôt cette année, nous proposer une énormité à l'Université de Maurice. La Francophonie, nous disait-il, n'était en rien comparable au Commonwealth, « club anglophone » formé d'anciennes colonies britanniques. Bien sûr qu'il y a eu des colonies belges autriches, mais aujourd'hui, le Zaïre, le Burundi et le Rwanda s'identifient surtout à la France, n'estimant pas à se tourner vers elle, puissance coloniale, quand surgissent des problèmes, économiques ou militaires. Le Zaïre se réfère à la France de même que le Centrafrique ou le Togo. Nous avons aussi à regarder du côté des DOM-TOM pour avoir encore confirmation des dispositions coloniales de la France. L'armée française est autant présente au Sénégal qu'à la Réunion. Il y a, dans les faits, plus de localisation en francophonie que dans le

Commonwealth où l'Angleterre est de plus en plus marginalisée. Aujourd'hui donc, par un réseau compliqué de traités, de conventions, la France entend rester le leader du monde dit francophone. Les économies de l'Afrique, par le biais de la BCEAO, par exemple, lui restent tributaires. Le système éducatif français perdure grâce à l'implantation de lycées en parallèle avec les circuits nationaux. Même le sport devient un instrument politique aux mains des politiciens français: les Jeux des Iles de l'océan Indien en sont témoins.

Les réseaux satellitaires de radio et de télévision sont devenus, en même temps que les DOM-TOM, de puissants relais pour la dissémination de la langue et de la culture françaises. Dans cet espace médiatique francophone, on n'entend peu ou presque rien du Québec, de la Suisse, de la Belgique, des pays africains ou de l'Indochine. On ne traite surtout que de la France, ceci, dit-on, afin de contre-carrier l'influence anglo-saxonne. La presse écrite est, elle aussi, hexagonale.

L'OCAM a connu des heures de gloire et ensuite la déroute financière et politique: nous n'y reviendrons pas. Aujourd'hui, de nouveaux organismes ont été mis en place pour assurer la pérennité du rayonnement de la France.

L'ACCT et l'AUFELF-UREF créent des centres de recherche, organisent colloques et stages afin d'assurer une formation française aux cadres du tiers monde, mais aussi à ceux du Québec. La province canadienne pourra ainsi se faire une petite brèche dans le bastion

économique et culturel américain. Les pays du tiers monde, eux, se tourneront vers la France pour l'acquisition coûteuse des biens et services indispensables à la mise en application de la formation impartie à leurs cadres. L'économie de la France est ainsi assurée d'une dynamisation permanente. Dans une étude récemment parue chez l'Harmattan, il est démontré que pour chaque 100F consentis par la France aux pays du tiers monde, sous quelque forme que cela soit, presque 90F retournent en Métropole.

**Egalité, fraternité, tu parles!**

De nombreux Français travaillent aujourd'hui dans les pays pauvres. Leurs salaires exprimés en francs lourds leur permettent de faire d'énormes économies qu'il rapatrient à la fin de leur service. Combien sont les Africains qui pourraient connaître d'identiques conditions de service dans le cadre de la francophonie?

Le pays des Droits de l'Homme n'est pas non plus admirable. Car, comment peut-on justifier ce paradoxe où la France a cautionné l'esclavage, n'a jamais reconnu les droits des autochtones, surtout en Algérie. Son histoire coloniale est une de sang et de larmes: le Vietnam, Madagascar, l'Algérie. N'oublions pas aussi, pour ne citer que ceux-là, l'affaire Ben Barka, l'épisode Greenpeace. Les Arabes, semble-t-il, n'ont pas le monopole du terrorisme. Aujourd'hui, la xénophobie des Français et de certains de leurs

leaders est étalée au grand jour: contrôles vexatoires — basés sur la couleur de l'épiderme — services consulaires humiliants. La France, qui a su profiter du droit d'asile des autres au moment où elle perdait la guerre en 1939 — n'est-ce pas Monsieur Pasqua, que le cher général n'a connu la gloire que grâce à l'hospitalité des Anglais? — refuse ce droit aujourd'hui aux opprimés. Et le Président, socialiste dit-on, qui pour assurer sa survie politique, déclare que la France ne pourra accueillir éternellement tous les paumés de cette terre. Cela fait pendant aux « odeurs » décelées par un certain Chirac. Et dire que Debray, très sérieusement, maintient que la France entendait rester le défenseur des petits...

Des juristes ont longuement péroré la semaine dernière: il a été question des libertés, des droits de l'individu. Dans le même souffle, aujourd'hui, au nom de la francophonie, combien sont les dictateurs que nous accueillons sur notre sol? Combien de prisonniers politiques croissent dans les prisons des pays qu'ils dirigent?

Le Forum Francophone des Affaires a aussi tenu ses assises. M. Antoine Harel, j'a fait un plaidoyer pour nous convaincre que le culturel n'est qu'accessoire aux affaires. Et il a raison. Car, aujourd'hui, c'est l'argent qui compte. Et, dans les échanges commerciaux, n'en déplaît à M. Harel, ce sont la France, et, dans une moindre mesure, vu sa proximité au marché américain, le Québec qui sont les grands gagnants. Les « petits projets » — par exemple, les « traductions » de pro-

grammes informatiques à Maurice — ne sont que des miettes par rapport aux profits qu'entend tirer la France de ses investissements.

Nous voudrions, ici, dans une parenthèse, souligner, la tentative tendancieuse qu'il y a eu en invitant M. Babacar N'diaye, Sénégalais, directeur de la Banque Africaine de Développement, organisme international, basé en Côte d'Ivoire, à venir présider le Forum Francophone des Affaires. Coïncidant avec cette présidence, M. N'diaye passe en revue les projets en exécution de la BAD à Maurice, donnant ainsi l'impression, puisqu'originnaire du Sénégal et président du forum, que ces projets sont une émanation de la francophonie. On ne peut éviter l'amalgame.

La démarche française se comprend: elle découle de l'esprit colonial, du nationalisme gaulliste. Cependant, nous ne pouvons comprendre comment les pays membres de la Francophonie persistent à cautionner la France.

**La France ne mérite plus sa place**

Nous croyons voir dans la démarche française très peu d'altruisme. La France entend utiliser tous les moyens, financiers, militaires et économiques, pour assurer une politique internationale injuste et aujourd'hui dépassée.

Ainsi, au sein de la CEE, elle fait valoir son rayonnement culturel à travers le monde pour faire le poids face à une Allemagne réunifiée et économiquement puissante. C'est dans ce contexte qu'il faudra voir la démarche du ministre Toubon: il utilisera la culture pour grignoter les arrangements du GATT en attendant que le gouvernement français, fort de cette percée, revienne à la charge au sujet des accords agricoles. D'une pierre trois coups: on calmera les agriculteurs choyés, on damnera le pion aux États-Unis et on se considérera fort face aux Teutons. Tous les moyens sont bons... Monsieur Toubon.

Ensuite, aux Nations unies, prétendre être la voix de 220 millions de locuteurs français disséminés dans 45 pays à travers le monde, assurera que la France garde son droit de veto et son siège permanent au Conseil de sécurité. Aujourd'hui, nous le savons, l'Afrique et l'Inde réclament un meilleur traitement, plus digne. L'Amérique latine aussi. Pour ce faire, il faudrait enlever à la France et à l'Angleterre leurs positions défendues aux Nations unies et n'accorder qu'une unique voix permanente à toute l'Europe. L'Inde et l'Afrique demandent. Elles aussi, une voix chacune au chapitre. Or, la France maintiendra qu'elle est la voix de 45 pays, dont la plupart sont africains, pour qu'elle conserve sa place prééminente à New York. Cela, même si les 220 millions de francophones ne forment qu'une fraction des populations de ces 45 pays.

Or, cette place, elle ne la mérite pas. Après la Guerre de 39-45 qu'elle avait perdue, les Britanniques et les Américains, ses libérateurs, ont fait pression pour qu'elle soit membre du Conseil permanent. Puissance coloniale, il fallait la garder dans le giron capitaliste pour éviter tout basculement vers le socialisme d' alors. En 1990, la France n'est plus une puissance, sa bombe atomique, petit pétard gonflé par la rhétorique gaullienne, ne pèse pas beaucoup dans la balance militaire. On aura noté que lors de la Guerre du Golfe, l'armée française, malgré les grands discours, a dû se plier aux ordres du commandement américain. Tout comme l'armée anglaise, d'ailleurs.

Ce « moyen » pays mérite-t-il encore cette importance démesurée aux Nations unies? Au nom de la Francophonie?

L'on ne saurait taxer l'auteur de ces lignes d'être francophone. Professeur de longue date, il a toujours admiré ce que représente la France: sa langue, sa pensée, ses paysages, sa douceur de vivre... Mais il ne peut rester insensible aux abus que commettent les Français, au silence de certains, et aux discours dythirambiques des autres.

## Franco ...

### Les verbes (3)

Nous abordons ici le phénomène de concordance: une phrase composée de plusieurs propositions contient plusieurs verbes: ces verbes ne peuvent être employés à n'importe quel mode ou à n'importe quel temps: ils doivent se correspondre les uns les autres. Il y a donc un ensemble de règles qui régissent ces emplois, et, en général, on les applique sans même y songer, tel M. Jourdain et la prose. Nul ne dirait: *Je penserais (futur) qu'il arriverait (imparfait)*; on voit bien que ça ne « colle » pas, alors que j'ai pensé qu'il arrivait est possible.

C'est donc affaire de chronologie des actions: un temps appelle un autre temps correspondant. C'est cette question de chronologie et aussi le sens de la phrase qui aident celui qui parle ou qui écrit.

Exemples de fautes: « Il **faillira** à son devoir s'il s'**abstenait** de commettre ces abus » ou bien: *faillirait (futur) ou bien: faillirait (conditionnel), s'abstient (présent), s'abstenait (indicatif), "Il **reviendra** quand il a fini son travail **là-bas** ».* La tournure correcte est: *Il **reviendra** (futur) quand il **aura** fini (futur antérieur).*

Les règles de correspondance sont multiples et il est hors de question de les aborder ici. Passons à deux lois principales, assez souvent violées:

1) Après *que* on emploie toujours le subjonctif: *Imaginez qu'un automobiliste avait reçu ne serait-ce qu'une partie de ce chargement* — imaginez que ... ait reçu

2) après si on emploie toujours le mode indicatif et non le mode conditionnel: non pas: *si j'aurais si j'aurais pu* mais: *si j'avais si j'avais pu*

La plupart des verbes se conjuguent avec des aides: les auxiliaires *avoir* et *être*. Ex: *Il a parlé; nous sommes venus*. Ces auxiliaires n'ont pas besoin d'être accolés au verbe, ils peuvent en être séparés, mais encore faut-il que la phrase « sonne » bien ou qu'il n'y ait pas des kilomètres de distance entre verbe et auxiliaire.

Sonne mal: *Elle est, d'un pas décidé, partie*. Pourquoi pas: *elle est partie d'un pas décidé?*

« Le ministre a, en substance, affirmé à une conférence de presse... affirmé en substance n'est-il pas mieux? »

Même chose: *Le Conseil des ministres s'est réuni et a, dans ses délibérations, décidé...* A décidé. J'aurais même enlevé les débâtements, parce que le conseil de ministres ici ou ailleurs, c'est là justement pour débâter.

« La GWF a, dans un mémoire, soumis... Il a, dans le même

*souffle, promis... Il a, en effet dû paraître devant un comité disciplinaire*. Ce n'est pas beau! Même si on trouve parfois exemples dans les journaux français!

Variante: *"Il est, de ce fait, temps de prendre les mesures..."* Il faudrait m'expliquer ce qu'apporte ce genre de coupure, et pourquoi il est temps de ce fait n'est pas plus coulant...

En titre: *"Une résolution en faveur de la réorganisation de ce comité approuvée"*. Huit mots séparent « résolution » de « approuvée ». Une autre formule eût été préférable, par exemple: *Approbation d'une résolution pour la réorganisation du comité*.

Le sujet

Un verbe peut avoir plusieurs sujets différents, mais pas le même en double: Est-ce que *quelqu'un* pourrait-il dire si... Deux constructions se sont croisées: « est-ce que *quelqu'un* pourrait dire », mais encore « *quelqu'un* pourrait-il dire ».

En général, le sujet se place avant le verbe: le feu ravageait les bâtiments. Dans un certain nombre de cas, il se place après le verbe. Cas d'inversion:

1) dans les interrogations directes: **Crois-TU** que les pompiers arriveront?

2) dans les propositions intercalées (ou incises) avec les verbes dire, demander, répondre, crier, s'écrier, et les impersonnels paraît-il, semble-t-il. Ex: **Je refuse, me dit-ELLE** en secouant la tête... Surtout pas: *qu'elle me dit!* ...

3) après « tel » en tête d'une proposition: *Il n'aura pas de permis, car tel est mon bon plaisir.*

4) pour mettre un mot en valeur: *Hautes étaient les FLAMES*

5) dans les textes juridiques: *Sera puni de peine de mort tout trafiquant...*

6) après certains adverbes: à peine, aussi, peut-être, toujours, encore, du moins, placés en tête de proposition: *A peine le feu avait-il éclaté... peut-être serait-il venu si... sans doute pensez-vous que...*

7) dans des formules figées exprimant un souhait, il s'agit d'un subjonctif sans « que »: *Vive le Président! Viennent les pompiers!* et quelques autres cas.

Jamais d'inversion dans une interrogation indirecte: *"On ne se regarde pas ni ne se parle-t-on"*. On dit: *On ne se regarde ni ne se parle (en plus de l'inversion incorrecte, cette phrase contient une double négation — prochaine fois!*

PHONE

DOMAINE  
DES  
*PAILLES*

**ET POURTANT...**

*Logo*

**LE CLOS SAINT LOUIS VOUS PROPOSE DES MENUS**

**A Rs 350 ET Rs 500**

**A midi et en soirée avec 3 choix d'entrées, de plats et de desserts**

Tel: 212 4225  
Fax: 212 4226

M. MICHEL JOBERT:

“La France ne fait pas assez pour la francophonie”

Secrétaire-général de la Présidence de la République Française, de 1969 à 1973, ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou de 1973 à 1974, ministre d'Etat de François Mitterrand de 1981 à 1983, Michel Jobert est une des grandes personnalités du monde politique français. Avocat, diplômé de l'ENA, ce spécialiste de l'administration est aussi un redoutable éditorialiste qui anima, pendant plus de deux ans, l'hebdomadaire Jeune Afrique, avant d'écrire une série de réflexions politiques qui suscitent des remous à leur sortie. Michel Jobert a accepté d'accorder à WEEK END un entretien — le défenseur du français qu'il est refuserait certainement l'utilisation du terme

“interview” — sur sa vision de la francophonie. Dans cet entretien, réalisé la semaine dernière, à Paris, notre invité explique, avec le choix du mot juste et de la formule qui ont fait sa réputation, pourquoi, selon lui, la France défend mal la francophonie et le français au niveau international et lance un message aux participants du cinquième sommet des chefs d'Etat des pays ayant en commun l'usage du français. Cet entretien se démarque résolument du ronron des discours entendus depuis le début des travaux des différents comités faisant partie du sommet de Maurice, et devrait provoquer des réactions. Comme chacune des interventions de Michel Jobert.



En marge du sommet de Maurice, qui regroupe pour la cinquième fois les chefs d'Etat et de gouvernements ayant en commun l'usage du français, quel regard jetez-vous sur la francophonie?



— Je vais paraître optimiste: en elle-même, dans son ensemble, et pas uniquement en ce qui concerne la France, la Francophonie est vigoureuse et constante, capable de prendre des initiatives. C'est déjà beaucoup. Quelles initiatives? Les mois du français sont déjà partis faire le tour du monde. Et quand on voit, aujourd'hui, l'activité littéraire francophone on ne peut qu'être encouragé. Bien des talents s'expriment en français avec une originalité qui n'est pas celle de la France. L'apport des francophones à la littérature française est considérable, encore que ce génie devra décanter tout son folklore, dépasser le cadre régional et devenir universel. Au travers de cette expression, c'est le triomphe universel des gens qui écrivent en français et qui ont renouvelé le roman français avec...

direct et le plus immédiat des moyens. On a l'air de croire qu'il y a d'un côté un musée culturel et de l'autre, l'activité des affaires. Mais tout est extrêmement lié. Quand vous avez formé à la langue française des élites industrielles, commerciales et culturelles, dans un certain nombre de pays, vous avez

liens économiques. J'affirme que quand on a tout défendu, par l'offensive ou la défensive, il reste encore l'essentiel qui est de préserver l'usage de la langue.

Mais il existe en France des dizaines d'associations dont le but affiché est la défense et la

“L'essentiel pour assurer la défense de la langue reste l'action politique et la prise de position économique”

beaucoup plus dynamique, même si les bonnes volontés reposent un peu sur ces subventions. Cela tend quelque peu à changer, mais il existe toujours cette défense de la langue française par les Français, un peu âgés souvent, très respectueux, comme ils le peuvent, de la grammaire et du beau langage. Cela ne suffit pas! Il faut se battre pour le respect du français, en dehors de l'enceinte sacrée des gens qui parlent bien et qui auraient des compétences

le monde politique et le milieu économique pour que le français soit respecté. Plutôt que de faire des petits bulletins que personne ne lit, puisque le gros du tirage reste dans un coin du bureau du secrétaire général de l'association. Cependant, il existe des associations très réveillées, comme celles des parlementaires de langue française, qui ronronnent moins. Il existe pourtant des poussières d'association dont nul, même l'excellent Stelio Farangis, secrétaire

nouvelle vigueur à la francophonie française.

— Nous avons eu la chance, sous les deux derniers septennats, d'avoir à faire à un président de la République imperméable aux langues étrangères. Ce qui n'était pas le cas du grand et brillant Giscard d'Estaing, qui est de cette génération qui a cru qu'il fallait courir à la rencontre et même précéder la langue anglaise. Ce qui a conduit à faire une conférence en

“Moi, je ne suis pas pour l'abdication! Les peuples qui s'abandonnent seront abandonnés”

absolues sur la langue française. L'essentiel, pour assurer la défense de la langue, reste l'action politique et la prise de positions économiques.

Peut-on dire que ces associations sont un peu parasitaires et ne dépendent que leur propre survie, en se servant du parent de la francophonie?

— Je ne serai pas cruel à ce point en disant que toutes les associations correspondent à cette description. Il existe des associations de ce genre, bien entendu. C'est à la fois leur raison sociale et leur raison de vivre. Comment partagent-elles leur temps et leur pugnacité entre la raison sociale et les raisons de vivre, c'est leur affaire. Je dis seulement: comment peut-on avec plus de deux cents associations avoir des résultats aussi médiocres et surtout n'avoir pas réussi à faire un groupe de pression?

Permettez-moi de vous chicaner: ne serait-il pas plus précis de dire: un lobby?

— Non, je dis bien: un groupe de pression, qui fasse suffisamment pression sur

du Haut Conseil de la Francophonie, serait incapable de nous dire ce qu'elles font. Encore que cette institution doit être à l'origine de la distribution des subventions tout en étant, elle-même, partie prenante.

Il me semble déceler dans votre discours une démarcation nette entre la France et les pays francophones. Allez-vous jusqu'à dire que la France ne fait pas assez pour la francophonie?

— Je réponds oui. Et j'ajoute: heureusement il y a des pays francophones où le français donne l'impression à la fois d'avoir une vie autonome et de vivre pleinement. Non, la France ne fait pas assez pour la francophonie et j'ajouterais ce qu'elle fait, elle le fait mal. On devrait se demander à quoi sert ce filtre d'associations et à partir de là décider d'une autre vision de l'action qui doit être d'abord la prise d'une position politique. Si le gouvernement français ne tire pas dans la bonne direction, pourquoi voulez-vous que les gens se dévouent?

On dit que le président Mitterrand a donné une

glais en Louisiane! Mitterrand a marqué des positions assez fermes en ce qui concerne l'usage du français. Avec son armée à la tête de la République, cette pesante chappe d'associations a commencé à bouger. Mais pour aboutir à quoi? Mitterrand est parti pour la francophonie, mais c'est un roi nonchalant. Ce n'est pas en allant se faire reconnaître docteur honoris causa dans toutes les universités qu'il défend la francophonie.

Le fait que dans l'actuel gouvernement français la francophonie soit une branche du ministère de la Culture est, à vos yeux, un plus ou un moins pour la cause francophone?

— Autrefois, la francophonie dépendait du ministère des Affaires étrangères qui ne s'en occupait pas tous les jours, pas toutes les semaines et pas tous les ans. Après, elle a été affectée au premier ministre Pompidou qui a créé le Haut Conseil de Défense de la Langue Française, mais sans passion. Vous le savez, dans ces politiques globales aux mes-

“François Mitterrand est un roi nonchalant. Ce n'est pas en allant se faire reconnaître docteur honoris causa dans toutes les universités qui proposent un voyage qu'il défend la francophonie”

leur folklore?

— Je n'emploierai pas le mot qui a été trop souvent utilisé de manière péjorative. Pour moi, ce n'est pas le folklore mais de l'authentique, ce qui fait toute la différence.

Et aux niveaux politique et économique quel est le regard que vous portez sur la francophonie?

— Nous, en France, n'avons pas compris que, dans le combat économique, une seule chose compte: le combat pour notre langue. C'est le plus efficace, le plus

soit maintenu vos positions, soit vous en avez gagné d'autres. Par conséquent, c'est la priorité des priorités et le vrai combat est ce combat économique. On ne parle en France que de la culture, alors que l'on devrait parler de l'économie et du rayonnement de la langue. On vient de s'apercevoir, tout d'un coup, que les négociations du GATT sont très importantes du point de vue culturel et pour l'identité du français, sans oser dire que, c'est fondamentalement, dans une époque technicienne, un combat de posi-

préservation de la langue française. Donc le combat que vous mentionnez est déjà engagé.

— C'est de l'argent souvent perdu. Il existe en France une nuée d'associations francophones qui sont composées d'un président et d'un secrétaire général et qui bénéficient d'une subvention, petite, mais qui leur permet de vivre et de dire, le moment venu, qui est toujours inattendu pour l'interlocuteur, et moi, vous ne m'avez pas consulté. C'est un combat qui pourrait être

ges unive... cophonie... tude des... mentale... pas leur r... éclatante... terminée... Je me... menace... est si fo... soin de c... pour la c... noncer, ... faites un... lisent un... gère, pl... l'anglais... — Je... glais mai... tation de... lise, qui... et mots p... les Améri... pas. Je t... grand av... tre une... étrangère... politique... ou" et qu... ● J'aim... bat avec... recte. L... "Vo... partena... pensent... tronomi... par satr... res fran... d'émiss... d'expré... N'aurait... gique c... sources... pays à... agricult... — Si... tenaires... faisaient... raient, c... un mon... couraient... un mon... laire très... oublier... aujourd'... millions... s'exprim... partielle... vaut mi... les pays... faut au... de tanq... quand... respons... ● Le pi... a beau... concep... nie à c... ment? Selon... queme... ou l'el... tion? — dent M... il l'a exp... maladr... Baule... façon u... le par... qui a u... gler av... autorité... messie... remis... quenc... terrain... aux tye... quand... aux ty... qui ne... par co... aider, ... mocr... que ir... handi... mode... mauv... que la... un res... amica...

ges universels — et la francophonie en est une — l'attitude des chefs est fondamentale. S'ils ne marquent pas leur résolution de façon éclatante, continue et déterminée, il ne se passe rien.

● **Je me demande si la menace contre les français est si forte qu'on ait besoin de créer une barrière pour la défendre et de dénoncer, comme vous le faites un peu, ceux qui utilisent une langue étrangère, plus précisément l'anglais?**

— Je connais bien l'anglais mais je n'ai pas la réputation de quelqu'un qui l'utilise, qui se sert de citations et mots précieux, que même les Américains n'emploient pas. Je trouve que c'est un grand avantage de connaître une ou deux langues étrangères. Mais au niveau politique, il s'agit de savoir où et quand on les utilise.

● **J'aimerais élargir le débat avec une question directe. La France et ses**

à-vis des démocraties que d'un régime autoritaire.

● **Malgré sa mauvaise formulation, pensez-vous que cette politique française a aidé la démocratie à se renforcer en Afrique?**

— Elle a donné un argument aux oppositions, ce qui n'était pas mal. Cette politique a aidé un certain nombre de partis et de personnes à faire surface et à s'y maintenir.

● **Monsieur Jacques Toubon a annoncé qu'il demanderait au sommet des chefs d'Etat francophones de soutenir la position française réclamant l'exception culturelle dans le cadre des accords du GATT. Soutenez-vous cette position?**

— Oui. Car l'exception du français est le combat des pays francophones encore plus que celui de la France. Les pays francophones sont des pays d'exception, comme le Québec qui a sur-



des frères francophones d'Afrique et d'ailleurs?

— Il faut être clair sur la question d'asile politique. Il y a beaucoup plus de faux que de vrais demandeurs d'asile politique. La France doit régler cette question de politique intérieure. Les dernières élections se sont faites là-dessus, même si l'on ne l'a pas dit ouvertement. On voit bien, maintenant l'urgence. Si vous passez l'inconscient de la France au décoder vous trouverez deux explications. Il y a tout d'abord une immigration, très importante, et l'affaire d'Algérie datant de 30 ans et qui conditionne les réflexes de bien des Français aujourd'hui encore. Mais ils ne l'avouent pas. Il existe aussi un débat très hypocrite où l'on dit qu'il ne faut pas accueillir les miséreux, qui viennent de toutes les façons, et que nous allons développer les capacités d'emploi dans les pays où ils habitent. C'est la langue de bois, parce qu'on ne fait rien. En ce qui concerne ce volet économique, il y a des pays qui veulent, comme le vôtre, devenir des "dragons" et qui font les efforts pour cela. D'autres sont incapables de faire des efforts pour se placer sur la bonne voie et de les faire pour avoir "des lendemains qui chantent", éventuellement.

● **Je crois avoir noté un sourire dans votre voix quand vous avez parlé des pays qui veulent devenir des dragons économiques...**

— On a envie de dire, en parlant de Maurice: "vous voyez bien qu'il y a des pays qui s'en tirent, ou qui vont s'en tirer". Il y a de quoi se réjouir de voir Maurice "dragonner" un peu et de plus en plus, surtout quand un certain nombre de pays d'Afrique, que je ne veux pas nommer, pour ne pas être désagréable, prétendent qu'ils sont en train de sortir de la crise, alors qu'ils y sont plongés.

● **Que pensez-vous de la coopération française dans le cadre de la francophonie?**

— Elle est aussi passionnelle et désordonnée que la vie des associations franco-

phones en France. Je simplifie pour dire que l'essentiel de la coopération, c'est l'enseignement du français. C'est le début de tout. Et quand on ne sait rien faire d'autre au delà, qu'on en fasse moins.

● **Une remarque avant la conclusion de cet entretien: vous n'êtes pas tendre dans vos propos, Michel Jobert.**

— Mais pourquoi voulez-vous que je sois tendre? Depuis des années je vois tout cela. Je n'ai plus l'âge d'être tendre et je ne vois surtout pas l'intérêt de l'être. Je peux être utile en n'étant pas tendre.

● **Pour terminer, que dites-vous à ceux qui assistent au sommet et qui liront certainement la transcription de cet entretien?**

— Je reprendrai des passages d'une chronique que j'ai faite à la radio au début de ce mois, sur la francophonie. "Le meilleur des combats est de garder son identité, de préserver les mots sans lesquels chacun ne pourrait s'exprimer. Le meilleur des combats c'est celui de la défense, de l'illustration de la langue française. N'en déplaise à ceux qui ricanent, ce combat n'a rien de ringard. Il ne se contente pas de ces discours académiques, semés, de loin en loin, au hasard des conférences et des congrès par les hommes publics. Il est le combat du futur, celui de l'identité des millions d'hommes, par delà les frontières, les modes, la désinformation linguistique au service d'intérêts dominants. Les discussions sur le GATT viennent à point nommé. On verra où est la détermination des responsables de l'Europe à défendre ses cultures et toutes les cultures du monde. On verra où est la détermination des responsables français d'y exiger le respect et toute la place d'une langue, d'une culture aux mots inspirés qui font le tour de la terre. Au sommet de l'île Maurice, c'est de cette résolution qu'il faudra témoigner et rendre compte."

Entretien réalisé par Jean-Claude Antoine

**"On a envie de dire, en parlant de Maurice: 'Vous voyez bien qu'il y a des pays qui s'en tirent, ou qui vont s'en tirer'"**

partenaires du nord dépendent des sommes astronomiques pour arroser par satellite les pays frères francophones du sud d'émissions télévisées d'expression française. N'aurait-il pas été plus logique d'utiliser ces ressources pour aider ces pays à développer leur agriculture, par exemple?

— Si la France et ses partenaires francophones ne le faisaient pas, d'autres le feraient, car nous vivons dans un monde de consommation courante. Nous vivons dans un monde moderne: il faut faire très attention et ne pas oublier qu'il existe aujourd'hui entre 100 et 200 millions de personnes qui s'expriment continuellement ou partiellement en français. Il vaut mieux, en effet, aider les pays à se nourrir, mais il faut aussi avoir le courage de tancer leurs dirigeants, quand ils négligent cette responsabilité essentielles.

● **Le président Mitterrand a beaucoup associé le concept de la francophonie à celui du développement de la démocratie. Selon vous, c'était uniquement une belle phrase ou l'expression d'une intention sincère?**

— C'est ce que le président Mitterrand pense, mais il l'a exprimé de façon un peu maladroite, au sommet de la Baule. Ce qui a été traduit de façon un peu dramatique par le parti socialiste français, qui a un vieux compte à régler avec les gouvernements autoritaires d'Afrique. Ces messieurs du parti en ont "remis" avec des conséquences dramatiques sur le terrain. Les oppositions africaines ont dit "pas un sou aux tyrans anti démocrates qui nous gouvernent mais, par contre, vous devez nous aider, nous qui sommes démocrates". Faire de la politique internationale avec ce handicap n'est pas commode. La formulation était mauvaise. Il suffisait de dire que la France aurait toujours un regard plus attentif, plus amical, plus affectueux vis-

vécu parce qu'il croyait à cette exception. Les pays francophones sont des pays de lisière, les plus exposés par conséquent et ils ont besoin de cette exception culturelle, qui est aussi économique. Pourquoi ne nous battrions-nous pas pour une économie qui parlerait français?

● **La demande française réclamant l'exception culturelle soutenue par les pays francophones aurait des chances d'aboutir aux négociations du GATT?**

— Tout dépendra de la constance du gouvernement français. Il a donné l'impression de vouloir se battre jusqu'au bout. Je ne peux que

Maurice ou pour être plus précis, est-ce qu'il en sort quelque chose de ce genre de sommet?

— Je crois que ce sommet est primordial pour la France et les pays francophones. Les pays francophones parce qu'ils se rapprochent à ce qui les renforce pour une politique qui peut ainsi mieux s'exprimer. Le sommet existe et le nombre de participants augmente, notamment ceux des pays baltes qui y viennent pour se différencier par rapport à d'autres. C'est une démarche très politique de la part de ces pays qui prennent leurs distances d'avec l'ex-occupant, tout en se

plaçant dans une perspective d'ouverture sur l'Europe. Nous avons tout intérêt à bien accueillir ceux qui veulent entrer en Europe.

● **Ces nouveaux adhérents viennent-ils plus par opportunité que par amour profond du fait francophone?**

— L'opportunité est quand même la meilleure conseillère, l'amour profond est sans doute là, mais l'intérêt bien compris existe. Sans intérêt, il n'y aurait pas de sommet francophone. Mais l'impulsion que donne la France n'est pas suffisante pour que les sommets perdurent.

● **A quoi attribuez-vous cette tiédeur ou si vous préférez, ce manque de vigueur de la France pour la francophonie?**

— Parce que la tradition est que le choix du français va de soi. Le français était, au dix-neuvième siècle, la langue diplomatique universelle, le comble du chic, par conséquent, la quintessence et il n'y avait aucune raison de se battre pour elle. Et voilà que le français est devenu une langue populaire.

C'est une mutation que beaucoup n'ont pas encore assimilée. Si bien que le français est resté affaire de gens distingués, un peu revenus de tout, mais c'est fini tout cela! La francophonie est un combat unitaire dans le grand désordre mondial. Elle tient actuellement parce nombreux ont pris conscience que le grand désordre mondial est en train de gagner. La chute du mur de Berlin a fait, indirectement, beaucoup de bien à la francophonie: les gens cherchent à se rapprocher à un cadre familial.

● **Si la francophonie continue à se développer, avec l'apport des pays de l'ex-bloc de l'Est, elle pourrait devenir un grand mouvement structuré. Et dans quelques années, un nouvel impérialisme, comme celui qu'elle combat aujourd'hui.**

**"Je crois que le sommet de Maurice est primordial pour la France et les pays francophones"**

l'encourager à le faire. C'est une des rares fois où un gouvernement français se bat vraiment pour une réalité fondamentale.

● **Si vous étiez au Sommet de la Francophonie de Maurice que diriez-vous aux chefs d'Etat?**

— Ce que je suis en train de vous dire dans cette conversation avec quelque vivacité. C'est pourquoi, sans doute, je n'y suis pas invité.

● **À écouter les champions de la francophonie, on a l'impression que le monde entier se bat contre la France et sa culture. Est-ce qu'il n'y a pas une part d'exagération dans ce constat?**

— C'est vous qui le dites. Je le répète: une constante résolution suffit. Elle n'est ni dramatique, ni incongrue. Cela ne fait pas plaisir évidemment au monde anglo-saxon qu'il existe une zone franc et un franc CFA. Depuis des années, on tire à boulets rouges pour essayer, à travers la Banque Mondiale et le FMI, de détruire cette zone et cette monnaie.

● **Est-ce qu'il sortira quelque chose du sommet de**

DOMAINE DES PAILLES

ET POURTANT...

AVEC LA "TRADITION DU JOUR"

VOUS N'ATTENDREZ PLUS LES GRANDS JOURS POUR VENIR AU CLOS SAINT LOUIS

\* Plat copieux qu'il est conseillé de manger comme plat unique

Rs 250 Du lundi au vendredi

Tel: 212 4225 Fax: 212 4226

Vendredi  
Dimanche 17 Oct. 93

société

## Pluie de livres français sur Maurice



*Petite cohue au moment de l'attribution des bons de livraison*

**L**E navire chargé de transporter quelque 50 000 livres français jusqu'à Maurice est arrivé à bon port ces jours-ci. Une vraie manne dans la turbulence d'un certain... sommet et qui représente un don de l'ADIFLOR (l'Association pour la diffusion internationale francophone des livres, ouvrages et revues). L'ambassade de France et l'Alliance Française de Port-Louis assurent la distribution de cet important envoi.

Mardi dernier, directeurs d'établissements scolaires, responsables de bibliothèques, maires, représentants de conseils de districts s'étaient déplacés en grand nombre pour assister, au siège de l'Alliance Française, Bell Village, à la cérémonie symbolique — placée sous la présidence de l'ambassadeur de France, S.E. Joël de Zorzi — marquant cette donation. "Extrêmement importante", pour reprendre les mots mêmes du délégué général de l'AF, M. Labre.

L'opération don de livres pour Maurice a pu se concrétiser grâce à l'appui d'une trentaine d'éditeurs, entre autres: Bayard Presse, Bein, Delagrave, Gallimard, Robert Laffont, Sélection du Readers Digest, Nathan, la Maison du Dictionnaire, fondation Hachette. C'est la société havraise COFREMAR qui a assuré bénévolement le transport.

L'ADIFLOR — présidée par M. Xavier Deniau, ancien ministre, député du Loiret, un grand ami de l'île Maurice qui l'a déjà accueilli — a, depuis huit ans, acheminé et distribué gratuitement près d'un millier de tonnes de livres dans une cinquantaine de pays. Déjà l'année dernière, en mai, l'A.F. avait reçu plus de 11 tonnes d'ouvrages scolaires, des livres acheminés, on s'en souvient, par le Jeanne d'Arc. ADIFLOR a délégué sur place une de ses charmantes

collaboratrices, Mlle du Parquet, qui s'est dit "très heureuse d'avoir participé à cette opération, commencée depuis de longs mois".

Le président de l'A.F., M. S. Dhanjee, a précisé que la répartition de ces 50,000 livres ne pouvait se faire en une seule rencontre et que l'allocation aurait lieu par la suite. "Alors qu'on parle tant de l'image et du son, de l'électronique et de la fin de l'écriture, cette donation vient nous rappeler que l'écrit est au fondement de la culture et qu'il constitue les soubassements même de l'audiovisuel", a souligné M. Dhanjee qui s'est aussi interrogé: "Qu'est-ce qu'un fax sans un stylo? Qu'est-ce qu'un ordinateur sans son clavier? Que vaut un journaliste de télévision sans son prompteur? La raison pour laquelle une partie conséquente de cette pléthore d'ouvrages ira aux institutions éducatives, chargées de distiller le savoir.

Ce don conséquent de livres, comme l'a fait remarquer M. Daniel Huguet, conseiller culturel près de l'Ambassade de France, permettra à la francophonie d'être présente à Maurice "dans toute sa vigueur" et donnera au futur Centre National pour la Lecture des éléments pour être, au départ même, "un enfant robuste".

Pour M. Parsuramen "le monde de l'éducation et le monde des livres sont si étroitement imbriqués, qu'un ministre de l'Éducation doit être aussi, d'une certaine façon, ministre de la Lecture". Il a remercié l'ADIFLOR qui vient bien à propos ensemençer un terrain déjà préparé et fertile". Des remerciements étendus à la France pour son soutien dans l'opération. Pour tout résumer, au-delà de l'importance numérique du don on s'est beaucoup attardé à son symbolisme.

M. BLIN



Le Monde

## La francophonie tente de défendre sa place sur la scène internationale

« On ne peut pas imposer sa façon de penser ou de s'exprimer au reste du monde », affirme le président Mitterrand

d'après AIP  
PORT LOUIS

■ Réunis depuis hier à l'île Maurice, 47 pays et communautés francophones tentent de défendre leur place sur la scène internationale face à l'hégémonie des États-Unis, désormais seule superpuissance dans un monde dominé par l'ordre culturel et économique anglo-saxon.

Des l'ouverture du 5<sup>e</sup> sommet de la francophonie, le ton a été donné par le président François Mitterrand qui a lancé la bataille sur le plan culturel en réclamant l'exclusion de ce secteur du champ des discussions du GATT. Il serait désastreux, a-t-il affirmé, d'aider « à la généralisation d'un modèle culturel unique ».

« J'ai entendu avec un peu de peine les déclarations d'un homme que je connais, le président Clinton. On ne peut pas imposer, quelle que soit sa puissance, sa façon de penser ou de s'exprimer au reste du monde », a-t-il dit. M. Mitterrand s'est notamment demandé si « ce que les régimes totalitaires n'ont finalement pas réussi à faire, les lois de l'argent alliées aux forces des techniques, vont y parvenir ».

Il s'en est également pris sans les nommer aux Américains en évoquant « les pays du nord, qui ont manqué à leur devoir de solidarité, ceux qui ne sont pas ici et qui continuent d'ignorer les besoins de ce vaste monde et veulent faire passer aux pertes et profits le sort du continent africain ».

Si cette défense farouche de la

francophonie recueille l'adhésion de tous — le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali ayant affirmé que la francophonie ne devait pas se considérer comme « une citadelle assiégée » — les violations des droits de l'homme continuent de susciter des débats parmi les membres.

Ainsi, un porte-parole de la délégation canadienne a indiqué que le document sur la démocratie préparé par le sommet ne mentionnait pas de pays francophones parmi les violateurs des droits de l'homme, avec une allusion très brève à Haïti qui fera l'objet d'une résolution séparée.

« Il y va de la crédibilité de la francophonie de ne pas craindre de regarder chez elle », a déclaré ce porte-parole, précisant que si l'Angola et le Mozambique sont cités, aucune référence n'est faite aux difficultés au Zaïre, dont le président Mobutu Sese Seko, présent à Maurice, siège sans sourcilier parmi ses pairs.

### Benoit Bouchard

Le Canada avait condamné à l'ouverture du sommet les violences en Haïti, réitérant « son plein appui » au président élu Jean-Bertrand Aristide, absent du sommet en raison des derniers développements à Port-au-Prince. « Le Canada condamne sans réserve ceux qui font toujours obstacle au rétablissement de la démocratie en Haïti et réitère son plein appui au président Jean-Bertrand Aristide », a déclaré le chef de la délégation canadienne, l'ambassadeur Benoit Bouchard, en l'absence du Premier Ministre, Mme Kim Campbell.

Le ministre haïtien des Affaires étrangères, Mme Claudette Werleigh, a pour sa part lancé un appel à la communauté francophone pour « redoubler d'efforts face à la situation plus que jamais tragique que vit la république d'Haïti ». « Aucun pays qui refuse le changement et n'adhère aux principes les plus élémentaires de l'État de droit, fut-il membre de notre communauté, ne trouvera réconfort auprès de nous tant

qu'il n'aura pas remédié à cette situation inacceptable », avait ajouté M. Bouchard, déplorant « la multiplication des conflits locaux liés à l'exacerbation des nationalismes ».

### Sous-développement et misère

M. Mitterrand s'était réjoui pour sa part des progrès de la démocratie tout en exprimant la

Crainte de la voir regresser rapidement si le sous-développement et la misère persistent. « Faisons attention que ce printemps politique de l'Afrique ne dure qu'une saison », avait-il dit, soulignant que la démocratie « n'est pas une rente » et qu'il fallait l'enraciner dans le tissu social par la transparence, la lutte contre la corruption et le respect des règles de l'État de droit.

Alors que les chefs d'État et de

gouvernement poursuivaient leur discussions à l'insu des, le Cameroun et la Roumanie présents en tant qu'observateurs, ont été admis comme nouveaux membres à part entière, rejoignant ainsi 44 autres États et communautés. La Bulgarie conserve toujours son statut d'observateur mais sa demande d'adhésion a été formellement présentée alors que l'Arménie et Israël ont à leur tour frappé à la porte de la francophonie.

La Presse

145  
128.

## Un sommet très mobile dans un décor de carte postale CR

d'après AFP

PORT-LOUIS

■ Les 500 voituresquisitionnées pour le 5<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays francophones sillonnaient hier les routes bordées de bougainvilliers et pavoisées aux couleurs de l'île Maurice alors que les 47 délégations se sont mises au travail.

Le ballet des voitures officielles, parmi lesquelles 50 véhicules français flambant neufs immatriculés «sommet de Maurice», a commencé hier matin, aux abords de l'institut Mahatma Gandhi. Situé à l'ouest de l'île, ce centre culturel accueillait la séance inaugurale du sommet.

Les enfants de l'école voisine étaient en rang sur la pelouse, agitant des drapeaux à l'arrivée de chaque voiture. Les chefs d'Etat africains en tenue traditionnelle, notamment les présidents tchadien Idriss Déby, malien Alpha Oumar Konaré et le président zairois Mobutu Sese Seko du Zaïre

coiffé de sa toque en léopard, ont remporté un franc succès.

Après la cérémonie d'ouverture et la photo de famille des chefs de délégations, le ballet a repris et ne s'arrêtera que lundi, à la clôture du sommet. Très mobile, la réunion se déplace de l'institut Mahatma Gandhi au centre international de conférences de Grand Baie, au nord de l'île, où ont lieu les travaux à huis clos, puis du centre au palais du gouvernement, à Port-Louis, la capitale, enfin d'hôtels en restaurants.

L'île n'est pas grande — environ 60 km sur 40 à vol d'oiseau — mais il a tout de même fallu mobiliser 3600 policiers pour surveiller ce va et vient incessant dans un décor de carte postale, avec champs de cannes à sucre et mer turquoise. Les routes ont été refaites avant le sommet, 3200 nouveaux numéros de téléphone ont été créés, et les hôtels du nord de l'île sont interdits aux touristes. Ils sont pleins à craquer, l'un d'eux étant réservé aux quelque 300 journalistes qui couvrent l'événement.

• LES ACTUALITÉS •

Sommet francophone de l'île Maurice

# Rien ne va plus entre la France et le Canada

*Paris s'en prend à la gestion de l'ACCT, dirigée par Jean-Louis Roy*

NORMAN DELISLE  
PRESSE CANADIENNE

Grand'Baie, Maurice — Un sévère conflit entre la France et le Canada a marqué la deuxième journée des réunions ministérielles préparatoires au Sommet francophone de Maurice.

À la suite des propos qu'il a tenus dans un journal français, le ministre français de la Culture et de la Francophonie, Jacques Toubon, a été semoncé hier par l'ambassadeur canadien Benoît Bouchard qui représentait le Canada au Sommet de la francophonie.

«J'ai pris connaissance avec stupéfaction et chagrin» des propos du ministre français, a dit M. Bouchard, lors d'une rencontre de presse.

Dans une entrevue accordée au journaliste Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, du *Monde*, et parue le jour même, le ministre français s'en est pris à la gestion de l'Agence de coopération culturelle et technique

(ACCT), une sorte de secrétariat de la Francophonie qui est dirigé depuis 1989 par le Québécois Jean-Louis Roy.

Cette agence «n'a pas rempli sa mission, préférant souvent être le relais de la coopération bilatérale canadienne», a prétendu le ministre Toubon cité dans *Le Monde*.

Le quotidien français raconte que c'est à regret que la France a accepté que le mandat de Jean-Louis Roy soit cette année renouvelé pour quatre ans, «faute d'avoir pu susciter un autre candidat».

Les Français auraient, selon *Le Monde*, tenté de soulever la candidature d'un Maghrébin (Tunisien ou Marocain) pour faire la lutte à Roy, mais les représentants arabes ont tous rejeté la manœuvre française.

*Le Monde* attribue l'échec des Français pour se débarrasser de Jean-Louis Roy «à la désaffection arabe ou à la réussite de la diplomatie d'Ottawa».

Bref, pour ce ministre français, le Canada prendrait trop de place auprès des pays

francophones, le tout naturellement au détriment de la France.

Hier matin, lors de la réunion à huis clos préparatoire du Sommet, le chef de la délégation canadienne, l'ambassadeur Benoît Bouchard a apostrophé le ministre français pour lui demander des explications sur ses propos.

Soulevant une motion d'ordre, l'ambassadeur Bouchard a réclamé des explications. Le Canada et le Québec ont aussi obtenu l'appui de plusieurs pays francophones dont la Belgique et le Liban, tous très satisfaits des services de l'Agence. Au cours de la journée, plusieurs autres pays — 18 selon certaines sources — ont joint leur voix pour appuyer l'ACCT et le travail de M. Roy.

Selon des informations disponibles, un Jacques Toubon embarrassé a nié les propos que le prestigieux quotidien français lui attribuait.

Plus tard, M. Toubon rencontrait la presse pour donner des détails sur les pro-

chains Jeux de la francophonie qui se tiendront à Paris en juillet 1994.

Il a refusé sèchement de répondre aux journalistes qui voulaient vérifier la nature exacte des propos qu'il a tenus sur l'Agence et sur le Québécois qui la dirige.

Quant à l'ambassadeur canadien Benoît Bouchard, il a dit devant la presse qu'il n'«mettait pas en doute la parole d'un ministre de la République française. Mais j'n'ai pas l'intention de remettre en cause le professionnalisme d'un journaliste», a-t-il ajouté.

Insatisfait de la façon dont l'Agence de coopération culturelle et technique remplit son mandat, le ministre français Toubon veut accroître l'importance d'autres organismes francophones comme l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) ou encore le Conseil permanent de la francophonie (CPF), un organe politique directement relié aux chefs d'Etat des pays francophones.

P E R S P E C T I V E S

## La francophonie, c'est du troc

A4

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR

Pour le commun d'entre nous, la francophonie c'est TV5, c'est un festival de films africains, une bourse d'études à l'Université de Paris, une musique sénégalaise, un poème malgache, une chanteuse belge, un Polonais de 18 ans dont le score à la dictée de Pivot est meilleur que le vôtre, une entente commerciale avec le Gabon, une mission d'observation électorale au Rwanda.

La francophonie est tout cela, mais elle est devenue aussi, en 1986, un forum politique international avec l'institution des conférences des chefs d'Etat et de gouvernement, des pays ayant en commun l'usage du français.

Aujourd'hui même s'ouvre, de l'autre côté du globe, à l'île Maurice, le cinquième Sommet de la francophonie.

Et cette francophonie-là cherche encore comment s'imposer. La tâche est lourde. D'une part parce que la francophonie laisse relativement indifférentes les populations des 46 pays représentés. Aucun journal québécois, par exemple, n'a dépêché cette année un envoyé spécial pour le sommet. Marc Lortie, qui fut responsable durant quatre ans pour le Canada de la préparation des sommets francophones, le disait bien, en janvier, lorsqu'il fut nommé ambassadeur au Chili: «Le défi de la Francophonie est de convaincre l'opinion publique de son utilité, sans quoi son développement est compromis».

D'autre part parce que les intérêts des 49 États-membres (46 pays) sont différents, voire opposés.

La France, par exemple, qui veut une francophonie politique destinée en grande partie à soutenir la langue française à travers le monde contre l'hégémonie anglo-saxonne, n'a pas les mêmes objectifs qu'un Québec qui cherche à ouvrir, via la francophonie, des marchés pour ses industries; que l'île Maurice qui cherche des partenaires pour soutenir son propre développement, que le Sénégal qui y voit le marche-pied vers d'autres forums internationaux desquels il est exclu.

La langue française n'est même pas, en elle-même, l'élément motivateur de la majorité des membres à adhérer au club des pays dits francophones. Elle est surtout un véhicule pour se comprendre. Le quart à peine des 400 millions d'habitants des 46 pays membres parlent français. Et cette proportion diminue à 10% en Afrique.

«Ce qui unit la francophonie, l'usage de la langue française, pose même des problèmes dans certains pays du Sud», disait à ce sujet le Sénégalais Papa Massène Sène, haut fonctionnaire à l'ACCT, en mars dernier, dans un colloque à Québec. Le français, dans le Sud, est langue seconde ou étrangère, langue de l'élite, de la justice et de l'état. Pas celle du peuple. Et donc facteur de démarcation sociale. Lorsqu'un Québécois se réclame de la francophonie, dit-il, il est porteur de sa propre identité. *A contrario*, lorsque nous le faisons (gens des pays du Sud), nous sommes en contradiction avec notre identité et nous nous faisons violence.

Les pays du Sud se sont intégrés à la francophonie, dont ils sont largement majoritaires, «pour des raisons de commodité géopolitique», poursuit-il. Aux yeux de ces pays-là, le club francophone est un moyen de «peser sur les décisions du monde», en appartenant à une alliance avec certains des pays qui ont un mot à dire au G-7, au Conseil de sécurité des Nations unies, à la Communauté européenne, où ils peuvent se faire «l'écho du Sud».

Si la francophonie se bornait à la défense et la diffusion du français dans le monde, elle serait un échec, prédit Papa Massène Sène. Mais s'il s'agit de faire du français un support d'une coopération, les pays du Sud se mobiliseront.

Dans un discours récent à Montréal, le ministre français de la Francophonie, Jacques Toubon, souhaitait que le club francophone ne soit pas un mécanisme de coopération comme il en existe d'autres. Mais devienne un projet politique et culturel, de nature à offrir au monde une «alternative» au modèle culturel hégémonique anglo-saxon.

En entrevue au DEVOIR, ce printemps, l'ambassadrice de l'île Maurice à Paris, présidente du Conseil permanent de la francophonie et hôte du sommet, prévenait à l'avance: «Ce serait dommage de voir la francophonie comme étant un regroupement pour la défense de la langue française, dans la mesure où nous sommes tous des pays pluriels». A ses yeux la francophonie est avant tout «un espace de dialogue et de coopération». Dès la création des sommets, en 1986-1987, le Sud avait été clair. Lisez cette citation du président du Burundi: «On ne veut pas de discours où l'on exalte la langue française, on veut un sommet de solidarité où les plus riches s'engagent concrètement à aider les plus pauvres».

Malgré les motivations divergentes, la francophonie marche. A petits pas. Un peu comme le troc: les pays du Sud, cette fois-ci, vont appuyer la France qui veut exclure la culture du GATT pour protéger les productions de langue française; et la France va appuyer la création d'un fonds de recherche pour les scientifiques des pays du Sud. Quoi qu'il en soit, c'est un club populaire. 36 pays en 1986, 44 en 91, 46 cette année (la Roumanie et le Cambodge s'ajoutent!). Et voilà même qu'Israël cogne à la porte.

OCT 17 1993

## French prez makes GATT plea

29  
PORT-LOUIS, Mauri-  
tius (Reuter-CP) —  
President Francois  
Mitterrand appealed to  
47 French-speaking  
countries at a summit  
yesterday to support  
France's tough stand  
threatening a GATT  
world trade deal.

Opening the fifth  
summit of French-  
speaking countries,  
Mitterrand made a  
passionate plea for cul-  
tural goods to be left  
out of a General Agree-  
ment on Tariffs and  
Trade pact.

He warned the power  
of money would lead to  
world domination by  
one single culture.

He made no specific  
reference to Paris's op-  
position to a crucial  
farm deal between the  
U.S. and the European  
Community that threa-  
tens a deal in the Uru-  
guay Round of GATT  
talks.

But he clearly called  
for further discussion  
on the dispute, saying  
France wanted a GATT  
agreement but could  
not accept what he  
called unfair  
treatment.

"Everything can be  
discussed provided it is  
fair," he said.

# Africa's French-speaking countries urged to put economies in order Oct 17

PORT-LOUIS (Reuter) — French President Francois Mitterrand pledged yesterday to continue aid to Africa's French-speaking countries but told them to put their economies in order.

"We shall not accept indifference towards Africa," he told the fifth summit of La Francophonie, a group of 47 nations linked by their use of the French language.

Mr. Mitterrand said that France's development aid had increased by 32 per cent since the first Francophonie summit seven years ago.

"It had reached 0.55 per cent of the French Gross Domestic Product "GDP" short of the 0.7 per cent United Nations target, but well over aid granted by the United States and Japan which remained under 0.25 per cent," he said.

France had also cancelled the debt of 25 developing countries and made rescheduling arrangements with others.

"France will continue to give French-speaking Africa privileged treatment in bilateral and multilateral development aid," he said.

"Yet results were disappointing," he added.

"I can see the advances of democracy, I cannot see the advances of development," said President Mitterrand, who in 1990 made democracy and respect of human rights a condition of French aid.

He said that governments needed to put their finances in order if they wanted to attract investors, ensure development and anchor democracy.

France's conservative government which shares power with the Socialist president has taken a sharp turn away from Mr. Mitterrand's call for democracy.

Putting economic efficiency before politics, it has said that aid would continue despite the current recession but recipients would have to get their economies in order and prove the money was not being wasted.

← Egyptian Gazette  
17 OCT 93  
"PROGRES DIMANCHE (Caire, Egypte)"

Le président Mitterrand à l'île Maurice, Progres dimanche Oct. 17

## Appel de M. Mitterrand

### à la solidarité francophone

PORT-LOUIS

Le cinquième sommet de la francophonie s'est ouvert hier à l'île Maurice par un appel de François Mitterrand à la "solidarité" des pays francophones dans le combat que mène la France pour exclure des négociations du GATT les produits culturels.

Le sommet devrait se conclure demain par le vote de plusieurs résolutions, dont l'une préparée par la France, le Sénégal et la Belgique sur l'exception culturelle. Il paraît acquis que la plupart des pays, et notamment le Canada, qui a lui-même obtenu l'exception culturelle dans son traité de commerce avec les Etats-Unis, soutiendront cette résolution.

Une quarantaine des pays présents à Maurice sont également partie prenante des négociations du GATT, ce qui devrait donc singulièrement renforcer la position française.

Dans un discours de 35 minutes, le chef de l'Etat français a assuré que Paris "continuera à privilégier l'Afrique, notamment francophone", aussi bien pour l'aide bilatérale, que dans les instances internationales.

"La francophonie, c'est une vision du monde, une volonté organisée et pas seulement une sorte d'espace culturel (...) Faisons en sorte que la famille francophone affirme entre tous ses membres une solidarité exemplaire. C'est le sens de l'engagement de la France dans la bataille pour le développement aux côtés des Etats d'Afrique notamment", a-t-il déclaré.

Devant les représentants des 47 pays ayant en commun l'usage du français, François Mitterrand a souligné le "désastre" qu'il y aurait pour ces pays à "aider à la généralisation d'un modèle culturel unique". C'est la raison pour laquelle, a-t-il rappelé, la France a refusé d'inclure "les activités culturelles dans le champ du GATT".

"Ce qui est en jeu et donc en péril (...), c'est le droit de chaque pays à forcer son imaginaire, à transmettre aux générations futures la représentation de la propre identité. Une société qui abandonnerait les moyens de se dépendre elle-même serait rapidement une société asservie", a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat français s'en est pris avec vigueur aux Etats-Unis en disant avoir "entendu avec un peu de peine les dernières déclarations" du président Bill Clinton, qui a rejeté jeudi toute demande de "restrictions inacceptables" à propos des produits culturels.

"Un seul pays quelle que soit sa puissance" ne peut pas "imposer sa façon de penser au reste du monde", a-t-il souligné.

LE FIGARO SAMEDI 16-DIMANCHE 17 OCTOBRE

V<sup>e</sup> Sommet de la FrancophonieUne communauté  
du troisième type*François Mitterrand veut donner une dimension  
diplomatique à l'« alliance linguistique ».*

ILE MAURICE :

de notre envoyé spécial.

Paul GUILBERT

Venant de Djeddah, où il a déjeuné avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite, M. Mitterrand ne tombe pas à Maurice en terre inconnue. Premier président français à y débarquer en 1990, il exaltait le « francotropisme » mauricien, près de deux siècles après la séparation de l'ancienne Ile de France et de la métropole.

Le modèle mauricien, allant vitalité démocratique et développement économique, plurilinguisme et pluralité ethnique, n'était-il pas indiqué d'avance pour abriter ce V<sup>e</sup> Sommet ? Matière qui cherche sa forme, famille de peuples ou d'esprits qui se demandent quoi faire de leur nom : on dirait que cette interrogation même fait la nature de la francophonie.

Quarante-sept pays « ayant en commun l'usage du français » sont représentés à Grand-Baie par vingt chefs d'État, deux vice-présidents, quinze premiers ministres et chefs de délégation divers. Les Mauriciens ne sont pas peuliers de ce que le devis de la construction du Centre n'ait été dépassé ni en argent (28 millions de francs, supportés par la France) ni en temps (dix mois). Avant l'ouverture, prévue ce matin, les ministres ad hoc de dix pays — pour la France Jacques Toubon (Culture et

Francophonie) et Michel Rouslin (Coopération), en attendant Alain Juppé — ont préparé sans relâche, mais non sans animation, les résolutions à soumettre à leurs chefs de file.

Si le français — c'est bien le moins — est la langue ordinaire d'un sommet francophone, il est désormais entendu que la francophonie ne se réduit pas à la seule défense et illustration d'une langue. François Mitterrand a tenté de développer l'aspect institutionnel et diplomatique de la chose. Il y percevait une alliance exemplaire des notions de démocratie et de développement.

Quel est donc le signe de cette communauté impalpable qui maintient pourtant, à l'arrière de ses travaux : « Droits de l'homme et développement » ? Jacques Toubon estime que la francophonie, c'est le « plurilinguisme », au sens d'une communauté culturelle reconnaissable à ses valeurs de tolérance et de solidarité. Il souhaite un renforcement de la voix politique de cette communauté de troisième type, appelée à prendre position sur des sujets variés : la protection de la terre, la coopération, en attendant la fameuse « exception culturelle » face à l'Amérique dans la négociation du Gatt. Avant leur départ, M. Balladur a d'ailleurs réuni ses trois ministres à Malignon — en présence d'Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée — pour régler l'offensive française au sommet de Maurice.

P. G.

12

Le sommet de la francophonie à Maurice

## Les querelles des pays du Nord exaspèrent ceux du Sud

Le président François Mitterrand est arrivé, vendredi 15 octobre, à Maurice, où devait s'ouvrir samedi, à l'Institut Mahatma Gandhi, près de Port-Louis, le cinquième sommet des pays parlant français. Les querelles opposant notamment la France et le Canada sont de moins en moins supportées parmi les représentants de la francophonie du Sud qui estiment qu'elles finissent par occulter les problèmes de développement culturel et économique qui devraient être au centre de ce sommet.

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Les débats pourraient être agités entre les quarante-sept délégations présentes, du moins si certains dossiers épineux ont été transmis tels quels aux chefs d'Etat ou de gouvernement par la conférence ministérielle préparatoire, qui s'est achevée vendredi. Ces dossiers concernent d'une part les critiques françaises - ravivées ces temps-ci - visant le fonctionnement de l'Agence de coopération culturelle et technique (institution panfrancophone fondée en 1969 et siégeant à Paris), dont le secrétaire général, le Canadien Jean-Louis Roy, est candidat à un second mandat.

Selon des sources proches de plusieurs délégations, Jacques Toubon, ministre français de la culture et de la francophonie, est revenu vendredi devant ses pairs, à la suite de remarques canadiennes, sur ses récentes déclarations au *Monde*, à propos de l'Agence (*le Monde* du 15 octobre). Le chef de la délégation canadienne, Benoît Bouchard, a déclaré à l'issue de la réunion : « Je ne mets pas en doute la parole de M. Toubon, mais je ne mets pas en doute non plus le professionnalisme du *Monde*. »

### « Comportements de nantis »

L'avis général est que la France, qui fournit à elle seule près de la moitié du budget de l'organisation mais n'y jouit pas d'une influence proportionnelle, devra finalement se faire une raison et laisser renouveler le mandat de M. Roy, aucun des quarante-trois autres Etats membres de l'Agence n'ayant emboîté le pas à Paris.

D'autre part, au cours de la même conférence ministérielle, la Belgique a abordé un autre dossier récurrent, celui du Zaïre. Son représentant a dénié toute représentativité à la délégation conduite par un ministre du maréchal-président Mobutu, qui s'est annoncé à la réunion des chefs d'Etat. Pour agiter ainsi la

Belgique s'est appuyée, avec semble-t-il l'accord de la France, sur l'attitude de la Communauté européenne, favorable au contre-gouvernement démocratique zaïrois, hostile au régime du maréchal Mobutu. Les Mauriciens se sont en revanche fondés sur « les normes de l'ONU », pour reconnaître la délégation zaïroise pro-Mobutu.

Le maréchal-président, auquel il a déjà été refusé - pour cause de « non démocratie » - d'accueillir un sommet dans son pays, n'était guère désireux à Maurice, du moins par les Etats francophones du Nord et peut-être même par le gouvernement de Port-Louis. La presse locale souligne, non sans malice, que le maréchal, comme s'il n'avait pas été prévu, occupera la suite réservée à l'origine au président haïtien Aristide, qui a dû renoncer à la dernière minute à venir à Maurice à cause de la situation à Port-au-Prince.

Ces querelles de « Grands Blancs » sont de moins en moins supportées parmi les représentants de la francophonie du Sud car, aux yeux de beaucoup de délégués, elles finissent par occulter les problèmes de développement culturel et économique qui devraient avoir la vedette dans ces rencontres. Ces « comportements de nantis » sont jugés quelque peu désinvoltes par nombre de responsables mauriciens.

Maurice est, en tout cas, devenu ces dernières années de plus en plus proche - notamment culturellement et économiquement - de la France qui, dans ces deux domaines, est maintenant son principal partenaire étranger. La réussite est assez éclatante : 80 % des 1,1 millions de Mauriciens parlent aujourd'hui français et presque tous utilisent le créole, dérivé en grande partie du français, comme langue véhiculaire. Si l'administration se fait généralement en anglais, héritage de la présence britannique (1810-1968), l'enseignement est bilingue, les articles de presse sont à plus de 80 % en français, la télévision diffuse 45 % de programmes en français (30 % en anglais), et la publicité audiovisuelle est à 90 % en français ou en créole.

Le sommet, comme l'ont volontiers reconnu tous les dirigeants mauriciens, est venu apporter une trêve dans une situation politique quelque peu échevelée au sein de la coalition au pouvoir. Elle a été marquée en particulier par le départ spectaculaire du gouvernement de Paul Béranger qui, en tant que chef de la diplomatie mauricienne, avait activement préparé le sommet.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ



LIBÉRATION SAMEDI 16-DIMANCHE 17 OCTOBRE

M O N D E

DIPLOMATIE

# La famille francophone contre l'impérialisme anglo-saxon

Le 5<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, qui s'ouvre aujourd'hui à Port Louis, sera dominé par la question de l'exception culturelle dans le cadre du Gatt, ou comment résister à l'invasion des productions US dans l'audiovisuel.



Télé au Mali. L'exception culturelle: «une bagarre de Blancs», estime un ministre africain.

13

## LIBÉRATION SAMEDI 16-DIMANCHE 17 OCTOBRE

## Ile Maurice, envoyé spécial

**L**e n s'élargissant, la francophonie devient de plus en plus politique, comme nouvel acteur collectif sur la scène diplomatique mais, aussi, à l'intérieur d'un mouvement regroupant désormais une cinquantaine de pays et de territoires aux statuts divers. Le 5<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, qui s'ouvre aujourd'hui à Port Louis, la capitale de l'île Maurice, traitera ainsi de «l'exception culturelle» dans le cadre du GATT, de la démocratisation en Afrique, de l'actualité en Haïti, d'un Fonds de recherche scientifique et, querelle sans fin, du rôle dévolu à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Il sera également question de nouvelles adhésions dont, peut-être, celle d'Israël. Enfin, les retrouvailles biannuelles de la «famille francophone» seront riches en à-côtés: l'Agenda du développement, défendu par Boutros Boutros-Ghali, un «mini-traité de Rome» pour la zone franc en Afrique, l'énorme présence du maréchal Mobutu...

Le dossier qui domine: «l'exception culturelle». Le 17 septembre, *in extremis*, la France a présenté au conseil permanent de la Francophonie un projet de résolution, soutenu par le Sénégal et la Belgique, pour entrainer la mouvance dans sa lutte contre «l'impérialisme anglo-saxon», notamment dans le domaine audiovisuel. Précisément, dans le cadre des négociations du Gatt, les francophones veulent résister à l'invasion des productions américaines en arguant de la spécificité identitaire, à préserver, des «industries culturelles» qui ne sont pas que des usines à films. Cet argument a cependant des effets boomerang, notamment en Afrique, envahie par des images qui viennent, presque toujours, d'ailleurs, et, souvent, de... France.

La conférence préparatoire, au niveau

ministériel, a été unanime dans le refus du «libre-échange culturel». Le Canada a même élargi le débat au-delà de l'espace audiovisuel, intégrant par exemple l'édition. Cependant, de là à affronter les Américains collectivement, dans le cadre du GATT, il y a un pas qu'il reste, ce week-end, aux chefs d'Etat à franchir ou non. «Ce n'est pas notre affaire. C'est une bagarre de Blancs», a crûment fait savoir, en aparté, un ministre africain. «Nous, que ce soit CNN ou Canal France internationale, on est censés voir le monde à leur façon...»

Une autre querelle, en l'occurrence franco-canadienne, où les pays du Sud ne servent que de forces d'appoint: le rôle de l'ACCT, le grand opérateur de la Francophonie, dont le secrétaire général est un ancien journaliste canadien, Jean-Louis Roy. Seul candidat à sa propre succession, en décembre, il est contesté par la France, qui est allée jusqu'à solliciter des candidatures — belge, tunisienne et marseillaise — contre lui. En vain. Depuis le 10 septembre, le délai pour le dépôt des candidatures est clos. Or, Jacques Toubon, zéléteur sous l'influence de son chef de la «cellule francophonie», Maurice Portiche, maintient la pression en spéculant sur un «plantage» du Canadien, s'il n'obtenait pas les neuf dixièmes des voix requises pour l'élection.

«L'ACCT n'est qu'un relais pour la coopération culturelle bilatérale du Canada.» Rapporté par des journalistes, ce propos de Jacques Toubon a finalement été démenti par l'auteur... Commentaire aigre-doux, hier soir, du chef de la délégation canadienne, l'ambassadeur Benoît Bouchard, qui a été «particulièrement surpris et même peiné» par cette déclaration: «Je ne veux ni douter de la parole d'un ministre français, ni mettre en cause le professionnalisme des journalistes.»

Arrivé hier soir à Port Louis, François

Mitterrand, selon son entourage, mettra un terme «à la querelle franco-canadienne», d'autant plus mauvaise qu'il y a déjà deux ans, lors du sommet de Chaillot, l'instauration du conseil permanent de la Francophonie (CPF) avait traduit dans l'organigramme du mouvement une «politisation» voulue par tous les participants. L'ACCT, depuis sa création en 1970 la «chose» des Canadiens, demeure l'agence principale d'exécution. Mais c'est au CPF que revient le pouvoir décisionnel de la programmation.

Reste l'Afrique, largement majoritaire à la naissance de la francophonie institutionnalisée, il y a vingt-cinq ans. Si, en matière de démocratisation, la France, plus que jamais préoccupée par la stabilité du continent, a mis une sourdine aux slogans, les Canadiens et Belges s'insurgent contre le «silence», en matière de violations des droits de l'homme notamment. Ainsi, le Togo et le Zaïre doivent craindre d'être cités nommément, comme mauvais exemples dénoncés, aussi, par un rapport spécial d'Amnesty. Le maréchal Mobutu s'en expliquera-t-il ce matin? Il devait en effet prendre la parole lors de la cérémonie formelle d'ouverture...

En marge du sommet, au moins une surprise sortira du chapeau: un «mini-traité de Rome» pour les quatorze pays africains de la zone franc. Visant à «l'harmonisation du droit des affaires», il sera paraphé dimanche à Port Louis et ouvrira, après ratification, la voie à l'institutionnalisation d'une communauté économique africaine. Déjà unis par une même monnaie, les pays signataires se doteront d'une Cour communautaire d'arbitrage, d'un secrétariat permanent et, en dehors des réunions régulières de leurs grands argentiers, d'un Conseil des ministres regroupant leurs gardes des Sceaux.

Stephen SMITH

L I B É R A T I O N

SA

15

LE POINT 16-22 OCTOBRE

MONDE

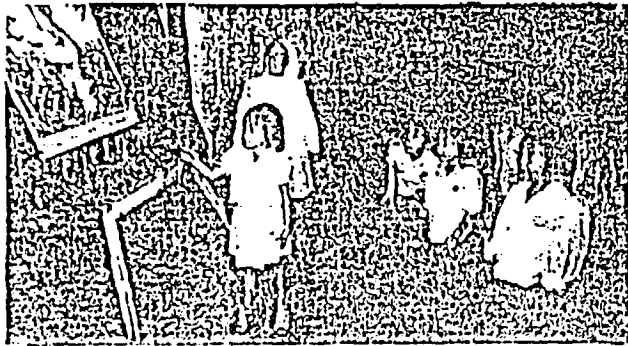
MELTAUDAC

## FRANCOPHONIE : LE VIETNAM DANS LE FLOU

« **W** here do you come from ? » (« D'où venez-vous ? ») : dès l'arrivée à l'aéroport d'Hô Chi Minh-Ville, l'ex-Saigon, le citoyen français est mis dans l'ambiance. Ce n'est pas

dans la langue de Voltaire que le voyageur est interpellé, mais dans celle de Shakespeare. Une situation qui incite à la réflexion au moment où s'ouvre à l'île Maurice le sommet annuel de la francophonie.

Le Vietnam est-il encore francophone ? On peut légitimement en douter, à entendre le personnel des hôtels s'exprimer en anglais et à lire les documents administratifs, également rédigés dans cette langue.



Instruction religieuse en français

La défense du français ne semble pas en effet être la préoccupation majeure des autorités. Agacé, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, a dû s'en rendre compte à Hanoi, l'année dernière. Ses interlocuteurs, pourtant presque tous francophones, exigèrent une traduction intégrale en anglais de sa conférence de presse.

« Vous avez loupé le coche en nous ignorant superbement pendant des décennies », s'entend-on répliquer. C'est oublier un peu vite le passé. Quand la France a quitté le Nord-Vietnam, en 1954, tout ce qui rappelait l'ancien colonisateur a été raboté, meulé. Des centaines de milliers de livres sont partis en fumée. Puis les Soviétiques sont arrivés, et le russe est devenu la première langue vivante enseignée et l'anglais la deuxième. Au sud, les Américains s'acharnaient, eux aussi, à faire oublier le français aux Vietnamiens, et l'anglais se repandait comme le défoliant. En 1975, Saigon tombant dans la trappe communiste, la centaine de professeurs

français, nos prêtres et nos religieuses étaient chassés, leurs écoles fermées. Est-ce à dire que tout est perdu aujourd'hui pour le français au Vietnam ? Certainement pas. Depuis l'année dernière, malgré le flou des intentions de Hanoi, l'espoir renait. Car, soucieux sans doute de contrebalancer l'influence de ses riches voisins anglophones et celle des Etats-Unis et du Japon, les Vietnamiens ne cessent de nous faire des appels du pied. Jean-François Nougarede, le nouvel ambassadeur de France, souligne que, deux mois après son arrivée, les Vietnamiens ont demandé l'ouverture de trois lycées bilingues : à Hô Chi Minh-Ville, à Hué et à Hanoi. Il n'existe pour l'instant que quatre classes bilingues expérimentales

au Vietnam. « Le français est pour nous un rempart contre l'uniformisation anglophone. Grâce à lui, nous pouvons affirmer notre différence », insiste de son côté Nguyen Khac Vian, le très contesté grand prix de la Francophonie, qui eut naguère des liens étroits avec le régime communiste.

La coopération française se monte à 120 millions de francs. « Notre plus grand effort culturel à

l'extérieur après le Maghreb », fait-on remarquer à Paris. L'objectif immédiat est de former des cadres. Un centre franco-vietnamien de formation à la gestion fonctionne à Hanoi et à Saigon avec l'aide de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Des séminaires sont également organisés depuis un an au sein de la Maison du droit, à Hanoi, par des magistrats et des avocats français. D'autre part, 600 jeunes Vietnamiens, dont 100 internes des hôpitaux, sont actuellement en stage en France. L'Alliance française de Hanoi doit agrandir ses locaux pour pouvoir accueillir un millier d'étudiants par session. Celle de Saigon va ouvrir ses portes. Enfin, deux hebdomadaires francophones, *Le Courrier du Vietnam* et *Saigon-Eco*, ont récemment vu le jour.

Gouttes d'eau dans un océan anglophone ? « Peut-être, admettent les responsables de la francophonie, mais si nous réussissons à prendre une place économique, le culturel suivra. » That is the question...

(14)

Au sommet de Maurice

# Les francophones fourbissent leur résolution

La V<sup>e</sup> conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français a commencé ses travaux à l'île Maurice, et élabore plusieurs principes de résolution, notamment sur l'exception culturelle. L'axe principal est fondé sur une rationalisation entre les pays membres sur fond idéal démocratique.

De notre envoyé spécial

Paradis des cartes postales, dotée d'un lagon émeraude et de plages de sable blanc, l'île Maurice, qu'il faut appeler depuis le 12 mars 1992 République de Maurice, représente à plus d'un titre un cas dans le monde d'aujourd'hui; si le tourisme constitue toujours une part importante de ses revenus, cette petite île de l'océan Indien ignore le chômage grâce à une politique économique judicieuse qui a consisté notamment à réorganiser sa production sucrière et à tirer le meilleur parti de sa zone franche en ce qui concerne les produits textiles dont la France reste le premier importateur. Sorti du sous-développement depuis dix ans, Maurice est actuellement le premier pays d'Afrique au titre du « développement humain », nouveau système d'évaluation qui prend en compte différents critères de prospérité. Cependant, M. Jean-Claude de L'Estrac, ministre de l'Industrie de Maurice, a énoncé les

succès de son pays sans fierté excessive, conscient que de nouveaux choix vont se présenter dans les années à venir. Quoi qu'il en soit, l'île manque actuellement de main-d'œuvre pour faire face à une croissance économique qui rend perplexes la plupart des pays africains présents à ce sommet.

En matière de francophonie, l'île est une curiosité: membre du Commonwealth dont la langue officielle est l'anglais, Maurice a conservé le français par le truchement du créole, ce qui a fait dire à M. de L'Estrac que l'anglais a été paradoxalement un élément de maintien du français. Cela donne lieu à quelques amusants spectacles: des agents de police très « british » dans leur tenue en noir et blanc, règlent une circulation à gauche mais abandonnent volontiers la rigueur du protocole pour adopter une volubilité très française.

C'est donc dans ce résumé d'Afrique et d'Europe, où vient se mêler une Inde du Sud qui assombrir les peaux et colore les oiseaux, que la famille francophone a trouvé refuge pour quelques jours. On est content de se retrouver pour s'adonner à une liberté de parole que limitent trop souvent les conférences internationales de haut niveau. Un seul exemple: des pays africains ont réclamé l'arrêt des essais nucléaires; on renchérit: pourquoi ne pas adopter un projet de résolution de

désarmement général? On rêve, on palabre, jusqu'au moment où l'exposé des réalités internationales vient modérer les élans. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, et Michel Roussin, ministre de la Coopération, ont fait l'expérience de ces souhaits sympathiques et y ont répondu avec une courtoisie qui n'exclut pas la fermeté politique.

## Accorder la primauté des décisions aux politiques

Parmi les points essentiels mis en avant par Jacques Toubon, il faut signaler la réactivation d'un organe qui se réunit en dehors des sommets, le Conseil permanent de la francophonie (voir en page 12) qui devrait être directement placé sous l'autorité politique: « Le CPF doit s'exprimer au cœur de la francophonie dans le monde et voir comment il est possible d'améliorer les institutions », a-t-il confié. Il s'agit avant tout d'accorder la primauté des décisions aux politiques et non à des fonctionnaires internationaux. »

C'est dans ce sens que la solidarité sur l'exception culturelle, lors des négociations du GATT, a été requise. C'est également dans cet esprit que la France réclamera une rationalisation de l'ACCT

## Les Canadiens : n'oublions pas le livre

De notre correspondant à MONTREAL

Pour la première fois, les Premiers ministres du Canada et du Québec seront absents du Sommet de la francophonie. A moins de deux semaines des élections législatives, le Premier ministre fédéral Kim Campbell consacre toutes ses énergies à parcourir le Canada. C'est donc Benoit Bouchard, nouvel ambassadeur du Canada en France, qui va diriger la délégation canadienne à l'île Maurice.

Au Québec le Premier ministre sortant Robert Bourassa restera sagement à la maison. Officiellement, son agenda est trop chargé, mais en réalité on présume qu'il y a aussi une raison de santé. M. Bourassa quittant la politique à la suite d'un cancer de la peau. La délégation du Québec à l'île Maurice sera dirigée par le vice-Premier ministre Lise Bacon, qui sera accompagnée du ministre délégué à la Francophonie Guy Rivard.

Le Canada et le Québec sont d'accord avec la France pour que les 46 pays de la francophonie

demandent l'exclusion des industries culturelles des accords du GATT. Le Québec insistera pour que cette demande porte non seulement sur l'audiovisuel, comme aussi sur toute la production écrite, comme c'est le cas dans l'accord de libre-échange nord-américain. « La France n'a pas de problèmes avec le livre américain, mais nous on en a avec le livre français, indique Gilles Ethier, chef de cabinet du ministre québécois délégué à la Francophonie, Guy Rivard. Autant la France se sent comme David devant le Goliath du cinéma américain, autant nous nous sentons comme David devant le Goliath du livre français. »

Pour être compétitifs sur le petit marché québécois (6,9 millions de personnes), les éditeurs locaux comptent en effet sur l'aide de l'Etat pour réduire le coût de production et le prix de vente de leurs volumes. Sans subventions, cette industrie serait beaucoup plus vulnérable.

Benoît CHAPDELAINE

(Agence de coopération culturelle et technique) afin d'éviter une dispersion des programmes. Par ailleurs, on retiendra que les deuxièmes Jeux de la francophonie, créés à Québec en 1987 et dont la première édition eut lieu au Maroc en 1989, se tiendront en France du 5 au 13 juillet 1994. Quarante Etats seront présents pour des manifestations sportives et culturelles devant réunir 3 000 représentants. La date de ces jeux correspond au centenaire du Comité international olympique

et à la réunion du congrès olympique.

Un fait est sensible: les francophones se cherchent encore face aux Anglo-Saxons, que l'on appelle ici les « saxophones ». On cherche encore les bases solides d'un Commonwealth francophone, et sans nul doute les résolutions qui seront adoptées dimanche permettront-elles de mieux situer l'avenir de la francophonie dans un idéal commun.

Gérard SPITERI

16

Un entretien avec la présidente du Conseil permanent de la francophonie, ambassadrice de Maurice à Paris

## Shirin Aumeeruddy-Cziffra : « La francophonie, une grande affaire d'Etats »

La francophonie, vulgaire affaire de bailleurs de fonds, entre les pays du Nord qui jouent les mécènes et les pays du Sud, toujours avides de recevoir ? Shirin Aumeeruddy-Cziffra dénonce vigoureusement cette image fautive et fait valoir, arguments à l'appui, le rôle éminent du Conseil permanent de la francophonie, qu'elle préside.

**LE QUOTIDIEN.** - Dans le contexte économique actuel, difficile et morose, certains pays de la francophonie ne sont pas forcément très bien perçus, soit parce qu'ils exportent des produits à bas prix, soit parce qu'ils apparaissent comme générateurs d'une immigration assez incontrôlable... La francophonie n'est-elle donc pas en passe de devenir une cause perdue ?

**Shirin AUMEERUDDY-CZIFFRA.** - La francophonie ne saurait se réduire à cette vision inversée et passablement approximative. Certes, au niveau individuel, je conçois parfaitement qu'un Français ou qu'un Mauricien puisse ne pas se sentir solidaire ou amical envers un francophone d'un autre pays. Certes, je n'ignore pas qu'il existe parfois des problèmes bilatéraux entre deux Etats. Mais à mes yeux, la francophonie, grand espace de solidarité, est une organisation politique, intergouvernementale, avec des programmes de coopération et de dialogue : elle a un rôle extrêmement important à jouer pour rapprocher les peuples, pour les aider à surmonter les difficultés... Dans un monde perçu quelquefois comme dominé par certaines puissances, les pays francophones ont infiniment plus intérêt à se rassembler qu'à se disperser.

Contrairement à une idée qui, je l'espère, n'est pas trop répandue, la francophonie ne constitue donc pas du tout une cause perdue, dès lors qu'elle est solidaire et plurielle, qu'elle s'enrichit de l'apport de chacun de ses membres. Choquante est



« Avoir une langue commune facilite grandement la recherche d'un consensus. »

cette image d'une francophonie où certains pays du Nord jouent les bailleurs de fonds et ne font qu'apporter aux pays du Sud... La réalité est tout autre. Les échanges s'effectuent dans tous les sens, et même entre pays du Sud.

**Q.** - Mais la récession rend beaucoup plus âpre la compétition économique...

**S. A.-C.** - Qu'il y ait des concurrences, c'est à la fois incontestable et normal. Mais elles ne sauraient exclure la solidarité. La francophonie voudrait d'ailleurs s'engager davantage encore dans la coopération économique et dans le développement, au sens le plus large du terme. A l'initiative des différents chefs d'Etat, un Forum francophone des affaires qui réunit des décideurs économiques, des entrepreneurs et des financiers, se tient désormais à la veille de chaque sommet, afin de susciter entre francophones une réflexion constructive sur le partenariat et l'investissement. Il est plus que probable qu'à Maurice, le succès de ce Forum va se traduire par une série d'accords très concrets.

Le Conseil permanent de la francophonie a également engagé de nombreux programmes, que ce soit dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture ou en matière d'éducation, de formation, d'harmonisation du droit des affaires et de soutien aux petites et moyennes entreprises. Autant de programmes qui mettent l'accent sur l'intégration économique et qui concernent systématiquement les régions et non les pays. Qu'on ne s'y trompe pas, toutefois : la Francophonie ne saurait intervenir en tout et pour tout, il n'est pas à proprement parler un opérateur économique mais un « facilitateur ».

**Q.** - Ce vieux cliché d'une francophonie exclusivement culturelle et technique, qui remonte au début des années soixante-dix, est donc périmé...

**S. A.-C.** - Sans la moindre ambiguïté. Car la francophonie est aussi — et de plus en plus — politique et diplomatique. Une grande affaire d'Etats. Cette année, en préparation du sommet de Maurice, je suis par exemple intervenue au nom des 47 pays à la tribune des Nations unies, lors de la récente conférence de Vienne sur les droits de l'homme, *question à l'ordre du jour...*

cette occasion, j'ai pu exposer une réflexion issue de la concertation des experts de ces 47 pays, qui ne sont pourtant pas tous sur un pied d'égalité dans ce domaine précis. En réalité, il apparaît clairement qu'avoir une langue commune facilite grandement la recherche d'un consensus, sur quelque problème que ce soit, et ce n'est bien sûr pas un hasard si « Droits de l'homme et développement » est précisément, avec « Unité dans la diversité », l'un des grands thèmes du sommet de Maurice.

**Q.** - Quels résultats concrets peut-on s'attendre de cette rencontre ?

**S. A.-C.** - Il m'est naturellement impossible de préjuger des décisions des chefs d'Etat. Cependant, bon nombre de discussions seront axées autour du thème de la pluralité : la francophonie a cette chance assez exceptionnelle de se retrouver sur cinq continents, dans des pays qui ont des civilisations complètement différentes les unes des autres, et où l'on parle très souvent, en plus du français, de nombreuses langues. C'est le cas, par exemple, de Maurice, où une douzaine de langues coexistent... La francophonie, riche de ces cultures, de ces traditions, va se considérer différemment. Non pour prétendre jouer le rôle des Nations unies mais pour promouvoir une diplomatie préventive, afin de se prémunir contre les conflits interethniques, interreligieux et interculturels.

**Q.** - Cette pluralité ne ressemble-t-elle pas, en fait, à une hétérogénéité politiquement de plus en plus dangereuse ?

**S. A.-C.** - Tous les pays de la francophonie ne sont pas, c'est vrai, au même niveau de développement et de démocratie. Néanmoins, d'énormes progrès ont été accomplis cette année. Sur le continent africain en particulier, de nombreuses élections multipartites ont eu lieu ; pas forcément toujours très réussies, j'en conviens, mais la démocratie relève d'un apprentissage difficile et implique un Etat de droit que la francophonie peut beaucoup contribuer à renforcer... Un rôle primordial qui se traduit par des programmes de formation de magistrats et de personnels judiciaires, de codification des lois et de création d'un état civil. Certains pays francophones ont une longue tradition démocratique, d'autres pas : il faut en avoir conscience !

Par petites touches, le Conseil permanent de la francophonie, qui est écouté par 47 nations, peut apporter sa pierre à la construction de la paix et de la sécurité internationale. Au sommet de Maurice, plus de vingt chefs d'Etat ont déjà annoncé qu'ils seront présents, et l'absence des autres trouvera en général son explication dans l'imminence d'une consultation électorale. Ces déplacements valent donc engagements solennels. Car ces chefs d'Etat ne peuvent se permettre de venir à Maurice et de ne pas prendre des mesures importantes !

Propos recueillis par

1740

# Le meilleur des combats

Par Michel JOBERT\*

Le meilleur des combats est de garder son identité, de préserver les mots sans lesquels ne pourrait s'exprimer la pensée de chacun. Le Sommet de la francophonie rassemble les chefs de gouvernement ayant en commun l'usage du français. Leurs mots, pour être et communiquer, sont ceux de cette langue. C'est tout simple. Il aurait pu en être autrement. Accident de l'histoire, dira-t-on, y compris pour la France. Il n'y a guère, en 1626, les Hollandais fondèrent Nieu Amsterdam, qui devint New York, et il s'en fallut de peu pour que leur langue l'emportât. Les Etats-Unis auraient pu aussi devenir français, jusqu'à ce que Bonaparte, premier consul, vendit la Louisiane, en 1803.

Mais que représente aujourd'hui l'usage du français dans le monde ? Entre cent et deux cents millions de personnes s'expriment ainsi, continuellement ou partiellement. Depuis 1973, à l'instigation du président Pompidou, la pratique de sommets, rassemblant les Etats, s'est instaurée. Le quatrième sommet aura réuni quarante-quatre pays et trois observateurs (la Bulgarie, le Cambodge et la Roumanie). Dans cette continuité, la manifestation dans l'île Maurice n'est ni folklorique ni passéiste. Car, quoi de plus naturel, alors que la mode est au regroupement des Etats par grandes zones, que les rapprochements se fassent d'abord dans la communauté de la langue, dans cette communion évidente créée par un univers partagé de mots, de structures, de raisonnements ?

Dans le parcours d'une nation, telle la France, il n'est pas de responsabilité plus importante que de favoriser et de nourrir par cette conjonction d'individus, de peuples et d'Etats. Quand les historiens politiques auront décané leurs réflexions de toutes les scories saisonnières qui les encombrèrent, ils apercevront peut-être que le seul apport qui ait compté, que la seule négligence fatale, que la seule espérance trahie ou satisfaite, que la seule gloire à réclamer se rattachent à la défense et à l'illustration de la langue française, à son progrès dans l'intimité des peuples.

Quand on s'interroge sur l'utilité de responsables qui se sont succédé aux plus hautes fonctions, il ne faut pas chercher bien loin pour bien juger : qu'ont-ils fait pour assurer la pérennité du destin de ce bien commun, dont François I<sup>er</sup>, au XVI<sup>e</sup> siècle, avait fixé les contours ? De nos quatre présidents modernes, qui sont les lointains successeurs de ce brillant monarque, l'analyse est vite faite, sur de telles bases. Le premier fut tellement immense que sa geste porta la langue au plus loin de ses rivages habituels. On y vit encore comme une renaissance. Les trois suivants, aux inclinations bien différentes et aux analyses moins fermement affirmées, auront été les gestionnaires d'une continuité molle et leurs efforts, s'ils ont existé, se sont embourbés aussitôt dans les marécages administratifs où se sont engloutis les lois de circonstance, les structures d'apparence et, hélas, d'innombrables dévouements anonymes. Deux d'entre eux, ne connaissant point de langues étrangères, ont été auto-immunisés contre les dérapages. Mais le troisième, sensible aux mauvaises modes et fier de ses capacités, aurait volontiers sacrifié à l'anglais, en tous temps et lieux.

Aucun, explicitement ou même implicitement, n'aura placé en tête des priorités de la France, la langue qu'elle illustre. La politique extérieure fourmille d'exemples de renoncement, d'abandon, pratiqués en catimini, dans les rapports avec les Etats comme avec les organisations internationales. C'est comme si une pudeur gênée ou le sentiment d'une incongruité animait trop de responsables français, dès qu'il leur faut défendre la langue. Notamment dans l'ordre économique, on se livrera à mille contorsions savantes, alors qu'il serait si simple de nourrir le terreau d'une culture respectable et prometteuse pour l'éveil des esprits et l'intérêt des échanges.

Quand des Etats s'attaquent au français, leur dit-on qu'ils touchent à l'essentiel et qu'ils ferment ainsi la voie à toute autre négociation ? Quand l'enseignement du français est réclamé avec insistance, est-il seulement avisé de gémir sur les contraintes budgétaires, alors que l'argent public ne sera jamais mieux placé qu'à ce créneau-là ?

Ces dérives implicites ont fini par émouvoir même l'Académie française, vouée au culte du beau langage. Son secrétaire perpétuel, M. Maurice Bruon, n'hésite pas à franchir ce parapet et à porter l'estocade, interpellant les goujats, fouetter les consciences, dénoncer les iniquités commises. N'en déplaise à ceux qui ricangent, ce combat n'a rien de ringard. Il est le meilleur des combats. Il ne se contente pas de ces discours académiques, semés de loin en loin, au hasard des conférences et des congrès par les hommes publics.

Il est le combat du futur, celui de l'identité de millions d'hommes, par-delà les frontières, les modes, la désinformation linguistique au service d'intérêts dominants. Les discussions sur le GATT viennent à point nommé. On verra s'il y a une détermination de l'Europe à défendre ses cultures et toutes les cultures du monde. On verra où est la détermination des responsables français d'y exiger le respect et toute la place d'une langue, d'une culture aux mots inspirés qui font le tour de la terre. Au sommet de l'île Maurice, c'est de cette résolution qu'il faut témoigner et rendre compte.

\*Ancien ministre,  
président du Mouvement des démocrates

18

93/10/17 17:34:00 Copyright 1993 Agence France Presse

-----  
Le sommet francophone s'achève lundi: satisfaction de la France de l'un des envoyés spéciaux de l'AFP, Pierre FAVIER

PORT LOUIS, 17 oct (AFP) - Le Vème sommet de la Francophonie, qui prend fin lundi à l'île Maurice, aura été marqué par la décision de la communauté francophone de s'engager collectivement à défendre le principe de "l'exception culturelle" dans les négociations du GATT sur lequel Paris et Washington continuent de s'opposer.

A la veille de la conférence de presse conjointe du président François Mitterrand et du Premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth, la délégation française relevait avec satisfaction "le fait que le mouvement francophone se soit saisi du dossier du GATT" pour dégager ainsi une position commune pour écarter "les industries culturelles" des discussions du GATT.

"C'est la démonstration que ces sommets sont utiles et que la France n'est pas isolée sur ce sujet", observait-on de même source en soulignant que cette résolution, adoptée à l'unanimité, serait défendue par la quarantaine de pays francophones représentés au GATT qui compte 117 membres.

"On ne peut pas douter qu'il y ait eu à Maurice une vraie percée du mouvement francophone dans l'affirmation de son rôle politique et sa volonté de se donner une cohérence sur le plan international", a estimé, dimanche soir, le porte-parole français Jean Musitelli.

PORT-LOUIS - M. Musitelli a prédit que la francophonie allait devenir "une masse de manoeuvre capable de peser de tout son poids dans le concert international". A cet égard, il a souligné que des positions communes aux pays francophones seraient défendues dans les conférences internationales à venir, citant le sommet mondial pour le développement social ou la conférence mondiale de la Femme.

Pour le président Mitterrand, le sommet de Maurice aura également été l'occasion de multiples rencontres bilatérales avec les dirigeants africains.

La plupart des chefs d'Etat africains ont exposé "la situation économique souvent dramatique" de leur pays, évoquant pour certains l'éventualité d'une démarche collective des pays de la zone du franc CFA auprès du Fond Monétaire International.

Enfin plusieurs des interlocuteurs africains ont évoqué devant M. Mitterrand "la situation de blocage" au Zaïre et lui ont demandé d'organiser une rencontre réunissant autour de lui le président zaïrois Mobutu et ses homologues des pays voisins --Rwanda, Burundi et Congo, a indiqué M. Musitelli. La rencontre a eu lieu dimanche soir et a duré plus d'une heure à la résidence du président français.

pfa/pt

amw

AFP

172143 GMT OCT 93  
-----



M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTÉE

60, RUE QUEEN • LOCAL 600 • OTTAWA K1P 5Y7 • (613)236-6695 • FAX (613)236-3370

PROGRAM: EMISSION:	RADIO JOURNAL	DATE: DATE:	LE 17 OCTOBRE 1993
NETWORK/STATION: RESEAU/STATION:	SRC / CBOF	TIME: HEURE:	09 H 00

CANADA ATTAQUE LES DICTATEURS DES PAYS MEMBRES DU SOMMET FRANCOPHONE

SRC: Le Canada a regretté publiquement que la situation politique de certains pays membres de la francophonie, notamment le Zaïre, ne soit pas abordée ouvertement à l'occasion du sommet de l'île Maurice. Guy Lamarche précise la position canadienne.

GUY LAMARCHE: Il en va de la crédibilité du club francophone si celui-ci veut devenir un jour une véritable organisation politique internationale a déclaré le coordonnateur de la délégation canadienne, monsieur Jean-Paul Hubert. Le Canada a demandé, lors des rencontres à huis clos, qu'on discute ici du cas du Zaïre, du maréchal Mobutu(?) et d'un autre pays. On croit comprendre qu'il s'agit du Togo, dont les élections récentes ont été critiquées par les observateurs.

Monsieur Hubert a rappelé que c'est le Canada qui s'est opposé à ce que le sommet de 1991 ait lieu au Zaïre, comme prévu. Il s'était plutôt transporté à Paris. C'est également le Canada qui avait mission de proposer au présent sommet le projet de déclaration sur le respect des droits et le processus démocratique. Nous voulons bien qu'on parle des problèmes en ex-Yougoslavie et ailleurs dans le monde, a expliqué le porte-parole canadien, mais il nous semble que le temps est

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.



venu de discuter aussi de la situation dans certains pays membres de la francophonie. Mais plusieurs délégations se sont opposées à ce que des pays membres, comme le Zaïre et le Togo, soit explicitement critiqués dans le rapport final.

Le seul pays qui fera exception sera Haïti, car ce sont les représentants d'Aristide qui sont au sommet et qui demandent à la communauté internationale de les soutenir contre le régime militaire.

Guy Lamarche, au sommet francophone de l'Île Maurice.

\*\*\*\*\*

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

OCT 18 '93 13:11H ENT OTT OPERATIONS

P. 1 DE

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.

60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 • (613)236-4695 • FAX (613)236-3370

PROGRAM:  
EMISSION:

AUJOURD'HUI DIMANCHE

DATE:  
DATE:

OCTOBER 17, 1993

NETWORK/STATION:  
RESEAU/STATION:

SRC/CBFFT

TIME:  
HEURE:

11:00

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Depuis hier, à Maurice, dans l'océan Indien, 47 chefs d'états et de gouvernements sont donc réunis au sommet de la francophonie. Les 400 000 000 d'êtres humains qui sont représentés par eux n'ont pas tous le français comme langue maternelle, mais c'est une langue d'usage dans leur vie. A cause des élections en cours le Canada y est représenté par M. Benoit Bouchard, l'ambassadeur du Canada à Paris, tandis que le Québec y a délégué la vice-première ministre, Madame Lise Bacon. On sait que la France et le Canada tentent au cours de ce sommet d'éclaircir les questions qui sont reliées à leur pouvoir respectif au sein de l'organisme international. Mais l'un des grands défis de la francophonie internationale c'est de maintenir cet espace de dialogue nord-sud entre pays qui sont aux antipodes en termes de conditions de vie. Et le sud c'est d'abord l'Afrique avec 28 pays présents au Sommet. Une zone du monde qui tarde à se développer et qui ne peut attendre. Depuis longtemps, l'attention de l'économiste Samir Amin est retenue par la situation de l'Afrique sub-saharienne. Il nous en a parlé il y a quelque temps :

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

JOURNALISTE : M. Samir Amin, je vous souhaite la bienvenue à

Aujourd'hui dimanche. Si on aborde la question du tiers-monde, de la position de l'Afrique noire dans le commerce international, par exemple, on voit que si il y a vingt ans l'Afrique noire représentait trois pour cent du commerce international, on en est maintenant à seulement un pour cent alors il faut parler de marginalisation ?

M. SAMIR AMIN: Plutôt que de parler de marginalisation, je dirais que ces chiffres indiquent une surexploitation de l'Afrique, une aggravation des conditions de l'exploitation à la fois du travail et des ressources naturelles de l'Afrique et par conséquent, le contraire presque d'une marginalisation, une intégration encore plus sauvage dans le système mondial. Pourquoi les chiffres du commerce africain sont-ils tombés de trois pour cent à un pour cent ? Ce n'est pas tellement le volume des exportations africaines qui s'est effondré dans ces proportions, c'est surtout les prix; la détérioration des termes de l'échange s'est poursuivie et les productions africaines qu'elles soient agricoles ou minérales sont payées aujourd'hui à des prix encore plus mauvais qu'ils ne l'étaient il y a une vingtaine d'années. Des prix si mauvais que, en ce qui concerne les produits agricoles d'origine tropicale, ils ne permettent même plus aux communautés paysannes de survivre, de se nourrir et c'est pourquoi l'Afrique est le lieu de famine qui s'aggrave d'année en année.

JOURNALISTE : Et quand on sait en plus que c'est une population qui se reproduit à un rythme très rapide par rapport au reste de la population du monde,

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

M. SAMIR AMIN: Oui, oui, mais ce n'est pas la cause principale du, de la dégradation de la situation. La cause principale, je le répète, n'est la surexploitation du travail et des ressources naturelles. Surexploitation des ressources naturelles à un moment, où en Occident, le discours écologiste et le discours de l'environnement a le vent en poupe alors au moment même où, à juste titre, en fait l'assent, on parle et on dénonce la destruction des ressources naturelles non-renouvelables et le sol est une ressource naturelle de première importance, on aggrave les conditions de son exploitation sur le continent africain.

JOURNALISTE : L'Occident trouve dans ce déséquilibre, dans ce partage inégal, trouve une sorte d'équilibre commercial et financier. Nous avons un bénéfice à tirer de la position actuelle de l'Afrique. Alors pourquoi interviendrions-nous, pourquoi souhaiterions-nous que l'Afrique se développe davantage ?

M. SAMIR AMIN: Oui, bien sûr, dans les chiffres que vous n'avez pas donnés, il y a un autre chiffre, c'est celui du transfert des capitaux de l'Afrique vers le nord, vers l'occident. On parle beaucoup de l'aide au continent africain et on se plaint à l'heure actuelle, surtout du côté africain, de la réduction de cette aide, mais on parle très peu en Occident, du gigantesque flux de capitaux de l'Afrique vers le monde occidental. Ce flux de capitaux, pour le service de la dette notamment, et par la priorité qui est donnée au service de la dette, au détriment de la survie des populations et du développement futur, s'accompagne de désinvestissements gigantesques dans l'éducation, dans les infrastructures matérielles, dans la santé, etc. etc. Ce transfert de capitaux est gigantesque. Il peut apparaître comme étant

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

147.

justement, je parlais tout à l'heure, du discours écologiste. En Occident, il faut s'en féliciter, les opinions publiques sont assez sensibles sur ce plan. Alors, il faut s'en servir comme d'un levier et leur montrer que la surexploitation et la dévastation des ressources naturelles, notamment du continent africain, est l'une des composantes de cette menace écologique qui pèse sur l'ensemble de la planète et donc indirectement, sur eux, aussi.

JOURNALISTE : Oui, un impact sur toute la vie. Est-ce qu'on peut percevoir de la même manière la participation de ces pays et du nôtre à des rencontres du genre du Sommet de la francophonie ? Est-ce qu'on peut y voir là aussi une autre manière d'intervention positive vis-à-vis des pays du tiers monde et de l'Afrique ?

M. SAMIR AMIN Oui. Il y a des aspects certainement positifs, notamment puisque vous avez parlé de la francophonie. Une des dimensions de cette mondialisation capitaliste et j'ajoute «sauvage» toujours, une des dimensions de cette mondialisation capitaliste sauvage, c'est de détruire les cultures, la diversité des cultures et d'uniformiser par le bas. La résistance qui prend des formes diverses à cette uniformisation par le bas, à cette pseudo-culture, j'ai beaucoup de respect pour la culture et la langue anglaises, mais ce qui est offert à travers cette homogénéisation à l'échelle mondiale ce n'est pas la culture et la langue anglaises, c'est le Coca-Cola et les ? de la mauvaise télévision, des mauvaises télévisions passe-partout exprimées dans n'importe quel jargon plus ou moins dit anglais. Les formes de la résistance sont positives. Mais le reproche que je fais à la francophonie c'est d'être velléitaire. Je veux dire par là, qu'on ne

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

OCT 18 '93 12:17AM EXT OTT OPERATIONS

Québec est bien engagé dans ce processus, entre autres, en la personne <sup>P. 201</sup> du Directeur général des élections, M. Pierre F. Côté, que nous recevons ce matin. Bonjour M. Côté.

M. CÔTÉ: Bonjour Madame.

JOURNALISTE : Nous recevons également M. Tasi Bakari, politologue de l'université Laval. Bonjour M. Bakari. A vous d'abord la première question : pourquoi la démocratie arrive-t-elle à ce moment-ci en Afrique ?

M. BAKARI: La démocratie arrive cette fois-ci en Afrique parce que les Africains l'ont voulue, les Africains l'ont voulue depuis toujours. Je pense que depuis la colonisation, les diverses formes de résistance à la colonisation ont prouvé que les Africains étaient à la recherche d'autres modes de gouvernement, de plus de liberté, même si la revendication disons, depuis la colonisation n'a pas pris la forme actuelle de revendication pour la démocratie, cette revendication a toujours existé et puis, on pourrait dire que le climat idéologique international actuel s'y prête beaucoup. Ce qui s'est passé en Europe de l'Est, ce qui s'est passé aussi en Amérique latine depuis un certain temps a contribué à ce phénomène.

JOURNALISTE : Les gens ont vu un bouleversement qu'ils pouvaient reproduire dans leurs pays, enfin une pointe d'espoir...

M. BAKARI : Pas nécessairement, parce qu'ils ont vu quelque chose qu'ils pouvaient reproduire chez eux, non. Je crois que

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

tout simplement c'était des demandes qui ont toujours été présentes et que le moment était venu, il y avait une structure d'opportunité, je dirais, internationale qui s'est présentée et les Africains ont profité de cette structure d'opportunité internationale.

JOURNALISTE : C'est une priorité, il y a quand même une urgence à le faire, cette démocratisation.

M. BAKARI : Oui, c'est sûr. Mais il n'y a pas que ça. Il y a les réformes économiques aussi qu'il faut entreprendre en même temps parce que, les Africains ont été confrontés ou faire des réformes politiques ou faire des réformes économiques. Je pense que c'est un peu comme choisir entre la peste et le choléra. Les Africains sont obligés de faire les deux au même temps même s'il doit y avoir un ordre de priorité qui devait s'installer. Qu'est-ce qu'il faut faire d'abord, en premier, en politique et qu'est-ce qu'il faut faire dans le domaine économique ?

JOURNALISTE : Un des premiers pas à faire dans la démocratie, c'est l'établissement des élections et vous avez été appelé à jouer un rôle particulier vis-à-vis de l'Afrique. Pourquoi est-ce qu'on a fait des demandes à votre expertise, M. Côté ?

M. COTÉ : Ah, je pense que deux raisons, deux raisons majeures. La première c'est qu'on a un produit qui est exportable, pas nécessairement l'exporter tel qu'il est établi ici mais l'adapter et c'est, on est évidemment, francophone, alors, à travers le monde actuellement, du côté de la France ou de la Belgique, c'est peut-être

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

plus difficile parce que ce sont des anciens colonisateurs, alors on a confiance au Canada, puis en particulier aux Québécois pour leur donner un coup de main dans ce domaine.

JOURNALISTE : Il y a beaucoup de pays d'Afrique qui vous ont consulté, vous avez fait de nombreuses visites. Quelles sont les difficultés, au départ, d'établir une première étape vers les élections ?

M. COTÉ : Je dirais que la première chose à faire c'est aussi fondamental que d'apprendre le processus lui-même, le processus électoral. Comment ça fonctionne, quelles sont les étapes qu'il faut franchir ? Bon, tout ce qui comporte la carte, la liste des électeurs, la façon de voter, le contrôle du vote et le reste,

JOURNALISTE : Et la liste des électeurs, ce doit être difficile dans certaines circonstances où les gens sont nomades ...

M. COTÉ : Oui, c'est très difficile et très compliqué à établir dans beaucoup de pays, vous avez raison. Mais quand même il y a possibilité de le faire et de le faire de façon satisfaisante.

JOURNALISTE : Et à ce niveau-là, est-ce que vous avez rencontré des problèmes particuliers ?

M. COTÉ : Je ne dirais pas à date. Ce qu'il y a d'intéressant au programme proposé à Chaillot, la suite qui a été donnée ça, c'est qu'on a reçu en tout dix pays africains au mois d'avril et au mois de décembre derniers et la proposition qui est faite à Maurice c'est

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.



fin de semaine-ci, c'est un prolongement de cette aide où on irait dans un ou deux pays, bon selon les disponibilités budgétaires toujours, former des formateurs électoraux. Alors c'est une autre étape qui était la demande de bon nombre de pays d'ailleurs, qu'on aille sur place pour voir quels les besoins d'un pays donné, de quelle façon, pendant quelques semaines, on peut contribuer à leur formation et par la suite précéder à la surveillance ou à agir ....

JOURNALISTE : Il y aurait une plus grande autonomie des pays entre eux à ce moment-là, une sorte d'entraide entre eux plutôt que de recourir au Québec ou au Canada constamment ...

M. COTÉ: Oui, mais l'aide du Québec et du Canada va être utile, je pense, puis on est disponible pour un bon bout de temps je pense.

JOURNALISTE : M. Bakari, vous avez fait partie vous aussi de ces campagnes d'aide, de ces missions en Afrique. Quelles difficultés est-ce que vous avez rencontrées ?

M. BAKARI : Les difficultés c'est d'abord de faire passer une certaine information, notamment de faire partager aux Africains et les Africaines, les expériences d'autres pays. Par exemple, au Togo, au mois d'octobre de l'année dernière, j'ai participé à une campagne d'éducation civique et l'une de mes tâches c'était de montrer les enseignements que les pays Africains pourraient tirer les uns des autres et montrer aussi les enseignements que les pays africains pouvaient tirer des expériences africaines.

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

JOURNALISTE: Quand on parle d'élections comme telles pour nous c'est relativement simple et facile, on sait qu'on va aller à tel jour, telle date mettre un X autour d'un bulletin. Mais il y a tout le problème d'alphabétisation j'imagine. Il y a le problème même de l'élection, la notion d'élire quelqu'un, est-ce que ce n'est pas un matériel qui ne s'exporte pas tellement en Afrique ?

M. BAKARI : Il faut quand même dire que les Africains, les Africaines votent depuis un certain nombre d'années. Les premières élections pour parler des pays francophones ont eu lieu au lendemain de la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire en 1945. Jusqu'en 1960, il y a eu des élections pluralistes et depuis 1960, bon, c'était des élections non-compétitives, donc il y a quand même une expérience, même si ce n'est pas une expérience donc d'élection pluraliste et démocratique tel qu'on l'entend en ce moment. Donc je crois que la notion d'élection demeure même s'il y a des problèmes, disons, assez sérieux dans la région d'Afrique, par exemple, les femmes ne votent pas, où elles ne votent pas pour des raisons très simples, parce qu'elles ne peuvent pas sortir, parce que sociologiquement elles ne sortent pas pour aller voter, donc il faut s'adapter à ce genre de contexte. Voilà une difficulté ...

M. COTÉ : Oui, une adaptation par exemple, qu'a soulignée M. Bakari, et tout à fait juste, et vous avez mentionné le taux d'analphabétisation du grand nombre de pays. Alors il faut adapter les techniques, comme par exemple, on l'a fait en Haïti. Simplement, la notion de bulletin de vote qu'il soit très compréhensible par les électeurs est très importante. Alors sous forme de 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796, 3797, 3798, 3799, 3800, 3801, 3802, 3803, 3804, 3805, 3806, 3807, 3808, 3809, 3810, 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3817, 3818, 3819, 3820, 3821, 3822, 3823, 3824, 3825, 3826, 3827, 3828, 3829, 3830, 3831, 3832, 3833, 3834, 3835, 3836, 3837, 3838, 3839, 3840, 3841, 3842, 3843, 3844, 3845, 3846, 3847, 3848, 3849, 3850, 3851, 3852, 3853, 3854, 3855, 3856, 3857, 3858, 3859, 3860, 3861, 3862, 3863, 3864, 3865, 3866, 3867, 3868, 3869, 3870, 3871, 3872, 3873, 3874, 3875, 3876, 3877, 3878, 3879, 3880, 3881, 3882, 3883, 3884, 3885, 3886, 3887, 3888, 3889, 3890, 3891, 3892, 3893, 3894, 3895, 3896, 3897, 3898, 3899, 3900, 3901, 3902, 3903, 3904, 3905, 3906, 3907, 3908, 3909, 3910, 3911, 3912, 3913, 3914, 3915, 3916, 3917, 3918, 3919, 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3927, 39

photographie, pour que les gens visualisent.

JOURNALISTE : Vous devez être désespéré que vous voyez ce qui se passe en Haiti présentement, parce que les élections ont eu lieu, si on pense à cette première étape de la démocratisation, ça s'est fait, il y a eu un vote, il y a eu un président qui a été nommé et voilà dans quelle situation on se trouve. Donc, la démocratisation c'est plus que simplement des bulletins de vote et établir ...

M. COTÉ: Vous avez tout à fait raison, d'ailleurs dans le rapport que j'ai soumis après l'expérience en Haiti, j'avais recommandé que tout de suite on apporte une aide pour appuyer l'évolution démocratique dans les institutions démocratiques, le domaine judiciaire, le domaine médical et le reste. Mais cela n'a pas été fait. Vous savez quand on se fait poser une question le lendemain des élections par une personne qui vous dit : «Moi j'ai été élu député hier, c'est quoi être député, qu'est-ce que je fais maintenant ?» Alors, il y a beaucoup de travail à faire en ces termes. Les élections, comme l'a dit le président Mitterand, ce n'est pas une assurance, ce n'est pas une solution automatique. Trop souvent, on pense, qu'en ayant des élections démocratiques ça va régler tous les problèmes. Il faut que ce soit suivi d'autres gestes.

JOURNALISTE : Mais il faut aussi peut-être que la communauté internationale donne son appui à d'autres niveaux. Je pense présentement au Sommet de la francophonie, le Canada a échoué à faire mentionner par exemple, la situation du Zaïre en termes de retard à la démocratisation. On n'a pas pu nommer le pays, on a dénoncé la

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

situation en Haïti, on a parlé de la SPANIE mais on ne peut pas nommer même le président Mobutu Sese Seko est présent, est là et on ne peut pas dénoncer. Est-ce qu'on ne peut pas espérer qu'il y ait une plus grande limpidité dans les rapports internationaux ...

M. COTÉ : Il le faut je crois. Je crois qu'il y en ait une de plus en plus grande et que c'est un peu surprenant ce qui vient de se passer au sujet du président du Zaïre. C'est un peu renversant pour nous, on a de la difficulté à comprendre comment une personne comme celle-là se maintient au pouvoir de façon qui n'est pas tout à fait démocratique.

JOURNALISTE : Et M. Mitterand doit le recontrer d'ailleurs en fin de semaine, qui soulève beaucoup de questions.

M. COTÉ : Oui, bien alors là, il y a une autre difficulté qu'il faut bien réaliser dans ce domaine, c'est qu'il y a non seulement l'intérêt des pays africains, les efforts de démocratisation mais trop souvent il y a des intérêts aussi de pays qui défendent leurs propres intérêts. Alors cela complique la situation.

JOURNALISTE : Et il y aura toujours l'autre pendant de cette démocratie, tout l'aspect économique, il faut manger pour aller voter, il faut pouvoir survivre pour aller voter. C'est un élément qui est difficile.

A. BAKARI : Oui, c'est effectivement un problème important. Je pense qu'après disons les premières élections dont on vient de

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

parler, il faut passer à la phase de consolidation, de la démocratie dans les pays africains d'où tout le problème de l'assistance à la démocratisation qui prend une forme économique, c'est-à-dire que beaucoup d'Africains et d'Africaines ont placé des espoirs importants, parfois irraisonnés dans la démocratie et si ces espoirs notamment dans la satisfaction de besoins matériels n'étaient pas satisfaits et bien, les gens étaient très déçus assez rapidement de la démocratie. L'autre volet, c'est le volet politique, et je partage le point de vue de M. Côté sur ce qu'il faut faire après les élections mais je trouve que la communauté internationale, de mon expérience de terrain que je dis cela, a trop mis l'accent justement sur des élections qui sont importantes

JOURNALISTE : Il faut passer à une autre étape

M. BAKARI : ... mais il y a d'autre chose à faire pour consolider la démocratie.

JOURNALISTE : M. Bakari, M. Côté, c'est tout le temps que nous avons; je vous remercie d'être passés. J'espère que vous allez rester au Québec pour les prochaines élections, M. Côté.

M. COTÉ : Je l'espère aussi. Merci. Au revoir

M. BAKARI : Merci

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

1 FBA I F X

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTD.

60 QUEEN STREET • SUITE 600 • OTTAWA K1P 5Y7 • (613) 236-4695 • FAX (613) 236-3370

PROGRAM: EMISSION:	LE RADIO-JOURNAL	DATE: DATE:	LE 17 OCTOBRE 1993
NETWORK/STATION: RESEAU/STATION:	SRC/CBOF	TIME: HEURE:	17:30

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE DEVAIT CONDAMNER LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Des Nations-Unies à New York :

A l'ouverture du Sommet de la francophonie à l'île Maurice le Canada a condamné la situation anti-démocratique en Haïti et a réitéré son plein appui au Président en exil, Jean-Bertrand Aristide. Le Canada a par ailleurs soutenu que le sommet de la francophonie devrait prendre position sur le cas de pays-membres qui ne respectent pas les droits de la personne et le processus démocratique. Voici le reportage de Guy Lamarche :

Guy Lamarche : Le Canada aurait voulu qu'au chapitre du respect des droits démocratiques, on nomme le Zaïre du maréchal Mobotou Seseseke et au autre pays d'Afrique comme franchement délinquant en la matière. Le coordonnateur de la délégation canadienne, M. Jean-Paul Hubert s'est refusé à nommer le deuxième mais il faisait peut-être allusion au Togo où les récentes élections ont été dénoncées comme une farce par les observateurs étrangers. M. Hubert a expliqué que les Nations-Unies sont à bout de souffle, demandent maintenant à d'autres

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE

organisations internationales comme le Commonwealth, l'Organisation des Etats américains et le Sommet francophone de s'occuper aussi de prévention et de solution des conflits régionaux. Le Commonwealth, par exemple, a joué un rôle dans la fin de l'apartheid en Afrique du sud mais il ne s'est pas gêné pour en parler publiquement lors de ces réunions. La francophonie, elle, joue encore à l'autruche. A part un appel sur le Sorbaisi, la plupart des pays de la francophonie se refusent à nommer un de leurs membres bien qu'ils se prononcent sur la situation dans des pays et des régions non francophones. Le Canada prend note, cependant, d'un léger progrès et souhaite que le club francophone devienne plus ouvert et discute franchement de certains problèmes.

GUY LAMARCHE AU SOMMET FRANCOPHONE DE L'ILE MAURICE

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT

**DERNIERE JOURNÉE**

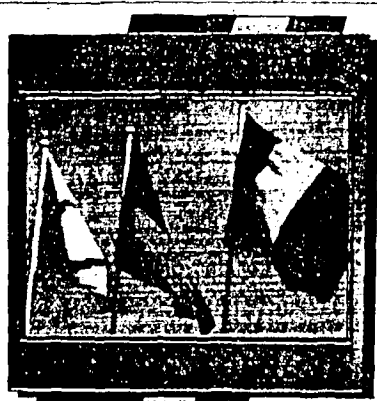
**DU**

**Vieme SOMMET**

**Lundi le 18 octobre 1993**

**REVUE DE PRESSE**





### ■ Deux Libyens expulsés samedi

**D**eux Libyens ont été expulsés par les autorités mauriciennes samedi. En effet, ces deux Libyens étaient arrivés à Maurice jeudi et faisaient partie de la délégation du Burkina Faso. Après enquête minutieuse, les autorités mauriciennes devaient découvrir le pot aux roses et elles n'eurent aucune difficulté à leur demander de reprendre l'avion samedi.

(VOIR LIBYE/GHALI PAGE 7)

## Trois morts dans un accident à Triolet

**T**RIOLET S'EST réveillé sous le choc hier avec la mort de trois jeunes motocyclistes de cette localité, qu'il en soit, les deux motocyclistes des victimes et le fourgon ont été entièrement détruits et Sanjay Purlackee est mort carbonisé.

L'enquête policière aidera à établir les causes de l'incendie et si c'est le réservoir d'essence Grand-Baie hier matin et a été arrêté. Il s'agirait d'un homme d'une trentaine d'années habitant le nord du pays.

Le fourgon venait de Port-Louis et se dirigeait vers Grand-Baie alors que les deux motocyclistes sur lesquelles se trou-



# l'express

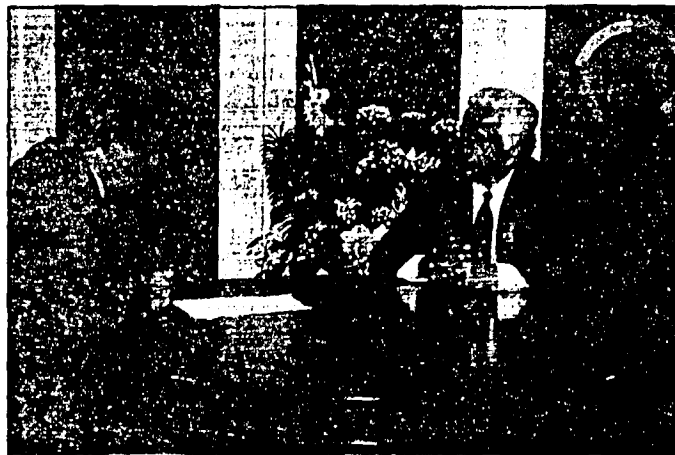
20 pages

LUNDI 18 OCTOBRE 1993 31e ANNÉE No. 11306 LE NUMÉRO Rs 5.00

## Intense lobbying pour le VIe sommet

La diplomatie mauricienne sollicitée pour éviter un vote sur le prochain pays-hôte. Les pays en lice, le Bénin, le Cameroun et le Burkina Faso

**A**VEC LA NÉCESSITÉ de trancher sur le choix du prochain pays qui accueillera le VIe Sommet de



la Francophonie, la diplomatie mauricienne, en tant que pays hôte du sommet, a été mise à rude épreuve au cours du week-end.

En effet, un intense lobbying est actuellement exercé par chacun des trois pays en lice, en l'occurrence le Bénin, le Burkina Faso et le Cameroun, pour qu'il soit favorisé. D'ailleurs, la délégation du Cameroun a officiellement

démenti toute nouvelle que ce pays s'était retiré de la course lors de la séance d'hier. Vu la difficulté de pouvoir choisir unaniment la venue pour le prochain sommet, on avait évoqué à un certain moment la possibilité que les différents Etats membres soient appelés à prendre un vote secret sur la question. La tradition francophone veut que le choix du prochain sommet se fasse un-

niment et surtout pas par le truchement des urnes. De ce fait, le chef de la diplomatie mauricienne, M. Swalay Kasanally, et le secrétaire aux Affaires étrangères, M. Vijay Makhan, ont été appelés à élaborer la formule idéale pour le choix du pays. En principe, la question devra être tranchée ce matin. A hier, on ne voulait pas commenter cette question dans les coulisses du sommet.



Le secrétaire général des Nations unies accompagné du représentant du PNUD, Mme King-Akérélé

## L'exemple de Maurice

**L**E SECRÉTAIRE général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Chali, n'a pu faire taire son admiration devant l'harmonie entre les différentes communautés à Maurice. C'était lors d'une rencontre avec des représentants de la presse mauricienne quelques minutes avant son départ pour le Mozambique hier.

"Je ne peux qu'exprimer toute l'admiration que j'ai pour l'harmonie que le peuple mauricien est arrivé à établir entre ses différents groupes ethniques et linguistiques et pour l'exemple que vous pouvez donner à la communauté internationale sur l'importance de cette harmonie," a déclaré M. Boutros-Chali. Il devait, tou-

fois, regretter une chose, à savoir de jamais n'être venu à Maurice en tant que touriste mais toujours en visite officielle. Répondant aux questions des journalistes dans le salon d'honneur de l'aéroport, le secrétaire général des Nations unies a refusé d'analyser la francophonie dans les visières d'un contre-pouvoir contre l'impérialisme américain.

■ Monsieur le secrétaire général des Nations unies, l'on vous a vu défendre avec conviction la francophonie, mais n'y a-t-il pas d'autres causes, comme la défense de la civilisation humaine avec tout ce qu'on voit en Bosnie, Somalie à défendre? Je suis d'accord avec vous. Mais en défendant la francophonie, on défend évidemment le pluralisme.

(SUITE EN PAGE 3...)

# L'exemple de Maurice cité par Boutros-Ghali

(...SUITE DE LA PAGE 1)

Et en défendant le pluralisme, on défend la pluralité des civilisations. Ce qui est plus important est que la véritable signification et la véritable raison d'être des Nations unies est le dialogue continu entre les peuples et les civilisations.

Il faut contre la haine ethnique, la haine religieuse. Il faut contre tous ceux qui sont en opposition au dialogue, à la coexistence, à la reconnaissance de l'autre.

■ La Francophonie peut-elle être perçue comme un contre-poids à la puissance des Américains aux Nations unies.

Je ne pense pas que la francophonie veut être un contre-poids aux grandes puissances aux Nations unies. Vous avez d'autres ensembles linguistiques extrêmement importants. Vous avez un milliard de Chinois.

Ce qui compte demeure la spécificité de la francophonie, la coexistence entre les différentes civilisations et les différentes langues, que ce soit ma langue maternelle, l'arabe ou encore que ce soit la langue anglaise, la langue française, la langue espagnole. Les Etats d'expression hispanique ont tenu deux sommets dans le même ordre d'idée que le sommet francophone ou encore la réunion des Chefs d'Etat du Commonwealth.

■ La Francophonie est perçue comme une entité culturelle alors que le problème des pays africains demeure avant-tout économique?

Je pense que le plus important dans le sommet francophone ou encore dans tous les sommets demeure les possibilités qu'ont les chefs d'Etat de se rencontrer, d'engager des dialogues bilatéraux, de trouver des solutions à leurs problèmes.

D'une part, vous avez les sommets, les discours publics. D'autre part et ce qui est beaucoup plus important, ce sont ces réunions bilatérales qui ont lieu en marge du sommet.

■ Avec les changements qui interviennent dans le monde, y a-t-il un changement d'approche dans les relations Nord/Sud?

Une de mes grandes préoccupations en tant que secrétaire général des Nations unies est de maintenir l'importance du rapport Nord/Sud. Il ne faut pas que le rapport Ouest/Est, que la fin de la guerre froide se fassent aux dépens des intérêts que doivent porter les Nations unies aux problèmes Nord/Sud.

Il faut maintenir ce rapport ou ce dialogue continu entre le Nord et le Sud. J'entends par là le Nord politique et un Sud politique. La réunion que nous avons tenue l'année dernière à Rio de Janeiro sur l'environnement a montré l'importance des liens entre le Nord et le Sud. L'environnement du Nord est étroitement lié au maintien des forêts dans le Sud. Nous allons tenir un autre sommet, qui aura lieu à Copenhague en mars 1995, pour discuter du

développement social.

Ce sommet sera un nouveau cadre pour aborder le dialogue Nord/Sud.

■ M. le secrétaire général des Nations unies, partagez-vous la thèse sur l'exception culturelle défendue par le président François Mitterrand par rapport au GATT?

Oui. Je partage pleinement les positions qui consistent à préserver les spécificités culturelles des groupements.

Le secrétaire général des Nations unies a eu une matinée extrêmement chargée. Il s'est adressé au Ve Sommet de la Francophonie sur le thème du français aux Nations unies. A son arrivée au Centre international des Conférences à Grand-Baie, M. Boutros-Ghali fut accueilli par le ministre de l'Industrie, M. Jean-Claude de l'Estrac.

Malgré toutes les mesures de sécurité entourant le déplacement du secrétaire général des Nations unies, ceux présents dans le hall d'arrivée devaient assister d'un air amusé à cette entrée spéciale du secrétaire général des Nations unies. Il tenait le bras du ministre de l'Estrac sur sa gauche et ceux de sir Caetan Duval sur sa droite.

Par ailleurs, M. Boutros-Ghali, a été mis sur la sellette dimanche lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision de la francophonie, TV 5.

Cet entretien enregistré au centre de presse à l'hôtel Le Canonier a été conduit par un journaliste de TV 5 et un autre du prestigieux quotidien français, Le Monde. Pendant une heure, M. Boutros-Ghali a abordé les grands thèmes d'actualité sur le plan régional et international.

Parmi les dossiers évoqués figurent les tristes événements qui ont lieu à Haïti depuis la fin de la semaine dernière, l'empêchement des casques bleus en Somalie, l'interminable crise bosniaque et l'accord de paix entre Israël et l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP).

Le secrétaire général de l'ONU a également balisé le champ d'action des Nations unies et a insisté, tout au long de son intervention, que cet organisme ne saurait imposer la paix si les principaux concernés ne le souhaitent pas.

Par ailleurs, M. Boutros-Ghali a tiré la sonnette d'alarme sur la crise financière des Nations unies. Les Nations unies sont en faillite, a-t-il déclaré. Les Etats-membres mauvais payeurs représentent un manque à gagner de \$ 1,7 mil-



M. Boutros-Ghali peu avant son départ pour le Mozambique

liard, soit quelque 28 milliards. Quand les caisses sont vides les moyens d'action et d'intervention sont limités, a-t-il déclaré en substance.

Les opérations de maintien de la paix coûtent quelque \$ 400 millions (Rs 6,8 milliards) mensuellement. Malheureusement, les Etats-membres n'aident pas beaucoup à soutenir un tel effort financier car bon nombre d'entre eux ne sont pas en règle avec la caisse de l'ONU.

Des 184 membres qui composent les Nations unies, une douzaine seulement paient leurs cotisations régulièrement et dans les délais prescrits. A octobre 1993, un tiers seulement des Etats-membres ont payé leurs contributions pour l'année en cours. L'ardoise de ceux qui n'ont pas réglé leurs contributions s'élève à \$ 1,7 milliard (Rs 28 milliards), a indiqué M. Boutros-Ghali.

La véritable crise des Nations unies est qu'on n'a pas réussi en Bosnie, en Somalie, et cela représente certaines images qui frappent l'opinion publique. Mais la véritable infrastructure de cette crise, c'est la crise financière.

C'est notre incapacité à envoyer des casques bleus au moment opportun. C'est notre incapacité de trouver de l'argent pour les transporter, c'est notre incapacité de payer pour les missions diplomatiques, a ajouté le porte-parole de l'ONU.

Les Nations unies sont en faillite. Nous vivons au jour le jour

et cela influence notre action, a-t-il insisté.

## SANCTIONS CONTRE HAÏTI

Abordant la situation à Haïti, actualité oblige, le secrétaire de l'ONU a déclaré que le Conseil de Sécurité des Nations unies a adopté jeudi une stratégie à deux niveaux pour essayer de résoudre le conflit.

D'une part, les négociations avec toutes les parties concernées continuent pour tenter de désamorcer la crise et, d'autre part, des sanctions économiques contre Haïti ont été réintroduites. Le blocus commercial sera maintenu tant que les accords qui avaient été signés préalablement ne seront pas respectés, a indiqué M. Boutros-Ghali.

Il y a un accord et dans cet accord les sanctions devaient être levées une fois que le Premier ministre, sera nommé. Il s'est nommé, donc on a levé les sanctions. L'accord n'est pas respecté nous allons imposer à nouveau des sanctions, a-t-il dit.

Basant la manoeuvre d'action des Nations unies à Haïti, M. Boutros-Ghali devait insister que sans une volonté politique de la part des principaux protagonistes, l'ONU ne peut faire grand-chose.

Les Nations unies ne peuvent ni imposer la paix, ni imposer une solution. Les Nations unies peuvent vous aider à maintenir la paix, à trouver une solution. Sans volonté politique il ne peut y avoir de solution, a poursuivi le porte-parole de l'ONU.

## LA SOMALIE

Il a également été interrogé sur l'action des Nations unies en Somalie. Selon les observateurs, l'intervention de l'ONU, qui se voulait au départ une action humanitaire, a dégénéré en intervention militaire. Les casques bleus ont eu à faire usage de leurs armes en faisant des victimes parmi les civils. Est-ce qu'il y a eu dérapage? se sont demandés les journalistes de TV 5 et Le Monde.

Si les soldats des forces des Nations unies ont tiré, c'est dans le cadre d'une défense légitime. Mais ce qui est plus important c'est que la situation en Somalie est unique au monde. Il n'y a pas de gouvernement. Donc nous devons remplacer un gouvernement, ce qui rend notre tâche extrêmement difficile, a expliqué M. Boutros-Ghali.

Il devait également ajouter que l'enlèvement du conflit en Somalie est principalement dû au fait que certaines factions n'ont pas respecté l'accord qui a mandaté l'intervention des Nations unies. La remise en cause de cet accord place les soldats de l'ONU dans une situation de légitime défense.

## LÉGITIME DÉFENSE

Soit nous ripostons, soit nous sommes condamnés à quitter, a laissé entendre M. Boutros-Ghali. Tout en regrettant que des civils aient été tués par des casques bleus, le porte-parole de l'ONU a maintenu que la présence de soldats des Nations unies en Somalie est nécessaire.

Ce sont les risques du métier. Nous venons ici pour maintenir la paix. Si on n'était pas là, vous auriez eu des centaines de milliers de morts. Si vous comparez la situation de la Somalie aujourd'hui à celle de la Somalie l'année dernière, vous vous rendrez compte qu'il y a une grande différence.

Si les casques bleus sont attaqués ils doivent se défendre. Ils se sont défendus en Somalie. Ils doivent se défendre, a dit M. Boutros-Ghali.

Quelques douzaines de soldats ont été tués. Les Nations unies jouent un rôle à l'échelle de la planète, nous devons participer plus activement aux opérations des casques bleus sinon les Nations unies deviendront un forum de discussions, a-t-il poursuivi.

Il s'est dit également choqué par le fait que des soldats de l'ONU aient été assassinés en Somalie. L'assassinat des casques bleus a quelque chose d'abusif tant. Les casques bleus sont là pour défendre la paix. Ils sont là avec l'accord des protagonistes du

conflit et on les tue! a-t-il déploré.

Avec le retrait des forces américaines de Somalie le 31 mars 1994, les factions en opposition devront s'entendre pour trouver une solution. Si rien n'est résolu nous risquons fort d'abandonner la Somalie, de nous contenter d'amener un minimum d'aide humanitaire. Nous aurons alors une situation analogue à celle que nous avons aujourd'hui en Angola, a estimé le secrétaire général de l'ONU.

## L'AFRIQUE

D'autre part, M. Boutros-Ghali a estimé que le continent africain dans son ensemble doit se sentir concerné par le problème somalien et aider à désamorcer le conflit. Pour lui, la base de travail pour résoudre le problème est d'amener les factions en présence à respecter l'accord qui a déjà été signé.

Il a déclaré avoir eu, à cet effet, une réunion au Caire il y a trois jours avec le secrétaire de la Ligue arabe, le secrétaire de la Conférence islamique, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, le président de l'Organisation de l'Unité africaine.

Je leur ai dit que vous devez

nous aider, vous êtes responsables de la Somalie. Trouvez des solutions, qu'elles soient financières ou militaires.

Après tout, il s'agit d'une cinquantaine de pays africains, d'une quarantaine de pays musulmans et d'une vingtaine de pays arabes. Il faudrait pouvoir trouver une solution après le 31 mars et après le départ des Américains, a dit M. Boutros-Ghali.

## TOUS RESPONSABLES

Pour ce qui est du conflit bosniaque, le secrétaire général de l'ONU a estimé que les Nations unies n'ont d'autres solutions que de persévérer dans la voie des négociations. Ce qui compte c'est continuer le dialogue, a-t-il dit.

M. Boutros-Ghali a également indiqué qu'une conférence internationale est actuellement en préparation pour trouver une solution globale au conflit. Pour lui, nous sommes tous responsables du drame yougoslave.

Il est certain qu'un des Etats est plus responsable que les autres mais cette responsabilité est partagée. Ce n'est pas une responsabilité qui est propre aux protagonis-

nistes de l'ex-Yougoslavie. La communauté internationale est aussi responsable de ce conflit, tantôt par une réticence à intervenir et tantôt par une contradiction. Nous sommes donc tous responsables du drame yougoslave, a-t-il fait ressortir.

## ETAT PALESTINIEN AVANT L'AN 2 000

Si en Bosnie la solution semble encore loin, au Moyen-Orient, par contre, un pas décisif a été accompli vers la paix avec l'accord intervenu entre Israël et l'OLP. L'évolution de la situation et l'écho que pourraient avoir les factions intégristes pour saboter le processus de paix dépendent de la manière et de la rapidité avec lesquelles les clauses de l'accord seront appliquées.

S'il est difficile de prévoir l'avenir, M. Boutros-Ghali a néanmoins espéré que l'Etat palestinien sera une réalité avant l'an 2 000.

LUNDI 18 OCTOBRE 1993 ACTUALITÉ LOCALE l'express

# Soutien belge assuré à toute option démocratique au Zaïre

**L**E GOUVERNEMENT BELGE ne reconnaît que le gouvernement constitué par le Premier ministre Zaïrois, M. Etienne Tshisekedi. Toutefois, vu que les forces vives du pays sont en train de négocier avec le président zaïrois, M. Mobutu Sese Seko, le gouvernement belge soutiendrait toute option qui garantirait la démocratie. C'est ce qui ressort d'un entretien accordé à L'Express par le Premier ministre belge, M. Jean Luc Dehaene. Il a également abordé le contentieux entre Américains et Européens sur le GATT, l'état de la démocratie en Afrique, l'avenir de la convention de Lomé, la coopération entre Maurice et la Belgique et la francophonie dans son pays.

**Q:** La déléga-tion belge a pris une position assez ferme à l'égard de la déléga-tion zaïroise. Comment se présente la situation?

**R:** La position qu'a prise la Belgique est une position commune des pays de la communauté. Nous activons dans le processus décidé par les Zaïrois eux-mêmes à partir d'une conférence nationale. Et dans ce cadre-là, nous ne reconnaissons que le gouvernement de M. Tshisekedi. Il me semble qu'au Zaïre on soit de nouveau en discussion entre le président et l'Assemblée. Nous n'avons aucune difficulté à ce qu'un consensus soit dégagé au niveau des institutions zaïroises. La seule raison de la réaction belge est que ceux qui sont représentés ici ne sont pas du gouvernement issu de l'Assemblée. Par contre, le président était à Maurice et je l'ai salué. Nous reconnaissons le président du Zaïre comme le président du pays.

**Q:** Êtes-vous satisfait du processus de démocratisation dans les pays africains?

**R:** Je pense que c'est quelque chose qui, de l'extérieur, mérite d'être traitée avec beaucoup de prudence car chaque pays a sa situation propre et il n'y a pas non plus de modèle de démocratie unique et uniforme et appliqué de la même façon partout. Mais je crois qu'il y a aussi des éléments positifs, par exemple, ce qui se passe en Afrique du Sud se situe dans le droit fil de ce processus.

**Q:** Comment se situe l'avenir de la construction européenne?

**R:** La Belgique a toujours été au coeur de la construction européenne. Elle a été parmi les six membres fondateurs et elle a toujours eu une vision très claire sur l'évolution de l'Europe. Nous avons toujours accordé beaucoup d'importance à la construction européenne, étant convaincus que l'Europe ne pourrait garder sa place dans le monde qu'en

organisant son unité. On en passe par différentes phases dans la construction et aujourd'hui on compte 12 pays membres et quatre autres qui voudraient également y adhérer. Nous venons de signer un nouvel accord — Maastricht — qui est en fait un pas vers une plus grande unité sur le plan économique et monétaire mais aussi au niveau politique, où on prévoit une politique de défense et étrangère commune ainsi qu'au niveau intérieur. Ce sont des parcours importants qui, je pense, doivent organiser l'Europe en un tout cohérent.

Nous sommes pour l'Europe, et même pour une Europe fédérale, bien que nous savons que tous les pays d'Europe ne sont pas de cette opinion. Nous sommes d'aller pas à pas vers une véritable fédération européenne.

**Q:** L'accord de Lomé est en soi un modèle de coopération Nord-Sud. Depuis la signature du traité de Maastricht, beaucoup de pays membres des ACP ont exprimé des craintes quant à l'avenir de cette coopération. Qu'en est-il exactement?

**R:** J'ai eu l'occasion de soulever cette question devant des parlementaires des ACP, d'autant que l'accord de Lomé reste un modèle. Ce sont des accords importants tant pour les pays africains que pour ceux d'Europe et il faut continuer à les développer et à les renforcer.

**Q:** Les négociations du GATT actuellement dans l'impasse sont dues surtout à des divergences entre les Européens et les Américains. Pensez-vous qu'un accord sera conclu dans les délais prévus?

**R:** Ce serait bénéfique à tout le monde qu'un accord puisse être signé dans les meilleurs délais, surtout par rapport à la situation économique qui prévaut un peu partout dans le monde. L'accord de GATT pourrait être l'élément le plus important qu'on puisse réaliser. Mais il faut qu'il soit un accord équilibré pour que tout un chacun s'y trouve suffisamment. Dans ce cadre il y a consensus.

Mais il y a aussi l'aspect culturel. Il est important de traiter les problèmes culturels solement comme une matière économique. Il faut aussi préserver la

diversité culturelle dans le monde. Certaines cultures défavorisées doivent bénéficier d'une certaine protection pour qu'elles puissent continuer à se développer.

Sur le dossier agricole, autre point important de l'accord, il faudra trouver des solutions équilibrées et de toute façon, d'importantes concessions doivent être faites dans d'autres domaines pour arriver à réaliser cet équilibre.

**Q:** Comment se présente la francophonie en Belgique?

**R:** Nous sommes un pays bilingue. Ce bilinguisme est établi régionalement, où une partie de la population parle le français et l'autre le hollandais, avec Bruxelles pratiquant les deux langues. Les deux langues sont officiellement reconnues. Tout se fait dans les deux langues. Au Parlement, les discussions se font dans les deux langues. Nous sommes, avec le Québec, le seul pays où le bilinguisme est le plus organisé, le plus officiel.

**Q:** Les problèmes entre les Flamands et les Wallons ne sont-ils pas d'origine linguistique?

**R:** A l'origine, les tensions entre les Flamands et les Wallons ont certainement eu des origines linguistiques. Il fut un moment où le français était la langue dominante et officielle. Ce qui, après un certain moment, était difficilement acceptable aux Flamands qui étaient, en plus, majoritaires. Mais la Wallonie et la Flandre étaient aussi fortement différentes dans la mesure où la Wallonie avait une forte industrie de base, de sidérurgie et des mines de charbon, tandis que la Flandre avait très peu d'industries. Avec l'ouverture du Marché commun, c'est la partie industrielle vierge de la Flandre qui a attiré beaucoup d'investissements. Il y a eu en même temps le déclin de l'industrie de la sidérurgie et des mines. Il y a eu des mouvements pour qu'il ait non seulement l'autonomie au niveau culturel mais également économique. C'est ce qui a amené, dans des phases successives, une transformation dans un pays qui

avait une forte industrie de base, de sidérurgie et des mines de charbon, tandis que la Flandre avait très peu d'industries.

Avec l'ouverture du Marché commun, c'est la partie industrielle vierge de la Flandre qui a attiré beaucoup d'investissements. Il y a eu en même temps le déclin de l'industrie de la sidérurgie et des mines. Il y a eu des mouvements pour qu'il ait non seulement l'autonomie au niveau culturel mais également économique. C'est ce qui a amené, dans des phases successives, une transformation dans un pays qui

avait une forte industrie de base, de sidérurgie et des mines de charbon, tandis que la Flandre avait très peu d'industries.



Sir Anerood accueillant le Premier ministre belge M. Jean Luc Dehaene

leur autonomie dans les domaines culturel et économique.

Mais tant qu'il y aura des Flamands et des Wallons, il y aura des tensions. Il ne faut pas se faire des illusions. Mais nous sommes parvenus à maîtriser le problème et à leur donner des structures juridiques qui organisent une coordination entre les deux communautés d'une façon satisfaisante et qui surtout peut se réaliser par des accords politiques votés par deux tiers de la Chambre des députés et pouvant régler des contentieux d'une manière pacifique.

**Q:** Faudrait-il attendre à une plus grande présence belge à Maurice dans le cadre de la coopération entre la Belgique et Maurice?

**R:** J'ai été très heureux de visiter les chantiers de BESIX. Je crois que c'est surtout sur la base d'expériences positives de collaboration entre les entreprises belges et mauriciennes que cette forme de coopération peut se développer. D'autre part, il ne faut pas écartier la coopération d'Etat à Etat dans des domaines divers.

**Q:** Le mot de la fin... par rapport au sommet?

**R:** Je crois que l'organisation de la francophonie sur le plan mondial est importante. Il y a une tendance, à partir de la commercialisation, de l'informa-

tion, etc., de la dominance de l'anglais. Je crois que c'est dans l'intérêt de tout le monde qu'il y ait un certain équilibre et que

ceux qui appartiennent à la culture et la langue francophones se regroupent et voient ce qu'ils peuvent faire ensemble.

## Konare prévoit du progrès au Mali

**M**ALFA OUMAR KONARE, président de la République du Mali ne doute pas. Il est confiant que son pays se remettra sur la voie du progrès même si après 30 ans d'indépendance la situation socio-économique est toujours difficile. M. Konare, qui s'adressait à des journalistes de la presse locale et internationale, a déclaré que tous les Etats africains doivent s'unir pour résoudre leur problème respectif. L'important, a-t-il dit, c'est une concertation tous azimuts, et cela pour le bien-être de tous les Africains en général.

Pour le moment, a dit M. Konare, le Mali se plie aux exigences de la France, son fidèle allié, car il ne peut faire autrement.

En ce qui concerne les négociations du GATT, M. Konare a souligné que le Mali suit de près la position de la France. C'est très normal, a-t-il insisté, que la France parle un langage de vérité et disant qu'elle ne paiera plus pour les autres pays. Il faut que les pays africains essaient de se



## Espace culturel cohérent à créer

**L'**ASSOCIATION ZONE Franche, qui regroupe des professionnels francophones de l'industrie musicale et du spectacle, demande la création d'un espace culturel francophone économiquement cohérent.

À l'occasion de la tenue du 16 au 18 octobre à l'île Maurice du Ve Sommet de la Francophonie, l'association, créée en 1990, a publié un communiqué dans lequel elle formule une série de propositions visant à défendre la chanson et les musiques de l'espace franco-

phone, véhicules privilégiés de la francophonie dans le monde. Ces professionnels (responsables de maisons de disques, diffuseurs, promoteurs...) demandent la création d'un espace culturel et économique cohérent, s'appuyant sur une action législative, destinée à protéger les créateurs et leurs oeuvres.

A travers l'aide à la production et la diffusion, ces professionnels entendent ainsi favoriser la libre circulation des créateurs dans l'espace francophone.

WHY WOULD YOU NEED A ...

**SINGER**

MAGIC STEAM PRESS?

162.

Lundi 18 oct. 93

# Francophonie: Débats décisifs pour l'avenir

**L**A PHOTO DE Mme SUIRIN Aumeeruddy-Czifra, ambassadrice de Maurice à Paris et présidente du Conseil permanent de la Francophonie, paraît en couverture du premier numéro de *Les Nouvelles de la Francophonie*, magazine international d'informations politique, économique, sociale et culturelle.

Dans l'éditorial, M. Georges Kibong Amira, directeur de la publication qui a fait le déplacement pour couvrir les activités marquant le 5e Sommet de la Francophonie, souligne que *Les Nouvelles de la Francophonie* est un magazine qui a la modeste ambition d'être le trait d'union entre francophones, un instrument de dialogue fécond, d'enrichissement et de débats contradictoires.

Dans une interview accordée à ce magazine, Mme Aumeeruddy-Czifra indique que l'on peut s'attendre que la francophonie fasse un grand pas, c'est-à-dire qu'elle rentre de plain-pied sur la scène internationale et qu'elle joue un rôle politique. Qu'elle ne soit plus uniquement un espace d'échanges culturels. Tous nos espoirs à Maurice sont fondés sur le débat qui aura lieu entre tous les participants.

Parlant des actions précises de la francophonie, elle a fait ressortir que nous allons nous attacher à mettre en place un certain nombre de programmes et essayer de favoriser un dialogue dans l'espace francophone sur les possibilités qui existent de trouver des fonds afin que l'enfant africain puisse s'épanouir pleinement, notamment en matière d'éducation et de formation.

Parlant des attentes de Maurice lors de ce sommet, Mme Aumeeruddy-Czifra dira : Moi,

## Les Nouvelles de la FRANCOPHONIE

MAGAZINE INTERNATIONAL D'INFORMATIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET CULTURELLES

LE CANADA ET LA FRANCOPHONIE

LE MAURICE 93 : UN SOMMET DECISIF

- LE FRANC CFA : UNE MONNAIE A DEVALUER ?
- DIEU ET CÉSAR : TOUTE PREDICATION EST UN ACTE POLITIQUE
- LES JEUX DE LA FRANCOPHONIE AURONT-ILS LIEU ?

je ne voudrais pas qu'on pense que le pays d'accueil attend spécifiquement quelque chose de ce 5e Sommet. C'est déjà une première pour nous. Elle dira que c'est un important atout que de se trouver sous les feux des projecteurs. Nous sommes venus dans la Francophonie et nous accueillons ce sommet en pensant que nous pouvons autant donner que recevoir.

Un avis publicitaire d'Air Mauritius et de la Chambre de Commerce et d'Industrie paraît dans le premier numéro du magazine.

*Les Nouvelles de la Francophonie* publie également un article sur Maurice touristique intitulé *Ille Maurice Invitation au voyage*.

# Maurice relance la francophonie

**L**A PRÉSENCE ICI, DURANT 48 heures, du secrétaire général de l'ONU, la façon dont il a su placer la francophonie dans le monde nous donne encore plus une stature internationale. Maurice, à mon avis, c'est vraiment la relance de la francophonie!

C'est ce qu'a déclaré M. Jacques Toubon, ministre français de la Culture et de la Francophonie, lors d'un court entretien à TV 5 dimanche après-midi. Pour lui, la francophonie doit être un organe de coopération multilatérale en vue d'aider ceux ayant besoin de soutien, et ce dans tous les domaines.

Il a rappelé qu'à Maurice, le français est très courant et que les pays francophones, ils en veulent. Le ministre Toubon a déclaré que les infrastructures de la francophonie se doivent d'être renforcées, que la programmation de la coopération devra être orientée de façon plus ferme et plus claire. Il a par ailleurs souligné qu'il était tout à fait normal que la francophonie prenne une expression politique avec son expansion.

Animé par le journaliste vedette de TV 5, Philippe Dessaint, cet entretien est passé dans le journal télévisé de TV 5 Europe dans la soirée de dimanche.

# Traité d'harmonisation pour 11 pays africains

**O**NZE PAYS ONT SIGNÉ UN traité sur l'harmonisation du droit des affaires, hier, en marge des travaux de la Ve Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français. Le traité a été signé par onze des quatorze pays de la zone franc, le Centrafrique, le Gabon et le Togo ayant montré certaines réserves jusqu'ici.

Les pays signataires entendent par conséquent harmoniser leurs législations, notamment leurs législations sociales, codes des investissements, codes de sociétés, etc., et de ce fait, adapter ces législations au traité.

Il sera aussi question de mettre en place un tribunal arbitral qui aura pour tâche de se pencher sur l'arbitrage en matières commerciales. L'idée de mettre en place une école de formation au droit des affaires pour la formation des gens d'affaires a également été émise par les signataires.

En outre, le traité est appelé à être étendu à d'autres pays hors de la zone franc, notamment le Maroc, la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, qui ont fait une demande en ce sens.

Les pays signataires sont pour l'instant ceux de la zone franc mais le traité est extensible à toute l'Afrique, a indiqué M. Christian D'Arment, député du Sénégal et vice-président du CPF. L'idée d'un tel traité avait été formulée la

première fois au Sommet de Dakar, il y a quatre ans, et trouve sa réalisation à Maurice. Reste que la signature devra être ratifiée au niveau des Parlements de chaque pays signataire.



PR

## Mais

D'UNE SUPERFICIE se composant de 4 chambres salon/salle à manger, cuisines, car port pour 2 voitures pavillon de 2 c.-à-c., 1 salle sur terrain de 4

ayant un magnifique jar

**A venir**

Grand Gr

## Terrain de

situé dans un endroit ré

panoramique

**L'EXPRESS-SPORT**  
le rendez-vous des sportifs chaque mercredi

L'express ACTUALITÉ LOCALE LUNDI 18 OCTOBRE 1993

# Place prépondérante au volet politique au sommet de Maurice

**L**ES CHEFS D'ÉTAT ET DE gouvernement réunis en conférence au centre de Grand-Baie ont adopté, à l'issue de longues heures de travaux à huis clos, plusieurs documents à l'agenda. Outre les volets sur l'économie et la coopération, la politique a occupé une place de première importance au centre des débats, a souligné Mme Shirin Aumeeruddy-Cziffra, présidente du Conseil permanent de la Francophonie, à la presse, dimanche. C'est le volet politique qui a marqué ce sommet. Nous sommes pleinement satisfaits. Le sommet s'est déroulé dans un esprit de partage, a-t-elle ajouté.

L'idée de mettre sur pied un comité de réflexion à la prochaine conférence, pour le renforcement du CPF, a été émise. D'autre part, les femmes-chefs

de délégation, sur la proposition de Mme Danielle de St-Jorre, ministre seychelloise des Affaires étrangères, ont pour leur part souhaité la mise sur pied d'un comité de préparation en vue de la conférence de Pékin en 1995. Par là, a indiqué Mme Aumeeruddy-Cziffra, la francophonie espère marquer de sa présence cette conférence en s'exprimant d'une seule voix. Cette proposition sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CPF, a-t-elle assuré. Par ailleurs, il a aussi été décidé d'étendre le réseau TV 5 en Asie.

Une série de résolutions ainsi que deux documents de réflexion sur l'économie mondiale, la coopération économique francophone et les rapports du CPF et de la conférence ministérielle relativement à

la mise en œuvre des institutions, ont été adoptées lors des travaux. Ceux-ci prennent fin aujourd'hui au centre de conférences quand les résolutions seront rendues publiques. Une conférence de presse conjointe du président sortant de la conférence, M. François Mitterrand, du président en exercice, sir Anerood Jugnauth, et du président de la prochaine conférence suivra.

Deux résolutions ayant trait d'une part, à la francophonie et les relations internationales, et de l'autre à l'usage du français dans les organisations internationales ont été adoptées par les participants.

Ceux-ci ont eu au préalable une séance de travail avec le secrétaire-général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, où le statut du français à l'ONU a été discuté. Dans le même élan, une résolution ayant trait à l'usage du français comme langue officielle aux jeux Olympiques a été inscrite en vue d'assurer cet acquis, a indiqué Mme Aumeeruddy-Cziffra.

D'autre part, les 47 pays de la francophonie ont adopté une résolution sur l'exception culturelle au GATT. La présidente du CPF soulignera que les 47 pays de la francophonie ont une position commune en ce qui concerne l'exception culturelle au GATT. Cela implique que nous sommes contre un monde monoculture mais pour la diversité. Nous estimons que la culture ne peut pas faire partie des discussions au GATT. Il est très important pour nous, pour l'avenir, de sauvegarder nos cultures, nos identités et ne pas nous laisser envahir par une seule culture, a-t-elle dit.

Des résolutions de solidarité

avec deux pays ont également été adoptées, notamment le Liban et le Rwanda. Une autre résolution sur Haïti a été formulée mais sera éventuellement adoptée aujourd'hui seulement en raison des développements successifs.

Les chefs d'État et de gouvernement ont, par ailleurs, recherché une collaboration entre les pays de la francophonie, par l'entremise d'une résolution sur la lutte contre le trafic et l'abus de stupéfiants.

La résolution sur l'unité et la diversité, un des thèmes de la conférence, a aussi été adoptée, dans l'esprit de la conférence de Vienne que chaque composante de la société puisse participer pleinement à la vie politique, sociale et économique, dira Mme Aumeeruddy-Cziffra.

L'on soulignera, également, la résolution donnant à l'AIMF un statut consultatif au niveau de la francophonie et un droit de venir discuter devant le CPF et la conférence ministérielle. De même, l'AIMF bénéficiera de ce même statut et bénéficiera de ce fait des accords-cadre avec l'ACCT. Mme Aumeeruddy-Cziffra y voit une forme de collaboration de la francophonie beaucoup plus décentralisée.

Les autres résolutions portent sur l'économie mondiale, la coopération économique francophone et le programme d'action des Nations unies pour le développement.

Le CPF aura pour tâche de réunir toutes les résolutions du Ve Sommet et de veiller à ce qu'elles soient mises en œuvre au cours des deux prochaines années, avant le prochain sommet.

# Epoustouflant!



**G**ÉRARD SULLIVAN ET SON équipe ont tenu la gaige hier soir au théâtre municipal de Beau-Bassin/Rose-Hill. Le spectacle "La Symphonie du bel Espoir" représente une étape majeure dans cette recherche de l'arc-en-ciel culturel mauricien.

"La Symphonie du bel Espoir" constitue un véritable parcours culturel, pluriculturel pour reprendre une expression si chère au secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Un véritable mariage de traditions cul-

turelles. Les sons du tabla ou cintaro de la ravane, les pas de deux ont épousé sans anicroche les mouvements gracieux de la danse orientale. Une harmonie de sons et de couleurs pendant soixante minutes.

"La Symphonie du bel Espoir" n'est que la genèse de cette nouvelle ère de création artistique et culturelle portant la griffe mauricienne. Cette création n'est, malheureusement, que très rare pour penser à autre chose que la consolidation de ces premières bases jetées le soir de la cinquième édition du Sommet de la Francophonie. Gérard Sullivan, Patrick Athaw, Mée Burzoor et Lind-

say Min-Fa ont tout simplement jeté les premières bases de cette nouvelle aventure culturelle, qui présente des perspectives positives.

Comme le mot espoir fait toujours référence à l'avenir, il nous faut aujourd'hui savoir apporter l'arrosage d'eau quotidien pour que l'arbre du Bel Espoir puisse continuer à vivre et à fleurir comme les flamboyants en fin d'année à l'île Maurice. Comme la soirée à l'initiative des chefs d'État participant au Sommet de la Francophonie fut époustouflante, on a des raisons de croire que cette nouvelle aventure le sera aussi.

## SAJ en Côte-d'Ivoire fin novembre

**L**E PREMIER MINISTRE, SIR Anerood Jugnauth, sera en Côte-d'Ivoire à la fin de novembre. C'est ce qu'a appris L'Express de sources émanant de la délégation ivoirienne participant actuellement au Sommet de la Francophonie.

Il s'y rendra en sa qualité de président en exercice du sommet francophone pour assister à la XIe assemblée générale de l'Association des Universités partiellement ou entièrement de la langue française (AUPELF).

Les représentants à Maurice de cette structure proche de la francophonie, au même titre que l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT), ont remis à L'Express le programme officiel de la XIe assemblée générale, qui fut éditée d'une intervention du Premier

ministre à la cérémonie d'ouverture.

Cette XIe assemblée se tiendra à Abidjan, capitale de Côte-d'Ivoire et à Yamassoukro respectivement. Le Premier ministre participera et interviendra le 29 novembre, à la séance officielle d'ouverture en compagnie du président de la Côte-d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny, et de M. Jacques Toubon, ministre français de la Culture et de la Francophonie.

La cérémonie inaugurale de cette assemblée de l'AUPELF aura pour thèmes principaux la francophonie et le continent africain, avec des conférences ayant pour titres la francophonie au carrefour des grands mouvements spirituels et intellectuels et afro-optimisme et afro-pessimisme.

Le Premier ministre sera à ce sujet le 24 décembre.

**L'EXPRESS-TURF**

Le must des turfistes

# La Constitution mauricienne en français remise à Ganoo

LES DÉLÉGATIONS CANADIENNE, néo-brunswickoise et québécoise se sont retrouvées dimanche entre 13 h et 15 h au restaurant Le Bateau Ivre, à Pointe-aux-Canonniers, pour une cérémonie de remise officielle d'un exemplaire de la traduction de la Constitution de Maurice par le ministre de la Justice néo-brunswickois à son homologue mauricien, M. Alan Ganoo. Par la même occasion, les invités ont vu en première mondiale un court métrage retraçant l'épopée des Acadiens intitulé Acadie-Liberté.

Parmi les invités de marque présents à la cérémonie figuraient, entre autres, M. Franck McKenna, Premier ministre du Nouveau-Brunswick et Mme Lise Bacon, vice-Premier ministre du Québec, MM. Benoit Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris et chef de la délégation canadienne au sommet, Edmond Blanchard, ministre néo-brunswickois de la Justice, procureur général et ministre des Affaires intergouvernementales et Ganoo, ministre de la Justice mauricien.

L'exemplaire que M. Blanchard a remis à M. Ganoo porte sur sa couverture l'inscription suivante: La constitution de la République de Maurice présentée par le gouvernement du Nouveau-Brunswick (Canada) au gouvernement de Maurice dans le cadre du Ve Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français avec le concours du Centre international de la Common Law en français. Traduit par le Centre de traduction et de terminologie juridiques de l'École de Droit de l'Université de Moncton, Octobre 93.

Dans un bref discours, M. Blanchard a évoqué la collaboration qui existe entre l'Université de Moncton et celle de Maurice au niveau des échanges. Il a rappelé que l'an dernier M. Pierre Fouchet, professeur de droit à l'Université de Moncton, a animé à l'intention des étudiants mauriciens trois semaines de cours sur les droits fondamentaux. M. Fouchet reviendra en février 1994 pour animer une autre série de cours.

Pour M. Blanchard, de bon symbolique inaugurer d'autres formes de coopération entre Maurice et la province canadienne du Nouveau-Brunswick. L'Express a appris qu'une ten-



M. Edmond Blanchard du Nouveau-Brunswick remettant à M. Alan Ganoo un exemplaire de notre Constitution traduite en français

contre est prévue entre MM. M. Robichaud, recteur de l'Université de Moncton, et Fernand Landry, doyen de la faculté de droit à cette même université, et M. Jagdish Manrakhan, chancelier de l'Université de Maurice. Celui-ci aurait proposé à l'Université de Moncton un projet de protocole général avec celle de Maurice pour des ententes plus ciblées. Celles-ci impliquent, entre autres, des échanges d'étudiants et de professeurs et des projets de recherches conjoints.

M. Ganoo a remercié le gouvernement néo-brunswickois pour ce geste d'amitié. Il estime que cet exemplaire de notre Constitution en version française vient combler une lacune. Désormais les pays francophones s'intéressant aux lois de notre pays auront la possibilité de lire notre constitution, la loi suprême du pays, en français. Pour lui, ce don symbolique est une preuve du raffermissement des liens d'amitié entre Maurice et le Nouveau-Brunswick.

Le Centre de traduction juridique, a appris L'Express de M. René Légère, conseiller technique de la délégation de Canada/Nouveau-Brunswick et secrétaire général de la Société nationale de l'Acadie, se rattache à l'Université de Moncton, la seule université acadienne que compte le Nouveau-Brunswick

(Etat fédéré du Canada qui compte environ 750 000 habitants dont un tiers est consommé d'Acadiens). Cette université veut développer de nouveaux marchés dans la traduction juridique. C'est par le réseau diplomatique que cette université a pu obtenir un exemplaire de notre constitution.

M. Légère a rappelé que sa province est la seule des dix que compte le Canada qui soit officiellement bilingue, tandis que celle du Québec est francophone comparée aux huit autres qui sont anglophones.

La particularité du Nouveau-Brunswick c'est que deux communautés anglophone et francophone sont égales en tous points, cela grâce à une loi de 1988 qui a été enclavée dans la constitution canadienne en mars 1993. C'est ainsi que dans cette province on a des institutions homogènes telle que le ministère de l'Éducation qui a sa structure anglophone et francophone.

M. McKenna a déclaré que sa province est devenue aujourd'hui un modèle pour beaucoup de pays par la façon dont elle réussit cette coexistence entre les deux communautés francophone et anglophone. Il n'a pas manqué de souligner les similitudes entre Maurice et le Nouveau-Brunswick. Il dit avoir une admiration pour Maurice qui a su intégrer les

diverses composantes de sa population pour vivre en paix, tout en conservant, chacune d'elles, sa langue, sa culture et sa religion.

A cause de la spécificité de sa province, il estime important que le Nouveau-Brunswick soit représenté à ce Sommet de la Francophonie.

D'ailleurs cette province a des ententes bilatérales, tout comme le Québec, avec la France et la communauté francophone de Belgique. Et grâce à cette entente les Acadiens participent activement à la francophonie.

M. Légère a souhaité que le film Acadie-Liberté soit diffusé sur l'ensemble des pays qui constituent la communauté francophone. Il a invité les francophones de Maurice à venir au Nouveau-Brunswick pour la célébration en juillet/août 94 des retrouvailles du peuple acadien (environ trois millions dans le monde) éparpillés à travers le globe.

Acadie-Liberté est une coproduction américano-néo-brunswickoise dont la réalisation a coûté Rs 10 m d'après la coproductrice, Mme Cécile Chevrier. Elle était présente hier lors de la projection. Ce film — d'une durée de 40 minutes — relate le génocide perpétré par les Anglais avec la complicité des colons nord-américains aux 17e et 18e siècles. Le poète américain Henry Wordsworth Longfellow dans son poème épique intitulé Evangéline a relaté l'épopée de ce peuple chassé de l'Acadie, jadis Nova Scotia (Nouvelle-France).

On retrouve aujourd'hui les Cajons, les descendants des Acadiens, en Louisiane, aux États-Unis. On peut même retracer leurs descendants aujourd'hui à St Pierre et Miquelon, à Haïti, en France dans la région de Pontois. A noter que parmi les Acadiens aujourd'hui célèbres figurent, entre autres, Roch Voisine, l'idole des midinettes, et Mme Antonine Maillet, prix Goncourt pour son roman Pélagie la charrette. Cet ouvrage retrace également l'épopée tragique de ce peuple pendant la période du grand déracinement quand les Acadiens furent chassés de leur terre. Ce magnifique film passera prochainement sur le petit écran, car la délégation néo-brunswickoise compte faire don d'une cassette à la MIRC.



M. McKenna posant avec la coproductrice du film Acadie Liberté, Mme Cécile Chevrier. A dr. M. René Légère, conseiller technique de la délégation néo-brunswickoise

## "Maurice n'a pas besoin d'armée"

(...SUITE DE LA PAGE 1)

Il a qualifié la SMF d'organisme para-militaire, et a justifié les différentes unités policières pour la préservation de l'ordre et de la paix.

Faisant un tour d'horizon de





## Le sommet à la recherche d'une entente politique malgré les intérêts particuliers

Agence France-Presse

PORT-LOUIS



■ Réunis depuis samedi à Maurice, 47 responsables de pays et communautés francophones cherchent à établir une entente politique qui dépasse le simple aspect culturel, malgré des intérêts particuliers souvent contradictoires.

Ainsi la France et le Canada se disputent, de façon parfois feutrée et parfois ouverte, la direction morale du mouvement francophone qui recueille de plus en plus d'adhésions.

À Maurice, les Français — le président François Mitterrand l'a dit clairement — ont cherché, et obtenu, le soutien de leurs partenaires pour que, dans les négociations du GATT, soit acceptée une clause « d'exception » sur les produits culturels afin de faire échec à la mainmise américaine dans ce secteur.

Cette clause constitue, avec l'agriculture et la demande d'une mise en ordre du commerce mondial, les principaux points de contentieux entre la France et les États-Unis dans ces négociations.

Les Français, qui ont tout fait pour mettre l'Agence de coopération technique et culturelle (ACTT, dont le secrétaire général

est canadien) sous la coupe du Conseil permanent de la francophonie et du conseil des ministres, craignent, selon des sources informées, que le Canada ne cherche à utiliser la francophonie pour obtenir des marchés, et qu'il serve de tête de pont aux États-Unis après avoir conclu un accord de libre-échange (ALENA) avec Washington et Mexico.

Les Canadiens réfutent ces soupçons, mais insistent sur la nécessité d'une moralisation au sein du mouvement francophone, déplorant notamment que le cas du Zaïre ne soit pas évoqué à propos des droits de l'Homme.

Les Africains, qui connaissent dans leur grande majorité une grave crise économique, sont venus à Maurice en espérant une aide accrue et un soutien dans leurs démêlés avec le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale.

Sans grandes illusions sur leurs capacités économiques, ils insistent cependant sur le poids politique qu'ils peuvent représenter pour leurs partenaires: 27 États ou communautés africains participent au sommet francophone.

Pour les pays du Sud-Est asiatique — Cambodge (qui vient d'acquiescer le statut de membre permanent), Laos et Vietnam — l'appartenance à la francophonie est

à la fois un moyen de revenir sur la scène politique internationale mais aussi, en particulier pour Hanoi, un moyen de trouver de nouveaux marchés.

Des pays tels que Haïti ou le Liban ont toujours trouvé un soutien auprès des francophones. Le président haïtien, Jean-Bertrand Aristide, avait d'ailleurs reçu l'aval officiel du sommet francophone en 1991.

Pour le pays hôte, Maurice, membre comme le Canada, du Commonwealth, la francophonie constitue un nouveau débouché politique et économique. Il connaît depuis dix ans une forte croissance avec un taux de chômage réduit de 19,3 p. cent à 1,6 p. cent. Outre l'Afrique du Sud, un partenaire déjà ancien, sa zone franche a attiré de nombreux Chinois de Hong Kong et Taiwan qui ont investi avec des partenaires mauriciens, notamment dans le textile, une de principales exportations de cette île de l'océan Indien.

« Chacun est venu avec ses intérêts particuliers, mais ce qui compte, c'est la volonté politique de faire bouger la francophonie et de la remettre sur pieds », a souligné un ministre.

## Des caisses pop en Afrique

**NORMAN DELISLE**  
de la Presse Canadienne

GRAND'BAIE, île Maurice



■ Québec va aider l'Afrique francophone à étendre son réseau d'institutions coopératives d'épargne et de crédit.

Une somme d'un million de dollars sera consacrée à cette cause, a annoncé hier le vice-premier ministre du Québec, Mme Lise Bacon, dans une intervention au Sommet de la francophonie.

Le gouvernement du Québec va assumer les deux tiers de la somme, tandis que la Société de développement international Desjardins va en assumer le tiers.

Le programme prévoit qu'une formation spéciale sera dispensée aux dirigeants des caisses populaires africaines existantes. Dans les pays francophones de l'Afrique noire, il existe déjà 724 caisses locales, qui comptent plus de 200 000 membres, mais qui n'ont que neuf milliards de francs africains, soit environ 40 millions de dollars canadiens.

De plus, le programme prévoit qu'on développera le système informatique des institutions coopératives bancaires africaines afin d'en faciliter les transactions, la gestion et le contrôle.

«La mobilisation de l'épargne domestique est un outil puissant de développement, qui permet de financer la croissance économique par l'utilisation des ressources locales», a déclaré Mme Bacon aux délégués du Sommet francophone.

Les caisses populaires québécoises ont une longue expérience dans la gestion des sommes de leurs quatre millions d'actionnaires et un actif de 55 milliards.

Mme Bacon a aussi annoncé que des experts du Directeur des élections du Québec seront mis à profit pour aider à la formation des responsables électoraux des pays africains.

Les experts québécois auront le mandat de former des spécialistes pour que les élections africaines se déroulent selon un processus transparent et efficace.

L'expérience québécoise en matière électorale est universellement reconnue et la loi électorale québécoise est considérée comme l'une des plus avant-gardistes du monde, a expliqué Mme Bacon.

Déjà, des cadres en provenance d'une dizaine de pays africains ont suivi au Québec un programme de sensibilisation à la démocratisation qui a été dispensé depuis deux ans par le Directeur des élections, M. Pierre-F. Côté, et par ses adjoints.



## La francophonie se battra aux côtés de Paris pour exclure la culture du GATT

Agence France-Presse  
PORT LOUIS

(86)

■ Le cinquième Sommet de la francophonie, qui prend fin aujourd'hui à Maurice, aura été marqué par la décision de la communauté francophone de s'engager collectivement à défendre le principe de « l'exception culturelle » dans les négociations du GATT sur lequel Paris et Washington continuent de s'opposer.

À la veille de la conférence de presse conjointe du président François Mitterrand et du premier ministre mauricien, Sir Anerood Jugnauth, la délégation française relevait avec satisfaction « le fait que le mouvement francophone se soit saisi du dossier du GATT » pour dégager ainsi une position commune destinée à écarter « les industries culturelles » des discussions du GATT.

« C'est la démonstration que ces sommets sont utiles et que la France n'est pas isolée sur ce sujet », observait-on de même source, en soulignant que cette résolution, adoptée à l'unanimité, serait défendue par la quarantaine de pays francophones représentés au GATT (qui compte 117 membres).

« On ne peut pas douter qu'il y ait eu à Maurice une vraie percée du mouvement francophone dans l'affirmation de son rôle politique et sa volonté de se donner

une cohérence sur le plan international », a estimé, hier soir, le porte-parole français, Jean Musitelli.

Il a prédit que la francophonie allait devenir « une masse de manoeuvre capable de peser de tout son poids dans le concert international ». À cet égard, il a souligné que des positions communes aux pays francophones seraient défendues dans les conférences internationales à venir, citant le Sommet mondial pour le développement social ou la Conférence mondiale de la femme.

Pour le président Mitterrand, le sommet de Maurice aura également été l'occasion de multiples rencontres bilatérales avec les dirigeants africains.

La plupart des chefs d'État africains ont exposé « la situation économique souvent dramatique » de leur pays, évoquant pour certains l'éventualité d'une démarche collective des pays de la zone du franc CFA auprès du Fond monétaire international.

Enfin plusieurs des interlocuteurs africains ont évoqué devant M. Mitterrand « la situation de blocage » au Zaïre et lui ont demandé d'organiser une rencontre réunissant autour de lui le président zaïrois Mobutu et ses homologues des pays voisins, Rwanda, Burundi et Congo, a indiqué M. Musitelli. La rencontre a eu lieu hier soir à la résidence du président français et a duré plus d'une heure.

## Un cadeau du Nouveau-Brunswick

Presse Canadienne

15

**GRAND'BAIE, MAURICE** La république de Maurice possède maintenant une version française de sa Constitution, une gracieuseté du Nouveau-Brunswick.

C'est un cadeau qui a été remis en mains propres hier au ministre de la Justice mauritien, Alan Ganoo, par son homologue du Nouveau-Brunswick, Edmond Blanchard.

La version en termes juridiques français de la Constitution mauritienne a été réalisée au Centre international de Common Law de l'Université de Moncton, en collaboration avec l'École de droit et le Centre de traduction de la même université.

«Notre système juridique, tout comme celui de la République de Maurice, est inspiré de la Common Law. Le Nouveau-Brunswick et Maurice sont tous deux façonnés par

une diversité culturelle mais sur les deux territoires, la langue française joue un rôle essentiel», a déclaré le ministre Blanchard.

Le ministre mauritien Alan Ganoo a accepté le cadeau avec plaisir. «Cela comble une lacune de notre pays car la Constitution est une loi fondamentale», a-t-il déclaré.

Le document constitutionnel de 22 pages contient les 19 articles de la loi fondamentale mauritienne.

On proclame notamment le caractère démocratique de cette petite république de l'océan Indien. Le texte contient aussi une Charte des droits et des libertés du peuple mauritien.

Selon le recteur de l'Université de Moncton, Jean-Bernard Robichaud, les échanges entre juristes mauritiens et néo-brunswickois sont appelés à se multiplier.

Des avocats mauritiens vont notamment venir se perfec-

tionner à Moncton. «Nous avons développé toute une terminologie juridique de la Common Law en français et il a parfois fallu créer des mots et des concepts», a dit le recteur Robichaud.

Contrairement au Québec où le droit civil s'applique, c'est le droit coutumier britannique, appelé Common Law, qui prévaut tant au Nouveau-Brunswick qu'à Maurice.

La remise de la Constitution mauritienne traduite en français s'est faite au cours d'une cérémonie où on a présenté en primeur le film *Acadie Liberté*, un documentaire racontant la déportation des Acadiens en 1755.

Ce film, présenté par le premier ministre de la province, Frank McKenna, a été produit en collaboration avec la Société nationale de l'Acadie, le Service national américain des parcs et différents groupes acadiens.

Les caisses d'épargne, outils de développement économique

# Le Québec offre son expertise à l'Afrique

Presse Canadienne

**GRAND'BAIE MAURICE** La vice-première ministre du Québec, Lise Bacon, a annoncé, hier, au Sommet de la francophonie, que le Québec consacrerait 1 million \$ à aider l'Afrique francophone à étendre son réseau d'institutions coopératives d'épargne et de crédit.

Le gouvernement du Québec assumera les deux tiers de la somme, tandis que la Société de développement international Desjardins en assumera le tiers.

Le programme prévoit qu'une formation spéciale sera dispensée aux dirigeants des caisses populaires africaines existantes. Dans les pays francophones de l'Afrique noire, il existe déjà 724 caisses locales, qui comptent plus de 200 000 membres mais qui n'ont que 9 milliards de francs africains, soit environ 40 millions \$.

De plus, le programme prévoit qu'on développera le système informatique des institutions coopératives afin d'y faciliter les transactions, la gestion et le contrôle.

«La mobilisation de l'épargne domestique est un outil puissant de développement qui permet de financer la croissance économique par l'utilisation des ressources locales», a déclaré Mme Bacon aux délégués du Sommet francophone.

Les caisses populaires québécoises ont une longue expérience dans la gestion des sommes de leurs quatre millions d'actionnaires et un actif de 55 milliards \$.



Le président américain, Bill Clinton, et le président français, François Mitterrand, se sont affrontés, au cours de la fin de semaine, au sujet du traitement des industries culturelles dans le cadre du GATT.

Mme Bacon a aussi annoncé que des experts du Directeur des élections du Québec seront mis à profit pour aider à la formation des responsables électoraux des pays africains.

## La culture et le GATT: Mitterrand dit non aux Américains

Hier, profitant de la tribune que lui offrait le Sommet, le président de la République française François Mitterrand a rejeté les exigences américaines de soumettre les industries cul-

turelles aux accords du GATT.

M. Mitterrand a même cité le cas du Canada qui a réussi à exclure tout le secteur de la culture de l'entente de libre-échange qu'il a conclue avec les États-Unis et le Mexique. «Le Canada doit nous servir d'exemple», a signalé M. Mitterrand.

«Notre culture n'est pas à négocier. Nous demandons tout simplement la justice et l'égalité de traitement, qui doivent l'emporter sur le rapport de force», a affirmé le président de la France en réponse aux propos tenus la veille par le président

américain Bill Clinton.

Bill Clinton soutient que tout le secteur des industries culturelles doit être inclus dans l'Accord général sur le commerce et les tarifs (appelé le GATT), ce qui enlèverait pratiquement tout obstacle à la circulation de la production télévisuelle américaine à travers l'Europe.

Actuellement, à peu près la moitié des téléromans ou des bandes dessinées présentés en France sont produites aux États-Unis, ce qui est perçu comme une menace pour la culture française.

«Les créations de l'esprit ne peuvent pas être assimilées à de simples marchandises», a averti M. Mitterrand. La France se sent menacée.

Cette attitude de vouloir exclure les secteurs culturels des accords commerciaux internationaux n'est pas «un réflexe patriotique ou national», a ajouté le président français. «Ce n'est pas un nationalisme culturel qui ferme les frontières aux autres cultures. C'est que les seules règles du marché et de la concurrence ne permettent pas de répondre à toutes les questions».

## Canada d'accord

Le Canada est entièrement avec la position exprimée par le président français.

«C'est un combat que nous avons mené nous-même dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et Mexique. Nous sommes totalement en faveur d'une telle mesure et elle consti-

tue un bénéfice certain», a déclaré le coordonnateur de la délégation canadienne, Jean-Paul Hubert, ex-ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des États américains (OEA).

M. Hubert juge même «très habile» la stratégie de la France qui se sert d'un précédent consenti par les États-Unis au Canada pour en obtenir un semblable du géant américain.

L'ouverture officielle du 5e Sommet de la francophonie a par ailleurs été marquée par une cérémonie impressionnante et haute en couleurs à l'Institut Mahatma Gandhi de la ville de Port Louis, capitale de la république de Maurice.

Après l'arrivée protocolaire de chacun des dirigeants des pays francophones, quatre jeunes enfants revêtus chacun d'une des couleurs du drapeau mauricien (rouge, bleu, jaune vert) ont lancé un pathétique appel à la paix et en faveur des droits des enfants.

Puis, le premier ministre mauricien Anerood Jugnauth, a lancé un message aux pays riches du Nord de l'hémisphère: «Il ne faut pas que la récession amène les pays du Nord à un protectionnisme frileux», a-t-il dit.

Pour la première fois dans l'histoire des sommets francophones, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, était présent. «La Francophonie est une manière de voir le monde, une fraternité respectueuse des peuples et des cultures», a-t-il dit.

16

170

Le Droit

OCT 18 1993

## ♦ LES ACTUALITÉS ♦

Sommet de la francophonie

### Québec aidera les caisses populaires africaines

**G**rand'Baie (PC) — Québec va aider l'Afrique francophone à étendre son réseau d'institutions coopératives d'épargne et de crédit.

Une somme d'un million de dollars sera consacrée à cette cause, a annoncé hier la vice-première ministre du Québec, Mme Lise Bacon, dans une intervention au Sommet de la francophonie.

Le gouvernement du Québec va assumer les deux tiers de la somme tandis que la Société de développement international Desjardins va en assumer le tiers. Le programme prévoit qu'une formation spéciale sera dispensée aux dirigeants des caisses populaires africaines existantes. Dans les pays francophones de l'Afrique noire, il existe déjà 724 caisses locales, qui comptent plus de 200 000 membres mais qui n'ont que neuf milliards de francs africains, soit environ 40 millions en dollars canadiens. De plus, le programme prévoit qu'on développera le système informatique des institutions coopératives bancaires africaines afin d'y faciliter les transactions, la gestion et le contrôle.

«La mobilisation de l'épargne domestique est un outil puissant de dé-

veloppement qui permet de financer la croissance économique par l'utilisation des ressources locales», a déclaré Mme Bacon aux délégués du Sommet francophone. Les caisses populaires québécoises ont une longue expérience dans la gestion des sommes de leurs quatre millions d'actionnaires et un actif de 55 milliards\$.

Mme Bacon a aussi annoncé que des experts du Directeur des élections du Québec seront mis à profit pour aider à la formation des responsables électoraux des pays africains.

Les experts québécois auront le mandat de former des spécialistes pour que les élections africaines se déroulent selon un processus transparent et efficace. L'expérience québécoise en matière électorale est universellement reconnue et la loi électorale québécoise est considérée comme l'une des plus avant-gardistes du monde, a expliqué Mme Bacon.

Déjà, des cadres en provenance d'une dizaine de pays africains ont suivi au Québec un programme de sensibilisation à la démocratisation qui a été dispensé depuis deux ans par le Directeur des élections, Pierre-F. Côté, et par ses adjoints.

### Résolution musclée sur «l'exception culturelle au GATT»

**P**ort-Louis (AFP) — Les dirigeants des pays et communautés francophones réunis depuis samedi à Ile Maurice pour leur cinquième sommet ont décidé de faire bloc dans les négociations du GATT (*General Agreement on Commerce and Taxation*) comme dans l'affirmation politique de la francophonie qui les unit.

Répondant à un appel vibrant lancé dès l'ouverture du sommet par le président François Mitterrand, les 47 participants ont adopté hier à l'unanimité une résolution sur «l'exception culturelle au GATT», demandant que les activités culturelles soient exclues du champ d'application du GATT. «On ne peut pas imposer — quelle que soit sa puissance — sa façon de penser ou de s'exprimer au reste du monde», a lancé M. Mitterrand, qui a entendu «avec un peu de peine» certaines déclarations à ce sujet du président américain Bill Clinton.

Ce dossier de l'exception culturelle a été au long du sommet, qui s'achèvera lundi, l'exemple le plus net de la volonté de transformer la francophonie en une entité concrète et déterminée à faire entendre sa voix sur la scène internationale, en particulier face au monde anglo-

saxon. «La francophonie a pris un virage essentiel au sommet de Maurice», a déclaré à l'AFP le premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnaut. De «base de rencontres un peu familiale», elle est devenue une entité «beaucoup plus structurée, qui débat de problèmes essentiels à l'échelle de la politique internationale». Le sommet a notamment adopté une résolution renforçant le pouvoir de décision et de coordination du Conseil permanent de la francophonie, l'organe politique de tout le dispositif francophone.

Une vingtaine d'autres résolutions et documents, dont les textes seront diffusés lundi, ont été adoptés au cours des travaux. Une dernière résolution, portant sur Haïti, sera adoptée en toute fin du sommet, après l'entrée en vigueur du blocus décidé par le Conseil de Sécurité des Nations unies. Selon le ministre français de la Culture et de la Francophonie, le texte de cette résolution sera «musclée». La poursuite nécessaire de l'assistance des pays du nord à ceux du sud, majoritaires parmi les membres de la francophonie et durement touchés par la récession, a été soulignée dans les différentes résolutions sur la situation politique et économique mondiale.

# La délégation du N.-B. rentre de l'Île Maurice satisfaite

6

**F**REDERICTON (N) — Le Nouveau-Brunswick s'était fixé des objectifs modestes en prévision du cinquième Sommet de la francophonie. Et en établissant une courte liste de priorités, la délégation provinciale peut, semble-t-il, quitter l'Île Maurice avec la satisfaction du devoir accompli.

«Nous sommes très satisfaits. Nous avons atteint tous nos objectifs», a déclaré d'entrée de jeu le premier ministre McKenna lors d'une entrevue accordée à Port-Louis.

Le Nouveau-Brunswick a surtout misé sur des projets qui faisaient appel à son expertise et sur la haute technologie disponible dans la province. Des initiatives de coopération qui en plus d'aider les pays du Sud, auront, espère-t-on, des retombées économiques appréciables dans la province.

Ainsi, l'école des pêches de Caraquet et l'industrie du «savoir» (logiciel) de la province fourniront les outils intellectuels et techniques nécessaires à la création d'un réseau d'écoles des pêches et à l'établissement d'un réseau de postes d'apprentissage assistés par ordinateur dans les pays francophones.

Le Nouveau-Brunswick aidera également au développement de la culture de la pomme de terre au Gabon, un pays d'Afrique.

Au plan culturel, via la présentation en avant-première du film «Acadie-Liberté» et le lancement d'un disque compact

mettant entre autres en vedette des artistes de chez nous, le Nouveau-Brunswick aura réussi, au dire du premier ministre, à faire connaître davantage la culture acadienne aux partenaires francophones.

«Nous en avons également profiter pour vendre notre expertise en matière de traduction de document légaux», a ajouté M. McKenna.

Le ministre néo-brunswickois des Affaires Intergouvernementales, Edmond Blanchard, a en effet remis à son homologue mauricien de la Justice une version française de la Constitution de ce pays de l'Océan Indien qui a été rédigée en anglais. Plus important encore, le Centre international de Common Law en français de l'Université de Moncton a conclu des accords de principe pour faire de même avec les documents légaux des Seychelles et de Vanuatu, des archipels situés respectivement dans l'Océan Indien et le Pacifique.

«Il s'agit de projets importants puisqu'ils auront des retombées au Nouveau-Brunswick», a souligné Frank McKenna.

Selon le premier ministre McKenna, c'est la préparation qui a fait toute la différence.

«Ce qui explique notre bonne performance, c'est l'analyse de la situation faite en collaboration avec les organismes académiques. Ça nous a permis d'avoir des priorités claires», a-t-il avancé.

Lors de la ministérielle du 14 et 15 octobre, c'est le ministre des Affaires Intergouvernementales,

Edmond Blanchard, qui était chargé de faire la promotion des projets néo-brunswickois. Le premier ministre a pris la relève durant le sommet comme tel.

La question du financement des projets, laquelle sera débattue en décembre par le conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), n'est pas encore réglée.

La sous-ministre adjointe aux Affaires Intergouvernementales, Liane Roy, souligne que le Nouveau-Brunswick ne prévoit toutefois pas avoir à déboursier quoi que ce soit.

### Présence politique

Au plan politique, le Nouveau-Brunswick qui, de part son statut de province, peut être perçu comme un joueur de second ordre dans ce concert des nations, semble s'affirmer de plus en plus au fil des sommets. C'est du moins l'impression des membres de la délégation néo-brunswickoise.

«Moi, j'ai le sentiment que le Nouveau-Brunswick est un joueur à part entière», a dit le premier ministre McKenna qui a été nommé par égard vice-président du bureau de la conférence.

Frank McKenna n'a toutefois pas l'intention de damer le pion au Canada sur l'échiquier international.

«Lorsqu'on traite de l'apartheid ou des événements à Haiti, c'est au Canada de parler. J'accepte ce rôle», a expliqué le

premier ministre.

M. McKenna ajoute qu'il est important d'avoir un message politique unique, même si le Québec et le Nouveau-Brunswick sont consultés lors de l'élaboration des politiques et participent aux discussions.

La collaboration avec le Québec est aussi excellente, note le premier ministre.

Par exemple, les trois délégations canadiennes ont uni leurs efforts pour défendre la gestion du Québécois Jean-Louis Roy à la tête de l'ACCT qui a été mise en doute dans un article du journal Le Monde paru la semaine dernière.

«Sous la direction de Jean-Louis Roy, il y a eu, je crois, une amélioration de l'efficacité de

l'agence. Je crois aussi que l'ACCT est tout à fait transparente dans ses actions», a soutenu le ministre Blanchard lors de la ministérielle.

Le Nouveau-Brunswick a donc contribué à faire avorter le putsch contre Jean-Louis Roy qui, dit-on, était ourdi par la France.

La sous-ministre Liane Roy estime que sans faire trop d'éclats le Nouveau-Brunswick s'est taillé une place de choix dans la francophonie.

«Les gens du Sud disent qu'ils aiment faire affaire avec nous parce qu'on est plus petit (...) On ne le fait pas sentir qu'ils sont redevables envers nous pour ce qu'ils ont obtenu», a avancé Mine Roy.

1011 1011 1011 1011

NOTES 12:03PM OCT 18 1993

18/32

## LE QUOTIDIEN DE PARIS - 18 OCTOBRE 1993

## Entretien

## Michel Eddé : « L'intérêt du Liban est de rester francophone »

De moins en moins de jeunes francophones, un usage quotidien du français sans cesse en déclin, tant dans les administrations, désormais anglophones, que dans la cellule familiale ou dans la vie culturelle... Le lent déclin de notre langue touche tout particulièrement le Liban, véritable pôle avancé de la francophonie au Proche-Orient.

Rumeurs de fermetures de théâtres français, menaces de suppression du baccalauréat français, équivalent du baccalauréat libanais : Michel Eddé, ministre libanais de la Culture, a entrepris de lutter pour conjurer ces menaces. Les beaux jours de la francophonie au Liban sont-ils révolus ? Réponse en demi-teinte de Michel Eddé.

**LE QUOTIDIEN.** - Aujourd'hui au Liban, qu'en est-il de la pratique du français, n'assistait-on pas à une sensible érosion de la francophonie ?

Michel EDDÉ. - Si les Libanais sont tout d'abord de langue maternelle arabe, et ont toujours contribué à défendre cette langue, notamment pendant la période de turquisation ottomane, ils n'en demeurent pas moins francophones : ils le sont d'ailleurs depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. On peut l'expliquer, pour l'essentiel, par l'action des missions religieuses, françaises et aussi de la mission laïque, qui ont participé principalement à l'instruction des Libanais, en particulier dans la montagne mais aussi dans les villes comme Beyrouth, Tripoli et Sidon. Donc, c'est une évidence : nous sommes francophones.

Cela dit, on ne peut que constater que la pratique du français est en recul partout dans le monde, et cela est essentiellement dû à l'influence sans cesse croissante de la culture américaine. C'est d'ailleurs également vrai en France même. De plus, s'il y a un recul, au Liban, du français, il y a eu aussi, et malheureusement, un recul de l'arabe et des autres langues, comme conséquence de la guerre.

**Q.** - Pourtant, on a l'impression d'une arabisation de la société libanaise : on trouve de plus en plus de Libanais qui ne parlent ni français, ni anglais...

M. E. - C'est également le fait de la guerre. Mais n'oubliez pas, aussi, que près d'un million de Libanais ont été forcés de s'exiler ; ils se sont d'ailleurs installés principalement dans des pays francophones. En France, bien sûr, mais aussi dans les pays d'Afrique francophone ou au Québec. Ces gens-là ont naturellement choisi des pays francophones et un environnement francophone, contribuant ainsi au maintien de la pratique de cette langue. Pour ce qui est de l'arabe, ce n'est pas l'arabe parlé qui compte : il faut considérer le recul de l'arabe littéraire, de la production libanaise en arabe, considérée comme une des plus riches du monde arabe.

**Q.** - Également ministre de l'Enseignement supérieur, vous ne me contredirez pas pour constater que c'est surtout grâce à des actions en

milieu scolaire que l'on peut fortifier l'usage du français au Liban. Et d'ailleurs, quelles sont les actions entreprises dans ce sens, par la France, pour vous aider ?

M. E. - Au Liban, les trois quarts des élèves fréquentent l'école libre, et ces écoles sont en très grande majorité francophones. Ensuite, à part l'American University de Beyrouth (AUB), les grandes universités, que ce soit l'université libanaise (université d'État) ou l'université Saint-Joseph, continuent de donner leurs cours en français : mathématiques, sciences, lettres. Et l'Association des universités parlant le français ainsi que l'Union des réseaux d'université francophones (AUPELF-UREF), regroupant 267 universités, viennent de s'installer pour la première fois à Beyrouth.

Là où nous devons concentrer nos efforts, c'est surtout sur les classes maternelles et primaires, pour qu'apprendre le français reste un réflexe. Et là, nous sommes aidés par l'Agence de coopération culturelle et technique, et par les autorités françaises ; notamment pour le recyclage des professeurs. Par ailleurs, notre voyage en France (voir en page 16) nous a permis de mettre en place un cadre global de coopération entre la France et le Liban pour le maintien et le renforcement de la francophonie dans les écoles ; auparavant n'existaient que des accords sans cadre. Et nous estimons aussi que le français doit rester la seconde langue des Libanais (le « français, langue seconde »), et non devenir une troisième langue après l'anglais.

Nous avons constaté que notre influence au Moyen-Orient est due au fait que nous sommes francophones, et aussi anglophones. Si vous n'êtes qu'anglophone, l'anglais vous enferme et vous ne sentez plus la nécessité d'apprendre d'autres langues. Par contre, si vous apprenez le français, vous apprenez aussi certainement l'anglais et d'autres langues.

Négliger le français serait donc un appauvrissement de notre culture. C'est pourquoi notre intérêt est de consolider notre choix de la francophonie. Mais personne ne nous impose de rester francophones.

**Q.** - Pourriez-vous nous citer quelques exemples d'initiatives prises dans ce sens depuis la fin de la guerre ?

M. E. - Nous avons, par exemple, organisé dans une école le concours de la meilleure nouvelle en français, pour les élèves de 5<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> ; et nous avons été tout à fait enchantés du niveau de qualité des textes que nous avons reçus. Le prix de la meilleure nouvelle a été attribué à une élève de 2<sup>e</sup> et le deuxième prix à une élève de 5<sup>e</sup>.

Une autre initiative rencontre un beau succès depuis son lancement il y a quatre ans : la coédition entre des maisons d'édition française et une maison d'édition libanaise permettant à cette dernière de proposer des livres en français à des prix accessibles aux Libanais, environ 30 F quand le livre se vend en France autour de 120 F. Il s'est déjà vendu au moins 150 000 livres français grâce à ce système.

173

11/32

**LE QUOTIDIEN DE PARIS - 18 OCTOBRE 1993**

Suite

Q. - Enfin, qu'en est-il de la presse francophone, qui a traversé une grave crise pendant la guerre, le quotidien « l'Orient le jour » continuant à paraître grâce à une persévérance financière constante ?

M. E. - Les lecteurs de ce journal ayant tendance à rentrer au Liban, les mauvais jours sont derrière nous, mais cette presse continue sans avoir besoin de soutien particulier... C'est lent, difficile mais tout revient petit à petit à la normale dans notre vie culturelle. Vous savez, c'est aussi important, pour un Libanais, d'aller au théâtre, de lire ou d'aller à un festival que de reconstruire un immeuble.

Par ailleurs, on assiste à une prolifération de nouveaux magazines francophones tels que « Femme Magazine », dépendant de l'hebdomadaire « Magazine », de « Prestige », du « Commerce du Levant », etc.

Croyez-moi, la francophonie a encore de beaux jours devant elle au Liban. Mais elle a aussi besoin de notre soutien à tous, Français et Libanais, pour se développer et prospérer.

Propos recueillis  
par Marie-Clémence MAYESONNIER

12/32

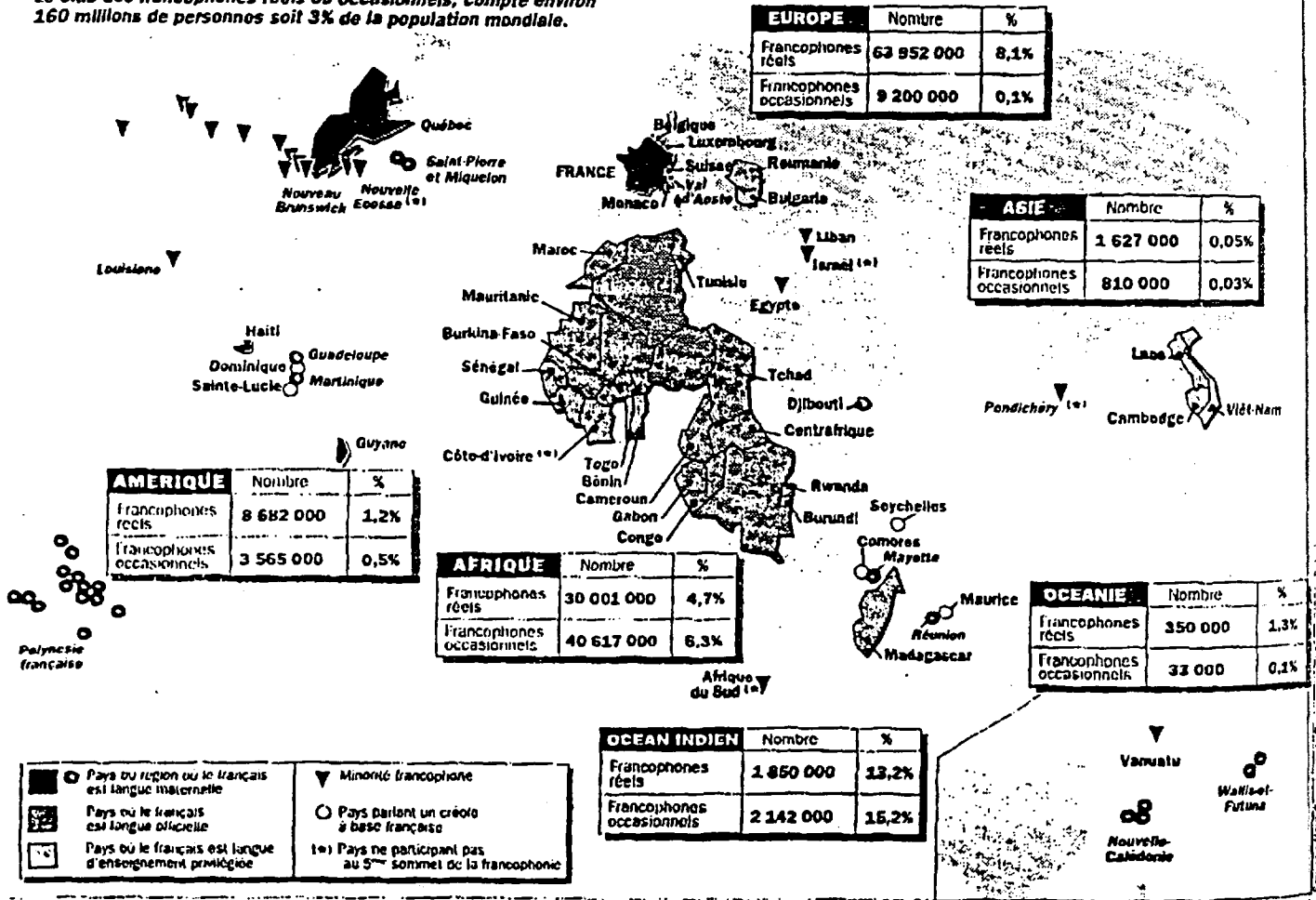
LIBERATION- 18 OCTOBRE 1993

# UNANIMITE POUR L'«EXCEPTION CULTURELLE» AU GATT CULTURE: LA RESISTANCE DES FRANCOPHONES

Les quarante-sept pays représentés ce week-end à l'île Maurice pour le Sommet de la francophonie se sont prononcés pour que les productions culturelles soient exclues des négociations du Gatt. Les délégués ont ainsi suivi la position française, François Mitterrand ayant dénoncé samedi la «généralisation du modèle culturel» américain. Lire page 2.

## LE FRANÇAIS DANS LE MONDE

Le club des francophones réels ou occasionnels, compte environ 160 millions de personnes soit 3% de la population mondiale.



L'APP  
franç  
sept  
prés  
au S  
franc  
unan  
se pr  
de l'  
au G  
que l  
des r  
écha  
Le so  
ses t  
mat  
dém  
l'«hé  
anglo  
dema  
Cana  
cultu  
l'ense  
cultu  
seule  
et au



LIBERATION- 18 OCTOBRE 1993

# L'EXCEPTION CULTURELLE MOBILISE LA FRANCOPHONIE

**R**épondant à l'appel du président français, les quarante-sept délégations présentes à l'île Maurice au Sommet de la francophonie ont été unanimes dimanche pour se prononcer en faveur de l'«exception culturelle au Gatt» et demander que les productions culturelles soient exclues des règles du libre-échange. Le sommet, qui clôture ses travaux ce lundi matin, n'a pas retenu la dénonciation explicite de l'«hégémonie anglophone», mais a demandé, à l'initiative du Canada, que l'exception culturelle soit appliquée à l'ensemble des industries culturelles et non pas seulement à l'audiovisuel et au cinéma.

**R**île Maurice, envoyé spécial répondant à l'appel vibrant à la mobilisation contre «l'hégémonisme culturel» anglo-saxon lancé samedi par le président François Mitterrand, les dirigeants des pays et communautés francophones réunis depuis samedi à l'île Maurice pour leur cinquième sommet ont adopté dimanche à l'unanimité une résolution sur «l'exception culturelle» qui demande que les activités culturelles soient exclues du champ d'application du GATT.

Le sommet de Port Louis a également marqué un tournant du mouvement vers une plus grande affirmation politique sur la scène internationale.

Entre les 47 délégations présentes, aux intérêts souvent divergents et qui sont, dans leur majorité, bilingues sinon, comme la plupart des pays africains, des bilinguismes linguistiques, l'«exception culturelle» ne s'est pourtant pas formulée aisément.

Des amendements belges avaient été présentés dimanche soir pour «renus-

cler» un texte qui, lors de l'examen par la conférence préparatoire au niveau ministériel, avait perdu beaucoup de la «charge combative», souhaitée par la France, le Sénégal et la Belgique, les trois parrains du projet initial.

Dans la première mouture, il était question de combattre l'«hégémonie anglophone» et l'engagement était pris, par les signataires du texte, de défendre l'«exception culturelle» dans le cadre des négociations du Gatt. Mais le Canada, pays bilingue qui a, déjà, introduit une clause d'exception culturelle dans son propre traité de libre-échange avec le Mexique et les Etats-Unis, avait «chargé» le débat. «Pourquoi se limiter à l'audiovisuel et au cinéma?», a fait valoir l'ambassadeur canadien, Benoît Bouchard, soucieux aussi de l'édition et, pour l'avenir, d'autres «industries culturelles». Le terme a donc été inscrit au nouveau projet de résolution qui, au passage, mettait de désigner, comme pôle de ralliement négatif, l'«hégémonie anglo-

phone». A huis clos et, encore plus, dans les coulisses du sommet, la bagarre politico-sémantique a fait rage dimanche soir.

Prenant le relais de la France, dont le président, dans son discours samedi, avait appelé le ban et l'arrière-ban de la francophonie au «combat pacifique» contre «la généralisation d'un modèle culturel unique» qui, a-t-il dit, aboutirait «ici à une position dominante et là à des formes de soumission qui ne seraient pas acceptables». La Belgique a finalement réintroduit un texte plus offensif qui ne dénonce pas explicitement l'impérialisme culturel américain, mais associe la famille francophone à une résistance collective au sein du Gatt, pour l'ensemble des «industries culturelles».

C'est sous cette forme, hier soir, que l'«exception culturelle» a réussi son examen de passage, du projet français à la résolution francophone.

Il reste que l'ardeur au combat, notamment des pays africains (vingt-sept sont représentés), demeure sujet

à caution. «La France nous aide, nous aidons la France tant qu'elle paye», résumait ainsi, parlant d'un «deal», un chef de délégation. Même si le parterre francophone représente un quart des voix dans les enceintes internationales, il ne lui semblait pas «certain» qu'il y ait, à l'heure de la résistance contre la monoculture américaine, «beaucoup de combattants sur notre continent».

Stephen SMITH

## La communauté des «parlant français»

Depuis 1986, date du premier Sommet, la communauté francophone n'a cessé de s'élargir.

Francophonie est le néologisme forgé, en 1878, par le géographe français Onésime Reclus (1837-1916) pour rassembler les «parlant français», au-delà des «clivages coloniaux et impérialistes».

1969: la première Conférence des Etats francophones se tient à Niamey, au Niger, en présence d'André Malraux.

1970: l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) est créée comme «opérateur de la francophonie».

1984: lancement de TV5, chaîne francophone financée par la France, le Canada, la Belgique et la Suisse.

1986: au terme d'une longue querelle protocolaire canado-québécoise, se tient, à Versailles et à Paris, la première Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français.

Après un deuxième Sommet, en 1987 à Québec, la cadence biennale est retenue, en alternance avec les sommets France-Afrique qui, à l'époque, regroupent pratiquement les mêmes pays.

1989: le Sommet se tient à Dakar, au Sénégal.

1991: le quatrième Sommet, à Paris, décide la «primauté du politique» en créant, comme instance cheffeautant l'ACCT, le Conseil permanent de la francophonie (CPF), composé de délégués des chefs d'Etat (les «sherpas»).

1993: après l'élargissement de la «famille francophone», deux ans auparavant, lors du Sommet de Chaillof, 47 Etats ou régions participent au cinquième Sommet à Maurice. La Roumanie et du Cambodge en deviennent membres à part entière. Et l'Association internationale des maires francophones (AIMF) devrait obtenir un statut d'«opérateur associé» du mouvement.

14/32

LIBERATION- 18 OCTOBRE 1993

## EDITORIAL PIERRE GEORGES CULTURE ET PORTEFEUILLE

**A**llons z'enfants de la francophonie. C'est un délicieux paradoxe, tout de même, que de voir les pays francophones voler au secours de l'«exception culturelle». Car cette francophonie, si elle n'est plus dominatrice, le fut bien, et de la plus énergique manière: dans la colonisation.

Par le sabre, la règle et le goupillon, les bons soldats, les bons maîtres et les bons pères firent en sorte de gommer autant d'exceptions culturelles qu'il y eut de pays conquis. En somme, ils imposèrent ce message d'actualité: «nos ancêtres, les francophones».

Ces temps-là ne sont plus. Et nous voici en situation d'avoir à subir ce que nous fîmes à d'autres. C'est-à-dire une colonisation culturelle, par un autre moyen, non moins redoutable: l'audiovisuel. Mac Luhan après Bugeaud. Faut-il la redouter? La réponse est évidente: oui. Il suffit de voir l'ampleur du sinistre subi par les différents cinémas européens, à la notable exception française, pour ne pas douter de l'issue. Il suffit de regarder la télévision, «notre» télévision, pour mesurer, avec ou sans Gatt, l'ampleur des dégâts. La colonisation n'est plus à venir.

Peut-on la freiner? Le protectionnisme culturel est une vue de l'esprit. Sauf à nier les moyens modernes de communication. Sauf à supposer, et l'on sait ce que cela veut dire, une culture d'Etat. Sauf à réfuter les lois économiques. Car, dès lors que l'œuvre culturelle est devenue une marchandise, dès lors qu'elle procède du marché et obéit à ses règles de coût et de rentabilité, donc de succès, on voit mal, précisément, une exception à ces règles. Autant revendiquer la liberté pour soi et les contraintes pour les autres.

On ne saurait jouer impunément sur tous les tableaux: l'audimat et la création pour la télévision, la dictature du box-office et la préservation des œuvres «différentes» ou «nationales» pour le cinéma. En ce sens, la déferlante américaine consacre un impérialisme davantage économique que culturel, la dictature des chiffres plutôt que celle des idées. Extirper cette réalité du Gatt ne l'empêchera pas d'exister: notre civilisation, dès qu'elle entend le mot culture, sort son portefeuille.

177

15/32

LIBERATION- 18 OCTOBRE 1993

## La « plus grande France » à la rescousse

L'appel de François Mitterrand aux francophones pour contrer la menace culturelle américaine a reçu une réponse positive, mais prudente.

Ile Maurice, envoyé spécial

Quand la France est menacée, elle fait appel à la « plus grande France ». Ce week-end, faisant sien le combat identitaire contre l'universalisme américain, François Mitterrand n'a pas dérogé à la règle en s'adressant à la famille francophone, pour l'essentiel composée de pays africains. En péroraison d'un discours par moment virulent, il s'est exclamé: « Nous avons tellement à faire et nous devons souvent lutter pour la défense de nos droits élémentaires et le premier droit est celui de l'identité, nous avons tant à lutter et tant à proposer qu'il nous semblerait être devenus soudain très pauvres et très démunis, nous Français, si vous n'étiez pas là! Vous à nos côtés, nous auprès de vous! »

Pendant une fraction de seconde, avant les applaudissements nourris mais sans l'éclat des grands moments, il planait là comme un air nostalgique de la Résistance, de l'époque glorieuse de Félix Eboué et de la 2<sup>e</sup> division blindée, partie de N'Djamena pour libérer la métropole...

À Port Louis, la déflagration émotionnelle, pour la cause commune, n'a cependant pas eu lieu. Ce n'était pas faute d'avoir caressé l'auditoire africain dans le bon sens: « Je veux, à cette occasion, exprimer vraiment ma gratitude aux peuples et aux dirigeants d'Afrique pour les progrès enregistrés en trois ans sur la voie de la

démocratie », a déclaré François Mitterrand, ajoutant: « Nous n'acceptons pas l'indifférence à l'encontre de l'Afrique », même et surtout si d'autres « ont fait déjà passer aux profits et pertes le sort du continent ». Qui donc? Par exemple, les États-Unis et le Japon, qui ne consacrent que 0,25 pour cent de leur PNB à l'aide au développement alors que « la France reste toujours le pays qui fournit le plus fort pourcentage », 0,55 pour cent.

En décalage sensible avec Edouard Balladur, qui vient d'envoyer aux présidents africains une « circulaire » expliquant la « solidarité exigeante » de la France, le président de la République a estimé que le « compagnonnage » séculaire avec les pays africains « nous a permis sans doute de mieux comprendre et de mieux connaître vos besoins, qui sont souvent les nôtres ». Mais pourquoi l'appel à la plus grande France, pourquoi, soudain, au sein de la famille francophone, cette cordiale « entente »? La France « se sent menacée, elle l'est en fait », a expliqué François Mitterrand, poursuivant: « Elle doit préserver ses intérêts, pas au-delà des vôtres, mais elle est en droit de demander que ses intérêts soient aussi protégés par vous ». C'est clair, au moins. Car « une société qui abandonnerait les moyens de se dépendre elle-même serait rapidement une société asservie ». Bref: tous contre l'invasion culturelle américaine, contre un monde où « chacun pense par les mêmes mots et fixe son devenir par les mêmes images » en perdant son âme.

Côté africain, malgré l'enjeu fondamental, les réactions ont été prudentes. « On ne ménagera pas notre soutien à la France, mais il nous faut composer avec nos partenaires anglophones », a ainsi expliqué, en invoquant la coopération régionale avec le Ghana et le Nigeria notamment, le Premier ministre togolais, Joseph Koffigoh. Plus cassant, le président du Congo est allé loin dans le rejet d'un front uni contre l'invasion anglo-saxonne: « Il y a beaucoup d'hypocrisie dans l'exception culturelle », a expliqué Pascal

Lissouba, pour qui « l'idée est absurde car, en Afrique nous le savons bien, toute culture ne peut être que métissage ». Même s'ils ne sont pas nombreux à le dire aussi franchement, bon nombre d'Africains, inondés de produits culturels de tous horizons, hésitent à se mobiliser résolument aux côtés de la France. Aussi, celle-ci, forte du soutien verbal reçu sur le continent, se retournera-t-elle sans doute, pour un appui plus conséquent, vers ses partenaires européens. Même s'ils ne sont pas, eux, francophones...

L'assemblée à Port Louis, ce week-end, n'a pu être qu'une chambre d'écho, une caisse de résonance, un lointain tam-tam par rapport à la scène internationale. Quand on a appris à lire dans des manuels qui, sinon de « nos ancêtres les Gaulois », parlent du serment de Strasbourg et de l'ordonnance de Villers-Cotterêts, quand on vit l'oreille collée au transistor, à l'écoute des grandes radios étrangères, et qu'on suit, chaque soir en direct, le journal télévisé de France 2 ou de TFI, on s'indigne difficilement de l'aliénation culturelle imposée par les Américains.

Stephen SMITH

178.

# Un film de guerre entre Europe et Amérique

Au nom de l'«exception culturelle», les Européens réclament le droit de protéger leurs créations audiovisuelles face à l'avalanche des produits «made in USA». Les six points clés du débat.

**L**e Gatt (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a été créé en 1947 avec pour mission de favoriser le développement des échanges mondiaux et de veiller à leur régularité. En septembre 1986 ont débuté à Montevideo les négociations dites de l'Uruguay Round, visant à réduire les barrières au commerce international (tarifs, normes, subventions...).

**1. Quel rapport entre la culture et le Gatt?**

Dès la création du Gatt en 1947, le cinéma a été inclus dans le champ de ses compétences. Les Européens ont obtenu de pouvoir réserver 49% du temps de projection à des productions nationales. Une protection devenue théorique. Lorsque s'engage l'Uruguay Round, la question audiovisuelle n'est pas clairement évoquée. Mais l'un des volets principaux de ce grand marchandage concerne le secteur des services. Il a fallu définir la notion de services, et très vite, les Américains ont exigé que l'audiovisuel soit mis sur la table, aux côtés des autres sujets (banque, assurance, télécommunications...). Les Européens, qui se plaignent de l'invasion des productions audiovisuelles américaines (80% des films passés dans les salles euro-

péennes, plus de 50% des fictions passant sur les téléés), entendent quant à eux continuer de protéger leurs créations. Au-delà, ce qui est en jeu, c'est, selon les principaux dirigeants français, «l'identité culturelle de nos nations».

**2. Qu'appelle-t-on «exception culturelle» et «spécificité culturelle»?**

L'article 14 du projet d'accord commercial (projet Dunkel) prévoit que certains secteurs peuvent échapper aux règles du Gatt quand ils mettent en jeu la sécurité, la santé, l'environnement... La France propose d'y ajouter la culture. Cela permettrait d'exclure des pourparlers du Gatt la question de l'audiovisuel. La logique a été résumée par Edouard Balladur devant les députés français: la France «ne peut accepter que la culture soit traitée comme un bien de commerce ordinaire». Ce concept d'«exception culturelle» a été retenu pour la première fois par la commission en décembre 1992.

Aujourd'hui pourtant, le Britannique Leon Brittan, le commissaire européen chargé de mener les discussions commerciales au nom de l'Europe, estime que la production cinématographique française serait mieux défendue si un accord s'inscrivait dans le corps des règles du Gatt. On se mettrait ainsi à l'abri d'une éventuelle guérilla juridique de la part des Etats-Unis. Il pré-

ferait donc parler de «spécificité culturelle». Pour résumer, les tenants de l'«exception» refusent de faire entrer les images dans la logique libre-échangiste du Gatt (la France affirme pouvoir entraîner dans cette voie six ou sept partenaires européens); ceux qui défendent la «spécificité» (Allemagne, Grande-Bretagne...) souhaitent désamorcer pour longtemps un sujet de conflit avec les Etats-Unis.

Les ministres de la Communication des Douze se sont réunis début octobre à Mons (Belgique) pour définir un «sacré dur» de ce que doivent être les exigences européennes. Si ce socle était compatible avec la voie de la «spécificité», il est probable que la résistance des partisans de l'«exception» plierait.

**3. Quels sont les dispositifs actuels de protection de l'industrie audiovisuelle européenne?**

Les Européens subventionnent librement leur production et fixent les normes technologiques de leur choix. En outre, une directive européenne du 3 octobre 1989 vise à limiter les importations et à garantir à la production locale une diffusion. Cette directive, baptisée «Télévision sans frontière», prévoit que les chaînes de télé réservent une «proportion majoritaire» de leur temps de diffusion à des productions

européennes «chaque fois que cela est réalisable». Mais la directive est un maigre rempart: malgré cette protection, le chiffre d'affaires américain en Europe continue de croître, grâce à des coûts compétitifs. En outre, il est assez facile de contourner la règle des 50%.

**4. Que prévoit le projet d'accord du Gatt sur l'audiovisuel?**

Sur les services en général, l'accord prévoit la suppression progressive de toute restriction quantitative - et donc de quotas. Mais le patron du Gatt, l'Irlandais Peter Sutherland, estime que la signature de l'Uruguay Round n'empêchera nullement les gouvernements européens de réglementer ou de financer leur industrie à leur guise. Le degré d'ouverture du marché européen sera le résultat d'une négociation avec les Etats-Unis. Selon Sutherland, une directive comme «Télévision sans frontière» peut survivre, à condition qu'il y ait un accord sur le sujet entre les différents partenaires. Les professionnels européens restent sceptiques. Et Leon Brittan n'a pas encore, selon les Français, clairement précisé ce qu'il entendait négocier dans le cadre d'une clause de «spécificité culturelle». Les dirigeants du Gatt expliquent aussi que l'audiovisuel est concerné par un autre volet de l'Uruguay Round, celui qui concerne «la protection de la propriété

intellectuelle». Il s'agit de protéger les droits des auteurs (face notamment au problème de la colorisation des films, du piratage, etc.)

**5. Pourquoi les Américains insistent-ils tant pour inclure ce secteur dans les négociations?**

Deux raisons basiques: 1) le cinéma et l'audiovisuel en général arrivent au deuxième rang des exportations américaines, après l'aéronautique; 2) le marché audiovisuel européen est un gâteau de 30 milliards de dollars. D'ailleurs, 60% des exportations américaines sont destinées à la CEE.

Les Etats-Unis, bien sûr, enveloppent leurs intérêts dans un discours idéologique. Ils disent - avec une part de fausse naïveté - ne pas comprendre pourquoi les gouvernements européens ne laissent pas les gens choisir eux-mêmes ce qu'ils veulent voir. A noter qu'il existe une «clause culturelle» dans le traité de libre-échange qui lie les Etats-Unis au Canada. Preuve, s'il en était besoin, que lorsqu'ils le veulent, les Américains peuvent très bien comprendre le souci des cultures autres.

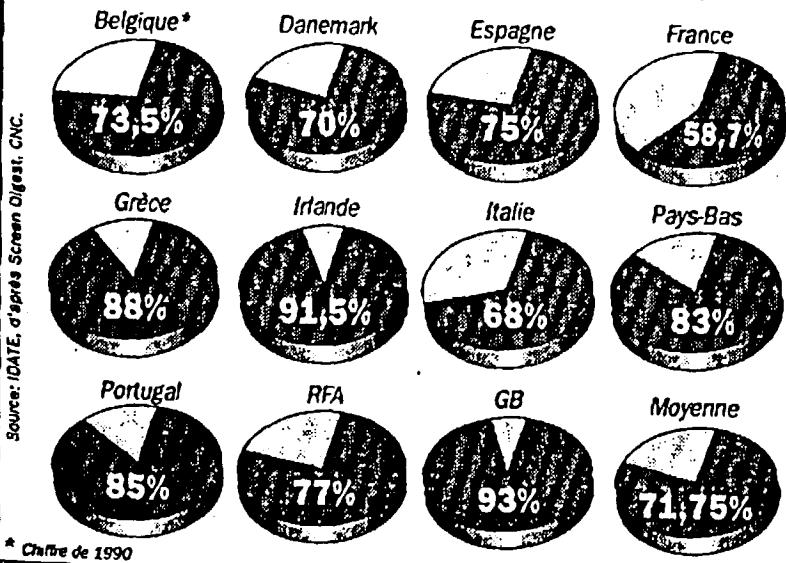
**6. Quelle est la position du Japon?**

Depuis que les Japonais ont racheté un bon tiers d'Hollywood (Columbia, MCA, etc.), ils appuient vigoureusement les positions américaines...

Pascal RICHÉ

## LA PART DU CINEMA AMÉRICAIN SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN

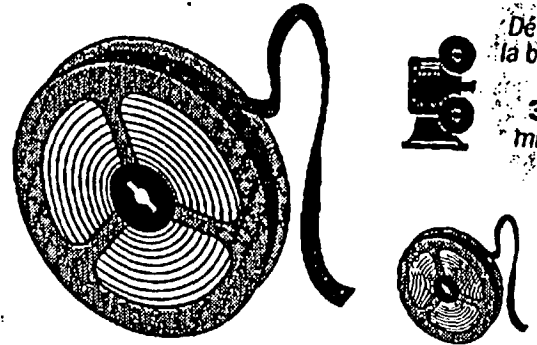
(En pourcentage des recettes des salles en 1991)



Source: IDATE, d'après Screen Digest, CNC.

\* Chiffre de 1990

## LE DEFICIT COMMERCIAL AUDIOVISUEL EUROPEEN EN 1990



Déficit de  
la balance  
CEE:  
**3,472**  
milliards  
de \$

Source: Estimations Idate,  
d'après MPAA, AFMA.

**3,719**  
milliards de \$

**RÉCETTES AMÉRICAINES  
DANS LA CEE**  
dont:  
Cinéma: 1,134 milliard  
Télévision: 1,278 milliard  
Vidéo: 1,307 milliard

**0,247**  
milliard de \$

**RECETTES DE LA CEE  
AUX USA**  
dont:  
Cinéma: 0,05 milliard  
Télévision: 0,09 milliard  
Vidéo: 0,103 milliard



R/3

## LIBERATION- 18 OCTOBRE 1993

**Delors: «La France se fait une mauvaise réputation.»**

Jacques Delors, président de la commission européenne, a souligné hier le danger pour la France de s'isoler en cas de «non» aux négociations du GATT: «La France est en train de se faire un drame à elle seule, de s'inventer une ligne Maginot, de se faire une mauvaise réputation dans quatre-vingts pays du monde, est-ce que cela en vaut la peine», a déclaré le président de la Commission européenne au Grand Jury RTL-le Monde. La France vit, selon lui, une «sorte de transmissisme collectif qui conduit à de mauvaises solutions préjudiciables à ses intérêts». Sur le dossier audiovisuel, le président a rappelé son attachement pour l'«exception culturelle», tout en laissant une porte ouverte, «si on me démontre que c'est mieux», aux partisans d'une simple «spécificité». En cas d'échec aux négociations du GATT, «le protectionnisme revient en force dans le monde et il y aura une crise européenne, ce qui portera un coup très grave à la construction européenne», a également estimé Jacques Delors.

**Balladur: «Un problème de modèle de civilisation»**

Invité de l'émission 7/7 hier sur TFI, le Premier ministre a estimé que donner libre cours à l'«écrasante» industrie audiovisuelle, «ce n'est pas seulement la fin des cultures européennes, ce n'est pas seulement un problème d'âmes finalement, mais aussi un problème économique et, au-delà, un problème de modèle de civilisation, de consommation et de société». A propos des pourparlers du GATT, il estime que cette affaire «prend l'allure d'un piège»: «Ou bien (le gouvernement) signe ce qui sera un compromis et on dira que le compromis est tout à fait inadmissible, "on a oublié nos intérêts". Ou bien il ne signe pas ce compromis et on dira: "il a isolé la France", et c'est un risque considérable», a-t-il dit.

A  
a  
Ca  
«

c'es  
preu  
vent  
table  
derr  
Prov  
prési  
gnie  
D'im  
un ch  
dollar  
euro-  
RTL-  
produ  
du fil  
sur T  
Sampl  
améric  
velopp  
tion q  
«prote  
d'un vr  
«libert  
Ce so  
ments  
tion et  
contrés  
l'audio  
Cannes  
marché  
l'établi  
culture  
de choi  
Mais  
la libre  
prit sou  
nuance  
ropéen  
marché  
soni se  
elle q  
s'écou  
Les po  
ductio  
de me  
europé  
l'exan  
at, cou  
vec le  
ère»  
denn  
jà q  
an l  
l'ame  
el de  
la V  
ec 2

181

19/3:

LIBERATION- 18 OCTOBRE 1993

# Les Américains: «Travaillons ensemble»

Au Mipcom de Cannes, les producteurs d'outre-Atlantique conseillent aux Européens de coopérer avec eux plutôt que d'établir des quotas que les nouvelles technologies rendront vite obsolètes.

Cannes, envoyée spéciale

**Q**uand je vous entends dire que Jurassic Park, c'est de la culture, je suis ahuri. Il est-ce que ces dinosaures ont à faire avec la culture? Rien. C'est de l'"entertainment" (du divertissement, ndr). Et c'est parce que les Européens ne comprennent pas cette distinction et ne savent pas faire des programmes exportables qu'ils veulent mettre un policier derrière chaque écran de télévision. Provocant, Keith Samples est le jeune président de Rysler TPF, une compagnie de production basée en Californie. D'importance moyenne, Rysler avoue un chiffre d'affaires de 200 millions de dollars et a bouclé une coopération euro-américaine qui rassemble TFI, RTL-TV et le groupe Berlusconi pour produire la série *Highlander*, inspirée du film joué par Christopher Lambert (sur TFI à partir de mercredi). Pour Samples, l'issue du différend euro-américain passe davantage par le développement de ce genre de collaboration que par la prise de mesures «protectionnistes». Avec la candeur d'un vrai businessman, il plaide pour la «liberté de choix» du consommateur.

Ce sont les deux principaux arguments du camp des durs de la production et de la diffusion américaines, rencontrés à l'occasion de ce vaste souk de l'audiovisuel qu'est le Mipcom de Cannes: 1) l'audiovisuel est bien une marchandise comme une autre et 2) l'établissement d'un «goulag» de la culture est incompatible avec la liberté de choix et d'expression.

Mais le respect du libre-échange et de la libre circulation des œuvres de l'esprit sont défendus avec un peu plus de nuances par certains, depuis que les Européens sont partis en guerre. Par souci marchand: les producteurs américains sont sensibles aux effets négatifs d'une telle querelle sur leur production qui s'écoule aujourd'hui formidablement. Les poids lourds américains de la production audiovisuelle ont surtout l'air de mettre le doigt sur quelques plaies européennes, que personne ne tente d'examiner vraiment. Imposer des quotas, comme l'Europe l'a fait en 1989 avec la directive «Télévision sans frontières», c'est donner à l'industrie européenne des filets de protection qui «sont déjà quasiment obsolètes», argumente un Hodac, vice-président de Time Warner Europe, premier groupe mondial de communication, et actionnaire de Warner Bros, premier fournisseur, de 20000 heures en portefeuille, de

programmes américains en Europe. «Comment ferez-vous pour légiférer face à des chaînes diffusées par centaines par satellite, face à la compression numérique?», interroge Hodac.

Le regroupement, annoncé la semaine dernière outre-Atlantique, de Bell Atlantic, compagnie de téléphone, et de TCI, opérateur du câble américain, donne la mesure de la difficulté: aux Etats-Unis, c'est déjà l'ère de la télévision interactive qui s'annonce, via une simple ligne de téléphone, dès lors que la compression numérique de ces canaux sera rendue possible, d'ici cinq à dix ans. Elle permettra d'accéder, à terme, à des centaines de canaux et offrira au téléspectateur la possibilité de choisir son émission et non plus seulement sa chaîne de télévision. Or, Bruxelles avoue «n'avoir pas pour l'instant la moindre idée de la façon dont ces nouvelles technologies pourraient être réglementées, sauf à les refuser». Et Hodac, Tchèque au passeport danois devenu représentant des intérêts américains, rappelle qu'il faudra surtout fournir en images ces canaux et que l'industrie européenne ferait bien de se structurer, financièrement et technologiquement, pour répondre à cette demande, plutôt que de vouloir édifier une nouvelle ligne Maginot.

C'est aussi ce discours que tient Gerard Grant, vice-président de la filiale de distribution télé de la Twentieth Century Fox (dans le giron de l'Australien Rupert Murdoch). «Le problème de base est économique. Les Européens ont crié au loup face à l'invasion de leurs écrans par les séries américaines n'ont toujours pas compris que la culture c'est aussi des canons et de l'argent. Ted Turner débarque sur l'Europe avec sa chaîne par satellite: que les Européens l'invoquent et embarquent de grands groupes industriels dans l'aventure.»

Au lieu de se lancer dans une guerre de religion, certains prêchent les vertus du pragmatisme, rendu indispensable par la «force des choses». «Il est clair que le marché français ne sera jamais le marché américain, que les conditions de rentabilité d'une production n'y sont pas les mêmes. Et qu'il est très difficile d'unifier un marché européen qui n'existe pas, parce que les pays qui le composent ont chacun leurs exigences nationales. En Europe, l'avènement d'une multiplicité de télévisions est récente. Nos productions américaines ont permis à de nouvelles chaînes de s'installer. Aujourd'hui, il

s'agit de répondre à cette demande: nous sommes conscients que cela ne pourra se faire que par des alliances entre les industries européenne et américaine», analyse Nick Bingham, président en Europe de la Columbia Tristar International Television (aux mains du japonais Sony). C'est aussi la stratégie d'ABC Video Entreprises: Herbert Granath, son président, cite les prises de participation d'ABC dans Hamster Production (France), Telesolo (Espagne) et Telemünchen (Allemagne), pour mieux démontrer que l'ère du «travaillons ensemble» va s'ouvrir, bien loin du «combat philosophique» des gouvernements.

Au-delà de ces propos officiels, et parfois faussement rassurants, quelques représentants des majors américaines

avouent, confidentiellement, «comprendre que l'Europe veuille se préserver», et affirment qu'il n'est pas de leur intérêt de «lanimer l'industrie audiovisuelle» sous peine de déclencher une réaction plus violente à leur encontre. Et se disent persuadés qu'un *modus vivendi* pourrait être trouvé, laissant intact le système de subventions et d'aides à la production et à la diffusion, mais laissant l'accès au marché parfaitement libre. S'ils détestent l'image d'invasisseurs qui est la leur depuis que la bataille s'est amplifiée, ils sont assez tranquilles. Les chiffres le prouvent: les directives européennes n'ont pas empêché les télévisions de consommer de plus en plus d'images made in USA.

Armelle THORVAL

182

7/32

**LES ECHOS - 18 OCTOBRE 1993****La francophonie recherche une entente**

Réunis en sommet à l'île Maurice, 47 responsables de pays et communautés francophones ont cherché ce week-end à établir une entente politique qui dépasse le simple aspect culturel, malgré des intérêts particuliers souvent contradictoires. La France et le Canada se disputent en effet la direction morale du mouvement francophone, qui recueille de plus en plus d'adhésions. Quant aux Africains, ils sont venus à Maurice surtout dans l'espoir d'une aide accrue et d'un soutien vis-à-vis du FMI.

SO  
E  
RE

A la  
Cinéma  
Mitterr  
d'Etat  
commu  
sastre  
la géné  
uniqué

• BIL C  
table de  
soir, en  
secteur  
ment fig  
le comm  
matum -  
tente de r  
à la défe  
relle - vis  
l'accord-c  
vices. Fra  
avec tern  
d'Etat et



8/32

## LES ECHOS - 18 OCTOBRE 1993

'SOMMET ♦ Les 47 pays francophones rédigent un texte commun

# Exception culturelle : François Mitterrand réplique fermement à Bill Clinton

A la position intransigente de Bill Clinton sur l'audiovisuel, François Mitterrand a rappelé devant 46 chefs d'Etat et de gouvernement de la communauté francophone « le désastre » que constituerait une aide « à la généralisation d'un modèle culturel unique ».

♦ Bill Clinton avait tapé du poing sur la table des négociations du GATT, jeudi soir, en affirmant avec force que le secteur audiovisuel doit impérativement figurer dans un accord global sur le commerce mondial. A cet « ultimatum », lancé au moment où la France tente de rallier ses partenaires européens à la défense d'une « exception culturelle » visant à exclure l'audiovisuel de l'accord-cadre sur le commerce des services, François Mitterrand a répondu avec fermeté. Devant les 46 chefs d'Etat et de gouvernement réunis à

Port-Louis (le Maurice) à l'occasion du cinquième sommet francophone, le président s'est lancé dans un plaidoyer en faveur de la défense de l'identité culturelle française et européenne. « Il serait désastreux d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique », a-t-il déclaré, ajoutant : « Ce que les régimes totalitaires n'ont finalement pas réussi à faire, les lois de l'argent, alliées aux forces des techniques, vont-elles y parvenir ? »

Un discours qui a entraîné l'adhésion, les 47 pays francophones s'engageant à soutenir ce principe « d'exception culturelle ». « Ils veulent que ce principe soit reconnu comme il a été reconnu pour le Canada dans le cadre de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Mexique », a expliqué le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé. Il faut reconnaître que les décla-

rations de Bill Clinton avaient fait monter la pression. Dans un communiqué publié par la Maison-Blanche, il déclarait : « Les Etats-Unis ne veulent aucune faveur spéciale pour les œuvres audiovisuelles américaines, (...) mais qu'il soit clair que l'équité et la justice doivent s'appliquer aux œuvres audiovisuelles aussi bien qu'aux autres éléments dans un accord final. » L'inclusion du secteur audiovisuel dans un accord au GATT constitue en outre pour l'Amérique « une question vitale en matière d'emploi ».

### « De sérieux malentendus »

Ce communiqué présidentiel, rendu public au terme d'une rencontre avec une délégation de l'industrie cinématographique américaine, ne vise nullement aucun pays. Mais chacun sait qu'il

s'adresse directement à la France, et pointe dans la bataille pour l'exception culturelle ».

Le même jour, dans un éditorial d'une rare violence, le « Wall Street Journal » a dénoncé la « petite campagne vociférante » du gouvernement et des professionnels du cinéma français, soulignant que « la communauté culturelle française est d'autant plus autoccomplaisante que les subventions de l'Etat l'ont mise à l'abri des goûts des consommateurs ». Plus pondéré, le directeur général du GATT, Peter Sutherland, rappelle que le débat repose sur de « sérieux malentendus », puisque rien d'un accord de l'Uruguay Round n'empêchera les gouvernements de continuer à soutenir leur production cinématographique nationale.

P. de C

184.

9/32

**QUEST-FRANCE - 16-17 OCTOBRE 1993****47 pays au sommet de l'île Maurice  
Francophonie : lutter contre le déclin**

Le français, qui unit une communauté de 150 millions de personnes dans le monde, recule partout devant la déferlante de l'anglais. Au 5<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, qui réunit 47 pays à partir de ce samedi à l'île Maurice, on cherchera à endiguer ce déclin.

Rien de plus naturel que le sommet des chefs d'État francophones ait pour théâtre Maurice : c'est le seul endroit au monde où le français progresse face à l'anglais, pourtant langue officielle ! Si le créole, dérivé du français, est le langage vraiment commun

au million d'habitants de l'île, notre langue est comprise par 80 % de la population et maîtrisée par 40 %. La presse écrite est en français, pour l'essentiel, ainsi que près de la moitié des émissions télévisées, le hindi, le chinois et d'autres langues d'Extrême-Orient disputant à l'anglais l'autre moitié.

Maurice, c'est aussi l'autre visage du défi économique que vit l'Occident : des industries nouvelles (textile surtout, joaillerie, électronique) viennent s'ajouter aux traditionnelles sucreries et au tourisme, et procurant le plein em-

ploi : ce qui s'appelle en Europe « délocalisation » signifie ici croissance (5 à 6 % par an), élévation du niveau de vie et sortie progressive du sous-développement.

Indépendante depuis 25 ans ans, république depuis un an et demi, Maurice fait preuve d'un dynamisme que devraient lui envier bien des îles de la région, à commencer par la Réunion, sa voisine, snobée pour son indolence et enviée pour l'assistance que lui prodigue la lointaine métropole.

François-Xavier ALIX.

20/32

LE FIGARO - 18 OCTOBRE 1993

## Sommet francophone

## Non au défaitisme



Si jamais une émission de télévision fut une heure de vérité, c'était le cas, hier soir, dans ce « 7 sur 7 » où M. Balladur nouait dialogue avec la nation, en termes simples et forts.

Si jamais la cohabitation présente un avantage, c'est au moment où ce juste appel à la cohésion nationale pour la défense des intérêts français de-

Pourtant, les Français, poussant volontiers l'ironie contre eux-mêmes jusqu'au masochisme, n'ont jamais vraiment adhéré à cette institution de la francophonie. Pour de bons esprits, le coq gaulois, Astérix et Jeanne d'Arc sont symboles de fanfaronnade, dignes de leurs sarcasmes. Devant la suprématie américaine, que pas une tête ne dépasse - encore moins la nôtre ! Comment ne pas voir que ce prétendu « réalisme » rend plus fragile la position française ?

PAR ALAIN PEYREFITTE

vant le Gatt était relayé au loin. Il est heureux qu'ait été manifestée à l'île Maurice l'unanimité de notre exécutif face au défi américain.

Si jamais la francophonie eut un sens, c'est à la veille de cette crise, où il importe que la France ne soit pas isolée dans le monde. Il faut donner acte à M. Mitterrand d'avoir fait aboutir en 1986, pour le premier « sommet des pays ayant en commun l'usage du français » à Versailles, la construction patiente d'une Communauté de la troisième génération, entreprise dès la disparition de la première, la Communauté franco-africaine - simple structure de transition pour passer du régime colonial à l'indépendance -, et parallèlement à la deuxième, la CEE.

Les Français n'ont guère pris au sérieux, depuis la décolonisation de 1961-62, ces tenaces efforts pour maintenir un lien étroit avec l'ancien empire. « La Corrèze avant le Zambèze » : la thèse inclusive de Raymond Cartier goumait le souvenir glorieux de Jacques Cartier. Entre 1981 et 1984, le PS combattait le principe même d'une coopération privilégiée avec les pays francophones, la taxant de néo-colonialisme. Il fallait qu'un Nigérien ne bénéficiât pas plus de notre aide qu'un Nigérian, ni un Marocain qu'un Libyen. Le président de la République a fini par écarter cette doctrine, en même temps que le ministre de la Coopération qui la mettait en œuvre.

Toutes proportions gardées, et *mutatis mutandis*, tandis qu'une voix lointaine s'époumonait à clamer voici cinquante-trois ans : « La France n'est pas seule, elle n'est pas seule, elle n'est pas seule », une large part de ceux qui « pensaient » en France estimaient, au contraire, que l'Europe serait allemande, puisque l'Allemagne avait gagné la guerre. Ils proclamaient, en toute sincérité et conviction, que l'intérêt national, le patriotisme même, nous commandaient de devenir son brillant second.

Plus près de nous, il a fallu le scandale du « Vire le Québec libre ! », en 1967, pour que les Français apprennent avec stupeur qu'un morceau de leur peuple, flot perdu dans un océan anglo-saxon, avait maintenu intactes sa langue, sa culture, sa volonté de vivre en français, malgré la défaite et un abandon de deux siècles par la mère patrie. Et ils seront sans doute encore surpris, lundi prochain, s'ils apprennent, ce à quoi la presse française ne les a nullement préparés, que la représentation du Québec au Parlement fédéral d'Ottawa se trouve majoritairement indépendantiste.

Beaucoup de Français en viennent même à ne pas croire en l'avenir de leur langue. Alors que la francophonie gagne, mais oui, du terrain dans le monde, une étrange propension à la capitulation culturelle les étirent. Leur propre langue leur devient étrangère, à force de la barbouiller de mots étrangers. Nos compatriotes se font complices d'un recul inquiétant du français en France. On voit actuellement à Paris plus de mots anglais, note Michel Serres, qu'on n'y voyait de mots allemands sous l'occupation. Nos films, nos chansons, nos vitrines, les titres de nos journaux et de nos livres sont envahis par l'anglais.

La « défense et illustration de la langue française » est-elle un combat rétrograde ? Avant de s'en prendre à l'impérialisme culturel anglo-saxon, on ferait bien de mettre en cause notre défaitisme gaulois, qui tend des verges pour se faire battre. On assiste à une véritable surabondance d'anglomanie dans le vocabulaire technologique, le sport, les communications scientifiques. Le mot *tennisman* n'existe pas en anglais, mais on se croit obligé de l'inventer en français. A quel bon se montrer plus royaliste que le roi ?

Les organes de presse et de télévision seraient bien inspirés de veiller au respect de la langue française, pour ne pas rendre vain l'effort des enseignants et des parents. Les Français ont le droit d'accéder à une langue pure et libre des tutelles étrangères. Les esprits chagrins, en mal de culpabilité culturelle ou coloniale, crieraient sans doute à la « purification linguistique ». Non, l'avenir de la langue française ne relève ni d'un totalitarisme culturel, ni d'une stérile crispation nationaliste. Qui-conque s'est rendu dans les pays francophones, d'Acadie au Cambodge, sait combien notre langue maternelle y reste appréciée. Peut-être parce qu'elle représente, comme le voulait Senghor, un chemin privilégié vers la civilisation de l'universel.

La francophonie nous aide à secouer notre scepticisme. Peut-être finira-t-on par comprendre qu'elle n'est pas une danseuse que nous entretenons par vanité, si le sommet francophone contribue à nous permettre d'échapper à l'encercllement. Peut-être que l'aide à nos anciennes colonies et l'intérêt de notre agriculture apparaîtront alors non seulement comme compatibles, mais comme s'épaulant l'un l'autre face à la croissante hégémonie américaine.

186.

Octobre 18/93  
Abidjan, Côte  
D'Ivoire

ENV. PAR:RK

:19-10-93 ; 12:37 A ; DOMCAN ABIDJAN CI-

613 995 0667:# 4

4/4

**MAURICE**

**SOMMET DE LA FRANCOPHONIE**

## Accord sur le principe "d'exception culturelle"

Le ministre français des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, a annoncé hier que les 47 pays et communautés réunis à l'île Maurice pour le sommet de la Francophonie ont décidé de soutenir le principe "d'exception culturelle" dans les négociations commerciales du GATT.

La France a demandé à ses partenaires de la soutenir pour faire échec à la saisie américaine sur les moyens culturels et audio-visuels.

A propos de Mali, qui fait l'objet d'un projet de résolution, M. Juppé a indiqué qu'une participation de la France au Blocus qui devrait entrer en vigueur

hier soir était "à l'étude".

M. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, a précisé à quelques journalistes que les participants au sommet attendaient jusqu'à ce matin l'entrée en vigueur du blocus pour finaliser le texte qui sera "musclé".

La voie du 18-10-93

187

S.C.C

Kon  
mid  
Ma  
con  
gou  
com

dre  
qui,  
ans  
çals  
Eta  
que  
cail  
gai

fran  
que  
ava  
la  
dis  
tal

Sè  
l'at  
re  
co  
Fra  
trid  
Et  
ter  
fai

Bamako, Mali  
18 octobre, 1993

## Francophonie

# LE VENT DE LA REMISE EN ORDRE ÉCONOMIQUE

Le président Alpha Oumar Konaré a quitté hier dans l'après-midi Bamako pour Port-Louis à l'île Maurice où s'ouvre demain la 5ème conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

Une rencontre à ne pas confondre avec le sommet franco-africain qui, depuis 1973 rassemble tous les ans, autour du chef de l'Etat français, les dirigeants de la plupart des Etats francophones d'Afrique, auxquels se sont joints des pays africains de langues anglaise et portugaise.

C'est au cours du sommet franco-africain de la Baule (en 1990) que le président François Mitterrand avait établi un rapport entre l'aide et la démocratisation en Afrique. Un discours qui n'avait pas plu à certains dictateurs aujourd'hui déchus.

Mais aujourd'hui, à la veille du 5ème sommet de la francophonie, l'atmosphère est tout à fait différente. Dans une ambiance de cohabitation droite-gauche en France et de démocratie presque triomphante dans la plupart des Etats africains, le ton a changé. Le temps de la prime à la démocratie a fait place à celui de l'ajustement

structurel. Plus question du côté de la France d'aider les pays qui ne s'imposent pas un PAS concocté avec l'assistance du FMI.

C'est que la crise économique sévit autant chez les riches que les pauvres. Déjà au sommet francophone de Chaillot en 1991, le président Mitterrand avait fait remarquer que la France et le Canada, locomotives de la francophonie, ne pouvaient à eux seuls suppléer les carences de l'aide internationale au développement. Un aveu d'impuissance qui avait mis à mal bien des espoirs fondés sur la fameuse prime à la démocratisation.

Chaillot (Paris 91) n'avait pas enregistré de décisions spectaculaires à l'instar des remises de dettes annoncées à Québec 87 puis à Dakar 89. La rencontre a cependant permis de consolider les structures de la francophonie et d'affiner ses méthodes en matière de programmation. Ce resserrement au niveau des institutions s'est accompagné d'un élargissement des champs d'intérêt étendus à l'environnement par l'adoption du plan de Tunis tracé en avril 1991, au sort des enfants, à la communication avec l'élargissement de TV5 à l'Afrique et la création de

la fondation Ecrans du Sud.

Le sommet avait explicité ses préoccupations politiques par la réaffirmation de sa foi dans les valeurs démocratiques, le libre exercice des libertés fondamentales, l'avènement de l'Etat de droit.

Plus de 30 chefs d'Etat et de gouvernement et 47 délégations étaient présents à Chaillot. Le chef de l'Etat de la Transition, Amadou Toumani Touré était du nombre, venu plaider le dossier de la jeune démocratie malienne. Il avait rappelé la tragédie de mars 91 et l'immense espoir d'un peuple décidé à bâtir un Etat de droit basé sur une société de démocratie et sur le pluralisme intégral. Le pays sortait de deux décennies de dictature qui avaient mis à genou son économie.

Le président Alpha Oumar Konaré qui a pris la relève, se rend au sommet de Port-Louis dans une ambiance de remise en ordre de l'économie à travers des mesures de redressements récemment adoptés. Même si ce sommet n'est pas le lieu idéal pour poser des questions renvoyées à des instances monétaires internationales, les préoccupations maliennes de l'heure (éducation de base, communication etc.) ne seront pas déplacées à Port Louis car la Francophonie illustre la volonté de prendre en compte les besoins de tous les membres de la famille francophone dans une espèce d'internationale de la solidarité.

K.B. DIAKITE

Bamako, Mali  
18 octobre, 1993

**Programme Economique de l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique), le sommet de la Francophonie s'est ouvert Samedi dernier à Port-Louis (Ile Maurice). Le Président s'y est rendu Jeudi dernier dans le Boeing 737 spécial de M. Mahamane Ousmane du Niger.**

**Ce cinquième sommet qui réunit 47 chefs d'Etat et de gouvernement des pays en commun la langue Française. Le sommet de la Francophonie est différent du sommet Franco-Africain qui se réunit tous les ans. C'est au cours d'un de ces sommets Franco-Africains en 1990 à la Baule que François MITTERAND a lancé la fameuse démocratisation en Afrique qui sera liée à l'aide. Ce qui provoqua le courroux de certains chefs d'Etat dont Moussa TRAORE.**

Ce sommet de l'Ile Maurice est l'occasion pour l'ACCT de défendre sa première programmation économique. Bien qu'encore à l'état de brouillon, la programmation économique de l'ACCT devait s'attaquer à cinq domaines de taille : l'Agriculture, l'Environnement, les ressources Humaines, le développement technologique ainsi que les politiques de développement de l'économie.

Bien sûr, l'agriculture en Afrique Sud-Saharienne, plus de 100 millions de personnes ne consomment chaque jour que 20% de la ration de calorie recommandée. En Octobre, les mesures proposées viseront donc à subvenir aux besoins d'une population sans cesse grandissante, et souvent victime d'insécurité alimentaire. Rappelons que l'Agriculture, source importante de création d'emplois, constitue un des

pilliers économiques de l'espace Francophone.

L'A.C.C.T prévoit également d'adopter des mesures qui préservent les systèmes écologiques ruraux et urbains. La programmation devait suggérer des modèles de développement pour éviter la dégradation des sols, le déboisement effréné et la pollution des eaux. Dans le domaine des ressources humaines, l'A.C.C.T désire investir dans les talents des populations francophones en voie de développement : accroissement du nombre de séances de formation économique, éducation, investissements dans les compétences pertinentes de tous genres. Ces mesures fondent l'espoir d'une dynamique de développement durable.

La place de choix accordée au progrès Scientifique et Technologique se voudrait

aussi garante d'une meilleure utilisation des matières premières, de l'Energie et des ressources en général. En agriculture par exemple, la programmation devait mettre l'accent sur le besoin de diversifier le matériel agricole en Afrique et de mieux maîtriser la diffusion de l'eau.

En élevage, le domaine des pêches demande aussi d'être modernisé. En réponse à la crise que traversent les pays du Sud, le sommet concentrera enfin ses efforts à l'étude de la gestion macro-économique. Les questions de dettes, du rôle de l'Etat dans le domaine économique, de cadre juridique et d'intégration économique régionale s'ajouteront probablement à l'ordre du jour.

La programmation visera aussi à promouvoir la création et le partenariat d'entreprises de toutes tailles, ainsi que

l'épargne.  
La coopération Sud-Sud :

Ces cinq grands thèmes de développement ainsi proposés soulignent l'importance capitale de la promotion d'une plus grande Coopération Sud-Sud. Selon la présidente du conseil permanent de la Francophonie et Ambassadeur de Maurice à Paris, le Sud a un rôle à jouer dans l'analyse et la résolution de grands problèmes internationaux, notamment en matière d'énergie, sans toute fois remettre en cause le partenariat entre les entreprises du Nord et du Sud, toujours essentiel à la bonne santé économique francophone.

A travers cette programmation 1993, l'A.C.C.T semble donc bien engagée dans la poursuite de ses objectifs, demeurés inébranlables depuis bientôt 25 ans : promouvoir et affirmer l'échange au sein de la francophonie.

Maintenant les grands discours ne suffisent plus ! Il faut le concret et faisons le concret.

**TOURE Guidado Boubacar**  
Ecrivain/ U.E.M/ Bamako



189.

Le Sahel  
Niamey, Niger  
18 octobre, 1993

AMB CANADA NMY/NIGER No FAX: 227-73-50-41

26 OCT 93 14:48 No.003 P.02

# LE SAHEL

# NOUVEL

ILE MAURICE :

## Ouverture du 5<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie

Le Président François Mitterrand a axé son discours sur la démocratie, le développement et la culture. Selon Mitterrand, la démocratie est en progrès dans les pays francophones. Il a, à ce propos, félicité l'Afrique pour le progrès enregistré depuis trois ans dans le voie de la démocratie. Le bilan est impressionnant, reconnaît-il, bien qu'inachevé dans certains cas et fragile partout. D'où cet avertissement du Président français - Nous devons faire attention à ce que le printemps politique de l'Afrique ne dure qu'une saison. La démocratie n'est pas une renne, il faut donc en consolider les acquis pour éviter de brusque retour en arrière qui risque de tout remettre en cause. La France, le Président Mitterrand en a donné l'assurance va aider les pays africains. Mais si la démocratie progresse, il n'en est pas de même pour le développement. Ainsi, à ce propos, le Président Mitterrand en a donné une autre assurance : la France continuera de privilégier l'Afrique notamment francophone dans sa politique d'aide tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

En ce qui concerne la culture, le Président Mitterrand a fait de grandes propositions. La défense de l'identité culturelle dans un espace d'échanges organisés et celle grandeur d'une entente francophone. En clair, la célébration de la langue fran-

pas de procéder à une sorte de "nationalisme culturel", le pluralisme de cultiver doit prévaloir (...) c'est en définitive une coexistence et non une domination... Le Président Mahamane Ousmane a aussi prononcé une allocution au moment où commencent les travaux à proprement parler. Une allocution qui porte sur les problèmes politiques de l'heure. Le Président Ousmane a d'abord exprimé au gouvernement et au peuple mauricien sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à la délégation nigérienne et pour la qualité exceptionnelle de l'organisation de ce Sommet. Il a ensuite salué l'unité, la diversité et l'esprit de tolérance qui caractérisent le peuple mauricien et qui symbolisent avec éclat les valeurs autour desquelles la communauté francophone se retrouve. Il a en outre salué le Premier ministre mauricien pour son élection unanime à la présidence des travaux de ce 5<sup>e</sup> Sommet et le Président Mitterrand pour les nombreuses actions qu'il a entreprises depuis le Sommet de Chailot.

Le présent Sommet, a dit le Président Ousmane se tient à un moment où le monde connaît de profondes mutations dues à l'effondrement du Mur de Berlin, de la disparition du Bloc antagoniste et de l'événement de la démocratie pluraliste à l'échelle mondiale. La situation internationale actuelle est

incertaine. Incertains parce que nous assistons plus que jamais à la résurgence de nationalismes souvent accompagnés de conflits internes violents, à la montée de l'intolérance, des intégrismes religieux et à l'alarçonnement continu du

passé qui sépare les riches et les pauvres. Riche de promesses car le processus démocratique qui avance un peu partout dans le monde est source d'espoir parce qu'il libère les énergies créatives des peuples. A la faveur de ces mutations,

un ordre international nouveau est entraîné se mettre progressivement en place, a solé le Président Ousmane. Cet ordre international porte les espérances d'un monde plus faible et plus juste. C'est pourquoi, il a salué les efforts déployés par les Nations-Unies en coopération avec les organisations régionales pour trouver des règlements négociés aux problèmes qui déchirent les régions reculées du globe et qui semblent être jusqu'à présent sans solution...

Moussa Himani  
(Voix du Sahel)

ud de des pi- lus rd. cil nic e à jer on na- ère re- riat det à la ap- im- m- s la ifs, uis uret ic la dis- au- au- rei. ar ko

93/10/18 11:20:00 Copyright 1993 Canadian Press

-----  
SOMMET FRANCOPHONE-BGT  
Décisions finales (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - La Francophonie a effectué un virage carrément politique.

Les 46 pays et gouvernements présents au cinquième Sommet qui s'est terminé hier dans la république de Maurice ont en effet adopté 21 résolutions dont plusieurs portent sur des sujets brûlants d'actualité.

L'appui au retour du président Aristide au pouvoir en Haiti, l'exclusion de l'industrie culturelle des accords internationaux du GATT, le renforcement de l'usage du français dans les organismes internationaux, la condamnation des violations des droits de la personne, voilà autant de sujets qui ont reçu l'appui des participants.

«Ces messages émis par le Sommet au reste du monde expriment la volonté de la Francophonie de marquer sa présence dans le concert des nations», a déclaré à l'issue des travaux l'hôte du Sommet, le premier ministre de la république de Maurice, Anerood Jugnauth.

La situation politique en Haiti a particulièrement soulevé la colère des pays francophones. «Cette mainmise de groupes minoritaires violents qui interviennent pour empêcher la mise en place d'institutions démocratiques en Haiti est insupportable», a déclaré le président de la République française, François Mitterrand, notant qu'on avait reconnu unanimement «la légitimité du président Jean Bertrand Aristide».

La France a d'ailleurs décidé de se joindre aux sanctions prises par les Nations unies contre l'île: une frégate française s'est jointe aux trois navires canadiens qui assurent déjà le blocus de Haiti avec d'autres pays.

On a aussi condamné les atteintes aux droits de la personne mais sans nommer les pays francophones fautifs à cet égard, comme l'aurait souhaité le Canada qui ne s'est pas gêné pour identifier carrément le Zaïre.

Le président français François Mitterrand a cependant indiqué que le dictateur zaïrois, Mobutu Sese Seko, avait accepté un programme selon lequel des élections libres et démocratiques se dérouleraient au Zaïre d'ici 15 mois, sous le contrôle d'observateurs étrangers.

La langue française

Par ailleurs, le statut international de la langue française inquiète plusieurs pays.

Une résolution adoptée réclame que le «statut du français soit pleinement respecté aux Nations unies» où cette langue constitue l'une des deux langues de travail et des cinq langues officielles.

On rappelle aussi que le français est la langue officielle des Jeux olympiques qui ont été créés en France le 24 juin 1894 par un français, le baron Pierre de Coubertin.

Le Sommet «réaffirme l'obligation pour les pays membres du Comité olympique international de respecter la langue officielle», c'est-à-dire le français.

Plusieurs délégués ont déploré au cours du Sommet que la langue anglaise ait été utilisée par le président du comité olympique Juan Samaranch pour annoncer le site des prochains Jeux olympiques.

C'est aussi à l'unanimité que les pays francophones ont réclamé que les industries culturelles soient exclues des accords commerciaux sur les tarifs et le commerce (le GATT).

L'exemple du Canada, qui a réussi à obtenir une telle clause dans le cadre de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Mexique, a été abondamment cité à ce sujet.

Enfin, les pays francophones ont convenu que le prochain Sommet, le sixième, aura lieu au Bénin, après s'être réjoui du caractère démocratique que le nouveau président de ce pays, Nicéphore Sôglô, a su y instaurer.

On a aussi changé le nom du regroupement francophone: on parlera désormais des pays «ayant le français en partage» plutôt que des pays ayant «l'usage du français en commun».

QGND31-r1

11:23ET 18-10-93  
-----



93/10/18 11:18:00 Copyright 1993 Canadian Press

-----  
 SOMMET FRANCOPHONE  
 Canada-floué (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - La France a gagné une première manche contre le Canada dans la partie de bras de fer que se sont livrés les deux pays au cours du Sommet francophone qui s'est terminé hier dans la république de Maurice, dans l'océan Indien.

Le représentant canadien, l'ambassadeur Benoit Bouchard, a même prévenu que le Canada ne laissera pas réduire le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), comme le souhaite la France.

Beaucoup de pays veulent que L'ACCT devienne un simple «opérateur» des affaires francophones, c'est-à-dire un simple secrétariat, mais pour le Canada «elle ne le deviendra pas», a averti M. Bouchard en conférence de presse.

Le conflit a eu pour effet que le budget de l'Agence et celui des autres organismes reliés à la Francophonie n'ont pas, tel que prévu, été adoptés lors du Sommet.

On a plutôt convenu de créer un comité de réflexion composé de onze personnes, un «Comité de sages», qui fera rapport au Conseil permanent de la francophonie (CPF) en décembre prochain à Bamako, au Mali.

Une déclaration il y a trois jours du ministre français de la Culture, Jacques Toubon, au quotidien français Le Monde, a levé le voile sur le conflit qui oppose les deux pays les plus riches de la Francophonie, soit la France et le Canada.

M. Toubon accusait l'Agence d'avoir mal joué son rôle et blâmait l'actuel directeur de l'organisme, le québécois Jean-Louis Roy, d'être responsable de la situation.

En conséquence, les budgets des différents programmes gérés par l'Agence n'ont pas encore été approuvés par le Sommet, tout comme ceux des programmes des universités francophones qui sont regroupées dans l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française (AUPELF).

Dans un langage très diplomatique, l'ambassadeur Bouchard a voulu amoindrir l'importance du conflit: «Cela ne signifie pas un désaccord profond, mais un besoin d'approfondissement du dossier», a-t-il dit.

Mais l'ACCT a parfaitement rempli son rôle dans les relations multilatérales entre pays francophones et il n'est pas question de réduire ce rôle, selon la position défendue par le Canada.

Par contre, le premier ministre de Maurice, Anerood Jugnauth, a affirmé que c'est le Conseil permanent de la francophonie qui coordonnera les activités francophones, enlevant ainsi le rôle de coordination qui était réservé jusqu'à maintenant à l'ACCT.

Le Québec

Pour sa part, la délégation québécoise, dirigée par la vice-première ministre Lise Bacon, a mis de l'avant deux dossiers importants.

En collaboration avec le bras international du mouvement Desjardins, le gouvernement du Québec a débloqué un million de dollars pour venir en aide aux caisses coopératives de crédit des pays de l'Afrique francophone.

La somme servira à faire bénéficier les caisses de crédit africaines de la technologie québécoise et à former des spécialistes.

De plus, le Québec met à la disposition des pays africains qui le voudront les experts québécois en matière d'organisation électorale et les services du Directeur des élections, Pierre-F. Côté.

Déjà, le Congo a accepté l'offre québécoise à ce sujet.

QGND32-r1

11:22ET 18-10-93

93/10/18 11:18:00 Copyright 1993 Canadian Press

-----  
 SOMMET FRANCOPHONE  
 Canada-floué (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - La France a gagné une première manche contre le Canada dans la partie de bras de fer que se sont livrés les deux pays au cours du Sommet francophone qui s'est terminé hier dans la république de Maurice, dans l'océan Indien.

Le représentant canadien, l'ambassadeur Benoit Bouchard, a même prévenu que le Canada ne laissera pas réduire le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), comme le souhaite la France.

Beaucoup de pays veulent que L'ACCT devienne un simple «opérateur» des affaires francophones, c'est-à-dire un simple secrétariat, mais pour le Canada «elle ne le deviendra pas», a averti M. Bouchard en conférence de presse.

Le conflit a eu pour effet que le budget de l'Agence et celui des autres organismes reliés à la Francophonie n'ont pas, tel que prévu, été adoptés lors du Sommet.

On a plutôt convenu de créer un comité de réflexion composé de onze personnes, un «Comité de sages», qui fera rapport au Conseil permanent de la francophonie (CPF) en décembre prochain à Bamako, au Mali.

Une déclaration il y a trois jours du ministre français de la Culture, Jacques Toubon, au quotidien français Le Monde, a levé le voile sur le conflit qui oppose les deux pays les plus riches de la Francophonie, soit la France et le Canada.

M. Toubon accusait l'Agence d'avoir mal joué son rôle et blâmait l'actuel directeur de l'organisme, le québécois Jean-Louis Roy, d'être responsable de la situation.

En conséquence, les budgets des différents programmes gérés par l'Agence n'ont pas encore été approuvés par le Sommet, tout comme ceux des programmes des universités francophones qui sont regroupées dans l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française (AUPELF).

Dans un langage très diplomatique, l'ambassadeur Bouchard a voulu amoindrir l'importance du conflit: «Cela ne signifie pas un désaccord profond, mais un besoin d'approfondissement du dossier», a-t-il dit.

Mais l'ACCT a parfaitement rempli son rôle dans les relations multilatérales entre pays francophones et il n'est pas question de réduire ce rôle, selon la position défendue par le Canada.

Par contre, le premier ministre de Maurice, Anerood Jugnauth, a affirmé que c'est le Conseil permanent de la francophonie qui coordonnera les activités francophones, enlevant ainsi le rôle de coordination qui était réservé jusqu'à maintenant à l'ACCT.

Le Québec

Pour sa part, la délégation québécoise, dirigée par la vice-première ministre Lise Bacon, a mis de l'avant deux dossiers importants.

En collaboration avec le bras international du mouvement Desjardins, le gouvernement du Québec a débloqué un million de dollars pour venir en aide aux caisses coopératives de crédit des pays de l'Afrique francophone.

La somme servira à faire bénéficier les caisses de crédit africaines de la technologie québécoise et à former des spécialistes.

De plus, le Québec met à la disposition des pays africains qui le voudront les experts québécois en matière d'organisation électorale et les services du Directeur des élections, Pierre-F. Côté.

Déjà, le Congo a accepté l'offre québécoise à ce sujet.

QGND32-r1

11:22ET 18-10-93  
 -----

93/10/18 11:20:00 Copyright 1993 Canadian Press

-----  
SOMMET FRANCOPHONE-BGT  
Décisions finales (BGT)

par Norman DELISLE

GRAND'BAIE, Maurice (PC) - La Francophonie a effectué un virage carrément politique.

Les 46 pays et gouvernements présents au cinquième Sommet qui s'est terminé hier dans la république de Maurice ont en effet adopté 21 résolutions dont plusieurs portent sur des sujets brûlants d'actualité.

L'appui au retour du président Aristide au pouvoir en Haiti, l'exclusion de l'industrie culturelle des accords internationaux du GATT, le renforcement de l'usage du français dans les organismes internationaux, la condamnation des violations des droits de la personne, voilà autant de sujets qui ont reçu l'appui des participants.

«Ces messages émis par le Sommet au reste du monde expriment la volonté de la Francophonie de marquer sa présence dans le concert des nations», a déclaré à l'issue des travaux l'hôte du Sommet, le premier ministre de la république de Maurice, Anerood Jugnauth.

La situation politique en Haiti a particulièrement soulevé la colère des pays francophones. «Cette mainmise de groupes minoritaires violents qui interviennent pour empêcher la mise en place d'institutions démocratiques en Haiti est insupportable», a déclaré le président de la République française, François Mitterrand, notant qu'on avait reconnu unanimement «la légitimité du président Jean Bertrand Aristide».

La France a d'ailleurs décidé de se joindre aux sanctions prises par les Nations unies contre l'île: une frégate française s'est jointe aux trois navires canadiens qui assurent déjà le blocus de Haiti avec d'autres pays.

On a aussi condamné les atteintes aux droits de la personne mais sans nommer les pays francophones fautifs à cet égard, comme l'aurait souhaité le Canada qui ne s'est pas gêné pour identifier carrément le Zaïre.

Le président français François Mitterrand a cependant indiqué que le dictateur zairois, Mobutu Sese Seko, avait accepté un programme selon lequel des élections libres et démocratiques se dérouleraient au Zaïre d'ici 15 mois, sous le contrôle d'observateurs étrangers.

La langue française

Par ailleurs, le statut international de la langue française inquiète plusieurs pays.

Une résolution adoptée réclame que le «statut du français soit pleinement respecté aux Nations unies» où cette langue constitue l'une des deux langues de travail et des cinq langues officielles.

On rappelle aussi que le français est la langue officielle des Jeux olympiques qui ont été créés en France le 24 juin 1894 par un français, le baron Pierre de Coubertin.

Le Sommet «réaffirme l'obligation pour les pays membres du Comité olympique international de respecter la langue officielle», c'est-à-dire le français.

Plusieurs délégués ont déploré au cours du Sommet que la langue anglaise ait été utilisée par le président du comité olympique Juan Samaranch pour annoncer le site des prochains Jeux olympiques.

C'est aussi à l'unanimité que les pays francophones ont réclamé que les industries culturelles soient exclues des accords commerciaux sur les tarifs et le commerce (le GATT).

L'exemple du Canada, qui a réussi à obtenir une telle clause dans le cadre de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Mexique, a été abondamment cité à ce sujet.

Enfin, les pays francophones ont convenu que le prochain Sommet, le sixième, aura lieu au Bénin, après s'être réjoui du caractère démocratique que le nouveau président de ce pays, Nicéphore Soglo, a su y instaurer.

On a aussi changé le nom du regroupement francophone: on parlera désormais des pays «ayant le français en partage» plutôt que des pays ayant «l'usage du français en commun».

QGND31-r1

11:23ET 18-10-93  
-----

93/10/18 05:44:00 Copyright 1993 Agence France Presse

-----

Le prochain sommet de la francophonie au Bénin en 1995

PORT-LOUIS, 18 oct (AFP) - Le prochain sommet de la francophonie aura lieu au Bénin en 1995, a annoncé lundi à Port-Louis (Ile Maurice) le Premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth en clôturant au cours d'une conférence de presse finale le 5ème sommet francophone.

Deux autres pays africains étaient en lice au départ, le Burkina Faso et le Cameroun, pour organiser le prochain sommet.

mj/bs/PT T

AFP

180951 GMT OCT 93

-----

Service level: o

Priority code: r -- <Rush> Major spot news

Category code: i -- <International News>

Keyword slug: Francophonie-sommet

GLGL

00062 AMW/AFP-CY39-----

r i.. Francophonie-Vanuatu 10-19 0405

L'archipel de Vanuatu décidé à se battre pour la francophonie

PORT VILA, 19 oct (AFP) - Le Premier ministre de l'archipel de Vanuatu Maxime Carlot s'est fait l'avocat de la francophonie dans le Pacifique lors du 5e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement francophones qui s'est achevé lundi à l'île Maurice, rapporte le gouvernement vanuatuan dans un communiqué.

"La République de Vanuatu se trouve dans une position politiquement et stratégiquement importante pour la francophonie dans la région du Pacifique", a déclaré le chef du gouvernement de l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, indépendant en 1980.

Selon M. Carlot, qui s'exprimait au cours du cinquième sommet de la Francophonie qui s'est tenu à l'île Maurice du 14 au 18 octobre, Vanuatu est fier d'être l'unique voix officielle et le seul membre à part entière de la famille francophone dans le Pacifique". "Vanuatu est le seul porte-parole de la francophonie et le +trait d'union+ entre les espaces francophone et anglo-saxon", a ajouté le Premier ministre de l'archipel.

Le chef de l'exécutif vanuatuan a par ailleurs précisé que l'introduction d'une filière francophone dans les programmes de l'Université du Pacifique Sud, établissement régional anglophone basé à Suva (îles Fidji), qu'une plus grande coopération entre l'UPS et la nouvelle Université Française du Pacifique (UFP), basée à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), ainsi que l'introduction et l'usage du français dans les plus hautes instances politiques régionales, démontrent la volonté du gouvernement de Vanuatu et son engagement en faveur de la francophonie.

Selon M. Carlot (arrivé au pouvoir en décembre 1991 à Vanuatu après 11 années du régime anglophone du pasteur anglican Walter Lini), la promotion de la francophonie entreprise par Vanuatu dans la région Pacifique "ne peut avoir de succès à long terme qu'avec la pleine reconnaissance, la coopération et le soutien de la famille internationale francophone".

Vanuatu, ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, est situé à quelque 500 km du territoire français de Nouvelle-Calédonie. Cet Etat insulaire, dont la constitution reconnaît à la fois l'anglais, le français et le pidgin Bichelamar, comporte quelque 80 îles et une population d'environ 150.000 habitants, dont 60% environ parlent l'anglais et 40% le français.

pad/br/jm

BRU.GVA.AMW AFP 190701 GMT OCT 93

Téléjournal  
Lundi le 13 octobre 1993  
Présenté à 22H00  
18 sujets en tout  
8 sujets internationaux

1. 2.20. Gilles Morin à Québec (domestique). Robert Bourassa qualifie de très risqué un vote massif pour le Bloc.
4. 0.50. Le lieutenant-colonel Carol Mathieu des Forces armées canadiennes a été accusé de négligence dans l'exercice de ses fonctions alors qu'il était commandant des Casques bleus canadiens en Somalie. Il était responsable des soldats qui sont accusés d'avoir tué un civil somalien en mars. Il est accusé d'avoir donné des ordres incompatibles avec les règles canadiennes s'appliquant à l'opération en Somalie. Il doit être destitué de ses fonctions ou écoper d'une peine maximum de 2 ans. C'était aujourd'hui le début du procès en cour martiale d'un des soldats impliqués dans la mort du Somalien. Irwin Brown est accusé de meurtre au second degré. Son avocat tente de faire transférer le procès en cour civile estimant que le processus militaire est entaché et que des accusations aussi graves méritent d'être entendues par des juges et des jurés.
5. 0.32. L'embargo international contre Haïti entre en vigueur à minuit. Pour être sûr de faire plier le régime militaire, le président américain Bill Clinton a gelé les avoirs et les visas des principaux dirigeants de la junte. 6 navires américains qui patrouillent au large d'Haïti ont reçu l'ordre de se rapprocher des côtes de manière à être bien en vue. Des milliers de personnes terrorisées par la violence ont fui la capitale vers la province.
6. 2.16. Michel Morin à Maurice. Le président français François Mitterrand a annoncé l'envoi par la France d'une frégate au large d'Haïti. Cette décision a été prise au sommet de la francophonie, qui vient donc d'effectuer un virage plus politique que d'habitude. Les 49 états se sont engagés à appliquer avec rigueur les sanctions de l'ONU contre les militaires haïtiens, en plus de renouveler leur appui au président Jean-Bertrand Aristide. Par ailleurs, le général Mobutu du Zaïre, l'autre mouton noir de la francophonie, aurait donné l'assurance de tenir des élections d'ici 15 mois. Selon M. Mitterrand, cela implique des élections libres, donc pluralistes, de même que la liberté de la presse et un contrôle international. La vice-première ministre du Québec, Lise Bacon, a annoncé que Québec serait disposé à offrir son expertise pour la tenue de telles élections. Malgré les déclarations de principes du sommet, on n'a pas parlé d'une plus grande emphase sur l'aide multilatérale où les décisions se prennent en concertation sans qu'aucun pays ne domine l'autre. L'opérateur par excellence de la francophonie, l'ACCT (?) a été l'objet d'une partie de bras de fer entre le Canada et la France, qui mousse maintenant l'aide bilatérale. Le Canada préférerait une approche plus collective mais n'a pas gagné la partie. Le prochain sommet se tiendra au Bénin dans 2 ans, un pays d'Afrique, bon élève de la démocratie et de la francophonie, qui aide à oublier le Zaïre et Haïti.
7. 0.15. Le Québec a reçu son premier enfant blessé de guerre de Bosnie. Agé de 9 ans, le garçon sera traité à l'hôpital de Montréal pour enfants pour une grave blessure à la main droite.
8. 0.23. Un jury de Los Angeles a acquitté 2 Noirs de la plupart des accusations qui pesaient contre eux pour avoir agressé un camionneur blanc lors des émeutes du printemps 92.
9. 0.21. Au Kashmir, un poil de la barbe de Mahomet a relancé le conflit qui oppose depuis 50 ans l'Inde et le Pakistan sur l'appartenance de cet état musulman. Des fondamentalistes musulmans occupent 3 jours le sanctuaire le plus sacré du Kashmir qui abrite la relique. Hindous et Musulmans s'accusent de vouloir se l'approprier.
17. 0.15. La navette Columbia a été lancée dans l'espace avec à son bord 7 astronautes et 48 rats. Leur mission est d'étudier comment l'organisme est affecté par une apesanteur prolongée en vue d'un futur voyage vers la planète Mars.
18. 2.18. Jacques Bissonnet. L'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher publie aujourd'hui ses mémoires. Elle écorche plusieurs de ses anciens collègues politiques, dont le premier ministre Major; elle n'épargne pas non plus Pierre Trudeau et Brian Mulroney. Ce livre provoque déjà une vive controverse en Grande-Bretagne, d'abord parce que Mme Thatcher conserve toujours une très grande influence politique, et aussi parce qu'elle attaque directement certains dirigeants conservateurs actuellement au pouvoir.

Fin de sommaire

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTÉE

60, RUE OULEN • LOCAL 600 • OTTAWA K1P 5Y7 • (513)236-4695 • FAX (513)236-3370

PROGRAM:  
EMISSION: LE RADIO JOURNAL

DATE: LE 18 OCTOBRE 1993  
DATE:

NETWORK/STATION: SRC / CBOF  
RESEAU/STATION:

TIME: 12 H 00  
HEURE:

VERS UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE CANADA

SRC: Le Canada a dépensé, l'an dernier, 600 millions de dollars pour venir en aide aux pays de la francophonie. Mais la coopération internationale pourrait prendre bientôt un nouveau visage. Le Canada veut mettre l'accent sur un nouveau type de partenariat où les milieux d'affaires seraient appelé à jouer un rôle de premier plan.

Le reportage d'Aline Gobeil.

ALINE GOBEIL: En coopération avec l'ACDI, des universitaires québécois viennent de conclure, avec deux universités françaises, un gros contrat de recherche pour la mise en place éventuelle d'un nouveau type de partenariat dans le grand réseau des pays francophones. Du Vietnam au Sénégal, sans oublier le Liban. On appliquerait, à la coopération internationale, l'idée des grappes industrielles développées au Québec par le ministre Gérard Tremblay. Il s'agit d'identifier des réseaux de compétences, au Québec et au Canada, et de les mettre en communication avec, par exemple, des réseaux africains.

Pour diriger cette recherche, on a fait appel au directeur du programme de MBA à l'université Laval, Yvon Gasse.

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

YVON GASSE: L'objectif de tout ça, c'est d'étudier le fonctionnement d'alliance stratégique entre des petites entreprises du nord et du sud, de façon à ce que ces entreprises-là puissent mieux composer avec le marché mondial.

GOBEIL: Ce serait, par exemple, une entreprise de chocolat au Canada, qui s'engagerait dans une co-entreprise avec un producteur africain de cacao. Dans les documents internes de l'ACDI, on parle de canaliser la moitié de l'aide canadienne au développement pour le financement de ces programmes de partenariat qui pourraient s'appliquer aussi à l'Amérique latine et à l'Europe de l'est.

Ici Aline Gobeil à Montréal.

\*\*\*\*\*

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.



M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTÉE

60, RUE QUELH • LOCAL 600 • OTTAWA K1P 5Y7 • (613)236-3695 • fax (613)236-3270

PROGRAM:  
EMISSION: LE RADIO JOURNAL

DATE: LE 18 OCTOBRE 1993  
DATE:

NETWORK/STATION: SRC / CBGF  
RESEAU/STATION:

TIME: 12 H 00  
HEURE:

LE CANADA PERD UNE MANCHE

SRC: Le cinquième sommet de la francophonie a pris fin, à l'île Maurice, où les chefs d'état et de gouvernement se sont donné rendez-vous dans deux ans au Bénin. Le Canada a pour sa part perdu une manche dans sa rivalité avec la France sur le partage des pouvoirs entre l'instance politique, le haut conseil de la francophonie et l'instance administrative, l'agence de coopération culturelle et technique.

Guy Lamarche raconte que le sommet a décidé de remettre à plus tard un débat de fond sur le rôle de l'ACCT.

GUY LAMARCHE: C'est à mots couverts et très diplomatiques que les porte-parole canadiens ont laissé entendre que c'est bien malgré lui que le Canada a accepté, à Maurice, qu'on remette à plus tard l'adoption du programme de deux ans présenté par l'agence de coopération culturelle et technique, l'ACCT, qui est dirigée par le Québécois Jean-Louis Roy. Le Canada va continuer à faire valoir l'importance de reconnaître le rôle primordial de l'ACCT a dit l'ambassadeur du Canada à Paris, monsieur Benoît Bouchard.

Sous l'impulsion de la France qui veut accentuer le pouvoir de la conférence permanente francophone, l'ACCT pourrait devenir

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

un opérateur comme les autres, tels l'association des universités francophones et TV5. Pour sauver du temps, le Canada a proposé la création d'un comité consultatif de onze pays, dont il fait partie, pour réfléchir sur le nouveau partage des pouvoirs au sein de la francophonie. Cette question doit être réglée dans deux ans, au prochain sommet qui aura lieu au Bénin.

Ce que souhaite le Canada, c'est que l'ACCT demeure un moteur essentiel en ce qui touche ce qu'on appelle ici la coopération multilatérale. C'est-à-dire que les pays riches contribuent des sommes sans attache, et ce sont les membres de l'ACCT, d'une majorité africaine, qui décident de leur utilisation.

Ici Guy Lamarche au sommet francophone de Maurice.

\*\*\*\*\*

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTÉE

40, RUE QUEEN • LOCAL 800 • OTTAWA K1P 5T7 • (613) 236-4495 • F.A.K. (613) 236-3370

PROGRAM: EMISSION:	ONTARIO TRENTE	DATE: DATE:	LE 18 OCTOBRE 1993
NETWORK/STATION: RESEAU/STATION:	SRC / CBOF	TIME: HEURE:	13 H 08

LA FRANCOPHONIE ET LES FRANCOPHONES HORS-QUEBEC

SRC: Le cinquième sommet de la francophonie vient de se terminer, à l'île Maurice, un sommet, vous l'avez probablement entendu aux informations, au cours duquel on a parlé d'Haïti, d'orientation de la grande francophonie. Du mandat, entre autres, de l'agence de coopération culturelle et technique. Il y a d'ailleurs eu une certaine bagarre entre le Québec et la France à ce niveau-là. On a parlé du GATT, donc de très grands sujets, et à l'occasion de sommets comme ceux-là, on se demande toujours, parce qu'ils y sont toujours, quelle place occupent les Francophones hors-Québec.

Je me suis entretenu avec Claire Lanteigne qui est la présidente de la fédération des communautés francophones et acadiennes et du Canada. Elle est toujours à l'île Maurice. Je lui demandé d'abord de nous parler justement de la place des Francophones hors-Québec à ce sommet.

CLAIRE LANTEIGNE: Je pense que le plus intéressant c'est de faire réaliser, en tout cas de prendre conscience à ces pays-là, qu'au Canada, la francophonie c'est pas seulement le Québec. Ils connaissent le Québec, ils connaissent aussi très bien le Nouveau-Brunswick, parce que ces deux provinces-là ont chacun des délégations qui

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

participent au sommet. Mais, parler des Francophones d'ailleurs, parler des universités... de l'université francophone de la Nouvelle-Écosse, des collèges francophones au Manitoba, en Ontario, c'était une découverte pour la plupart de ces pays-là.

SRC: Maintenant, comment ça peut se traduire concrètement. Qu'est-ce que vous pouvez faire dans le cadre d'un sommet comme celui-là?

LANTEIGNE: Ce qu'on peut faire, au niveau de notre participation comme telle ici, c'est de se faire connaître. De dire aux gens qui ont est, ce qu'on a de disponible, et de quelle façon on peut répondre à certains de leurs besoins. Et puis, entre autres, au niveau de l'éducation, par exemple, c'est quelque chose qui intéresse énormément la majorité des pays que j'ai rencontrés. A l'heure actuelle certains de ces pays-là ont des ententes avec le Québec pour avoir des étudiants dans les universités, et aussi avec le Nouveau-Brunswick. Mais là, le Québec coupe le nombre d'étudiants qu'ils vont accepter, et considérant comment l'éducation est importante pour ces pays-là, où ce n'est même pas accessible à tous les enfants, ils pourront se tourner vers ailleurs.

Parce que je leur ai parlé des collèges qu'on avait, des autres universités où ils pourraient éventuellement faire des contacts. Et quand je les ai rencontrés, le développement coopératif est vraiment quelque chose sur lequel ils ont mordu. Tout de suite, c'est quelque chose qu'ils veulent vraiment approfondir, avoir beaucoup plus d'aide et d'expertise à ce niveau-là.

SRC: Est-ce que la francophonie hors-Québec pourrait

éventuellement, vous pensez, avoir un siège, une délégation propre, un peu comme l'Acadie en a une, comme le Québec en a une?

LANTEIGNE: Bien, ce qui nous est offert à l'heure actuelle, c'est d'être capable, à travers le comité, un comité de l'ACCT, d'occuper un poste. Puis là, on devra consulter les autres associations. Il faut que ce soit une association nationale qui peut occuper un siège au sein d'un des comités de l'ACCT, et puis une lettre nous a été envoyée à savoir si on était intéressé.

Vous savez qu'au cours de cette fin de semaine-ci, on a pu prendre plus d'informations de la part des représentants de l'ACCT et du Canada. Qu'est-ce qu'on avait à faire pour remplir ce poste-là, et je pense que ça va être un premier pas à regarder, à partir d'aujourd'hui. On devrait au moins être capable d'occuper ce poste-là pour commencer, et puis voir ensuite si le reste de la francophone, si le reste, parce que j'apporterais ça à une réunion de notre conseil national des présidents et présidentes au mois de novembre.

SRC: Parlez-moi un peu de l'Ontario au sommet. Le ministre Pouliot était sur place?

LANTEIGNE: Oui, monsieur Pouliot était sur place, et je peux vous dire qu'à l'heure actuelle, il est après rencontrer le président du Togo. Lui aussi en a profité pour faire des contacts, pour faire connaître ce que l'Ontario avait comme possibilité, ce que l'Ontario était intéressé à développer aussi comme différents projets, dont ils ont déjà, je pense, des contacts avec certains pays. Et puis, ce soir, je sais que je l'ai vu partir plus tôt. Il doit rencontrer le

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

président du Togo.

47 47

SRC: Une dernière question, madame Lanteigne. Evidemment, la francophonie, c'est beaucoup l'Afrique francophone donc il y a beaucoup des demandeurs et des gens qui sont là pour venir aide. Qui cherchent des marchés finalement. On pense aux pays comme le Canada, la France, les pays plus riches. Les Francophones hors-Québec, vous avez une position un peu particulière, parce que vous êtes membres d'un pays riche, mais comme francophones, vous êtes un peu défavorisées. Est-ce que vous vous voyez comme demandeur ou comme aidant dans ces sommets-là?

LANTEIGNE: Bien, c'est, je me posais la question même avec des rencontres qu'on a eu au préalable au Canada, avant de venir au sommet où on a rencontré différents pays pour faire déjà des débuts de contacts pour des réunions ici, avec leurs délégations. Quand on expose notre situation, qui on est, ce qu'on a, et que l'intervenant de l'autre pays te dit lui, ce qu'il a, ce que ses besoins sont, tu te sens un peu gêné d'être demandeur, okay, face à ces pays-là. Mais, comme l'éducation, je veux dire qu'on sait les problèmes qu'on a au Canada. Les provinces n'ont pas encore, les Francophones des différentes provinces n'ont pas encore tous leurs droits de respectés, d'acquis, et on critique souvent le gouvernement fédéral de ne pas assumer le leadership nécessaire pour faire en sorte que ces provinces-là donnent, entre autres, la gestion scolaire aux provinces.

Mais quand on discute autour d'une table avec certains pays où on nous dit "bien oui, on peut comprendre cette situation-là, mais chez nous l'école n'est même pas disponible, n'est même pas disponible à tous nos enfants, parce qu'il n'y en a pas assez". C'est

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

qu'à ce moment-là, tu le retrouves dans une situation où tu dis c'est sûr qu'on ne peut pas demander, on peut... ils ont tellement besoin d'aide, je pense qu'ils sont beaucoup plus habitués que nous à demander à d'autres pays que nous on l'a fait, parce que je pense que les Francophones, on dépense toute notre énergie, nous autres, à vouloir demander ce qu'on a besoin, nos acquis auprès de nos propres gouvernements, de notre gouvernement canadien. Tandis qu'eux, c'est quand tu les rencontres que c'est eux autres, un premier ministre d'une province ou d'un pays qui exprime cette demande-là, c'est sûr que tu deviens plutôt la personne qui peut aider que le demandeur.

Moi, je me sentais, je peux dire, après bien des rencontres avec certains pays, je me sentais riche.

SRC: Bien on va s'arrêter là-dessus, madame Lanteigne, je vous remercie beaucoup de cette entrevue. Bon retour.

LANTEIGNE: Merci beaucoup.

SRC: Claire Lanteigne est présidente de la fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada.

\*\*\*\*\*

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

M.T.T. [MEDIA TAPES AND TRANSCRIPTS] LTÉE

60, RUE QUEEN • LOCAL 600 • OTTAWA K1P 5Y7 • (613)236-4695 • FAX (613)236-3370

PROGRAM: EMISSION:	LE TELEJOURNAL	DATE: DATE:	LE 18 OCTOBRE 1993
NETWORK/STATION: RESEAU/STATION:	SRC/CBOFT	TIME: HEURE:	22 H 00

LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

SRC: La France participera également au blocus naval. Le président Mitterrand a annoncé l'envoi d'une frégate au large d'Haïti. Une décision prise au Sommet de la francophonie qui vient donc d'effectuer un virage plus politique que d'habitude. Les 49 Etats se sont engagé à appliquer avec rigueur les sanctions des Nations unies contre les militaires haïtiens. Michel Morin nous livre les conclusions du Sommet.

REPORTER: La Francophonie n'a pas eu de peine à se mettre d'accord sur la mauvaise foi des dirigeants haïtiens et les 47 pays à commencer par la France ont renouvelé leur appui au président d'Haïti, le père Jean Bertrand Aristide.

FRANCOIS MITTERRAND: La France a des devoirs particuliers à l'égard d'Haïti et ne sera jamais absente de ce qui sera décidé pour rendre la liberté à ce peuple.

REPORTER: Par ailleurs, le général Mobutu du Zaïre, l'autre mouton noir de la Francophonie aurait donné l'assurance de tenir des élections d'ici quinze mois.

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.



MITTERRAND: Des élections libres bien entendu par définition pluraliste; la liberté de la presse et puisque les circonstances sont devenues suspectes, un contrôle international.

REPORTER: Québec serait disposé à offrir son expertise pour la tenue de telles élections.

LISE BACON: ..que si le Zaïre sent le besoin de venir au Québec chercher cette expertise nous serons prêts à aider.

REPORTER: Mais cette avancée politique sur la question des droits de l'homme au Zaïre n'a pas été accompagnée malgré les déclarations de principe du Sommet, par une plus grande emphase sur l'aide multilatérale où les décisions se prennent en concertation sans qu'aucun pays ne domine l'autre. Et c'est ainsi que l'opérateur par excellence de la Francophonie, l'ACCT a été l'objet au cours de ce Sommet d'une véritable partie de bras de fer entre le Canada et la France qui mousse maintenant l'aide bilatérale. Le Canada préférerait une approche plus collective mais n'a pas gagné la partie.

BENOIT BOUCHARD: L'ACCT pourrait devenir, un opérateur comme les autres. Mais pour le Canada, l'ACCT ne deviendra pas un opérateur comme les autres.

REPORTER: Le prochain sommet se tiendra au Bénin dans deux ans. Un pays d'Afrique, bon élève de la démocratie de la Francophonie qui aide à oublier le Zaïre et à Haïti.

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

Ici Michel Morin à Maurice.

\*\*\*\*

FOR INTERNAL USE ONLY / POUR USAGE INTERNE SEULEMENT.

**LE LENDEMAIN  
DE LA CLOTURE  
DU  
Vieme SOMMET**

**Mardi le 19 octobre 1993**

**REVUE DE PRESSE**

Sommet de la francophonie

## La France a gagné son bras (A-2) de fer contre le Canada

Grand-Baie, Maurice (d'après PC) — La France a gagné une première manche contre le Canada dans la partie de bras de fer que se sont livrée les deux pays au cours du Sommet francophone qui s'est terminé hier dans la république de Maurice, dans l'océan Indien.

Le représentant canadien, l'ambassadeur Benoît Bouchard a même prévenu que le Canada ne laissera pas réduire le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), comme le souhaite la France.

« Beaucoup de pays veulent que l'ACCT devienne un simple «opérateur» des affaires francophones, c'est-à-dire un simple secrétariat, mais pour le Canada «elle ne le deviendra pas», a averti M. Bouchard en conférence de presse.

Le conflit a eu pour effet que le budget de l'Agence et celui des autres organismes reliés à la Francophonie n'ont pas, tel que prévu, été adoptés lors du Sommet.

On a plutôt convenu de créer un comité de réflexion composé de onze personnes, un «Comité de sages», qui fera rapport au Conseil permanent de la francophonie (CPF) en décembre prochain à Bamako, au Mali.

Une déclaration il y a trois jours du ministre français de la Culture, Jacques Toubon, au quotidien français *Le Monde*, a levé le voile sur le conflit qui oppose les deux pays les plus riches de la Francophonie, soit la France et le Canada.

M. Toubon accusait l'Agence d'avoir mal joué son rôle et blâmait l'actuel directeur de l'organisme, le Québécois Jean-Louis Roy, d'être responsable de la situation.

En conséquence, les budgets des différents programmes gérés par l'Agence n'ont pas encore été approuvés par le Sommet, tout comme ceux des programmes des universités francophones qui sont regroupées dans l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française (AUF-ELF). Dans un langage très diplomatique, l'ambassadeur Bouchard a voulu amoindrir l'importance du conflit: «Cela ne signifie pas un désaccord profond, mais un besoin d'approfondissement du dossier», a-t-il dit.

Mais l'ACCT a parfaitement rempli son rôle dans les relations multilatérales entre pays francophones et il n'est pas question de réduire ce rôle, selon la position défendue par le Canada. Par contre, le premier ministre de Maurice, Anerood Jugnauth, a affirmé que c'est le Conseil permanent de la francophonie qui coordonnera les activités francophones, enlevant ainsi le rôle de coordination qui était réservé jusqu'à mainte-

nant à l'ACCT. Pour sa part, la délégation québécoise, dirigée par la vice-première ministre Lise Bacon, a mis de l'avant deux dossiers importants. En collaboration avec le bras international du mouvement Desjardins, le gouvernement du Québec a débloqué un million de dollars pour venir en aide aux caisses coopératives de crédit des pays de l'Afrique francophone.

La somme servira à faire bénéficier les caisses de crédit africaines de la technologie québécoise et à former des spécialistes. De plus, le Québec met à la disposition des pays africains qui le voudront les experts québécois en matière d'organisation électorale et les services du directeur des élections, Pierre-F. Côté. Sur un autre plan, La Francophonie a effectué un virage carrément politique avec ce dernier sommet.

Les 46 pays et gouvernements présents au cinquième Sommet qui s'est terminé hier dans la république de Maurice ont en effet adopté 21 résolutions dont plusieurs portent sur des sujets brûlants d'actualité.

L'appui au retour du président Aristide au pouvoir en Haïti, l'exclusion de l'industrie culturelle des accords internationaux du GATT, le renforcement de l'usage du français dans les organismes internationaux, la condamnation des violations des droits de la personne, voilà autant de sujets qui ont reçu l'appui des participants. «Ces messages émis par le Sommet au reste du monde expriment la volonté de la Francophonie de marquer sa présence dans le concert des nations», a déclaré à l'issue des travaux l'hôte du Sommet, le premier ministre de la république de Maurice, Anerood Jugnauth.

La situation politique en Haïti a particulièrement soulevé la colère des pays francophones. «Cette mainmise de groupes minoritaires violents qui interviennent pour empêcher la mise en place d'institutions démocratiques en Haïti est insupportable», a déclaré le président de la République française, François Mitterrand, notant qu'on avait reconnu unanimement «la légitimité du président Jean Bertrand Aristide». On a aussi condamné les atteintes aux droits de la personne mais sans nommer les pays francophones fautifs à cet égard, comme l'aurait souhaité le Canada qui ne s'est pas gêné pour identifier carrément le Zaïre.

Le président français François Mitterrand a cependant indiqué que le dictateur zaïrois, Mobutu Sese Seko, avait accepté un programme selon lequel des élections libres et démocratiques se dérouleraient au Zaïre d'ici 15 mois, sous le contrôle d'observateurs étrangers.

**Sommet francophone**

19

# LA FRANCE DAME LE PION AU CANADA

**GRAND'BAIE, Maurice (PC) — La France a gagné une première manche contre le Canada dans la partie de bras de fer que se sont livrés les deux pays au cours du sommet francophone, qui s'est terminé hier dans la république de Maurice, dans l'océan Indien.**

*Norman Delisle*

Le représentant canadien, l'ambassadeur Benoît Bouchard, a même prévenu que le Canada ne laissera pas réduire le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), comme le souhaite la France.

Beaucoup de pays veulent que l'ACCT devienne un simple «opérateur» des affaires francophones, c'est-à-dire un simple secrétariat, mais pour le Canada «elle ne le deviendra pas», a averti M. Bouchard en conférence de presse.

Le conflit a eu pour effet que le budget de l'Agence et celui des autres organismes reliés à la francophonie n'ont pas, tel que prévu, été adoptés lors du sommet.

On a plutôt convenu de créer un comité de réflexion composé de onze personnes, un «Comité de sages», qui fera rapport au Conseil permanent de la francophonie (CPF) en décembre prochain à Bamako, au Mali.

Une déclaration il y a trois jours du ministre français de la Culture, Jacques Toubon, au quotidien français *Le Monde*, a levé le voile sur le conflit qui oppose les deux pays les plus riches de la francophonie, soit la France et le Canada.

M. Toubon accusait l'agence d'avoir mal joué son rôle et blâmait l'actuel directeur de l'organisme, le québécois Jean-Louis Roy, d'être responsable de la situation.

En conséquence, les budgets des différents programmes gérés par l'agence n'ont pas encore été approuvés par le Sommet

francophone, tout comme ceux des programmes des universités francophones qui sont regroupées dans l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française (AUPELF).

Dans un langage très diplomatique, l'ambassadeur Bouchard a voulu amoindrir l'importance du conflit: «Cela ne signifie pas un désaccord profond, ais un besoin d'approfondissement du dossier», a-t-il dit.

Mais l'ACCT a parfaitement rempli son rôle dans les relations multilatérales entre pays francophones et il n'est pas question de réduire ce rôle, selon la position défendue par le Canada.

Par contre, le premier ministre de Maurice, Anerood Jugnauth, a affirmé que c'est le Conseil permanent de la francophonie qui coordonnera les activités francophones, enlevant ainsi le rôle de coordination qui était réservé jusqu'à maintenant à l'ACCT.

## Le Québec

Pour sa part, la délégation québécoise, dirigée par la vice-première ministre Lise Bacon, a mis de l'avant deux dossiers importants.

En collaboration avec le bras international du Mouvement Desjardins, le gouvernement du Québec a débloqué un million de dollars pour venir en aide aux caisses coopératives de crédit des pays de l'Afrique francophone.

La somme servira à faire bénéficier les caisses de crédit africaines de la technologie québécoise et à former des spécialistes.

De plus, le Québec met à la disposition des pays africains qui le voudront les experts québécois en matière d'organisation électorale et les services du Directeur des élections, Pierre-F. Côté.

Déjà, le Congo a accepté l'offre québécoise à ce sujet.

## Francophonie: Paris remporte la première manche de son bras de fer avec le Canada

Presse Canadienne  
GRAND-BAIL, Maurice



■ La France a gagné une première manche contre le Canada dans la partie de bras de fer que se sont livrés les deux pays au cours du Sommet francophone qui s'est terminé hier dans la république de Maurice, dans l'océan Indien.

Le représentant canadien, l'ambassadeur Benoit Bouchard, a même prévenu que le Canada ne laissera pas réduire le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), comme le souhaite la France.

Beaucoup de pays veulent que l'ACCT devienne un simple «opérateur» des affaires francopho-

nes, c'est-à-dire un simple secrétariat, mais pour le Canada «elle ne le deviendra pas», a averti M. Bouchard en conférence de presse.

Le conflit a eu pour effet que le budget de l'Agence et celui des autres organismes reliés à la Francophonie n'ont pas, tel que prévu, été adoptés lors du Sommet.

On a plutôt convenu de créer un comité de réflexion composé de onze personnes, un «Comité de sages», qui fera rapport au Conseil permanent de la francophonie (CPF) en décembre prochain à Bamako, au Mali.

Une déclaration il y a trois jours du ministre français de la Culture, Jacques Toubon, au quotidien français *Le Monde*, a levé le voile sur le conflit qui oppose les deux pays les plus riches de la Francophonie, soit la France et le Canada.

M. Toubon accusait l'Agence d'avoir mal joué son rôle et blâmait l'actuel directeur de l'organisme, le québécois Jean-Louis Roy, d'être responsable de la situation.

En conséquence, les budgets des différents programmes gérés par l'Agence n'ont pas encore été approuvés par le Sommet, tout comme ceux des programmes des universités francophones qui sont regroupées dans l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française (AUPELF).

Dans un langage très diplomatique, l'ambassadeur Bouchard a voulu amoindrir l'importance du

conflit: «Cela ne signifie pas un désaccord profond, mais un besoin d'approfondissement du dossier», a-t-il dit.

Mais l'ACCT a parfaitement rempli son rôle dans les relations multilatérales entre pays francophones et il n'est pas question de réduire ce rôle, selon la position défendue par le Canada.

Par contre, le premier ministre de Maurice, Anerood Jugnauth, a affirmé que c'est le Conseil permanent de la francophonie qui coordonnera les activités francophones, enlevant ainsi le rôle de coordination qui était réservé jusqu'à maintenant à l'ACCT.

### Le Québec

Pour sa part, la délégation québécoise, dirigée par le vice-premier ministre Lise Bacon, a mis de l'avant deux dossiers importants.

En collaboration avec le bras international du mouvement Desjardins, le gouvernement du Québec a débloqué un million de dollars pour venir en aide aux caisses coopératives de crédit des pays de l'Afrique francophone.

La somme servira à faire bénéficier les caisses de crédit africaines de la technologie québécoise et à former des spécialistes.

De plus, le Québec met à la disposition des pays africains qui le voudront les experts québécois en matière d'organisation électorale et les services du Directeur des élections, Pierre-F. Côté.

Déjà, le Congo a accepté l'offre québécoise à ce sujet.

## Les francophones entendent se faire plus présents sur la scène mondiale

Agence France-Presse

PORT-LOUIS



Reunis pendant trois jours à l'île Maurice, 47 pays et communautés « ayant en commun l'usage du français » ont décidé de donner un nouveau souffle à la francophonie face au monde anglo-saxon mené par les États-Unis, à travers une coopération plus étroite et une participation plus grande dans les affaires du monde.

A quelques jours de l'ouverture du sommet du Commonwealth, auquel certains participants comme le Canada, Maurice ou les Seychelles, seront également présents, les francophones ont ainsi manifesté leur présence en prenant position sur le GATT, l'aide au développement et la défense du français dans les organisations internationales.

La présence à ce 5ème sommet du secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, lui-même francophone, aux côtés du président français François Mitterrand et de plusieurs chefs d'État africains mais aussi roumain ou bulgare, a illustré ce souci de « vouloir se retrouver pour mieux agir ensemble », selon un diplomate.

Sur le plan concret, les francophones ont décidé « d'occuper le terrain » entre les sommets bien-naux — le prochain devant se tenir au Bénin en 1995 — en renforçant le rôle du Conseil permanent de la francophonie (CFP).

Le Premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth, chantre de la francophonie dans son pays et parti dès la fin du sommet pour Chypre, où se tiendra la conférence du Commonwealth, l'a bien souligné, en précisant que le CFP allait être « le porte-parole politique » du mouvement francophone.

Cette prééminence du politique sur le rôle technique de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACTT) dirigée par le Canadien Jean-Louis Roy a provoqué quelques grincements de dents entre la délégation du Canada et de la France. Mais les différends ont été par la suite aplanis, quand il a fallu se mobiliser pour obtenir l'adhésion unanime à la demande « d'exception culturelle » au sein du GATT chère à la France dans sa querelle avec les Américains.

Le Canada l'avait obtenue dans l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique (NAFTA) et la France en a fait l'un de ses principaux objectifs au sommet de Maurice, placé sous le signe du couple indissoluble, selon les participants, de la démocratie et du développement.

Le ton a été ferme pour condamner les violences à Haïti et appeler tous les États à appliquer « strictement » les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais aucun pays francophone n'a été monté du doigt pour manquement au respect des droits de l'homme. Le Zaïre, que Belges et Canadiens auraient voulu isoler ou désigner, a tiré son épingle du jeu.

À l'instigation de nombreux dirigeants africains, selon des sources informées, le président Mitterrand s'est entretenu avec le maréchal Mobutu Sese Seko, qui était accompagné pour cette rencontre de ses pairs du Congo, du Rwanda et du Burundi, pour lui demander l'organisation d'élections libres sous supervision internationale.

« Nous voulons évoluer dans un espace tolérant et affirmer clairement notre pluralisme linguistique et culturel », a déclaré le premier ministre mauricien à la clôture du sommet qui, à partir de 1995, sera celui des pays et communautés « ayant le français en partage ».

Par ailleurs, le prochain sommet de la francophonie aura lieu au Bénin en 1995, a annoncé lundi à Port-Louis (île Maurice) le premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth en clôturant au cours d'une conférence de presse finale le 5ème sommet francophone.

Deux autres pays africains étaient en lice au départ, le Burkina Faso et le Cameroun, pour organiser le prochain sommet.



## Une francophonie politique d'abord

**L**a francophonie devient de plus en plus politique et le refus du Québec de participer à ce jeu au sommet de la fin de semaine à l'île Maurice, lui coûte progressivement son influence dans une organisation internationale en croissance constante.

Le sommet des 47 pays « ayant le français en partage », pour utiliser la nouvelle définition d'un ensemble francophone qui permet d'inclure des nations aussi diverses que la Bulgarie (admise) ou l'Arménie (candidate), a effectivement amorcé la transmission des pouvoirs de l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique) à un Conseil permanent de la francophonie.

Bien sûr, les participants ont respecté les formes diplomatiques. Un comité de sages réfléchira patiemment sur la question pendant que l'agence dirigée par le Canadien Jean-Louis Roy se retrouve sans budget. Le président garde cependant son poste, une fonction aux responsabilités décroissantes.

Le contexte politique ne permettait pas au Québec de monter une défense active dans le dossier. De toute manière, il avait tort de refuser cette politique expansionniste.

La politique du gouvernement Bourassa étant de provincialiser, voire de gommer la question nationale, tandis que le gouvernement de Kim Campbell vogue vers la porte de sortie, la France a donc orienté la rencontre à sa guise.

La francophonie doit dépasser le stade des échanges commerciaux, techniques ou académiques, pour se tailler une place de premier choix sur l'échiquier international. Dans un monde en décomposition depuis la chute du bloc soviétique, les pays cherchent à construire de nouveaux groupes d'intérêts.

La résolution sur l'exception culturelle dans le cadre des négociations du GATT témoigne de l'étendue nouvelle des mandats que se donne la francophonie. Les interventions sur Haïti, les pressions mêmes timides sur le dictateur zairois Mobutu, s'inscrivent dans cette poussée politique.

Un interlocuteur francophone valable naît sous nos yeux, mais malheureusement hors de la zone d'influence québécoise. Une réflexion s'impose en haut lieu!

RAYMOND GIROUX



2/32

## LE MONDE - 19 OCTOBRE 1993

### *« Maintenir une forte production francophone »*

Voici le texte de la résolution adoptée au sommet de la francophonie sur l'exception culturelle et le GATT :

*« Les chefs d'Etat, de gouvernement et de délégation des pays ayant en commun l'usage du français, désireux d'encourager la vitalité de l'expression artistique des cultures nationales et régionales présentes dans chacun de leurs Etats; reconnaissant le rôle de l'Etat, des gouvernements et des collectivités publiques et territoriales dans la promotion, la protection et le rayonnement des industries culturelles nationales et régionales, à l'intérieur de leurs pays respectifs mais aussi au niveau international; soucieux de permettre aux créations de l'espace francophone de circuler largement entre leurs Etats respectifs, comme porteurs des expressions communes et des identités diversifiées; se référant à la clause d'exception culturelle telle qu'elle est reconnue au sein de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA); conviennent d'adopter ensemble, au sein du GATT, la même exception culturelle pour toutes les industries culturelles, cette disposition constituant un moyen efficace pour maintenir une forte production culturelle francophone. »*

Unanimité des pays francophones au sommet de l'île Maurice pour réclamer « l'exception culturelle »

## « Les créations de l'esprit ne peuvent être assimilées à de simples marchandises », réaffirme François Mitterrand

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Avec les discours roboratifs et engagés de M. Boutros-Ghali et de M. Mitterrand en faveur de la francophonie on est enfin sorti du « ronron », des propos convenus, et surtout des petites querelles québéco-canadiennes, canado-françaises ou zaïro-belges auxquelles n'avaient pas échappé les quatre précédents sommets et dont on avait encore respiré ici quelques relents, du moins pour les deux premières.

« A quelque chose GATT est bon ! », a-t-on entendu dire, aussi bien parmi diverses délégations que chez les nombreux militants mauriciens de la francophonie. Les propos tant du président français que du secrétaire général de l'ONU ont procuré l'effet d'une agréable douche fraîche : « On peut cesser de regarder la langue française comme un monument de marbre et désormais l'envisager plutôt comme un fleuve de vie argent ! », a estimé la Mauricienne Sbiriu Aumeeruddy-Cziffra, présidente du Conseil permanent de la francophonie.

Le ministre français de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, avait certes indiqué à l'avance que la France mettrait sur le tapis, à Maurice, « l'exception culturelle », c'est-à-dire la volonté de Paris de faire échapper les productions culturelles aux négociations sur le commerce mondial. Mais peu de participants s'attendaient à voir

François Mitterrand exposer d'entrée de jeu, lui-même - et avec quelle vigoureuse netteté ! -, tous les détails de ce dossier. La résolution adoptée à l'unanimité est extrêmement claire : Paris et la quarantaine d'Etats formant la francophonie n'accepteront pas la proposition visant à inclure les activités culturelles dans le champ du GATT. Le « grain de sable francophone » va donc tenter d'enrayer le processus soutenu par les Etats-Unis et tendant à soumettre au même régime d'échanges commerce de l'esprit et commerce tout court.

« Il serait désastreux, a souligné dans son intervention le chef de l'Etat français, d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique. Ce que les régimes totalitaires, finalement, n'ont pas réussi à faire, les lois de l'argent alliées aux forces des techniques vont-elles y parvenir ? Les créations de l'esprit ne peuvent être assimilées à de simples marchandises, cela a été répété, martelé sur bien des tribunes par les représentants qualifiés du gouvernement français. Ils ont eu raison de le faire. (...) »

M. Mitterrand, non sans une once de condescendance, s'est même offert le luxe d'exprimer sa « peine » devant les déclarations de « l'estimable » président Clinton, hostile à l'exception culturelle. Après tout celle-ci, ainsi que l'a rappelé « Chacha Mitterrand » - « Tonton Mitterrand » dans l'une des langues indiennes de l'île, - était universellement

acceptée depuis 1947 et les Canadiens en ont obtenu le bénéfice lors du récent traité d'échanges nord-américain. « Alors pourquoi la remettre en cause aujourd'hui ? », a demandé François Mitterrand. Ce serait un recul qui entraînerait le démantèlement des systèmes d'aide à la production cinématographique et audiovisuelle existants et dont nous devons encourager l'extension.

S'agissant du volet agricole du Cycle de l'Uruguay, le chef de l'Etat français a rappelé aux francophones que Paris « demande simplement la justice et l'égalité de traitement » car il n'est pas possible « de consentir à un accord mondial comportant des clauses léonines ».

### Une langue de solidarité

Au moins sur le plan culturel, M. Boutros-Ghali, en se livrant à un éloge magistral des vertus de la langue française, est venu conforter l'appel de M. Mitterrand en faveur d'une « entité

francophone » s'exerçant notamment contre l'uniformisation du monde selon un moule unique. Sans citer jamais, évidemment, les Etats-Unis, le secrétaire général de l'ONU n'en a pas moins combattu sans ambiguïté l'idée d'un univers unilingue et monoculturel. Souhaitant que la francophonie « reste une idée subversive », il a engagé les francophones à défendre sans complexe cette « identité » dont lui-même se recommande, ne serait-ce que par « amour » d'une langue française dont « Victor Hugo avait très bien su dire qu'elle s'est donnée tout entière à l'humanité ».

Derrière le lyrisme, il y avait toute la conviction d'un homme parfaitement trilingue (arabe, français, anglais), qui avait défini naguère le français comme « langue non-alignée » et voudrait la voir demain « langue de solidarité ». Solidarité entre les peuples unis dans leur refus d'un univers homogénéisé.

Le Secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie, le Français Stelio Farandjis, un

proche de François Mitterrand, a défini, à Maurice, trois points faibles dans le combat culturel mondial : la crise de l'enseignement en Afrique, l'engouement des chercheurs français pour l'usage de l'anglo-américain, le nombre insuffisant de multinationales culturelles francophones.

La presse en français de Port-Louis (80 % des médias écrits) a, quant à elle, tiré à boulets rouges sur l'américanomanie des Français : « Ecouter France Inter est une souffrance indescriptible pour un francophone » (L'Express, quotidien indépendant). Le magazine Korail a préféré souligner le coup de projecteur que le sommet de Maurice a envoyé sur la moins connue des francophonies, celle de l'Océan indien où quinze millions de locuteurs, soit environ le dixième du total mondial des francophones, sont répartis en six Etats ou entités (Madagascar, Maurice, Seychelles, Comores, Mayotte, la Réunion).

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

LE MONDE - 19 OCTOBRE 1993

19/10/93

12:19

AMB DU CDR 44432999

003

3/32

LE QUOTIDIEN DE PARIS - 19 OCTOBRE 1993

4/32

# Exception culturelle : le front des francophones

Lors du cinquième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du monde francophone réunis à Maurice, la France a obtenu le soutien unanime de ses alliés linguistiques sur la question des produits culturels à l'ordre du jour des négociations du GATT.

de notre envoyé spécial  
Gérard SPITERI

**P**ORT-LOUIS, dimanche. - Boubous, sabis et sashirongs formaient une foule bigarrée lors de l'ouverture du cinquième Sommet de la francophonie dans la République de Maurice. Si l'on excepte l'uniformité des voitures officielles des quarante-sept chefs d'Etat ou de gouvernement qui étincelaient sur des routes toutes neuves, financées par la France, et la noria d'avions semblables sur un aéroport de Plaisance d'ordinaire plus peuplé de pailles en queue que de Boeing, les représentants de ce sommet, ravivaient des nostalgies d'expositions coloniales. Mais ce mot est tabou : le sésame de ce sommet est celui des démocrates censés régir un idéal communautaire et commandé des aides au développement. Une résolution sur ce point vient, du reste, d'être adoptée sans ce sens. Aussi la présence d'un jobutu, doyen coiffé de léopard, suscita chez certains membres de la mille francophone un certain niaise...

Chaque Sommet de la francophonie est l'occasion d'éprouver la hésitation des Etats membres dans le concert des nations et de faire le point sur le chemin parcouru. Si celui de Chaillot, en 1989, fut essentiellement marqué par un appel à la démocratie comme condition d'un nouveau partenariat Nord-Sud à la fin de l'affrontement Est-Ouest, assorti d'une annulation de dette des pays pauvres, la réunion Maurice devait être l'occasion de mettre en œuvre une stratégie face à de nouvelles menaces.

## Le droit des pays à forger leur imaginaire

D'ores et déjà une résolution à laquelle la France attachait le plus grand prix a été adoptée à l'unanimité. La solidarité des Etats francophones est apparue pour « adopter ensemble, au sein du GATT, l'exception pour toutes les industries culturelles, cette disposition constituant un moyen efficace pour maintenir une forte production culturelle francophone ». La veille, le président François Mitterrand s'était lancé dans un vigoureux plaidoyer en faveur d'un « devoir de vigilance quant au mode de création » et du

« droit de chaque pays à forger son imaginaire ».

Dans cet esprit, la France a décidé de refuser la proposition qui vise à inclure les activités culturelles dans le champ d'application du GATT avec les Américains. A ce propos, le président a rappelé que dès les premiers accords culturels de 1947, le principe d'exception des biens culturels a été reconnu. Le péril actuel est clair mais guère nouveau : si l'on cédait à présent aux exigences de cet accord, cela signifierait que l'industrie audiovisuelle nord-américaine s'assurerait à terme une situation de monopole international.

Les Canadiens étaient réputés réticents pour appuyer ce principe de résolution. Leurs raisons s'expliquent. Ils peuvent, en effet, se prévaloir d'une production télévisuelle florissante, et d'envergure internationale. Informé de cette situation, Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie, a très habilement exploité les causes de ce succès au bénéfice de la France et de ses alliés francophones. Il s'agit ni plus ni moins pour notre pays et l'ensemble des francophones, de procéder à un accord semblable à celui qu'a conclu le Canada avec les Etats-Unis dans le

cadre de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) et qui comprend précisément des clauses de protections pour les industries culturelles canadiennes.

Mais le Canada a finalement accepté de rejoindre la France. « Je me réjouis de voir ce fait reconnu à l'occasion d'un sommet conforme à nos souhaits de volonté et de vision dans la relance de la francophonie », nous a confié Jacques Toubon. Mais surtout, nous avons fait triompher une idée d'offensive en confiant la responsabilité décisionnaire du CPF (Conseil permanent de la francophonie) aux pouvoirs politiques. D'autre part, nous avons augmenté de 50 % notre budget de coopération, si bien que nous aurons désormais un droit de regard direct sur les programmes d'organisation comme l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique). Et nous parlerons d'une même voix dans le monde.

Lancée par Jacques Toubon et finalisée par le président, cette unanimité est donc conclue. De surcroît M. Boutros-Boutros Ghali a réaffirmé avec force, et même un certain lyrisme le rôle de la langue française dans le monde. Le secrétaire général des Nations unies a rappelé que le mot de francophonie, conformément à son créateur, Onésime Reclus, correspond à une autre manière de concevoir le monde, c'est-à-dire « penser notre identité, penser le plurilinguisme, et penser l'universalisme ». Il a également assuré que la langue française occuperait une place équitable au sein de l'ONU. Sur ce point, une résolution a été adoptée sur le français aux Jeux Olympiques.

Tout porte à croire que le sommet de Maurice est une étape pour des décisions concrètes, hors des incantations et des lamentos sur le déclin français. On n'est certes pas ici à une rencontre du G7 de la crise économique et mondiale. Mais de plus en plus de voix font écho par le monde à l'idée francophone. On l'a vu ici avec le Cambodge, la Roumanie, la Bulgarie et même Israël. Point essentiel, les effets pervers de la cohabitation ne sont pas apparus : Toubon pour la Francophonie, Juppé pour les Affaires étrangères et Roussin pour la Coopération, étaient sur la même longueur d'onde que François Mitterrand dans l'été des tropiques.

Il reste cependant à la France à donner l'exemple pour la défense de sa culture et de sa langue. Et cela est une autre affaire...

**LE QUOTIDIEN DE PARIS - 19 OCTOBRE 1993****Mitterrand : « Nos cultures ne sont pas à négocier »**

Le président François Mitterrand a réaffirmé samedi à Maurice, à l'ouverture du V<sup>e</sup> Sommet francophone, la fermeté de la France face aux Etats-Unis dans les négociations du GATT ainsi que la détermination de Paris d'exclure le domaine culturel du champ de la discussion.

M. Mitterrand, qui s'adressait à ses 46 partenaires, chefs d'Etat ou de gouvernement de la communauté francophone, a également plaidé pour un renforcement de la démocratie en Afrique comme condition indispensable à son développement économique.

Il a par ailleurs souhaité qu'au-delà de leurs affinités linguistiques et culturelles les pays francophones mettent sur pied une sorte « d'entente francophone » à travers laquelle ils défendraient des positions communes sur la scène internationale.

Abordant la question du GATT, 48 heures après l'échec à Bruxelles de la négociation CEE-Etats-Unis, M. Mitterrand a demandé « la justice et l'égalité de traitement » et souligné qu'« il ne serait pas possible d'aboutir à un accord mondial qui comporterait des clauses léonines, non écrites mais réelles, à savoir que tel ou tel pays garderait le droit de s'abstraire de ses obligations et considérerait ses lois natio-

nales comme supérieures aux lois internationales ».

« Or, c'est le cas. A tout moment, le traité sera révoqué par l'initiative d'un seul (...). Cela est inacceptable. La justice et l'équité doivent l'emporter sur les simples rapports de forces », a-t-il assuré, faisant allusion, sans les nommer, aux Etats-Unis et à leur propre législation.

M. Mitterrand a invité les pays francophones à se montrer solidaires de la France dans ce bras de fer avec Washington en observant : « La France souhaite un accord général (...) mais elle ne veut pas s'engager sur une inégalité de traitement. Elle doit préserver ses intérêts, pas au-delà des vôtres, mais c'est un droit de demander que ses intérêts soient aussi protégés par vous. »

**Vouloir défendre une civilisation**

Le président français s'est ensuite lancé dans un plaidoyer vigoureux en faveur de la défense de l'identité culturelle française et européenne, réclamant une nouvelle fois « l'exception culturelle » dans la négociation du GATT, à savoir la non-prise en compte de ce dossier dans les discussions.

Sur ce point, la volonté française s'est jusqu'ici heurtée aux positions

américaines. « Il serait désastreux, a-t-il dit, d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique. »

« Ce que les régimes totalitaires n'ont finalement pas réussi à faire, les lois de l'argent, alliées aux forces des techniques, vont-elles y parvenir ? », a demandé M. Mitterrand, prévenant que « la France a décidé de ne pas accepter la proposition visant à inclure les activités culturelles dans le champ des négociations du GATT. »

« Le Canada a obtenu la clause d'exception culturelle (...). Pourquoi ce qui est permis ici serait interdit ailleurs. » Rejetant « un quelconque nationalisme culturel », il a dit vouloir « défendre une civilisation » dont sont « comptables » Français et francophones.

« Ce qui est en jeu, et donc en péril, dans la négociation en cours, c'est le droit de chaque pays à forger son imaginaire et à transmettre aux générations futures la représentation de sa propre identité. Une société qui abandonnerait les moyens de se défendre elle-même serait rapidement une société asservie », a ajouté M. Mitterrand.

« Il faut qu'ensemble nous préservions cet héritage et que nous disions partout que nos cultures ne sont pas à négocier », a observé M. Mitterrand après avoir évoqué les productions cinématographiques et audiovisuelles francophones.

## LE QUOTIDIEN DE PARIS - 19 OCTOBRE 1993

### Opinion

# Revitaliser la francophonie

Par Eugène NYAMBAL\*

« La place de la France dans le monde. » Cette préoccupation constitue une permanence du discours politique en France, la francophonie apporte une contribution essentielle à cette volonté de grandeur sans que son impact soit toujours apprécié à sa juste valeur.

Imagine-t-on la France réduite à l'hexagone, privée des 200 millions de personnes qui contribuent à son rayonnement en utilisant quotidiennement ses références, sa culture, sa langue, en soutenant son action diplomatique et en achetant des produits français ?

Du côté africain, l'objet de la francophonie est moins évident : agit-il d'une zone de codéveloppement, d'une zone d'influence ou d'une simple communauté linguistique et culturelle ? Si on réduit la francophonie à son aspect le plus restrictif, la langue française subit au moins une triple menace.

#### In recul du français

En premier, la montée de l'irrigisme dans certains pays en Afrique conduit à une démagogie qui relègue le français au second rang au profit d'autres langues locales comme l'arabe ou l'anglais. C'est le cas en Algérie où le français a été mis en concurrence avec l'anglais.

La concurrence anglo-saxonne constitue la deuxième menace. Les tentatives d'implantation des

Etats-Unis et du Canada en Afrique à travers le soutien à l'enseignement, l'octroi de bourses d'études et le financement de projets en sont les instruments privilégiés. Au Vietnam, pays francophone par excellence, seules les anciennes générations continuent à entretenir les vestiges de la présence française : les jeunes vont de plus en plus à l'école américaine.

#### Quelques idées-forces

Enfin la montée de l'analphabétisme en Afrique menace le français en tant que langue populaire. La transmission des connaissances est affectée à la fois par une formation insuffisante des enseignants et par la déliquescence des infrastructures. Ce qui fait du français une langue de plus en plus réservée à une élite très restreinte : le taux réel de francophonie dans les pays d'Afrique noire ayant adopté le français comme langue officielle est inférieur à 5 % de la population totale.

Ce rétrécissement de la base francophone constitue un grave danger pour le rayonnement de la France. Car il risque à terme d'affaiblir sa position dans le monde, avec des conséquences à trois niveaux : une perte d'influence politique, une diminution des parts de marché liées à l'émergence dans des pays autrefois francophones d'une élite formée à l'école anglo-saxonne, et le recul de son rayonnement culturel.

Deux choix s'opposent : une francophonie limitée à la création de quelques institutions allibis à Paris, ou la promotion d'une véritable francophonie sur le terrain. La rupture avec les politiques précédentes consiste d'abord à redéfinir une stratégie de promotion de la francophonie. Elle exige des choix géo-politiques clairs. Elle doit privilégier le développement de la francophonie par la base. Cette action pourrait s'articuler autour de quelques idées-forces :

● d'abord, la création et le développement d'écoles normales d'instituteurs dans quelques pays pilotes contribuerait avec plus de succès à la promotion du français dès l'école primaire. Ce que trente ans de coopération coûteuse dans l'enseignement secondaire et supérieur n'ont pu réaliser pourrait ainsi être obtenu en dix années d'efforts dans cette nouvelle direction ;

● ensuite, le lancement d'un grand concours du meilleur écrivain, poète, artiste est susceptible de donner un nouvel élan à la francophonie en Afrique. Pour être couronnée de succès, cette initiative doit bénéficier de l'appui des membres d'un jury composé de personnalités connues de la francophonie, en l'occurrence de l'Académie française et de journalistes de renom. Elle doit aussi garantir que les meilleures œuvres seront couronnées, diffusées et que leurs auteurs connaîtront une renommée dépassant les frontières de leur pays. La promotion d'un véritable partenariat audiovisuel

entre la France et l'Afrique pourrait constituer un vecteur essentiel dans cette nouvelle direction ;

● enfin, une francophonie prenant en compte les bouleversements socio-économiques actuels : notamment au sud, privilégiant l'avenir à l'immobilisme, pourrait être un espace de réconciliation des cultures. Tempérant les convulsions ultra-libérales du monde anglo-saxon, sa vocation première serait de contribuer à l'émergence d'une voix médiane au sud. Traversée elle-même par une montée de la xénophobie et des intégrismes, la francophonie pourrait favoriser le rapprochement des peuples de langue française à travers l'organisation d'une journée des cultures francophones ou des jumelages entre villes et pays autour d'un thème commun, afin de provoquer, par la suite, des échanges mutuellement profitables et de promouvoir dans ces collectivités l'usage de la langue française. Cette action pourrait s'orienter vers un soutien aux meilleurs élèves en Afrique ou vers la promotion d'un partenariat entre des créateurs africains et leurs homologues français.

D'une manière générale, le changement pourrait s'exprimer ainsi : abandonner le grandiose peu connu du public en faveur de petites actions à fort impact et à grand retentissement. Puissent les prochains sommets de la francophonie s'inspirer de cette philosophie de l'action !

\*Ingénieur-conseil  
membre du Club 89.

fraternité - Matin  
Octobre 19 / 93  
Abidjan, Côte D'Ivoire

ENV. PAR:RK

119-10-93 ; 12:35 A ; DOMCAN ABIDJAN CI-

613 995 0667;# 2

FRATERNITÉ-MATIN/MARDI 19 OCTOBRE 1983/PAGE 24

## FIN DU 5<sup>ème</sup> SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

### À PORT-LOUIS (Île Maurice)

# Primauté de la politique



**L**e 5<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du Français a pris fin hier à Port-Louis.

À compter de ce jour, l'appellation de cette rencontre change. L'expression: «Pays ayant en commun l'usage du Français» est désormais remplacée par «Pays ayant le Français en partage». Cette modification sémantique a été proposée à la séance de clôture par François Mitterrand aux Chefs d'État et de gouvernement qui l'ont immédiatement adoptée.

Le Bénin a été choisi pour abriter le 6<sup>e</sup> Sommet dans deux ans. Il a fallu passer au vote pour départager les trois candidats: Bénin, Burkina-Faso, et Cameroun. Nicephore Soglo avait, semble-t-il, le soutien de la France, du Canada, de la Belgique, de la Suisse.

Beaucoup d'autres pays ont préféré le Bénin en raison de l'antériorité de sa candidature par rapport à celle de ses «adversaires».

Trois nouveaux membres ont été admis dans la famille francophone: Cambodge, Roumanie et Bulgarie.

Le Sommet de Maurice a clairement établi la primauté du politique. Et a donné mandat au Conseil Permanent de la Francophonie d'être le porte-parole politique entre deux sommets, conformément aux résolutions de Chalfot. Victoire donc de M<sup>me</sup> Cziifra, présidente du CPF qui se bat depuis un an pour obtenir l'engagement des Chefs

d'État à l'appuyer dans le duel souterrain qui l'oppose à Jean-Louis Roy (ACCT).

En plus donc de cette mission politique, le CPF a vu sa tutelle renforcée sur l'ACCT, l'AUFELF/UREF, TV5 et l'Université d'Alexandrie.

Notre pays, la Côte d'Ivoire, a été choisie pour occuper un siège au sein du Conseil Permanent de la Francophonie qui comprend 15 membres. Ce conseil deviendra une espèce de gouvernement de la francophonie.

Le Sommet a par ailleurs mis en place un comité de réflexion qui devra proposer de nouvelles règles de fonctionnement du CPF en vue d'une réorientation plus adaptée de sa mission. C'est donc au CPF qu'il appartiendra de faire entendre les vues et les positions de la francophonie dans les instances internationales.

Les participants au sommet de Maurice ont adopté au total 21 résolutions dont plusieurs portent sur les sujets les plus préoccupants de l'heure: la pauvreté, la guerre, l'environnement, le trafic des stupéfiants, le droit des enfants et le statut de la femme.

Le soutien au père Aristide d'Haïti a été fortement réaffirmé.

La résolution sur l'exception culturelle au GATT, introduite par la France, le Canada, la Belgique, et le Sénégal a été unanimement adoptée. Et Mitterrand qui y tenait n'a pu cacher sa satisfaction d'autant que cette résolution soutenue par 47 pays a des chances de faire reculer les Américains.

Le sommet de Maurice a enregistré de nombreux engagements financiers

en faveur de l'éducation, de la recherche, de la communication et de la culture.

TV5 Afrique est officiellement lancée à Maurice et son extension à toute l'Afrique francophone pourrait être poursuivie en 1984. Un projet TV5-Asie va être élaboré pour qu'à terme, la chaîne francophone couvre les cinq continents.

Enfin, un texte intitulé «la Déclaration de Maurice» a été adopté: il réaffirme les grands principes de l'État de droit; soutient les processus démocratiques en cours; rappelle la nécessité d'une solidarité accrue; et invite les pays à accroître leur action de coopération conformément aux engagements pris à Maurice.

M. Essy Amara, chef de la délégation ivoirienne a fait, devant le sommet, une déclaration sur le thème: «Développement culturel et communication». Evoquant la question de l'exception culturelle au GATT, M. Amara Essy a affirmé que pour nous, Africains, «le concept d'exception culturelle dépasse le simple cadre des relations commerciales. C'est une question de vie ou de mort». Aussi, a-t-il plaidé pour une diffusion des cultures francophones du Sud dans les médias des pays francophones du Nord. M. Essy a qualifié d'injuste insupportable les barrières opposées aux productions culturelles des pays économiquement faibles. Autrement dit si la Côte d'Ivoire soutient l'exception culturelle au GATT, elle entend rappeler que ses productions culturelles doivent pouvoir aussi bénéficier de cette exception vis-à-vis des pays qui ont demandé son appui auprès des Américains.

traternite - 01/9111  
Octobre 19/93  
Abidjan, Côte D'Ivoire

ENV. PAR:RK

:19-10-93 ; 12:36 A ; DOMCAN ABIDJAN CI-

613 995 0667:# 3

3/4

Fraternité Ratni 19-10-93

### ● ZAÏRE-FRANCE:

A une question sur la reconnaissance du gouvernement Birundwa, François Mitterrand a répondu: «Ni Birundwa, ni Taisakedi. La France suit les pourparlers en cours à Kinshasa et apportera son soutien au Premier ministre qui sortira des négociations actuelles.

Il a affirmé s'être entretenu avec Mobutu à Port-Louis pour lui demander de faire en sorte que les élections prévues dans 15 mois aient lieu dans la transparence et sous contrôle international. Mobutu aurait accepté, assure Mitterrand, lors de la conférence de presse donnée après la clôture du sommet.

### ● PAS D'ARMÉE EN ÎLE MAURICE

L'île Maurice, on le sait n'a pas d'armée. Son Premier ministre, Sir Anerood Jugnauth a déclaré dans une interview à TV5 que son pays ne voit toujours pas la nécessité d'avoir une armée. Parce que dit-il: «Nous sommes les amis de tout le monde. Nous n'avons pas d'ennemi et personne ne compte envahir l'île Maurice». Ce qu'il ne dit pas, c'est que l'île compte sur l'armée de l'Inde au cas où...

60% de la population mauricienne est d'origine indienne. Lors d'un débat sur la non-prolifération nucléaire, le délégué mauricien a exactement défendu les vues de l'Inde sur la question. Il a refusé, malgré l'insistance du Canada et de la France d'adopter une résolution

sur la prorogation du Traité de non-prolifération nucléaire: «Nous voulons d'abord savoir s'il ne s'agit pas d'un traité discriminatoire (...!)».

### ● LE PREMIER MINISTRE MAURICIEN À ABIDJAN

Le quotidien mauricien l'Express a annoncé dans son édition d'hier, la venue en Côte d'Ivoire, fin novembre, du Premier ministre de l'île Maurice Sir Anerood Jugnauth. Il participera, en sa qualité de président en exercice de la francophonie, à la 11<sup>e</sup> Assemblée générale de l'AUPELF, le 29 novembre.

### ● DES ENFANTS INTERPELLENT LES CHEFS D'ETAT:

Lors de la cérémonie d'ouverture, 4 enfants mauriciens de 4 races différentes ont lancé un appel pathétique aux Chefs d'Etat des 47 pays présents dans la salle. Ils ont dit entre autres: «Nous tenons à vivre dans un environnement sain, avoir accès aux soins de santé et à l'éducation. Mais nous voyons à la Télévision que beaucoup d'enfants vivent dans la misère, de la maladie et de la guerre... Nous vous demandons de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour améliorer le sort des enfants... Tenez les promesses faites au sommet mondial pour les enfants».

### ● JEAN-LOUIS ROY:

Le Secrétaire Général de l'ACCT

qui se sait dans le collimateur des Français est resté détendu et un peu silencieux durant toute la conférence. Il n'a pas réagi aux propos de Jacques Toubon. Mais son épouse, Guylaine Roy, s'est déclarée consternée par les allusions françaises et estime que tous les Canadiens devraient l'être.

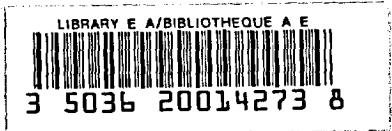
### ● ANTI-FRANCOPHONES

Le Président de l'île Maurice, M. Cassam Uiteem, a reçu vendredi, une délégation représentant une trentaine d'organisations sociales, syndicales et politiques qui lui a remis une contre-déclaration sur la Francophonie. Ces organisations dénoncent «la recolonisation de l'Afrique, par la France, la poursuite de la colonisation dans les Dom-Tom, les violations des Droits de l'homme en France, les lois racistes de Piqua, l'occupation de plusieurs îles de l'Océan Indien...»

### ● ENTRETIENS BILATERAUX:

De nombreux Chefs d'Etat africains se sont plutôt entretenus avec Alain Juppé, ministre français des affaires étrangères et surtout Michel Rousin de la coopération et, pour certains, Jacques Toubon. On comprend qu'avec la droite au pouvoir, les vraies décisions sont prises à Malignon ou au qual d'Orsay et non à l'Elysée.

Une Sélection de  
KÉBÉYACOUBA



DOCS  
CA1 EA 93S56 FRE  
Le Sommet de Maurice 16 au 18  
octobre 1993 : revue de presse  
43270706